MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Statistique Judiciaire de la Belgique

STATISTIQUE PÉNALE : 1919
STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE : 1918-1919
STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE : 1919
STATISTIQUE DES GRACES : 1919
STATISTIQUE DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE
(PATRONAGE DES DÉTENUS) : 1919
STATISTIQUE DE LA MENDICITÉ ET DU VAGABONDAGE : 1919
STATISTIQUE DE LA POLICE DES ÉTRANGERS : 1919
STATISTIQUE DES ALIÉNÉS : 1919
STATISTIQUE DES SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES : 1919
STATISTIQUE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE
(LOI DU 15 MAI 1912, CHAPITRES Ier ET II) : 1919

BRUXELLES

VEUVE FERDINAND LARCIER
ÉDITEUR
26-28, rue des Minimes

ALBERT DEWIT
ÉDITEUR
53, rue Royale

1922

PRIX : 20 FRANCS

ÉTABLISSEMENTS GÉNÉRAUX D'IMPRIMERIE
14, RUE D'OR, 14

SOMMAIRE DU VOLUME

INTRODUCTION

	Pages.
Statistique pénale :	
PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique de l'administration de la justice pénale*	VII
DEUXIÈME PARTIE. — *Statistique criminelle*	XI
Statistique de la justice civile et commerciale	XIX
Statistique pénitentiaire :	
PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique administrative*	XXV
DEUXIÈME PARTIE. — *Statistique des détenus*	XXXIV
Statistique des grâces	XXXVI
Statistique de la libération conditionnelle	XXXVII
Statistique du vagabondage et de la mendicité	XL
Statistique de la police des étrangers	XLI
Statistique des aliénés admis dans les établissements	XLII
Rapport sur l'application de la loi du 15 mai 1912 (Protection de l'enfance)	XLIII

TABLEAUX

Statistique pénale :	
PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique de l'administration de la justice pénale*	7
DEUXIÈME PARTIE. — *Statistique criminelle*	171
Statistique de la justice civile et commerciale	209
Statistique pénitentiaire :	
PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique administrative*	273
DEUXIÈME PARTIE. — *Statistique des détenus*	295
Statistique des grâces	305
Statistique de la libération conditionnelle (Patronage des détenus)	335
Statistique du vagabondage et de la mendicité	341
Statistique de la police des étrangers	349
Statistique des aliénés admis dans les établissements	355
Statistique des sourds-muets et des aveugles	369
Statistique de la Protection de l'enfance (loi du 15 mai 1912, chapitre I et II)	371
Table analytique	421
Table méthodique	435

INTRODUCTION

INTRODUCTION

STATISTIQUE PÉNALE

1919

La statistique pénale belge est divisée en deux parties. L'une, dite : « Statistique de l'administration de la Justice », rend compte des affaires traitées durant l'année par les différentes juridictions répressives du royaume et expose dans quelle mesure chacune d'elles participe à l'administration de la Justice. L'autre, la « Statistique criminelle », traduit en chiffres certains aspects de la criminalité considérée comme phénomène social et non plus comme objet de l'activité de la magistrature.

La statistique des années 1917 et 1918 n'a pas été dressée. On ne disposait pas des matériaux voulus pour dresser une statistique complète relativement à ces années. Les matériaux, notamment, que l'on emprunte aux dossiers du casier judiciaire faisaient défaut. La politique de séparation administrative de l'envahisseur ayant amené, à la fin juin 1917, le personnel de l'administration centrale à démissionner, les dépouillements statistiques qui s'effectuaient quotidiennement ont été, par le fait, supprimés jusqu'à l'armistice. D'autre part, il importe de se rappeler que l'année 1918 fut, de tout point, une année anormale puisque l'on vit la magistrature arrêter son activité en réponse aux mesures antinationales qu'avaient prises l'occupant.

En consultant les chiffres de la statistique pénale de l'année 1919 on ne perdra pas de vue l'influence exercée par les mesures législatives concernant l'amnistie (Loi du 28 août 1919 accordant amnistie pour certaines infractions commises avant le 4 août 1919. — Loi du 31 octobre 1919 accordant amnistie pour certaines infractions commises antérieurement au 4 août 1919 et que punissent les lois pénales militaires.)

PREMIÈRE PARTIE. — Statistique de l'administration de la Justice pénale.

On suivra dans l'introduction le même plan que dans le corps de la publication, c'est-à-dire qu'on examinera successivement chacun des rouages de l'organisation judiciaire dans l'ordre que lui assigne le Code d'instruction criminelle.

1. — Police judiciaire et juridictions d'instruction.

Parquets.

(Tableau I.)

Le nombre des plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés dans les parquets s'élève à 311,926.

Juges d'instruction et chambres du conseil.

(Tableau III.)

Voici, par arrondissement, le nombre des affaires réellement instruites :

Bruxelles	7,766	Courtrai	884
Louvain	1,051	Furnes	264
Nivelles	778	Ypres	142
Anvers	4,358	Liége	4,121
Malines	645	Huy	296
Turnhout	373	Verviers	1,429
Mons	1,734	Tongres	395
Charleroi	4,663	Hasselt	535
Tournai	1,077	Arlon	433
Gand	2,130	Marche	169
Audenarde	741	Neufchâteau	155
Termonde	1,644	Namur	1,026
Bruges	1,437	Dinant	534

Chambres des mises en accusation.

(Tableaux V, VI et VII.)

Les chambres des mises en accusation ont rendu 378 arrêts portant renvoi devant une juridiction de jugement ou décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés.

Le nombre des ordonnances rendues par les chambres du conseil qui ont été soumises aux chambres des mises en accusation est de 2,433. Dans la grande majorité des cas, les chambres des mises en accusation n'ont pas modifié les décisions prises par les chambres du conseil.

Ont été confirmées entièrement 2,019 ordonnances, soit 82 %.

Les chambres des mises en accusation ont, dans une plus large mesure, usé de leur pouvoir d'infirmation à l'égard des ordonnances qui étaient rendues sur le fond des affaires qu'à l'égard des ordonnances préparatoires et d'instruction.

Ordonnances rendues sur le fond des affaires.

Total.	Infirmées en tout ou en partie.	Proportion.
—	—	—
378	131	34 %

Ordonnances préparatoires et d'instruction.

Total.	Infirmées en tout ou en partie.	Proportion.
—	—	—
2,055	283	13 %

Réhabilitations. — (Loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation en matière pénale.) (Tableaux V et VI.) — Les demandes de réhabilitation ont été au nombre de 243; 199 furent accueillies, 44 furent rejetées. Des 243 demandes, 203 ont été adressées à la Cour d'appel de Bruxelles, 20 à celle de Gand, 20 à celle de Liége.

2. — Tribunaux de Police.

Nombre des affaires.

(Tableau XII.)

Le total des affaires portées devant les justices de paix est de 72,425, dont 69,598 affaires de police et 1,743 affaires concernant le vagabondage et la mendicité.

Nombre des inculpés.

(Tableau XIII.)

Les tribunaux de police ont jugé un nombre total de 86,711 individus, dont 84,702 en matière de police, et 2,009 en matière de mendicité et de vagabondage.

Lois électorales.

(Tableau XVI.)

En matière électorale, les poursuites devant les juges de paix pour absence au vote ont donné les résultats suivants. Le total des inculpés est de 126 dont 60 ont été acquittés, 25 réprimandés et 41 condamnés à l'amende.

Loi organique de l'enseignement primaire. articles 9, 10 et 11 (obligation scolaire) (1)

(Tableau XVII.)

Il y a eu 18,357 chefs de famille dénoncés aux juges de paix par les inspecteurs cantonaux. De ces chefs de famille, 4,691 n'ont fait l'objet d'aucune mesure, 12,614 ont reçu un avertissement; contre 150 d'entre eux l'affichage a été ordonné, contre 195 ont été prononcés à la fois l'affichage et l'amende.

(1) Voir arrêté royal du 15 novembre 1919 coordonnant les dispositions de la loi du 13 novembre 1919 avec celles des lois des 20 septembre 1884, 15 septembre 1895 et 19 mai 1914, qui restent en vigueur.

3. — Tribunaux correctionnels

Nombre des affaires.

(Tableau XVIII.)

Les tribunaux correctionnels ont eu à juger 42,463 affaires nouvelles et 26,223 qui étaient pendantes au début de l'année, soit un total de 68,686 affaires. Ils en ont terminé 56,180, dont 40,471 par jugements au fond.

Le nombre des affaires restant à juger à la fin de l'année 1919 est de 12,506.

Nombre des prévenus.

(Tableau XIX.)

La statistique des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels est dressée au moyen des bulletins de condamnation et d'acquittement que reçoit le département de la justice (1).

Le chiffre des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels, soit en première instance, soit sur appel d'un jugement de police est de 54,194 (2).

Ces 54,194 prévenus se décomposent en 53,608 prévenus jugés en première instance par les tribunaux correctionnels et 586 jugés en degré d'appel par ces mêmes tribunaux.

Les poursuites dirigées contre les 53,608 (2) prévenus jugés en première instance ont abouti aux résultats que voici :

Acquittés	10,142 ou	18.9%
Prévenus ayant bénéficié de la loi sur l'amnistie	4,790 ou	9.0%
Condamnés à l'emprisonnement	17,594 ou	32.8%
Id. à l'amende	21,082 ou	39.3%
	53,608	100.0

Les peines infligées à ceux de ces prévenus qui ont été condamnés se décomposent en :

8,435 (21.8%) condamnations à une amende conditionnelle;

12,647 (32.7%) condamnations à une amende non conditionnelle;

3,990 (10.3%) condamnations à un emprisonnement conditionnel;

9,650 (25.0%) condamnations à un emprisonnement non conditionnel de 6 mois ou moins;

3,954 (10.2%) condamnations à un emprisonnement de plus de 6 mois.

Des 586 (2) prévenus jugés en degré d'appel, 301 sont des condamnés, 178 sont des acquittés. 107 ont bénéficié de la loi d'amnistie.

4. — Cours d'appel.

(Tableaux XXIII à XXV.)

Le chiffre des affaires portées devant les cours d'appel est de 3,795 — dont 1,663 portées devant la Cour d'appel de Bruxelles, 1,162 devant la Cour d'appel de Gand et 970 devant la Cour d'appel de Liége.

(1) Il n'est fait exception que pour la statistique des infractions forestières. Celle-ci est dressée d'après des états spéciaux.
(2) Dans ce chiffre ne sont pas compris les prévenus pour infractions forestières.

5. — Cours d'assises.

(Tableaux XXVI à XXXIII.)

Les cours d'assises ont jugé 235 affaires; toutes étaient des affaires criminelles.

Le nombre des individus poursuivis est de 513. Parmi ces individus 482 furent jugés contradictoirement dont 280 étaient accusés de crimes contre les personnes, et 202 de crime contre les propriétés. Des 31 individus jugés par contumace, 29 étaient accusés de crimes contre les personnes, 2 étaient accusés de crimes contre la propriété.

6. — Conseils de guerre et Cour militaire.

(Tableaux XXXIV à XXXVI.)

Des tableaux donnant le compte rendu complet des travaux des juridictions militaires ont été publiés dans le volume consacré à l'année 1913.

On trouvera dans la présente publication une statistique du même genre relative à l'année 1919.

7. — Cour de cassation.

(Tableau XXXVII.)

La seconde chambre de la Cour de cassation a rendu 476 arrêts.

DEUXIÈME PARTIE. — Statistique criminelle.

Les tableaux de la statistique criminelle pour l'année 1919 ont été dressés comme ils l'ont été depuis 1899. Ils donnent le nombre non plus des *condamnations individuelles*, mais celui des *individus condamnés*. Un délinquant condamné plusieurs fois durant l'année n'est compté qu'une fois et est inscrit dans les tableaux pour la dernière condamnation qu'il a encourue ou, s'il a été condamné à raison d'infractions concurrentes, pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte. Cependant, afin que l'on puisse juger des résultats différents obtenus, suivant que l'on emploie l'une ou l'autre méthode, les totaux de chaque tableau donnent, à côté du nombre des condamnés, celui des condamnations individuelles. La statistique de l'année 1898 a été dressée d'après la seule méthode des condamnations individuelles.

---

8. — Nombre des condamnés.

(Tableaux XXXVIII à XLV et XLVII.)

Voici le chiffre des *condamnations individuelles*.

HOMMES.			FEMMES.			HOMMES ET FEMMES RÉUNIS.		
Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.
16,681	11,536	28,217	8,148	3,564	11,712	24,829	15,100	39,929

Voici le chiffre des *individus condamnés*.

HOMMES.			FEMMES.			HOMMES ET FEMMES RÉUNIS.		
Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.
16,069	10,509	26,578	7,980	3,327	11,307	24,049	13,836	37,885

Parmi les 37,885 condamnés, 1,761 ont encouru plusieurs condamnations pendant l'année.

Ces condamnations répétées se sont élevées au total de 2,044.

Elles se sont réparties entre les condamnés de la manière suivante :

Individus condamnés	2 fois	pendant l'année	1,531
Id.	3	id.	188
Id.	4	id.	34
Id.	5	id.	6
Id.	6	id.	1
Id.	7	id.	1
Id.	8 fois et plus		—

Au point de vue de la procédure, il est à remarquer que, sur les 2,044 condamnations, 1,848 concernaient des infractions qui se trouvaient en concours (1) avec d'autres *précédemment jugées*, de telle sorte qu'elles n'ont produit aucune modification de l'état pénal de l'individu qui les encourait : le condamné primaire est resté primaire, le condamné récidiviste n'a pas passé à un groupe supérieur de récidive.

Les 196 autres condamnations répétées concernaient les faits commis en 1919, après une condamnation prononcée elle-même en 1919. Ces condamnations constituaient donc une rechute, une récidive pour celui qui les a subies et, de ce chef, 53 hommes et 3 femmes ont été inscrits, en 1919, d'abord parmi les condamnés primaires, puis dans la catégorie des récidivistes.

9. — Sexe.

(Tableau XXXVIII)

Sur 1,000 condamnés on compte 702 hommes et 298 femmes.

En prenant pour base les chiffres de la population fournis par l'*Annuaire statistique* (population au 31 décembre de l'année 1918) on arrive à fixer comme suit le taux de la criminalité :

Sur 10,000 habitants, on compte : 71 hommes, 30 femmes.

Au point de vue de la comparaison entre la criminalité masculine et la criminalité féminine la répartition par nature de peines donne les proportions suivantes :

Sur 100 condamnés à une peine correctionnelle	hommes	77
	femmes	23
Sur 100 condamnés à une peine de police	hommes	61
	femmes	39

(1) Il y a concours d'infractions, *concursus delictorum*, dans le sens général du mot, quand un individu s'est rendu coupable de deux ou plusieurs infractions sans qu'il ait été condamné pour l'une d'elles au moment où il a commis l'autre. (Nypels, *Législation criminelle de la Belgique*, Comm. II, n° 252).

10. — État-civil.

(Tableau XXXIX.)

Des tableaux concernant l'état-civil des condamnés ont été publiés dans les volumes des années 1898-1906. La présente publication fournit pour l'année 1919 les éléments d'une répartition du même genre.

11. — Degré d'instruction des condamnés.

(Tableau XL.)

Il y a lieu de faire des réserves quant à la valeur scientifique des résultats de la statistique des condamnés dressée sous le rapport de l'instruction.

« En opérant des recherches statistiques sur la répartition de l'instruction au sein d'une masse sociale quelconque », disait-on dans le recueil de l'année 1898 (Introduction, p. XXV), « on doit se résigner à ne jamais obtenir de résultats rigoureusement exacts ». Pour connaître l'étendue du savoir d'un individu, on doit, dans la grande majorité des cas, s'en rapporter à la déclaration de l'intéressé, moyen d'investigation de médiocre valeur. D'un autre côté, on n'a pas encore trouvé le moyen de diviser l'échelle des connaissances humaines en catégories assez précises pour qu'on puisse sans hésitation classer un individu dans l'une d'entre elles ».

Cette statistique fut dressée pour les années 1898, 1899, 1900 et 1901, et l'expérience confirma le bien fondé des réserves formulées dès le début. (Voir : volume année 1899, Introd., p. XXIV; volume année 1900, Introd. p. XXVII).

Le travail a été repris en 1912, 1913, 1916 et 1919 dans les mêmes conditions, c'est-à-dire qu'on a adopté, comme anciennement, les quatre degrés dont l'Institut international de statistique a recommandé l'emploi. :

Illetrés;

Sachant imparfaitement lire et écrire;

Sachant bien lire et écrire, c'est-à-dire pouvant tirer parti de leurs connaissances;

Ayant une instruction plus étendue.

Les condamnés se répartissent comme suit dans chacune de ces catégories :

	HOMMES.		FEMMES.	
	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
	—	—	—	—
Illettrés	6.5	10.6	9.5	16.2
Sachant imparfaitement lire et écrire	76.6	78.8	78.6	78.0
Sachant bien lire et écrire	15.8	10.1	11.6	5.6
Possédant une instruction plus étendue	1.1	0.5	0.3	0.2

12. — Ivrognerie.

(Tableaux XLI et XLVI.)

Il est utile de rappeler de quelle manière sont dressées les statistiques relatives à l'ivrognerie.

Ces statistiques font connaître :

1° Le nombre des condamnés qui ont encouru une condamnation pour infraction à la loi sur l'ivresse (art. 1, 2 et 3), soit avant la condamnation pour laquelle ils sont inscrits dans la statistique, soit en même temps que celle-ci;

2° Le nombre des condamnés qui ont agi sous l'influence de la boisson, si même ils ne se trouvaient pas en ce moment dans l'état d'ivresse occasionnant du scandale, du désordre ou du danger, que la loi punit.

Comme le fait remarquer la statistique de 1898, « ces deux ordres de renseignements sont évidemment de valeur statistique inégale : les premiers sont des faits constatés par un jugement; les seconds, une simple appréciation émise par les personnes chargées de rédiger les bulletins transmis au casier judiciaire. Mais cette appréciation, venant de gens sérieux qui l'ont formulée en ayant le dossier du condamné sous les yeux, constitue pour le moins une indication dont on aurait tort de ne pas tenir compte. »

On ne peut lire les chiffres des statistiques relatives à l'ivrognerie sans se souvenir de l'action due d'abord à l'arrêté-loi du 15 novembre 1918, puis à la loi du 29 août 1919 qui ont organisé le régime de l'alcool.

On verra plus loin, par la statistique des infractions individuelles, que les condamnations pour infractions à la loi sur l'ivresse publique (art. 1, 2, 3) ont été de 1,766.

On trouve sur *100 condamnations individuelles :*

Parmi les primaires.	Parmi les récidivistes.
du sexe masculin.	
2.36 %	22.52 %

d'individus condamnés pour infractions à la loi sur l'ivresse.

Les trois tableaux suivants établissent quels sont les délits où l'on rencontre le plus grand nombre d'ivrognes.

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre de condamnés.				Condamnés ayant agi en état d'ivresse, qu'ils aient ou non encouru une condamnation pour ivresse.							
	HOMMES		FEMMES		NOMBRE DE CONDAMNÉS				PROPORTIONS POUR CENT			
					Hommes.		Femmes.		Hommes.		Femmes.	
	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.	270	163	184	70	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	25	27	8	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures.	92	69	31	11	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage et faux serment	7	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	77	28	25	7	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public	1,083	937	423	236	43	71	6	5	3.97	7.57	1.42	2.12
Crimes et délits contre la sécurité publique.	117	212	24	24	—	1	—	1	—	0.47	—	4.17
Crimes et délits contre l'ordre des familles	400	389	558	202	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre la moralité publique	173	124	97	55	4	—	2	1	2.31	—	2.06	1.82
Meurtre.	38	38	28	5	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires.	1,919	1,379	994	406	25	27	—	—	1.30	1.96	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	34	15	6	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnies et injures	113	73	212	105	2	—	—	—	1.77	—	—	—
Violation de sépulture.	5	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages.	7,918	4,767	3,118	1,346	2	2	—	—	0.03	0.04	—	—
Banqueroute.	6	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroqueries et abus de confiance.	1,862	953	1,423	393	—	—	—	—	—	—	—	—
Recel.	1,664	1,193	775	319	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages.	264	135	67	49	10	8	1	—	3.79	5.93	1.49	—
TOTAUX DU TABLEAU.	16,069	10,509	7,980	3,327	88	109	9	7	0.54	1.04	0.11	0.21
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.	16,681	11,536	8,148	3,564	93	113	9	7	0.56	0.98	0.11	0.20

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre de condamnés.				Condamnés ayant encouru au moins une condamnation pour ivresse (qu'ils aient ou non commis l'infraction sous l'influence de la boisson).							
	HOMMES		FEMMES		NOMBRE DE CONDAMNÉS				PROPORTIONS POUR CENT			
					Hommes.		Femmes.		Hommes.		Femmes.	
	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.	270	163	184	70	4	27	1	6	1.48	16.56	0.54	8.57
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc. . . .	25	27	8	3	1	4	—	—	4.—	14.81	—	—
Faux en écritures.	92	69	31	11	2	18	—	—	2.17	26.09	—	—
Faux témoignage et faux serment	7	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	77	28	25	7	1	2	—	—	1.30	7.14	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public	1,083	937	423	236	70	285	7	14	6.46	30.42	1.65	5.93
Crimes et délits contre la sécurité publique.	117	212	24	24	4	55	—	2	3.42	25.94	—	8.33
Crimes et délits contre l'ordre des familles	400	389	558	202	22	122	3	6	5.50	31.36	0.54	2.97
Crimes et délits contre la moralité publique	173	124	97	55	10	31	2	1	5.78	25.—	2.06	1.82
Meurtre.	38	38	28	5	—	4	—	—	—	10.53	—	—
Lésions corporelles volontaires.	1,919	1,379	994	496	46	324	2	15	2.40	23.59	0.20	3.02
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	34	15	6	3	—	3	—	—	—	20.—	—	—
Calomnies et injures	113	73	212	105	2	11	—	7	1.77	15.07	—	6.67
Violation de sépulture.	5	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel . .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages.	7,918	4,767	3,118	1,346	137	1,010	6	14	1.73	21.19	0.19	1.04
Banqueroute.	6	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroqueries et abus de confiance.	1,862	953	1,423	393	31	147	2	3	1.66	15.42	0.14	0.76
Recel.	1,664	1,193	775	319	35	269	6	6	2.10	22.55	0.77	1.88
Incendie	—	3	3	—	—	2	—	—	—	66.67	—	—
Destructions et dommages. .	264	135	67	49	11	42	1	—	4.17	31.11	1.49	—
TOTAUX DU TABLEAU. . .	16,069	10,509	7,980	3,327	376	2,356	30	74	2.34	22.42	0.38	2.22
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES. . .	16,681	11,536	8,148	3,564	394	2,598	30	77	2.36	22.52	0.37	2.16

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre de condamnés.				Condamnés ayant encouru au moins une condamnation pour ivresse ou ayant commis l'infraction en état d'ivresse.							
	HOMMES		FEMMES		NOMBRE DE CONDAMNÉS				PROPORTIONS POUR CENT			
					Hommes.		Femmes.		Hommes.		Femmes.	
	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.	270	163	184	70	4	27	1	6	1.48	16.56	0.54	8.57
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc. . . .	25	27	8	3	1	4	—	—	4.00	14.81	—	—
Faux en écritures.	92	69	31	11	2	18	—	—	2.17	26.09	—	—
Faux témoignage et faux serment	7	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	77	28	25	7	1	2	—	—	1.30	7.14	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public	1,083	937	423	236	71	288	8	14	6.56	30.74	1.89	5.93
Crimes et délits contre la sécurité publique.	117	212	24	24	4	55	—	2	3.42	25.94	—	8.33
Crimes et délits contre l'ordre des familles	400	389	558	202	22	122	3	6	5.50	31.36	0.54	2.97
Crimes et délits contre la moralité publique	173	124	97	55	10	31	2	1	5.78	25.00	2.06	1.82
Meurtre.	38	38	28	5	—	4	—	—	—	10.53	—	—
Lésions corporelles volontaires.	1,919	1,379	994	496	59	327	2	15	3.07	23.71	0.20	3.02
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	34	15	6	3	—	3	—	—	—	20.—	—	—
Calomnies et injures	113	73	212	105	3	11	—	7	2.65	15.07	—	6.67
Violation de sépulture.	5	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel . .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages.	7,918	4,767	3,118	1,346	138	1,010	6	14	1.74	21.19	0.19	1.04
Banqueroute.	6	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroqueries et abus de confiance.	1,862	953	1,423	393	31	147	2	3	1.66	15.42	0.14	0.76
Recel.	1,664	1,193	775	319	35	269	6	6	2.10	22.55	0.77	1.88
Incendie	—	3	3	—	—	2	—	—	—	66.67	—	—
Destructions et dommages. .	264	135	67	49	12	42	2	—	4.55	31.11	2.99	—
TOTAUX DU TABLEAU. . .	16,069	10,509	7,980	3,327	393	2,362	32	74	2.45	22.48	0.40	2.22
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES. . .	16,681	11,536	8,148	3,564	411	2,604	32	77	2.46	22.57	0.39	2.16

13. — Age.

(Tableau XLII.)

Les tableaux suivants donnent la répartition des condamnés par âge d'abord en chiffres absolus, puis proportionnellement au nombre pour chaque âge.

AGE.	HOMMES			FEMMES			RÉPARTITION PAR AGE DE 1.000 HOMMES	RÉPARTITION PAR AGE DE 1.000 FEMMES
	Primaires	Récidivistes	Total	Primaires	Récidivistes	Total		
De 16 à moins de 18 ans.	1.866	119	1.985	550	22	572	74.7	59.6
De 18 id. 21 ans.	3.313	719	4.032	994	123	1.117	151.7	98.8
De 21 id. 25 ans.	2.987	1.337	4.324	1.230	313	1.543	162.7	136.5
De 25 id. 30 ans.	1.887	1.585	3.472	1.235	464	1.699	130.6	150.3
De 30 id. 35 ans.	1.458	1.560	3.018	924	516	1.440	113.6	127.3
De 35 id. 40 ans.	1.186	1.502	2.688	790	486	1.276	101.1	112.8
De 40 id. 45 ans.	1.004	1.361	2.365	709	513	1.222	89.—	108.1
De 45 id. 50 ans.	828	954	1.782	577	360	937	67.	82.9
De 50 id. 55 ans.	615	665	1.280	394	233	627	48.2	55.4
De 55 id. 60 ans.	432	368	800	309	160	469	30.1	41.5
De 60 id. 70 ans.	402	285	687	219	118	337	25.8	29.8
De 70 ans et plus. . . .	91	54	145	49	19	68	5.5	6.—
Age inconnu.	—	—	—	—	—	—	—	—

14. — Répartition géographique des condamnés.

(Tableau XLIII.)

Comme le faisait remarquer le premier volume de la statistique judiciaire (1898), une étude sur la répartition géographique des condamnés doit, pour être complète, se faire d'après au moins deux bases différentes. La première est le lieu de naissance du condamné. Elle fait connaître l'influence que le lieu d'origine exerce sur la criminalité. La seconde est le lieu où le fait délictueux a été commis. Cette dernière base traduit l'action du milieu où le condamné se trouve au moment de l'accomplissement du délit.

Les publications de 1898, 1899, 1900 ont donné la répartition des condamnés par lieu de naissance. Depuis 1901, les publications la donnent suivant l'arrondissement où les faits ont été commis.

15. — Classement des récidivistes par degré. — Récidive générale (générique) et récidive spéciale (spécifique).

(Tableau XLIV.)

Le tableau XLIV donne la répartition des récidivistes, à la fois, suivant le degré de récidive, et suivant le caractère de cette récidive (général ou spécial).

Voici, d'une part pour les hommes et d'autre part pour les femmes, les proportions des primaires et des récidivistes (ceux-ci classés par degrés).

1919		PRIMAIRES	RÉCIDIVISTES								
			1° degré	2° degré	3° degré	4° degré	5° degré	6° degré	7° degré	8° degré	9° degré	10° degré et au delà
Hommes	Chiffres absolus	16,009	4,375	2,084	1,142	731	488	367	237	212	155	718
	Proportions	60.46	16.46	7.84	4.30	2.75	1.84	1.38	0.89	0.80	0.58	2.70
Femmes	Chiffres absolus	7,080	1,675	719	359	173	120	67	51	30	29	95
	Proportions	70.57	14.82	6.36	3.18	1.53	1.14	0.59	0.45	0.26	0.26	0.84

16. — Nombre des infractions individuelles. — Leur répartition par mois.

(Tableau XLV.)

On a continué, en 1919, les recherches commencées en 1899 sur le nombre d'infractions commises par chacun des délinquants compris dans la statistique criminelle. S'il est intéressant de connaître combien d'individus différents ont été frappés par la justice dans le cours d'une année, il ne l'est pas moins de mesurer la puissance criminelle de ces délinquants par le nombre de faits pour lesquels ils ont été condamnés. Pour établir cette comparaison dans tous ses termes, il faudrait posséder une statistique des infractions proprement dites, c'est-à-dire une statistique où l'on relève le nombre des infractions indépendamment de celui de leurs auteurs, où l'on compte, par exemple, les vols commis sans avoir égard au nombre des voleurs. Mais, faute d'un matériel statistique approprié, on ne peut dresser cette statistique en Belgique. On doit se contenter d'établir la somme des infractions individuelles commises ou, si l'on veut, le nombre des infractions subjectives, au lieu de celui des infractions objectives. Que trois individus enlèvent ensemble un objet dans une maison habitée : objectivement, ils n'ont commis qu'un seul vol qualifié; subjectivement, ils se sont rendus coupables chacun d'un tel crime. Une statistique des infractions ne compterait qu'un vol; la statistique des infractions individuelles dont il est question dans le présent chapitre, en comptera trois.

La statistique des infractions individuelles permet de comparer avec toute la rigueur désirable l'intensité de la criminalité chez les primaires et chez les récidivistes, d'établir le niveau relatif de la criminalité dans les grandes, les moyennes et les petites communes, de mesurer l'influence des saisons sur la criminalité, enfin, de mettre en relief l'importance exacte de chaque espèce d'infraction. Il importe de remarquer, quant à ce dernier point que, dans les autres tableaux de la statistique criminelle les infractions les moins graves apparaissent comme moins nombreuses qu'elles ne le sont réellement, parce que, si un individu est condamné pour l'une d'elles en même temps que pour une autre plus grave, on le classe à la rubrique de cette dernière infraction et il n'est fait aucune mention de la première. Qu'un individu soit condamné, par exemple, à un mois de prison pour rébellion, à 26 francs d'amende pour outrage aux mœurs et à 26 francs d'amende pour bris de clôture, comme il ne vaut que pour une unité dans la statistique, on ne l'inscrit qu'une fois à la rubrique rébellion (fait le plus grave) et on ne tient aucun compte de l'outrage aux mœurs et du bris de clôture. Dans les tableaux de la statistique des infractions individuelles, chaque rubrique contient le nombre exact des infractions qui ont donné lieu à une condamnation, chaque infraction individuelle étant comptée pour une unité. Dans l'exemple cité plus haut, on inscrira une rébellion, un outrage aux mœurs, un bris de clôture.

Les infractions individuelles jugées en 1919 ont été au nombre de 43,855, commises par 37,885 délinquants. Le rapport numérique des condamnés aux infractions individuelles qui représente l'activité délictueuse moyenne d'un condamné en une année déterminée est de 1.15.

25,243 infractions furent commises par des condamnés primaires, 18,612 par des condamnés récidivistes. Sur 100 infractions individuelles, 42.4 ont été commises par des récidivistes.

Si on calcule, comme on vient de le faire, pour l'ensemble des condamnations, l'action délictueuse moyenne d'un délinquant primaire et d'un récidiviste, on trouve les coefficients suivants :

Primaires : 24,105 (1) condamnés, 25,243 infractions = 1.05 infraction par condamné.

Récidivistes : 13,836 condamnés, 18,612 infractions = 1.35 infraction par condamné.

N. B. — Dans les publications des années 1899 à 1914 on répartissait les infractions individuelles en catégories suivant l'importance des communes où elles avaient été commises (2).

(1) On obtient ce chiffre en ajoutant aux 24,049 condamnés primaires (tableau XXXII, col. 7) 56 individus condamnés comme primaires, puis comme récidivistes dans le cours de l'année de 1919. Dans ce tableau ces individus sont comptés parmi les récidivistes (col. 8).

(2) Des explications au sujet de la composition de ces catégories ont été données dans la « Statistique judiciaire » de l'année 1913, Introduction, page XL et XLI. La 1re catégorie comprend les faits commis en Belgique, dans les communes ou agglomérations urbaines de 100,000 habitants ou plus, la 2e catégorie les faits commis en Belgique, dans les communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants, la 3e catégorie les faits commis en Belgique, dans les communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants, la 4e catégorie les faits commis en Belgique dans les communes de moins de 10,000 habitants.

17. — Contraventions aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique (loi du 16 août 1887).

Faits d'ivresse jugés en 1919.

(Tableau XLVI.)

On a relevé 1,766 condamnations prononcées contre des individus coupables de s'être enivrés d'une façon scandaleuse, dangereuse pour eux-mêmes ou pour autrui.

Ces condamnations se répartissent comme suit : les faits d'ivresse poursuivis isolément ont été au nombre de 1,551 les faits d'ivresse connexes à un délit ont été au nombre de 215 (1).

(1) Ces chiffres ne pourraient avoir de signification que si, notamment, ils étaient rapprochés des chiffres relatifs à la population. Mais, sous cette réserve, — la question de l'alcoolisme offrant un intérêt actuel et l'arrêté-loi du 15 novembre 1918 d'abord, la loi du 29 août 1919 ensuite ayant organisé le régime de l'alcool — il est utile de rappeler ici les nombres correspondants des dernières années.

Années	Condamnations pour faits d'ivresse commis isolément.	Condamnations pour faits d'ivresse connexes à un délit.	Total des condamnations pour faits d'ivresse.
—	—	—	—
1911	17,056	4,914	21,970
1912	16,625	4,785	21,410
1913	15,975	5,106	21,083
1914	9,153	2,719	11,872
1915	4,398	1,424	5,822
1916	2,794	887	3,681
1919	1,551	215	1,766

Il est superflu de faire remarquer qu'un commentaire de ces chiffres devrait tenir compte de plusieurs éléments.

STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

ANNÉE JUDICIAIRE 1918-1919 (1).

1. — Justices de paix.

Juridiction contentieuse.

(Tableaux XLVIII, et XLVIX.)

Les juges de paix ont eu à statuer sur 91,964 affaires.

Ces 91,964 affaires de l'année judiciaire 1918-1919 ont été terminées :

17,155 (18.7 sur °/₀) par des jugements contradictoires;

4,046 (4.4 sur °/₀) par des jugements par défaut;

176 (0.2 sur °/₀) par des jugements d'incompétence;

Et 1,854 (2.0 sur °/₀) en vertu de l'article 7 du Code de procédure civile.

68,733 (74.7 sur °/₀) ont été terminées à l'amiable ou sont restées sans suite.

Sur les 23,231 jugements, les juges de paix en ont prononcé 14,058 (61 %) en dernier ressort. Les autres, au nombre de 9,173 (39 %), étaient susceptibles d'appel.

La loi du 9 août 1887, réglant la procédure en expulsion des locataires de maisons ou appartements d'un faible loyer, a permis aux juges de paix de statuer sur 1,385 demandes de cette nature.

Il a été rendu 2,685 jugements avant de statuer au fond.

Juridiction gracieuse.

(Tableau XLVIII.)

Les juges de paix ont présidé 33,651 conseils de famille, reçu 1,665 actes d'émancipation et procédé à 1,737 levées de scellés.

Le nombre des procès-verbaux de ventes mobilières reçus par les greffiers a été de 4; celui des actes reçus *pro Deo* s'est élevé à 39,720.

La plus grande partie de ces actes reçus *pro Deo* concernait les conseils de famille (nomination de tuteurs, subrogés tuteurs, actes de notoriété, etc.).

Le nombre d'actes de toute nature reçus par les notaires du royaume durant l'année 1919 (2) est de 440,469.

Ils se répartissent comme suit :

233,923 dans le ressort de la Cour d'appel de Bruxelles;

96,118 dans le ressort de la Cour d'appel de Gand;

110,428 dans le ressort de la Cour d'appel de Liége.

Le montant des droits d'enregistrement perçus pour les actes notariés s'élève à 113,517,155 fr. 42 centimes.

II. — Tribunaux de première instance.

Affaires à juger.

(Tableau L.)

Ces tribunaux ont été saisis de 7,785 affaires nouvelles en 1918-1919.

Aux 7,785 affaires nouvelles déférées à ces tribunaux de première instance en 1918-1919 s'ajoutent 19,793 affaires anciennes; de ce nombre, 19,747 étaient pendantes au commencement de l'année judiciaire; 26 ont été réinscrites après avoir été rayées et 20 causes ont été reportées au rôle par suite d'opposition à des jugements par défaut. Le total des affaires à juger était donc de 27,578.

Ces affaires se répartissent de la manière suivante, par ressort de cour d'appel :

COURS D'APPEL.	CAUSES ANCIENNES				CAUSES NOUVELLES	TOTAL. GÉNÉRAL.
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	réinscrites au rôle.	sur opposition à des jugements par défaut.	TOTAL.		
Bruxelles.	14,685	10	6	14,701	4,597	19,298
Gand.	1,213	2	3	1,218	1,152	2,370
Liége.	3,849	14	11	3,874	2,036	5,910
Totaux	19,747	26	20	19,793	7,785	27,578

(1) La statistique civile et commerciale est dressée par année judiciaire. L'année judiciaire, au point de vue statistique, commence le 1er août et finit le 31 juillet suivant.

(2) Les renseignements concernant les actes notariés sont donnés pour l'année civile, soit donc, ici, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1919.

Affaires terminées.

(Tableau L.)

De ces 27,578 causes à juger, 5,246 ont été terminées, savoir :

2,004 (38 %) par des jugements contradictoires;
1,780 (34 %) par des jugements par défaut;
1,462 (28 %) par transaction, abandon, radiation.

Des 27,578 affaires, il restait donc à terminer à la fin de l'année judiciaire 22,332 affaires ou 80 % du total des affaires à juger.

Nature des affaires.

(Tableau LII.)

Les affaires terminées par des jugements sont mentionnées dans le tableau LII sous les divers titres des codes dont les dispositions ont été appliquées.

On y rencontre, en ce qui touche les actions les plus fréquemment introduites :

I. — Livre Ier du Code civil : 52 affaires rentrant sous le titre du mariage et relatives à des oppositions, nullités, autorisations maritales, etc., 83 demandes en pension alimentaire, 734 relatives au divorce, 49 relatives à la séparation de corps, 62 en interdiction, 21 nominations de conseil judiciaire.

II. — Livre II : 114 affaires relatives aux biens et aux différentes modifications de la propriété, dont 10 concernaient la propriété immobilière, 102 la propriété mobilière, 2 les servitudes.

III. — Livre III : 797 demandes relatives aux successions, 40 aux donations entre vifs et aux testaments, 37 aux conventions, 103 au payement de sommes, 106 demandes rentrant sous le titre du contrat de mariage, 212 rentrant sous le titre de la vente, 183 sous le titre du louage, 17 relatives à la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques.

Les affaires en matière de quasi-contrats, délits et quasi-délits sont au nombre de 232. On les trouvera classées par catégorie à la suite du tableau.

145 affaires se rapportaient à des saisies-arrêts ou oppositions et 143 à des saisies immobilières.

Les expropriations pour cause d'utilité publique ont fourni matière à 12 procès.

Communication au ministère public.

(Tableau LII.)

Le ministère public, en vertu de l'article 83 du Code de procédure, a donné des conclusions dans 2,295 cas sur 3,784 affaires (61 %).

Dans 2,170 affaires, ces conclusions ont été conformes; dans 125 contraires au jugement.

Durée de la procédure.

(Tableau LI.)

La durée de la procédure est indiquée, tant pour les affaires terminées que pour celles qui restaient à juger à la fin de l'année judiciaire, dans le tableau LI.

Sur les 3,784 affaires terminées par des jugements, 2,087 (55 %) ont été terminées dans les six mois de leur inscription; 434 (12 %) du sixième au douzième mois et 1,263 (33 %) après ce délai.

Sur les 22,332 affaires restant à juger au 1er août 1918, 3,591 (16 %) avaient moins de six mois d'inscription; 1,536 (7 %) avaient de six mois à un an; 17,205 (77 %) étaient inscrites depuis plus d'un an.

Avant faire droit.

(Tableau LV.)

Les tribunaux ont prononcé 3,061 jugements avant de statuer au fond.

Affaires sur requête. — Référés. — Ordonnances.

(Tableau LVI.)

Le nombre des affaires sur requêtes s'est élevé à 16,471; 16,025 demandes ont été accordées, 242 rejetées et 204 sont restées sans suite.

On comptait parmi les principales affaires: 5,279 concernant les ventes de biens; 313 la rectification d'actes de l'état civil; 411 l'homologation d'actes de notoriété; 508 l'homologation de délibérations de conseils de famille.

Sur 4,551 demandes de *pro Deo*, 4,315 ont été accordées, 236 rejetées.

Parmi les ordonnances rendues, on peut citer comme les plus importantes par le nombre : celles sur assignation à bref délai, 333; celles sur référé, 3,153, dont 2,727 rendues contradictoirement et 426 par défaut.

Il y a eu 3,533 procès-verbaux de présentation de testaments; 931 envois en possession de succession testamentaire ont été ordonnés.

Poursuites disciplinaires.

Une décision a été rendue en matière disciplinaire : un notaire a été destitué.

Divorces et séparations de corps.

(Tableaux LIII et LIV.)

Les demandes en divorce se sont élevées à 774 ; 11 de ces demandes émanaient d'époux contre lesquels le divorce était déjà demandé. Il n'y a eu aucune demande réintroduite durant l'année 1918-1919 après rejet ou biffure d'une précédente demande. Le chiffre des unions dont on demandait la dissolution par le divorce était donc de 763.

665 demandes ont été accueillies, 40 rejetées, 69 ont été abandonnées.

Ces demandes étaient formées : 433 par le mari, 308 par la femme. Les tribunaux se sont prononcés sur 33 demandes en divorce par consentement mutuel.

On relève, au point de vue de la situation de famille des époux, 345 cas (45 %) dans lesquels ceux-ci avaient des enfants; 417 (55 %) dans lesquels ils n'avaient pas ou n'avaient plus d'enfants. Dans 1 affaire, la situation de famille est inconnue, les renseignements faisant défaut au moment de la confection de la statistique et n'ayant pu être recueillis depuis.

La durée du mariage des conjoints au moment de l'instance en divorce était de moins d'un an pour 2 demandes; de 1 à 5 ans, pour 61 demandes; de 5 à 10, pour 268 ; de 10 à 20, pour 338; de 20 à 30, pour 79; de 30 à 40 pour 14; de 40 à 50 pour 1 demande. Dans aucun cas la durée n'était de plus de 50 ans. Pour un cas la durée du mariage est inconnue. (La raison en a été dite plus haut).

Les demandes étaient fondées : 542 (70.0 %) sur des excès, sévices ou injures graves; 177 (22.9 %) sur l'adultère (58 du mari, 119 de la femme) ; 40 (5.2 %) reposaient sur le consentement mutuel; 15 (1.9 %) étaient la conséquence d'une séparation de corps. (Aucune demande n'était basée sur une condamnation à une peine criminelle, soit du mari, soit de la femme.)

Le nombre des demandes en séparation s'est élevé à 60 : 41 demandes ont été accueillies, 7 rejetées et 12 abandonnées.

13 demandes étaient formées par le mari; 47 étaient formées par la femme.

Aucune demande n'émanait de personnes contre lesquelles la séparation aurait déjà été demandée.

Aucune demande n'a été réintroduite la même année après rejet ou biffure.

Le chiffre des unions matrimoniales où l'on sollicitait la cessation de la vie commune par la séparation de corps a donc été de 60.

Dans 39 cas, les demandeurs avaient des enfants ; dans 21, ils n'en avaient pas ou n'en avaient plus.

La durée du mariage, avant la séparation de corps, a été de 1 à 5 ans, dans 2 cas ; de 5 à 10, dans 13 ; de 10 à 20, dans 25; de 20 à 30, dans 15; de 30 à 40, dans 2 cas; de 40 à 50 dans 3 cas. Dans aucun cas la durée du mariage n'était, soit de moins de 1 an, soit de plus de 50 ans.

Les motifs invoqués sont les excès, sévices et injures graves dans 58 cas, l'adultère du mari dans 1 cas, l'adultère de la femme dans 1 cas.

Le tableau LIV met en rapport les motifs des demandes de divorce et de séparation de corps, d'une part avec la situation de famille, d'autre part avec la durée du mariage.

Saisies immobilières. — Ordres et distributions par contribution.

(Tableau LVII.)

Le nombre de transcriptions de saisies immobilières, opérées au bureau des hypothèques, conformément à l'article 19 de la loi du 15 août 1854, a été de 161.

Il y a eu 10 procédures d'ordre ouvertes pendant l'année. Le nombre des procédures d'ordre pendantes au commencement de l'année s'élevait à 43. En outre une procédure d'ordre, qui avait déjà été poursuivie antérieurement à cette année judiciaire a été poursuivie durant cette année. Donc un total de 54 procédures d'ordre à régler. De celles-ci, 5 ont été terminées, elles le furent par règlement du juge de la procédure; aucune n'a été terminée ni à l'amiable ni pour abandon de la procédure. Il restait à régler 49 procédures d'ordre à la fin de l'année judiciaire.

3 procédures de contribution ont été ouvertes pendant l'année. Le nombre de procédures de contribution pendantes au commencement de l'année judiciaire était de 54. Le total des procédures de contribution à régler était de 57. De ces procédures 5 ont été terminées par le règlement du juge, 2 par abandon de procédure, aucune n'a été terminée à l'amiable. Il restait à régler 50 procédures de contribution à la fin de l'année.

III. — Tribunaux de commerce.

Affaires à juger.

(Tableau LVIII.)

Le nombre des affaires nouvelles introduites devant les tribunaux consulaires et les tribunaux civils jugeant commercialement, s'est élevé, en 1918-1919, à 12,386.

Aux 12,386 causes nouvelles s'ajoutent : 25,904 causes qui étaient pendantes au 1er août 1918, 533 réinscrites après radiation et 86 poursuivies sur opposition à des jugements par défaut.

Le nombre total des affaires commerciales a juger par ces tribunaux a donc été de 38,909.

Affaires terminées.

(Tableau LVIII.)

Des 38,909 affaires à juger, 13,710 ont été terminées, et ce, de la manière suivante :

6,523 (48 %) par jugements — dont 4,207 (31 %) jugements contradictoires et 2,316 (17 %) jugements par défaut.

7,187 (52 %) par désistement, transaction, radiation — dont 4,736 (35 %) par radiation du rôle ordonnée d'office.

Parmi les jugements contradictoires, 2,458 étaient en dernier ressort; 1,749 étaient à charge d'appel.

Parmi les jugements par défaut, 1,629 étaient en dernier ressort, 687 à charge d'appel.

Des 6,523 jugements, les tribunaux de commerce en ont rendu 5,472, les tribunaux civils jugeant commercialement 1,702.

Des 7,187 affaires terminées par désistement, transaction, radiation, 651 le furent devant des tribunaux de commerce, 6,536 devant les tribunaux civils jugeant commercialement.

Jugements avant de statuer au fond.

(Tableau LX.)

Il a été rendu en matière commerciale 1,793 jugements avant de statuer au fond (1,447 devant les tribunaux de commerce, 346 devant les tribunaux civils jugeant commercialement).

Durée de la procédure.

(Tableau LIX.)

Des 6,523 affaires terminées par des jugements, 4,982 ont été terminées dans les six mois de leur inscription (76 p. c.); 659 (11 p. c.) du sixième au douzième mois et 882 (13 %) après ce délai.

Affaires restant à juger.

(Tableaux LVIII et LIX.)

Au 1er août 1919, il reste à terminer 25,199 affaires.

Dans les 25,199 affaires restant à juger, les tribunaux spéciaux de commerce figurent pour 21,952 affaires ; les tribunaux civils jugeant commercialement pour 3,247 affaires.

4,316 affaires étaient inscrites depuis moins de six mois (3,419 aux tribunaux de commerce, 897 aux tribunaux civils) ;

1,939 depuis six mois à un an (1,387 aux tribunaux de commerce, 552 aux tribunaux civils) ;

18,944 depuis un an et plus (17,146 aux tribunaux de commerce, 1,798 aux tribunaux civils).

Ordonnances de référé.

Le chiffre des ordonnances de référé rendues par les présidents en vertu de la loi du 26 décembre 1891 a été de 203.

Concordats préventifs.

(Tableaux LXI et LXII.)

Il a été présenté aux tribunaux 14 requêtes tendant à obtenir le bénéfice du concordat préventif. De ce nombre 5 ont été accueillies et suivies d'homologation ; 3 ont été rejetées (pour défaut de majorité); 2 ont été suivies de déclaration de faillite pendant la procédure; 1 a été admise par les créanciers mais non suivies d'homologation; 3 ont été retirées ou étaient tenues en suspens à la fin de l'exercice. Le tableau LXII fait connaître quel est le dividende distribué dans les concordats préventifs clôturés par liquidation après abandon d'actif, et met ce dividende en rapport avec le passif (1).

Faillites.

(Tableaux LXIII à LXIX.)

33 faillites nouvelles ont été déclarées. De plus, 3 faillites ont été réouvertes. Au 1er août 1918, il restait à liquider 1,063 faillites, soit au total, 1,096 faillites dont les tribunaux de commerce ont eu à s'occuper (1,099 en y comprenant les 3 faillites réouvertes)

Sur les 33 faillites nouvelles, 8 ont été déclarées sur aveu du failli, 16 à la poursuite des créanciers (dont 8 sur assignation, 8 sur requête), 9 d'office.

Sur le nombre de faillis, 23 étaient d'origine belge, 5 d'origine étrangère : 3 Allemands, 1 Hollandais, 1 Russe.

Parmi ces faillites, 2 concernaient des associés; 5 concernaient des sociétés.

Le montant du passif de ces 33 faillites nouvelles se détermine comme suit :

2	avaient un passif de	moins de	1,000	francs	;
5	id.	de	1,000 à 5,000	id.	;
4	id.	de	5,000 à 10,000	id.	;
5	id.	de	10,000 à 20,000	id.	;
3	id.	de	20,000 à 50,000	id.	;
2	id.	de	50,000 à 100,000	id.	;
6	id.	de	100,000 francs ou plus.		

Au 31 juillet 1919, en ce qui concerne 6 faillites, le montant du passif était encore inconnu ou le délai accordé pour la production des créances n'était pas expiré.

Depuis la publication de l'année 1911-1912, certains renseignements nouveaux sont donnés relativement aux faillites terminées.

Alors qu'antérieurement on se bornait à classer les faillites en catégories basées sur le montant du dividende distribué, on a dressé depuis des tableaux où le dividende distribué est mis en rapport avec le passif. (Tableaux LXVII et LXVIII.)

Les renseignements sont donnés, d'une part relativement aux faillites terminées par concordat, d'autre part relativement aux faillites terminées par liquidation.

De plus, en ce qui concerne les faillites terminées par liquidation, un tableau indique l'emploi de l'actif réalisé. (Voir le tableau LXVIII.)

Sur un total de 33 faillites nouvelles, on compte : pour le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, 23 faillites; pour le ressort de Gand, 4, et pour le ressort de Liége, 6.

Des 1,096 faillites à clôturer (1,099 en y comprenant les 3 faillites réouvertes), les tribunaux en ont terminé 105 : 6 ont été terminées par concordat, 61 par liquidation, 33 closes à défaut d'actif et 5 révoquées.

Il en restait à régler 994 à la fin de l'année du compte.

La liquidation des faillites terminées par concordat ou liquidation a été opérée dans les délais suivants : 5 de 1 à 2 ans; 2 de 3 à 4 ans; 10 de 4 à 5 ans; 29 de 5 à 6 ans; 21 après un délai de 6 ans ou un délai de plus de 6 ans.

1 demande de sursis de payement a été introduite pendant l'année 1918-1919. Elle a été accueillie.

(1) Un tableau, ainsi conçu, figure, pour la première fois, dans la publication qui contient la statistique commerciale de l'année judiciaire 1912-1913. Il a été continué depuis.

IV. — Cours d'appel.

Affaires à juger.

(Tableau LXX.)

Les affaires nouvelles introduites en 1918-1919 devant les cours d'appel sont au nombre de 806.

Les affaires se répartissent comme suit :

Cour d'appel de Bruxelles,	465	affaires	;
Id. de Gand,	133	id.	;
Id. de Liége,	208	id.	

En ajoutant aux 806 causes nouvelles les 2,219 causes pendantes au commencement de l'année judiciaire, on arrive au chiffre de 3,025 causes à juger.

Les affaires soumises aux cours d'appel se composaient: de 1,618 appels en matière civile; 1,249 appels sur jugements rendus par les tribunaux spéciaux de commerce; de 108 appels sur jugements rendus par les tribunaux civils jugeant commercialement; de 6 appels de tribunaux étrangers au ressort de la cour (renvoi après cassation); de 7 appels d'une décision d'un conseil de discipline de l'ordre des avocats; de 22 appels de jugements arbitraux; de 13 appels de référés; de 2 appels d'affaires portées directement devant la Cour.

Résultats des appels.

(Tableaux LXX.)

Les cours d'appel ont terminé 819 affaires. Elles ont rendu 616 arrêts : 571 contradictoirement (375 confirmatifs, 196 infirmatifs) et 45 par défaut; en outre, 151 causes ont été terminées pas transaction, abandon, etc., et 52 par suite de radiation d'office.

En matière civile : 357 affaires ont été jugées contradictoirement, 30 par défaut, 126 ont été terminées d'une autre manière.

En matière commerciale: 214 affaires ont été jugées contradictoirement, 15 par défaut et 77 ont été terminées d'une autre manière.

Durée de la procédure.

(Tableau LXXII.)

Des 616 affaires terminées par des arrêts, 200 ont été terminées dans les six mois (143 en matière civile, 57 en matière commerciale); 102 du sixième au douzième mois (76 en matière civile et 26 en matière commerciale) ; 264 dans un délai d'un à trois ans (137 en matière civile, 127 en matière commerciale) ; 50 après ce délai (31 en matière civile, 19 en matière commerciale).

Affaires restant à juger.

(Tableaux LXX et LXXII.)

Il restait à terminer à la fin de l'année judiciaire 2,206 affaires.

De celles-ci, 367 étaient inscrites depuis moins de six mois (186 en matière civile, 181 en matière commerciale);

123 depuis six mois à un an (81 en matière civile et 42 en matière commerciale) ;

510 depuis un à trois ans (281 en matière civile, 229 en matière commerciale) ;

1,206 depuis plus de trois ans (604 en matière civile, 602 en matière commerciale).

Les cours d'appel ont rendu 70 arrêts préparatoires et interlocutoires.

Nature des affaires.

(Tableau LXXI.)

Sur les 387 arrêts en matière civile, 118 ont statué sur des questions régies par le livre Ier du Code civil.

Parmi les 118 arrêts qui concernent le livre Ier : 48 décidaient en matière de divorce et 8 en matière de séparation de corps; 26 réglaient des contestations relatives aux obligations résultant du mariage, notamment des demandes de pensions alimentaires (24).

Les dispositions du livre II du Code civil ont été appliquées par 4 arrêts lesquels étaient relatifs au titre de la propriété.

Parmi les 187 arrêts qui concernent le livre III, on trouve 12 arrêts pour le titre des Successions; 17 pour celui des Donations entre vifs et des testaments; 71 pour celui des Contrats et obligations; 64 pour celui des Engagements qui se forment sans convention; 89 pour celui du Contrat de louage.

Le Code de procédure et les lois spéciales ont donné lieu à 78 arrêts. Parmi ces arrêts, on peut en signaler : 9 concernant la compétence; 20 relatifs au sequestre de biens ennemis.

Sur les 229 arrêts qui ont appliqué les dispositions du Code de commerce, 220 concernaient le livre Ier : Commerce en général; 9 concernaient le livre III : Faillites, banqueroutes et sursis.

Parmi les 616 arrêts rendus, 348 l'ont été après communication au ministère public; 317 étaient conformes et 31 contraires, en tout ou en partie, aux conclusions des magistrats du parquet.

Affaires diverses.

(Tableau LXXIII,)

Une demande en réhabilitation a été introduite par un failli. Cette demande a été accueillie.

Les cours d'appel ont jugé 18 affaires en matière de milice et n'ont eu à connaître d'aucune affaire en matière électorale.

Les cours ont jugé 60 affaires fiscales.

V. — Cour de cassation.

(Tableaux LXXIV et LXXV.)

Le nombre des causes à juger (matière civile et commerciale) est de 121.

Ces pourvois étaient dirigés contre 36 arrêts de cours d'appel, 64 jugements de tribunaux civils, 14 jugements de tribunaux de commerce, 4 décisions de justices de paix, 1 de conseil de prud'hommes. Il y a eu, en outre, 2 affaires en règlement de juges.

La cour a eu à statuer sur 109 affaires anciennes et sur 12 affaires nouvelles.

Elle a terminé 43 affaires : 8 par arrêts de cassation, 88 par arrêts de rejet, 7 par arrêts décrétant le désistement.

Le total des arrêts basés sur les Codes civil et de procédure civile a été de 23(2 arrêts de cassation, 14 arrêts de rejet, 7 arrêts de désistement); il n'y a pas eu d'arrêt basé sur le Code de commerce; les lois et matières diverses ont fait l'objet de 20 arrêts (6 arrêts de cassation, 14 arrêts de rejet).

Il restait, à la fin de l'exercice, 78 causes à juger.

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE.

Les tableaux de la statistique pénitentiaire sont présentés en deux groupes. Ceux du premier groupe se rapportent au fonctionnement des principaux services des prisons : écrou, services scolaire, disciplinaire, médical, industriel; c'est la statistique administrative. Ceux du second groupe forment la statistique des détenus; ils donnent des renseignements sur la situation de ceux-ci avant la détention et au moment de leur libération. On trouvera ci-dessous, résumées brièvement et accompagnées de quelques explications, les principales données que fournissent les tableaux statistiques de chacun des deux groupes.

PREMIÈRE PARTIE. — Statistique administrative.

1. — Organisation des prisons.

Les prisons se divisent en prisons centrales, qui ne reçoivent que des condamnés, et en prisons secondaires, qui renferment, outre des condamnés, les diverses catégories de détenus mis à la disposition des autorités judiciaires ou administratives.

Il y a deux prisons centrales : l'une à Louvain, l'autre à Gand. La première est entièrement cellulaire; des huit quartiers de la seconde, un seul est cellulaire; les autres sont des quartiers communs, avec cellules de nuit.

La prison centrale de Louvain et le quartier cellulaire de la prison centrale de Gand sont affectés à la détention des condamnés criminels (travaux forcés et reclusion) et de condamnés correctionnels à long terme (plus de cinq ans). La prison centrale à Louvain reçoit, en outre, les condamnés à la détention. Indépendamment de ceux réservés aux jeunes condamnés et aux indisciplinés des écoles de bienfaisance, dont il sera question plus loin, les quartiers communs de Gand reçoivent : 1° les condamnés criminels qui sont jugés inaptes à subir le régime cellulaire à raison de leur état de santé physique ou mental et les condamnés à perpétuité qui, après un encellulement de dix ans, optent pour le régime commun, usant de la faculté qui leur est laissée à cet égard par la loi du 1er mai 1913; 2° les condamnés correctionnels qui ne peuvent être soumis au régime cellulaire sans danger pour leur santé physique ou mentale; 3° les condamnés correctionnels à court terme (six mois et moins) de certains arrondissements qui, par suite d'encombrement, ne peuvent trouver place dans l'établissement qui leur est normalement affecté.

Les prisons secondaires sont au nombre de vingt-sept : il en est établi une au chef-lieu de chacun des vingt-six arrondissements judiciaires; l'arrondissement de Bruxelles en compte deux. Toutes ces prisons sont cellulaires.

Les prisons centrales ne renferment que des hommes : il n'y a pas, vu le peu d'importance de la criminalité féminine, de prison centrale de femmes. Les femmes condamnées, même à une peine criminelle, la subissent dans une prison secondaire : en général, celle du lieu de la condamnation.

Un quartier spécial, entièrement distinct de ceux réservés aux adultes, est établi à la prison centrale de Gand; il est destiné aux condamnés à plus de six mois, âgés, lors de l'exécution de la condamnation, de 16 et de moins de 18 ans. La loi du 15 mai 1912 permet aux cours et tribunaux, lorsqu'ils condamnent à l'emprisonnement un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis, d'ordonner qu'il restera à la disposition du gouvernement depuis l'expiration de sa peine jusqu'à sa majorité. C'est au quartier spécial de la prison centrale de Gand que sont internés, quel que soit le taux de la peine d'emprisonnement prononcée, les jeunes délinquants auxquels il a été fait application de cette disposition légale. Au quartier spécial de Gand, les jeunes détenus sont isolés la nuit dans des cellules et travaillent en commun pendant le jour. Une section du quartier cellulaire leur est réservée et est destinée aux élèves qui sont en quarantaine, en punition ou isolés temporairement par mesure d'ordre.

A la prison centrale de Gand est également établi le quartier de discipline pour les garçons des écoles de bienfaisance. Il reçoit ceux des élèves de ces écoles qui sont vicieux, incorrigibles ou qui exigent une surveillance spéciale.

Dans les tableaux de la statistique administrative, la rubrique des prisons centrales comprend la prison centrale de Louvain et les quartiers suivants de la prison centrale de Gand : 1° le quartier cellulaire; 2° le quartier commun des criminels. Les chiffres relatifs au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés sont renseignés distinctement. Quant aux quartiers communs de correctionnels établis à la prison centrale de Gand, ils figurent sous la rubrique des prisons secondaires.

2. — Capacité des prisons.

(Tableau LXXVI.)

On compte dans les prisons belges, au 31 décembre 1919, 4,358 cellules de jour et de nuit pour hommes et 672 pour femmes.

Il s'agit de cellules ordinaires, à l'exclusion des cellules d'infirmerie, de pistole, de punition et des cellules destinées aux condamnés pour dettes.

Il y a, pour la détention en commun pendant le jour, avec cellules ou alcôves de nuit, 1,119 places pour hommes et 20 pour femmes.

Ces derniers chiffres sont fournis, en majeure partie, en ce qui concerne les hommes, par les quartiers communs de la prison centrale de Gand (1,023 places) et par ceux de la prison de Forest (96 places) et, pour les femmes, par la partie non aménagée de la prison à Audenarde.

Quelques prisons secondaires sont, en outre, pourvues de quartiers de «désencombrement». On y dispose de 344 places en commun pour hommes et de 46 pour femmes.

3. — Mouvement général d'entrée et de sortie. — Journées de détention. Population moyenne.

(Tableaux LXXVII et LXXVIII.)

Le total des journées de détention est, dans les prisons centrales et pour les adultes seuls, de 253,662. Au quartier de discipline et des jeunes condamnés, il est de 19,921, dont 10,663 pour les indisciplinés et 9,258 pour les jeunes condamnés.

Dans les prisons secondaires, le nombre des journées de détention est, pour les hommes, de 1,802,231 et, pour les femmes, de 215,241, soit, au total, 2,017,472.

Le tableau qui suit donne, par catégories d'établissements, le nombre des journées de détention pour chacune des années 1915 à 1919.

ÉTABLISSEMENTS.	1915	1916	1917	1918	1919
Prisons centrales	262,412	265,411	265,012	264,873	253,662
Prisons secondaires. Hommes	1,360,749	1,626,510	1,597,544	1,629,197	1,802,231
Prisons secondaires. Femmes	153,179	238,825	387,290	387,536	215,241
Totaux	1,776,340	2,130,746	2,249,846	2,281,606	2,271,134
Jeunes condamnés	13,358	18,531	18,595	9,488	9,258
Indisciplinés	35,827	40,376	42,297	27,735	10,063

La population moyenne par jour, pendant les mêmes années, s'établit de la façon suivante :

ÉTABLISSEMENTS.	1915	1916	1917	1918	1919
Prisons centrales	719	725	726	726	695
Prisons secondaires. Hommes	3,730	4,445	4,369	4,485	4,945
Prisons secondaires. Femmes	418	654	1,058	1,067	590
Totaux	4,867	5,824	6,153	6,278	6,230
Quartier de discipline et des jeunes condamnés	135	161	107	102	55

4. — École.

(Tableaux LXXIX et LXXX.)

Dans les prisons centrales, la fréquentation de l'école est obligatoire pour les détenus, à moins d'une dispense motivée, accordée par le directeur. On dispense les détenus qui ont une instruction supérieure, ceux qui n'ont aucune disposition pour l'étude, les infirmes et les vieillards. La dispense peut aussi être motivée par mesure d'ordre et de sûreté.

Dans les prisons secondaires, la fréquentation de l'école est obligatoire : 1° pour les condamnés à six mois et plus qui n'ont pas atteint leur quarantième année; 2° pour les jeunes délinquants à quelque titre que ce soit. La fréquentation de l'école est facultative pour les autres détenus.

Au quartier de discipline et des jeunes condamnés, l'école est obligatoire pour tous les internés.

Des 738 individus détenus dans les prisons centrales au 31 décembre 1919, 624, soit 85 % fréquentaient l'école à cette date.

Les résultats obtenus à leur égard se résument dans la constatation suivante :

504, soit 81 p. c., ont profité des leçons;
120, soit 19 p. c., n'ont fait aucun progrès.

La population des écoles des prisons secondaires était au 31 décembre 1919, de 484 hommes et de 71 femmes. Parmi les hommes, 397 ou 82% ont profité de l'enseignement qui leur était donné; 87, soit 18 % n'ont fait aucun progrès. Pour les femmes, la proportion est respectivement de 58 ou 82 % et de 13 ou 18 %.

Les 40 garçons présents au quartier de discipline et des jeunes condamnés, au 31 décembre, fréquentaient tous l'école; 30, soit 75 %, ont tiré profit des leçons qu'ils ont reçues; 10, soit 25 %, n'ont fait aucun progrès.

En ce qui concerne les détenus ayant fréquenté l'école qui ont été libérés au cours de l'année 1919, la proportion de ceux ayant tiré profit de cette fréquentation est de : pour les prisons centrales de 81 % et pour les prisons secondaires de 85 % pour les hommes et de 88 % pour les femmes.

Pour le quartier de discipline et des jeunes condamnés cette proportion est de 86%.

5. — Punitions infligées aux détenus.

(Tableau LXXXI.)

Le nombre total des journées de punition a été :

Dans les prisons centrales, de 1,657, soit 0.65 pour cent journées de détention;

Dans les prisons secondaires :

Pour les hommes, de 18,643, soit 1.03 pour cent journées de détention;

Pour les femmes, de 524, soit 0.24 pour cent journées de détention;

Au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés, il a été de 5, ou 0.02 pour cent journées de détention.

6. — Service médical.

(Tableau LXXXII.)

En règle générale, les détenus malades reçoivent à l'établissement les soins nécessaires. Comme on le voit au tableau renseignant la capacité des prisons, presque toutes les prisons sont pourvues à cet effet d'installations convenables. Le médecin décide si les détenus malades peuvent être soignés dans leur cellule ou s'ils doivent être transférés à l'infirmerie.

Les règlements prévoient la possibilité d'envoyer à l'hôpital du lieu — qui alors est considéré comme une succursale de la prison et où le condamné continue à subir sa peine — le détenu qui ne pourrait être soigné convenablement à la prison. Mais l'existence d'infirmeries dans la plupart des prisons et l'organisation dans toutes d'un service médical restreignent l'application de cette disposition réglementaire aux seuls cas exceptionnellement graves de maladies contagieuses ou nécessitant, pour leur guérison, l'intervention de chirurgiens spécialistes, ou encore lorsqu'il s'agit de femmes sur le point d'accoucher. En 1919, le nombre des transferts de ce genre a été de 66 (54 hommes et 12 femmes).

Le tableau qui suit donne, pour chacune des années 1915 à 1919, la proportion de journées de maladie pour cent journées de détention.

Il convient de remarquer qu'il s'agit dans ce tableau des journées de maladie et non des journées d'infirmerie, c'est-à-dire, qu'il comprend les maladies même les plus anodines, qui ont été traitées dans les quartiers et qui, parfois, n'ont pas empêché le détenu de se livrer au travail.

ÉTABLISSEMENTS.	1915			1916			1917			1918			1919		
	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.
Prisons centrales. . .	262,412	12,415	4.73	265,411	12,489	4.71	265,012	12,443	4.70	264,873	19,564	7.39	253,662	12,444	4.91
Prisons secondaires. Hommes.	1,360,749	26,577	1.95	1,626,610	35,419	2.18	1,597,544	38,641	2.42	1,629,197	38,720	2.38	1,802,231	37,774	2.10
Prisons secondaires. Femmes.	153,179	12,692	8.29	238,825	15,179	6.36	387,290	13,460	3.48	387,536	11,550	2.98	215,241	13,996	6.50
Quartier de discipline.	35,827	396	1.11	40,376	959	2.38	42,297	503	1.19	27,735	1,636	5.90	10,663	480	4.50
Quartier des jeunes condamnés . . .	13,358	68	0.51	18,531	137	0.74	18,595	1,585	8.52	9,488	348	3.67	9,258	140	1.51

7. — Décès.

(Tableau LXXXIII.)

Il y a eu, en 1919, dans les prisons centrales, 9 décès.
Dans les prisons secondaires :
Parmi les hommes . . . . 15 décès ;
Parmi les femmes. . . . . 1 —

Aucun décès ne s'est produit, ni au quartier de discipline, ni à celui des jeunes condamnés.

Le tableau qui suit met en regard du chiffre de la population moyenne le nombre de décès et indique la proportion de ceux-ci pour cent détenus.

ÉTABLISSEMENTS.	1915			1916			1917			1918			1919		
	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.
Prisons centrales . .	719	16	2.23	725	12	1.66	726	26	3.58	726	55	7.58	695	9	1.29
Prisons secondaires. Hommes .	3,730	14	0.38	4,445	28	0.63	4,369	60	1.37	4,485	49	1.09	4,945	15	0.30
Prisons secondaires. Femmes. .	418	1	0.24	654	1	0.15	1,058	5	0.47	1,067	3	0.28	590	1	0.17
Quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés . . .	135	—	—	161	2	1.24	167	3	1.80	102	2	1.96	55	—	—

8. — Suicides et tentatives de suicide.

(Tableau LXXXIV.)

Dans les prisons centrales, il ne s'est produit ni suicide ni tentative de suicide.

Dans les prisons secondaires, 13 prévenus se sont suicidés. Il y a eu, en outre, 26 tentatives de suicide, dont 20 par des prévenus, 6 par des condamnés.

Le tableau qui suit donne, pour chacune des années 1915 à 1919, le nombre des suicides accomplis et tentés dans les prisons centrales et dans les prisons secondaires.

Pendant la même période on n'a constaté au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés ni suicide, ni tentative de suicide.

ANNÉES.	PRISONS CENTRALES.		PRISONS SECONDAIRES.							
			SUICIDES ACCOMPLIS.				SUICIDES TENTÉS.			
			Condamnés.		Autres catégories. (Prévenus, passagers, etc.)		Condamnés.		Autres catégories. (Prévenus, passagers, etc.)	
	Suicides accomplis.	Suicides tentés.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1915.	2	1	2	—	2	1	3	—	9	—
1916.	—	—	1	—	5	2	9	1	11	—
1917.	1	1	4	—	3	—	4	2	5	1
1918.	—	4	—	—	1	2	2	1	8	—
1919.	—	—	—	—	11	2	5	1	17	3
Totaux.	3	6	7	—	22	7	23	5	50	4

9. — Aliénation mentale.

(Tableau LXXXV.)

Les vérifications médicales relatives à l'état mental des détenus dans les prisons sont, en vertu du Règlement général du 30 septembre 1905, confiées à des médecins spécialistes. Deux médecins aliénistes se partagent actuellement ce service pour l'ensemble des établissements pénitentiaires du royaume, qui sont, à ce point de vue, divisés en deux groupes. Ils examinent, sur la réquisition du directeur de l'établissement ou de l'administration centrale, tout condamné dont la conduite présente quelque anomalie, qui donne lieu de suspecter son état mental.

Quant aux prévenus et accusés, c'est au magistrat instructeur qu'il appartient, s'il le juge opportun, de faire procéder à leur examen mental par des praticiens qu'il désigne lui-même. Avis lui est donné par la direction de la prison des désordres mentaux apparents que présente tout prévenu ou accusé. La collocation d'un condamné dans un asile d'aliénés a lieu sur la production d'un certificat délivré dans les formes légales par les médecins aliénistes des prisons. Elle n'est ordonnée que si le détenu est atteint d'une maladie mentale de telle nature qu'il ne puisse être maintenu en prison sans préjudice pour son état mental ou pour l'ordre intérieur de l'établissement.

Les condamnés aliénés sont internés à l'asile de l'État à Tournai, les femmes sont internées à l'asile de l'État à Mons.

En 1919, il y a eu, dans les prisons centrales, 15 aliénés colloqués. Dans les prisons secondaires, le nombre des collocations a été de 63 (47 hommes, 16 femmes) ; il se subdivise ainsi qu'il suit, au point de vue des catégories auxquelles appartenaient les colloqués :

Prévenus, accusés et passagers. 51 (41 hommes, 10 femmes).
Condamnés . . . . . 10 (5 id. 5 id.).
Mendiants et vagabonds . . 2 (1 id. 1 id.).

Les chiffres qui précèdent accusent, par rapport à la population moyenne des établissements, les proportions suivantes :

Dans les prisons centrales, 2.16 aliénés colloqués pour cent détenus.

Dans les prisons secondaires : hommes, 0.95 aliénés colloqués pour cent détenus; femmes, 2.71 aliénées colloquées pour cent détenues.

Il ne s'est produit aucun cas d'aliénation mentale, en 1919, au quartier de discipline ni au quartier des jeunes condamnés.

On trouvera ci-après un tableau donnant le nombre de collocations de 1915 à 1919 dans les prisons centrales et dans les prisons secondaires.

ÉTABLISSEMENTS.			1915	1916	1917	1918	1919
Prisons centrales.	Louvain		3	6	6	6	11
	Gand	Quartier cellulaire	1	—	—	—	2
		Quartier commun des criminels	3	1	1	1	2
	Totaux		7	7	7	7	15
	Proportion pour cent détenus (population moyenne)		0.07	0.07	0.06	0.06	2.16
Prisons secondaires.	Prévenus et accusés.	Hommes	52	50	43	11	41
		Femmes	7	5	8	3	10
	Passagers et mendiants et vagabonds.	Hommes	2	2	2	—	1
		Femmes	2	2	—	—	1
	Condamnés.	Hommes	15	14	7	1	5
		Femmes	6	4	8	2	5
	Totaux.	Hommes	69	66	52	12	47
		Femmes	15	11	16	5	16
	Proportion pour cent détenus (population moyenne)	Hommes	1.85	1.49	1.19	0.27	0.95
		Femmes	3.59	1.68	1.51	0.47	2.71

Il a été dit plus haut que, dès qu'un condamné détenu présente quelque anomalie qui donne lieu de suspecter son état mental, le directeur de l'établissement est tenu d'en aviser le médecin aliéniste de la circonscription.

Le tableau qui va suivre, indiquant le nombre des détenus signalés aux médecins aliénistes, comprend donc la totalité des individus dont l'état mental a paru suspect. Il s'applique à tous les condamnés, à l'exclusion des prévenus et accusés dont l'examen mental n'est pas de la compétence des médecins aliénistes des prisons.

ANNÉES.	Population moyenne des condamnés détenus.	Nombre des condamnés signalés aux médecins aliénistes.
1915.	3,205	108
1916.	3,968	101
1917.	3,259	— (1)
1918.	2,615	— (1)
1919.	2,777	75

Ces chiffres font ressortir à 2.85 pour cent détenus et par an, la moyenne des condamnés qui ont paru présenter, à un degré quelconque, les indices d'un trouble mental.

(1) Ces renseignements n'ont pu être recueillis d'une façon complète pour les années 1917 et 1918, l'Administration centrale ayant suspendu ses fonctions de juillet 1917 à novembre 1918.

10. — Travail des détenus.

(Tableau LXXXVI.)

Le travail est obligatoire pour les condamnés à des peines criminelles (travaux forcés, reclusion); les condamnés à l'emprisonnement correctionnel sont également astreints au travail, à moins qu'il n'en soient dispensés par le gouvernement dans les cas exceptionnels (art. 26 du Code pénal); le travail est facultatif pour les condamnés à la détention et à l'emprisonnement de police et pour toutes les autres catégories de détenus.

Le travail est organisé dans les prisons sur les bases suivantes, fixées par le règlement général du 30 septembre 1905 : les détenus sont employés principalement à des travaux pour le compte de l'État. Dans le cas où les travaux en régie ne suffisent pas pour occuper tous les détenus, les directeurs cherchent à utiliser les bras disponibles au profit de l'industrie libre. Ils font appel, dans ce but, à la concurrence des entrepreneurs. La main-d'œuvre des détenus ne peut être accordée qu'à des entrepreneurs ou fabricants; il est interdit aux directeurs d'accepter des commandes des particuliers, à l'exception des travaux de traduction, d'écritures, de dessin et autres semblables.

Les conditions des entreprises sont réglées par un contrat soumis à l'approbation de la commission administrative et du Ministre. Les prix de façon sont déterminés par pièce ou par journée. Ils sont calculés sur les prix moyens du commerce, diminués de la moins-value du travail pénitentiaire.

Sur le prix de façon payé par l'entrepreneur il est opéré, au profit de l'État, une retenue de trois dixièmes, à titre de frais de gestion. Des sept dixièmes restants, une part est attribuée aux détenus dans les proportions suivantes, qui constituent le maximum prévu par la loi : cinq dixièmes pour les condamnés correctionnels, quatre dixièmes pour les reclusionnaires, trois dixièmes pour les forçats. Le surplus appartient à l'État. Les détenus pour lesquels le travail n'est pas obligatoire, reçoivent l'intégralité du prix de la main-d'œuvre, déduction faite des trois dixièmes retenus pour frais de gestion.

Voici quel était, au dernier jour ouvrable de l'année 1919, l'emploi de la population détenue dans les établissements pénitentiaires (prisons centrales, prisons secondaires, quartiers de discipline et des jeunes condamnés) :

NATURE DES TRAVAUX EFFECTUÉS.		HOMMES.	FEMMES.
Travaux domestiques		733	178
Travaux industriels	A. Pour compte de particuliers	163	18
	B. Pour compte des administrations publiques	304	81
	C. Simples occupations	1,937	78
	D. Apprentis du quartier de discipline et des jeunes condamnés	34	—
TOTAL DES OCCUPÉS		3,171	355
Détenus dispensés du travail pour diverses causes (maladie, punition, etc.)		1,046	56
Détenus inoccupés faute de travail		307	85
TOTAL DES INOCCUPÉS		1,353	141
TOTAL GÉNÉRAL		4,524	496

En 1919, le produit brut du travail, c'est-à-dire l'ensemble des prix payés par les entrepreneurs particuliers ou pour les travaux en régie directe, par l'État, s'est élevé à . . . . . fr. 300,131.73

La dépense pour les travaux domestiques dans des établissements où le produit du travail industriel a été nul, a atteint . . . . . fr. 10,811.96

Total . . . fr. 310,943.69

Il a été payé aux détenus occupés aux travaux industriels . . . . . fr. 125,866.66

A ceux employés aux travaux domestiques . . . . . fr. 35,669.13

Le traitement du personnel attaché spécialement aux travaux industriels et certaines menues dépenses occasionnées par ces travaux, représentent une somme de fr. 94,996.06

Soit un total de dépenses de. . . . . fr. 256,531.85

Il s'ensuit que les opérations se rapportant exclusivement au travail laissent un bénéfice de. . fr. 54,411.84

11. — Prix de la journée d'entretien.

(Tableau LXXXVII.)

Le prix moyen de la journée d'entretien dans les prisons est, pour 1919, de 4 fr. 68 c.

Il était pour 1915, de 1 fr. 80 c.
Id. 1916, de 2 fr. 05 c.
Id. 1917, de 3 fr. 60 c.
Id. 1918, de 6 fr. 04 c.

Ce prix est établi en répartissant sur le nombre total de journées de détention l'ensemble de la dépense nette.

Il est à remarquer qu'il est tenu compte dans ce calcul des journées d'entretien, dans les hôpitaux et les asiles d'aliénés, des détenus transférés en ces établissements et dont la charge d'entretien incombe à l'administration des prisons, ce qui explique la différence entre le nombre de journées de détention, mentionné au tableau relatif au prix de la journée d'entretien et celui renseigné aux tableaux du mouvement de la population, lesquels ne comprennent naturellement que les journées de détention dans les prisons.

La dépense nette est fixée en évaluant toutes les consommations et dépenses faites dans l'établissement pendant l'année pour la nourriture des détenus, leur habillement, leur coucher, le chauffage, le fonctionnement des divers services : cuite, écoie, etc., le traitement des fonctionnaires et employés, les frais de bureau, le salaire des détenus, etc. On y ajoute la valeur du matériel mis au rebut et on déduit les recettes effectuées, telles que : produit du travail, part contributive des provinces dans les frais d'entretien des bâtiments et du mobilier, recouvrement des frais d'entretien de détenus dont l'entretien est à charge d'autres caisses (militaires, mendiants et vagabonds, etc.).

12. — Renseignements divers.

On trouvera ci-dessous des renseignements sur les options de régime et les transferts au régime commun.

Options de régime. — Les condamnés à perpétuité ne pouvant, aux termes de la loi du 1er mai 1913, être contraints à subir le régime de la séparation que pendant les dix premières années de leur captivité, sont appelés, à l'expiration de la dixième année, à faire connaître s'ils désirent continuer à subir leur peine en cellule ou s'ils réclament, au contraire, leur transfert en commun.

Pendant l'année 1919, 10 condamnés hommes ont été appelés à l'option; 5 ont opté pour la cellule et 5 pour le régime commun; un homme qui, en 1918, avait opté pour le régime cellulaire, a obtenu son transfert au régime commun; un autre, qui, en 1918, avait opté pour le régime commun, a été réintégré en cellule.

Transferts en commun. — Les condamnés dont les médecins constatent l'inaptitude, soit au point de vue physique, soit au point de vue mental, à subir le régime cellulaire, sont transférés dans les quartiers communs, distincts pour les condamnés criminels et les condamnés correctionnels, aménagés à la prison centrale de Gand. Les quartiers communs pour femmes sont installés à Mons (pour les condamnées criminelles), à Tournai (pour les condamnées correctionnelles).

Le tableau qui suit donne le nombre de transferts en commun effectués pendant l'année 1919 :

TRANSFERTS EFFECTUÉS.	Condamnés criminels.		Condamnés correctionnels.		Total.
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	
Pour cause d'inaptitude physique	3	—	16	—	19
Pour cause d'inaptitude mentale	20	—	9	—	29
TOTAUX	23	—	25	—	48

DEUXIEME PARTIE. — Statistique des détenus.

Sous cette rubrique sont groupés divers renseignements concernant la personnalité de tous les condamnés qui, à la date du 31 décembre 1919, étaient inscrits à la comptabilité morale, quel que soit le lieu de leur détention: prison centrale, prison secondaire, quartier des jeunes condamnés. Les indisciplinés des écoles de bienfaisance n'y sont point compris.

Le compte moral, dont les annotations servent de base à cette statistique, est ouvert à tout détenu qui a à subir une peine d'emprisonnement de plus de trois mois. Il l'est à tout détenu du quartier des jeunes condamnés, quel que soit le taux de sa peine. On y inscrit d'abord des renseignements divers sur la condition du détenu à son entrée dans l'établissement : ils sont relatifs, notamment, à son état civil, sa profession, le degré de son instruction, ses antécédents. On y consigne toutes les indications concernant la condamnation en cours et spécialement un exposé des faits qui ont provoqué cette condamnation. Tous ces renseignements sont puisés par la direction de la prison dans un bulletin dressé, avec le concours des autorités locales, par le parquet qui a exercé les poursuites. Pendant le cours de la détention le compte moral reçoit la mention des actes méritoires posés, des récompenses obtenues, des infractions commises, des punitions encourues et, en outre, des appréciations du personnel sur la conduite, le caractère et les dispositions morales de l'intéressé. Lors de la sortie de prison du condamné, on mentionne, enfin, à son compte moral, divers renseignements sur sa condition à cette époque, au point de vue, notamment, de son instruction, de sa conduite, de sa santé, de son amendement.

Au 31 décembre 1919, 2,578 détenus (2,300 hommes et 278 femmes) étaient inscrits à la comptabilité morale.

Voici leur répartition aux divers points de vue qui sont envisagés dans les tableaux statistiques :

Juridiction.

(Tableau XC.)

Avaient été jugés :

Par les cours d'assises	528	hommes,	48	femmes.
Par les cours d'appel	639	id.	80	id.
Par les tribunaux correctionnels	808	id.	143	id.
Par les tribunaux de police.	»	id.	»	id.
Par les tribunaux militaires	325	id.	7	id.

Genre des infractions.

(Tableau XC.)

Condamnés pour infractions :

Contre les personnes	965	hommes,	190	femmes.
Contre les propriétés	1,335	id.	88	id.

Nature des peines.

(Tableau XC.)

A la peine de mort	80	hommes,	9	femmes.
Aux travaux forcés à perpétuité	122	id.	4	id.
Aux travaux forcés à temps	192	id.	21	id.
A la détention perpétuelle	60	id.	0	id.
A la détention à temps.	62	id.	1	id.
A la reclusion	94	id.	8	id.
A l'emprisonnement correctionnel	1,690	id.	235	id.

Lieu où l'infraction a été commise.

(Tableau LXXXVIII.)

Province d'Anvers	361	hommes,	37	femmes.
Id. de Brabant	585	id.	42	id.
Id. de Flandre occident.	219	id.	18	id.
Id. de Flandre orientale	294	id.	30	id.
Id. de Hainaut	254	id.	61	id.
Id. de Liége	256	id.	46	id.
Id. de Limbourg.	72	id.	16	id.
Id. de Luxembourg	35	id.	8	id.
Id. de Namur.	78	id.	19	id.
Faits commis à l'étranger	146	id.	1	id.

Pour les 2,431 détenus condamnés pour délits commis en Belgique (2,154 hommes, 277 femmes), les infractions ont été commises dans des communes de 5,000 habitants et moins, par 778 hommes et 102 femmes, dans des communes de plus de 5,000 habitants, par 1,376 hommes et 175 femmes.

Age (au jour de la condamnation).

(Tableau LXXXIX.)

Agés de 16 à moins de 18 ans.	20	hommes,	1	femme.
Id. de 18 à moins de 21 ans.	218	id.	19	femmes.
Id. de 21 à moins de 30 ans.	1,054	id.	87	id.
Id. de 30 à moins de 40 ans.	605	id.	75	id.
Id. de 40 à moins de 50 ans.	266	id.	57	id.
Id. de 50 à moins de 60 ans.	110	id.	29	id.
Id. de 60 à moins de 70 ans.	27	id.	7	id.
Id. de 70 ans et plus.	0	id.	3	id.

Etat civil.

(Tableau LXXXIX.)

Célibataires	1,325	hommes,	81	femmes.
Mariés ayant des enfants.	665	id.	122	id.
Mariés sans enfants	206	id.	34	id.
Veufs et divorcés ayant des enfants.	59	id.	41	id.
Veufs et divorcés sans enfants	45	id.	0	id.

Filiation.

(Tableau LXXXIX.)

Enfants légitimes, légitimés ou reconnus par le père	2,254	hommes,	271	femmes.
Enfants naturels	46	id.	7	id.
Enfants trouvés	0	id.	0	id.

Suivant le degré de leur instruction.

(Tableau LXXXIX.)

1er degré. Ne sachant ni lire, ni écrire.	392	hommes,	30	femmes.
2e degré. Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement.	1,337	id.	205	id.
3e degré. Sachant bien lire et écrire.	415	id.	41	id.
4e degré. Ayant une instruction supérieure à ces degrés.	156	id.	2	id.

Suivant l'idiome.

(Tableau LXXXIX.)

Parlant le français	674	hommes,	138	femmes.
Id. le flamand	1,018	id.	90	id.
Id. ces deux langues.	589	id.	50	id.
Ne parlant ni le français ni le flamand.	19	id.	0	id.

Antécédents.

(Tableau XCI.)

Non récidivistes . . . . . 1,178 hommes, 199 femmes.

		Hommes	Femmes
Récidivistes ayant subi	1 condamnation antérieure	284	38
	2 id. id.	159	13
	3 id. id.	116	13
	4 id. id.	97	2
	5 id. id.	69	3
	de 6 à 10 condamnations antérieures.	180	4
	de 11 à 15 condamnations antérieures.	85	5
	de 16 à 20 condamnations antérieures.	57	0
	plus de 20 condamnations antérieures.	75	1

La récidive dont il est ici question est la récidive pénitentiaire et non la récidive légale. Il n'est pas tenu compte des condamnations antérieures à une peine de police.

Libérés pendant l'année.

Condition au moment de la libération.

On trouvera dans le tableau XCII des renseignements sur la condition au moment de la libération de 3,798 détenus (3,424 hommes et 374 femmes) libérés pendant l'année. Il s'agit là aussi des seuls libérés inscrits à la comptabilité morale.

STATISTIQUE DES GRACES

soumises à l'instruction du département de la justice.

(Tableau XCIII.)

La statistique publiée a pour unité de dépouillement la requête. Quand un individu a adressé plusieurs requêtes en grâce ayant le même objet on compte autant d'unités qu'il y a eu de requêtes sur lesquelles le Roi a statué durant l'année 1919.

Lorsqu'une même requête concerne plusieurs condamnations, la condamnation la plus forte est, seule, prise en considération.

C'est sous le bénéfice de ces observations qu'il faut lire le tableau XCIII où l'on trouvera une statistique détaillée des requêtes en grâce qui, après examen par le département de la justice, ont fait l'objet d'une décision de la part du Roi, durant l'année 1919.

Les requêtes ont été au nombre de 3,957 : 201 furent accueillies totalement; 1,327 furent accueillies partiellement; et 2,429 furent rejetées.

La première partie du tableau XCIII donne le classement des requérants d'après la nature des infractions auxquelles s'appliquent les requêtes.

La seconde partie du tableau XCIII donne le classement des requérants à la fois d'après leurs antécédents judiciaires et la nature des infractions auxquelles s'appliquent les requêtes. Sous le rapport des antécédents judiciaires les requérants sont répartis en deux catégories : 1re catégorie, les individus sans antécédents judiciaires ou condamnés précédemment à une ou à des peines de police; 2me catégorie, les individus condamnés précédemment à une ou à des peines criminelles ou correctionnelles.

STATISTIQUE
DE LA
LIBÉRATION CONDITIONNELLE

(Tableaux XCIV à XCVII.)

Le nombre des détenus auxquels peut s'appliquer la libération conditionnelle est nécessairement restreint : la loi exige une durée minimum de détention et exclut, par le fait, une nombreuse catégorie de prisonniers. D'autre part, l'amendement du détenu et les nécessités de la répression ne permettent évidemment pas de faire bénéficier de la mesure les récidivistes endurcis ou les condamnés ayant fait preuve d'une perversion spéciale.

Aussi la *statistique* de la libération conditionnelle ne peut-elle être que le résultat chiffré d'une enquête.

L'enquête a été faite dès le début de la loi et continue depuis.

Elle porte d'abord sur l'application de la loi, au point de vue de l'initiative que prennent les directeurs de prison et du contrôle qu'exerce l'administration centrale par les instructions d'office qu'elle ordonne, ensuite, sur la personnalité des détenus qui bénéficient de la libération conditionnelle : âge, état civil, antécédents, peines encourues, etc.; enfin, sur les résultats : proportion des révocations et des libérations devenant définitives par expiration du temps d'épreuve. On trouvera les chiffres pour 1919 aux tableaux XCIV et XCV.

Pour permettre d'apprécier l'importance réelle et la conséquence de la libération conditionnelle, les tableaux ci-dessous fournissent un résumé des chiffres constatés depuis le 1er juin 1888, date de la mise en vigueur de la loi.

Le premier indique la proportion des libérations conditionnelles accordées tant pour les propositions des autorités que pour les instructions d'office sur requête.

Le second expose les résultats en mettant en regard du chiffre total des libérations celui des libérations qui sont devenues définitives et celui des révocations.

Le troisième groupe, par période quinquennale, depuis juin 1888 jusqu'au 31 décembre 1918, la moyenne annuelle des libérations accordées et des révocations prononcées.

Le quatrième indique la date à laquelle expireront les délais d'épreuve pour les libérés encore soumis à la surveillance et qui pourraient être éventuellement réintégrés.

Le cinquième et dernier tableau donne le résultat général de la loi, depuis sa mise en vigueur jusqu'au 31 décembre 1919, ainsi que la proportion des rechutes.

Les quatre derniers tableaux ne tiennent pas compte des décès.

ANNÉES.	LIBÉRATIONS			REJETS		
	sur propositions des directeurs.	après requêtes instruites d'office.	TOTAL.	de propositions des directeurs.	après instructions d'office.	TOTAL.
1888-1889 . . .	118	54	172	156	69	225
1890.	78	28	106	47	53	100
1891.	123	47	170	45	45	90
1892.	145	54	199	57	38	95
1893.	133	43	176	66	18	84
1894.	142	39	181	95	29	124
1895.	140	61	201	135	48	183
1896.	160	56	216	136	64	200
1897.	163	72	235	172	90	262
1898.	179	87	266	181	87	268
1899.	162	70	232	179	88	267
1900.	175	61	236	149	50	199
1901.	148	74	222	186	80	266
1902.	136	46	182	182	80	262
1903.	180	45	225	176	61	237
1904.	158	59	217	173	94	267
1905.	143	72	215	145	76	221
1906.	142	74	216	194	85	279
1907.	215	104	319	221	99	320.
1908.	178	72	250	226	77	303
1909.	149	75	224	271	85	356
1910.	143	59	202	271	88	359
1911.	125	63	188	230	107	337
1912.	157	85	242	237	126	363
1913.	146	87	233	147	101	248
1914.	130	51	181	153	56	209
1915.	39	22	61	132	45	177
1916.	104	15	119	126	72	198
1917.	109	11	120	158	53	211
1918.	140	34	174	151	109	260
1919.	238	71	309	137	94	231

ANNÉES.	LIBÉRATIONS conditionnelles		LIBÉRATIONS devenues définitives		RÉVOCATIONS			
	accordées pendant l'année.	Total depuis 1er juin 1888 (1).	pendant l'année.	depuis le 1er juin 1888 (1).	de libérations accordées dans l'année.	Total des révocations prononcées dans l'année.	Total des révocations prononcées depuis le 1er juin 1888 (1).	Total des révocations par rapport à l'année dans laquelle la libération a été accordée (2).
1888-1889	172	172			3	3	3	7
1890	106	278		245	1	5	8	5
1891	170	448			1	4	12	4
1892	199	647	170	415	3	5	17	6
1893	176	823	143	558	3	7	24	11
1894	181	1,004	126	684	3	6	30	13
1895	201	1,205	170	854	2	13	43	9
1896	216	1,421	178	1,032	1	6	49	9
1897	235	1,656	206	1,238	2	10	59	6
1898	266	1,922	234	1,472	1	9	68	11
1899	232	2,154	188	1,660	1	8	76	16
1900	236	2,390	123	1,783	—	8	84	13
1901	222	2,612	107	1,890	3	17	101	17
1902	182	2,794	197	2,087	3	21	122	10
1903	225	3,019	212	2,299	2	10	132	12
1904	217	3,236	176	2,475	4	7	139	15
1905	215	3,451	233	2,708	6	21	160	19
1906	216	3,667	220	2,928	2	10	170	12
1907	319	3,986	195	3,123	3	13	183	24
1908	250	4,236	203	3,326	2	23	206	22
1909	224	4,460	274	3,600	3	23	229	19
1910	202	4,662	223	3,823	2	16	245	15
1911	188	4,850	202	4,025	—	15	260	14
1912	242	5,092	192	4,217	—	12	272	16
1913	233	5,325	178	4,395	3	23	295	9
1914	181	5,506	212	4,607	1	16	311	8
1915	61	5,567	226	4,833	3	10	321	5
1916	119	5,686	192	5,025	2	4	325	4
1917	120	5,806	71	5,096	—	4	329	1
1918	174	5,980	133	5,229	—	2	331	—
1919	309	6,289	113	5,342	—	1	332	—

PÉRIODE QUINQUENNALE.	LIBÉRATIONS ACCORDÉES.	MOYENNE ANNUELLE.	RÉVOCATIONS PRONONCÉES.	MOYENNE ANNUELLE.	PROPORTIONS DES RÉVOCATIONS PAR RAPPORT AUX LIBÉRATIONS.
Juin-1888 à 1893	823	164.4	24	4.8	2.9
1894 à 1898	1,099	219.8	44	8.8	4.0
1899 à 1903	1,097	219.4	64 (3)	12.8 (3)	5.8 (3)
1904 à 1908	1,217	243.4	74	14.8	6.1
1909 à 1913	1,089	217.8	89	17.8	7.2
1914 à 1918	655	131	36	7.2	5.5

(1) Date de la mise en vigueur de la loi.
(2) Les chiffres des dernières années augmenteront au fur et à mesure que les résultats des années suivantes seront connus.
(3) Cette augmentation provient de ce que la loi du 3 août 1899 a prolongé la durée du temps d'épreuve qui, depuis cette loi, ne peut être inférieur à 2 ans; d'autre part, le nombre des révocations doit s'accroître nécessairement au fur et à mesure que le nombre des individus soumis à l'épreuve de la libération conditionnelle augmente. Pour connaître la proportion des rechutes, il faut consulter le dernier tableau relatif aux résultats de l'application de la loi.

Suite des 6,289 libérations conditionnelles accordées depuis la mise en vigueur de la loi.

Libérations devenues définitives			5,342
Id. révoquées			332
Terme d'épreuve expirant en		1920	162
Id.	id.	1921	189
Id.	id.	1922	46
Id.	id.	1923	28
Id.	id.	1924	21
Id.	id.	1925	14
Id.	id.	1926	5
Id.	id.	1927	8
A reporter			6,147

Report			6,147
Terme d'épreuve expirant en		1928	11
Id.	id.	1929	4
Id.	id.	1930	6
Id.	id.	1931	3
Id.	id.	1932	3
Id.	id.	1933	2
Id.	id.	1934	1
Id.	id.	1935	2
Id.	id.	1936	2
Id.	id.	1937	1
Id.	id.	1938	1
Id.	id.	1939	1
Id.	id.	1947	1
Indéfini			104
			6,289

Résultat général de l'application de la loi depuis sa mise en vigueur jusqu'au 31 décembre 1919.

Proportions.

Individus libérés définitivement par suite d'expiration de temps d'épreuve	5,342	84.9
Individus libérés vis-à-vis desquels un arrêté de révocation a été pris	332	5.2
Individus libérés dont le temps d'épreuve n'est pas expiré et qui sont encore en liberté conditionnelle	615	9.9
TOTAL	6,289	100 %

STATISTIQUE

DE LA

MENDICITÉ ET DU VAGABONDAGE

Mouvement de la population des dépôts de mendicité et des maisons de refuge.

(Tableaux CVII à CX.)

La statistique de la mendicité et du vagabondage relate les mouvements de la population des établissements destinés aux vagabonds et mendiants adultes (1).

Les vagabonds et les mendiants sont envoyés soit aux dépôts de mendicité, soit aux maisons de refuge. Les premiers établissements sont destinés, d'après la loi, aux individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, aux individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et aux souteneurs de filles publiques. Les seconds hospitalisent les mendiants et vagabonds plutôt malheureux que coupables.

Les entrées réelles ont été, dans les dépôts de mendicité, de 698 hommes et 277 femmes; dans les maisons de refuge, de 749 hommes et 170 femmes.

Le meilleur élément dont on puisse actuellement se servir pour apprécier l'influence qu'a exercée sur le vagabondage la loi du 27 novembre 1891, c'est la population moyenne des établissements. Le chiffre de cette population n'est pas, il est vrai, exactement proportionnel au nombre des entrées, ni, par conséquent, au nombre des cas de vagabondage, car il dépend pour beaucoup de la durée de l'internement que l'administration juge à propos de faire subir au vagabond. Si l'administration, usant du pouvoir d'appréciation que la loi lui confère, libère très tôt les individus mis à sa disposition par les tribunaux, le nombre des journées d'entretien sera relativement petit et la population moyenne, qui est le quotient de la division du total des journées d'entretien par 365, sera relativement faible. Les variations dans la durée de la détention peuvent être assez caractérisées pour que la population moyenne baisse quand le chiffre des entrées augmente.

En outre, les mouvements de hausse ou de baisse des entrées et de la population moyenne ne sont pas nécessairement simultanés; si de nombreuses entrées ont lieu à la fin de l'année, elles élèveront un peu la population moyenne de l'année où elles ont eu lieu, mais davantage celle de l'année suivante.

Il est nécessaire de tenir compte de ces remarques.

Il faut aussi se souvenir de la repercussion qu'ont eue sur les chiffres des dernières années, les événements de la guerre.

— Sur 1,656 hommes reclus au 31 décembre 1919 dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge, 314 s'y trouvaient pour la première fois, 169 pour la deuxième fois, 164 pour la troisième, 108 pour la quatrième, 901 pour la cinquième fois au moins. Parmi les 395 femmes recluses à la même date, 332 s'y trouvaient pour la première fois, 30 pour la seconde fois, 9 pour la troisième, 6 pour la quatrième, 18 pour la cinquième fois au moins.

De la comparaison de ces chiffres, il résulte que les hommes internés une première fois dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge sont beaucoup moins susceptibles d'amendement que les femmes : ils deviennent en grand nombre des vagabonds incorrigibles ; tandis que nombreuses sont les femmes qui, sorties des dépôts de mendicité et des maisons de refuge après un premier internement, n'y rentrent plus.

Il faut établir, parmi les mendiants et vagabonds des deux sexes, la distinction entre ceux que recueillent les dépôts de mendicité et ceux qu'hospitalisent les maisons de refuge. Ce qui a été dit des reclusions successives s'applique, avant tout et dans une mesure prépondérante, à la première de ces deux classes de reclus.

(1) Dans les publications antérieures à celle de l'année 1913, on faisait également connaître, ici, le mouvement de la population des établissements dénommés « Ecoles de bienfaisance », où étaient internés les jeunes délinquants et les enfants moralement abandonnés. La loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance a établi, pour les mineurs traduits en justice, un régime spécial. On trouvera plus loin la statistique relative à l'application de la dite loi (chapitres Ier et II).

STATISTIQUE

DE LA

POLICE DES ÉTRANGERS

(Tableau CIV.)

Le nombre des étrangers dont l'arrivée dans le pays a été pour la première fois portée à la connaissance de l'administration de la sûreté publique s'est élevé en 1919, à 14,410 résidants et 359 vagabonds, soit un total de 14,769.

Les pays qui ont fourni les plus forts appoints à cette immigration sont les suivants :

Angleterre	1,167
France	7,494
Hollande	2,553
Italie	418
Luxembourg (G.-D. de)	545
Pologne	486
Russie	731
Suisse	361

(Tableau CV.)

En 1919, 4,944 étrangers ont été conduits hors du royaume soit sommairement, soit après avoir été remis à la disposition du gouvernement en vertu d'un jugement.

(Tableau CVI.)

En 1919 le nombre des étrangers expulsés par arrêté royal a été de 253, il y a eu 4,133 étrangers refoulés ou renvoyés à la frontière en vertu de la loi du 23 messidor an III, de l'arrêté du 6 octobre 1830 et de la loi du 27 novembre 1891.

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS

(placés dans les établissements).

La population placée dans des établissements était au 31 décembre 1919 de 15,649 dont 7,521 hommes et 8,128 femmes.

Le nombre des individus admis pour la première fois, en 1919, dans ces établissements a été de 4,269 : 2,312 hommes et 1,957 femmes.

En ce qui concerne l'âge au moment de l'admission, on comptait pour 1,000 aliénés de chaque sexe :

170	hommes	et 124	femmes	âgés	de moins de 16 ans;
63	id.	et 70	id.	id.	de 16 à 20 ans;
189	id.	et 177	id.	id.	de 21 à 30 ans;
360	id.	et 362	id.	id.	de 31 à 50 ans;
218	id.	et 267	id.	id.	de plus 50 ans.

Sur les 7,521 hommes qui formait au 31 décembre 1919 la *population des aliénés placés dans des établissements*, il y avait 1,112 alcoolisés; sur les 8,128 qui formait la population féminine correspondante, il y avait 215 alcolisées.

Sur les 2,312 hommes admis pour la première fois en 1919 dans des établissements il y avait 114 alcoolisés; sur les 1,957 femmes admises pour la première fois il y avait 21 alcoolisées.

RAPPORT

sur l'application de la loi du 15 mai 1912 (chapitres I et II) (1) pendant l'année 1919 (2).

L'occupation ennemie, que la Belgique a dû subir, devait infailliblement provoquer une perturbation profonde dans l'application de la loi sur la protection de l'enfance. Aussi l'on a pu constater en 1915 et en 1916, une recrudescence tout à fait anormale de la criminalité infantile.

La guerre finie, l'ordre et le calme sont rentrés dans les familles. — Les parents peuvent désormais s'occuper plus activement de l'éducation et de la surveillance de leurs enfants. La mendicité, le jeu, l'immoralité, le vol et la méconnaissance de l'autorité, diminuent d'une manière sensible.

Le compte-rendu de l'année 1913 est le premier qui porte sur une année entière et qui permette de se rendre compte de l'application de la loi sur la protection de l'enfance; mais il ne peut servir de base de comparaison, étant donné qu'une première année de fonctionnement est insuffisante pour apprécier les résultats d'un régime nouveau. Les années 1914, 1915 et 1916 constituant une période anormale, les relevés statistiques relatifs à cette période, ne réflètent pas l'état social ordinaire.

C'est uniquement à titre intérêt rétrospectif et non dans un but comparatif que les chiffres de l'année 1919 ont été rapprochés, dans ce rapport, de ceux des années antérieures.

* * *

Les tableaux *A* et *F* sont consacrés à la « déchéance de la puissance paternelle » (Chapitre 1er de la loi); les uns concernent les déchéances prononcées par les cours et tribunaux; les autres les mesures prises à l'égard des enfants de parents déchus.

Le tableau *A* indique, par arrondissement judiciaire, le nombre des déchéances prononcées : 131 en 1919, contre 389 en 1916, 145 en 1915, 153, en 1914 et 128 en 1913.

Ainsi que précédemment, la plupart des déchéances sont motivées par des faits ou des situations prévues par les dispositions nouvelles de la loi du 15 mai 1912; la proportion en est de 94.6 p. c., tandis qu'elle était de 95,6 p. c. en 1916, 93.1 p. c. en 1915, de 96.7 p. c. en 1914 et de 86.7 p. c. en 1913.

Le nombre des déchéances résultant de l'application de l'article premier, paragraphe premier, est en effet de 7, tandis qu'il était de 17 en 1916, de 10 en 1915, de 5 en 1914 et 17 en 1913. Ces déchéances auraient été prononcées sous l'ancienne législation (art. 378, al. 2, et art. 382, al. 2, du Code pénal), mais les parents n'auraient été déchus qu'à l'égard des seuls enfants qui ont été leurs victimes.

Les tableaux *B*, *C* et *D* ont pour objet les mesures prises pour assurer l'exercice des droits de la puissance paternelle à l'égard des enfants de parents déchus. Sur 312 placements, 211 ont été ordonnés par mesure définitive et 101 par mesure provisoire. En 1916, sur 983 placements, 614 étaient définitifs et 369 provisoires. Les chiffres correspondants sont pour 1915 : 316, 271 et 90; pour 1914 : 347, 274 et 77 et pour 1913 : 310, 277 et 33.

La tendance à éloigner les enfants de leur milieu familial (tableau *C*) s'est encore accentuée en 1919 : 9 enfants ont été confiés à la mère; il y en avait 23 en 1916, 28, en 1915, 17 en 1914 et 62 en 1913.

Les changements apportés dans le choix des personnes ou des institutions auxquelles les enfants sont confiés (tableau *D*) sont devenus plus nombreux; il y en avait eu 29 en 1913, 24 en 1914, 26 en 1915 et 57 en 1916; il y en a eu 232 en 1919.

Les cours d'appel qui n'avaient pas été saisies en 1913, ont prononcé 3 arrêts confirmatifs en 1914; 3 arrêts confirmatifs et 1 infirmatif en 1915; 10 arrêts confirmatifs et 2 arrêts infirmatifs en 1916; 3 arrêts confirmatifs et 1 arrêt infirmatif en 1919 (tableau *E*).

Le tableau *F* est réservé aux décisions de réintégration dans les droits de la puissance paternelle. Les délais après lesquels les premiers parents déclarés déchus pourront être réintégrés dans leurs droits sont expirés pour les déchéances prononcées dans le cas de l'article 3; dans le cas de l'article 1er, ces délais ne seront accomplis qu'en 1923.

6 individus ont été réintégrés dans leurs droits de puissance paternelle pendant le cours de l'année 1919.

* * *

(1) L'application du chapitre III relatif aux crimes et délits commis par des *majeurs* est relevée dans la statistique pénale.

(2) Par suite de la séparation administrative, il a été matériellement impossible de réunir la documentation nécessaire pour établir le relevé statistique des années 1917 et 1918.

Les tableau *G* et *H* rendent compte de l'activité des parquets et des juges d'instruction dans l'application du chapitre II de la loi sur la protection de l'enfance.

Le tableau *G* constate que 18,893 mineurs ont été impliqués dans les affaires dont les parquets ont eu à s'occuper; parmi ces mineurs 541 étaient déjà poursuivis avant le 1er janvier 1919.

10,674 mineurs n'ont pas été poursuivis, les affaires ayant été classées sans suite;
130 mineurs ont été renvoyés devant le juge d'instruction;
6,879 mineurs ont été déférés au juge des enfants;
1,210 mineurs restaient impliqués dans les affaires restant au parquet au 31 décembre.

Total 18,893

En 1916, le total des mineurs impliqués dans les affaires soumises aux parquets avait été de 17,569; en 1915 il était de 15,752; en 1914, il était de 11,575 et en 1913 de 17,931. Comme pendant les années précédentes, on constate que les parquets ont singulièrement allégé la tâche des juges des enfants, plus de la moitié des affaires ont été terminées sans l'intervention de ceux-ci.

Quant aux juges d'instruction (tableau *H*) leur intervention reste ainsi que le législateur l'a souhaité, exceptionnelle; le bénéfice des non-lieu a été obtenu cette année dans la proportion de 20.9 p. c. Cette proportion était en 1916 de 19.9 p. c., en 1915 de 16.8 p. c., en 1914 de 28.8 p. c. et en 1913 de 18.4 p. c.

* * *

Pendant les enquêtes faites au sujet des mineurs traduits en justice, les juges des enfants peuvent prendre les mesures de garde provisoire que les circonstances indiquent. En principe, ces mesures consistent à confier les mineurs soit à des parents ou à des particuliers, soit à des sociétés ou institutions de charité ou d'enseignement, publiques ou privées (art. 28 de la loi). Le juge d'instruction et le procureur du roi peuvent aussi prendre ces mesures, dans les cas où l'intervention du juge d'instruction est nécessaire (art. 29 et 12). Exceptionnellement, les mineurs peuvent être gardés par décision du juge dans une maison d'arrêt pendant deux mois au plus (art. 30). La circulaire du 14 février 1913 (*Bulletin de l'Office de la Protection de l'Enfance*, avril 1913, p. 167) a signalé les moyens à employer pour que cette dernière mesure ne soit prise qu'à la toute dernière extrémité.

Les tableaux *I* et *J* rendent compte de l'application des mesures de garde provisoire. En 1919, elles ont été prises exclusivement par les juges des enfants; en 1914, 1915 et 1916, il y a eu une seule exception à cette règle.

La garde provisoire dans une maison d'arrêt devient de plus en plus fréquente, 118 cas en 1919, 102, en 1916, 90 en 1915, 38 en 1914, 81 en 1913. Au total, il y a eu 928 mesures de garde provisoire; il y en avait eu 825 en 1916, 834 en 1915, 551 en 1914 et 729 en 1913. En général, leur durée a été plus longue qu'en 1916.

Le juge des enfants peut aussi placer en observation les mineurs au sujet desquels il a un doute quant à l'état physique ou mental (art. 21, al. 1er). Le tableau *K* signale 14 décisions de l'espèce; on en comptait 47 en 1916, 27 en 1915, 24 en 1914 et 14 en 1913. Il ne faut pas perdre de vue à cet égard, qu'un examen médical à domicile ou dans le cabinet du médecin suffit, dans la plupart des cas, pour motiver une décision. Le tableau note exclusivement les cas d'observation prolongée, nécessitant le placement de mineurs dans les établissements spéciaux.

La loi du 15 mai 1912 en tant qu'elle concerne les mineurs traduits en justice a principalement pour objet la création d'une juridiction spéciale pour enfants et la substitution des mesures de garde, d'éducation et de préservation aux peines prévues par le Code pénal et les lois spéciales répressives.

Ses résultats à ce point de vue se trouvent indiqués dans les tableaux *L*, *M*, *N* et *O*. Il n'y a pas, dans ces tableaux, de distinction entre les mineurs jugés définitivement en première instance et ceux qui ont été jugés en appel; la décision définitive est seule comptée et fixée dans l'arrondissement où le jugement dont appel a été prononcé.

Les mineurs déférés au juge des enfants ne sont comptés qu'une fois lorsqu'ils ont comparu à plusieurs reprises au cours de l'année; dans ce cas, le fait qui a entraîné la mesure la plus grave est seul retenu, éliminant au point de vue statistique les autres préventions. Il a été admis, à cet égard que l'inconduite prévue par l'article 14 de la loi est moins grave que le vagabondage et la mendicité prévus par l'article 13; que les faits prévus par l'art. 15 sont plus graves que le vagabondage et la mendicité; qu'enfin, les faits qualifiés infraction sont les plus graves, (Circ. 17 février 1913. *Bulletin de l'Office*, 1912-1913, pp. 171 et 172).

Les tableaux *N* et *O* donnent pour l'ensemble des mineurs jugés l'indication du résultat des poursuites en rapport avec l'âge des mineurs (tableau *N*), puis avec la nature des faits commis (tableau *O*).

La comparaison des résultats généraux se présente comme suit pour les années 1913, 1914, 1915, 1916 et 1919.

Tableau L

	1913		1914		1915		1916		1919	
	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.
Mineurs renvoyés des poursuites	599	12,7%	338	10,8%	354	7,5%	419	10%	306	9,9%
Mineurs ayant fait l'objet d'une mesure	4,123	87,3%	2,783	89,2%	4,359	92,5%	3,823	90%	3,065	90,1%
Total	4,722		3,121		4,713		4,242		3,371	

Tableau M

	1913		1914		1915		1916		1919	
	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.
Mineurs réprimandés	1,963	47,6%	1,109	39,8%	1,841	42,3%	1,627	42,5%	1,245	40,6%
Mineurs confiés à une personne, à une société ou à une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée	720	17,5%	615	22,1%	1,470	33,7%	959	25,0%	946	30,9%
Mineurs mis à la disposition du gouvernement sans indication spéciale du juge	1,394	33,8%	1,044	37,5%	1,034	23,7%	1,221	32,0%	853	27,8%
Mineurs mis à la disposition du gouvernement pour être internés dans un établissement disciplinaire de l'État	4	0,1%	2	0,1%	5	0,1%	2	0,1%	2	0,1%
Mineurs mis à la disposition du gouvernement pour être placés dans un asile ou dans un établissement approprié à leur état	42	1,0%	12	0,5%	9	0,2%	14	0,4%	19	0,6%
Total	4,123		2,783		4,359		3,823		3,065	

516 mineurs mis à la disposition du gouvernement ont bénéficié du sursis prévu par l'article 23, contre 840 en 1916, 766 en 1915, 567 en 1914 et 669 en 1913.

1 mineur a été mis à la disposition du gouvernement pour un terme dépassant sa majorité; il y en avait eu 1 en 1913 et en 1914; en 1915, il n'y en avait pas eu; en 1916, il y en avait 3.

Tableau N

	1913		1914		1915		1916		1919	
	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.
Mineurs âgés de moins de 10 ans	465	11,3%	291	10,4%	671	15,4%	345	9,2%	201	6,5%
» âgés de 10 à moins de 13 ans	1,246	30,2%	720	25,9%	1,192	27,4%	948	24,7%	676	22,1%
Mineurs âgés de 13 à moins de 16 ans	2,003	48,6%	1,375	49,4%	2,168	49,7%	2,001	52,3%	1,711	55,8%
Mineurs âgés de 16 à moins de 18 ans	409	9,9%	397	14,3%	328	7,5%	529	13,8%	477	15,6%
Total	4,123		2,783		4,359		3,823		3,065	

La proportion des mineurs âgés de 16 à moins de 18 ans est plus faible parce qu'à cet âge les mineurs ne sont plus déférés aux juges des enfants que du chef de vagabondage ou de mendicité (art. 13) ou du chef d'inconduite ou indiscipline (art. 14).

Tableau O

		1913		1914		1915		1916		1919	
		Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.
Vagabondage et mendicité		515	12,5%	374	13,4%	772	17,7%	714	18,7%	450	14,7%
Inconduite		494	11,9%	517	18,8%	464	10,7%	274	7,2%	727	23,7%
Prostitution et débauche		55	1,3%	74	2,6%	584	13,4%	78	2,0%	62	2,0%
Faits qualifiés infractions	contre l'autorité	40	1,0%	11	0,4%	37	0,8%	318	8,3%	14	0,5%
	contre les mœurs	193	4,7%	120	4,3%	80	1,8%	71	1,9%	36	1,2%
	contre les personnes : crimes	3	0,1%	7	0,2%	—	—	—	—	7	0,2%
	contre les personnes : délits	409	9,9%	275	9,9%	136	3,1%	84	2,2%	74	2,4%
	incendies	140	3,4%	69	2,5%	78	1,8%	4	0,1%	73	2,4%
	vol	1,857	45,1%	1,006	36,1%	1,908	43,8%	1,976	51,7%	1,501	49,0%
	escroqueries, abus de confiance	100	2,4%	68	2,4%	22	0,5%	4	0,1%	19	0,6%
	d'autre nature	317	7,7%	262	9,4%	278	6,4%	300	7,8%	102	3,3%
			74,3 %		65,2 %		58,2 %		72,1 %		59,6 %
Total		4,123		2,783		4,359		3,823		3,065	

La loi du 15 mai 1912 a conservé aux cours et tribunaux, la faculté de mettre à la disposition du gouvernement, à l'expiration de leur peine, les mineurs de 16 ans à moins de 18 ans qu'il condamnent à l'emprisonnement (art. 37). Le tableau *P* qui concerne cet objet mentionne moins de mesures de l'espèce encore que les années précédentes.

En 1913, 32, dont 24 à la suite de vols, les autres à la suite de délits d'autre nature.

En 1914, 35, dont 25 à la suite de vols, les autres à la suite de délits d'autre nature.

En 1915, 20, dont 16 à la suite de vols, les autres à la suite de délits d'autre nature.

En 1916, 15, dont 14 à la suite de vols et un à la suite de délit contre les mœurs.

En 1919, 11, toutes à la suite de vols.

* * *

Le tableau *Q* rend compte de l'application de l'article 31 qui donne aux juges des enfants exclusivement le droit de modifier les mesures prises à l'égard des mineurs. Ces mesures font en tout cas l'objet d'une revision tous les trois ans (art. 31, § 2). Celle-ci bénéficie aussi bien aux mineurs mis à la disposition du gouvernement sous le régime de l'ancienne loi qu'aux mineurs soumis à l'application de la loi du 15 mai 1912. Le législateur n'a pas voulu que jamais un mineur reste soumis pendant plus de trois ans à une mesure prise à son égard, sans que sa situation soit complètement réexaminée sous la garantie d'une procédure judiciaire.

Jusqu'en 1915, le tableau (*Q*) réunissait toutes les décisions modificatives sans distinguer celles qui ont été prises par voie de simple ordonnance de celles qui résultent d'un véritable jugement modificatif ou d'un jugement de revision triennale. Depuis 1916, trois tableaux distincts groupent à part : 1° les décisions prises par voie d'ordonnance (tableau *Q*); 2° les jugements modificatifs (tableau *R*); 3° les jugements de revision triennale (tableau *S*).

Toutefois, l'examen récapitulatif ci-dessous ne tient pas compte de cette nouvelle disposition; son objet est en effet, bien plus de faire ressortir les résultats du réexamen de la situation des mineurs que de faire le compte des différentes formes de procédure qui ont amené ces résultats.

	1913		1914		1915		1916		1919	
	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions
Mesures maintenues	874	37,3%	366	19,7%	340	31,6%	955	31,2%	1,212	30,0%
Mesures modifiées	1,467	62,7%	1,489	80,3%	1,075	68,4%	2,101	68,8%	2,885	70,0%
Total	2,343		1,855		1,415		3,056		4,127	
Durée des mesures modifiées :										
Moins de 1 an	728	49,6%	803	53,9%	468	43,6%	1,593	75,8%	741	25,7%
1 an à moins de 2 ans	280	19,1%	399	26,8%	383	35,6%	293	14,0%	529	18,3%
2 ans à moins de 3 ans	459	31,3%	287	19,3%	224	20,8%	107	5,1%	653	23,0%
3 ans et plus							108	5,1%	962	33,0%
Total	1,467		1,489		1,075		2,101		2,885	
Nature des modifications :										
Mise en liberté pure et simple	174	11,9%	265	17,8%	139	12,9%	590	28,1%	431	14,9%
Mise en liberté surveillée	537	36,6%	539	36,2%	310	28,8%	518	24,7%	1,274	44,2%
Placement chez un particulier	437	29,8%	295	19,8%	104	9,7%	342	16,3%	514	17,8%
Placement dans une institution			131	8,8%	268	25,0%	343	16,3%	338	11,7%
Mise à la disposition du gouvernement sans indication spéciale	282	19,2%	240	16,1%	228	21,2%	217	10,3%	290	10,1%
Internement dans un établissement disciplinaire de l'État	5	0,3%	7	0,5%	15	1,4%	17	0,8%	4	01%
Placement dans un asile ou établissement approprié à l'état spécial du mineur	32	2,2%	12	0,8%	11	1,0%	74	3,5%	34	1,2%
Total	1,467		1,489		1,075		2,101		2,885	

Les tableaux *L* à *Q* ont établi dans quelle mesure et sous quels aspects la criminalité infantile s'est manifestée pendant le cours de l'année 1919. On y a constaté notamment, l'âge des « mineurs », les infractions qu'ils ont commises et les décisions soit initiales, soit modificatives qui ont été prises à leur égard. A ce point de vue, le mineur est l'objet de l'examen; il n'est donc compté qu'une fois dans chaque tableau quel que soit le nombre ou la nature de ses comparutions devant l'une ou l'autre juridiction pendant l'année 1919.

* * *

Les tableaux *T* à *Y* examinent chaque espèce de mesure prise par les juges, pour l'éducation ou la rééducation des mineurs; ils les étudient d'après un plan uniforme, afin que l'on puisse comparer le fonctionnement et la valeur effective des différents régimes. C'est pourquoi ces tableaux n'ont en vue que les mesures terminées, celles-là seules dont on peut dire qu'elles ont réussi ou qu'elles ont échoué; c'est aussi pourquoi, toutes les mesures terminées entrent en ligne de compte, quand bien même plusieurs d'entre elles auraient été successivement appliquées au même mineur au cours de l'année.

Pour l'année 1913 chacun de ces tableaux était divisé en deux parties, la première affectée à la durée des mesures qui ont pris fin, la seconde au résultat de ces mesures, c'est-à-dire, à l'indication du nouveau « régime » imposé aux mineurs; l'un et l'autre répartissaient les mineurs d'après leur âge au moment où l'épreuve terminée avait commencé. L'âge est d'ailleurs un des éléments essentiels à considérer quand il s'agit d'apprécier la valeur comparée de chacun des régimes.

Depuis 1914, ces divers renseignements sont réunis dans un même relevé; ils se présentent ainsi dans leurs rapports corrélatifs avec toute leur signification.

L'étude ci-dessous, fixée en tableaux récapitulatifs fait ressortir la valeur des différents régimes auxquels les mineurs ont été soumis. Les résultats de l'année 1919 y son rapprochés des résultats correspondants des années 1913, 1914, 1915 et 1916.

Age des mineurs au début des mesures qui ont pris fin en 1913, en 1914, en 1915, en 1916 et en 1919.

NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN	Moins de 10 ans.		De 10 à moins de 13 ans.		De 13 à moins de 16 ans.		De 16 à moins de 18 ans.		De 18 à 21 ans et plus.		TOTAL.	
en 1913	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Mise en liberté surveillée (tableau *S*)	13	2	52	2	93	13	75	26	42	16	275	59
Placement chez une personne ou dans une institution (tableau *T*)	4	—	37	2	66	9	63	28	54	40	224	79
Internement dans une école de bienfaisance de l'État (tableau *V*)	21	3	110	13	267	66	161	74	33	37	592	193
Internement dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *W*)	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	—
Placement dans un asile ou établissement approprié (tableau *X*)	—	—	—	—	3	—	2	2	—	1	5	3
TOTAL	38	5	199	17	430	88	302	130	129	94	1,098	334
en 1914												
Mise en liberté surveillée (tableau R)	16	1	53	4	103	26	68	32	29	11	269	74
Placement chez une personne (tableau *S*)	—	—	2	4	23	6	51	21	41	30	117	61
Placement dans une institution (tableau *U*)	7	4	41	9	61	44	26	51	8	11	143	119
Internement dans une école de bienfaisance de l'État (tableau *V*)	21	1	71	11	219	59	187	47	38	23	536	141
Internement dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *W*)	—	—	—	—	2	1	6	—	3	—	11	1
Placement dans un asile ou établissement approprié (tableau *X*)	—	—	1	—	2	—	1	—	1	—	5	—
TOTAL	44	6	168	28	410	136	339	151	120	75	1,081	396
en 1915												
Mise en liberté surveillée (tableau *R*)	30	6	89	13	148	49	54	48	21	19	342	135
Placement chez une personne (tableau *S*)	1	2	4	2	17	6	31	18	9	22	62	50
Placement dans une institution (tableau *T*)	3	3	19	3	53	22	23	55	5	23	103	106
Internement dans une école de bienfaisance de l'État (tableau *U*)	3	3	32	6	83	26	54	24	6	13	178	72
Internement dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *V*)	—	—	—	—	1	—	7	—	1	—	9	—
Placement dans un asile ou établissement approprié (tableau *W*)	—	—	1	—	—	1	1	—	—	—	2	1
TOTAL	37	14	145	24	302	104	170	145	42	77	696	364
en 1916												
Mise en liberté surveillée (tableau *T*)	25	6	108	21	120	41	52	24	11	22	316	114
Placement chez une personne (tableau *U*)	4	4	6	2	25	11	17	24	9	34	61	75
Placement dans une institution (tableau *V*)	124	51	80	44	110	88	23	132	3	91	340	406
Internement dans une école de bienfaisance de l'État (tableau *W*)	12	6	65	19	158	112	108	91	22	19	365	247
Internement dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *X*)	—	—	2	—	4	1	12	1	5	—	23	2
Placement dans un asile ou établissement approprié (tableau *Y*)	3	2	4	3	8	9	4	12	—	17	19	43
TOTAL	168	69	265	89	426	262	216	284	50	183	1,124	887
en 1919												
Mise en liberté surveillée (tableau *T*)	33	12	137	33	241	66	79	63	14	29	504	203
Placement chez une personne (tableau *U*)	5	—	17	4	30	12	20	37	17	57	89	110
Placement dans une institution (tableau *V*)	57	22	169	63	148	205	50	219	14	97	468	606
Internement dans une école de bienfaisance de l'État (tableau W)	28	4	157	18	280	63	104	84	28	24	597	193
Internement dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *X*)	—	—	1	—	2	—	13	—	3	—	19	—
Placement dans un asile ou établissement approprié (tableau *Y*)	1	—	3	—	3	2	1	2	—	1	8	5
TOTAL	124	38	484	118	704	348	267	405	76	208	1,685	1,117

Durée des mesures qui ont pris fin en 1913, en 1914, en 1915, en 1916 et en 1919.

NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN	Moins de 1 an.		1 an à moins de 2 ans.		2 ans à moins de 4 ans.		4 ans et plus.		Placés dans un asile ou établissement approprié.		TOTAL.	
en 1913	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Mise en liberté surveillée (tableau *S*)	182	45	40	8	33	4	13	1	7	1	275	59
Placement chez une personne ou dans une institution (tableau *T*)	111	67	29	10	25	1	46	—	13	1	224	79
Internement dans une école de bienfaisance de l'État (tableau *V*)	102	57	185	17	166	67	134	47	5	5	592	103
Internement dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *W*)	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Placement dans un asile ou établissement approprié (tableau *X*)	4	3	—	—	1	—	—	—	—	—	5	3
TOTAL	401	172	254	35	225	72	193	48	25	7	1,098	334
en 1914					2 ans à moins de 3 ans		3 ans à moins de 4 ans					
					G.	F.	G.	F.				
Mise en liberté surveillée (tableau *R*)	194	69	57	3	9	1	5	—	4	1	—	—	269	74
Placement chez une personne (tableau *S*)	84	56	28	5	2	—	—	—	3	—	—	—	117	61
Placement dans une institution (tableau *U*)	92	84	30	32	3	2	—	—	12	—	6	1	143	119
Internement dans une école de bienfaisance de l'État (tableau *V*)	128	37	169	25	93	21	38	14	104	43	4	1	536	141
Internement dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *W*)	3	1	3	—	2	—	2	—	1	—	—	—	11	1
Placement dans un asile ou établissement approprié (tableau *X*)	1	—	1	—	—	—	—	—	3	—	—	—	5	—
TOTAL	502	247	288	65	109	24	45	14	127	44	10	2	1,081	396
en 1915														
Mise en liberté surveillée (tableau *R*)	152	71	115	55	50	9	20	—	1	—	4	—	342	135
Placement chez une personne (tableau *S*)	33	29	22	19	4	2	1	—	—	—	2	—	62	50
Placement dans une institution (tableau *T*)	59	64	27	32	14	7	1	—	1	1	1	2	103	106
Internement dans une école de bienfaisance de l'État (tableau *U*)	27	29	74	14	43	11	15	6	19	11	—	1	178	72
Internement dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *V*)	3	—	2	—	3	—	1	—	—	—	—	—	9	—
Placement dans un asile ou établissement approprié (tableau *W*)	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	1
TOTAL	274	193	241	120	115	30	38	6	21	12	7	3	696	364
en 1916														
Mise en liberté surveillée (tableau *T*)	87	42	47	11	83	36	94	20	3	4	2	1	316	114
Placement chez une personne (tableau *U*)	41	55	6	9	9	10	2	—	1	—	2	1	61	75
Placement dans une institution (tableau *V*)	174	230	97	87	37	38	19	11	1	—	12	40	340	406
Internement dans une école de bienfaisance de l'État (tableau *W*)	110	83	82	20	87	61	42	31	36	47	8	2	365	247
Internement dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *X*)	3	—	9	—	8	1	3	—	—	1	—	—	23	2
Placement dans un asile ou établissement approprié (tableau *Y*)	17	39	1	3	1	—	—	1	—	—	—	—	19	43
TOTAL	432	449	242	130	225	149	160	63	41	52	24	44	1,124	887
en 1919														
Mise en liberté surveillée (tableau *T*)	76	60	95	41	96	33	93	37	143	30	1	2	504	203
Placement chez une personne (tableau *U*)	46	83	9	13	19	8	12	5	2	1	1	—	89	110
Placement dans une institution (tableau *V*)	90	169	67	124	88	128	92	101	121	68	10	16	468	606
Internement dans une école de bienfaisance de l'État (tableau W)	56	19	151	33	129	66	72	39	186	35	3	1	597	193
Internement dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *X*)	4	—	4	—	5	—	4	—	2	—	—	—	19	—
Placement dans un asile ou établissement approprié (tableau *Y*)	2	3	2	—	1	1	2	—	1	1	—	—	8	5
TOTAL	274	334	328	211	338	236	275	182	455	135	15	19	1,685	1,117

Régime substitué aux mesures qui ont pris fin en 1913, en 1914, en 1915, en 1916 et en 1919.

NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN	Mise en liberté pure et simple.		Mise en liberté surveillée.		Placements (confiés à une personne, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée).		Internement dans une école de bienfaisance de l'État.		Internement dans un établissement disciplinaire de l'État.		Placement dans un asile ou établissement approprié.		TOTAL.	
en 1913	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Mise en liberté surveillée (tableau *S*)	106	23	—	—	45	18	117	17	—	—	7	1	275	59
Placement chez une personne ou dans une institution (tableau *T*)	16	4	96	29	—	—	98	45	1	—	13	1	224	79
Internement dans une école de bienfaisance de l'État (tableau *V*)	15	5	334	67	234	116	—	—	4	—	5	5	592	193
Internement dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *W*)	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	1
Placement dans un asile ou établissement approprié (tableau *X*)	—	—	1	1	3	2	1	—	—	—	—	—	5	2
TOTAL	137	32	432	97	282	136	217	62	5	—	25	7	1,098	334
en 1914					Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée							
					G.	F.	G.	F.						
Mise en liberté surveillée (tableau *R*)	86	13	—	—	9	6	34	33	129	22	1	—	—	—	269	74
Placement chez une personne (tableau *S*)	31	4	36	13	—	—	12	23	37	21	1	—	—	—	117	61
Placement dans une institution (tableau *U*)	13	1	77	70	34	35	—	—	13	12	—	—	6	1	143	119
Internement dans une école de bienfaisance de l'État (tableau *V*)	94	2	274	62	139	63	20	12	—	—	5	—	4	1	536	141
Internement dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *W*)	—	—	10	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	1
Placement dans un asile ou établissement approprié (tableau *X*)	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—
TOTAL	224	20	402	146	183	104	66	68	179	55	7	—	10	2	1,081	396
en 1915																
Mise en liberté surveillée (tableau *R*)	98	33	—	—	23	5	98	85	113	12	6	—	4	—	342	135
Placement chez une personne (tableau *S*)	4	3	13	10	—	—	17	24	24	13	2	—	2	—	62	50
Placement dans une institution (tableau *T*)	—	3	38	59	16	26	—	—	45	16	2	—	2	2	103	106
Internement dans une école de bienfaisance de l'État (tableau *U*)	2	1	136	34	18	11	16	25	—	—	6	—	—	1	178	72
Internement dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *V*)	1	—	7	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	9	—
Placement dans un asile ou établissement approprié (tableau *W*)	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	2	1
TOTAL	105	40	195	103	58	42	131	134	183	42	16	—	8	3	696	364
en 1916																
Mise en liberté surveillée (tableau *T*)	181	56	—	—	20	4	26	43	76	10	5	—	2	1	316	114
Placement chez une personne (tableau *U*)	5	6	12	5	—	—	22	50	17	13	3	—	2	1	61	75
Placement dans une institution (tableau *V*)	163	89	71	128	52	95	—	—	41	54	1	—	12	40	340	406
Internement dans une école de bienfaisance de l'État (tableau *W*)	34	31	169	78	103	54	45	81	—	—	6	1	8	2	365	247
Internement dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *X*)	—	—	18	1	1	1	3	—	1	—	—	—	—	—	23	2
Placement dans un asile ou établissement approprié (tableau *Y*)	—	1	3	3	4	5	10	32	2	2	—	—	—	—	19	43
TOTAL	383	183	273	215	186	159	106	206	137	79	15	1	24	44	1,124	887
en 1919																
Mise en liberté surveillée (tableau *T*)	283	73	—	—	15	6	90	90	114	32	1	—	1	2	504	203
Placement chez une personne (tableau *U*)	6	2	44	23	—	—	23	74	15	11	—	—	1	—	89	110
Placement dans une institution (tableau *V*)	8	9	302	321	109	216	—	—	40	44	—	—	9	16	468	606
Internement dans une école de bienfaisance de l'État (tableau W)	39	6	435	113	112	40	8	33	—	—	—	—	3	1	597	193
Internement dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau *X*)	2	—	14	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19	—
Placement dans un asile ou établissement approprié (tableau *Y*)	—	—	3	2	1	—	3	2	1	1	—	—	—	—	8	5
TOTAL	338	90	798	459	240	262	124	199	170	88	1	—	14	19	1,685	1,117

L'office de la Protection de l'Enfance publie cette année un nouveau tableau (Z) donnant le nombre des mineurs en liberté surveillée au 31 Décembre.

Il en résulte que 10,749 garçons et 2,578 filles se trouvaient en liberté surveillée au 31 Décembre 1919.

Le tableau *A-A* donne la population des placements existants au 31 décembre. Ce tableau a pour objet, séparément, les mineurs placés chez les particuliers, ceux qui ont été confiés à des sociétés ou à des institutions de charité ou d'enseignement, publiques ou privées, et ceux qui sont internés dans des asiles ou établissements appropriés à leur état.

Le tableau récapitulatif ci-dessous indique la population dans les placements au 31 Décembre 1915, 1916 et 1919.

	1915		1916		1919	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Mineurs placés chez des particuliers.	280	95	424	130	383	320
Mineurs placés dans des institutions	1,369	1,370	1,568	1,583	1,211	1,519
Mineurs placés dans des asiles ou établissements spéciaux.	27	69	32	64	44	115
Total	1,676	1,534	2,024	1,777	1,638	1,954

Les tableaux *B-B*, *C-C* et *D-D* indiquent le mouvement de la population dans les établissements de l'État affectés à l'exécution de la loi sur la protection de l'enfance. Ces établissements se divisent en établissements d'observation, d'une part, et établissements d'éducation, d'autre part.

Les premiers servent à l'examen des mineurs mis à la disposition du gouvernement.

Un établissement central d'observation pour garçons existe à Moll. Un quartier d'observation pour filles est annexé à l'école de bienfaisance de Namur.

Les établissements d'éducation de l'État sont les écoles de bienfaisance et les établissements disciplinaires. On y poursuit l'amendement des mineurs par l'éducation scolaire et professionnelle. Ces institutions officielles sont : les écoles de bienfaisance de Ruysselede, Moll, Saint-Hubert pour garçons; de Beernem et Namur pour filles; les quartiers disciplinaires de Gand pour garçons et de Namur pour filles. (1)

Les quartiers disciplinaires de Gand et de Namur reçoivent aussi les mineurs mis à la disposition du gouvernement, en vertu de l'article 22 de la loi, pour être internés dans un établissement disciplinaire, ainsi que les mineurs âgés de plus de 16 ans, condamnés à une peine d'emprisonnement par les tribunaux correctionnels et mis à la disposition du gouvernement à l'expiration de leur peine.

Les mineurs (filles et garçons) placés sous le régime de la liberté surveillée, qui pendant ce temps d'épreuve, sont condamnés à une peine d'emprisonnement, sont signalés, avant l'expiration de leur peine, au juge des enfants. Si celui-ci ordonne la mise à la disposition du gouvernement, sans indication spéciale, ou la réintégration dans un établissement de l'État, le directeur de la prison avise le département de la justice, qui désigne l'établissement sur lequel le mineur devra être dirigé.

Il résulte du tableau *BB* que des 388 mineurs qui ont été en observation dans les établissements de l'État, durant l'année 1919,

58 ont été rendus à leurs parents;
40 ont été confiés à des particuliers;
5 ont été confiés à des sociétés ou à des institutions de charité ou d'enseignement publiques ou privées;
112 ont été internés dans les écoles de bienfaisance de l'État;
20 ont été internés dans des asiles ou établissements appropriés.
2 se sont évadés.
2 ont été internés dans un asile d'aliénés.
149 restaient en observation au 31 décembre 1919.

Les observations, terminées par décision du juge des enfants ou du Ministre de la Justice ont duré : 4, moins de quinze jours; 4, de quinze jours à moins d'un mois; 25, un mois à moins de deux mois; 79, deux mois à moins de trois mois; 42, trois mois à moins de six mois; 15, six mois à moins d'un an; 34, un an à moins de deux ans; 28, deux ans à moins de 3 ans et 3, trois ans à moins de quatre ans.

En 1913, sur 41 mineurs en observation, les résultats correspondants, étaient 4 rendus à leurs parents; 11 internés dans les écoles de bienfaisance de l'État; 2 internés dans un établissement disciplinaire de l'État, 5 placés dans un asile ou établissement approprié. Les observations terminées avaient duré : 3 moins de quinze jours; 2 quinze jours à moins d'un mois; 7 un mois à moins de trois mois; 7 trois mois à moins de six mois; 3 six mois ou plus.

En 1914, sur 67 mineurs en observation, ils étaient : 5 rendus à leurs parents; 1 confié à un particulier ou à une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée; 24 internés dans une école de bienfaisance de l'État; 12 placés dans un asile ou établissement approprié à leur état. Les observations terminées avaient duré : 2 quinze jours à moins d'un mois; 22 un mois à moins de trois mois; 11 trois mois à moins de six mois; 7 six mois ou plus.

(1) L'école de bienfaisance d'Ypres qui a été détruite pendant la guerre et dont la population avait été transférée en France a été supprimée le 12 mai 1919, les dix mineurs qui en faisaient encore partie ont été versés dans la population de l'école de Moll.

En 1915, sur 42 mineurs en observation, ils étaient : 3, rendus à leurs parents; 1, confié à un particulier; 1, confié à une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée; 3, évadés. Les observations terminées avaient duré : 1, trois mois à moins de six mois et 4, un an à moins de deux ans.

En 1916, sur 227 mineurs en observation, ils étaient : 23, rendus à leurs parents; 3, confiés à un particulier; 9, confiés à une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée; 49, internés dans une école de bienfaisance de l'État; 2, internés dans un établissement disciplinaire de l'État; 21, placés dans un asile ou établissement approprié. Les observations avaient duré : 1, moins de quinze jours; 3, quinze jours à moins de un mois; 5, un mois à moins de deux mois; 6, deux mois à moins de trois mois; 41, trois mois à moins de six mois; 42, six mois à moins de un an et 9, un an à moins de deux ans.

54 mineurs ont été placés pendant l'année 1919 à l'établissement spécial pour anormaux (tableau *C-C*, annexé à l'établissement central d'observation à Mool) dont 34 au pavillon central et 20 à la colonie familiale. — 30 mineurs sont sortis par décision du juge; 24 enfants y restaient encore au 31 Décembre 1919, dont 11 au pavillon central et 13 à la colonie.

Les chiffres correspondants pour l'année 1916 sont :

Placés au pavillon central :	13
Placés à la colonie :	5
Total . . .	18
Sortis par décision du juge.	4
Restant au 31 Décembre	14

dont 10 au pavillon et 4 à la colonie.

Suivant les données du tableau *D D* relatif au mouvement de la population dans les écoles de bienfaisance de l'État, le nombre des mineurs qui ont séjourné pendant l'année 1919 dans ces établissements a été de 1,412 pour les garçons et de 578 pour les filles. En 1916, les chiffres correspondants — non compris l'école d'Ypres — avaient été de 1,671 et 765; en 1915 de 1,489 et 660; en 1914, de 1,800 et 745; en 1913, ils avaient été, y compris la population de l'école d'Ypres, de 2,465 et 764.

La population au 31 décembre 1919 était de 594 garçons et 326 filles; elle était au 31 décembre 1916, de 1,231 garçons et 540 filles; au 31 décembre 1915, de 1,246 garçons et 556 filles; au 31 décembre 1914, de 1,069 garçons et 561 filles et au 31 décembre 1913, y compris l'école d'Ypres, de 603 garçons et 560 filles.

Les résultats comparatifs des entrées et des sorties pour les années 1913, 1914, 1915, 1916 et 1919 sont les suivants :

		1913		1914		1915		1916		1919	
		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Entrée	premier internement.	683	206	405	149	303	75	283	195	272	154
	réintégration	268	44	97	36	82	24	98	13	100	33
Transférés d'un autre établissement de l'État.		—	—	—	—	—	—	44	1	283	4
Sortie par suite de décision du juge des enfants		705	190	583	172	158	65	255	185	610	239

Le tableau général ci-dessous indique la situation, de tous les mineurs qui au 31 décembre 1919, relevaient de l'Office de la protection de l'enfance.

Mineurs se trouvant en liberté surveillée Chapitre II	Nombre de mineurs se trouvant en placement (confiés à un particulier, à une institution ou une société) avec ou sans frais d'entretien.																	Nombre de mineurs se trouvant dans des établissements de l'État			
	CHAPITRE I (Déchéance de la puissance paternelle)									CHAPITRE II (Enfants traduits en justice)								Total général des mineurs placés Chapitres I et II	Établissement d'observation	Établissements spéciaux	Écoles de Bienfaisance	TOTAL
	Particuliers			Institutions			Asiles			Total des mineurs placés en vertu du Chapitre I	Particuliers			Institutions			Asiles			Total des mineurs placés en vertu du Chapitre II				
	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total		avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total						
13,327	255	143	398	989	18	1,007	12	1	13	1,418	178	525	703	2,693	37	2,730	148	11	159	3,592	5,010	149	24	920	1,093

TABLEAUX

Principales abréviations

A. R. = Arrêté royal.
A. L. = Arrêté-loi.
Art. = Article.
C. I. C. = Code d'instruction criminelle.
C. P. = Code pénal.
D. = Décret.
L. = Loi.

STATISTIQUE PÉNALE

Année 1919

Année 1919

ANNEXE

ORGANISATION DES TRAVAUX STATISTIQUES

Depuis le 1er janvier 1898, la statistique pénale de la Belgique est rédigée, en partie d'après des états dressés annuellement par les autorités judiciaires, en partie à l'aide des bulletins de condamnation envoyés au casier judiciaire central. Il existe, en outre, des bulletins spéciaux, destinés uniquement au service de la statistique, pour relever, dans les tribunaux de première instance, les cours d'appel et les cours d'assises, le nombre des individus acquittés.

Ces deux méthodes, celle des bulletins et celle des états statistiques, ne sont pas combinées, mais simplement juxtaposées, c'est-à-dire que, sauf une légère exception en ce qui concerne les délits forestiers (pp. 60, 66, 108 à 117 et 128 à 143) et le tableau XXVIII des cours d'assises, on n'a réuni dans aucun tableau de la publication des renseignements recueillis par des méthodes différentes.

On emploie les états statistiques pour connaître le nombre des affaires dont les cours d'assises et les tribunaux correctionnels ont à s'occuper, ainsi que pour recueillir tous les renseignements concernant les travaux des cours d'appel, des tribunaux de police, des parquets et des magistratures d'instruction.

On extrait des dossiers du casier judiciaire : 1° toutes les données relatives aux individus condamnés par les cours d'assises et les tribunaux correctionnels; 2° tous les éléments de la statistique criminelle.

Voici quelques indications sommaires sur la façon dont les états statistiques sont rédigés et sur le fonctionnement du casier judiciaire dans ses rapports avec le service de la statistique :

1. — Etats statistiques

A la fin de chaque année civile, les parquets des tribunaux correctionnels, ainsi que les greffes des tribunaux de police, des cabinets des juges d'instruction et des cours criminelles (cours d'assises, chambres correctionnelles des cours d'appel et chambres des mises en accusation) adressent au Département de la Justice un compte détaillé des travaux que leur office ou le tribunal auquel ils sont attachés a effectués durant l'année.

Pour que ces comptes puissent être dressés avec exactitude malgré leur étendue, les principaux services judiciaires tiennent un registre d'une forme déterminée, où ils inscrivent jour par jour, dans l'ordre où elles se présentent, les affaires dont ils ont à s'occuper. Les feuilles de ces registres sont divisées en cases et en colonnes qui correspondent aux différentes subdivisions des comptes statistiques. Pour rédiger ces comptes, les autorités judiciaires ne doivent donc se livrer à aucune recherche : il leur suffit de faire l'addition, par catégories, des affaires diverses inscrites dans leur registre.

Transmis au Département de la Justice, ces états sont vérifiés, puis dépouillés dans les différents cadres de la statistique.

2. — Bulletins et dossiers du casier judiciaire

Il existe en Belgique un système double de casiers judiciaires.

Le premier est déjà ancien. Il fut organisé en 1853 par des circulaires des Départements de l'Intérieur et de la Justice. Ce casier est tenu au lieu du domicile du condamné sous la forme de registres qui servent, en quelque sorte, de complément aux registres de population. A l'origine, on n'y inscrivait que les condamnations pour crime ou délit. Depuis le 16 juin 1888, on y inscrit toutes les condamnations sans exception. Ce casier facilite aux administrations communales l'accomplissement de leurs devoirs de police.

Le second, ou casier central, date de 1888 (circulaire ministérielle du 31 décembre). Il est formé à l'aide de bulletins individuels que les greffiers des cours et tribunaux envoient au Département de la Justice dans les trois jours de la date où la condamnation est devenue définitive. En cas d'appel, c'est le greffier de la juridiction d'appel qui envoie ce bulletin.

Les bulletins sont classés dans des dossiers individuels, catalogués comme les livres d'une bibliothèque à l'aide d'un répertoire alphabétique. Le casier judiciaire constitue, de cette manière, pour les condamnés ce que l'état civil est pour les citoyens en général. On range

dans les dossiers, par ordre de date, non seulement tous les bulletins de condamnations concernant un même individu, mais encore ceux mentionnant les décisions judiciaires qui ordonnent sa mise à la disposition du Gouvernement pour être interné dans un dépôt de mendicité, une maison de refuge ou une école de bienfaisance (1); on y tient également note des arrêtés de grâce et de libération conditionnelle dont il a bénéficié.

Successivement étendu par différentes circulaires ministérielles, le casier judiciaire central n'est pas encore tout à fait homogène, attendu que les différents renseignements qu'il renferme ne partent pas tous d'une même époque.

En ce qui intéresse le service de la statistique, sont notés au casier judiciaire :

1° Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1er janvier 1869 contre des individus de nationalité belge;

2° Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1er janvier 1879 contre des individus de nationalité belge;

3° Les condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles prononcées depuis le 1er janvier 1895 contre des étrangers;

4° Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1er janvier 1895 pour infraction aux dispositions du Code pénal et à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique;

5° Les condamnations à des peines de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement d'administration, sauf le Code forestier, prononcées depuis le 1er janvier 1898 par un tribunal correctionnel. Cette dernière catégorie, extrêmement peu nombreuse, a été ajoutée pour permettre de dresser presque entièrement la statistique des tribunaux correctionnels à l'aide des bulletins.

Quand on entama la compilation des tableaux de la nouvelle statistique au 1er janvier 1898, le casier judiciaire embrassait donc, abstraction faite des étrangers :

Pour les faits punis d'une peine criminelle, une période de vingt-neuf ans;

Pour les faits punis d'une peine correctionnelle, une période de dix-neuf ans;

Pour les infractions au Code pénal punies d'une peine de police, une période de trois ans.

Depuis le 1er janvier 1898, il n'y a plus que les condamnations à une peine de police prononcées par un tribunal de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement général, provincial ou communal, ainsi que les condamnations à une peine de police en matière forestière, prononcées par un tribunal correctionnel qui ne sont pas notées au casier judiciaire.

Pour assurer la parfaite exactitude des renseignements que le casier judiciaire est chargé de fournir, pour vérifier si les employés des greffes lui adressent sans aucune omission les bulletins de condamnation, l'administration centrale dispose de trois moyens de contrôle.

Le premier contrôle est basé sur la concordance qui doit exister entre les mentions figurant au casier central et au registre de condamnations tenu par les administrations communales, la seule source à laquelle les parquets pouvaient puiser des renseignements avant la création du casier judiciaire.

A raison de différents motifs qu'il est inutile d'exposer ici, car ils concernent uniquement l'organisation du casier judiciaire et non celle de la statistique, les parquets de première instance et la plupart des parquets de police joignent à la demande d'extrait qu'ils adressent au casier judiciaire central un bulletin de renseignements rempli par les autorités locales, où figurent toutes les condamnations consignées au registre communal. Le casier central, avant de délivrer l'extrait, compare les mentions provenant de ce registre à celles que ces dossiers contiennent. S'il relève une lacune ou une différence, il réclame immédiatement des explications au greffier que la chose concerne.

Un deuxième contrôle est exercé à l'aide d'inventaires que les greffiers doivent joindre à chaque envoi de bulletins. On vérifie si tous les bulletins repris à l'inventaire se trouvent bien dans l'envoi; puis la pièce, datée et signée par le chef de la statistique judiciaire, est renvoyée au fonctionnaire qui l'a rédigée. Celui-ci la conserve dans ses archives de façon à pouvoir justifier de l'envoi des bulletins.

Enfin, le service des grâces étant annexé à celui du casier, celui-ci, avant de verser dans ses dossiers les rapports des magistrats du parquet sur les recours en grâce, vérifie si toutes les mentions qui y sont portées concordent avec les renseignements que les dossiers contiennent.

Les négligences des agents sont punies de peines disciplinaires.

Grâce à ces précautions, le casier central forme une source de renseignements aussi riche qu'exacte, à laquelle la statistique peut puiser en toute confiance.

L'utilisation des dossiers du casier judiciaire par le service de la statistique se fait d'une façon très simple. Chaque jour, les bulletins qui arrivent au casier judiciaire sont communiqués au bureau de statistique. Lorsqu'ils sont relatifs à des condamnés récidivistes, le bureau de statistique reçoit ces bulletins classés dans leurs dossiers. Ils sont dépouillés successivement sous leurs différents aspects, après quoi ils sont restitués au casier judiciaire.

Tous les travaux importants sont faits au moyen de fiches de dépouillement perforées par des emporte-pièce comme celles qui servent aux dépouillements par la machine électrique Hollerith. Ces fiches sont comptées au moyen du *classi-compteur March*.

(1) Sauf les mises à la disposition du gouvernement prononcées par application des articles 24 et 25 de la loi du 27 novembre 1891. Ces articles ont cessé d'être en vigueur le 1er octobre 1912. La loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance qui les a abrogés (art. 64, alin. 2) a créé des tribunaux pour enfants. Les décisions des juges des enfants sont notifiées au casier judiciaire.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Casier judiciaire

N°

Rappeler le numéro de l'extrait du casier judiciaire, quand il s'agit d'un récidiviste.)

BULLETIN DE CONDAMNATION

Tribunal correctionnel de

N. B. — Prière de répondre par écrit à chaque question.
L'emploi des guillemets comme réponse est interdit.

N° de l'affaire :

NOM . . . . . .
Prénoms . . . . . .

Sobriquet ou surnom. . . . . .

Faux nom . . . . . .

Lieu et date de naissance . . . . .

Prénoms du père. . . . . .

Nom et prénoms de la mère. . . . .

Nom et prénoms du conjoint. (Indiquer si ce conjoint est décédé ou s'il y a eu divorce.). . . . . .

Le condamné a-t-il des enfants légitimes ou légitimés? . . . . . .

Instruction. (Souligner ci-contre la mention qui convient). . . . . Illettré. — Sachant imparfaitement lire et écrire. — Sachant bien lire et écrire. — Ayant une instruction plus développée.

Profession . . . . . .

Si le condamné est entretenu par une autre personne, indiquer quelle est cette personne (père, mari, tuteur, etc.) et quelle est sa profession. Tout condamné sans moyens d'existence qui ne travaille pas doit être renseigné comme *sans aveu*, même s'il dit connaître un métier. Si le condamné, sans exercer de profession, a des moyens d'existence le renseigner sous sa qualification sociale (rentier, pensionné, etc.)

Domicile. . . . . .

Condamné conditionnellement, avec sursis de (*) , *le*

à :	*du chef de* (indiquer le nombre des infractions de chaque espèce) :	*par application de :*
1°	1°	1° .....
.....	.....	.....
2°	2°	2° .....
.....	.....	.....
3°	3°	3° .....
.....	.....	.....
.....	.....	.....

(**) *Ces faits ont été commis à* , *canton de* , *le*

Le condamné a-t-il agi sous l'influence de la boisson?.....

Le *19* .

Le Greffier,

(*) Biffer les mots *conditionnellement avec sursis de*, si la loi du 31 mai 1888 n'a pas été appliquée.
(**) Indiquer la date à laquelle chaque infraction a été commise. S'il s'agit d'infractions collectives ou d'infractions connexes, *au sens de l'article 227 du Code d'instruction criminelle*, prendre pour date le dernier acte punissable commis, en y joignant l'abréviation I. C.
Quand on ignore la date exacte à laquelle une infraction a été commise, faire connaître la période (mois, saison, année) dans laquelle cette date doit se trouver comprise, en indiquant brièvement que la date exacte est inconnue.

PREMIÈRE PARTIE

STATISTIQUE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PÉNALE

POLICE JUDICIAIRE ET INSTRUCTION

La police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir (Code d'instruction criminelle, art. 8).

Elle est exercée, sous l'autorité des cours d'appel, par les gardes champêtres et forestiers, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres ou les échevins délégués, les procureurs du roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction, les officiers de gendarmerie, suivant les distinctions établies par la loi (art. 9). Des lois spéciales ont conféré à d'autres agents que ceux énumérés ci-dessus les fonctions d'officier de police judiciaire chargés de rechercher les contraventions aux dispositions de ces lois. Il en est ainsi notamment en matière de voirie et de douanes.

La loi du 7 avril 1919 a autorisé le Roi à instituer dans chaque ressort de cour d'appel des officiers et agents judiciaires. Les officiers judiciaires ont qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du roi. Ils ont les pouvoirs et les attributions que les lois reconnaissent en cette qualité aux commissaires de police (1).

Le soin de constater les contraventions, c'est-à-dire les faits punissables, au maximum, de 7 jours de prison et de 25 francs d'amende, est confié aux commissaires de police et, dans les communes où il n'y en a pas, au bourgmestre (ou à un échevin délégué). (Code d'instruction criminelle, art. 11; art. 153 de la loi du 18 juin 1869.) Les gardes champêtres et les gardes forestiers sont chargés, concurremment avec eux, de rechercher les délits et les contraventions qui auront porté atteinte aux propriétés rurales ou forestières. (Code d'instruction criminelle, art. 16). Ces fonctionnaires transmettent directement les procès-verbaux concernant des contraventions de police à l'officier du ministère public près le tribunal de police compétent. (Code d'instruction criminelle, art. 15 et 20.) Cet officier est le commissaire de police dans les lieux où il en est établi et dans les autres le bourgmestre, qui peut se faire remplacer par un échevin. (Art. 153 de la loi du 18 juin 1869.)

Les procureurs du roi près les tribunaux de première instance ont pour mission, sous la surveillance du procureur général près la cour d'appel, de rechercher les crimes et les délits, de recevoir les plaintes et les dénonciations que leur adressent soit des particuliers, soit les officiers de la police judiciaire, d'exercer l'action publique. Ils sont donc à la fois officiers de police judiciaire et officiers du ministère public. Ils agissent soit en personne, soit par l'intermédiaire de leurs substituts. Si les délits parvenus à leur connaissance sont en état d'être jugés sans information préalable, ils les portent directement à l'audience des tribunaux correctionnels, sinon ils requièrent le juge d'instruction d'en informer. Ils saisissent ce magistrat de tous les faits présentant le caractère de crime. Ils soumettent à la chambre du conseil, pour être renvoyés au tribunal de police, les délits qui semblent ne mériter qu'une peine de police.

Le juge d'instruction est le magistrat chargé, en matière répressive, de l'information ou instruction écrite. Il rassemble les preuves des faits, recherche les auteurs de l'infraction et délivre dans ce but des mandats d'ame-

(1) Les officiers et agents judiciaires sont placés sous l'autorité et la surveillance du procureur général et sous la direction du procureur du Roi de l'arrondissement où leur résidence est établie (art. 1er). Ils exercent leurs fonctions dans tout le ressort de la cour d'appel. Ils peuvent en vertu d'un mandat exprès du procureur général, sous la surveillance duquel ils sont placés, exercer leurs fonctions dans le ressort d'une autre cour d'appel (art. 9).

PREMIÈRE PARTIE

STATISTIQUE

DE

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PÉNALE

POLICE JUDICIAIRE ET INSTRUCTION

La police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir (Code d'instruction criminelle, art. 8).

Elle est exercée, sous l'autorité des cours d'appel, par les gardes champêtres et forestiers, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres ou les échevins délégués, les procureurs du roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction, les officiers de gendarmerie, suivant les distinctions établies par la loi (art. 9). Des lois spéciales ont conféré à d'autres agents que ceux énumérés ci-dessus les fonctions d'officier de police judiciaire chargés de rechercher les contraventions aux dispositions de ces lois. Il en est ainsi notamment en matière de voirie et de douanes.

La loi du 7 avril 1919 a autorisé le Roi à instituer dans chaque ressort de cour d'appel des officiers et agents judiciaires. Les officiers judiciaires ont qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du roi. Ils ont les pouvoirs et les attributions que les lois reconnaissent en cette qualité aux commissaires de police (1).

Le soin de constater les contraventions, c'est-à-dire les faits punissables, au maximum, de 7 jours de prison et de 25 francs d'amende, est confié aux commissaires de police et, dans les communes où il n'y en a pas, au bourgmestre (ou à un échevin délégué). (Code d'instruction criminelle, art. 11; art. 153 de la loi du 18 juin 1869.) Les gardes champêtres et les gardes forestiers sont chargés, concurremment avec eux, de rechercher les délits et les contraventions qui auront porté atteinte aux propriétés rurales ou forestières. (Code d'instruction criminelle, art. 16). Ces fonctionnaires transmettent directement les procès-verbaux concernant des contraventions de police à l'officier du ministère public près le tribunal de police compétent. (Code d'instruction criminelle, art. 15 et 20.) Cet officier est le commissaire de police dans les lieux où il en est établi et dans les autres le bourgmestre, qui peut se faire remplacer par un échevin. (Art. 153 de la loi du 18 juin 1869.)

Les procureurs du roi près les tribunaux de première instance ont pour mission, sous la surveillance du procureur général près la cour d'appel, de rechercher les crimes et les délits, de recevoir les plaintes et les dénonciations que leur adressent soit des particuliers, soit les officiers de la police judiciaire, d'exercer l'action publique. Ils sont donc à la fois officiers de police judiciaire et officiers du ministère public. Ils agissent soit en personne, soit par l'intermédiaire de leurs substituts. Si les délits parvenus à leur connaissance sont en état d'être jugés sans information préalable, ils les portent directement à l'audience des tribunaux correctionnels, sinon ils requièrent le juge d'instruction d'en informer. Ils saisissent ce magistrat de tous les faits présentant le caractère de crime. Ils soumettent à la chambre du conseil, pour être renvoyés au tribunal de police, les délits qui semblent ne mériter qu'une peine de police.

Le juge d'instruction est le magistrat chargé, en matière répressive, de l'information ou instruction écrite. Il rassemble les preuves des faits, recherche les auteurs de l'infraction et délivre dans ce but des mandats d'ame-

(1) Les officiers et agents judiciaires sont placés sous l'autorité et la surveillance du procureur général et sous la direction du procureur du Roi de l'arrondissement où leur résidence est établie (art. 1er). Ils exercent leurs fonctions dans tout le ressort de la cour d'appel. Ils peuvent en vertu d'un mandat exprès du procureur général, sous la surveillance duquel ils sont placés, exercer leurs fonctions dans le ressort d'une autre cour d'appel (art. 9).

ner et des mandats d'arrêt. Sauf le cas de flagrant délit, où les règles ordinaires de l'information sont modifiées, le juge d'instruction ne peut être saisi que par le réquisitoire du ministère public ou par une plainte de la partie lésée.

Un juge d'instruction régulièrement saisi ne peut se dessaisir lui-même. Il ne peut l'être que par une décision de la chambre du conseil, à laquelle il rend compte, au moins une fois par semaine, des affaires dont l'instruction lui est dévolue. (Code d'instruction criminelle, art. 127.) Il y a au moins un juge d'instruction près de chaque tribunal; il peut y en avoir plusieurs si les besoins du service l'exige. (Art. 20 à 23 de la loi du 18 juin 1869).

On donne le nom de « chambre du conseil » au tribunal ou à une section du tribunal exerçant sa juridiction dans la chambre des délibérés et non en audience publique. Elle se compose de trois juges, y compris le juge d'instruction. Elle est chargée d'apprécier les éléments fournis par l'instruction préliminaire et d'en déduire soit l'abandon des poursuites, soit le renvoi de l'inculpé devant les juridictions de jugement. D'après la loi du 4 octobre 1867, elle peut, dans le cas où il existe en faveur de l'auteur de l'infraction des circonstances atténuantes et s'il y a accord unanime des juges, renvoyer l'affaire s'il s'agit d'un délit au tribunal de police, s'il s'agit d'un crime au tribunal correctionnel. La décision de la chambre du conseil porte le nom d' « ordonnance ».

Selon la loi du 25 octobre 1919, modifiant *temporairement* l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux et dont les dispositions sont rendues applicables du 1er décembre 1919 au 30 septembre 1921, « les attributions de la chambre du conseil du tribunal de première instance en matière répressive sont dévolues à une chambre d'un juge. Il est statué sur le rapport du juge d'instruction, le procureur du roi et l'inculpé entendus. L'inculpé peut se faire assister d'un conseil ».

Les ordonnances rendues par le juge d'instruction ou la chambre du conseil peuvent être, par voie d'opposition, portées en appel devant la chambre des mises en accusation, constituée par l'une des sections de la chambre correctionnelle de la cour d'appel. (Loi du 4 septembre 1891, art. 2 et 4.) Les chambres d'accusation ont le droit d'informer et de faire informer dans toutes les affaires et d'évoquer à elles les poursuites que les premiers juges auraient commencées. Elles ont seules le droit de prononcer le renvoi d'un accusé devant la cour d'assises. Elles statuent sur les demandes en réhabilitation. (Loi du 25 avril 1896.)

Détention préventive. — Cette matière est réglée par la loi du 20 avril 1874, dont voici les principales dispositions :

ARTICLE PREMIER. — Après l'interrogatoire, le juge d'instruction pourra décerner un mandat d'arrêt lorsque le fait est de nature à entraîner un emprisonnement de trois mois ou une peine plus grave. Si l'inculpé a sa résidence en Belgique, le juge ne pourra décerner ce mandat que dans des circonstances graves et exceptionnelles, lorsque cette mesure est réclamée par l'intérêt de la sécurité publique.

Néanmoins, si le fait peut entraîner la peine des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, ou une peine plus grande, le juge d'instruction ne peut laisser l'inculpé en liberté que sur l'avis conforme du procureur du roi.

ART. 3. — Immédiatement après la première audition, l'inculpé pourra communiquer librement avec son conseil.

Le juge pourra, toutefois, lorsque les nécessités de l'instruction le commandent, prononcer une interdiction de communiquer. L'interdiction ne pourra s'étendre au delà de trois jours à partir de la première audition. Elle ne pourra être renouvelée.

ART. 4. — Le mandat d'arrêt ne sera pas maintenu si, dans les cinq jours de l'interrogatoire, il n'est pas confirmé par la chambre du conseil.

ART. 5. — Si la chambre du conseil n'a pas statué sur la prévention dans le mois à compter de l'interrogatoire, l'inculpé sera mis en liberté, à moins que la chambre, par ordonnance motivée, rendue à l'unanimité, le procureur du roi et l'inculpé ou son conseil entendus, ne déclare que l'intérêt public exige le maintien de la détention.

ART. 6. — Le juge d'instruction pourra, dans le cours de l'instruction et sur les conclusions conformes du procureur du roi, donner mainlevée du mandat d'arrêt, à charge pour l'inculpé de se présenter à tous les actes de la procédure aussitôt qu'il en sera requis.

ART. 10. — Dans les cas prévus par les articles 4, 5 et 6, la mise en liberté pourra être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont dressés comme ils l'ont été les années précédentes, à l'aide de comptes fournis par les parquets, les juges d'instruction ou les cours criminelles.

I. — Etat des travaux des parquets.

ARRONDISSEMENTS.	Nombre des plaintes, dénonciations et procès-verbaux									Nombre total des plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés au parquet.	Direction donnée aux plaintes, dénonciations et procès-verbaux — NOMBRE DES AFFAIRES					
	reçus directement par		TRANSMIS AU MINISTÈRE PUBLIC PAR								communiquées au juge d'instruction.	renvoyées devant une autre juridiction.	laissées sans poursuite.	portées à l'audience par citation directe		
	le ministère public.	les juges d'instruction.	la gendarmerie.	les juges de paix.	les bourgmestres.	les commissaires de police.	les gardes champêtres	les gardes forestiers.	de toute autre manière.					du ministère public.	de la partie civile.	d'une administration publique.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	13,228	106	5,531	533	823	33,205	280	737	7,162	61,605	7,246	1,384	54,677	1,606	13	117
Louvain	113	1	4,873	23	490	2,960	458	294	1,056	10,268	1,733	737	7,277	1,546	1	80
Nivelles	59	—	4,451	9	274	1,330	1,047	256	1,474	8,900	1,911	1,091	4,136	1,598	—	50
Anvers	4,230	—	4,152	—	1,155	14,779	—	56	3,523	27,895	5,438	2,457	16,178	3,202	1	53
Malines	272	—	1,847	10	61	1,551	182	—	537	4,460	850	497	2,194	897	1	—
Turnhout	115	—	2,239	5	16	910	536	211	585	4,617	860	370	2,339	963	1	166
Mons	1,960	—	5,176	—	168	3,439	775	106	1,929	13,553	3,919	262	6,417	838	—	—
Charleroi	3,030	—	4,302	—	1,398	22,745	2,392	157	116	34,140	6,523	2,283	22,561	2,037	3	15
Tournai	2,524	4	2,852	15	126	1,658	76	15	321	7,591	2,120	486	4,558	428	—	5
Gand	1,927	14	4,217	8	4,132	5,158	37	62	36	15,591	2,646	1,286	8,245	2,217	5	62
Audenarde	71	30	4,794	19	82	252	229	9	626	6,112	1,232	777	3,209	1,047	—	7
Termonde	594	14	5,710	39	413	2,262	598	56	871	10,557	2,055	1,784	6,143	589	17	2
Bruges	48	1	4,765	2	595	3,560	5	14	1,347	10,247	1,419	461	6,678	2,271	—	11
Courtrai	60	—	5,105	27	535	2,583	4	—	1,367	9,681	1,604	652	6,608	1,254	1	19
Furnes	11	—	1,173	1	75	391	—	40	172	1,863	446	55	1,041	319	—	10
Ypres	—	—	2,384	—	—	283	33	—	3	2,703	265	154	1,040	1,092	—	3
Liége	3,102	—	4,615	17	1,950	11,749	2,299	670	646	25,048	5,415	5,453	13,998	674	3	148
Huy	1,791	—	2,286	—	409	661	996	—	617	6,760	1,486	574	3,520	613	—	107
Verviers	1,104	—	4,250	—	940	2,522	270	65	190	9,341	2,138	2,293	3,978	469	—	57
Tongres	947	—	2,443	—	513	602	495	23	38	5,061	544	1,364	2,810	308	—	39
Hasselt	94	3	2,997	44	234	781	472	144	1,383	6,152	1,236	780	2,967	1,062	—	90
Arlon	53	5	3,402	29	—	183	83	135	456	4,346	1,751	361	1,744	310	—	180
Marche	25	2	2,269	24	12	69	120	45	364	2,930	460	235	1,916	250	—	69
Neufchâteau	645	2	2,282	—	21	126	60	92	303	3,531	466	248	2,642	333	—	80
Namur	31	—	5,461	—	452	3,598	1,090	597	129	11,358	1,413	1,081	7,818	917	3	126
Dinant	3,269	5	1,871	6	408	656	239	686	476	7,616	1,208	679	4,896	575	—	262
Totaux	39,303	187	95,447	811	15,192	118,013	12,776	4,470	25,727	311,926	56,474	27,804	199,590	27,415	49	1,758

II. — Affaires laissées sans poursuites par les parquets.

Arrondissements.	Les faits ne constituant ni crime ni délit ou ne pouvant donner lieu qu'à des réparations civiles.	Les auteurs étant inconnus.	La preuve ne pouvant être administrée.	Les délits étant sans gravité ou n'intéressant pas essentiellement l'ordre public.	Les procès-verbaux étant irréguliers.	Les parties intéressées n'ayant pas porté plainte ou s'étant désistées.	Les inculpés étant décédés.	La prescription étant acquise.	Le bénéfice de la loi d'amnistie étant acquis aux inculpés	Pour tout autre motif.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Bruxelles.	8,513	10,103	12,665	12,873	5	1,953	11	184	5,379	2,961	54,677
Louvain	483	1,624	1,873	1,568	—	72	5	23	1,629	—	7,277
Nivelles	727	981	735	188	3	32	10	127	1,232	101	4,136
Anvers	3,747	3,737	4,080	775	1	101	11	74	3,406	246	16,178
Malines	185	779	967	75	—	16	8	39	104	21	2,194
Turnhout	451	657	279	144	—	5	6	7	225	565	2,339
Mons	549	2,011	1,922	55	—	95	9	17	1,628	131	6,417
Charleroi.	8,024	3,128	4,043	1,747	—	981	19	—	4,619	—	22,561
Tournai	956	1,506	1,062	356	—	53	6	6	607	6	4,558
Gand	2,238	2,715	1,634	111	—	172	13	39	1,323	—	8,245
Audenarde. . . .	698	1,114	16	1,007	1	2	1	14	294	62	3,209
Termonde	754	2,267	1,082	711	—	39	4	6	1,162	118	6,143
Bruges.	116	2,222	2,438	35	1	—	5	92	1,747	22	6,678
Courtrai	220	1,450	2,259	607	—	25	8	25	1,988	26	6,608
Furnes.	77	546	309	—	—	—	—	4	105	—	1,041
Ypres	56	272	358	4	—	4	4	9	116	217	1,040
Liége	164	2,585	8,342	2	—	8	3	—	2,830	64	13,998
Huy.	450	826	1,401	379	—	77	4	53	322	8	3,520
Verviers	234	624	2,776	117	—	61	6	25	113	22	3,978
Tongres	492	785	722	88	—	66	3	9	645	—	2,810
Hasselt	183	465	887	94	4	12	4	13	1,305	—	2,967
Arlon	685	278	462	154	4	18	5	41	94	3	1,744
Marche.	226	262	323	98	1	31	1	14	81	879	1,916
Neufchâteau . . .	670	283	535	69	3	39	4	23	1,004	12	2,642
Namur.	2,759	1,108	3,017	—	—	149	—	—	728	57	7,818
Dinant.	77	325	1,529	253	—	56	9	224	2,262	161	4,896
Totaux. . . .	**33,764**	**42,653**	**55,716**	**21,510**	**23**	**4,067**	**159**	**1,068**	**34,948**	**5,682**	**199,590**

III. — Juges d'instruction et chambres du conseil. — Affaires terminées. Résultat de l'instruction.

Arrondissements.	Nombre des affaires ayant fait l'objet d'ordonnances de renvoi devant la chambre des mises en accusation.	Nombre des affaires ayant fait l'objet d'ordonnances de renvoi devant le tribunal correctionnel. Crimes.	Nombre des affaires ayant fait l'objet d'ordonnances de renvoi devant le tribunal correctionnel. Délits.	Nombre des affaires ayant fait l'objet d'ordonnances de renvoi devant le tribunal de police. Sur réqui-sition du parquet en vertu de l'art. 4 de la loi du 4 oct. 1867.	Nombre des affaires ayant fait l'objet d'ordonnances de renvoi devant le tribunal de police. Après instruction.	Nombre des affaires ayant fait l'objet d'ordonnances de renvoi devant une autre juridiction.	Nombre des affaires ayant fait l'objet d'ordonnances de non-lieu à poursuivre.	Affaires renvoyées au parquet ou à d'autres juges concurremment saisis.	Affaires évoquées par la cour d'appel.	Total.	Affaires sans suite. Faits qui ne constituent ni crime ni délit.	Affaires sans suite. Crimes et délits présumés, mais dont l'instruction n'a pas acquis la preuve. Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Affaires sans suite. Crimes et délits présumés, mais dont l'instruction n'a pas acquis la preuve. Les auteurs ont été désignés.	Affaires sans suite. Crimes et délits reconnus tels d'après le résultat de l'instruction. Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Affaires sans suite. Crimes et délits reconnus tels d'après le résultat de l'instruction. Les auteurs ont été désignés.	Affaires sans suite. Ayant fait l'objet des ordonnances prévues par l'art. 2 de la loi du 28 août 1919 (amnistie).
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles . .	52	338	1,669	236	3	275	3,841	1,588	—	8,002	214	560	1,135	884	479	569
Louvain. . .	15	156	162	761	—	40	638	40	—	1,812	15	8	244	223	10	138
Nivelles. . .	5	94	59	1,084	—	2	613	5	—	1,862	3	60	—	176	115	250
Anvers . . .	45	398	963	1,297	2	57	2,561	332	—	5,655	20	220	943	462	291	625
Malines. . .	4	103	85	183	—	—	437	16	—	828	3	81	76	92	65	120
Turnhout . .	7	74	85	457	10	1	196	—	—	830	—	4	112	41	28	11
Mons. . . .	19	194	424	1,279	8	1	955	133	—	3,013	11	103	425	185	79	152
Charleroi . .	33	773	1,031	1,871	1	58	2,315	451	1	6,534	28	245	951	333	429	329
Tournai. . .	3	57	356	612	13	18	630	—	—	1,689	26	5	237	165	192	5
Gand. . . .	28	161	540	425	—	41	1,310	50	—	2,555	4	4	356	353	474	119
Audenarde .	14	102	96	246	—	19	510	—	—	987	1	44	44	141	115	165
Termonde. .	24	264	235	343	—	36	1,065	20	—	1,987	25	18	404	203	196	219
Bruges . . .	26	131	288	59	2	83	873	34	—	1,496	3	76	181	201	246	166
Courtrai . .	10	127	191	694	1	25	516	14	—	1,578	—	55	189	67	130	75
Furnes . . .	4	35	69	166	7	19	130	—	—	430	4	9	25	50	20	22
Ypres. . .	1	7	25	43	—	7	102	—	—	185	—	50	34	—	—	18
Liége. . . .	76	1,172	1,175	1,340	5	83	1,244	366	—	5,461	77	48	490	415	63	151
Huy	7	29	46	665	2	2	188	22	—	961	5	4	24	69	63	23
Verviers. . .	6	183	216	768	14	18	934	58	—	2,197	23	19	333	219	147	193
Tongres. . .	12	62	50	231	—	2	186	74	—	626	7	4	48	37	41	49
Hasselt . . .	5	79	64	573	2	5	314	66	—	1,108	2	4	72	11	30	195
Arlon. . . .	4	46	81	1,223	6	11	255	30	—	1,656	63	—	139	17	—	36
Marche . . .	2	15	35	270	—	12	105	—	—	439	26	3	15	20	1	40
Neufchâteau.	1	16	43	248	2	3	90	—	—	403	1	2	37	14	13	23
Namur . . .	45	138	289	368	1	17	530	6	—	1,394	—	138	107	37	190	58
Dinant . . .	16	36	94	523	3	1	344	40	—	1,057	2	2	39	75	146	80
Totaux. .	**464**	**4,790**	**8,380**	**15,965**	**82**	**836**	**20,882**	**3,345**	**1**	**54,745**	**563**	**1,766**	**6,660**	**4,490**	**3,563**	**3,840**

IV. — Crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus.

NATURE DES INFRACTIONS.	Parquets.	Cabinets d'instruction. — Crimes présumés, mais dont l'instruction n'a pas acquis la preuve : Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Cabinets d'instruction. — Crimes présumés, mais dont l'instruction n'a pas acquis la preuve : Les auteurs ont été désignés (charges insuffisantes).	Cabinets d'instruction. — Crimes reconnus tels par l'instruction : Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Cabinets d'instruction. — Crimes reconnus tels par l'instruction : Les auteurs ont été désignés (charges insuffisantes).	Cabinets d'instruction. — TOTAL.	TOTAL des parquets et cabinets d'instruction.	Récapitulation. — Crimes dont les auteurs sont restés entièrement inconnus (col. 2,3,5).	Récapitulation. — Crimes dont les auteurs ont été désignés mais contre lesquels on n'a pas relevé des charges suffisantes (col. 4 et 6).
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Crimes contre les personnes.									
Assassinat (ou tentative)	1	21	22	58	20	130	131	80	51
Avortement	154	9	31	17	5	62	216	180	36
Bigamie	—	—	4	—	1	5	5	—	5
Chemins de fer (obstacles à la circulation des convois)	4	—	—	7	—	7	11	11	—
Coups ayant causé la mort	—	3	3	5	4	15	15	8	7
Empoisonnement	2	2	3	2	—	7	9	6	3
Enlèvement de mineur	—	—	2	—	—	2	2	—	2
Infanticide	6	12	21	35	7	75	81	53	28
Meurtre (ou tentative)	30	48	34	85	17	184	214	163	51
Viol (ou tentative) et attentat à la pudeur	9	10	113	14	40	177	186	33	153
Totaux	206	105	233	223	103	664	870	534	336
Crimes contre la sûreté de l'État.									
Attentat contre la forme du gouvernement	2	—	7	—	—	7	9	2	7
Avoir méchamment servi la politique de l'ennemi	—	—	41	—	330	371	371	—	371
Dénonciation à l'ennemi	17	3	75	3	20	101	118	23	95
Espionnage	2	1	30	1	2	34	36	4	32
Secours à l'ennemi	65	8	627	1	153	789	854	74	780
Totaux	86	12	780	5	505	1,302	1,388	103	1,285
Crimes contre les propriétés.									
Association de malfaiteurs	—	—	3	—	—	3	3	—	3
Banqueroute frauduleuse	—	—	8	—	—	8	8	—	8
Contrefaçon d'effets publics, billets de banque, etc.	10	—	4	7	3	14	33	26	7
Destruction de construction	19	—	1	4	5	10	29	23	6
Destruction de mobilier en bande avec violences	7	—	—	16	31	47	54	23	31
Destruction par explosion	—	—	—	1	—	1	1	1	—
Détournement par fonctionnaire public	—	2	20	—	1	23	23	2	21
Fausse monnaie	2	1	8	6	1	16	18	9	9
Faux en écritures	33	26	71	36	48	181	214	95	119
Incendie	318	55	19	74	19	167	485	447	38
Vol qualifié (ou tentative)	9,948	493	469	1,498	540	3,000	12,948	11,939	1,009
Totaux	10,346	577	603	1,642	648	3,470	13,816	12,565	1,251
Nombre total des crimes contre les personnes, contre la sûreté de l'État et contre les propriétés réunis	10,638	694	1,616	1,870	1,256	5,436	16,074	13,202	2,872
Délits	32,015	1,072	5,044	2,620	2,307	11,043	43,058	35,707	7,351
Nombre total des crimes et délits	42,653	1,766	6,660	4,490	3,563	16,479	59,132	48,909	10,223

N.-B. — Outre les 16,479 ordonnances de non lieu comptées dans la colonne 7 de ce tableau, les chambres du conseil ont, en vertu de l'article 2 de la loi du 28 août 1919, accordant amnistie, rendu 3,840 ordonnances déclarant l'action publique éteinte. 797 de ces ordonnances ont mis fin à des poursuites du chef de crimes, notamment 3 à des poursuites du chef d'avortement, 1 du chef de coups ayant causé la mort, 2 du chef d'enlèvement de mineur, 1 du chef de banqueroute frauduleuse, 2 du chef de destruction de construction, 18 du chef de destruction de mobilier en bande avec violences, 1 du chef de détournement par fonctionnaire public, 1 du chef de concussion, 77 du chef de faux en écritures, 3 du chef d'incendie, 684 du chef de vol qualifié.

Outre les 3,840 ordonnances déclarant l'action publique éteinte dans des affaires régulièrement soumises aux chambres du conseil, celles-ci ont rendu 1,361 ordonnances déclarant l'action publique éteinte dans des affaires en état d'être jugées par les tribunaux correctionnels (voir tableau XVIII). Le total des ordonnances rendues en vertu de l'article 2 de la loi du 28 août 1919 s'élève donc pour cette même année à 5,204.

V. — Réhabilitations demandées en vertu de la loi du 25 avril 1896.

I. — NATURE DE L'INFRACTION COMMISE PAR LE REQUÉRANT.	NOMBRE TOTAL DE DEMANDES.	DEMANDES ACCUEILLIES — Le requérant avait encouru une peine : criminelle	correctionnelle	de police	DEMANDES REJETÉES — Le requérant avait encouru une peine : criminelle	correctionnelle	de police
1. — Infractions prévues par le Code pénal.							
A. — CRIMES.							
Meurtre, 393	3	2	—	—	1	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort, 401	2	—	—	—	—	2	—
Attentat à la pudeur, sans violence, sur un enfant de moins de 11 ans, 372, § 2 (ancien)	9	—	4	—	—	5	—
Id. id. avec violence, sur une enfant de moins de 14 ans, 373, § 2 (ancien)	2	—	1	—	—	1	—
Viol, 375, § 1 (ancien)	1	—	1	—	—	—	—
Id. par plusieurs en s'entr'aidant, 375,377 (anciens)	1	—	1	—	—	—	—
Faux en écritures, 194 à 197	12	—	10	—	—	2	—
Vols qualifiés, 467 à 470	11	1	6	—	—	4	—
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes, 471 à 474	1	—	1	—	—	—	—
B. — DÉLITS.							
Abus de confiance, 491	7	—	7	—	—	—	—
Adultère, 387, 388, 389	7	—	3	—	—	4	—
Association de malfaiteurs, 323, 324	1	—	—	—	—	1	—
Attentat à la pudeur, sans violence, sur un enfant de moins de 14 ans, 372, § 1 (ancien)	7	—	5	—	—	2	—
Id. id. avec violence, sur une personne de plus de 14 ans, 373, § 1 (ancien)	1	—	1	—	—	—	—
Id. id. id. id. par personne ayant autorité, 377, 373 (anciens)	1	—	1	—	—	—	—
Attentat à la pudeur, avec violences, sur une personne de plus de 14 ans, par plusieurs en s'entr'aidant, 377, 373 (anciens)	2	—	2	—	—	—	—
Attentat aux mœurs, par excitation à la débauche de mineurs, 379 (ancien)	9	—	6	—	—	3	—
Id. id. par écrits ou images, vente, impression, 383, 384	3	—	2	—	—	1	—
Id. id. par outrage aux mœurs, 385	9	—	5	—	—	4	—
Id. id. id. id. en présence d'un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2	1	—	1	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme, 350, 351	1	—	—	—	—	1	—
Calomnie envers particuliers, 444	5	—	2	3	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310	1	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. L. 4 août 1890 art. 4	2	—	2	—	—	—	—
Corruption : offres agréées par un fonctionnaire, 246, 247	1	—	1	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi : usage, 190	1	—	—	—	—	1	—
Coups et blessures : 398 à 400, § 1, 410, § 1	38	—	26	10	—	2	—
Id. id. à officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	4	—	4	—	—	—	—
Id. id. à des jurés ou témoins, 282	1	—	1	—	—	—	—
Id. id. involontaires, 420	1	—	1	—	—	—	—
Culte : outrages aux objets d'un, 144	1	—	1	—	—	—	—
Destruction de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	1	—	1	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	2	—	2	—	—	—	—
Domicile (Violation de) par un particulier à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	1	—	—	1	—	—	—
Enlèvement d'une fille de plus de 16 ans et de moins de 18 ans avec son consentement, 370. L. du 15 mai 1912	1	—	1	—	—	—	—
Escroquerie, 496	3	—	2	—	—	1	—
Homicide involontaire, 419	1	—	1	—	—	—	—
Menaces, 327 à 331	2	—	2	—	—	—	—
Objets saisis : détournement, 508	1	—	1	—	—	—	—
Outrages envers un député, ministre, magistrat, 275	1	—	—	—	—	1	—
Id. id. officier ministériel, agent de l'autorité, 276	7	—	5	2	—	—	—
Rébellion, 271, 272	3	—	3	—	—	—	—
Recel de choses volées, 505	15	—	12	—	—	3	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	1	—	1	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	33	—	27	2	—	4	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, § 6, 463	1	—	—	1	—	—	—
C. — CONTRAVENTIONS.							
Exposition d'objets susceptibles de nuire par leur chute, 552, § 1	1	—	—	1	—	—	—
Bruits ou tapages nocturnes, 561, § 1	2	—	—	2	—	—	—
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition, en vente de), 561, 2° et 3°	1	—	—	1	—	—	—
Injures, 561, § 7	3	—	—	3	—	—	—
Voies de fait, violences légères, 563, § 3	1	—	—	1	—	—	—
2. — Infractions prévues par des lois spéciales.							
Art de guérir. L. du 12 mars 1818	1	—	1	—	—	—	—
Chasse. L. du 28 février 1882, modifiée par L. du 4 avril 1900, sauf l'art. 31	3	—	3	—	—	—	—
Code forestier. L. du 19 décembre 1851	2	—	—	2	—	—	—
Impôts	1	—	—	—	—	1	—
Jeux de hasard. L. du 24 octobre 1902	2	—	2	—	—	—	—
Ivresse publique. L. du 16 août 1887	1	—	—	1	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. du 7 juillet 1875	1	—	1	—	—	—	—
Tramways (police des)	1	—	—	1	—	—	—
Règlements communaux : police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	1	—	—	1	—	—	—
Règlements communaux : police des filles publiques (sur la)	1	—	—	1	—	—	—
Règlements communaux : autres objets (sur d').	2	—	—	2	—	—	—
RÉCAPITULATION :							
Crimes prévus par le Code pénal	42	3	24	—	1	14	—
Délits prévus par le Code pénal	177	—	130	19	—	28	—
Contraventions prévues par le Code pénal	8	—	—	8	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	16	—	7	8	—	1	—
TOTAL	243	3	161	35	1	43	—

II. — Nombre des condamnés qui, entre l'époque où ils ont subi leur peine ou en ont été déchargés, soit par la grâce, soit par l'expiration du sursis et celle où ils ont adressé leur demande en réhabilitation, ont laissé s'écouler un délai de :

Moins de 6 ans	22
6 ans à moins de 10 ans	136
10 ans à moins de 15 ans	50
15 ans et plus	35
TOTAL	243

VI. — Chambre des mises en accusation. — Nombre et résultats des arrêts.

NOMBRE DES ARRÊTS :		COURS D'APPEL.			TOTAL.
		BRUXELLES.	GAND.	LIÉGE.	
1		2	3	4	5
Décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés		22	15	1	38
Portant renvoi	aux assises	123	56	100	279
	au tribunal correctionnel	30	27	3	60
	au tribunal de police	—	—	—	—
	devant une autre juridiction	—	1	—	1
Totaux		175	99	104	378
Statuant sur des demandes en réhabilitations	Octrois	163	18	18	199
	Rejets	40	2	2	44
Totaux		203	20	20	243

VII. — Ordonnances de la chambre du conseil qui ont été soumises à la chambre des mises en accusation.

NATURE DES ORDONNANCES.		Ordonnances confirmées entièrement.	Ordonnances infirmées en tout ou en partie					TOTAL.
			pour avoir déclaré		pour fausse qualification des faits.	pour vice de forme.	pour autres motifs.	
			qu'il n'y avait lieu à suivre.	qu'il y avait lieu à suivre.				
1		2	3	4	5	6	7	8
1° Ordonnances préparatoires et d'instruction (mise en liberté sous caution, questions préjudicielles)		1,772	110	46	—	—	127	2,055
2° Ordonnances rendues sur le fond des affaires	auxquelles il a été formé opposition dont la chambre d'accusation a été saisie en vertu de l'article 133 du Code d'instruction criminelle : par le ministère public	1	—	—	2	—	1	4
	par les parties civiles	1	1	—	—	—	—	2
	par les prévenus	—	—	—	—	—	—	—
	Cours d'appel : Bruxelles	1,151	130	32	8	—	36	1,360
	Gand	214	6	25	—	—	25	270
	Liége	651	1	—	24	—	127	803
Totaux		2,019	137	57	32	—	188	2,433
Ordonnances du juge d'instruction attaquées par voie d'opposition		—	—	—	—	—	—	34

DÉTENTION PRÉVENTIVE

VIII. — Prévenus acquittés en appel.

COURS D'APPEL	Total.	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE			
		Moins d'un mois.	De 1 mois à moins de 2 mois.	De 2 mois à moins de 3 mois.	3 mois et plus.
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	63	24	16	19	4
Gand	3	—	1	2	—
Liége	—	—	—	—	—
Totaux	66	24	17	21	4

IX. — Inculpés déchargés des poursuites par les chambres des mises en accusation.

COURS D'APPEL	Total.	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE			
		Moins d'un mois.	De 1 mois à moins de 2 mois.	De 2 mois à moins de 3 mois.	3 mois et plus.
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	16	—	—	1	15
Gand	4	—	—	2	2
Liége	—	—	—	—	—
Totaux	20	—	—	3	17

X. — Durée de la détention préventive des accusés de crimes ou de délits ordinaires jugés contradictoirement par les Cours d'assises.

PROVINCES.		Nombre total des accusés.	Nombre des accusés arrêtés préventivement.	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE.								
				Moins de 1 mois.	De 1 à moins de 2 mois.	De 2 à moins de 3 mois.	De 3 à moins de 4 mois.	De 4 à moins de 5 mois.	De 5 à moins de 6 mois.	De 6 à moins de 9 mois.	De 9 mois à moins de 1 an.	1 an et plus.	Durée inconnue.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Brabant		73	72	—	—	1	1	3	10	17	23	17	—
Anvers		41	41	—	—	—	—	6	8	8	6	13	—
Hainaut		90	88	—	—	16	1	1	6	10	24	30	—
Flandre orientale		34	34	—	—	3	—	—	5	4	12	10	—
Flandre occidentale		37	34	—	—	—	4	—	1	8	4	17	—
Liége		88	88	—	3	—	1	3	7	26	9	39	—
Limbourg		36	35	—	6	—	1	—	6	8	1	13	—
Luxembourg		12	12	—	4	—	1	—	1	—	2	4	—
Namur		71	71	—	3	4	2	2	9	20	11	20	—
Nombre des	condamnés	343	343	—	5	6	11	12	38	79	62	130	—
	acquittés	118	112	—	4	15	—	3	15	21	22	32	—
	accusés ayant bénéficié de la loi d'amnistie	21	20	—	7	3	—	—	—	1	8	1	—
Totaux		482	475	—	16	24	11	15	53	101	92	163	—

XI. — Durée de la détention préventive des inculpés déchargés des poursuites par les chambres du conseil et des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels.

Arrondissements.	INCULPÉS déchargés des poursuites par les chambres du conseil.						PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, condamnés à l'emprisonnement.							PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, condamnés à des peines pécuniaires.						PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, acquittés.					
	Total.	DURÉE de la détention préventive.					Total.	DURÉE de la détention préventive.						Total.	DURÉE de la détention préventive.					Total.	DURÉE de la détention préventive.				
		Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.		Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.			Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.		Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Bruxelles . .	33	15	5	6	7	—	903	472	217	100	74	40	—	—	—	—	—	—	18	5	4	2	4	3
Louvain. . .	3	1	1	1	—	—	96	13	20	17	26	20	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles. . .	—	—	—	—	—	—	43	—	7	24	10	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers . . .	6	2	2	1	1	—	434	146	165	45	47	31	8	6	2	—	—	—	33	5	8	8	8	4
Malines . . .	—	—	—	—	—	—	114	8	70	29	7	—	—	—	—	—	—	—	15	2	11	—	1	1
Turnhout . .	19	19	—	—	—	—	73	25	22	9	6	11	—	—	—	—	—	—	2	—	1	1	—	—
Mons	19	10	3	1	5	—	197	11	78	56	52	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Charleroi . .	39	32	1	5	1	—	322	197	63	39	20	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai. . .	—	—	—	—	—	—	62	15	29	10	8	—	—	—	—	—	—	—	5	2	3	—	—	—
Gand	4	1	2	—	1	—	237	10	48	77	94	8	3	—	3	—	—	—	2	2	—	—	—	—
Audenarde .	5	5	—	—	—	—	41	—	22	8	7	4	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—
Termonde. .	9	3	5	1	—	—	125	9	60	27	27	2	—	—	—	—	—	—	5	—	2	1	—	2
Bruges . . .	4	—	2	—	—	2	128	—	20	27	24	57	—	—	—	—	—	—	20	—	6	6	—	8
Courtrai. . .	26	22	1	2	1	—	154	17	101	24	8	4	1	—	1	—	—	—	20	3	9	6	2	—
Furnes . . .	11	11	—	—	—	—	75	14	24	17	20	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Ypres. . . .	2	2	—	—	—	—	5	1	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége. . . .	42	41	—	1	—	—	866	379	324	141	22	—	2	—	—	—	2	—	41	11	20	—	10	—
Huy	28	19	8	—	1	—	48	13	12	5	9	9	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—
Verviers . .	21	16	5	—	—	—	199	15	94	48	34	8	1	—	1	—	—	—	4	—	2	—	—	2
Tongres. . .	6	3	1	2	—	—	42	11	19	2	7	3	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Hasselt . . .	10	7	1	2	—	—	69	4	19	25	15	6	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	1	—
Arlon. . . .	—	—	—	—	—	—	27	6	10	3	8	—	1	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Marche . . .	2	—	—	1	1	—	17	4	6	3	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau.	15	15	—	—	—	—	12	2	5	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur . . .	35	27	5	3	—	—	196	57	48	61	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dinant . . .	6	—	6	—	—	—	47	15	16	4	6	6	2	2	—	—	—	—	2	1	—	—	1	—
TOTAUX. . .	345	251	48	26	18	2	4,532	1,444	1,499	804	569	216	18	9	7	—	2	—	176	35	70	24	27	20
Prévenus laissés en liberté.	19,321						14,508						24,693						15,021 (1)					

(1) Dans ce nombre ont été comptés 5,144 prévenus en faveur desquels le tribunal correctionnel a fait application de la loi du 28 août 1919, accordant amnistie.

TRIBUNAUX DE POLICE

Compétence. — Les tribunaux de police sont compétents pour connaître :

1° Des infractions que le Code pénal, une loi ou un règlement spécial punissent d'une peine de police, c'est-à-dire d'une peine n'excédant pas 7 jours de prison et 25 francs d'amende sauf s'il s'agit de contraventions forestières commises dans des bois soumis au régime forestier;

2° Des délits que la chambre du conseil leur renvoie quand, à raison de l'existence de circonstances atténuantes, il n'y a lieu de prononcer qu'une peine de police. Le tribunal de police devant lequel le prévenu est renvoyé ne peut décliner sa compétence en ce qui concerne les circonstances atténuantes (loi du 4 octobre 1867, art. 4 et 5);

3° Des infractions aux lois et règlements sur la grande voirie, le roulage, les messageries, les postes et les barrières, les services publics et réguliers de transport en commun par terre, ainsi que les infractions aux règlements provinciaux. Les juges de paix appliquent les peines comminées par les lois et règlements jusqu'à concurrence de 8 jours d'emprisonnement et 200 francs d'amende; les peines plus élevées sont réduites de plein droit à ce maximum (loi du 1er mai 1849, art. 1er et 2);

4° Des infractions à la loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage. Les tribunaux de police mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie, dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

Les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant, sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées, sont envoyés dans une maison de refuge.

5° Des absences au vote;

6° Des manquements des chefs de famille à la loi sur l'enseignement primaire (obligation scolaire). Lois des 19 mai 1914 et 14 août 1919 et arrêté royal de coordination du 15 novembre 1919.

Les fonctions de juge de police sont remplies par les juges de paix.

Il y a autant de tribunaux de police que de justices de paix. Cependant dans les communes divisées en plusieurs justices de paix, le service du tribunal de police est fait successivement, pendant un terme à fixer par arrêté royal, par chaque juge de paix. En fait, sinon en droit, il n'y a donc, dans ce cas, qu'un tribunal de police pour plusieurs cantons.

En vertu de l'article 6 de la loi du 12 août 1911 et de l'article 1 de la loi du 2 octobre 1913, il a été créé à Bruxelles et à Anvers une justice de paix supplémentaire dont le titulaire est exclusivement chargé d'assurer le service du tribunal de police.

Rédaction des tableaux — Les tableaux sont rédigés à l'aide de relevés que chaque tribunal de police adresse au Département de la Justice.

Si l'on veut, en ce qui concerne les affaires, comparer les chiffres fournis depuis 1898 à ceux qui ont été établis antérieurement, il importe de remarquer que, depuis 1898, le tableau des affaires des tribunaux de police comprend toutes les affaires jugées, même celles qui concernent l'application de la loi sur la mendicité et le vagabondage, tandis que le tableau correspondant de la publication consacrée aux années 1886-1897 ne comprend pas ces dernières affaires.

Si l'on veut, en ce qui concerne les inculpés, comparer les chiffres fournis depuis 1898 à ceux qui ont été établis antérieurement, il y a lieu d'observer que, depuis 1898, le tableau des inculpés donne, de façon distincte, les chiffres des inculpés en matière électorale, tandis qu'il n'en a pas été ainsi dans la publication consacrée aux années 1886-1897.

XII. — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des affaires.	Affaires de police					Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES				Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	6,196	6,185	2,636	2,995	554	11	10	1	—	—	—	—	—	—
Anderlecht	646	640	366	217	57	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Assche	160	156	106	41	9	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Hal	208	206	151	50	5	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Ixelles (2 cantons)	811	791	522	219	50	20	18	2	—	—	—	—	—	—
Laeken	471	469	312	137	20	2	1	1	—	—	—	—	—	—
Lennick-St-Quentin	157	94	59	35	—	—	—	—	—	63	29	34	—	—
Molenbeek-St-Jean	1,135	1,127	702	386	39	8	8	—	—	—	—	—	—	—
St-Gilles	509	502	274	216	12	7	7	—	—	—	—	—	—	—
St-Josse-ten-Noode	959	920	551	348	21	39	39	—	—	—	—	—	—	—
Schaerbeek (2 cant).	970	962	551	398	13	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Uccle	313	294	218	76	—	19	19	—	—	—	—	—	—	—
Vilvorde	624	620	455	160	5	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Wolverthem	160	160	105	52	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	13,319	13,126	7,008	5,330	788	130	126	4	—	63	29	34	—	—
Louvain (2 cantons)	684	677	553	106	18	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Aerschot	190	186	160	24	2	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Diest	307	306	246	51	9	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Glabbeek	94	92	73	17	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Haecht	157	155	119	26	10	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Léau	125	125	106	15	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tirlemont	193	180	139	34	7	13	13	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,750	1,721	1,396	273	52	29	29	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles	759	735	405	237	93	24	24	—	—	—	—	—	—	—
Genappe	238	237	128	78	31	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Jodoigne	572	568	371	163	34	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Perwez	286	283	169	92	22	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Wavre	816	813	552	226	35	3	3	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	2,671	2,636	1,625	796	215	35	35	—	—	—	—	—	—	—
Anvers	7,094	6,997	4,768	2,155	74	97	88	9	—	—	—	—	—	—
Berchem	290	290	223	63	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Boom	461	454	354	91	9	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Borgerhout	790	788	523	211	54	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Brecht	332	324	166	52	6	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Contich	91	91	71	19	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Eeckeren	209	206	139	45	22	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Santhoven	202	202	139	55	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	9,369	9,252	6,383	2,691	178	117	108	9	—	—	—	—	—	—

N. B. — Ces tableaux ne contiennent pas de chiffres qui renseignent *expressément* sur les effets de la loi d'amnistie par rapport aux tribunaux de police, parce que les parquets et greffes n'ont pas dressé à ce sujet de statistique précise.

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des affaires.	Affaires de police					Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES				Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Malines (2 cantons)	611	590	351	234	5	21	21	—	—	—	—	—	—	—
Duffel	99	98	77	19	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Heyst-op-den-Berg	56	55	51	3	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Lierre	307	301	236	59	6	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Puers	216	213	213	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,289	1,257	928	315	14	32	32	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	561	486	366	110	10	75	75	—	—	—	—	—	—	—
Arendonck	266	257	179	64	14	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Herenthals	275	273	234	36	3	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Hoogstraeten	548	205	138	60	7	343	343	—	—	—	—	—	—	—
Moll	401	396	288	81	27	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Westerloo	196	195	151	27	17	1	1	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	2,247	1,812	1,356	378	78	430	430	—	—	5	1	—	4	—
Mons	1,326	1,303	915	319	69	23	23	—	—	—	—	—	—	—
Boussu	1,016	1,014	661	292	61	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Chièvres	107	106	82	18	6	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Dour	685	685	434	211	40	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enghien	111	96	80	13	3	7	7	—	—	8	5	3	—	—
La Louvière	655	654	434	185	35	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Lens	146	146	97	39	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pâturages	524	521	322	173	26	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Rœulx	401	400	219	156	25	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Soignies	459	448	296	133	19	11	11	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	5,430	5,373	3,540	1,539	294	49	49	—	—	8	5	3	—	—
Charlerol (2 cant.)	1,916	1,820	896	879	45	96	93	3	—	—	—	—	—	—
Beaumont	121	119	78	27	14	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Binche	615	612	390	196	26	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Châtelet	512	488	245	210	33	24	23	1	—	—	—	—	—	—
Chimay	185	184	126	50	8	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Fontaine-l'Evêque	758	751	436	293	22	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Gosselies	185	182	113	57	12	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Jumet	579	576	409	153	14	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Marchienne-au-Pont	873	868	383	448	37	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Merbes-le-Château	121	120	73	39	8	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Seneffe	321	319	226	85	8	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Thuin	105	105	66	30	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	6,291	6,144	3,441	2,467	236	147	143	4	—	—	—	—	—	—

XII (suite). — État des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des affaires.	Affaires de police					Affaires concernant le vagabondage et la mendicité					Affaires électorales (absence au vote)					Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
			JUGÉES					JUGÉES					JUGÉES				
		Total.	contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		Total.	contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		Total.	contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15		
Tournai	389	383	284	88	11	6	6	—	—	—	—	—	—	—		
Antoing	121	119	107	8	4	2	2	—	—	—	—	—	—	—		
Ath	186	183	132	41	10	3	3	—	—	—	—	—	—	—		
Celles	70	70	55	11	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Flobecq	29	29	27	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Frasnes	33	33	25	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Lessines	148	148	120	26	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Leuze	156	156	127	24	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Péruwelz	106	106	95	6	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Quevaucamps	117	117	104	11	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Templeuve	88	88	61	19	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
TOTAUX	1,443	1,432	1,137	244	51	11	11	—	—	—	—	—	—	—		
Gand (3 cantons)	1,486	1,429	616	734	79	57	55	2	—	—	—	—	—	—		
Assenede	31	30	22	8	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—		
Caprycke	58	58	38	18	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Cruyshautem	77	77	56	16	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Deynze	228	209	91	93	22	19	19	—	—	—	—	—	—	—		
Eeckloo	97	94	34	38	22	3	3	—	—	—	—	—	—	—		
Evergem	123	122	60	59	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—		
Ledeberg	106	105	73	32	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—		
Loochristy	164	158	98	53	7	6	6	—	—	—	—	—	—	—		
Nazareth	97	97	59	35	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Nevele	97	97	73	19	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Oosterzeele	73	73	38	31	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Somergem	114	114	62	47	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Waerschoot	26	26	18	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
TOTAUX	2,777	2,689	1,341	1,191	157	88	86	2	—	—	—	—	—	—		
Audenarde	236	235	134	86	15	1	1	—	—	—	—	—	—	—		
Grammont	241	232	124	67	41	9	9	—	—	—	—	—	—	—		
Herzele	110	110	73	32	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Hoorebeke-Ste-Marie	29	29	28	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Nederbrakel	53	52	34	14	4	1	1	—	—	—	—	—	—	—		
Ninove	247	239	164	59	16	8	8	—	—	—	—	—	—	—		
Renaix	99	95	79	16	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—		
Sottegem	50	50	37	12	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
TOTAUX	1,065	1,042	673	287	82	23	23	—	—	—	—	—	—	—		

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des affaires.	Affaires de police					Affaires concernant le vagabondage et la mendicité					Affaires électorales (absence au vote)					Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
			JUGÉES					JUGÉES					JUGÉES				
		Total.	contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		Total.	contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		Total.	contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15		
Termonde	160	156	112	39	5	4	4	—	—	—	—	—	—	—		
Alost	173	164	125	36	3	9	9	—	—	—	—	—	—	—		
Beveren	(1)—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Hamme	93	92	62	23	7	1	1	—	—	—	—	—	—	—		
Lokeren	156	151	88	58	5	5	5	—	—	—	—	—	—	—		
Saint-Gilles-Waes	291	289	199	87	3	2	2	—	—	—	—	—	—	—		
Saint-Nicolas-Waes	391	385	256	120	9	6	6	—	—	—	—	—	—	—		
Tamise	154	153	111	35	7	1	1	—	—	—	—	—	—	—		
Wetteren	102	97	56	35	6	5	5	—	—	—	—	—	—	—		
Zele	103	102	79	21	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—		
TOTAUX	1,623	1,589	1,088	454	47	34	34	—	—	—	—	—	—	—		
Bruges (3 cantons.)	1,032	951	476	451	24	81	81	—	—	—	—	—	—	—		
Ardoye	80	73	46	25	2	7	7	—	—	—	—	—	—	—		
Ghistelles	205	204	143	55	6	1	1	—	—	—	—	—	—	—		
Ostende	544	533	371	162	—	11	11	—	—	—	—	—	—	—		
Ruysselede	41	40	29	11	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—		
Thielt	96	94	70	24	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—		
Thourout	102	101	69	30	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—		
TOTAUX	2,100	1,996	1,204	758	34	104	104	—	—	—	—	—	—	—		
Courtrai (2 cantons)	811	811	499	278	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Avelghem	100	100	74	25	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Harlebeke	179	179	92	76	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Iseghem	240	237	133	93	11	3	3	—	—	—	—	—	—	—		
Menin	336	329	207	104	18	7	7	—	—	—	—	—	—	—		
Meulebeke	59	59	24	34	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Moorseele	36	36	27	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Mouscron	1.018	999	369	613	17	19	19	—	—	—	—	—	—	—		
Oostrooseleke	147	147	105	38	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Roulers	91	89	56	31	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—		
TOTAUX	3,017	2,986	1,586	1,301	99	31	31	—	—	—	—	—	—	—		
Furnes	248	243	116	125	2	5	5	—	—	—	—	—	—	—		
Dixmude	56	56	41	12	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Haringhe	99	99	47	51	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Nieuport	31	31	19	10	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
TOTAUX	434	429	223	198	8	5	5	—	—	—	—	—	—	—		

(1) Le tribunal de police de Beveren n'a pas siégé en 1919. (Communication de M. le Procureur du Roi de Termonde.)

XII (suite). — État des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des affaires.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Ypres (2 cantons)	119	110	60	49	1	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Hooghlede	(1) —	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Messines	(1) —	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Passchendaele	(2) —	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poperinghe	154	149	83	66	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Wervicq	(1) —	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	273	259	143	115	1	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Liége (2 cantons)	1,964	1,900	812	1,058	30	64	62	2	—	—	—	—	—	1
Dalhem	67	66	50	14	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Fexhe-Slins	499	498	402	84	12	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Fléron	198	192	133	47	12	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Grivegnée	245	244	201	38	5	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Herstal	282	280	165	60	55	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Hollogne-aux-Pierres	910	907	572	246	89	3	3	—	—	—	—	—	—	1
Louveigné	71	71	49	20	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas	301	298	213	72	13	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Seraing	628	619	384	203	32	9	9	—	—	—	—	—	—	2
Waremme	518	516	370	120	26	2	2	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	5,683	5,591	3,351	1,962	278	92	90	2	—	—	—	—	—	4
Huy	245	235	171	46	18	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Avennes	284	282	212	52	18	2	1	1	—	—	—	—	—	—
Ferrières	21	21	14	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Héron	112	112	79	22	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jehay-Bodegnée	141	141	104	26	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Landen	290	290	216	52	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nandrin	158	156	93	47	16	2	2	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,251	1,237	889	251	97	14	13	1	—	—	—	—	—	—
Verviers	954	944	433	428	83	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Aubel	126	122	90	23	9	4	4	—	—	—	—	—	—	1
Dison	124	123	85	35	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Herve	40	39	35	3	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg	119	116	86	25	5	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Spa	412	405	242	134	29	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Stavelot	172	172	153	15	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,947	1,921	1,124	663	134	26	26	—	—	—	—	—	—	1

(1) Les tribunaux de police d'Hooghlede, de Messines et de Wervicq n'ont pas siégé en 1919. (Communication de Mr le Procureur du Roi d'Ypres).
(2) Par Arrêté Royal du 16 juin 1919, le canton de Passchendaele a été rattaché provisoirement à celui d'Hooghlede.

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des affaires.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tongres	334	316	186	121	9	18	18	—	—	—	—	—	—	—
Bilsen	208	207	109	86	12	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Brée	11	10	8	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Looz	218	204	124	69	11	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Maeseyck	87	87	66	20	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mechelen	301	173	117	54	2	128	128	—	—	—	—	—	—	—
Sichen-Sussen-et-Bolré	125	111	78	30	3	14	11	3	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,284	1,108	688	381	39	176	173	3	—	—	—	—	—	—
Hasselt	148	138	96	30	12	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Beeringen	173	158	86	62	10	15	15	—	—	—	—	—	—	—
Herck-la-Ville	130	130	94	23	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neerpelt	342	336	209	127	—	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Peer	40	39	28	7	4	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Trond	401	390	219	141	30	11	11	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,234	1,191	732	390	69	43	43	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	312	293	279	13	1	19	19	—	—	—	—	—	—	—
Etalle	308	308	270	35	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fauvillers	50	50	47	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Florenville	125	124	119	4	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Messancy	316	309	240	61	8	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Virton	399	397	392	5	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,510	1,481	1,347	120	14	29	29	—	—	—	—	—	—	—
Marche	118	117	107	8	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Durbuy	54	54	48	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Erezée	50	50	45	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Houffalize	76	76	71	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Laroche	86	85	83	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Nassogne	37	36	34	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Vielsalm	81	79	77	1	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	502	497	465	29	3	5	5	—	—	—	—	—	—	—

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des affaires.	Affaires de police					Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES				Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Neufchâteau	190	183	173	10	—	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Bastogne	110	109	91	16	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Bouillon	41	40	37	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Paliseul	85	84	84	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Hubert	72	70	55	15	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Sibret	87	86	77	8	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Wellin	25	25	23	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	610	597	540	54	3	13	13	—	—	—	—	—	—	—
Namur (2 cantons)	486	446	151	273	22	40	40	—	—	—	—	—	—	—
Andenne	175	173	105	56	12	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Eghezée	(1) —	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fosses	350	349	141	194	14	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Gembloux	265	264	213	41	10	1	1	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,276	1,232	610	564	58	44	44	—	—	—	—	—	—	—
Dinant	63	62	54	5	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Beauraing	91	87	54	30	3	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Ciney	256	250	181	64	5	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Couvin	114	113	66	43	4	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Florennes	79	76	68	8	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Gedinne	202	194	191	3	—	—	—	—	—	8	8	—	—	—
Philippeville	59	59	48	8	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rochefort	108	102	64	33	5	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Walcourt	58	57	36	18	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1.030	1,000	762	212	26	22	22	—	—	8	8	—	—	—

(1) Aucune affaire n'a été jugée par le tribunal de police d'Eghezée pendant l'année 1919. (Communication de M. le juge de paix.)

RÉCAPITULATION

XII (suite). — Etat des affaires par arrondissement.

ARRONDISSEMENTS	Nombre TOTAL des affaires.	Affaires de police					Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES				Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	13,319	13,126	7,008	5,330	788	130	126	4	—	63	29	34	—	—
Louvain	1,750	1,721	1,396	273	52	29	29	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles	2,671	2,636	1,625	796	215	35	35	—	—	—	—	—	—	—
Anvers	9,369	9,252	6,383	2,691	178	117	108	9	—	—	—	—	—	—
Malines	1,289	1,257	928	315	14	32	32	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	2,247	1,812	1,356	378	78	430	430	—	—	5	1	—	4	—
Mons	5,430	5,373	3,540	1,539	294	49	49	—	—	8	5	3	—	—
Charleroi	6,291	6,144	3,441	2,467	236	147	143	4	—	—	—	—	—	—
Tournai	1,443	1,432	1,137	244	51	11	11	—	—	—	—	—	—	—
Gand	2,777	2,689	1,341	1,191	157	88	86	2	—	—	—	—	—	—
Audenarde	1,065	1,042	673	287	82	23	23	—	—	—	—	—	—	—
Termonde	1,623	1,589	1,088	451	47	34	34	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	2,100	1,996	1,204	758	34	104	104	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai	3,017	2,986	1,586	1,301	99	31	31	—	—	—	—	—	—	1
Furnes	434	429	223	198	8	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	273	259	143	115	1	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Liége	5,683	5,591	3,351	1,962	278	92	90	2	—	—	—	—	—	4
Huy	1,251	1,237	889	251	97	14	13	1	—	—	—	—	—	—
Verviers	1,947	1,921	1,124	663	134	26	26	—	—	—	—	—	—	1
Tongres	1,284	1,108	688	381	39	176	173	3	—	—	—	—	—	—
Hasselt	1,234	1,191	732	390	69	43	43	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	1,510	1,481	1,347	120	14	29	29	—	—	—	—	—	—	—
Marche	502	497	465	29	3	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	610	597	540	54	3	13	13	—	—	—	—	—	—	—
Namur	1,276	1,232	610	564	58	44	44	—	—	—	—	—	—	—
Dinant	1,030	1,000	762	212	26	22	22	—	—	8	8	—	—	—
TOTAUX GÉNÉRAUX	72,425	69,598	43,580	22,963	3,055	1,743	1,718	25	—	84	43	37	4	6

XIII. — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Individus jugés en matière de police									Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 novembre 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (absence au vote)			
	Total.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.	Total.	Acquittés.	Condamnés	
				conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus.	sans condition de 5 à 7 jours.	sans condition de 1 à 4 jours.	conditionnelle.	simple						à la réprimande.	à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	6,374	258	—	—	—	—	2,335	180	3,601	90	11	79	—	—	—	—
Anderlecht	686	22	—	—	—	—	—	284	380	6	1	5	—	—	—	—
Assche	179	3	1	—	—	19	1	32	123	4	—	4	—	—	—	—
Hal	241	24	3	1	—	—	—	88	125	2	—	2	—	—	—	—
Ixelles (2 cantons)	959	184	—	—	—	2	7	233	533	20	—	20	—	—	—	—
Laeken	515	40	1	8	—	5	1	210	250	2	1	1	—	—	—	—
Lennick-St-Quentin	94	1	—	—	—	1	—	57	35	—	—	—	63	24	12	27
Molenbeek-St-Jean	1,176	124	—	—	—	2	1	516	533	8	—	8	—	—	—	—
Saint-Gilles	546	27	1	—	—	—	75	134	309	7	2	5	—	—	—	—
St-Josse-ten-Noode	998	37	—	—	—	2	183	198	578	39	—	39	—	—	—	—
Schaerbeek (2 cant.)	990	15	—	—	—	—	—	317	628	8	—	8	—	—	—	—
Uccle	316	61	4	—	—	—	1	132	118	19	1	18	—	—	—	—
Vilvorde	659	10	—	—	—	—	—	275	374	4	1	3	—	—	—	—
Wolverthem	190	1	—	—	—	—	7	96	86	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	13,923	837	10	9	—	31	2,611	2,752	7,673	209	17	192	63	24	12	27
Louvain (2 cantons)	915	66	2	—	—	—	2	388	457	7	—	7	—	—	—	—
Aerschot	222	14	—	—	—	6	25	83	94	4	—	4	—	—	—	—
Diest	380	53	2	3	—	3	28	145	146	1	—	1	—	—	—	—
Glabbeek	100	18	—	1	—	3	12	18	48	2	—	2	—	—	—	—
Haecht	155	14	—	—	—	1	2	107	31	2	—	2	—	—	—	—
Léau	149	20	—	—	—	7	—	23	99	—	—	—	—	—	—	—
Tirlemont	227	16	1	—	—	7	14	129	60	14	—	14	—	—	—	—
TOTAUX	2,148	201	5	4	—	27	83	893	935	30	—	30	—	—	—	—
Nivelles	1,026	158	2	2	—	29	42	270	514	24	6	18	—	—	—	—
Genappe	388	138	—	—	—	—	—	163	87	1	1	—	—	—	—	—
Jodoigne	759	44	1	—	—	—	—	85	629	4	—	4	—	—	—	—
Perwez	385	50	1	3	—	—	5	161	165	3	—	3	—	—	—	—
Wavre	1,082	513	10	17	—	33	15	292	202	3	1	2	—	—	—	—
TOTAUX	3,640	903	14	22	—	62	62	980	1.597	35	8	27	—	—	—	—
Anvers	8,415	1,158	—	—	—	5	45	2,758	4,449	100	32	68	—	—	—	—
Berchem	313	55	—	—	—	2	8	139	109	—	—	—	—	—	—	—
Boom	546	49	—	2	—	3	1	316	175	7	2	5	—	—	—	—
Borgerhout	1,037	19	—	—	—	—	—	459	559	2	—	2	—	—	—	—
Brecht	262	75	—	—	—	—	—	79	108	8	—	8	—	—	—	—
Contich	126	16	2	—	—	—	—	63	45	—	—	—	—	—	—	—
Eeckeren	304	46	1	3	—	—	4	50	200	3	—	3	—	—	—	—
Santhoven	261	37	—	—	—	—	3	6	215	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	11,264	1,455	3	5	—	10	61	3,870	5,860	120	34	86	—	—	—	—

N. B. — Voir la note au bas de la page 18.

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Individus jugés en matière de police									Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 novembre 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (absence au vote)			
	Total.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.	Total.	Acquittés.	Condamnés	
				conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus.	sans condition de 5 à 7 jours.	sans condition de 1 à 4 jours.	conditionnelle.	simple						à la réprimande.	à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Malines (2 cantons)	711	64	—	—	—	53	48	290	256	21	5	16	—	—	—	—
Duffel	120	16	—	—	—	—	4	70	30	1	—	1	—	—	—	—
Heyst-op-den-Berg	74	3	—	—	—	3	6	42	20	1	—	1	—	—	—	—
Lierre	340	10	—	—	—	—	—	114	216	6	—	6	—	—	—	—
Puers	213	59	—	—	—	—	4	43	107	3	—	3	—	—	—	—
TOTAUX	1,458	152	—	—	—	56	62	559	629	32	5	27	—	—	—	—
Turnhout	589	28	—	—	—	—	5	328	228	75	—	75	—	—	—	—
Arendonck	350	22	—	—	—	—	1	163	161	4	—	4	43	29	—	14
Hérenthals	379	46	2	—	—	17	4	79	231	4	2	2	—	—	—	—
Hoogstraeten	241	25	—	—	—	—	—	93	123	471	—	471	—	—	—	—
Moll	594	42	—	3	—	—	9	266	274	5	1	4	—	—	—	—
Westerloo	298	46	1	32	—	7	53	91	68	1	—	1	—	—	—	—
TOTAUX	2,451	209	3	35	—	24	72	1,020	1,088	560	3	557	43	29	—	14
Mons	1.657	267	2	—	—	6	6	639	737	23	7	16	—	—	—	—
Boussu	1,351	251	3	—	—	2	28	447	620	2	1	1	—	—	—	—
Chièvres	141	38	1	—	—	1	2	57	42	1	—	1	—	—	—	—
Dour	874	107	—	—	—	—	—	264	503	—	—	—	—	—	—	—
Enghien	123	45	—	—	—	—	—	58	20	7	2	5	8	5	3	—
La Louvière	819	247	2	—	—	—	—	233	337	1	—	1	—	—	—	—
Lens	211	25	10	—	—	—	—	76	100	—	—	—	—	—	—	—
Pâturages	635	154	—	—	—	4	8	217	252	—	—	—	—	—	—	—
Rœulx	570	108	—	—	—	—	—	38	424	1	—	1	—	—	—	—
Soignies	597	264	—	1	—	—	—	171	161	15	3	12	—	—	—	—
TOTAUX	6,978	1,506	18	1	—	13	44	2,200	3,196	50	13	37	8	5	3	—
Charlerol (2 cantons)	1,975	171	—	—	—	—	6	547	1,251	118	23	95	—	—	—	—
Beaumont	148	27	3	—	—	—	—	74	44	2	—	2	—	—	—	—
Binche	796	180	1	—	—	—	—	247	368	3	—	3	—	—	—	—
Châtelet	690	209	7	—	—	—	4	155	315	27	2	25	—	—	—	—
Chimay	196	15	—	—	—	—	8	121	52	1	—	1	—	—	—	—
Fontaine-l'Evêque	879	66	—	—	—	—	28	242	543	7	—	7	—	—	—	—
Gosselies	256	124	—	—	—	—	—	62	70	4	—	4	—	—	—	—
Jumet	678	82	1	—	—	—	—	281	314	4	1	3	—	—	—	—
Marchienne-au-Pont	1.017	49	—	—	—	—	—	362	606	5	—	5	—	—	—	—
Merbes-le-Château	166	43	—	—	—	—	—	67	56	1	—	2	—	—	—	—
Seneffe	398	76	8	—	—	2	—	144	168	2	—	1	—	—	—	—
Thuin	118	39	4	—	—	—	1	5	69	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	7,317	1,081	24	—	—	2	47	2,307	3,856	174	26	148	—	—	—	—

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Individus jugés en matière de police									Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 novembre 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (absence au vote)			
	Total.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.	Total.	Acquittés.	Condamnés	
				conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus.	sans condition de 5 à 7 jours.	sans condition de 1 à 4 jours.	conditionnelle.	simple						à la réprimande.	à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Tournai	438	40	—	—	—	—	—	205	193	6	—	6	—	—	—	—
Antoing	119	9	—	—	—	1	—	61	48	2	—	2	—	—	—	—
Ath	239	43	—	—	—	—	—	130	66	3	1	2	—	—	—	—
Celles	98	7	1	—	—	—	—	63	27	—	—	—	—	—	—	—
Flobecq	34	9	—	—	—	—	—	20	5	—	—	—	—	—	—	—
Frasnes	38	5	—	—	—	—	—	19	14	—	—	—	—	—	—	—
Lessines	172	46	1	1	—	—	—	94	30	—	—	—	—	—	—	—
Leuze	166	4	—	—	—	—	—	114	48	—	—	—	—	—	—	—
Péruwelz	152	19	1	—	—	1	1	82	48	—	—	—	—	—	—	—
Quevaucamps	129	15	—	—	—	—	—	75	39	—	—	—	—	—	—	—
Templeuve	100	—	—	—	—	—	—	—	100	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,685	197	3	1	—	2	1	863	618	11	1	10	—	—	—	—
Gand (3 cantons)	1,903	86	1	2	—	137	95	309	1,273	57	7	50	—	—	—	—
Assenede	36	7	—	—	—	—	—	16	13	2	—	2	—	—	—	—
Caprycke	83	30	11	—	—	—	—	26	16	—	—	—	—	—	—	—
Cruyshautem	113	7	—	—	—	—	—	11	95	—	—	—	—	—	—	—
Deynze	295	13	3	—	—	—	—	98	181	21	—	21	—	—	—	—
Eecloo	226	8	—	—	—	—	—	122	96	3	—	3	—	—	—	—
Evergem	137	13	—	—	—	—	—	64	60	1	—	1	—	—	—	—
Ledeberg	130	23	—	—	—	—	—	26	81	1	—	1	—	—	—	—
Loochristy	199	21	15	1	—	6	—	65	91	9	4	5	—	—	—	—
Nazareth	108	20	—	—	—	—	—	71	17	—	—	—	—	—	—	—
Nevele	138	10	2	—	—	—	2	66	58	—	—	—	—	—	—	—
Oosterzele	77	8	—	—	—	—	—	42	27	—	—	—	—	—	—	—
Somergem	140	13	—	—	—	—	—	55	72	—	—	—	—	—	—	—
Waerschoot	30	6	—	16	—	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	3,615	265	32	19	—	143	105	971	2,080	94	11	83	—	—	—	—
Audenarde	291	27	—	—	—	—	—	180	84	1	1	—	—	—	—	—
Grammont	254	63	—	—	—	—	1	49	141	9	—	9	—	—	—	—
Herzele	121	42	—	—	—	—	—	29	50	—	—	—	—	—	—	—
Hoorebeke-Ste-Marie	32	6	—	—	—	—	—	25	1	—	—	—	—	—	—	—
Nederbrakel	60	3	—	—	—	—	—	11	46	2	—	2	—	—	—	—
Ninove	317	42	—	—	—	—	—	141	134	9	—	9	—	—	—	—
Renaix	146	43	—	—	—	—	—	52	51	4	—	4	—	—	—	—
Sottegem	55	3	—	3	—	—	1	23	25	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,276	229	—	3	—	—	2	510	532	25	1	24	—	—	—	—

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Individus jugés en matière de police									Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 novembre 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (absence au vote)			
	Total.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.	Total.	Acquittés.	Condamnés	
				conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus.	sans condition de 5 à 7 jours.	sans condition de 1 à 4 jours.	conditionnelle.	simple						à la réprimande.	à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Termonde	232	26	—	—	—	—	1	111	94	4	—	4	—	—	—	—
Alost	193	17	2	—	—	—	1	93	80	11	—	11	—	—	—	—
Beveren	(1) —	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hamme	113	19	4	—	—	—	3	32	55	1	—	1	—	—	—	—
Lokeren	168	6	1	—	—	2	3	59	97	5	—	5	—	—	—	—
Saint-Gilles-Waes	307	36	28	—	—	1	14	17	211	2	—	2	—	—	—	—
Saint-Nicolas-Waes	436	21	—	7	—	—	22	202	184	6	1	5	—	—	—	—
Tamise	208	15	—	—	—	—	2	90	101	2	—	2	—	—	—	—
Wetteren	115	—	—	—	—	—	—	66	49	—	—	—	—	—	—	—
Zele	122	17	3	—	—	—	—	21	81	1	—	1	—	—	—	—
TOTAUX	1,894	157	38	7	—	3	46	691	952	32	1	31	—	—	—	—
Bruges (3 cantons)	1,065	114	1	—	—	27	—	294	629	81	3	78	—	—	—	—
Ardoye	80	15	1	—	—	—	—	26	38	7	—	7	—	—	—	—
Ghistelles	225	19	2	1	—	—	1	121	81	1	—	1	—	—	—	—
Ostende	559	25	—	—	—	—	3	151	380	11	2	9	—	—	—	—
Ruysselede	40	—	—	—	—	—	—	28	12	1	—	1	—	—	—	—
Thielt	94	—	—	—	—	—	—	54	40	2	—	2	—	—	—	—
Thourout	105	19	5	—	—	—	—	32	49	1	—	1	—	—	—	—
TOTAUX	2,168	192	9	1	—	27	4	706	1,229	104	5	99	—	—	—	—
Courtrai (2 cantons)	930	31	—	—	—	—	—	483	416	—	—	—	—	—	—	—
Avelghem	106	5	—	—	—	—	—	57	44	—	—	—	—	—	—	—
Harlebeke	224	29	—	2	—	—	—	109	84	—	—	—	—	—	—	—
Iseghem	857	16	—	—	—	—	—	113	128	3	—	3	—	—	—	—
Menin	417	94	2	—	—	—	—	164	157	7	—	7	—	—	—	—
Meulebeke	73	1	—	—	—	—	—	42	30	—	—	—	—	—	—	—
Moorseele	41	6	—	—	—	—	—	23	12	—	—	—	—	—	—	—
Mouscron	1,064	227	2	—	—	—	2	431	402	19	1	18	—	—	—	—
Oostroosebeke	176	24	2	—	—	—	—	103	47	—	—	—	—	—	—	—
Roulers	97	7	2	—	—	2	4	2	80	2	—	2	—	—	—	—
TOTAUX	3,385	440	8	2	—	2	6	1,527	1,400	31	1	30	—	—	—	—
Furnes	223	16	—	—	—	—	—	99	108	5	—	5	—	—	—	—
Dixmude	77	31	—	—	—	—	—	14	32	—	—	—	—	—	—	—
Haringhe	109	2	—	—	—	—	—	34	73	—	—	—	—	—	—	—
Nieuport	39	11	—	—	—	—	—	13	15	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	448	60	—	—	—	—	—	160	228	5	—	5	—	—	—	—

(1) Le tribunal de police de Beveren n'a pas siégé en 1919. (Communication de M. le Procureur du Roi de Termonde.)

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Individus jugés en matière de police									Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 novembre 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (absence au vote)			
	Total.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.	Total.	Acquittés.	Condamnés	
				sans condition											à la réprimande.	à l'amende.
				conditionnel.	de 8 jours et plus.	de 5 à 7 jours.	de 1 à 4 jours.	conditionnelle.	simple							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Ypres (2 cantons) . .	137	4	—	—	—	—	—	64	69	11	—	11	—	—	—	—
Hooghlede	(1) —	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Messines.	(1) —	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Passchendaele . . .	(2) —	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poperinghe	152	16	—	—	—	—	—	56	80	5	—	5	—	—	—	—
Wervicq	(1) —	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX . . .	289	20	—	—	—	—	—	120	149	16	—	16	—	—	—	—
Liége (2 cantons) . .	2,061	44	1	4	—	835	68	430	679	64	6	58	—	—	—	—
Dalhem.	93	5	—	2	—	—	—	44	42	2	2	—	—	—	—	—
Fexhe-Slins	588	99	—	—	—	—	—	338	151	1	—	1	—	—	—	—
Fléron	243	15	1	—	—	—	—	116	111	6	2	4	—	—	—	—
Grivegnée.	299	44	1	—	—	—	—	104	150	1	—	1	—	—	—	—
Herstal	504	136	—	—	—	—	—	190	178	2	—	2	—	—	—	—
Hollogne-aux-Pierres	1,325	66	—	—	—	—	5	670	584	3	—	3	—	—	—	—
Louveigné.	84	4	—	—	—	—	—	44	36	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas . . .	341	13	8	—	—	—	2	132	186	3	1	2	—	—	—	—
Seraing	775	29	—	—	—	29	28	224	465	9	1	8	—	—	—	—
Waremme.	666	44	2	—	—	—	—	287	333	2	—	2	—	—	—	—
TOTAUX . . .	6,979	499	13	6	—	864	103	2,579	2,915	93	12	81	—	—	—	—
Huy	370	31	2	—	—	1	7	262	67	13	—	13	—	—	—	—
Avennes.	415	58	—	—	—	—	—	167	190	3	2	1	—	—	—	—
Ferrières	41	7	—	—	—	—	—	22	12	—	—	—	—	—	—	—
Héron.	171	15	2	—	—	—	—	83	71	—	—	—	—	—	—	—
Jehay-Bodegnée . .	250	25	2	—	—	2	2	133	86	—	—	—	—	—	—	—
Landen.	400	71	6	—	—	—	9	96	215	—	—	—	—	—	—	—
Nandrin.	217	24	—	—	—	—	—	121	72	2	—	2	—	—	—	—
TOTAUX . . .	1,864	234	12	—	—	3	18	884	713	18	2	16	—	—	—	—
Verviers.	1,297	66	2	—	—	46	3	307	873	10	—	10	—	—	—	—
Aubel.	214	54	1	—	—	—	—	106	53	5	—	5	—	—	—	—
Dison.	159	20	1	—	—	—	—	63	75	1	—	1	—	—	—	—
Herve.	52	19	—	—	—	—	—	18	15	1	—	1	—	—	—	—
Limbourg	145	34	—	—	—	—	—	66	45	—	—	—	—	—	—	—
Spa.	632	171	—	—	—	133	—	245	83	9	5	4	—	—	—	—
Stavelot.	194	17	2	—	—	—	—	131	41	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX . . .	2,693	381	6	—	—	179	3	939	1,185	26	5	21	—	—	—	—

(1) Les tribunaux de police d'Hooghlede, Messines et Wervicq n'ont pas siégé pendant l'année 1919 (Communication de M. le Procureur du Roi d'Ypres).
(2) Par arrêté royal du 16 juin 1919, le canton de Passchendaele a été rattaché provisoirement à celui d'Hooghlede.

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Individus jugés en matière de police									Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 novembre 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (absence au vote)			
	Total.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.	Total.	Acquittés.	Condamnés	
				sans condition											à la réprimande.	à l'amende.
				conditionnel.	de 8 jours et plus.	de 5 à 7 jours.	de 1 à 4 jours.	conditionnelle.	simple							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Tongres.	397	51	—	—	—	—	—	197	149	18	2	16	—	—	—	—
Bilsen.	277	25	—	—	—	1	8	115	128	2	2	—	—	—	—	—
Brée	18	2	—	—	—	—	—	9	7	1	—	1	—	—	—	—
Looz	388	193	9	2	—	7	2	96	79	14	1	13	—	—	—	—
Maeseyck	97	4	—	—	—	—	—	54	39	—	—	—	—	—	—	—
Mechelen	187	21	1	—	—	—	—	94	71	128	—	128	—	—	—	—
Sichen-Sussen-et-Bolré.	115	9	1	—	—	—	4	42	59	14	1	13	—	—	—	—
TOTAUX . . .	1,479	305	11	2	—	8	14	607	532	177	6	171	—	—	—	—
Hasselt	238	69	—	—	—	—	—	125	44	10	4	6	—	—	—	—
Beeringen.	217	14	2	—	—	—	—	59	142	19	1	18	—	—	—	—
Herck-la-Ville . . .	190	15	15	—	—	—	8	102	50	—	—	—	—	—	—	—
Neerpelt.	390	17	1	—	—	—	—	153	219	6	3	3	—	—	—	—
Peer	72	19	—	—	—	—	—	41	12	1	—	1	—	—	—	—
Saint-Trond. . . .	524	16	3	—	—	1	2	153	349	11	—	11	—	—	—	—
TOTAUX . . .	1,631	150	21	—	—	1	10	633	816	47	8	39	—	—	—	—
Arlon.	344	82	—	—	—	—	—	148	114	19	3	16	—	—	—	—
Etalle.	433	71	—	—	—	—	—	207	155	—	—	—	—	—	—	—
Fauvillers.	75	29	—	—	—	—	1	32	13	—	—	—	—	—	—	—
Florenville.	182	32	10	—	—	—	—	122	18	1	1	—	—	—	—	—
Messancy	394	26	—	—	—	—	—	116	252	11	4	7	—	—	—	—
Virton.	530	90	4	—	—	—	—	243	193	2	—	2	—	—	—	—
TOTAUX . . .	1,958	330	14	—	—	—	1	868	745	33	8	25	—	—	—	—
Marche	139	14	—	—	—	—	—	52	73	1	—	1	—	—	—	—
Durbuy.	62	16	4	—	—	—	—	25	17	—	—	—	—	—	—	—
Erezée	52	2	—	—	—	—	—	32	18	—	—	—	—	—	—	—
Houffalize.	96	22	11	—	—	—	—	49	14	1	—	1	—	—	—	—
Laroche.	95	9	—	1	—	—	—	59	26	1	—	1	—	—	—	—
Nassogne	52	4	—	—	—	—	—	25	23	1	—	1	—	—	—	—
Vielsalm.	97	25	—	—	—	—	—	10	62	2	—	2	—	—	—	—
TOTAUX . . .	593	92	15	1	—	—	—	252	233	6	—	6	—	—	—	—

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Individus jugés en matière de police									Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 novembre 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (absence au vote)			
	Total.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.	Total.	Acquittés.	Condamnés	
				conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus.	sans condition de 5 à 7 jours.	sans condition de 1 à 4 jours.	conditionnelle.	simple						à la réprimande.	à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Neufchâteau	183	29	—	—	—	—	2	59	93	7	1	6	—	—	—	—
Bastogne	159	41	—	—	—	—	—	79	39	1	—	1	—	—	—	—
Bouillon	70	4	—	—	—	—	—	45	21	1	—	1	—	—	—	—
Paliseul	111	3	—	—	—	—	—	85	23	1	—	1	—	—	—	—
Saint-Hubert	70	11	—	—	—	—	8	18	33	2	—	2	—	—	—	—
Sibret	92	19	—	—	—	—	—	21	57	1	—	1	—	—	—	—
Wellin	30	3	—	—	—	1	1	16	9	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	720	110	—	—	—	1	11	323	275	13	1	12	—	—	—	—
Namur (2 cantons)	623	45	—	1	—	96	47	140	294	45	11	34	—	—	—	—
Andenne	221	20	1	—	—	—	—	180	20	2	—	2	—	—	—	—
Eghezée	(1) —	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fosses	433	66	—	—	—	—	—	21	346	2	1	1	—	—	—	—
Gembloux	322	60	—	—	—	—	—	113	149	1	—	1	—	—	—	—
TOTAUX	1,599	191	1	1	—	96	47	454	809	50	12	38	—	—	—	—
Dinant	73	7	—	—	—	—	—	52	14	1	—	1	—	—	—	—
Beauraing	130	25	—	—	—	—	5	38	62	4	—	4	—	—	—	—
Ciney	305	45	—	—	—	—	2	83	175	6	1	5	—	—	—	—
Couvin	137	8	—	1	—	1	—	68	59	1	—	1	—	—	—	—
Florennes	85	2	—	—	—	—	—	3	80	—	—	—	—	—	—	—
Gedinne	210	10	—	—	—	—	1	172	27	—	—	—	12	2	10	—
Philippeville	94	2	—	—	—	—	—	39	53	—	—	—	—	—	—	—
Rochefort	141	11	—	—	—	2	1	51	73	6	—	6	—	—	—	—
Walcourt	72	2	1	—	—	—	—	35	34	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,247	112	1	1	—	3	9	544	577	18	1	17	12	2	10	—

(1) Aucune affaire n'a été jugée par le tribunal de police d'Eghezée pendant l'année 1919. (Communication de M. le Juge de paix.)

RÉCAPITULATION

XIII (suite). — Etat des inculpés par arrondissement.

ARRONDISSEMENTS.	Individus jugés en matière de police									Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 novembre 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (absence au vote)			
	Total.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent	Condamnés à l'emprisonnement				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.	Total.	Acquittés.	Condamnés	
				conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus.	sans condition de 5 à 7 jours.	sans condition de 1 à 4 jours.	conditionnelle.	simple						à la réprimande.	à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	13,923	837	10	9	—	31	2,611	2,752	7,673	209	17	192	63	24	12	27
Louvain	2,148	201	5	4	—	27	83	893	935	30	—	30	—	—	—	—
Nivelles	3,640	903	14	22	—	62	62	980	1,597	35	8	27	—	—	—	—
Anvers	11,264	1,455	3	5	—	10	61	3,870	5,860	120	34	86	—	—	—	—
Malines	1,458	152	—	—	—	56	62	559	629	32	5	27	—	—	—	—
Turnhout	2,451	209	3	35	—	24	72	1,020	1,088	560	3	557	43	29	—	14
Mons	6,978	1,506	18	1	—	13	44	2,200	3,196	50	13	37	8	5	3	—
Charleroi	7,317	1,081	24	—	—	2	47	2,397	3,856	174	26	148	—	—	—	—
Tournai	1,685	197	3	1	—	2	1	863	618	11	1	10	—	—	—	—
Gand	3,615	265	32	19	—	143	105	971	2,080	94	11	83	—	—	—	—
Audenarde	1,276	229	—	3	—	—	2	510	532	25	1	24	—	—	—	—
Termonde	1,894	157	38	7	—	3	46	691	952	32	1	31	—	—	—	—
Bruges	2,168	192	9	1	—	27	4	706	1,229	104	5	99	—	—	—	—
Courtrai	3,385	440	8	2	—	2	6	1,527	1,400	31	1	30	—	—	—	—
Furnes	448	60	—	—	—	—	—	160	228	5	—	5	—	—	—	—
Ypres	289	20	—	—	—	—	—	120	149	16	—	16	—	—	—	—
Liége	6,979	499	13	6	—	864	103	2,579	2,915	93	12	81	—	—	—	—
Huy	1,864	234	12	—	—	3	18	884	713	18	2	16	—	—	—	—
Verviers	2,693	381	6	—	—	179	3	939	1,185	26	5	21	—	—	—	—
Tongres	1,479	305	11	2	—	8	14	607	532	177	6	171	—	—	—	—
Hasselt	1,631	150	21	—	—	1	10	633	816	47	8	39	—	—	—	—
Arlon	1,958	330	14	—	—	—	1	868	745	33	8	25	—	—	—	—
Marche	593	92	15	1	—	—	—	252	233	6	—	6	—	—	—	—
Neufchâteau	720	110	—	—	—	1	11	323	274	13	1	12	—	—	—	—
Namur	1,599	191	1	1	—	96	47	454	809	50	12	38	—	—	—	—
Dinant	1,247	112	1	1	—	3	9	544	577	18	1	17	12	2	10	—
TOTAUX GÉNÉRAUX	84,702	10,308	261	120	—	1,557	3,422	28,212	40,822	2,009	181	1,828	126	60	25	41

XIV. — Tribunaux de police. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre des inculpés.	Acquittés.	Inculpés à l'égard desquels le tribunal s'est déclaré incompétent.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement			CONDAMNÉS à l'amende		Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement.
				conditionnel.	de 8 jours et plus.	de 1 à 7 jours.	conditionnelle.	sans condition.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I. — Délits renvoyés aux tribunaux de police par la chambre du conseil. (Loi du 4 octobre 1867.)									
CODE PÉNAL									
Bris de clôture. Art. 545	365	107	1	2	—	2	111	142	—
Coups et blessures. Art. 398	4,346	1,305	7	11	—	37	1,426	1,560	—
Idem. à un officier ministériel, un agent dépositaire de l'autorité... Art. 280	107	16	—	1	—	1	34	55	—
Calomnie envers des particuliers. Art. 444	698	246	1	3	—	13	219	214	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes. Art. 448	114	37	1	—	—	2	45	29	—
Incendie involontaire. Art. 519	3	1	—	—	—	—	2	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes. Art. 557, 6°, 463	1,454	398	4	7	—	24	451	570	—
Menaces, verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes. Art. 327 à 331	106	28	—	—	—	1	34	43	—
Outrages envers un officier ministériel ou un agent de l'autorité. Art. 276	1,074	175	1	4	—	22	374	498	—
Outrage aux mœurs. Art. 385	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Paroles obscènes. Art. 383, § 2. L. 29 janvier 1905	22	5	—	—	—	—	—	17	—
Port d'armes prohibées. Art. 317. L. 15 juin 1894	70	16	—	2	—	1	29	22	—
Rébellion. Art. 271	21	6	—	—	—	2	5	8	—
Vol. Art. 463, 464, 466	5,192	1,029	22	22	—	93	1,858	2,168	—
Autres délits	1,646	361	3	13	—	33	622	614	—
LOIS SPÉCIALES									
Alcool (Prohibition de l') A. L. 15 novembre 1918	14	1	—	—	—	—	8	5	—
Alimentation des populations (Mesures destinées à assurer ou à faciliter l'). L. 4 août 1914. A. L. 5 novembre 1918. L. 11 octobre 1919 et arrêtés pris en exécution	351	72	5	—	—	—	130	144	—
Armes de guerre (Port d') L. 26 mai 1876	6	2	—	—	—	—	—	4	—
Établissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888 etc.	5	2	—	—	—	—	1	2	—
État de guerre et état de siège (Infractions aux dispositions prises à raison de l'). A. L. 11 octobre 1916. A. R. 11 octobre 1916 et arrêtés pris en exécution)	270	32	8	—	—	2	146	82	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	2	—	—	—	—	—	—	2	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	29	—	3	—	—	3	8	15	—
Organisation militaire	23	2	—	—	—	—	9	12	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	3	—	—	—	—	—	2	1	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	437	46	4	—	—	—	210	177	—
Police sanitaire des animaux domestiques (mesures de précaution contre la rage canine). A. R. 29 octobre 1908	545	29	4	—	—	—	251	261	—
Travail (Organisation du). Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 Juillet 1899. A. R. 30 et 31 mars 1905 etc.	13	1	—	—	—	—	7	5	—

XIV (suite). — Tribunaux de police. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre des inculpés.	Acquittés.	Inculpés à l'égard desquels le tribunal s'est déclaré incompétent.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement			CONDAMNÉS à l'amende		Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement.
				conditionnel.	de 8 jours et plus.	de 1 à 7 jours.	conditionnelle.	sans condition.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
II. — Infractions de la compétence directe des tribunaux de police.									
CODE PÉNAL									
Jeux de loterie ou de hasard sur la voie publique. Art. 557, 3°	293	35	3	1	—	20	70	164	—
Corps durs ou immondices jetés contre les voitures, maisons, etc. Art. 557, 4°	78	13	—	—	—	—	32	33	—
Animaux domestiques d'autrui tués ou blessés méchamment. Art. 557, 5°	30	15	—	—	—	—	7	8	—
Maraudage. Enlèvement de récoltes non détachées du sol. Art. 557, 6°, 1er alinéa	1,930	321	16	5	—	40	653	895	—
Dommages aux propriétés mobilières d'autrui. Art. 559, 1°	203	69	16	—	—	6	48	64	—
Bruits ou tapages nocturnes. Art. 561, 1°	793	68	—	—	—	5	330	390	—
Substances alimentaires gâtées, corrompues ou falsifiées (vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 3°	374	40	—	—	—	13	125	196	—
Détention de faux poids ou de fausses mesures. Art. 561, 4°	53	8	—	—	—	—	9	36	—
Mauvais traitements envers les animaux. Art. 561, 5°	244	38	1	1	—	8	59	137	—
Animaux soumis à des tortures dans des combats, jeux ou spectacles publics. Article 561, 6°	79	7	—	1	—	29	22	20	—
Injures. Art. 561, 7°	4,686	1,313	21	1	—	26	1,567	1,758	—
Divination, explication des songes. Art. 563, 1°	9	—	—	—	—	—	2	7	—
Dégradation de clôtures urbaines ou rurales. Art. 563, 2°	71	17	2	—	—	1	27	24	—
Voies de fait, violences légères. Art. 563, 3°	335	59	2	—	—	2	149	123	—
Autres contraventions. Art. 551 à 556, 557, 1° et 2°, 559, 2° 3° et 4°, 563, 4° et 5°	2,285	340	11	—	—	4	874	1,056	—
RÈGLEMENTS COMMUNAUX SUR									
La police des cabarets et autres lieux publics	5,237	400	12	12	—	159	1,116	3,538	—
Les filles publiques	4,797	58	1	4	—	2,110	203	2,421	—
D'autres objets	14,255	902	42	8	—	2,235	3,459	7,609	—
RÈGLEMENTS PROVINCIAUX	1,253	129	8	—	—	2	348	766	—
LOIS SPÉCIALES ET RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX									
Audience (Police de l'). Code d'instruction criminelle. Art. 504 et 505	5	—	—	—	—	1	1	3	—
Chasse (divagation de chiens). L. 28 février 1882. Art. 5	26	7	—	—	—	—	12	7	—
Chemins de fer de l'État, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	1,922	210	10	—	—	9	1,016	617	—
Code forestier. L. 19 décembre 1854	864	77	11	2	—	31	309	431	—
Code rural. L. 7 octobre 1886	3,688	383	19	2	—	13	1,632	1,639	—
Conservation des grenouilles. A. R. 3 janvier 1893	81	4	3	—	—	1	35	38	—
Cours d'eau. L. 7 mai 1877. Art. 27 et 28	21	6	—	—	—	—	9	6	—
Denrées alimentaires. L. 4 août 1890. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4 § final de cette loi	531	83	—	2	—	1	217	228	—
Enfance (Protection de l'). Participation à un fait qualifié contravention ou à un fait puni par le Code-forestier commis par un enfant de moins de 16 ans. L. 15 mai 1912. Art. 44	37	7	—	—	—	—	14	16	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction, dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912. Art. 45	105	18	—	—	—	—	33	54	—

XIV (suite). — Tribunaux de police. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions.

NATURE DES INFRACTIONS	Nombre des inculpés.	Acquittés.	Inculpés à l'égard desquels le tribunal s'est déclaré incompétent.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement conditionnel.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement de 8 jours et plus.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement de 1 à 7 jours.	CONDAMNÉS à l'amende conditionnelle.	CONDAMNÉS à l'amende sans condition.	Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Enfance (Protection de l'). (Recel de choses obtenues par un enfant de moins de 16 ans à l'aide d'un fait qualifié contravention). L. 15 mai 1912. Art. 46.	1	—	—	—	—	—	1	—	—
Etrangers (Séjour en Belgique des). A. L. 12 octobre 1918.	996	481	—	—	—	—	318	197	—
Impôts (Droit de patente). L. 21 mai 1819	2	—	1	—	—	—	—	1	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887.	1,823	89	—	—	—	6	405	1,323	—
Logement des réfugiés rapatriés. L. 11 octobre 1919.	1	—	—	—	—	—	—	1	—
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903	37	—	—	—	—	—	24	13	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889 et 28 décembre 1877, etc.	105	25	5	—	—	—	37	38	—
Oiseaux insectivores et goélands, mouettes et hirondelles de mer (Conservation des). L. 28 février 1882, A. R. 15 août 1906 et 25 octobre 1909	123	6	—	—	—	—	48	69	—
Pêche des moules. L. 22 août 1901.	12	—	—	—	—	—	5	7	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855.	56	4	—	—	—	—	17	35	—
Population (Registres de la). L. 2 juin 1856 et A. R. 30 décembre 1900 et 6 février 1919.	2,532	170	1	—	—	—	941	1,420	—
Télégraphes et téléphones. L. 1er mars 1851, 11 juin 1889 et 10 juillet 1908	4	—	—	—	—	—	2	2	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle. Art. 157.	167	39	—	—	—	—	11	117	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902.	118	24	—	—	—	—	42	52	—
Travail (Organisation du travail). Travail des femmes et des enfants. A. R. 28 février 1919 coordonnant les dispositions de la loi du 26 mai 1914 avec les dispositions des lois des 13 décembre et 10 août 1911 qui restent en vigueur, Art. 23.	3	—	—	—	—	—	1	2	—
Travail (Non-déclaration d'accident du). L. du 24 décembre 1903, Art. 25.	1	—	—	—	—	—	1	—	—
Voirie, roulage et messageries	17,529	896	12	16	—	18	7,999	8,581	—

RÉCAPITULATION

Délits renvoyés aux tribunaux de police par les chambres du conseil. L. 4 octobre 1867.	Code pénal	15,216	3,730	40	65	—	231	5,210	5,940	—
	Lois spéciales	1,698	187	24	—	—	5	772	710	—
Infractions de la compétence directe des tribunaux de police.	Infractions au Code pénal	11,463	2,343	72	9	—	154	3,974	4,911	—
	Id. aux règlements communaux et provinciaux	25,542	1,489	63	24	—	4,506	5,126	14,334	—
	Lois spéciales et règlements généraux	30,783	2,559	62	22	—	83	13,130	14,027	—
	Totaux	84,702	10,308	261	120	—	4,979	28,212	40,822	—
Lois électorales. Absence au vote	Acquittés	60								
	Réprimandés	25	126							
	Condamnés à l'amende	41					5,099		69,034	
	Totaux	84,828								

XV. — Appels de police. — Nombre des appels jugés par les tribunaux correctionnels.

Arrondissements.	Nombre des affaires jugées en appel.	NOMBRE DES JUGEMENTS: confirmés.	INFIRMÉS: par acquittement.	INFIRMÉS: par diminution de peine.	INFIRMÉS: par condamnation ou aggravation de peine.	mis à néant par décision déclarant l'amnistie.	Arrondissements.	Nombre des affaires jugées en appel.	NOMBRE DES JUGEMENTS: confirmés	INFIRMÉS: par acquittement.	INFIRMÉS: par diminution de peine.	INFIRMÉS: par condamnation ou aggravation de peine.	mis à néant par décision déclarant l'amnistie.
1	2	3	4	5	6	7	1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	54	28	6	7	13	—	Report	432	123	133	38	85	53
Louvain	24	8	8	—	6	2	Courtrai	26	9	4	5	5	3
Nivelles	73	26	6	13	28	—	Furnes	7	7	—	—	—	—
Anvers	19	2	15	—	2	—	Ypres	1	—	—	—	1	—
Malines	9	2	7	—	—	—	Liége	83	23	28	1	25	6
Turnhout	10	4	3	1	2	—	Huy	6	2	2	—	2	—
Mons	42	7	5	4	26	—	Verviers	34	8	13	1	7	5
Charleroi	79	22	7	3	3	44	Tongres	4	1	—	—	3	—
Tournai	4	1	1	1	1	—	Hasselt	8	2	5	—	—	1
Gand	19	6	7	4	—	2	Arlon	5	1	1	1	2	—
Audenarde	6	2	—	—	3	1	Marche	5	2	1	—	2	—
Termonde	75	10	62	2	—	1	Neufchâteau	13	5	4	2	2	—
Bruges	18	5	6	3	1	3	Namur	1	—	—	—	—	1
							Dinant	12	6	1	1	3	1
Totaux à report.	432	123	133	38	85	53	Totaux	637	189	192	49	137	70

XVI. — Lois électorales. — Résultat des poursuites devant les juges de paix pour absence au vote. État des inculpés d'après la nature des élections.

ARRONDISSEMENTS.	Nombre total des inculpés.	Nombre d'inculpés: ÉLECTIONS LÉGISLATIVES. Total.	Acquittés.	Réprimandés.	Condamnés à l'amende.	ÉLECTIONS PROVINCIALES. Total.	Acquittés.	Réprimandés.	Condamnés à l'amende.	ÉLECTIONS COMMUNALES. Total.	Acquittés.	Réprimandés.	Condamnés à l'amende.	ÉLECTIONS DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES. Total.	Acquittés.	Réprimandés.	Condamnés à l'amende
Bruxelles	63	63	24	12	27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	43	43	29	—	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	8	8	5	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Charleroi	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dinant	12	12	2	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux.	126	126	60	25	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVII. — Lois coordonnées sur l'enseignement primaire, articles 9, 10 et 11 (obligation scolaire) (1).
Individus dénoncés au juge de paix par les inspecteurs cantonaux — Suite donnée à ces dénonciations.

CANTONS	Nombre des chefs de famille dénoncés pendant l'année 1919 au juge de paix par les inspecteurs cantonaux.	Décisions du juge de paix. Nombre des chefs de famille qui n'ont fait l'objet d'aucune mesure.	qui ont reçu un avertissement.	contre lesquels l'affichage a été ordonné.	contre lesquels ont été prononcés à la fois l'affichage et l'amende.
1	2	3	4	5	6
Bruxelles, 1er canton					
Id. 2e id.	366	26	189	—	2
Id. 3e id.					
Anderlecht	—	—	—	—	—
Asschc	219	33	179	—	7
Hal	33	—	33	—	—
Ixelles, 1er canton	—	—	—	—	—
Id. 2e id.	—	—	—	—	—
Laeken	—	—	—	—	—
Lennick St-Quentin	3	—	3	—	—
Molenbeek St-Jean	—	—	—	—	—
St-Gilles	—	—	—	—	—
St-Josse-ten-Noode	—	—	—	—	—
Schaerbeek, 1er canton	—	—	—	—	—
Id. 2e id.	—	—	—	—	—
Uccle	10	8	2	—	—
Vilvorde	469	—	469	—	—
Wolverthem	52	—	52	—	—
TOTAUX	1,152	67	927	—	9
Louvain, 1er canton	17	13	4	—	—
Id. 2e id.	—	—	—	—	—
Aerschot	100	61	39	—	—
Diest	116	41	75	—	—
Glabbeek	725	36	610	33	46
Haecht	—	—	—	—	—
Léau	310	—	310	—	—
Tirlemont	66	66	—	—	—
TOTAUX	1,334	217	1,038	33	46
Nivelles	—	—	—	—	—
Genappe	47	10	33	4	—
Jodoigne	38	4	31	3	—
Perwez	387	112	275	—	—
Wavre	11	—	11	—	—
TOTAUX	483	126	350	7	—

CANTONS	Nombre des chefs de famille dénoncés pendant l'année 1919 au juge de paix par les inspecteurs cantonaux.	Décisions du juge de paix Nombre des chefs de famille qui n'ont fait l'objet d'aucune mesure.	qui ont reçu un avertissement.	contre lesquels l'affichage a été ordonné.	contre lesquels ont été prononcés à la fois l'affichage et l'amende.
1	2	3	4	5	6
Anvers, 1er canton					
Id. 2e id.	276	270	2	—	4
Id. 3e id.					
Id. 4e id.					
Berchem	—	—	—	—	—
Boom	—	—	—	—	—
Borgerhout	71	29	42	—	—
Brecht	10	—	10	—	—
Contich	—	—	—	—	—
Eeckeren	(2) —	—	—	—	—
Santhoven	—	—	—	—	—
TOTAUX	357	299	54	—	4
Malines (Nord)	(2) —	—	—	—	—
Id. (Sud)	(2) —	—	—	—	—
Duffel	110	—	110	—	—
Heyst-op-den-Berg	275	123	152	—	—
Lierre	93	—	93	—	—
Puers	90	22	68	—	—
TOTAUX	568	145	423	—	—
Turnhout	191	—	191	—	—
Arendonck	60	15	45	—	—
Hérenthals	(3) 62	—	—	—	—
Hoogstraeten	80	64	16	—	—
Moll	236	27	209	—	—
Westerloo	235	92	143	—	—
TOTAUX	864	198	604	—	—
Mons	—	—	—	—	—
Boussu	615	235	380	—	—
Chièvres	21	8	10	—	—
Dour	—	—	—	—	—
Enghien	87	—	85	2	—
La Louvière	141	—	141	—	—
Lens	111	42	69	—	—
Pâturages	—	—	—	—	—
Rœulx	—	—	—	—	—
Soignies	—	—	—	—	—
TOTAUX	975	285	685	2	—

(1) Arrêté royal du 15 novembre 1919.
(2) Les renseignements font défaut. Les listes ayant été renvoyées aux inspecteurs cantonaux ne sont plus en possession de la justice de paix.
(3) Il a été donné suite à ces dénonciations en 1920.

XVII (suite). — Lois coordonnées sur l'enseignement primaire, articles 9, 10 et 11 (obligation scolaire).
Individus dénoncés au juge de paix par les inspecteurs cantonaux. — Suite donnée à ces dénonciations.

CANTONS	Nombre des chefs de famille dénoncés pendant l'année 1919 au juge de paix par les inspecteurs cantonaux.	Décisions du juge de paix. Nombre des chefs de famille qui n'ont fait l'objet d'aucune mesure.	qui ont reçu un avertissement.	contre lesquels l'affichage a été ordonné.	contre lesquels ont été prononcés à la fois l'affichage et l'amende.
1	2	3	4	5	6
Charleroi (Nord)	—	—	—	—	—
Id. (Sud)	217	140	77	—	—
Beaumont	17	5	12	—	—
Binche	—	—	—	—	—
Châtelet	192	145	—	—	—
Chimay	23	14	9	—	—
Fontaine-l'Évêque	214	43	71	—	—
Gosselies	100	—	—	—	—
Jumet	—	—	—	—	—
Marchienne-au-Pont	7	—	7	—	—
Merbes-le-Château	94	—	94	—	—
Seneffe	—	—	—	—	—
Thuin	—	—	—	—	—
TOTAUX	864	347	270	—	—
Tournai	97	78	19	—	—
Antoing	24	12	9	—	—
Ath	26	—	26	—	—
Celles	26	—	26	—	—
Flobecq	35	—	35	—	—
Frasnes	14	—	14	—	—
Lessines	29	—	27	—	2
Leuze	22	—	22	—	—
Péruwelz	36	—	36	—	—
Quevaucamps	6	—	6	—	—
Templeuve	87	—	63	21	3
TOTAUX	399	90	283	21	5
Gand, 1er canton	74	73	1	—	—
Id. 2e id.	63	39	24	—	—
Id. 3e id.	54	36	18	—	—
Assenede	3	—	3	—	—
Caprijcke	—	—	—	—	—
Cruyshautem	—	—	—	—	—
Deynze	—	—	—	—	—
Eecloo	182	95	42	30	15
Evergem	—	—	—	—	—
Ledeberg	49	—	49	—	—
Loochristy	20	—	20	—	—
Nazareth	145	52	93	—	—

CANTONS	Nombre des chefs de famille dénoncés pendant l'année 1919 au juge de paix par les inspecteurs cantonaux.	Décisions du juge de paix. Nombre des chefs de famille qui n'ont fait l'objet d'aucune mesure.	qui ont reçu un avertissement.	contre lesquels l'affichage a été ordonné.	contre lesquels ont été prononcés à la fois l'affichage et l'amende.
1	2	3	4	5	6
Nevele	110	37	51	—	22
Oosterzeele	516	—	516	—	—
Somergem	32	22	10	—	—
Waerschot	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,248	354	827	30	37
Audenarde	—	—	—	—	—
Grammont	—	—	—	—	—
Herzele	—	—	—	—	—
Hoorebeke Ste-Marie	324	165	159	—	—
Nederbrakel	137	26	111	—	—
Ninove	—	—	—	—	—
Renaix	68	—	68	—	—
Sottegem	58	—	58	—	—
TOTAUX	587	191	396	—	—
Termonde	—	—	—	—	—
Alost	—	—	—	—	—
Boveren	—	—	—	—	—
Hamme	26	6	20	—	—
Lokeren	156	156	—	—	—
St-Gilles-Waes	1,388	118	1,270	—	—
St-Nicolas-Waes	1,382	147	1,235	—	—
Tamise	112	—	112	—	—
Wetteren	—	—	—	—	—
Zele	9	—	9	—	—
TOTAUX	3,073	427	2,646	—	—
Bruges, 1er canton	365	365	—	—	—
Id. 2e id.	(1) 343	32	86	—	—
Id. 3e id.	623	265	358	—	—
Ardoye	—	—	—	—	—
Ghistelles	19	—	19	—	—
Ostende	—	—	—	—	—
Ruysselede	—	—	—	—	—
Thielt	—	—	—	—	—
Thourout	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,350	662	463	—	—

(1) Depuis le 19 mai 1919, la procédure en matière scolaire a dû être abandonnée, le rôle étant encombré par les affaires de loyer.

XVII (suite). — Lois coordonnées sur l'enseignement primaire, articles 9, 10 et 11 (obligation scolaire). Individus dénoncés au juge de paix par les inspecteurs cantonaux. — Suite donnée à ces dénonciations.

CANTONS	Nombre des chefs de famille dénoncés pendant l'année 1919 au juge de paix par les inspecteurs cantonaux.	Décisions du juge de paix. Nombre des chefs de famille			
		qui n'ont fait l'objet d'aucune mesure.	qui ont reçu un avertissement.	contre lesquels l'affichage a été ordonné.	contre lesquels ont été prononcés à la fois l'affichage et l'amende.
1	2	3	4	5	6
Courtrai, 1er canton. .	12	—	12	—	—
Id. 2e id. . .	21	21	—	—	—
Avelghem	21	—	21	—	—
Harlebeke	—	—	—	—	—
Iseghem.	—	—	—	—	—
Menin.	—	—	—	—	—
Meulebeke.	39	2	37	—	—
Moorseele	—	—	—	—	—
Mouscron	25	—	—	—	—
Oostroosbeke.	87	—	87	—	—
Roulers	—	—	—	—	—
TOTAUX . . .	205	23	157	—	—
Furnes	—	—	—	—	—
Dixmude	—	—	—	—	—
Haringhe	—	—	—	—	—
Nieuport.	—	—	—	—	—
TOTAUX . . .	—	—	—	—	—
Ypres, 1er canton . . .	—	—	—	—	—
Id. 2e id. . . .	—	—	—	—	—
Hooghlede.	—	—	—	—	—
Messines.	—	—	—	—	—
Passchendaele	—	—	—	—	—
Poperinghe.	—	—	—	—	—
Wervicq.	—	—	—	—	—
TOTAUX . . .	—	—	—	—	—
Liége, 1er canton . . .	—	—	—	—	—
Id. 2e id. . . .	—	—	—	—	—
Dalhem	—	—	—	—	—
Fexhe-Slins	166	10	156	—	—
Fléron.	—	—	—	—	—
Grivegnée	—	—	—	—	—
Herstal	210	—	210	—	—
Hollogne-aux-Pierres .	—	—	—	—	—
Louveigné.	—	—	—	—	—
St-Nicolas.	39	31	7	1	—
Seraing	141	140	—	—	1
Waremme	7	6	—	1	—
TOTAUX . . .	563	187	373	2	1
Huy	58	29	29	—	—
Hannut	18	—	18	—	—
Ferrières.	—	—	—	—	—
Héron.	64	—	64	—	—
Jehay-Bodegnée . . .	1	1	—	—	—
Landen	12	—	12	—	—
Naudrin.	14	4	8	2	—
TOTAUX . . .	167	34	131	2	—
Verviers.	(1) —	—	—	—	—
Aubel.	—	—	—	—	—
Dison	—	—	—	—	—
Herve.	(2) —	—	—	—	—
Limbourg	—	—	—	—	—
Spa.	35	—	35	—	—
Stavelot.	28	15	13	—	—
TOTAUX . . .	63	15	48	—	—
Tongres	117	—	117	—	—
Bilsen.	—	—	—	—	—
Brée	—	—	—	—	—
Looz	—	—	—	—	—
Maeseyck	—	—	—	—	—
Mechelen	—	—	—	—	—
Sichen-Sussen-et-Bolré.	280	20	260	—	—
TOTAUX . . .	397	20	377		
Hasselt	715	220	495	—	—
Beeringen	76	—	76	—	—
Herck-la-Ville	141	—	141	—	—
Neerpelt.	34	—	34	—	—
Peer	—	—	—	—	—
St-Trond	1,815	454	1,319	42	—
TOTAUX . . .	2,781	674	2,065	42	—

(1) Les documents n'ayant pas été conservés, les renseignements ne peuvent être donnés.
(2) Il résulte de renseignements fournis par le greffe que plusieurs avertissements ont été envoyés par M. le Juge de Paix, mais qu'il est impossible d'en déterminer le nombre exact, les documents n'ayant pas été conservés.

XVII (suite). — Lois coordonnées sur l'enseignement primaire, articles 9, 10 et 11 (obligation scolaire). Individus dénoncés au juge de paix par les inspecteurs cantonaux. — Suite donnée à ces dénonciations.

CANTONS	Nombre des chefs de famille dénoncés pendant l'année 1919 au juge de paix par les inspecteurs cantonaux.	Décisions du juge de paix. Nombre des chefs de famille			
		qui n'ont fait l'objet d'aucune mesure.	qui ont reçu un avertissement.	contre lesquels l'affichage a été ordonné.	contre lesquels ont été prononcés à la fois l'affichage et l'amende.
1	2	3	4	5	6
Arlon	—	—	—	—	—
Etalle.	16	7	7	2	—
Fauvillers	—	—	—	—	—
Florenville.	6	—	6	—	—
Messancy	1	—	1	—	—
Virton	30	—	30	—	—
TOTAUX . . .	53	7	44	2	—
Marche	36	29	7	—	—
Durbuy	7	7	—	—	—
Erezée.	—	—	—	—	—
Houffalize	—	—	—	—	—
Laroche	67	1	66	—	—
Nassogne	—	—	—	—	—
Vielsalm.	—	—	—	—	—
TOTAUX . . .	110	37	73	—	—
Neufchâteau.	—	—	—	—	—
Bastogne	19	12	7	—	—
Bouillon.	7	4	3	—	—
Paliseul	14	6	6	2	—
St-Hubert	19	13	6	—	—
Sibret.	66	—	66	—	—
Wellin.	1	—	1	—	—
TOTAUX . . .	126	35	89	2	—
Namur, 1er cant. (Nord)	—	—	—	—	—
Id. 2e id. (Sud) .	—	—	—	—	—
Andenne.	15	12	—	3	—
Eghezée.	—	—	—	—	—
Fosses.	105	—	105	—	—
Gembloux.	182	53	45	—	84
TOTAUX . . .	302	65	150	3	84
Dinant	56	56	—	—	—
Beauraing	48	42	1	5	—
Ciney	14	6	8	—	—
Couvin	24	8	16	—	—
Florennes	26	—	26	—	—
Gedinne.	53	—	53	—	—
Philippeville	46	46	—	—	—
Rochefort	29	18	7	—	4
Walcourt	40	10	30	—	—
TOTAUX . . .	336	186	141	5	4

RÉCAPITULATION

Bruxelles	1,152	67	927	—	9
Louvain	1,334	217	1,038	33	46
Nivelles	483	126	350	7	—
Anvers	357	299	54	—	4
Malines	568	145	423	—	—
Turnhout	864	198	604	—	—
Mons	975	285	685	2	—
Charleroi	864	347	270	—	—
Tournai	399	99	283	21	5
Gand	1,248	354	827	30	37
Audenarde	587	191	396	—	—
Termonde	3,073	427	2,646	—	—
Bruges	1,350	662	463	—	—
Courtrai.	205	23	157	—	—
Furnes	—	—	—	—	—
Ypres.	—	—	—	—	—
Liége	563	187	373	1	6
Huy	167	34	131	2	—
Verviers.	63	15	48	—	—
Tongres.	397	20	377	—	—
Hasselt	2,781	674	2,065	42	—
Arlon	53	7	44	2	—
Marche	110	37	73	—	—
Neufchâteau.	126	35	89	2	—
Namur	302	65	150	3	84
Dinant	336	186	141	5	4
TOTAUX GÉNÉRAUX .	18,357	4,691	12,614	150	195

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

On appelle tribunaux correctionnels les tribunaux de première instance siégeant en matière répressive.

Ils jugent en premier ressort :

1° Les délits, c'est-à-dire les faits que le Code pénal punit d'une peine correctionnelle (emprisonnement de 8 jours à 5 ans ou amende d'au moins 26 francs);

2° Les infractions à des lois spéciales ou à des règlements d'administration qui peuvent être frappées d'une peine correctionnelle, sauf s'il s'agit d'infractions à des règlements provinciaux ou à des lois et règlements sur la grande voirie, le roulage, les messageries, les postes, les barrières, les services publics et réguliers de transport en commun par terre, matières qui sont de la compétence des tribunaux de police (loi du 1er mai 1849);

3° Les faits punissables d'après la loi d'une peine criminelle que la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation leur renvoie dans tous les cas où il n'y a lieu de prononcer qu'une peine correctionnelle, à raison soit d'une excuse, soit de circonstances atténuantes, et dans le cas où il y a lieu d'y appliquer l'article 76 du Code pénal, concernant les délinquants sourds-muets (loi du 4 octobre 1867, modifiée par celles du 26 décembre 1881 et du 4 septembre 1891, art. 2, 3 et 6) (1);

4° Les contraventions commises dans les bois soumis au régime forestier (art. 132 du Code forestier).

Ils constituent, en outre, la juridiction d'appel pour les jugements répressifs rendus en première instance par les tribunaux de police.

Les tribunaux correctionnels sont, comme les tribunaux de première instance, au nombre de 26. Dans les tribunaux de première instance composés de plusieurs chambres, une ou plusieurs de ces chambres peuvent être chargées spécialement des affaires correctionnelles. De même qu'en matière civile, les chambres ne peuvent juger qu'au nombre fixe de trois juges.

Cependant, la loi du 25 octobre 1919 modifiant *temporairement* l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux introduit des dispositions en vertu desquelles les tribunaux de première instance « à partir du 1er décembre 1919 jusqu'au 30 septembre 1921, forment une ou plusieurs chambres composées de trois juges, et, s'il y a lieu, une ou plusieurs chambres ne comprenant qu'un juge ».

« En matière correctionnelle, les chambres ne comprenant qu'un juge connaissent :

« 1° Des affaires dans lesquelles le flagrant délit a été constaté par un procès-verbal;

« 2° Des affaires dans lesquelles le prévenu est en état de détention préventive;

« 3° Des affaires dans lesquelles le prévenu a subi une condamnation correctionnelle antérieure, non conditionnelle.

« Toutefois, les infractions prévues par le titre VII du Code pénal, modifié par la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance, sont toujours déférées à un tribunal de trois juges.

« Si le prévenu soutient que la cause n'a pas été introduite suivant les règles ci-dessus, le déclinatoire devra être soulevé avant tout débat. L'appel sur l'incident n'est recevable qu'en même temps que l'appel sur le fond. »

Rédaction des tableaux. — Les acquittés sont classés d'après l'infraction pour laquelle ils ont été poursuivis, les condamnés d'après celle pour laquelle ils ont été condamnés.

Le prévenu condamné pour plusieurs infractions en une même audience n'est compté qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte, même si ces condamnations font l'objet de jugements différents.

Est considéré comme étant sans antécédents judiciaires, le condamné qui, au moment où il commettait le fait délictueux, n'avait pas encore encouru de peine correctionnelle ou des peines de police qui, cumulées, atteignaient le taux des peines correctionnelles.

Pour établir le groupe dans lequel un récidiviste doit être rangé, on additionne toutes les condamnations qu'il a encourues. Un prévenu dont le dossier renferme une condamnation à 6 mois d'emprisonnement et un prévenu qui s'est vu infliger six fois 1 mois de prison figurent donc dans la même catégorie.

Les inculpés jugés en appel par les tribunaux correctionnels font, depuis l'année 1901, l'objet de comptes spéciaux.

(1) Les articles 72 à 75 du Code pénal ont cessé d'être en vigueur le 1er octobre 1912. L'article 64 alinéa 2 de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance les a abrogés. En vertu de cette loi les délinquants âgés de moins de 16 ans sont déférés au juge des enfants.

XVIII. — Nombre des affaires dont les tribunaux correctionnels ont eu à s'occuper.

Arrondissements.	AFFAIRES pendantes au commencement de l'année.	AFFAIRES INTRODUITES PENDANT L'ANNÉE — portées devant le tribunal par — citation directe du ministère public.	citation directe de la partie civile	une administration publique.	renvoyées devant le tribunal par — la chambre du conseil.	la chambre des mises en accusation.	la cour de cassation.	TOTAL.	Total des affaires à juger.	AFFAIRES TERMINÉES — par jugement — AU FOND — contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains prévenus, par défaut à l'égard des autres.	TOTAL.	d'incompétence	par radiation du rôle.	classées par le parquet en vertu de la loi d'amnistie.	par ordonnance de la chambre du conseil (art. 2 de la loi du 28 août 1919 amnistie).	Total des affaires terminées.	AFFAIRES restant à juger à la fin de l'année.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Bruxelles .	3,104	1,606	13	117	2,007	6	—	3,749	6,853	3,094	929	416	4,439	—	—	524	916	5,889	964
Louvain. .	191	1,516	1	80	318	6	1	1,952	2,143	1,280	242	130	1,652	—	—	—	—	1,652	491
Nivelles. .	786	1,598	—	50	153	1	—	1,802	2,588	1,487	636	187	2,310	1	—	218	—	2,529	59
Anvers . .	3,938	3,202	1	53	1,361	—	—	4,617	8,555	1,539	220	68	1,827	—	9	3,952	—	5,788	2,767
Malines. .	342	897	1	—	188	—	—	1,086	1,428	793	131	47	971	—	—	169	—	1,140	288
Turnhout.	281	963	1	166	159	1	—	1,290	1,571	809	226	125	1,160	—	—	—	—	1,160	411
Mons. . .	1,704	838	—	—	618	2	—	1,458	3,162	1,073	145	60	1,278	—	—	1,833	—	3,111	51
Charleroi .	1,356	2,037	3	15	1,804	—	—	3,859	5,215	3,503	707	336	4,546	—	—	164	116	4,826	389
Tournai. .	432	428	—	5	413	—	—	846	1,278	657	136	47	840	—	—	245	—	1,085	193
Gand. . .	653	2,217	5	62	701	—	—	2,985	3,638	1,857	607	355	2,819	—	—	102	—	2,921	717
Audenarde	149	1,047	—	7	198	8	1	1,261	1,410	980	160	58	1,198	5	—	6	—	1,209	201
Termonde.	1,380	589	17	2	499	1	—	1,108	2,488	1,598	296	189	2,083	—	—	—	—	2,083	405
Bruges . .	988	2,271	—	11	419	26	1	2,728	3,716	1,782	441	150	2,373	—	—	700	171	3,244	472
Courtrai. .	881	1,254	1	19	318	3	—	1,595	2,476	1,077	198	70	1,345	3	4	392	—	1,744	732
Furnes . .	264	319	—	10	(1) 106	—	—	435	699	482	95	36	613	—	—	—	—	613	86
Ypres . .	107	1,092	—	3	32	—	—	1,127	1,234	649	229	63	941	—	—	57	—	998	236
Liége. . .	6,116	674	3	148	2,347	1	—	3,173	9,289	3,156	453	200	3,809	—	—	4,086	144	8,039	1,250
Huy . . .	992	613	—	107	75	5	—	800	1,792	318	117	49	484	—	—	1,121	—	1,605	187
Verviers. .	617	469	—	57	399	—	—	925	1,542	786	111	45	942	—	—	423	—	1,365	177
Tongres. .	264	308	—	39	121	—	—	468	732	476	156	65	697	—	—	—	—	697	35
Hasselt. .	58	1,062	—	90	143	—	—	1,295	1,353	405	158	59	622	3	—	71	7	703	650
Arlon. . .	57	310	—	180	127	4	—	621	678	442	141	29	612	1	2	18	—	633	45
Marche. .	46	250	—	69	50	2	—	371	417	286	60	19	365	—	—	10	10	385	32
Neufchâteau	92	333	—	80	59	—	—	472	564	386	108	22	516	—	—	—	—	516	48
Namur . .	1,030	917	3	126	427	—	—	1,473	2,503	685	136	183	1,004	1	—	—	—	1,005	1,498
Dinant . .	395	575	—	262	130	—	—	967	1,362	672	307	46	1,025	—	—	215	—	1,240	122
Totaux. .	**26,223**	**27,415**	**49**	**1,758**	**13,172**	**66**	**3**	**42,463**	**68,686**	**30,272**	**7,145**	**3,054**	**40,471**	**14**	**15**	**14,316**	**1,364**	**56,180**	**12,506**

(1) La non-concordance de ces chiffres avec les chiffres réunis des colonnes 3 et 4 du tableau III provient de la disjonction de deux affaires.

XIX. — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1919, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Total des prévenus.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Récapitulation (Les 6 catégories réunies) — Total des condamnés.	CONDAMNÉS — en ordre principal à l'emprisonnement — sans condition — conditionnel.	sans condition — plus de 6 mois.	sans condition — 6 mois et moins	en ordre principal à l'amende — conditionnelle.	en ordre principal à l'amende — simple.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.									
Crimes correctionnalisés.									
Infanticide, 396	9	—	—	9	—	9	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation, ayant causé une maladie incurable, 400, § 2.	2	—	1	1	—	—	1	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	55	2	3	50	6	40	4	—	—
Chemins de fer, obstacle à la circulation des convois, 406-408	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er.)	139	5	29	105	17	47	41	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1er, 377, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er, 52, § 2).	9	—	2	7	—	5	2	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — par ascendant, sur mineur non émancipé par le mariage. 372 § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 2)	11	—	4	7	—	7	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de plus de 16 ans, 373, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	22	1	4	17	1	5	11	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 3).	23	—	7	16	—	14	2	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er).	14	—	5	9	—	6	3	—	—
Viol — id. id. 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377 § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5)	7	—	3	4	—	3	1	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5)	2	—	—	2	—	—	2	—	—
Viol — sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 375, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 3)	4	—	—	4	—	2	2	—	—
Excitation à la débauche — de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 379, § 2	21	—	9	12	—	10	2	—	—
Excitation à la débauche — id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 2, 381.	13	—	—	13	2	11	—	—	—
Avortement — sans le consentement de la femme, 348	3	—	1	2	—	2	—	—	—
Avortement — du id. id. par des médecins, chirurgiens, etc., 350, 353	3	—	1	2	—	2	—	—	—
Avortement — du consentement de la femme, ayant causé la mort, 352	9	—	—	9	1	8	—	—	—
Avortement — id. id. id. ayant causé la mort, par des médecins, chirurgiens, etc., 352, 353.	1	—	—	1	—	1	—	—	—
Bigamie, 391	5	—	—	5	1	—	4	—	—
Sûreté de l'Etat (crime contre la). Dénonciation méchante à l'ennemi, 121*bis*, § 2. (A. L 8 avril 1917).	185	—	51	134	1	98	34	—	1
Incendie — de lieux habités, 510	2	1	—	1	—	1	—	—	—
Incendie — id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	1	—	—	1	—	1	—	—	—
Incendie — de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512	9	—	6	3	—	3	—	—	—
Destructions de constructions, 521	31	3	25	3	—	—	3	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 529	26	—	18	8	2	2	4	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces dans une maison habitée, 530	5	—	5	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission). 160, 161, 164, 168	3	—	—	3	—	1	2	—	—
Faux en écritures, 194 à 197	277	29	49	199	51	66	82	—	—
Effets publics, billets de banque; contrefaçons, falsification, émission. 173 à 176	27	—	3	24	—	15	9	—	—
Timbres, poinçons, marques de pays étrangers : contrefaçon, falsification, usage. 186	2	—	2	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse. 489	6	—	4	2	—	—	2	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés. 240. § 1er	10	—	2	8	1	6	1	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, violences ou menaces. 467 à 470	5.196	946	785	3,465	618	1,485	1,352	9	1
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes. 471 à 474	337	119	26	192	—	176	16	—	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime. 500	1	—	—	1	—	1	—	—	—
Association de malfaiteurs, 323. § 1	5	—	—	5	—	5	—	—	—
Délits.									
Abus de confiance, 491	782	85	172	525	62	91	275	45	52
Abus des faiblesses de l'emprunteur, 493 494	2	—	2	—	—	—	—	—	—

1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires. — Total des condamnés de la 1re catégorie	CONDAMNÉS — en ordre principal à l'emprisonnement — sans condition — conditionnel.	sans condition — plus de 6 mois.	sans condition — 6 mois et moins	en ordre principal à l'amende — conditionnelle.	en ordre principal à l'amende — simple.	accessoirement à — la surveillance de la police.	accessoirement à — l'interdiction de droits civils et politiques.	accessoirement à — la mise à la disposition du gouvernement.
14	15	16	17	18	19	20	21	22
8	—	8	—	—	—	—	—	—
27	6	20	1	—	—	1	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
64	17	21	26	—	—	—	48	—
5	—	4	1	—	—	1	5	—
1	—	1	—	—	—	—	1	—
9	1	2	6	—	—	—	5	—
13	—	11	2	—	—	—	11	2
1	—	1	—	—	—	—	1	—
3	—	2	1	—	—	—	3	—
2	—	2	—	—	—	—	2	—
3	—	2	1	—	—	—	1	—
8	—	6	2	—	—	—	8	—
8	2	6	—	—	—	—	6	—
1	—	1	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	1	—
9	1	8	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
3	1	—	2	—	—	—	—	—
91	1	70	20	—	—	—	31	—
1	—	—	1	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	1	—	—	—	—	—
5	2	1	2	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
119	47	37	35	—	—	—	—	—
10	—	1	9	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
6	1	4	1	—	—	—	1	—
1,916	604	624	679	8	1	17	12	9
95	—	87	8	—	—	26	24	—
1	—	1	—	—	—	—	—	—
2	—	2	—	—	—	2	2	—
304	59	45	130	45	25	—	—	1

2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende. — Total des condamnés de la 2e catégorie	CONDAMNÉS — en ordre principal à l'emprisonnement — sans condition — conditionnel.	sans condition — plus de 6 mois.	sans condition — 6 mois et moins	en ordre principal à l'amende — conditionnelle.	en ordre principal à l'amende — simple.	accessoirement à — la surveillance de la police.	accessoirement à — l'interdiction de droits civils et politiques.	accessoirement à — la mise à la disposition du gouvernement.
23	24	25	26	27	28	29	30	31
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	2	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	—	3	1	—	1	—	2	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
6	4	—	2	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
44	14	12	17	1	—	—	1	—
2	—	2	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—
9	3	1	3	—	2	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1919, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	Total des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'amende.	CONDAMNÉS accessoirement à la surveillance de la police.	CONDAMNÉS accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques.	CONDAMNÉS accessoirement à la mise à la disposition du gouvernement.	Total des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'amende.	CONDAMNÉS accessoirement à la surveillance de la police.	CONDAMNÉS accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques.	CONDAMNÉS accessoirement à la mise à la disposition du gouvernement.	Total des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'amende.	CONDAMNÉS accessoirement à la surveillance de la police.	CONDAMNÉS accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques.	CONDAMNÉS accessoirement à la mise à la disposition du gouvernement.	Total des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'amende.	CONDAMNÉS accessoirement à la surveillance de la police.	CONDAMNÉS accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques.	CONDAMNÉS accessoirement à la mise à la disposition du gouvernement.
32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.																												
Crimes correctionnalisés.																												
Infanticide, 396	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation, ayant causé une maladie incurable, 400, § 2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	13	11	2	—	1	1	—	6	6	—	—	—	—	—	3	2	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Chemins de fer, obstacle à la circulation des convois, 406-408	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces : sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er).	11	6	5	—	—	6	—	13	5	8	—	—	10	—	10	9	1	—	—	9	—	6	5	1	—	—	6	—
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces : sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1er, 377, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er, 52, § 2).	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces : par ascendant, sur mineur non émancipé par le mariage, 372, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 2)	2	2	—	—	—	2	—	2	2	—	—	—	2	—	2	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces : sur mineur de plus de 16 ans, 373, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	4	1	3	—	—	3	—	1	—	1	—	—	1	—	3	2	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces : sur mineur de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 3).	1	1	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol : sur personne de plus de 16 ans, 375, § 1er (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er).	2	1	1	—	—	2	—	5	3	2	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Viol : id. id. 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5).	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol : sur personne de plus de 16 ans, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol : sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 375, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 3)	1	1	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 379, § 2	1	1	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 2, 381.	1	1	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	1	—	2	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement sans le consentement de la femme, 348	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement id. id. id. par des médecins, chirurgiens, etc., 350, 353	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement sans le consentement de la femme, ayant causé la mort, 352	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement id. id. id. ayant causé la mort, par des médecins, chirurgiens, etc., 352, 353.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bigamie, 391	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'Etat (crime contre la). Dénonciation méchante à l'ennemi, 121*bis*, § 2. (L. 8 avril 1917)	12	8	4	—	—	4	—	19	12	7	—	—	8	—	6	5	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	1	—
Incendie de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—
Incendie id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 529	2	—	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces dans une maison habitée, 530	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission). 160, 161, 164, 168	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures, 194 à 197	24	6	18	—	—	1	—	21	9	12	—	—	1	—	13	5	8	—	1	2	—	16	9	7	—	4	3	—
Effets publics, billets de banque; contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176	4	4	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	5	5	—	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—
Timbres, poinçons, marques de pays étrangers : contrefaçon, falsification, usage, 186	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, violences ou menaces, 467 à 470	400	149	251	—	2	2	—	473	259	214	—	15	13	—	464	308	156	—	38	16	—	168	133	35	—	25	8	—
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes, 471 à 474	24	22	2	—	4	4	—	28	24	4	—	12	10	—	33	31	2	—	15	12	—	10	10	—	—	4	3	—
Recélement de choses enlevées à l'aide d'un crime, 506	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	1	1	—	1	1	—	—	1	1	—
Association de malfaiteurs, 323, § 1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																												
Abus de confiance, 491	59	10	35	14	—	—	—	66	9	51	6	—	1	—	60	15	42	3	—	—	—	27	11	14	2	1	1	—
Abus des faiblesses de l'emprunteur, 493, 494	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1919, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Total des prévenus.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Récapitulation (Les 6 catégories réunies) — Total des condamnés.	CONDAMNÉS — en ordre principal à l'emprisonnement — sans condition — conditionnel.	sans condition — plus de 6 mois.	sans condition — 6 mois et moins	en ordre principal à l'amende — conditionnelle.	en ordre principal à l'amende — simple.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Adultère (et complicité d'). 387 à 389	1,742	289	144	1,309	171	1	419	247	471
Armes prohibées. Port. 317. (L. 15 juin 1894)	363	9	26	328	18	—	134	106	70
Arrestation ou détention arbitraires par un fonctionnaire public. 147.	2	—	2	—	—	—	—	—	—
id. id. id. id. particulier. 434, 435, 436	31	5	9	17	—	14	—	—	3
Association de malfaiteurs, 323 §, 2, 324	4	—	—	4	—	4	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure, 373, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er)	10	—	1	9	1	5	3	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineurs, de plus de 16 ans. 379, § 1er	82	2	17	63	1	27	30	1	4
id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation. 379, § 1er. 381	8	—	—	8	—	6	1	—	1
par excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité. 380	51	—	18	33	4	9	16	1	3
id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 380. 381	4	—	—	4	—	1	3	—	—
par excitation à la débauche de majeur, 380*bis*	1	—	—	1	—	1	—	—	—
par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1er, 384	6	—	—	6	3	—	2	1	—
par paroles obscènes 383, § 2 (Loi du 29 janvier 1905, art. 1er)	24	3	8	13	1	—	7	5	—
par outrage public aux mœurs, 385, § 1er, 386	99	12	20	67	19	3	28	9	8
id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 53)	47	—	11	36	3	8	21	2	2
Avortement du consentement de la femme, 350, 351	296	31	50	215	37	133	45	—	—
Banqueroute simple. 489	4	—	1	3	1	—	2	—	—
Bris de scellés, 283, 285 à 287	1	—	—	1	1	—	—	—	—
Id. par le gardien ou le fonctionnaire public qui a ordonné ou opéré l'opposition. 284, 286	2	—	—	2	1	—	—	1	—
Calomnie envers des particuliers. 444	170	26	58	86	11	2	21	23	29
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	5	1	—	3	—	—	—	2	1
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892)	45	6	10	29	—	—	6	9	14
Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises. 311, 312	11	—	6	5	—	—	5	—	—
Comestibles, boissons : mélange de substances nuisibles, 454 à 456	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Id. boissons, falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4)	2,517	6	517	1,994	3	1	111	97	1,782
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public. 243. 245	4	1	2	1	—	—	1	—	—
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, acte injuste ou abstention d'un fonctionnaire à raison d'offres agréées ou de dons reçus 246-247	2	—	1	1	—	—	1	—	—
Corruption, menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre et tentative, 252	40	4	5	31	1	—	13	7	10
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (Usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184	5	—	—	5	1	1	3	—	—
Contrefaçon. Marques du bureau de garantie (Application frauduleuse des). Sceaux, etc. Nationaux ou étrangers (Usage préjudiciable des) 182, 185, 187	5	—	5	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste et autres et coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (Usage). 190	1	—	—	1	—	—	—	1	—
Contrefaçon. Nom d'un fabricant (Application frauduleuse du). 191	3	1	—	2	—	—	—	1	1
Coups et blessures — Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	2,504	268	458	1,778	212	62	435	509	560
Avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401*bis* (L. 15 mai 1912, art. 58)	8	—	2	6	1	2	2	—	1
à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410 § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59)	6	1	—	5	2	1	2	—	—
à un député, ministre, magistrat. 278, 279	11	1	2	8	—	1	6	—	1
à un officier ministériel ou agent de l'autorité. 280, 281	210	6	14	190	27	1	110	20	32
à des jurés ou témoins, 278, 279, 282	11	—	—	11	4	3	4	—	—
involontaires. 420	101	6	22	73	5	—	8	26	34
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable, 420*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 61)	12	2	2	8	1	—	5	—	2
Culte. Entraves au libre exercice d'un —. 142, 143	2	—	—	2	—	—	1	—	1
Dénonciation calomnieuse, 445	48	10	10	85	5	1	17	1	4
Destruction — de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	5	—	—	2	5	—	—	—	—
de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	12	—	6	6	—	—	5	—	1
de titres publics ou privés, 527	1	—	—	1	1	—	—	—	—
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces, 528	48	—	18	30	3	—	25	2	—
d'obstacles retenant des bateaux, wagons ou voitures, 534	1	—	1	—	—	—	—	—	—
de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	32	—	1	31	7	—	10	7	7
d'animaux domestiques. 538, 540, 541	11	—	6	5	1	—	1	2	1
de clôtures, 545, 546	355	32	154	169	16	—	39	45	69

NÉS — accessoirement à la surveillance de la police.	accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques.	accessoirement à la mise à la disposition du gouvernement.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires. Total des condamnés de la 1re catégorie	CONDAMNÉS — en ordre principal à l'emprisonnement — sans condition — conditionnel.	sans condition — plus de 6 mois.	sans condition — 6 mois et moins	en ordre principal à l'amende — conditionnelle.	en ordre principal à l'amende — simple.	accessoirement à la surveillance de la police.	accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques.	accessoirement à la mise à la disposition du gouvernement.	2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende. Total des condamnés de la 2e catégorie	CONDAMNÉS — en ordre principal à l'emprisonnement — sans condition — conditionnel.	sans condition — plus de 6 mois.	sans condition — 6 mois et moins	en ordre principal à l'amende — conditionnelle.	en ordre principal à l'amende — simple.	accessoirement à la surveillance de la police.	accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques.	accessoirement à la mise à la disposition du gouvernement.
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
—	—	—	861	161	1	209	236	254	—	—	—	47	10	—	11	11	15	—	—	—
—	—	—	245	18	—	83	105	39	—	—	—	7	—	—	4	1	2	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	9	—	7	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	5	—	4	1	2	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	36	—	38	1	14	18	1	4	1	22	—	3	—	2	1	—	—	1	2	—
1	8	—	4	—	3	—	—	1	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	24	—	23	4	5	11	1	2	—	16	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	2	—	2	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	5	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	11	1	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	53	19	1	19	9	5	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
—	—	—	19	3	4	9	2	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
—	—	—	180	37	104	39	—	—	—	—	—	6	—	5	1	—	—	—	—	—
—	—	—	3	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	53	11	—	8	21	13	—	—	—	4	—	—	1	2	1	—	—	—
—	—	—	3	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	17	—	—	4	9	4	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1,554	3	1	41	95	1,414	—	—	—	28	—	—	—	2	26	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	17	1	—	4	7	5	—	—	—	3	—	—	2	—	1	—	—	—
—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1,082	206	33	160	501	182	—	—	—	42	6	2	13	8	13	—	—	—
—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	3	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	98	26	—	33	20	19	—	—	—	6	1	—	4	—	1	—	—	—
—	—	—	6	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	47	5	—	3	26	13	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
—	—	—	6	1	—	4	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
—	—	—	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	16	4	1	9	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	5	1	—	4	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	22	3	—	17	2	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	24	7	—	6	7	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	4	1	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	97	16	—	15	43	23	—	—	—	7	—	—	—	2	5	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1919, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	Total des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'amende.	CONDAMNÉS accessoirement à la surveillance de la police.	CONDAMNÉS accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques.	CONDAMNÉS accessoirement à la mise à la disposition du gouvernement.	Total des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'amende.	CONDAMNÉS accessoirement à la surveillance de la police.	CONDAMNÉS accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques.	CONDAMNÉS accessoirement à la mise à la disposition du gouvernement.	Total des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'amende.	CONDAMNÉS accessoirement à la surveillance de la police.	CONDAMNÉS accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques.	CONDAMNÉS accessoirement à la mise à la disposition du gouvernement.	Total des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'amende.	CONDAMNÉS accessoirement à la surveillance de la police.	CONDAMNÉS accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques.	CONDAMNÉS accessoirement à la mise à la disposition du gouvernement.
32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	182	—	73	109	—	—	—	140	—	76	64	—	—	—	64	—	39	25	—	—	—	15	—	11	4	—	—	—
Armes prohibées. Port, 317. (L. 15 juin 1894)	30	—	11	19	—	—	—	17	—	11	6	—	—	—	23	—	19	4	—	—	—	6	—	6	—	—	—	—
Arrestation ou détention arbitraires par un fonctionnaire public, 147	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. id. id. id. particulier, 131, 135, 136	3	2	—	1	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Association de malfaiteurs, 323, § 2, 324	1	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure, 373, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er)	3	2	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—
Attentat aux mœurs : par excitation à la débauche de mineurs, de plus de 16 ans, 379, § 1er	9	4	5	—	—	5	—	9	3	6	—	—	4	—	3	3	—	—	—	2	—	1	1	—	—	1	—
id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 1er, 381	2	1	1	—	—	2	—	2	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité, 380	6	2	3	1	—	5	—	2	1	1	—	—	1	—	2	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 380, 381	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par excitation à la débauche de majeur, 380*bis*	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrage aux mœurs : par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1er, 384	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par paroles obscènes 383, § 2 (Loi du 29 janvier 1905, art. 1er)	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par outrage public aux mœurs, 385, § 1er, 386	5	—	3	2	—	—	—	5	1	3	1	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 53)	8	1	6	1	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	3	2	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme, 350, 351	15	12	3	—	—	—	—	7	5	2	—	—	—	—	6	6	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Banqueroute simple 489	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bris de scellés, 283, 285 à 287	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. par le gardien, ou le fonctionnaire public qui a ordonné ou opéré l'apposition 284, 286	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	14	—	4	10	—	—	—	8	—	5	3	—	—	—	7	2	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892)	6	—	2	4	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons : mélange de substances nuisibles, 454 à 456	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. boissons, falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4)	352	—	63	289	—	—	—	50	—	6	44	—	—	—	9	—	1	8	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, acte injuste ou abstention d'un fonctionnaire à raison d'offres agréées ou de dons reçus 246-247	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption, menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre et tentative, 252	7	—	4	3	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (Usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Contrefaçon. Marques du bureau de garantie (Application frauduleuse des). Sceaux, etc. nationaux ou étrangers (Usage préjudiciable des) 182, 185, 187	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste et autres et coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (Usage). 190	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Nom d'un fabricant (Application frauduleuse du). 191	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures : Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	325	13	103	209	—	—	—	179	4	87	88	—	—	—	123	5	60	58	—	—	—	27	5	12	10	—	—	—
Avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 58)	2	1	—	1	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410 § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59)	2	1	1	—	—	—	—	5	1	4	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à un député, ministre, magistrat, 278, 279	36	1	27	8	—	—	—	24	1	23	1	—	—	—	23	—	21	2	—	—	—	3	—	2	1	—	—	—
à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	3	1	2	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à des jurés ou témoins, 278, 279, 282	20	—	4	16	—	—	—	3	—	—	3	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable, 420*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 61)	—	—	—	—	—	—	—	6	—	5	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Culte (Entraves au libre exercice d'un). 142, 143	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	3	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de titres publics ou privés, 527	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces, 528	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d'obstacles retenant des bateaux, wagons ou voitures, 534	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	5	—	2	3	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	26	—	10	16	—	—	—	11	—	7	4	—	—	—	4	—	1	3	—	—	—
de clôtures, 545, 546	24	—	6	18	—	—	—																					

XIX (suite) — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1919, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Total des prévenus.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Récapitulation (Les 6 catégories réunies) — Total des condamnés.	CONDAMNÉS — en ordre principal à l'emprisonnement — sans condition — conditionnel.	sans condition — plus de 6 mois.	sans condition — 6 mois et moins	en ordre principal à l'amende — conditionnelle.	en ordre principal à l'amende — simple.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	3	—	—	3	1	—	2	—	—
Domicile (Violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	91	27	30	34	6	1	8	15	4
Domicile (Violation de) introduction furtive la nuit, 442	7	—	—	7	—	—	5	2	—
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (Emission d'), 177	3	—	—	3	—	3	—	—	—
Enlèvement de mineurs par violence, ruse ou menace, 368	1	—	—	1	—	1	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55)	4	—	—	4	1	—	2	1	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement 370. (L. 15 mai 1912, art. 55)	6	—	—	6	—	4	1	—	1
Avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance. 369*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 57)	8	2	2	4	1	—	2	1	—
Epizootie, 319 à 321	26	1	—	25	2	—	—	8	15
Escroquerie, 496	949	38	191	720	54	145	257	201	63
État civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil	4	1	—	3	—	—	—	1	2
Evasion de détenus par coopération de personnes autres que les gardiens, 335 à 337	6	—	—	6	—	2	4	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant — Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable. 354, 356 à 358. (L. 15 mai 1912, art. 56)	9	2	2	5	1	—	2	1	1
Exposition, délaissement et abandon d'enfant — Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 56)	27	1	4	22	2	6	13	1	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant — Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 60)	53	6	9	38	6	—	27	—	5
Fausses clefs (Fabrication de) 488	1	—	—	1	—	—	1	—	—
Fausse monnaie — Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169	40	—	2	38	6	20	12	—	—
Fausse monnaie — reçue pour bonne (Emission de). 170	1	—	—	1	—	—	—	—	1
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	29	—	3	26	6	—	14	5	1
Faux témoignage en justice, 218 à 220	28	4	15	9	5	2	1	—	1
Faux serment en matière civile, 226	8	1	5	2	1	—	1	—	—
Homicide provoqué par des violences graves, 411, 414	4	—	—	4	—	2	2	—	—
Homicide involontaire, 419	69	24	12	33	8	3	5	8	9
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299	10	—	2	8	—	—	1	2	5
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus par le propriétaire, 511, à 514	4	—	—	4	—	4	—	—	—
Incendie involontaire, 519	7	2	—	5	3	—	—	2	—
Inhumations (Infractions aux lois sur les), 315	2	—	—	2	—	—	—	—	2
Id. violation de tombeaux ou de sépulture, 453	3	—	1	2	—	—	—	2	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	48	1	17	30	—	—	5	17	8
Jeux de hasard, 305	6	—	—	6	—	—	3	1	2
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	199	30	36	133	28	2	70	11	22
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	51	19	1	31	5	3	22	1	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	38	3	6	29	5	4	11	3	6
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	1,446	94	266	1,086	57	2	113	520	394
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	97	1	3	93	8	—	37	19	29
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	1,294	99	164	1,031	65	1	265	307	393
Id. id. des jurés ou témoins, 282	22	3	4	15	1	—	8	3	3
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	392	25	33	334	49	22	172	39	52
Recèlement de criminels, 339	1	—	—	1	—	—	1	—	—
Id. du cadavre d'une personne homicidée, 340	1	—	—	1	—	1	—	—	—
Id. de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit. 505	5,498	530	1,577	3,391	507	347	1,213	664	660
Registre des logeurs et aubergistes : fausses inscriptions, falsification, 210	1	—	—	1	—	—	—	—	1
Rupture de ban de surveillance, 338	112	2	3	107	—	2	105	—	—
Substances nuisibles administrées volontairement. 402, 405	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État. Recèlement d'agents ou soldats ennemis 121 § 2. (A. L. 11 octobre 1916)	6	—	2	4	1	3	—	—	—
(Délits contre la) Dénonciation mécha nte à l'ennemi 12*bis* § 1. (A. L. 8 avril 1917)	784	—	243	541	24	194	293	6	24
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	350	4	109	237	2	6	87	15	127
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	6	—	1	5	2	1	1	1	—
Id. de nom ou de titre, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	97	5	1	91	2	—	36	33	20
Vol, 463, 464, 466	11,921	1,168	2,004	8,749	1,525	531	2,628	2,447	1,618
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	1,176	60	206	910	112	2	109	399	238
Contraventions de police.									
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés. (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 3°	91	21	4	66	—	—	1	7	58
Autres contraventions	190	11	36	143	2	—	4	58	79

NATURE DES INFRACTIONS.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires. — Total des condamnés de la 1re catégorie	CONDAMNÉS — en ordre principal à l'emprisonnement — conditionnel.	sans condition — plus de 6 mois.	sans condition — 6 mois et moins	en ordre principal à l'amende — conditionnelle.	en ordre principal à l'amende — simple.	accessoirement à la surveillance de la police.	accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques.	accessoirement à la mise à la disposition du gouvernement.	2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende. — Total des condamnés de la 2e catégorie	CONDAMNÉS — en ordre principal à l'emprisonnement — conditionnel.	sans condition — plus de 6 mois.	sans condition — 6 mois et moins	en ordre principal à l'amende — conditionnelle.	en ordre principal à l'amende — simple.	accessoirement à la surveillance de la police.	accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques.	accessoirement à la mise à la disposition du gouvernement.
1	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (Violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	29	5	—	7	15	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (Violation de) introduction furtive la nuit, 442	3	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (Emission d'), 177	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs par violence, ruse ou menace, 368	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55)	3	1	—	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement 370. (L. 15 mai 1912, art. 55)	3	—	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance. 369*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 57)	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	19	2	—	—	8	9	—	—	—	10	—	—	3	6	1	—	—	—
Escroquerie, 496	438	54	51	115	195	23	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
État civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Evasion de détenus par coopération de personnes autres que les gardiens, 335 à 337	5	—	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant — Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable. 354, 356 à 358. (L. 15 mai 1912, art. 56)	4	1	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant — Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 56)	14	2	3	8	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant — Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 60)	21	6	—	13	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausses clefs (Fabrication de) 488	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie — Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169	22	6	8	8	—	—	1	1	—	1	—	1	—	—	—	1	1	—
Fausse monnaie — reçue pour bonne (Emission de). 170	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	19	6	—	8	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	8	5	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 226	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide provoqué par des violences graves, 411, 414	4	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide involontaire, 419	26	8	2	5	7	4	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299	8	—	—	1	2	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus par le propriétaire, 511, à 514	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie involontaire, 519	5	3	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (Infractions aux lois sur les), 315	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. violation de tombeaux ou de sépulture, 453	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	24	—	—	4	17	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305	4	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	70	27	1	23	11	8	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	18	5	1	11	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	19	5	3	5	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	805	56	—	39	514	196	—	—	—	15	1	—	1	6	7	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	46	8	—	12	19	7	—	—	—	3	—	—	1	—	2	—	—	—
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	593	61	1	84	292	155	—	—	—	45	4	—	6	15	20	—	—	—
Id. id. des jurés ou témoins, 282	6	1	—	1	2	2	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	167	46	7	52	39	23	1	1	—	11	3	—	7	—	1	—	—	—
Recèlement de criminels, 339	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du cadavre d'une personne homicidée, 340	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit. 505	2,159	494	127	574	649	315	4	7	1	65	13	8	17	15	12	—	—	—
Registre des logeurs et aubergistes : fausses inscriptions, falsification, 210	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban de surveillance, 338	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Substances nuisibles administrées volontairement. 402, 405	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État. Recèlement d'agents ou soldats ennemis 121 § 2. (A. L. 11 octobre 1916)	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(Délits contre la) Dénonciation mécha nte à l'ennemi 12*bis* § 1. (A. L. 8 avril 1917)	376	23	124	203	6	20	—	37	—	12	1	3	8	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	190	2	5	62	15	106	—	—	—	2	—	—	1	—	1	—	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	4	1	1	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titre, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	63	2	—	18	32	11	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	6,511	1,508	249	1,438	2,403	913	1	4	19	130	17	5	27	44	37	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	668	108	—	59	393	108	—	—	—	18	4	—	4	6	4	—	—	—
Contraventions de police.																		
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés. (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 3°	49	—	—	—	7	42	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Autres contraventions	101	2	—	2	58	39	—	—	—	4	—	—	—	—	4	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1919, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	Total des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de		l'amende.	accessoirement à la surveillance de la police.	l'interdiction de droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.	Total des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de		l'amende.	accessoirement à la surveillance de la police.	l'interdiction de droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.	Total des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de		l'amende.	accessoirement à la surveillance de la police.	l'interdiction de droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.	Total des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de		l'amende.	accessoirement à la surveillance de la police.	l'interdiction de droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
		plus de 6 mois.	6 mois et moins.						plus de 6 mois.	6 mois et moins.						plus de 6 mois.	6 mois et moins.						plus de 6 mois.	6 mois et moins.				
32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (Violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	2	—	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (Violation de) introduction furtive la nuit, 442	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (Émission d'), 177	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs par violence, ruse ou menace, 368	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. L. 15 mai 1912, art. 55	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. L. 15 mai 1912, art. 55	2	1	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs Avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance, 360*bis*. L. 15 mai 1912, art. 57	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	6	—	—	6	—	—	—	64	17	34	13	—	1	—	82	32	45	5	1	3	—	53	33	19	1	3	4	—
Escroquerie, 496	73	12	41	20	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
État civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Evasion de détenus par coopération de personnes autres que les gardiens, 335 à 337	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 354, 356 à 358. L. 15 mai 1912, art. 56	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. L. 15 mai 1912, art. 56	3	1	2	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360*bis*. L. 15 mai 1912, art. 60	5	—	5	—	—	—	—	7	—	4	3	—	—	—	5	—	5	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Fausses clefs (Fabrication de), 488	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169	7	4	3	—	—	—	—	6	5	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie reçue pour bonne (Émission de), 170	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	3	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 226	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide provoqué par des violences graves, 411, 414	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide involontaire, 419	5	1	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus par le propriétaire, 511, à 514	1	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie involontaire, 519	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (Infractions aux lois sur les), 315	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. violation de tombeaux ou de sépulture, 453	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	4	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	20	—	17	3	—	—	—	25	—	19	6	—	—	—	11	1	7	3	—	—	—	5	—	3	2	—	—	—
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—	—	—	7	1	6	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	7	—	5	2	—	—	—	3	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	151	1	28	122	—	—	—	72	—	27	45	—	—	—	33	1	14	18	—	—	—	10	—	4	6	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	25	—	11	14	—	—	—	14	—	10	4	—	—	—	4	—	2	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	206	—	64	142	—	—	—	97	—	46	51	—	—	—	74	—	53	21	—	—	—	16	—	12	4	—	—	—
Id. id. des jurés ou témoins, 282	5	—	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	62	4	41	17	1	1	—	40	5	29	6	—	—	—	40	5	31	4	—	—	—	14	1	12	1	—	—	—
Recèlement de criminels, 339	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du cadavre d'une personne homicidée, 340	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	567	59	301	207	2	1	—	310	49	179	82	1	2	—	218	66	116	36	7	5	—	72	38	26	8	6	4	—
Registre des logeurs et aubergistes : fausses inscriptions, falsification, 210	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	20	—	20	—	—	—	—	84	2	82	—	—	—	—
Rupture de ban de surveillance, 338	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Substances nuisibles administrées volontairement, 402, 405	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État (Délits contre la) Recèlement d'agents ou soldats ennemis 121 § 2. (A. L. 11 octobre 1916)	1	1	—	—	—	—	—	44	25	18	1	—	7	—	22	14	8	—	—	4	—	10	4	6	—	—	1	—
Sûreté de l'État (Délits contre la) Dénonciation mécbante à l'ennemi 121*bis* § 1. (A. L. 8 avril 1917)	77	24	50	3	—	8	—	9	—	5	4	—	—	—	4	1	3	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	31	—	15	16	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	—	—	—	—	—	—	—	5	—	2	3	—	—	—	8	—	4	4	—	—	—	8	—	8	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	6	—	4	2	—	—	—	665	69	412	184	1	2	—	415	107	246	62	2	1	—	156	61	83	12	11	3	—
Vol, 463, 464, 466	872	40	422	410	—	—	—	64	—	34	30	—	—	—	35	1	17	17	—	—	—	9	—	9	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	116	1	36	79	—	—	—																					
Contraventions de police.																												
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés. (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 3°	15	—	1	14	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	17	—	—	17	—	—	—	10	—	1	9	—	—	—	10	—	1	9	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1919, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Total des prévenus.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Récapitulation (Les 6 catégories réunies) Total des condamnés.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement : condit. nel.	emprisonnement : sans condition, plus de 6 mois.	emprisonnement : sans condition, 6 mois et moins.	l'amende : condit. nelle.	l'amende : simple.	CONDAMNÉS accessoirement à : la surveillance de la police.	accessoirement à : l'interdiction de droits civils et politiques.	accessoirement à : la mise à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Infractions prévues par des lois spéciales.												
Alcool (Prohibition de l'). A. L. 15 novembre 1918	340	28	35	277	1	—	11	85	180	—	—	—
Id. id. L. 29 août 1919, art. 12 et 14	12	—	11	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Armes de guerre (Port illégal d'). L. 26 mai 1876	127	12	14	101	—	—	2	51	48	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858. AA. RR. 31 mai 1885, 1er mars 1888, 2 août 1902, 10 avril 1906, 25 février 1913, 24 octobre 1919, etc.	12	3	1	8	—	—	—	2	6	—	—	—
Assistance judiciaire et procédure gratuite. L. 30 juillet 1899	2	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	6	—	3	3	—	—	—	—	3	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, — sauf l'article 31	1,920	52	320	1,548	24	—	112	791	621	—	—	—
Chemins de fer de l'État, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	15	1	1	13	—	—	—	6	7	—	—	—
Collectes non autorisées. L. 6 mars 1818. A. R. 22 septembre 1823	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. L. 1er avril 1879	22	19	1	2	—	—	1	—	1	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	96	7	2	87	—	—	6	9	72	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V.												
Enfance. (Protection de l') — Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888.	4	—	—	4	—	—	2	—	2	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	10	—	7	3	—	—	—	2	1	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans à des travaux excédant ses forces. L. 15 mai 1912, art. 62	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 63	11	—	2	9	1	—	6	—	2	—	—	—
Établissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	26	2	3	21	—	—	—	5	16	—	—	—
Étrangers (Rupture de ban d'expulsion). L. 12 février 1897	39	1	2	36	—	—	36	—	—	—	—	—
Guerre — Alimentation des populations (Mesures destinées à assurer ou à faciliter l'). L. 4 août 1914. A. L. 5 novembre 1918. L. 11 octobre 1919 et arrêtés pris en exécution	6,060	309	1,369	4,382	85	1	221	631	3,444	—	—	—
Guerre — Biens et intérêts appartenant à des sujets des nations ennemies (déclaration et mise sous séquestre). A. L. 10 novembre 1918	15	3	10	2	—	—	—	—	2	—	—	—
Guerre — Dépossession effectuée par l'ennemi (Participation aux mesures de). A. L. 31 mai 1917. A. R. 15 mars 1919	203	8	115	80	4	15	30	10	21	—	8	—
Guerre — État de guerre et état de siège (Infractions aux dispositions prises à raison de l'). A. L. 11 octobre 1916. A. R. du 11 octobre 1916 et arrêtés pris en exécution	720	85	81	554	9	2	6	222	315	—	—	—
Guerre — État de guerre et état de siège (publication d'écrits ou images ou diffusion d'informations et renseignements de nature à favoriser l'ennemi ou à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit des armées et des populations). A. L. 11 octobre 1916, art. 8 et 11.	2	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—
Guerre — Monnaies (Mesures relatives à l'introduction, la détention et la circulation des). A. L. 22 octobre 1918 et 24 octobre 1918	103	—	37	66	—	3	24	3	36	—	—	—
Guerre — Relations d'ordre économique avec l'ennemi (Interdiction des). A. L. 10 décembre 1916. AA. RR. 19 avril 1919 et 9 août 1919	8	—	—	8	—	1	5	—	2	—	—	—
Guerre — Valeurs et marchandises (Exportation, transit, importation et commerce des). A. L. 7 novembre 1918 prorogé par L. 6 octobre 1919. AA. RR. 11 décembre 1918, 28 mars 1919 et 3 mai 1919.	91	3	6	82	6	—	66	—	10	—	—	—
Impôts (Lois et règlements concernant les)	440	29	66	345	14	204	63	2	62	—	—	—
Infraction rurales. Code rural. L. 7 octobre 1886. Échardonnage. Échenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	23	—	3	20	—	—	—	7	13	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	45	2	10	33	—	—	5	10	18	—	—	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	297	31	82	184	6	—	23	16	139	—	—	—
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L. 4 mai 1930. A. R. 20 octobre 1903. A. R. 3 février 1919	3	—	1	2	—	—	—	—	2	—	—	—
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 2 mai 1837, 5 juin 1911 coordonnées, A. R. 28 avril 1884, 13 décembre 1895, 23 juin 1908, 28 août 1911	267	—	6	261	—	—	2	166	93	—	—	—
Organisation militaire	74	1	3	70	—	—	—	26	44	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	755	81	69	605	8	—	12	306	279	—	—	—
Police maritime	18	—	4	14	1	—	13	—	—	—	—	7
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	205	2	7	196	—	—	—	83	113	—	—	—
Id. id. id. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	18	1	—	17	—	—	—	10	7	—	—	—
Population (Registre de la). L. 2 juin 1856. A. R. 30 décembre 1900. A. R. 6 février 1919	4	—	—	4	—	—	—	—	4	—	—	—

1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires. Total des condamnés de la 1re catégorie	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement : condit. nel.	emprisonnement : sans condition, plus de 6 mois.	emprisonnement : sans condition, 6 mois et moins.	l'amende : condit. nelle.	l'amende : simple.	CONDAMNÉS accessoirement à : la surveillance de la police.	accessoirement à : l'interdiction de droits civils et politiques.	accessoirement à : la mise à la disposition du gouvernement.	2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende. Total des condamnés de la 2e catégorie	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement : condit. nel.	emprisonnement : sans condition, plus de 6 mois.	emprisonnement : sans condition, 6 mois et moins.	l'amende : condit. nelle.	l'amende : simple.	CONDAMNÉS accessoirement à : la surveillance de la police.	accessoirement à : l'interdiction de droits civils et politiques.	accessoirement à : la mise à la disposition du gouvernement.
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
220	1	—	6	81	132	—	—	—	6	—	—	—	4	2	—	—	—
—	—	—	1	51	32	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—
84	—	—	1	51	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6	—	—	—	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1,024	24	—	23	781	196	—	—	—	16	—	—	2	10	4	—	—	—
11	—	—	—	6	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
61	—	—	3	9	49	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
14	—	—	—	5	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
13	—	—	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3,611	83	1	170	625	2,732	—	—	—	64	2	—	4	6	52	—	—	—
2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
53	4	7	17	10	15	—	4	—	2	—	1	—	—	1	—	1	—
406	9	2	3	221	171	—	—	—	5	—	—	—	1	4	—	—	—
2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
57	—	3	20	3	31	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—
7	—	1	5	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
59	6	—	43	—	10	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
222	12	131	41	2	33	—	—	—	10	2	4	1	—	3	—	—	—
11	—	—	—	7	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
20	—	—	—	10	10	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
104	6	—	6	16	76	—	—	—	8	—	—	1	—	7	—	—	—
2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
204	—	—	—	165	39	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
52	—	—	—	26	26	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
417	8	—	8	394	97	—	—	—	5	—	—	—	2	3	—	—	—
6	1	—	5	—	—	—	—	(1) 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
170	—	—	—	83	87	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
14	—	—	—	10	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) Condamnés à l'embarquement sur un bâtiment de l'Etat.

XIX (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1919, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	Total des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'amende.	CONDAMNÉS accessoirement à la surveillance de la police.	CONDAMNÉS accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques.	CONDAMNÉS accessoirement à la mise à la disposition du gouvernement.	Total des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'amende.	CONDAMNÉS accessoirement à la surveillance de la police.	CONDAMNÉS accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques.	CONDAMNÉS accessoirement à la mise à la disposition du gouvernement.	Total des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'amende.	CONDAMNÉS accessoirement à la surveillance de la police.	CONDAMNÉS accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques.	CONDAMNÉS accessoirement à la mise à la disposition du gouvernement.	Total des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'amende.	CONDAMNÉS accessoirement à la surveillance de la police.	CONDAMNÉS accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques.	CONDAMNÉS accessoirement à la mise à la disposition du gouvernement.
32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
Infractions prévues par des lois spéciales.																												
Alcool (Prohibition de l'). A. L. 15 novembre 1918	34	—	3	31	—	—	—	9	—	1	8	—	—	—	7	—	1	6	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Id. id. L. 29 août 1919, art. 12 et 14	11	—	1	10	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes de guerre (Port illégal d'). L. 26 mai 1876								3	—	—	3	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858. AA. RR. 31 mai 1885. 1er mars 1888, 2 août 1902, 10 avril 1906, 25 février 1913, 24 octobre 1919, etc.	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assistance judiciaire et procédure gratuite. L. 30 juillet 1899	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, — sauf l'article 31	291	—	37	254	—	—	—	129	—	26	103	—	—	—	69	—	20	49	—	—	—	19	—	4	15	—	—	—
Chemins de fer de l'État, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées: L. 6 mars 1818. A. R. 22 septembre 1823	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. L. 1er avril 1879	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	24	—	3	21	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l') — Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l') — Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888.	3	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l') — Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans à des travaux excédant ses forces. L. 15 mai 1912, art. 62	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 63	5	—	3	2	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Établissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	6	—	—	6	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Étrangers (Rupture de ban d'expulsion). L. 12 février 1897	2	—	2	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	16	—	16	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—
Guerre — Alimentation des populations (Mesures destinées à assurer ou à faciliter l'). L. 4 août 1914. A. L. 5 novembre 1918. L. 11 octobre 1919 et arrêtés pris en exécution	555	—	35	520	—	—	—	108	—	9	99	—	—	—	42	—	2	40	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—
Guerre — Biens et intérêts appartenant à des sujets des nations ennemies (déclaration et mise sous séquestre). A. L. 10 novembre 1918	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre — Dépossession effectuée par l'ennemi (Participation aux mesures de). A. L. 31 mai 1917. A. R. 15 mars 1919	15	3	8	4	—	2	—	5	—	4	1	—	—	—	4	3	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—
Guerre — État de guerre et état de siège (Infractions aux dispositions prises à raison de l'). A. L. 11 octobre 1916, A. R. du 11 octobre 1916 et arrêtés pris en exécution	88	—	1	87	—	—	—	44	—	2	42	—	—	—	10	—	—	10	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Guerre — État de guerre et état de siège (publication d'écrits ou images ou diffusion d'informations et renseignements de nature à favoriser l'ennemi ou à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit des armées et des populations). A.L. 11 octobre 1916, art. 8 et 11.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre — Monnaies (Mesures relatives à l'introduction, la détention et la circulation des). A. L. 22 octobre 1918 et 24 octobre 1918	5	—	2	3	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre — Relations d'ordre économique avec l'ennemi (Interdiction des). A. L. 10 décembre 1916. AA. RR. 19 avril 1919 et 9 août 1919	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre — Valeurs et marchandises (Exportation, transit, importation et commerce des). A. L. 7 novembre 1918 prorogé par L. 6 octobre 1919. AA. RR. 11 décembre 1918, 28 mars 1919 et 3 mai 1919.	14	—	11	—	—	—	—	7	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Impôts (Lois et règlements concernant les)	50	29	11	10	—	—	—	36	25	2	9	—	—	—	23	12	5	6	—	—	—	4	3	—	1	—	—	—
Infractions rurales, Code rural. L. 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	8	—	—	8	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	6	—	2	4	—	—	—	4	—	2	2	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	40	—	4	36	—	—	—	21	—	6	15	—	—	—	7	—	4	3	—	—	—	4	—	2	2	—	—	—
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L. 4 mai 1900. A. R. 20 octobre 1903. A. R. 3 février 1919	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810. 2 mai 1837. 5 juin 1911 coordonnées. A. R. 28 avril 1884. 13 décembre 1895, 23 juin 1908, 28 août 1911	31	—	1	30	—	—	—	22	—	1	21	—	—	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	8	—	—	8	—	—	—	5	—	—	5	—	—	—	4	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	125	—	3	122	—	—	—	32	—	1	31	—	—	—	21	—	—	21	—	—	—	5	—	—	5	—	—	—
Police maritime	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	—	—	—	(1) 1	2	—	2	—	—	—	(1) 2	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	21	—	—	21	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Population (Registre de la). L. 2 juin 1856. A. R. 30 décembre 1900. A. R. 6 février 1919	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) Condamnés à l'embarquement sur un bâtiment de l'Etat.

XIX (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1919, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Total des prévenus.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Récapitulation (Les 6 catégories réunies)						1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires.										2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.									
				Total des condamnés.	CONDAMNÉS					Total des condamnés de la 1re catégorie	CONDAMNÉS									Total des condamnés de la 2e catégorie	CONDAMNÉS								
					en ordre principal à						en ordre principal à					accessoirement à						en ordre principal à					accessoirement à		
					l'emprisonnement			l'amende			l'emprisonnement			l'amende							l'emprisonnement			l'amende				
						sans condition						sans condition											sans condition						
					conditionnel.	plus de 6 mois.	6 mois et moins	conditionnelle.	simple.		conditionnel.	plus de 6 mois.	6 mois et moins	conditionnelle.	simple.	la surveillance de la police.	l'interdiction de droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.				conditionnel.	plus de 6 mois.	6 mois et moins	conditionnelle.	simple.	la surveillance de la police.	l'interdiction de droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
Postes	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. Décret 20 juillet 1831, art. 13	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	5	—	1	4	—	1	1	—	2	—	—	—	2	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux sur la police des filles publiques	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	—	—	—
Règlements communaux sur d'autres objets	76	5	25	46	—	—	1	3	42	—	—	—	28	—	—	1	3	24	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements provinciaux	6	—	1	5	3	—	—	1	1	—	—	—	(1) 4	3	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	19	2	5	12	—	—	10	—	2	—	—	—	9	—	—	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales (Lois coordonnées sur les). Code de commerce. Livre I, Titre IX, art. 175 à 183	7	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État (Délits contre la). Avoir favorisé la désertion d'individus appartenant aux armées de terre et de mer. L. 12 décembre 1817, art. 1er	8	—	3	5	—	1	1	—	3	—	—	—	4	—	1	—	—	3	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	12	—	1	11	—	—	—	1	10	—	—	—	8	—	—	—	1	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	8	—	3	5	—	—	—	1	4	—	—	—	5	—	—	—	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899. A. R. 30 et 31 mars 1903, etc.	2	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Travail des femmes et des enfants. A. R. du 28 février 1919 coordonnant les dispositions de la loi du 26 mai 1914 avec celles des lois des 13 décembre 1889 et 10 août 1911 qui restent en vigueur	3	—	1	2	—	—	—	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vente de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	5	—	—	5	—	—	—	3	2	—	—	—	4	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION																													
Crimes correctionnalisés	6,476	1,106	1,046	4,324	701	2,032	1,580	9	2	174	323	11	2,412	683	920	800	8	1	47	162	11	63	18	23	20	1	1	3	5	—
Délits prévus par le Code pénal	34,699	2,963	6,736	25,000	3,125	1,692	7,406	5,906	6,871	48	183	21	17,214	3,058	823	3,612	5,785	3,936	10	102	21	491	67	29	118	121	156	2	3	—
Contraventions de police	281	32	40	209	2	—	5	65	137	—	—	—	150	2	—	2	65	81	—	—	—	5	—	—	—	—	5	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	12,152	689	2,320	9,143	162	230	659	2,455	5,637	—	8	7	6,928	158	148	378	2,431	3,813	—	4	4	130	4	5	10	24	87	—	1	—
TOTAUX	53,608	4,790	10,142	38,676	3,990	3,954	9,650	8,435	12,647	222	514	39	26,704	3,901	1,891	4,792	8,289	7,831	57	268	36	689	89	57	148	146	249	5	9	—
Infractions forestières	5,350	245	331	4,774																									
TOTAUX	58,958	5,035	10,473	43,450																									

(1) Dont 3 individus condamnés par le tribunal correctionnel de Charleroi par application d'un arrêté de la Députation permanente du Hainaut. (Loi provinciale, art. 85 et 107).

XIX (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1919, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement d'une durée totale inférieure à un mois.						
	Total des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'amende.	CONDAMNÉS accessoirement à la surveillance de la police.	CONDAMNÉS accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques.	CONDAMNÉS accessoirement à la mise à la disposition du gouvernement.
32	33	34	35	36	37	38	39
Postes	—	—	—	—	—	—	—
Presse. Décret 20 juillet 1831, art. 13.	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux sur la police des filles publiques.	1	—	—	1	—	—	—
Règlements communaux sur d'autres objets	13	—	—	13	—	—	—
Règlements provinciaux	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales (Lois coordonnées sur les). Code de commerce. Livre I, Titre IX, art. 175 à 183	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État (Délits contre la). Avoir favorisé la désertion d'individus appartenant aux armées de terre et de mer. L. 12 décembre 1817, art. 1er.	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899. A. R. 30 et 31 mars 1903, etc.	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Travail des femmes et des enfants. A. R. du 28 février 1919 coordonnant les dispositions de la loi du 26 mai 1914 avec celles des lois des 13 décembre 1889 et 10 août 1911 qui restent en vigueur	1	—	—	1	—	—	—
Vente de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION							
Crimes correctionnalisés	510	218	292	—	8	31	—
Délits prévus par le Code pénal	3,397	203	1,425	1,769	3	24	—
Contraventions de police	32	—	1	31	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	1,368	32	132	1,204	—	2	—
TOTAUX.	5,307	453	1,850	3,004	11	57	—

NATURE DES INFRACTIONS.	4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.						
	Total des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'amende.	CONDAMNÉS accessoirement à la surveillance de la police.	CONDAMNÉS accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques.	CONDAMNÉS accessoirement à la mise à la disposition du gouvernement.
40	41	42	43	44	45	46	
Postes	—	—	—	—	—	—	—
Presse. Décret 20 juillet 1831, art. 13.	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	1	—	—	1	—	—	—
Règlements communaux sur la police des filles publiques.	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux sur d'autres objets	1	—	—	1	—	—	—
Règlements provinciaux	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	2	—	—	2	—	—	—
Sociétés commerciales (Lois coordonnées sur les). Code de commerce. Livre I, Titre IX, art. 175 à 183	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État (Délits contre la). Avoir favorisé la désertion d'individus appartenant aux armées de terre et de mer. L. 12 décembre 1817, art. 1er.	1	—	1	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	1	—	—	1	—	—	—
Travail (Organisation du) — Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899. A. R. 30 et 31 mars 1903, etc.	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Travail des femmes et des enfants. A. R. du 28 février 1919 coordonnant les dispositions de la loi du 26 mai 1914 avec celles des lois des 13 décembre 1889 et 10 août 1911 qui restent en vigueur	—	—	—	—	—	—	—
Vente de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION							
Crimes correctionnalisés	580	328	252	—	27	54	—
Délits prévus par le Code pénal	2,025	208	1,146	671	2	22	—
Contraventions de police	11	—	1	10	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	456	25	70	355	—	—	1
TOTAUX.	3,072	561	1,475	1,036	29	76	1

NATURE DES INFRACTIONS.	5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.						
	Total des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'amende.	CONDAMNÉS accessoirement à la surveillance de la police.	CONDAMNÉS accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques.	CONDAMNÉS accessoirement à la mise à la disposition du gouvernement.
47	48	49	50	51	52	53	
Postes	—	—	—	—	—	—	—
Presse. Décret 20 juillet 1831, art. 13.	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux sur la police des filles publiques.	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux sur d'autres objets	(1) 1	—	—	1	—	—	—
Règlements provinciaux	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	1	—	1	—	—	—	—
Sociétés commerciales (Lois coordonnées sur les). Code de commerce. Livre I, Titre IX, art. 175 à 183	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État (Délits contre la). Avoir favorisé la désertion d'individus appartenant aux armées de terre et de mer. L. 12 décembre 1817, art. 1er.	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	1	—	—	1	—	—	—
Travail (Organisation du) — Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899. A. R. 30 et 31 mars 1903, etc.	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Travail des femmes et des enfants. A. R. du 28 février 1919 coordonnant les dispositions de la loi du 26 mai 1914 avec celles des lois des 13 décembre 1889 et 10 août 1911 qui restent en vigueur	—	—	—	—	—	—	—
Vente de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION							
Crimes correctionnalisés	550	378	172	—	55	48	—
Délits prévus par le Code pénal	1,340	270	786	284	10	17	—
Contraventions de police	10	—	1	9	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	218	15	53	150	—	—	2
TOTAUX.	2,118	663	1,012	443	65	65	2

NATURE DES INFRACTIONS.	6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	Total des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS en ordre principal à l'amende.	CONDAMNÉS accessoirement à la surveillance de la police.	CONDAMNÉS accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques.	CONDAMNÉS accessoirement à la mise à la disposition du gouvernement.
54	55	56	57	58	59	60	
Postes	—	—	—	—	—	—	—
Presse. Décret 20 juillet 1831, art. 13.	1	1	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux sur la police des filles publiques.	1	—	—	1	—	—	—
Règlements communaux sur d'autres objets	—	—	—	—	—	—	—
Règlements provinciaux	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales (Lois coordonnées sur les). Code de commerce. Livre I, Titre IX, art. 175 à 183	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État (Délits contre la). Avoir favorisé la désertion d'individus appartenant aux armées de terre et de mer. L. 12 décembre 1817, art. 1er.	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899. A. R. 30 et 31 mars 1903, etc.	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Travail des femmes et des enfants. A. R. du 28 février 1919 coordonnant les dispositions de la loi du 26 mai 1914 avec celles des lois des 13 décembre 1889 et 10 août 1911 qui restent en vigueur	—	—	—	—	—	—	—
Vente de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION							
Crimes correctionnalisés	209	105	44	—	34	23	—
Délits prévus par le Code pénal	533	159	319	55	21	15	—
Contraventions de police	1	—	—	1	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	43	5	10	28	—	1	—
TOTAUX.	786	329	373	84	55	39	—

(1) 1 individu condamné par le tribunal correctionnel de Nivelles par application d'un arrêté de la Députation permanente du Brabant (Loi provinciale. art. 85 et 107).

XIX (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1919, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Total des prévenus.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Récapitulation. (Les 6 catégories réunies). Total des condamnés.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement conditionnel.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement sans condition.	CONDAMNÉS à l'amende conditionnelle.	CONDAMNÉS à l'amende sans condition.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires. Total des condamnés de la 1re catégorie.	1re Cat. CONDAMNÉS à l'emprisonnement conditionnel.	1re Cat. CONDAMNÉS à l'emprisonnement sans condition.	1re Cat. CONDAMNÉS à l'amende conditionnelle.	1re Cat. CONDAMNÉS à l'amende sans condition.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Crimes correctionnalisés (Tentatives de)													
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, violences ou menaces, 467 à 470	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.													
Abus de confiance, 491	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	19	5	8	6	—	2	2	2	5	—	2	2	1
Comestibles, boissons, falsification, 500-501. L 4 août 1890, art. 4	11	—	7	4	—	1	—	3	4	—	1	—	3
Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	57	5	17	35	1	—	13	21	26	1	—	13	12
Coups involontaires, 420	3	1	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, 545-546	3	—	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—
Objets trouvés, trésor, détournement, 508	4	—	1	3	—	—	—	3	3	—	—	—	3
Outrages envers : un membre des chambres législatives, 275	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un ministre ou un magistrat, 275													
Outrages envers : un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	10	2	1	7	—	—	1	6	6	—	—	1	5
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271-272	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—
Recel de choses enlevées ou détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	7	—	4	3	—	—	1	2	3	—	—	1	2
Vol, 463, 464, 466	33	5	7	21	—	—	10	11	13	—	—	10	3
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	31	20	7	4	—	—	—	4	—	—	—	—	—
Contraventions de police.													
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés. (Vente, débit, exposition en vente de), art. 561, 2° et 3°	6	—	1	5	—	—	—	5	3	—	—	—	3
Autres contraventions	149	29	30	90	1	11	33	45	64	1	3	33	27
Infractions prévues par des lois spéciales.													
Armes de guerre (Port illégal d'). L. 26 mai 1876	2	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900 sauf art. 31	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, L. 24 juin 1885, L. 25 juillet 1891, etc.	29	9	4	16	—	—	7	9	15	—	—	7	8
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5), etc.	8	—	7	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1
Denrées alimentaires. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4, § final de la loi du 4 août 1890.	2	—	—	2	—	—	—	2	2	—	—	—	2
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	2	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Guerre. Alimentation des populations (Mesures destinées à assurer ou à faciliter l'). L. 4 août 1914, A. L. 5 novembre 1918, L. 11 octobre 1919 et arrêtés pris en exécution.	5	3	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1
Impôts (Lois et règlements concernant les)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales, Code rural, 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	21	6	6	9	—	1	3	5	5	—	—	3	2
Ivresse publique. L. 16 août 1887	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902 sauf art. 8	3	—	—	3	—	—	—	3	3	—	—	—	3

2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende. Total des condamnés de la 2e catégorie.	2e Cat. CONDAMNÉS à l'emprisonnement conditionnel.	2e Cat. CONDAMNÉS à l'emprisonnement sans condition.	2e Cat. CONDAMNÉS à l'amende conditionnelle.	2e Cat. CONDAMNÉS à l'amende sans condition.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement d'une durée totale inférieure à un mois. Total des condamnés de la 3e catégorie.	3e Cat. CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	3e Cat. CONDAMNÉS à l'amende.	4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois. Total des condamnés de la 4e catégorie.	4e Cat. CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	4e Cat. CONDAMNÉS à l'amende.	5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans. Total des condamnés de la 5e catégorie.	5e Cat. CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	5e Cat. CONDAMNÉS à l'amende.	6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle. Total des condamnés de la 6e catégorie.	6e Cat. CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	6e Cat. CONDAMNÉS à l'amende.
15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	—	—	2	7	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3	—	—	—	3	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	1	—	1	2	—	2	1	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	2	—	2	10	5	5	1	1	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1919, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Total des prévenus.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Récapitulation. (Les 6 catégories réunies.) Total des condamnés.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement conditionnel.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement sans condition.	CONDAMNÉS à l'amende conditionnelle.	CONDAMNÉS à l'amende sans condition.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires. Total des condamnés de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement conditionnel.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement sans condition.	CONDAMNÉS à l'amende conditionnelle.	CONDAMNÉS à l'amende sans condition.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903, modifiant L. 4 mai 1900, A. R. 20 octobre 1903. A. R. 3 février 1919	14	1	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891. L. 15 mai 1912, art. 63	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1885, 28 décembre 1877, etc.	4	1	1	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—
Police sanitaire des animaux domestiques: L. 30 décembre 1882	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—
Police sanitaire des animaux domestiques : Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	2	—	—	2	—	—	2	—	1	—	—	1	—
Règlements communaux — Police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	49	7	—	42	—	4	10	28	33	—	4	10	19
Règlements communaux — Police des filles publiques (sur la)	8	1	3	4	—	1	—	3	4	—	1	—	3
Règlements communaux — Autres objets (sur d')	60	5	39	16	—	2	2	12	8	—	—	2	6
Règlements provinciaux	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Salubrité publique	1	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1
Témoins défaillants C. I. C. art. 80	2	—	—	2	—	—	—	2	2	—	—	—	(1) 2
Tramways. A. R. 2 décembre 1902	3	—	—	3	—	—	2	1	3	—	—	2	1
Voirie, roulage, messageries	20	1	11	8	—	1	—	7	4	—	—	—	(2) 4
RÉCAPITULATION													
Crimes correctionnalisés (Tentatives de)	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits prévus par le Code pénal	186	43	54	89	1	3	29	56	62	1	3	29	29
Contraventions de police	155	29	31	95	1	11	33	50	67	1	3	33	30
Infractions prévues par des loi spéciales	243	35	91	117	—	9	28	80	85	—	5	27	53
Totaux	(4) 586	107	178	(4) 301	2	23	90	186	(5) 214	2	11	89	112
Infractions forestières	4	2	2	—									
Totaux	590	109	180	301									
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE													
Crimes correctionnalisés jugés en premier ressort	6,476	1,106	1,046	4,324	701	3,612	9	2	2,412	683	1,720	8	1
Délits prévus par le Code pénal jugés en premier ressort	34,699	2,963	6,736	25,000	3,125	9,098	5,906	6,871	17,214	3,058	4,435	5,785	3,936
Contraventions de police jugées en premier ressort	281	32	40	209	2	5	65	137	150	2	2	65	81
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en premier ressort	12,152	689	2,320	9,143	162	889	2,455	5,637	6,928	158	526	2,431	3,813
Totaux	53,608	4,790	10,142	38,676	3,990	13,604	8,435	12,647	26,704	3,901	6,683	8,289	7,831
Crimes correctionnalisés (Tentatives de) jugées en degré d'appel	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits prévus par le Code pénal jugés en degré d'appel	186	43	54	89	1	3	29	56	62	1	3	29	29
Contraventions de police jugées en degré d'appel	155	29	31	95	1	11	33	50	67	1	3	33	30
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en degré d'appel	243	35	91	117	—	9	28	80	85	—	5	27	53
Totaux	586	107	178	301	2	23	90	186	214	2	11	89	112
Total des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	54,194	4,897	10,320	38,977	3,992	13,627	8,525	12,833	26,918	3,903	6,694	8,378	7,943
Infractions forestières jugées en premier ressort	5,350	245	331	4,774									
Id. id. id. en degré d'appel	4	2	2	—									
Totaux généraux	59,548	5,144	10,653	43,751									

2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende. Total des condamnés de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS à l'empri-sonnement conditionnel.	CONDAMNÉS à l'empri-sonnement sans condition.	CONDAMNÉS à l'amende conditionnelle.	CONDAMNÉS à l'amende sans condition.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement d'une durée totale inférieure à un mois. Total des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.	4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois. Total des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.	5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans. Total des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.	6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle. Total des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.
15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	7	—	7	1	—	1	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	6	2	4	1	—	1	1	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	4	(3) 1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8	—	—	—	8	15	—	15	3	—	3	1	—	1	—	—	—
3	—	—	—	3	14	2	12	10	5	5	1	1	—	—	—	—
2	—	—	1	1	26	4	22	2	—	2	2	—	2	—	—	—
13	—	—	1	12	(6) 55	6	49	15	5	10	4	1	3	—	—	—
63	18	43	1	1	510	510	—	580	580	—	550	550	—	209	209	—
491	67	147	121	156	3,397	1,628	1,769	2,025	1,354	671	1,340	1,056	284	533	478	55
5	—	—	—	5	32	1	31	11	1	10	10	1	9	1	—	1
130	4	15	24	87	1,368	164	1,204	456	101	355	218	68	150	43	15	28
689	89	205	146	249	5,307	2,303	3,004	3,072	2,036	1,036	2,118	1,675	443	786	702	84
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8	—	—	—	8	15	—	15	3	—	3	1	—	1	—	—	—
3	—	—	—	3	14	2	12	10	5	5	1	1	—	—	—	—
2	—	—	1	1	26	4	22	2	—	2	2	—	2	—	—	—
13	—	—	1	12	55	6	49	15	5	10	4	1	3	—	—	—
702	89	205	147	261	5,362	2,309	3,053	3,087	2,041	1,046	2,122	1,676	446	786	702	84

(1) 2 individus condamnés à 26 francs. — (2) Dont 1 individu condamné à 26 francs. — (3) 1 individu condamné à 8 jours. — (4) Non compris 5 individus mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques. — (5) Non compris 3 individus mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques. — (6) Non compris 2 individus mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques.

XX. — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919,

classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Bruxelles							Louvain						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés. Total.	dont : Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Prévenus non condamnés. Acquittés.	Prévenus condamnés. Total.	dont : à l'emprisonnement.	dont : à l'amende.	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés. Total.	dont : Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Prévenus non condamnés. Acquittés.	Prévenus condamnés. Total.	dont : à l'emprisonnement.	dont : à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.														
Crimes correctionnalisés.														
Infanticide, 396	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Coups et blessures avec préméditation, ayant causé une maladie incurable, 400, § 2	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	18	2	—	2	16	16	—	2	—	—	—	2	2	—
Chemins de fer. — Obstacle à la circulation des convois, 406-408	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces : sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er (Loi 15 mai 1912, art. 48, § 1er.)	35	6	—	6	29	29	—	8	1	1	—	7	7	—
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces : sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1er, 377, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er, 52, § 2.)	2	—	—	—	2	2	—	1	—	—	—	1	1	—
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces : par ascendant, sur mineur non émancipé par le mariage, 372, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 2)	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	1	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces : sur mineur de plus de 16 ans, 373, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	1	—	—	—	1	1	—	2	—	—	—	2	2	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces : sur mineur de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 3.)	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	1	—
Viol : sur personne de plus de 16 ans, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol : sur personne de plus de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5.)	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol : sur personne de plus de 16 ans, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol : sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 375, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche : de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 379, § 2	6	5	—	5	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche : id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 2, 381	3	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement : sans le consentement de la femme, 348	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement : du id. id. par des médecins, chirurgiens etc., 350, 353	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement : du consentement de la femme, ayant causé la mort, 352	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement : id. id. id. ayant causé la mort, par des médecins, chirurgiens, etc., 352, 353	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bigamie, 391	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État (Crime contre la). Dénonciation méchante à l'ennemi, 121*bis*, § 2. (A. L. 8 avril 1917.)	25	1	—	1	24	24	—	13	2	—	2	11	11	—
Incendie : de lieux habités, 510	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie : id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie : de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 529	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces dans une maison habitée, 530	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission), 160, 161, 164, 168	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures, 194 à 197	80	22	10	12	58	58	—	6	1	—	1	5	5	—
Effets publics, billets de banque; contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176	25	3	—	3	22	22	—	—	—	—	—	—	—	—
Timbres, poinçons, marques de pays étrangers; contrefaçon, falsification, usage, 186	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	3	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	5	—	—	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, violences ou menaces, 467 à 470	634	89	38	51	545	545	—	264	149	91	55	115	114	1
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes, 471 à 474	25	2	—	2	23	23	—	30	1	—	1	29	29	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime, 506	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Association de malfaiteurs, 323, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS	Nivelles							Anvers							Malines						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés. Total.	dont : Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Prévenus non condamnés. Acquittés.	Prévenus condamnés. Total.	dont : à l'emprisonnement.	dont : à l'amende.	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés. Total.	dont : Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Prévenus non condamnés. Acquittés.	Prévenus condamnés. Total.	dont : à l'emprisonnement.	dont : à l'amende.	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés. Total.	dont : Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Prévenus non condamnés. Acquittés.	Prévenus condamnés. Total.	dont : à l'emprisonnement.	dont : à l'amende.
16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3	1	—	1	2	2	—	2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1	—	—	—	1	1	—	10	5	—	5	5	5	—	3	1	—	1	2	2	—	
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	
1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	1	1	—	
1	—	—	—	1	1	—	4	1	—	1	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	
7	4	—	4	3	3	—	22	3	—	3	19	19	—	8	2	—	2	6	6	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	1	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
7	2	1	1	5	5	—	7	3	2	1	4	4	—	2	1	—	1	1	1	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	
249	107	75	32	142	141	1	203	29	14	15	174	174	—	165	46	2	44	119	119	—	
13	3	—	3	10	10	—	8	—	—	—	8	8	—	11	3	—	3	8	8	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5	—	—	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Turnhout							Mons						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.														
Crimes correctionnalisés.														
Infanticide, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation, ayant causé une maladie incurable, 400, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer. — Obstacle à la circulation des convois, 406-408	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er (Loi 15 mai 1912, art. 48, § 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	1	2	2	—
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1er, 377, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er, 52, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces — par ascendant, sur mineur non émancipé par le mariage, 372, §2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 2)	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces — sur mineur de plus de 16 ans, 373, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	2	—	—	—	2	2	—	2	—	—	—	2	2	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces — sur mineur de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 3.)	2	—	—	—	2	2	—	3	—	—	—	3	3	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	4	4	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 375, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 379, § 2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—
Excitation à la débauche — id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 2, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — sans le consentement de la femme, 348	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — du id. id. par des médecins, chirurgiens, etc., 350, 353	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — du consentement de la femme, ayant causé la mort, 352	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Avortement — id. id. id. ayant causé la mort, par des médecins, chirurgiens, etc., 352, 353	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Bigamie, 391	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Sûreté de l'État (Crime contre la). Dénonciation méchante à l'ennemi, 121bis, § 2. (A. L. 8 avril 1917.)	10	7	—	7	3	3	—	8	4	—	4	4	4	—
Incendie — de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 529	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces dans une maison habitée, 530	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission), 160, 161, 164, 168	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures, 194 à 197	3	2	1	1	1	1	—	22	16	—	16	6	6	—
Effets publics, billets de banque; contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Timbres, poinçons, marques de pays étrangers; contrefaçon, falsification, usage, 186	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, violences ou menaces, 467 à 470	57	19	5	14	38	38	—	324	60	1	59	264	263	1
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes, 471 à 474	3	1	—	1	2	2	—	7	—	—	—	7	7	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime, 506	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Association de malfaiteurs, 323, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS.	Charleroi							Tournal							Gand						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	1	1	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
18	6	3	3	12	12	—	1	1	—	1	—	—	—	10	4	—	4	6	6	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	6	4	—	4	2	2	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	1	1	—
2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—
8	3	—	3	5	5	—	3	1	—	1	2	2	—	1	—	—	—	1	1	—
5	—	—	—	5	5	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	2	—	2	2	2	—	7	—	—	—	7	7	—	31	9	—	9	22	21	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
51	14	5	9	37	37	—	3	—	—	—	3	3	—	8	2	2	—	6	6	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
617	197	16	181	420	420	—	110	57	22	35	53	49	4	281	45	31	14	236	235	1
134	119	119	—	15	15	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	—	—	6	6	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Audenarde							Termonde						
	Total des prévenus	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.														
Crimes correctionnalisés.														
Infanticide, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation, ayant causé une maladie incurable, 400, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer. — Obstacle à la circulation des convois, 406-408	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces : sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er. (Loi 15 mai 1912, art. 48, § 1er.)	1	—	—	—	1	1	—	5	1	—	1	4	4	—
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces : sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1er, 377, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er, 52, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces : par ascendant, sur mineur non émancipé par le mariage, 372, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces : sur mineur de plus de 16 ans, 373, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	2	1	—	1	1	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces : sur mineur de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 3.)	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—	—
Viol : sur personne de plus de 16 ans, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er.)	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol : sur personne de plus de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5.)	1	—	—	—	1	1	—	2	1	—	1	1	1	—
Viol : sur personne de plus de 16 ans, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol : sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 375, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche : de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 379, § 2. id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 2, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement : sans le consentement de la femme, 348	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement : du id. id. par des médecins, chirurgiens, etc., 350, 353	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement : du consentement de la femme, ayant causé la mort, 352	2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement : id. id. id. ayant causé la mort, par des médecins, chirurgiens, etc., 352, 353.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bigamie, 391	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État (Crime contre la). Dénonciation méchante à l'ennemi, 121*bis*, § 2. (A. L. 8 avril 1917.)	5	4	—	4	1	1	—	3	1	—	1	2	2	—
Incendie de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512	—	—	—	—	—	—	—	7	6	—	6	1	1	—
Destruction de constructions, 521	—	—	—	—	—	—	—	5	4	3	1	1	1	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 529	15	15	—	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces dans une maison habitée, 530	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission). 160, 161, 164, 168	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures, 194 à 197	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	1	3	3	—
Effets publics, billets de banque; contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Timbres, poinçons, marques de pays étrangers; contrefaçon, falsification, usage, 186	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, violences ou menaces, 467 à 470	104	38	26	12	66	66	—	518	355	302	53	163	163	—
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes, 471 à 474	4	1	—	1	3	3	—	13	1	—	1	12	12	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime, 506	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Association de malfaiteurs, 323, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS.	Bruges							Courtrai							Furnes							
	Total des prévenus	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	1	1	—	4	4	—	4	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
1	1	—	1	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	1	—	3	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	25	24	—	24	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	2	2	—	2	2	—	3	2	1	1	1	1	—	3	—	—	—	3	3	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
261	154	126	28	107	107	—	107	41	13	28	66	66	—	25	4	1	3	21	21	—
8	1	—	1	7	7	—	9	5	—	5	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Ypres							Liége						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.														
Crimes correctionnalisés.														
Infanticide, 396	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—
Coups et blessures avec préméditation, ayant causé une maladie incurable, 400, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	—	—	—	—	—	—	—	9	1	1	—	8	8	—
Chemin de fer. — Obstacle à la circulation des convois, 406-408	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er. (Loi 15 mai 1912, art. 48, § 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	16	3	—	3	13	13	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1er, 377, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er. 52. § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	1	1	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — par ascendant, sur mineur non émancipé par le mariage, 372, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 2).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de plus de 16 ans, 373, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	3	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 3.)	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er.)	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er. 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 375, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 379, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 2, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — sans le consentement de la femme, 348	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — du id. id. id. par des médecins, chirurgiens, etc., 350, 353.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — du consentement de la femme, ayant causé la mort, 352.	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—
Avortement — id. id. id. ayant causé la mort, par des médecins, chirurgiens, etc., 352, 353.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bigamie, 391.	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—
Sûreté de l'État (Crime contre la). Dénonciation méchante à l'ennemi, 121*bis*, § 2. (A. L. 8 avril 1917.).	1	1	—	1	—	—	—	19	—	—	—	19	19	—
Incendie — de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 529.	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	—	7	7	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces dans une maison habitée, 530.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission), 160, 161, 164, 168.	—	—	—	—	—	—	—	39	7	3	4	32	32	—
Faux en écritures, 194 à 197.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque; contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Timbres, poinçons, marques de pays étrangers; contrefaçon, falsification, usage, 186.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, violences ou menaces, 467 à 470	8	1	—	1	7	7	—	577	101	49	52	476	475	1
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes, 471 à 474	—	—	—	—	—	—	—	26	3	—	3	23	23	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime, 506.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Association de malfaiteurs, 323, § 1er.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS.	Huy							Verviers							Tongres						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende		Total	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	—	—	6	6	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	1	—	1	1	1	—	7	1	—	1	6	6	—	3	—	—	—	3	3	—
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	3	—	—	—	3	3	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	5	5	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	1	—	9	—	—	—	9	9	—	10	—	—	—	10	10	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
63	33	2	31	30	30	—	159	34	5	29	125	125	—	46	6	—	6	40	39	1
9	—	—	—	9	9	—	18	4	—	4	14	14	—	1	—	—	—	1	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Hasselt							Arlon						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.														
Crimes correctionnalisés.														
Infanticide, 396	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	1	—
Coups et blessures avec préméditation, ayant causé une maladie incurable, 400, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Chemin de fer. — Obstacle à la circulation des convois, 406-408	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er. (Loi 15 mai 1912, art. 48, § 1er.)	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1er, 377, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er, 53, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — par ascendant sur mineur non émancipé par le mariage, 372, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de plus de 16 ans, 373, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 3.)	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	1	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 375, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 379, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 2, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — sans le consentement de la femme, 348	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — du id. id. par des médecins, chirurgiens, etc., 350, 353	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — du consentement de la femme, ayant causé la mort, 352	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — id. id. id. ayant causé la mort, par des médecins, chirurgiens, etc., 352, 353	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bigamie, 391	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État (Crime contre la). Dénonciation méchante à l'ennemi, 121*bis*, § 2. (A. L. 8 avril 1917.)	4	4	—	4	—	—	—	4	3	—	3	1	1	—
Incendie — de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 529	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces dans une maison habitée, 530	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission), 160, 161, 164, 168	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures, 194 à 197	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	1	—
Effets publics, billets de banque; contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Timbres, poinçons, marques de pays étrangers; contrefaçon, falsification, usage, 186	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, violences ou menaces, 467 à 470	58	11	4	7	47	47	—	46	16	1	15	30	30	—
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes, 471 à 474	6	—	—	—	6	6	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime, 506	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Association de malfaiteurs, 323, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS.	Marche							Neufchâteau						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.														
Crimes correctionnalisés.														
Infanticide, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation, ayant causé une maladie incurable, 400, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemin de fer. — Obstacle à la circulation des convois, 406-408	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er. (Loi 15 mai 1912, art. 48, § 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	1	1	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1er, 377, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er, 53, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — par ascendant sur mineur non émancipé par le mariage, 372, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 2).	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de plus de 16 ans, 373, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 3.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 375, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 379, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 2, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — sans le consentement de la femme, 348	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — du id. id. par des médecins, chirurgiens, etc., 350, 353	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — du consentement de la femme, ayant causé la mort, 352	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — id. id. id. ayant causé la mort, par des médecins, chirurgiens, etc., 352, 353	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bigamie, 391	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État (Crime contre la). Dénonciation méchante à l'ennemi, 121*bis*, § 2. (A. L. 8 avril 1917.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de lieux habités, 510	3	—	—	—	3	3	—	2	2	—	2	—	—	—
Incendie — id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 529	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces dans une maison habitée, 530	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission), 160, 161, 164, 168	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures, 194 à 197	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—
Effets publics, billets de banque; contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Timbres, poinçons, marques de pays étrangers; contrefaçon, falsification, usage, 186	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, violences ou menaces, 467 à 470	9	—	—	—	9	9	—	50	28	18	10	22	22	—
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes, 471 à 474	3	1	—	1	2	2	—	1	—	—	—	1	1	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime, 506	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Association de malfaiteurs, 323, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS.	Namur							Dinant						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.														
Crimes correctionnalisés.														
Infanticide, 396	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—
Coups et blessures avec préméditation, ayant causé une maladie incurable, 400, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemin de fer. — Obstacle à la circulation des convois, 406-408	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1er. (Loi 15 mai 1912, art. 48, § 1er.)	2	1	—	1	1	1	—	2	—	—	—	2	2	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1er, 377, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1er, 53, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences ni menaces — par ascendant sur mineur non émancipé par le mariage, 372, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 2).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de plus de 16 ans, 373, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences ou menaces — sur mineur de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 3.)	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, 375, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, par plusieurs en s'entr'aidant, 375, § 1er, 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1er, 52, § 5.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 375, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 3)	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	1	—
Excitation à la débauche — de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 379, § 2	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	1	—
Excitation à la débauche — id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 2, 381	2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — sans le consentement de la femme, 348	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — du id. id. par des médecins, chirurgiens, etc., 350, 353	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Avortement — du consentement de la femme, ayant causé la mort, 352	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	1	—
Avortement — id. id. id. ayant causé la mort, par des médecins, chirurgiens, etc., 352, 353	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bigamie, 391	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État (Crime contre la). Dénonciation méchante à l'ennemi, 121*bis*, § 2. (A. L. 8 avril 1917.)	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de lieux habités, 510	2	1	—	1	1	1	—	1	—	—	—	1	1	—
Incendie — id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 528, 529	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces dans une maison habitée, 530	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission), 160, 161, 164, 168	1	—	—	—	1	1	—	5	2	2	—	3	3	—
Faux en écritures, 194 à 197	6	1	—	1	5	5	—	5	2	2	—	3	3	—
Effets publics, billets de banque; contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Timbres, poinçons, marques de pays étrangers; contrefaçon, falsification, usage, 186	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, violences ou menaces, 467 à 470	167	46	37	9	121	121	—	94	65	64	1	29	29	—
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes, 471 à 474	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	1	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime, 506	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Association de malfaiteurs, 323, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Bruxelles							Louvain							Nivelles							Anvers							Malines						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
Délits.																																			
Abus de confiance, 491	155	50	10	40	148	133	15	24	10	4	6	14	10	4	30	8	2	6	22	22	—	30	8	2	6	22	22	—	17	7	1	6	10	6	4
Abus des faiblesses de l'emprunteur, 493, 494	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	678	163	123	40	515	108	407	60	26	18	8	34	17	17	33	16	13	3	17	14	3	14	3	—	3	11	4	7	17	5	—	5	12	12	11
Armes prohibées. Port, 317. (L. 15 juin 1894.)	12	2	—	2	10	9	1	15	3	1	2	12	5	7	9	2	—	2	7	4	3	4	—	—	—	4	3	1	71	5	—	5	66	55	11
Arrestation ou détention arbitraires par un fonctionnaire public, 147	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. particulier, 434 à 436	—	—	—	—	—	—	—	5	4	2	2	1	1	—	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Association de malfaiteurs, 323, § 2, 324	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure, 373, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er.)	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	1	—	2	1	—	1	1	1	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineurs de plus de 16 ans, 379, § 1er	13	4	—	4	9	6	3	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
par excitation à la débauche de mineurs, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 1er, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité, 380	28	8	—	8	20	19	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 380, 381	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par excitation à la débauche de majeur, 380*bis*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1er, 384	4	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par paroles obscènes, 383, § 2. (L. 29 janvier 1905, art. 1er.)	5	1	—	1	1	1	—	3	1	—	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
par outrage public aux mœurs, 385, § 1er, 386	17	4	—	4	13	12	1	6	2	1	1	4	4	—	4	3	1	2	1	—	1	1	—	—	—	1	1	—	3	—	—	—	3	1	2
id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 53)	12	2	—	2	10	10	—	5	3	—	3	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme, 350, 351	25	10	4	6	15	15	—	25	6	3	3	19	19	—	—	—	—	—	—	—	—	11	2	2	—	9	9	—	5	1	—	1	4	4	—
Banqueroute simple, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bris de scellés, 283, 285 à 287	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. par le gardien ou le fonctionnaire public qui a ordonné ou opéré l'apposition, 284, 286	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—	—	—	8	2	6
Calomnie envers des particuliers, 444	8	4	—	4	4	2	2	8	4	2	2	4	3	1	5	1	1	—	4	2	2	1	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons : mélange de substances nuisibles, 454 à 456	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4.)	153	10	—	10	143	13	130	211	47	—	47	164	—	164	42	15	—	15	27	1	26	524	96	—	96	428	51	377	118	23	—	23	95	1	94
Concussion : intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'asbtenir de faire un acte de sa fonction, acte injuste ou abstention d'un fonctionnaire à raison d'offres agréées ou de dons reçus, 246, 247	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption. menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre et tentative, 252	2	2	—	2	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	5	2	2	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (Usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon : marques du bureau de garantie (Application frauduleuse des), sceaux, etc., nationaux ou étrangers (Usage préjudiciable des), 182, 185, 187	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres poste et autres ci coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (Usage), 190	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Nom d'un fabricant (Application frauduleuse du). 191	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	142	29	13	16	113	84	29	62	18	15	3	44	16	28	230	49	18	31	181	35	146	35	12	5	7	23	12	11	82	16	1	15	66	38	28
Coups et blessures — avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401*bis* (L. 15 mai 1912, art. 58.)	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59.)	2	—	—	—	2	2	—	1	1	1	—	—	—	—	2	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	29	5	1	4	24	15	9	4	—	—	—	4	3	1	5	—	—	—	5	3	2
à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	26	3	1	2	23	20	3	3	—	—	—	3	3	—	3	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à des jurés ou témoins, 278, 279, 282	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	—	7	—	7	4	—	—	—	4	2	2	1	1	—	1	—	—	—
involontaires, 420	16	3	1	2	13	5	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable, 420*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 61.)	1	—	—	—	1	—	1	8	4	2	2	4	4	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Culte (Entraves au libre exercice d'un). 142, 143	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	—	—	—	—	—	—	—	3	1	1	—	2	2	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919,

classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Turnhout							Mons						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51
Délits.														
Abus de confiance, 491	2	—	—	—	2	1	1	36	12	—	12	24	18	6
Abus des faiblesses de l'emprunteur, 493, 494	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'). 387 à 389	1	—	—	—	1	1	—	142	6	—	6	136	133	3
Armes prohibées. Port. 317. (L. 15 juin 1891.)	9	2	—	2	7	4	3	7	—	—	—	7	3	4
Arrestation ou détention arbitraires par un fonctionnaire public, 147.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. particulier, 434 à 436.	4	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Association de malfaiteurs, 323, § 2, 324	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure, 373, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 40, § 1er.)	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineurs de plus de 16 ans, 379, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	4	4	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineurs, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 1er, 381	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité, 380	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 380, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de majeur, 380bis	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1er, 384	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par paroles obscènes, 385, § 2. (L. 29 janvier 1905, art. 1er.)	6	—	—	—	6	4	2	1	—	—	—	1	1	—
Attentat aux mœurs — par outrage public aux mœurs, 383, § 1er, 386	—	—	—	—	—	—	—	5	2	—	2	3	1	2
Attentat aux mœurs — id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 53)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme, 350, 351	3	—	—	—	3	3	—	24	4	—	4	20	20	—
Banqueroute simple, 489	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Bris de scellés, 283, 285 287	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bris de scellés, Id. par le gardien ou le fonctionnaire public qui a ordonné ou opéré l'apposition, 284, 286	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	—	—	—	—	—	—	—	7	3	—	3	4	3	1
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892.)	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons : mélange de substances nuisibles, 454 à 456	—	—	—	—	—	—	—	2	2	2	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4.)	30	7	—	7	23	6	17	197	119	—	119	78	—	78
Concussion : intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, acte injuste ou abstention d'un fonctionnaire à raison d'offres agréées ou de dons reçus, 246, 247	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption, menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre et tentative, 252	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	1	3	1	2
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (Usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon : marques du bureau de garantie (Application frauduleuse des), sceaux, etc., nationaux ou étrangers (Usage préjudiciable des), 182, 185, 187	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste et autres et coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (Usage). 190	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Contrefaçon. Nom d'un fabricant (Application frauduleuse du). 191	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	41	9	1	8	32	20	12	71	13	1	12	58	32	26
Coups et blessures — avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401bis. (L. 15 mai 1912, art. 58.)	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	1	1	—
Coups et blessures — à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59.)	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Coups et blessures — à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	4	—	—	—	4	3	1	4	—	—	—	4	3	1
Coups et blessures — à des jurés ou témoins, 278, 279, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — involontaires, 420	3	2	—	2	1	—	1	1	—	—	—	1	—	1
Coups et blessures — Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable, 420bis. (L. 15 mai 1912, art. 61.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte (Entraves au libre exercice d'un), 142, 143	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	—	—	—	—	—	—	—	4	2	—	2	2	—	2

NATURE DES INFRACTIONS.	Charleroi							Tournai							Gand						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie	Acquittés	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72
56	16	2	14	40	20	11	20	16	10	6	12	12	1	94	32	11	21	62	53	9
285	45	6	39	240	42	198	54	24	22	2	30	30	—	197	63	48	15	134	67	67
85	10	—	10	75	21	54	—	—	—	—	—	—	—	20	2	2	—	18	7	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	4	4	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—
7	2	2	—	5	5	—	9	2	—	2	7	7	—	2	1	—	1	1	1	—
4	—	—	—	4	4	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	12	9	—	9	3	3	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
7	3	—	3	4	4	—	5	2	2	—	3	3	—	8	2	—	2	6	3	3
10	4	—	4	6	6	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	4	4	—
33	20	12	8	13	13	—	12	—	—	—	12	12	—	36	12	6	6	24	24	—
1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
9	5	—	5	4	1	3	8	5	4	1	3	1	2	9	2	—	2	7	2	5
3	1	—	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7	4	—	4	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	17	6	6	—	11	3	8
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
399	69	1	68	330	13	317	44	18	—	18	26	3	23	224	35	1	34	189	1	188
2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
4	2	—	2	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5	—	5	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
238	65	12	53	173	89	84	44	19	12	7	25	13	12	322	89	17	72	233	78	155
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—
2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
37	5	3	2	32	21	11	7	—	—	—	7	6	1	36	—	—	—	36	28	8
1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	1	—
10	4	—	4	6	—	6	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
5	1	1	—	4	4	—	3	1	1	—	2	2	—	2	—	—	—	2	2	—

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Audenarde							Termonde							Bruges							Courtrai							Furnes						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108
Délits.																																		
Abus de confiance, 491	26	16	15	1	10	8	2	37	15	4	11	22	16	6	36	17	7	10	19	16	3	16	9	2	7	7	5	2	6	2	—	2	4	2	2
Abus des faiblesses de l'emprunteur, 493, 494	2	—	—	—	2	2	—	21	9	5	4	12	10	2	41	12	4	8	29	28	1	43	23	21	2	21	18	2	1	—	—	—	1	1	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	9	4	4	—	5	1	4	18	—	—	—	18	6	12	11	—	—	—	11	3	8	13	—	—	—	13	5	8	3	—	—	—	3	—	3
Armes prohibées. Port, 317. (L. 15 juin 1894.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arrestation ou détention arbitraires par un fonctionnaire public, 147	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. particulier, 434 à 436	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Association de malfaiteurs, 323, § 2, 324	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure, 373, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineurs de plus de 16 ans, 379, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineurs, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 1er, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation de mineur dont on ignorait l'état de minorité, 380	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation de mineur dont on ignorait l'état de minorité, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 380, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de majeur, 380bis	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1er, 384	3	3	3	—	—	—	—	3	—	—	—	3	—	3	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par paroles obscènes, 383, § 2. (L. 29 janvier 1905, art. 1er.)	1	—	—	—	1	1	—	17	2	—	2	15	9	6	2	2	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par outrage public aux mœurs, 385, § 1er, 386	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	5	4	1	3	—	—	—	3	3	—	1	1	—	1	—	—	—
Attentat aux mœurs — id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 53)	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	4	4	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme, 350, 351	19	4	—	4	15	15	—	17	1	1	—	16	16	—	6	2	—	2	4	4	—	15	7	—	7	8	8	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute simple, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bris de scellés, 283, 285 à 287	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. par le gardien ou le fonctionnaire public qui a ordonné ou opéré l'apposition, 284, 286	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Calomnie envers des particuliers, 444	8	5	4	1	3	3	—	7	4	—	4	3	1	2	43	26	1	25	17	5	12	8	4	1	3	4	—	4	2	—	—	—	2	—	2
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892.)	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	1	1	—	1	—	—	—	12	4	—	4	8	—	8	—	—	—	—	—	—	—
Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312	—	—	—	—	—	—	—	11	6	—	6	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons : mélange de substances nuisibles, 451 à 456	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4.)	3	—	—	—	3	—	3	110	11	—	11	99	9	90	30	10	1	9	20	1	19	30	15	—	15	15	—	15	1	—	—	—	1	—	1
Concussion : intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, acte injuste ou abstention d'un fonctionnaire à raison d'offres agréées ou de dons reçus, 246, 247	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption, menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre et tentative, 252	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	1	—	—	7	1	1	—	6	4	2	2	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (Usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon : marques du bureau de garantie (Application frauduleuse des), sceaux, etc., nationaux ou étrangers (Usage préjudiciable des), 182, 185, 187	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste et autres et coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (Usage). 190	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Nom d'un fabricant (Application frauduleuse du). 191	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	186	81	19	35	102	13	89	244	81	13	68	163	67	96	278	113	57	56	165	60	105	98	28	8	20	70	14	56	29	10	2	8	19	6	13
Coups et blessures involontaires — avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401bis. (L. 15 mai 1912, art. 58.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures involontaires — à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59.)	—	—	—	—	—	—	—	3	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures involontaires — à un député, ministre, magistrat, 278, 279	3	1	—	1	2	—	2	13	1	—	1	12	6	6	3	1	—	1	2	1	1	3	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures involontaires — à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures involontaires — à des jurés ou témoins, 278, 279, 282	5	2	2	—	3	1	2	7	1	—	1	6	—	6	3	—	—	—	3	—	3	2	—	—	—	2	—	2	3	1	—	1	2	—	2
Coups et blessures involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures involontaires — Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable, 420bis. (L. 15 mai 1912, art. 61.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte (Entraves au libre exercice d'un), 142, 143	2	2	2	—	—	—	—	2	—	—	—	2	1	1	8	3	—	3	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Ypres							Liége						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123
Délits.														
Abus de confiance, 491	5	5	2	1	5	1	4	56	8	2	6	48	43	5
Abus des faiblesses de l'emprunteur, 493, 494	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	—	—	—	—	—	—	—	61	2	—	2	59	52	7
Armes prohibées. Port, 317. (L. 15 juin 1894.)	16	1	1	—	15	1	14	11	1	1	—	10	9	1
Arrestation ou détention arbitraires par un fonctionnaire public, 147	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. particulier. 434 à 436	—	—	—	—	—	—	—	18	5	3	2	13	12	1
Association de malfaiteurs, 323, § 2, 324	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure. 373, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineurs de plus de 16 ans, 379, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	31	5	—	5	26	24	2
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineurs, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 1er. 381	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	1	1
Attentat aux mœurs — par excitation de mineur dont on ignorait l'état de minorité, 380	—	—	—	—	—	—	—	6	—	—	—	6	3	3
Attentat aux mœurs — par excitation de mineur dont on ignorait l'état de minorité, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 380, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de majeur, 380*bis*	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Attentat aux mœurs — par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1er, 384	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par paroles obscènes, 383, § 2. (L. 20 janvier 1905, art. 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par outrage public aux mœurs, 385, § 1er, 386	1	—	—	—	1	1	—	5	2	—	2	3	3	—
Attentat aux mœurs — id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 53)	1	—	—	—	1	—	1	2	—	—	—	2	2	—
Avortement du consentement de la femme, 350, 351	—	—	—	—	—	—	—	19	5	—	5	14	14	—
Banqueroute simple, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bris de scellés, 283, 285 à 287	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. par le gardien ou le fonctionnaire public qui a ordonné ou opéré l'apposition, 284, 286	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Calomnie envers des particuliers, 444	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	4	—	4
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892.)	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	—	3
Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons : mélange de substances nuisibles, 454 à 456	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4.)	1	—	—	—	1	—	1	288	33	3	30	255	10	245
Concussion : intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, acte injuste ou abstention d'un fonctionnaire à raison d'offres agréées ou de dons reçus, 246, 247	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption, menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre et tentative, 252	1	—	—	—	1	—	1	5	—	—	—	5	1	4
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (Usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon : marques du bureau de garantie (Application frauduleuse des), sceaux, etc., nationaux ou étrangers (Usage préjudiciable des). 182, 185, 187	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste et autres et coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (Usage). 190	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Nom d'un fabricant (Application frauduleuse du). 191	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—
Coups et blessures — Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	30	8	4	4	22	11	11	65	9	2	7	56	24	32
Coups et blessures — avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée. 398, 401*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 58.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	1	—	—	—	1	—	1	8	—	—	—	8	8	—
Coups et blessures — à des jurés ou témoins, 278, 279, 282	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Coups et blessures — involontaires, 420	3	—	—	—	3	1	2	13	2	2	—	11	2	9
Coups et blessures — Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable, 420*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 61.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte (Entraves au libre exercice d'un), 142, 143	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	3	2	—	2	1	—	1	4	3	3	—	1	1	—

NATURE DES INFRACTIONS.	Huy							Verviers							Tongres						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144
Abus de confiance, 491	5	—	—	—	3	2	1	19	4	—	4	15	10	5	4	1	—	1	3	2	1
Abus des faiblesses de l'emprunteur, 493, 494	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	14	1	—	1	13	11	2	18	7	2	5	11	9	2	2	2	2	—	—	—	—
Armes prohibées. Port, 317. (L. 15 juin 1894.)	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—	4	1	—	1	3	1	2
Arrestation ou détention arbitraires par un fonctionnaire public, 147	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. particulier. 434 à 436	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Association de malfaiteurs, 323, § 2, 324	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure. 373, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineurs de plus de 16 ans, 379, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	6	4	—	4	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineurs, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 1er. 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation de mineur dont on ignorait l'état de minorité, 380	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation de mineur dont on ignorait l'état de minorité, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 380, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de majeur, 380*bis*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1er, 384	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par paroles obscènes, 383, § 2. (L. 20 janvier 1905, art. 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par outrage public aux mœurs, 385, § 1er, 386	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 53)	3	—	—	—	3	1	2	1	1	—	1	—	—	—	8	—	—	—	8	8	—
Avortement du consentement de la femme, 350, 351	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute simple, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bris de scellés, 283, 285 à 287	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. par le gardien ou le fonctionnaire public qui a ordonné ou opéré l'apposition, 284, 286	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	2	—	—	—	2	2	—	3	1	—	1	2	1	1	8	4	—	4	4	1	3
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons : mélange de substances nuisibles, 454 à 456	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4.)	1	—	—	—	1	—	1	46	9	—	9	37	—	37	3	1	—	1	2	—	2
Concussion : intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, acte injuste ou abstention d'un fonctionnaire à raison d'offres agréées ou de dons reçus, 246, 247	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption, menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre et tentative, 252	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	—	3
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (Usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Contrefaçon : marques du bureau de garantie (Application frauduleuse des), sceaux, etc., nationaux ou étrangers (Usage préjudiciable des). 182, 185, 187	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste et autres et coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (Usage). 190	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Nom d'un fabricant (Application frauduleuse du). 191	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	25	3	—	3	22	5	17	16	1	—	1	15	8	7	54	9	—	9	45	14	31
Coups et blessures — avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée. 398, 401*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 58.)	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	1	—
Coups et blessures — à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59.)	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à un député, ministre, magistrat, 278, 279	2	1	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	2	1
Coups et blessures — à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à des jurés ou témoins, 278, 279, 282	2	1	1	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	1	10	5	—	5	5	—	5
Coups et blessures — involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable, 420*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 61.)	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Culte (Entraves au libre exercice d'un), 142, 143	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Hasselt							Arlon						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés.			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés.		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159
Délits.														
Abus de confiance, 491	4	1	1		3	3	—	9	5	1	4	4	3	1
Abus des faiblesses de l'emprunteur, 493, 494	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	6	2	2	—	4	4	—	8	—	—	—	8	8	—
Armes prohibées. Port, 317. (L. 15 juin 1894.)	2	—	—	—	2	1	1	18	—	—	—	18	2	16
Arrestation ou détention arbitraires par un fonctionnaire public, 147	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. particulier, 434 à 436	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Association de malfaiteurs, 323, § 2, 324	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure, 373, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineurs de plus de 16 ans, 379, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineurs, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 1er, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation de mineur dont on ignorait l'état de minorité, 380	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation de mineur dont on ignorait l'état de minorité, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 380, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de majeur, 380*bis*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1er, 384	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par paroles obscènes, 383, § 2. (L. 29 janvier 1905, art. 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par outrage public aux mœurs, 385, § 1er, 386	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Attentat aux mœurs — id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 53)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme, 350, 351	7	—	—	—	7	7	—	4	2	2	—	2	2	—
Banqueroute simple, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bris de scellés, 283, 285 à 287	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. par le gardien ou le fonctionnaire public qui a ordonné ou opéré l'apposition, 284, 286	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons : mélange de substances nuisibles, 454 à 456	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4.)	5	—	—	—	5	3	2	—	—	—	—	—	—	—
Concussion : intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, acte injuste ou abstention d'un fonctionnaire à raison d'offres agréées ou de dons reçus, 246, 247	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption, menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre et tentative, 252	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (Usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon : marques du bureau de garantie (Application frauduleuse des), sceaux, etc., nationaux ou étrangers (Usage préjudiciable des), 182, 185, 187	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste et autres et coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (Usage), 190	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Nom d'un fabricant (Application frauduleuse du). 191	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	38	3	2	1	35	21	14	27	2	—	2	25	10	15
Coups et blessures — avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 58.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	2	—	—	—	2	2	—	4	—	—	—	4	3	1
Coups et blessures — à des jurés ou témoins, 278, 279, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures involontaires, 420	1	—	—	—	1	—	1	1	1	—	—	—	—	—
Négligence dans l'entretion d'un enfant ou d'un incapable, 420*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 61.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte (Entraves au libre exercice d'un), 142, 143	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS.	Marche							Neufchâteau						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés.			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés.		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	
Délits.														
Abus de confiance, 491	4	1	—	1	3	3	—	6	5	—	5	1	1	—
Abus des faiblesses de l'emprunteur, 493, 494	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	2	—	—	—	2	2	—	2	2	2	—	—	—	—
Armes prohibées. Port, 317. (L. 15 juin 1894.)	4	—	—	—	4	—	4	4	—	—	—	4	1	3
Arrestation ou détention arbitraires par un fonctionnaire public, 147	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. particulier, 434 à 436	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Association de malfaiteurs, 323, § 2, 324	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure, 373, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineurs de plus de 16 ans, 379, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineurs, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 1er, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation de mineur dont on ignorait l'état de minorité, 380	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation de mineur dont on ignorait l'état de minorité, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 380, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de majeur, 380*bis*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1er, 384	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par paroles obscènes, 383, § 2. (L. 29 janvier 1905, art. 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par outrage public aux mœurs, 385, § 1er, 386	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
Attentat aux mœurs — id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 53)	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
Avortement du consentement de la femme, 350, 351	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	1	1	—
Banqueroute simple, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bris de scellés, 283, 285 à 287	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. par le gardien ou le fonctionnaire public qui a ordonné ou opéré l'apposition, 284, 286	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	5	2	—	2	3	3	—	4	2	2	—	2	—	2
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons : mélange de substances nuisibles, 454 à 456	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4.)	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2
Concussion : intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, acte injuste ou abstention d'un fonctionnaire à raison d'offres agréées ou de dons reçus, 246, 247	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption, menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre et tentative, 252	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (Usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon : marques du bureau de garantie (Application frauduleuse des), sceaux, etc., nationaux ou étrangers (Usage préjudiciable des), 182, 185, 187	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste et autres et coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (Usage), 190	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Nom d'un fabricant (Application frauduleuse du). 191	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	36	7	2	5	29	11	18	52	21	10	11	31	17	14
Coups et blessures — avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 58.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	3	—	—	—	3	3	—	5	2	—	2	3	2	1
Coups et blessures — à des jurés ou témoins, 278, 279, 282	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	3	—
Coups et blessures involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Négligence dans l'entretion d'un enfant ou d'un incapable, 420*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 61.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte (Entraves au libre exercice d'un), 142, 143	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Dénonciation calomnieuse, 445	—	—	—	—	—	—	—	3	2	—	2	1	1	—

NATURE DES INFRACTIONS.	Namur							Dinant						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés.			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés.		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	
Délits.														
Abus de confiance, 491	21	6	2	4	15	8	7	11	5	5	—	6	3	3
Abus des faiblesses de l'emprunteur, 493, 494	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	15	9	9	—	6	6	—	25	13	12	1	12	12	—
Armes prohibées. Port, 317. (L. 15 juin 1894.)	12	2	—	2	10	8	2	4	—	—	—	4	1	3
Arrestation ou détention arbitraires par un fonctionnaire public, 147	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. particulier, 434 à 436	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Association de malfaiteurs, 323, § 2, 324	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure, 373, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineurs de plus de 16 ans, 379, § 1er	5	1	—	1	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineurs, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 1er, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation de mineur dont on ignorait l'état de minorité, 380	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation de mineur dont on ignorait l'état de minorité, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 380, 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de majeur, 380*bis*	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1er, 384	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par paroles obscènes, 383, § 2. (L. 29 janvier 1905, art. 1er.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par outrage public aux mœurs, 385, § 1er, 386	2	2	2	—	—	—	—	5	5	5	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 53)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme, 350, 351	3	—	—	—	3	3	—	6	—	—	—	6	6	—
Banqueroute simple, 489	19	4	—	4	15	15	—	6	—	—	—	—	—	—
Bris de scellés, 283, 285 à 287	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. par le gardien ou le fonctionnaire public qui a ordonné ou opéré l'apposition, 284, 286	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	3	2	2	—	1	1	—	10	9	9	—	1	1	—
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons : mélange de substances nuisibles, 454 à 456	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4.)	23	2	—	2	21	3	18	32	3	—	3	29	—	29
Concussion : intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, acte injuste ou abstention d'un fonctionnaire à raison d'offres agréées ou de dons reçus, 246, 247	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption, menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre et tentative, 252	1	—	—	—	1	—	1	1	1	1	—	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (Usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon : marques du bureau de garantie (Application frauduleuse des), sceaux, etc., nationaux ou étrangers (Usage préjudiciable des), 182, 185, 187	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste et autres et coupons de transport. Enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (Usage), 190	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Nom d'un fabricant (Application frauduleuse du). 191	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	19	7	6	1	12	4	8	40	21	18	3	19	7	12
Coups et blessures — avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 58.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1er, 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	3	—	—	—	3	2	1	2	—	—	—	2	1	1
Coups et blessures — à des jurés ou témoins, 278, 279, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures involontaires, 420	5	5	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Négligence dans l'entretion d'un enfant ou d'un incapable, 420*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 61.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte (Entraves au libre exercice d'un), 142, 143	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	5	2	2	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—

XX. — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Bruxelles							Louvain							Nivelles							Anvers							Malines						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de titres publics ou privés, 527	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'obstacles retenant des bateaux, wagons ou voitures, 534.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	5	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	5	1	4	11	—	—	—	11	11	—	5	1	—	1	4	2	2
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, 545, 546.	8	—	—	—	8	7	1	13	5	5	—	8	2	6	8	4	—	4	4	1	3	1	—	—	—	1	—	1	3	1	—	1	2	—	2
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439.	1	—	—	—	1	1	—	1	1	—	1	—	—	—	4	1	—	1	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	1	1	—
Domicile (violation de) introduction furtive la nuit, 442.	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	4	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (Emission d'), 177.	3	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs par violence, ruse ou menace, 368	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	4	—	—	—	4	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	5	—	—	—	5	4	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs Avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance, 369bis. (L. 15 mai 1912, art. 57.)	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	1	—
Epizootie, 319 à 321	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 496	293	43	8	35	250	158	92	17	11	1	10	6	4	2	17	2	1	1	15	13	2	46	6	2	4	4	40	40	8	1	—	1	7	7	1
Etat civil, 203 à 205, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Evasion de détenus par coopération de personnes autres que les gardiens, 335 à 337.	3	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 354, 356 à 358. (L. 15 mai 1912, art. 56.)	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 56.)	2	—	—	—	2	2	—	2	2	—	2	—	—	—	4	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	2	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360bis. (L. 15 mai 1912, art. 60.)	2	1	—	1	1	—	1	1	1	1	—	—	—	—	3	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausses clefs (Fabrication de), 488	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	—	—	—	9	9	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169	13	1	—	1	12	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie reçue pour bonne (Emission de), 170	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—	9	2	—	2	7	3	4	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	2	—	—	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	2	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	4	2	—	2	2	1	1	2	1	—	1	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 226	2	2	—	2	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Homicide provoqué par des violences graves, 411, 414	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	2	1	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299.	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	5	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus par le propriétaire, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie involontaire, 519.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 315	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. : violation de tombeaux ou de sépultures, 453	—	—	—	—	—	—	—	6	6	—	6	—	—	—	17	6	—	6	11	—	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	3	—	—	—	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	17	5	4	1	12	11	1	4	2	1	1	2	2	—	3	1	—	1	2	2	—
Jeux de hasard, 305	4	1	—	1	3	2	1	6	1	1	—	5	3	2	19	17	17	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	5	1	—	1	4	4	—	1	—	—	—	1	1	—	6	1	1	—	5	3	2	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	14	5	—	5	9	5	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	15	1	—	1	14	9	5	20	7	5	2	13	9	4	38	18	15	3	20	4	16	13	8	—	8	5	3	2	1	—	—	—	9	8	1
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	2	—	—	—	2	2	—	8	—	—	—	8	1	7	15	—	—	—	15	11	4	—	—	—	—	—	—	—	69	16	—	16	53	27	26
Outrages envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	80	16	—	16	64	40	24	75	16	4	12	50	19	40	135	23	10	13	112	41	71	19	2	—	2	17	5	12	2	—	—	—	2	2	—
Outrages envers des jurés ou témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	7	2	2	—	5	4	1	—	—	—	—	—	—	—	12	2	—	2	10	9	1
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	68	4	—	4	64	60	4	51	21	10	11	30	24	6	27	3	2	1	24	18	6	14	2	—	2	12	5	7	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de criminels, 330	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du cadavre d'une personne homicidée, 340	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 505	399	141	43	98	258	222	36	249	127	51	76	122	72	50	305	177	49	128	128	37	91	194	51	17	34	143	128	15	175	43	—	43	132	107	25
Registres des logeurs et aubergistes : fausses inscriptions, falsification, 210	18	—	—	—	18	18	—	3	1	1	—	2	2	—	1	—	—	—	1	1	—	19	1	—	—	18	18	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban de surveillance, 338																																			

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Turnhout							Mons						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de titres publics ou privés, 527	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'obstacles retenant des bateaux, wagons ou voitures, 534.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	3	—	—	—
Destruction de clôtures, 545, 546.	2	—	—	—	2	2	—	1	—	—	—	1	1	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240. § 2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439.	—	—	—	—	—	—	—	4	3	—	3	1	—	1
Domicile (violation de) introduction furtive la nuit, 442.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (Emission d'), 177.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs par violence, ruse ou menace, 368.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance, 369*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 57.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 496	8	—	—	—	8	7	1	30	10	—	10	20	18	2
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Evasion de détenus par coopération de personnes autres que les gardiens, 335 à 337.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 354, 356 à 358. (L. 15 mai 1912, art. 56.)	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 56.)	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 60.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausses clefs (Fabrication de), 488	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	1	1	—
Fausse monnaie reçue pour bonne (Emission de), 170	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 226.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide provoqué par des violences graves, 411, 414	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution 299.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus par le propriétaire, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie involontaire, 519.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les). 315	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. : violation de tombeaux ou de sépultures, 453	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	3	—	—	—	3	2	1	10	3	—	3	7	6	1
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	3	—	—	—	3	3	—	3	—	—	—	3	3	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	5	2	1	1	3	3	—	13	4	—	4	9	2	7
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	4	—	—	—	4	1	3	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	12	1	—	1	11	1	10	17	1	—	1	16	7	9
Outrages envers des jurés ou témoins, 282	2	1	—	1	1	1	—	2	1	—	1	1	1	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	10	—	—	—	10	10	—	5	—	—	—	5	5	—
Recèlement de criminels, 339	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du cadavre d'une personne homicidée, 340	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 505	63	6	—	6	57	33	24	189	61	3	58	128	106	22
Registres des logeurs et aubergistes : fausses inscriptions, falsification, 210	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban de surveillance, 338	—	—	—	—	—	—	—	6	—	—	—	6	6	—

	Charleroi							Tournai							Gand						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie	Acquittés	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3	2	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
3	2	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
9	4	2	2	5	1	4	2	1	1	—	1	1	—	38	14	1	13	24	9	15
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	3	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
182	47	—	47	135	26	109	21	2	2	—	19	7	12	108	60	15	45	48	32	16
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6	1	1	—	5	4	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
4	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	9	6	4	2	3	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
9	7	—	7	2	2	—	2	1	—	1	1	1	—	2	1	—	1	1	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	1	2	2	—
9	4	—	4	5	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	4	1	3
3	1	—	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
22	5	—	5	17	8	9	11	9	7	2	2	2	—	15	2	—	2	13	11	2
4	—	—	—	4	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	1	—	2	2	—
41	2	—	2	39	11	28	17	11	—	11	6	4	2	17	1	—	1	16	9	7
19	—	—	—	10	10	9	1	—	—	—	1	—	1	4	1	—	1	3	—	3
119	15	1	14	104	15	89	47	6	4	2	41	20	21	114	30	5	25	84	29	55
2	—	—	—	2	—	2	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
52	3	1	2	49	35	14	8	—	—	—	8	7	1	23	3	—	3	20	16	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
413	111	36	75	302	156	146	134	50	10	40	84	52	32	593	234	18	216	359	198	161
22	2	1	1	20	20	—	1	—	—	—	1	1	—	4	—	—	—	4	4	—

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Audenarde							Termonde						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	1	1	—
Destruction de titres publics ou privés, 527	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'obstacles retenant des bateaux, wagons ou voitures, 534.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	2	1
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, 545, 546.	13	3	3	—	10	1	9	74	32	14	18	42	12	30
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, §2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439.	15	15	15	—	—	—	—	11	11	9	2	—	—	—
Domicile (violation de) introduction furtive la nuit, 442.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (Emission d'), 177.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs par violence, ruse ou menace, 368.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs Avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance, 369*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 57.)	1	1	1	—	—	—	—	4	—	—	—	4	1	3
Epizootie, 319 à 321	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 496	4	2	1	1	2	2	—	22	10	1	9	12	12	—
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Evasion de détenus par coopération de personnes autres que les gardiens, 335 à 337.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 354, 356 à 358. (L. 15 mai 1912, art. 56.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 56.)	2	—	—	—	2	2	—	2	1	—	1	1	1	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 60.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausses clefs (Fabrication de), 488	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	3	—
Fausse monnaie reçue pour bonne (Emission de). 170	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 226	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide provoqué par des violences graves, 411, 414	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	1	—	1
Id. involontaire, 419	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	1	1	—
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 209.	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	1	1	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus par le propriétaire, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie involontaire, 519.	1	—	—	—	1	—	1	3	—	—	—	3	3	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 315	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. : violation de tombeaux ou de sépultures, 453	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	6	1	1	—	5	—	5	5	2	—	2	3	3	—
Jeux de hasard, 305	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	18	13	6	7	5	2	3	10	5	2	3	5	3	2
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	—	—	—	—	—	—	—	2	2	2	—	—	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	168	83	30	53	85	25	60	18	3	—	3	15	9	6
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	1	—	—	—	1	1	—	7	—	—	—	7	4	3
Outrages envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	90	39	32	7	51	21	30	92	27	—	27	65	10	55
Outrages envers des jurés ou témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	11	3	1	2	8	1	7	32	11	9	2	21	13	8
Recèlement de criminels, 339	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du cadavre d'une personne homicidée, 340	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 505	214	116	39	77	98	56	42	597	210	88	122	387	204	183
Registres des logeurs et aubergistes : fausses inscriptions, falsification, 210	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban de surveillance, 338	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—

NATURE DES INFRACTIONS.	Bruges							Courtrai							Furnes						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	5	—	—	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	1	—	—	—	1	1	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de titres publics ou privés, 527	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528.	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'obstacles retenant des bateaux, wagons ou voitures, 534.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, 545, 546.	29	15	1	14	14	3	11	15	3	1	2	12	1	11	2	—	—	—	2	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, §2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439.	—	—	—	—	—	—	—	4	2	—	2	2	1	1	1	—	—	—	1	—
Domicile (violation de) introduction furtive la nuit, 442.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (Emission d'), 177.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs par violence, ruse ou menace, 368.	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs Avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance, 369*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 57.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	3	1	1	—	2	—	2	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 496	26	7	4	3	19	12	7	18	5	2	3	13	13	—	3	3	—	3	—	—
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Evasion de détenus par coopération de personnes autres que les gardiens, 335 à 337.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 354, 356 à 358. (L. 15 mai 1912, art. 56.)	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 56.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 60.)	1	1	1	—	—	—	—	2	1	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Fausses clefs (Fabrication de), 488	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie reçue pour bonne (Emission de). 170	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 226	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide provoqué par des violences graves, 411, 414	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419	8	4	4	—	4	3	1	5	2	1	1	3	2	1	1	—	—	—	1	1
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 209.	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus par le propriétaire, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie involontaire, 519.	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 315	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—
Id. : violation de tombeaux ou de sépultures, 453	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305	2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	14	4	1	3	10	9	1	16	4	2	2	12	10	2	3	1	—	1	2	—
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	1	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	1	—	1	2	1	—	1	1	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	376	97	5	92	279	32	247	160	33	23	10	127	9	118	61	20	1	19	41	5
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	12	1	1	—	11	3	8	2	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	61	11	7	4	50	9	41	26	6	6	—	20	6	14	13	1	—	1	12	4
Outrages envers des jurés ou témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	14	2	—	2	12	5	7	8	—	—	—	8	3	5	4	—	—	4	4	2
Recèlement de criminels, 339	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du cadavre d'une personne homicidée, 340	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 505	419	209	49	160	210	115	95	296	154	38	116	142	69	73	138	69	5	64	69	32
Registres des logeurs et aubergistes : fausses inscriptions, falsification, 210	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban de surveillance, 338	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Ypres							Liége						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523,524	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de titres publics ou privés, 527	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528.	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—
Destruction d'obstacles retenant des bateaux, wagons ou voitures, 534.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, 545, 546.	5	5	—	5	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2.	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	3	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439.	—	—	—	—	—	—	—	11	3	3	—	8	7	1
Domicile (violation de) introduction furtive la nuit, 442.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (Emission d'), 177.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs par violence, ruse ou menace, 368.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs Avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance, 369*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 57.)	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Epizootie, 319 à 321	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	—	7	1	6
Escroquerie, 496	2	—	—	—	2	2	—	64	6	—	6	58	50	8
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Evasion de détenus par coopération de personnes autres que les gardiens, 335 à 337.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 354, 356 à 358. (L. 15 mai 1912, art. 56.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 56.)	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 369*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 60.)	—	—	—	—	—	—	—	18	2	—	2	16	15	1
Fausses clefs (Fabrication de), 488	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	5	5	—
Fausse monnaie reçue pour bonne (Emission de), 170	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	—	—	—	—	—	—	—	8	1	—	1	7	7	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	1	—	—	—	1	1	—	1	1	1	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 220	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Homicide provoqué par des violences graves, 411, 414	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419	—	—	—	—	—	—	—	4	2	1	1	2	1	1
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus par le propriétaire, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Incendie involontaire, 519.	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 315	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. : violation de tombeaux ou de sépultures, 453	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Jeux de hasard, 305	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	2	2	—	2	—	—	—	16	1	—	1	15	13	2
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	—	—	—	—	—	—	—	10	—	—	—	10	10	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	316	13	8	5	303	2	301	20	—	—	—	20	11	9
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	9	1	—	1	8	1	7
Outrages envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	26	2	2	—	24	—	24	74	5	1	4	69	26	43
Outrages envers des jurés ou témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	5	—	—	—	5	—	5	11	—	—	—	11	9	2
Recèlement de criminels, 339	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du cadavre d'une personne homicidée, 340	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit). 505	107	36	9	27	71	4	67	387	64	25	39	323	256	67
Registres des logeurs et aubergistes : fausses inscriptions, falsification, 210	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Rupture de ban de surveillance, 338	—	—	—	—	—	—	—	16	—	—	—	16	16	—

NATURE DES INFRACTIONS.	Huy							Verviers							Tongres						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	2	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	5	2	—	2	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	1	—	2	—	—	—	2	—	2	4	1	—	1	3	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
25	19	—	19	6	—	6	7	1	—	1	6	—	6	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	—	1	5	—	—	—	5	—	5	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	26	5	1	4	21	17	4	6	3	—	3	3	2	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	—	—	2	2	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
5	1	—	1	4	4	—	4	1	—	1	3	2	1	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2	4	1	—	1	3	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	3	—
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	1	—	3	—	—	—	3	2	1
2	—	—	—	2	2	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
2	—	—	—	2	1	1	3	—	—	—	3	—	3	5	3	—	3	2	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
26	9	—	9	17	3	14	10	1	—	1	9	5	4	35	2	—	2	33	7	26
—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	1	—	1	4	2	2	8	2	1	1	6	4	2	1	—	—	—	1	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7	2	—	2	5	3	2	111	34	2	32	77	63	14	36	6	—	6	30	21	9
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	—	—	—	5	5	—	9	—	—	—	9	9	—	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Hasselt							Arlon						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de titres publics ou privés, 527	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528.	15	15	—	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'obstacles retenant des bateaux, wagons ou voitures, 534.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	1
Destruction de clôtures, 545, 546.	96	81	—	81	15	9	6	6	2	—	2	4	1	3
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) introduction furtive la nuit, 442.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (Emission d'), 177.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs par violence, ruse ou menace, 368.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs Avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance, 369*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 57.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 496	8	1	—	1	7	7	—	5	—	—	—	5	3	2
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil.	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Evasion de détenus par coopération de personnes autres que les gardiens, 335 à 337.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 354, 356 à 358. (L. 15 mai 1912, art. 56.)	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 56.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 60.)	3	1	—	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausses clefs (Fabrication de), 488	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie Altération, contrefaçon, émission, 102, 163, 165 à 169	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie reçue pour bonne (Émission de), 170	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 226.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide provoqué par des violences graves, 411, 414	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Id. involontaire, 419	3	3	1	2	—	—	—	3	2	1	1	1	—	1
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution 299.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus par le propriétaire, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie involontaire, 519.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 315	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. : violation de tombeaux ou de sépultures, 453	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	3	—	—	—	3	3	—	1	—	—	—	1	—	1
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	1	1
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	6	—	—	—	6	4	2	35	27	—	27	8	1	7
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	24	4	3	1	20	7	13	7	1	—	1	6	3	3
Outrages envers des jurés ou témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	3	—	—	—	3	3	—	7	—	—	—	7	4	3
Recèlement de criminels, 339	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du cadavre d'une personne homicidée, 340	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 505	60	20	1	19	40	37	3	48	24	—	24	24	6	18
Registres des logeurs et aubergistes : fausses inscriptions, falsification, 210	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban de surveillance, 338	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS.	Marche							Neufchâteau						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie..	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de titres publics ou privés, 527	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'obstacles retenant des bateaux, wagons ou voitures, 534.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, 545, 546.	—	—	—	—	—	—	—	19	15	4	11	4	—	4
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) introduction furtive la nuit, 442.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (Emission d'), 177.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs par violence, ruse ou menace, 368.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs Avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance, 369*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 57.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 496	3	—	—	—	3	3	—	1	1	—	1	—	—	—
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Evasion de détenus par coopération de personnes autres que les gardiens, 335 à 337.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 354, 356 à 358. (L. 15 mai 1912, art. 56.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 56.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 60.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausses clefs (Fabrication de), 488	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie Altération, contrefaçon, émission, 102, 163, 165 à 169	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie reçue pour bonne (Émission de), 170	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 226.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide provoqué par des violences graves, 411, 414	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419	1	—	—	—	1	1	—	4	3	3	—	1	1	—
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution 299.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus par le propriétaire, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie involontaire, 519.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 315	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. : violation de tombeaux ou de sépultures, 453	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	2	—	—	—	2	2	—	7	5	5	—	2	2	—
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	1	—	—	—	1	1	—	34	18	2	16	16	8	8
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	24	—	—	—	24	11	13	25	10	8	2	15	2	13
Outrages envers des jurés ou témoins, 282	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	3	—	—	—	3	2	1	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de criminels, 339	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du cadavre d'une personne homicidée, 340	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 505	11	1	—	1	10	8	2	59	33	11	22	26	9	17
Registres des logeurs et aubergistes : fausses inscriptions, falsification, 210	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban de surveillance, 338	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS.	Namur							Dinant						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de titres publics ou privés, 527	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528.	26	1	—	1	25	25	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'obstacles retenant des bateaux, wagons ou voitures, 534.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques, 538, 540, 541	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, 545, 546.	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439.	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) introduction furtive la nuit, 442.	2	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (Emission d'), 177.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs par violence, ruse ou menace, 368.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs d'une fille de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs Avoir soustrait un enfant mineur aux mesures protectrices de l'enfance, 369*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 57.)	3	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 496	23	4	—	4	19	13	6	8	—	—	—	8	8	—
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Evasion de détenus par coopération de personnes autres que les gardiens, 335 à 337.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 354, 356 à 358. (L. 15 mai 1912, art. 56.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 56.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement et abandon d'enfant Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 60.)	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Fausses clefs (Fabrication de), 488	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie Altération, contrefaçon, émission, 102, 163, 165 à 169	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie reçue pour bonne (Émission de), 170	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 226.	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide provoqué par des violences graves, 411, 414	7	4	3	1	3	3	—	8	7	7	—	1	—	1
Id. involontaire, 419	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution 299.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus par le propriétaire, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie involontaire, 519.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 315	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. : violation de tombeaux ou de sépultures, 453	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	4	1	—	1	3	2	1	3	1	1	—	2	1	1
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	28	4	2	2	24	5	19	33	5	2	3	28	4	24
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	1	1
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	35	6	4	2	29	8	21	39	13	12	1	26	5	21
Outrages envers des jurés ou témoins, 282	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	5	—	—	—	5	3	2	5	1	1	—	4	2	2
Recèlement de criminels, 339	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du cadavre d'une personne homicidée, 340	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 505	230	100	23	77	130	62	68	64	28	13	15	36	11	25
Registres des logeurs et aubergistes : fausses inscriptions, falsification, 210	2	—	—	—	2	2	—	1	—	—	—	1	1	—
Rupture de ban de surveillance, 338	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Bruxelles							Louvain							Nivelles							Anvers							Malines						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
Substances nuisibles administrées, 402, 405	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement d'agents ou soldats ennemis, 121, § 2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État. (A. L. 11 octobre 1916.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(Délits contre la) Dénonciation mécha[illegible] à Pennemi, 121*bis*, § 1. (A. L. 8 avril 1917.)	177	40	—	40	137	123	14	39	14	—	14	25	24	1	42	16	—	16	26	25	1	101	31	—	31	70	64	6	11	—	—	—	11	11	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499.	34	13	—	13	21	10	11	5	—	—	—	5	4	1	11	5	—	5	6	4	2	12	3	—	3	9	2	7	4	1	—	1	3	—	3
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232.	14	2	2	—	12	5	7	5	—	—	—	5	2	3	2	1	1	—	1	—	1	8	1	1	—	7	6	1	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	760	104	17	87	656	580	76	362	112	34	78	250	121	129	672	166	78	88	506	228	278	614	67	18	49	547	437	110	367	55	—	55	312	223	89
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	58	9	—	9	49	27	22	67	16	7	9	51	26	25	224	75	16	59	149	33	116	7	4	4	—	3	2	1	34	3	—	3	31	11	20
Contraventions de police.																																		
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés. (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 3°	—	—	—	—	—	—	—	11	—	—	—	11	—	11	1	1	1	—	—	—	—	6	—	—	—	6	—	6	2	—	—	—	2	—	2
Autres contraventions.	2	—	—	—	2	1	1	5	—	—	—	5	1	4	13	—	—	—	13	1	12	2	—	—	—	2	—	2	7	5	—	5	2	—	2
Infractions prévues par des lois spéciales.																																		
Alcool (Prohibition de l'). A. L. 15 novembre 1918.	18	3	—	3	15	—	15	37	7	—	7	30	—	30	47	3	2	1	44	—	44	6	3	—	3	3	—	3	13	2	—	2	11	1	10
Id. id. L. 29 août 1919, art. 12 et 14.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Armes de guerre (Port illégal d'). L. 26 mai 1876.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1838. AA. RR. 31 mai 1885, 1er mars 1888, 2 août 1902, 10 avril 1906, 25 février 1913, 24 octobre 1919, etc.	1	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assistance judiciaire et procédure gratuite. (L. 30 juillet 1899.).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27.	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	5	3	—	3	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, — sauf l'article 31.	86	19	—	19	67	3	64	110	26	—	26	84	16	68	145	38	17	21	107	13	94	112	20	2	18	92	11	81	32	3	—	3	29	4	25
Chemins de fer de l'État, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. L. 6 mars 1818. A. R. 22 septembre 1823 . .	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. L. 1er avril 1879.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	10	—	—	—	10	—	10	1	—	—	—	1	—	1	3	2	1	1	1	—	1	1	—	—	—	1	—	1	3	—	—	—	3	—	3
Enfance. (Protection de l') Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45.	—	—	—	—	—	—	—	10	7	—	7	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emploi d'un enfant de moins de 16 ans à des travaux excédant ses forces. L. 15 mai 1912, art. 62.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emploi d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 63.	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	1	1	—	1	—	—	—	1	—	1	5	2	—	2	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	—	—	—	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Etrangers. (Rupture de ban d'expulsion). L. 12 février 1897.	8	2	—	2	6	6	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. Alimentation des populations (Mesures destinées à assurer ou à faciliter l'). L. 4 août 1914, A. L. 5 novembre 1918. L. 11 octobre 1919 et arrêtés pris en exécution	516	49	—	49	467	20	447	160	67	48	19	93	15	78	292	87	46	41	205	5	200	192	63	19	44	129	55	74	169	23	—	23	146	4	142
Biens et intérêts appartenant à des sujets des nations ennemies (déclaration et mise sous séquestre). A. L. 10 novembre 1918	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dépossession effectuée par l'ennemi (Participation aux mesures de). A. L. 31 mai 1917. A. R. 15 mars 1919.	22	3	—	3	19	12	7	4	2	—	2	2	2	—	47	39	7	32	8	1	7	2	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—
État de guerre et état de siège (Infractions aux dispositions prises à raison de l'). A. L. 11 octobre 1916. A. R. du 11 octobre 1916 et arrêtés pris en exécution	35	35	—	35	—	—	—	68	5	4	1	63	—	63	192	33	22	11	159	—	159	26	5	—	5	21	3	18	15	1	—	1	14	1	13
État de guerre et état de siège (publication d'écrits ou images ou diffusion d'informations et renseignements de nature à favoriser l'ennemi ou à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit des armées et des populations). A. L. 11 octobre 1916, art. 8 et 11.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Monnaies (Mesures relatives à l'introduction, la détention et la circulation des). A. L. 22 octobre 1918 et 24 octobre 1918.	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	39	17	—	17	22	7	15	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Turnhout							Mons						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	A l'emprisonnement.	A l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	A l'emprisonnement.	A l'amende.
37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51
Substances nuisibles administrées, 402, 405	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État. (Délits contre la) — Recèlement d'agents ou soldats ennemis, 121, § 2. (A. L. 14 octobre 1916.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État. (Délits contre la) — Dénonciation méchante à l'ennemi, 121*bis*, § 1. (A.L. 8 avril 1917.)	9	1	—	1	8	7	1	42	8	—	8	34	33	1
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499.	142	16	—	16	126	47	79	10	4	—	4	6	—	6
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232.	2	—	—	—	2	2	—	1	—	—	—	1	—	1
Vol, 463, 464, 466	224	25	—	25	199	139	60	420	44	—	44	376	213	163
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	5	—	—	—	5	3	2	136	8	—	8	128	48	80
Contraventions de police.														
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés. (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 3°	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Autres contraventions	1	—	—	—	1	—	1	10	1	—	1	9	1	8
Infractions prévues par des lois spéciales.														
Alcool (Prohibition de l'). A. L. 15 novembre 1918.	4	4	—	4	—	—	—	3	1	—	1	2	—	2
Id. id. L. 29 août 1919, art. 12 et 14.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes de guerre (Port illégal d'). L. 26 mai 1876.	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858, AA. RR. 31 mai 1885, 1er mars 1888, 2 août 1902, 10 avril 1906, 25 février 1913, 24 octobre 1919, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assistance judiciaire et procédure gratuite. (L. 30 juillet 1899.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, — sauf l'article 31.	12	4	—	4	8	—	8	67	13	—	13	54	2	52
Chemins de fer de l'État, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. L. 6 mars. A. R. 22 septembre 1823.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. L. 1er avril 1879.	—	—	—	—	—	—	—	19	19	19	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	4	—	4
Enfance. (Protection de l') — Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans à des travaux excédant ses forces. L. 15 mai 1912, art. 62.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 63.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etrangers (Rupture de ban d'expulsion). L. 12 février 1897.	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	3	—
Guerre. — Alimentation des populations (Mesures destinées à assurer ou à faciliter l'). L. 4 août 1914, A. L. 5 novembre 1918. L. 11 octobre 1919 et arrêtés pris en exécution	222	9	—	9	213	48	165	58	9	2	7	49	4	45
Guerre. — Biens et intérêts appartenant à des sujets des nations ennemies (Déclaration et mise sous séquestre). A. L. 10 novembre 1918	—	—	—	—	—	—	—	11	9	—	9	2	—	2
Guerre. — Dépossession effectuée par l'ennemi (Participation aux mesures de). A. L. 31 mai 1917. A. R. 15 mars 1919.	16	4	—	4	12	11	1	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. — État de guerre et état de siège (infractions aux dispositions prises à raison de l'). A. L. 11 octobre 1916, A. R. du 11 octobre 1916 et arrêtés pris en exécution	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	1	3	1	2
Guerre. — État de guerre et état de siège (Publication d'écrits ou images ou diffusion d'informations et renseignements de nature à favoriser l'ennemi ou à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit des armées et des populations). A. L. 11 octobre 1916, art. 8 et 11.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. — Monnaies (Mesures relatives à l'introduction, la détention et la circulation des). A. L. 22 octobre 1918 et 24 octobre 1918.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS.	Charleroi							Tournal							Gand							
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	A l'emprisonnement.	A l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	A l'emprisonnement.	A l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	A l'emprisonnement.	A l'amende.
52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	3	—
47	15	—	15	32	32	—	31	10	—	10	21	21	—	53	18	—	18	35	32	3
16	7	—	7	9	4	5	—	—	—	—	—	—	—	9	3	2	1	6	3	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	1	2	2	—
6	—	—	—	6	1	5	1	—	—	—	1	—	1	6	—	—	—	6	2	4
957	172	9	163	785	289	496	394	91	27	64	303	110	193	1,414	528	177	351	886	431	455
273	65	4	61	208	34	174	43	17	5	12	26	13	13	4	1	—	1	3	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	2	2	—	12	—	12
8	1	—	1	7	—	7	6	2	—	2	4	—	4	11	8	—	8	3	—	3
91	16	7	9	75	4	71	3	—	—	—	3	—	3	3	1	—	1	2	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	6	—	6	—	—	—
3	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
132	6	1	5	126	15	111	86	7	2	5	79	6	73	156	49	—	49	107	22	85
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	1	2	1	1
5	1	—	1	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	1	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	1	—	1
6	—	—	—	6	6	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—
335	52	15	37	283	4	279	31	2	—	2	29	4	25	615	295	2	293	320	16	304
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	3	—	3	3	1	2
3	1	1	—	2	—	2	6	2	2	—	4	—	4	22	18	16	2	4	—	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	8	3	—	3	5	5	—

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Audenarde							Termonde							Bruges							Courtrai							Furnes						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108
Substances nuisibles administrées, 402, 405	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État. (Recèlement d'agents ou soldats ennemis, 121, § 2. (A. L. 11 octobre 1916.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(Délits contre la) Dénonciation méchante à l'ennemi, 121*bis*, § 1.(A. L 8 avril 1917.)	2	1	—	1	1	1	—	29	10	—	10	19	18	1	3	1	—	1	2	2	—	34	24	—	24	10	8	2	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499.	2	—	—	—	2	—	2	9	3	—	3	6	3	3	46	42	—	42	4	—	4	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232.	2	—	—	—	2	—	2	9	1	—	—	9	1	8	5	—	—	—	5	2	3	6	—	—	—	6	2	4	3	—	—	—	3	1	2
Vol, 463, 464, 466	489	266	193	73	223	99	124	663	230	125	105	433	243	190	714	231	78	153	483	239	244	500	166	31	135	334	170	164	233	63	12	51	170	98	72
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	39	10	2	8	29	9	20	68	7	—	7	61	17	44	15	—	—	—	15	4	11	18	7	1	6	11	5	6	2	—	—	—	2	2	—
Contraventions de police.																																		
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés. (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 3°	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	3	5	—	5	1	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions.	25	10	7	3	15	—	15	23	3	1	2	20	—	20	23	7	—	7	16	—	16	8	1	—	1	7	1	6	7	1	—	1	6	1	5
Infractions prévues par des lois spéciales.																																		
Alcool (Prohibition de l'). A. L. 15 novembre 1918.	4	—	—	—	4	—	4	6	—	—	—	6	—	6	5	1	1	—	4	1	3	3	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. L. 29 août 1919, art. 12 et 14.	1	1	—	1	—	—	—	2	2	—	2	—	—	—	9	1	—	1	8	—	8	23	11	—	11	12	—	12	4	—	—	—	4	—	4
Armes de guerre (Port illégal d'). L. 26 mai 1876.	6	3	3	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858. AA. RR. 31 mai 1885, 1er mars 1888, 2 août 1902, 10 avril 1906, 25 février 1913, 24 octobre 1919, etc.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assistance judiciaire et procédure gratuite. (L. 30 juillet 1899.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900. — sauf l'article 31.	71	6	1	5	65	6	59	115	25	—	25	90	12	78	58	7	—	7	51	3	48	28	8	—	8	20	—	20	10	2	—	2	8	—	8
Chemins de fer de l'État, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	11	1	1	—	10	—	10	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. L. 6 mars 1818. A. R. 22 septembre 1823	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. L. 1er avril 1879.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	6	6	—	5	—	5	1	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	1	—	1
Enfance. (Protections de l') Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emploi d'un enfant de moins de 16 ans à des travaux excédant ses forces. L. 15 mai 1912, art. 62.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emploi d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 63.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etrangers (Rupture de ban d'expulsion). L. 12 février 1897.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. Alimentation des populations (Mesures destinées à assurer ou à faciliter l'). L. 4 août 1914, A. L. 5 novembre 1918. L. 11 octobre 1919 et arrêtés pris en exécution	84	18	7	11	66	7	59	559	201	43	158	358	11	347	556	188	13	175	368	20	348	132	51	18	33	81	1	80	301	117	—	117	184	7	177
Biens et intérêts appartenant à des sujets des nations ennemies (Déclaration et mise sous séquestre). A. L. 10 novembre 1918	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dépossession effectuée par l'ennemi (Participation aux mesures de). A. L. 31 mai 1917. A. R. 15 mars 1919.	4	—	—	—	4	4	—	79	61	1	60	18	15	3	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
État de guerre et état de siège (Infractions aux dispositions prises à raison de l'). A. L. 11 octobre 1916. A. R. du 11 octobre 1916 et arrêtés pris en exécution	16	—	—	—	16	3	13	40	8	—	8	32	2	30	5	1	—	1	1	—	1	136	19	19	—	117	—	117	—	—	—	—	—	—	—
État de guerre et état de siège (Publication d'écrits ou images ou diffusion d'informations et renseignements de nature à favoriser l'ennemi ou à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit des armées et des populations. A. L. 11 octobre 1916 art. 8 et 11.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Monnaies (Mesures relatives à l'introduction, la détention et la circulation des). A. L. 22 octobre 1918 et 24 octobre 1918.	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	7	—	—	—	7	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Ypres							Liége							Huy							Verviers							Tongres						
	Total	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total	Prévenus non condamnés			Prévenus condamnés			Total	Prévenus non condamnés			Prévenus condamnés		
	Total des prévenus.	Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.	Total des prévenus.	Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés	Total.	à l'emprisonnement	à l'amende	Total des prévenus.	Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.	Total des prévenus	Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés	Total.	à l'emprisonnement	à l'amende.	Total des prévenus.	Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144
Substances nuisibles administrées, 402, 405	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État. (Recèlement d'agents ou soldats ennemis, 121, § 2. (A. L. 11 octobre 1916.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(Délits contre la) Dénonciation mécharte à l'ennemi, 121*bis*, § 1 (A. L. 8 avril 1917.)	—	—	—	—	—	—	—	66	12	—	12	54	51	—	22	9	—	9	13	13	—	3	—	—	—	3	3	—	10	5	—	5	5	5	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	1	—	—	—	1	—	1	21	7	—	7	14	11	3	7	2	—	2	5	3	2	12	3	—	3	9	2	7	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	1	—	—	—	1	—	1	11	—	—	—	11	7	4	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—	1	—	—	—	1	—	1
Vol, 463, 464, 466	658	212	129	83	444	22	422	759	80	18	62	679	474	205	172	85	1	84	87	21	66	161	28	6	22	133	75	58	181	20	—	20	161	74	87
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	2	—	—	—	2	—	2	70	6	2	4	64	14	50	7	2	—	2	5	1	1	27	5	—	5	22	7	15	6	4	4	—	2	2	—
Contraventions de police.																																			
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés. (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 3°	—	—	—	—	—	—	—	44	18	17	1	26	1	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	3	1	—	1	2	—	2	16	—	—	—	16	—	16	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	6	—	—	—	6	—	6
Infractions prévues par des lois spéciales.																																			
Alcool (Prohibition de l'). A. L. 15 novembre 1918	—	—	—	—	—	—	—	52	12	12	—	40	1	39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—
Id. id. L. 29 août 1919, art. 12 et 14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes de guerre (Port illégal d'). L. 26 mai 1876	19	4	4	—	15	—	15	3	2	2	—	1	—	1	2	1	—	1	1	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858. AA. RR. 31 mai 1885, 1er mars 1888, 2 août 1902, 10 avril 1906, 25 février 1913, 24 octobre 1919, etc.	—	—	—	—	—	—	—	5	2	1	1	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assistance judiciaire et procédure gratuite. (L. 30 juillet 1899.)	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, — sauf l'article 31	16	7	6	1	9	—	9	105	15	3	12	90	7	83	45	6	—	6	39	1	38	36	3	1	2	33	—	33	95	15	—	15	80	—	80
Chemins de fer de l'État, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. L. 6 mars 1818. A. R. 22 septembre 1823	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. L. 1er avril 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	—	—	—	—	—	—	—	55	—	—	—	55	6	49	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emploi d'un enfant de moins de 16 ans à des travaux excédant ses forces. L. 15 mai 1912, art. 62	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emploi d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	4	2	2	3	1	—	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	—	—	—	—	—	—	—	11	—	—	—	11	—	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etrangers (Rupture de ban d'expulsion). L. 12 février 1897	—	—	—	—	—	—	—	6	—	—	—	6	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. — Alimentation des populations (Mesures destinées à assurer ou à faciliter l'). L. 4 août 1914, A. L. 5 novembre 1918. L. 11 octobre 1919 et arrêtés pris en exécution	97	31	4	27	66	—	66	843	210	54	156	633	15	618	60	21	—	21	39	3	36	313	76	—	76	237	18	219	16	—	—	—	16	11	5
Biens et intérêts appartenant à des sujets des nations ennemies (Déclaration et mise sous séquestre). A. L. 10 novembre 1918	—	—	—	—	—	—	—	3	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dépossession effectuée par l'ennemi (Participation aux mesures de). A. L. 31 mai 1917. A. R. 15 mars 1919	16	10	—	10	6	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
État de guerre et état de siège (Infractions aux dispositions prises à raison de l'). A. L. 11 octobre 1916. A. R. du 11 octobre 1916 et arrêtés pris en exécution	30	4	—	4	26	—	26	42	19	17	2	23	2	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
État de guerre et état de siège (publication d'écrits ou images ou diffusion d'informations et renseignements de nature à favoriser l'ennemi ou à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit des armées et des populations A. L. 11 octobre 1916, art. 8 et 11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Monnaies (Mesures relatives à l'introduction, la détention et la circulation des). A. L. 22 octobre 1918 et 24 octobre 1918	—	—	—	—	—	—	—	20	5	—	5	15	3	12	—	—	—	—	—	—	—	8	—	—	—	8	2	6	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Hasselt							Arlon						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159
Substances nuisibles administrées, 402, 405	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État. (Délits contre la) — Recèlement d'agents ou soldats ennemis, 121, § 2. (A. L. 11 octobre 1916.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État. (Délits contre la) — Dénonciation méchante à l'ennemi, 121*bis*, § 1. (A. L. 8 avril 1917.)	20	11	—	11	9	9	—	12	8	—	8	4	4	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499.	2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232.	2	—	—	—	2	1	1	1	—	—	—	1	1	—
Vol, 463, 461, 466	98	5	—	5	93	63	30	102	48	—	48	54	19	35
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	11	—	—	—	11	2	9	2	—	—	—	2	—	2
Contraventions de police.														
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés. (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 3°	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales.														
Alcool (Prohibition de l'). A. L. 15 novembre 1918.	17	6	6	—	11	2	9	1	1	—	1	—	—	—
Id. id. L. 29 août 1919, art. 12 et 14.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes de guerre (Port illégal d'). L. 26 mai 1876.	2	—	—	—	2	—	2	19	—	—	—	19	—	19
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858. AA. RR. 31 mai 1885, 1er mars 1888, 2 août 1902, 10 avril 1906, 25 février 1913, 24 octobre 1919, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assistance judiciaire et procédure gratuite. (L. 30 juillet 1899.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900. — sauf l'article 31.	90	15	3	12	75	—	75	86	22	—	22	64	2	62
Chemins de fer de l'État, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. L. 6 mars 1818. A. R. 22 septembre 1823	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. L. 1er avril 1879.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans à des travaux excédant ses forces. L. 15 mai 1912, art. 62.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 63.	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etrangers (Rupture de ban d'expulsion). L. 12 février 1897.	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	1	—
Guerre. — Alimentation des populations (Mesures destinées à assurer ou à faciliter l'). L. 4 août 1914. A. L. 5 novembre 1918. L. 11 octobre 1919 et arrêtés pris en exécution	61	15	—	15	46	27	19	16	5	1	4	11	—	11
Guerre. — Biens et intérêts appartenant à des sujets des nations ennemies (déclaration et mise sous séquestre). A. L. 10 novembre 1918	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. — Dépossession effectuée par l'ennemi (Participation aux mesures de). A. L. 31 mai 1917. A. R. 15 mars 1919.	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. — État de guerre et état de siège (Infractions aux dispositions prises à raison de l'). A. L. 11 octobre 1916. A. R. du 11 octobre 1916 et arrêtés pris en exécution	1	1	—	1	—	—	—	6	—	—	—	6	—	6
Guerre. — État de guerre et état de siège (publication d'écrits ou images ou diffusion d'informations et renseignements de nature à favoriser l'ennemi ou à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit des armées et des populations). A. L. 11 octobre 1916 art. 8 et 11.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. — Monnaies (Mesures relatives à l'introduction, la détention et la circulation des). A. L. 22 octobre 1918 et 24 octobre 1918.	1	1	—	1	—	—	—	13	10	—	10	3	1	2

NATURE DES INFRACTIONS.	Marche							Neufchâteau						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
145	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173
Substances nuisibles administrées, 402, 405	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État. (Délits contre la) — Recèlement d'agents ou soldats ennemis, 121, § 2. (A. L. 11 octobre 1916.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État. (Délits contre la) — Dénonciation méchante à l'ennemi, 121*bis*, § 1. (A. L. 8 avril 1917.)	6	3	—	3	3	3	—	5	1	—	1	4	4	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232.	1	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	1	1	—
Vol, 463, 461, 466	58	12	4	8	46	31	15	161	88	34	54	73	46	27
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	1	3	3	—
Contraventions de police.														
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés. (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 3°	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions.	5	—	—	—	5	—	5	4	4	—	4	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales.														
Alcool (Prohibition de l'). A. L. 15 novembre 1918.	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	1	—	1
Id. id. L. 29 août 1919, art. 12 et 14.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes de guerre (Port illégal d'). L. 26 mai 1876.	22	1	—	1	21	—	21	9	3	3	—	6	—	6
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858. AA. RR. 31 mai 1885, 1er mars 1888, 2 août 1902, 10 avril 1906, 25 février 1913, 24 octobre 1919, etc.	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Assistance judiciaire et procédure gratuite. (L. 30 juillet 1899.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900. — sauf l'article 31.	25	3	—	3	22	—	22	56	22	6	16	34	1	33
Chemins de fer de l'État, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
Collectes non autorisées. L. 6 mars 1818. A. R. 22 septembre 1823	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. L. 1er avril 1879.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans à des travaux excédant ses forces. L. 15 mai 1912, art. 62.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 63.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etrangers (Rupture de ban d'expulsion). L. 12 février 1897.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. — Alimentation des populations (Mesures destinées à assurer ou à faciliter l'). L. 4 août 1914. A. L. 5 novembre 1918. L. 11 octobre 1919 et arrêtés pris en exécution	46	5	—	5	41	1	40	23	7	2	5	16	—	16
Guerre. — Biens et intérêts appartenant à des sujets des nations ennemies (déclaration et mise sous séquestre). A. L. 10 novembre 1918	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. — Dépossession effectuée par l'ennemi (Participation aux mesures de). A. L. 31 mai 1917. A. R. 15 mars 1919.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. — État de guerre et état de siège (Infractions aux dispositions prises à raison de l'). A. L. 11 octobre 1916. A. R. du 11 octobre 1916 et arrêtés pris en exécution	16	—	—	—	16	2	14	56	13	4	9	43	3	40
Guerre. — État de guerre et état de siège (publication d'écrits ou images ou diffusion d'informations et renseignements de nature à favoriser l'ennemi ou à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit des armées et des populations). A. L. 11 octobre 1916 art. 8 et 11.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. — Monnaies (Mesures relatives à l'introduction, la détention et la circulation des). A. L. 22 octobre 1918 et 24 octobre 1918.	2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS.	Namur							Dinant						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
145	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187
Substances nuisibles administrées, 402, 405	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État. (Délits contre la) — Recèlement d'agents ou soldats ennemis, 121, § 2. (A. L. 11 octobre 1916.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État. (Délits contre la) — Dénonciation méchante à l'ennemi, 121*bis*, § 1. (A. L. 8 avril 1917.)	8	3	—	3	5	5	—	12	2	—	2	10	10	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499.	4	2	2	—	2	—	2	1	—	—	—	1	—	1
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232.	5	2	1	1	3	2	1	2	—	—	—	2	—	2
Vol, 463, 461, 466	599	210	117	93	389	204	185	191	64	60	4	127	35	92
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	28	4	—	4	24	9	15	26	22	15	7	4	—	4
Contraventions de police.														
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés. (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 3°	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions.	2	1	1	—	1	—	1	2	2	2	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales.														
Alcool (Prohibition de l'). A. L. 15 novembre 1918.	9	1	—	1	8	—	8	14	1	—	1	13	—	13
Id. id. L. 29 août 1919, art. 12 et 14.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes de guerre (Port illégal d'). L. 26 mai 1876.	1	—	—	—	1	—	1	2	—	—	—	2	2	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858. AA. RR. 31 mai 1885, 1er mars 1888, 2 août 1902, 10 avril 1906, 25 février 1913, 24 octobre 1919, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assistance judiciaire et procédure gratuite. (L. 30 juillet 1899.)	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900. — sauf l'article 31.	76	9	—	9	67	11	56	70	22	10	12	48	1	47
Chemins de fer de l'État, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. L. 6 mars 1818. A. R. 22 septembre 1823	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. L. 1er avril 1879.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Enfance. (Protection de l') — Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans à des travaux excédant ses forces. L. 15 mai 1912, art. 62.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protection de l') — Emploi d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 63.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etrangers (Rupture de ban d'expulsion). L. 12 février 1897.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. — Alimentation des populations (Mesures destinées à assurer ou à faciliter l'). L. 4 août 1914. A. L. 5 novembre 1918. L. 11 octobre 1919 et arrêtés pris en exécution	45	18	11	7	27	11	16	318	59	24	35	259	—	259
Guerre. — Biens et intérêts appartenant à des sujets des nations ennemies (déclaration et mise sous séquestre). A. L. 10 novembre 1918	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. — Dépossession effectuée par l'ennemi (Participation aux mesures de). A. L. 31 mai 1917. A. R. 15 mars 1919.	4	—	—	—	4	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. — État de guerre et état de siège (Infractions aux dispositions prises à raison de l'). A. L. 11 octobre 1916. A. R. du 11 octobre 1916 et arrêtés pris en exécution	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Guerre. — État de guerre et état de siège (publication d'écrits ou images ou diffusion d'informations et renseignements de nature à favoriser l'ennemi ou à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit des armées et des populations). A. L. 11 octobre 1916 art. 8 et 11.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. — Monnaies (Mesures relatives à l'introduction, la détention et la circulation des). A. L. 22 octobre 1918 et 24 octobre 1918.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Bruxelles							Louvain							Nivelles							Anvers							Malines						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
Guerre — Relations d'ordre économique avec l'ennemi (Interdiction des). A. L. 10 décembre 1916. AA. RR. 19 avril 1919 et 9 août 1919.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre — Valeurs et marchandises (Exportation, transit, importation et commerce des). A. L. 7 novembre 1918 prorogé par L. 6 octobre 1919. AA. RR. 11 décembre 1918, 28 mars 1919 et 3 mai 1919.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Impôts (Lois et règlements concernant les)	89	22	1	21	67	67	—	5	—	—	—	5	4	1	8	—	—	—	8	—	8	42	5	—	5	37	32	5	7	2	—	2	5	4	1
Infractions rurales. Code rural. L. 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	9	—	—	—	9	—	9	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	1	1
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	12	—	—	—	12	10	2	—	—	—	—	—	—	—	29	9	—	9	20	4	16	168	65	—	65	103	—	103	—	—	—	—	—	—	—	—
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L. 4 mai 1900. A. R. 20 octobre 1903. A. R 3 février 1919	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 2 mai 1837, 5 juin 1911 coordonnées. AA. RR. 28 avril 1884, 13 décembre 1895, 23 juin 1908, 28 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	5	—	—	—	5	—	5	19	2	—	2	17	—	17	3	—	—	—	3	—	3	45	1	—	1	44	—	44	64	8	—	8	56	—	56
Police maritime	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	2	—	2	13	13	—	—	—	—	—	1	—	1
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2	1	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Population (Registre de la). L. 2 juin 1856. A. R. 30 décembre 1900. A. R. 6 février 1919	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Postes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. Décret 20 juillet 1831, art. 13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	4	1	3	12	—	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. concernant d'autres objets	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	(1) 1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	3	—	3	5	4	1	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales (Lois coordonnées sur les). Code de commerce Livre I, Titre IX, art. 175 à 183	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État (Délits contre la). Avoir favorisé la désertion d'individus appartenant aux armées de terre et de mer. L. 12 décembre 1817, art. 1er	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	7	1	—	1	6	—	6	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	3	1	—	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Sûreté et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899. AA. RR. 30 et 31 mars 1903, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Travail des femmes et des enfants. A. R. du 28 février 1919 coordonnant les dispositions de la loi du 26 mai 1914 avec celles des lois des 13 décembre 1889 et 10 août 1911 qui restent en vigueur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Vente de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION																																			
Crimes correctionnalisés	872	137	48	89	735	735	—	329	154	95	59	175	174	1	288	118	77	41	170	169	1	266	42	16	26	224	224	—	193	54	2	52	139	139	—
Délits prévus par le Code pénal	3,354	687	222	465	2,667	1,756	911	1,395	479	173	306	916	412	504	2,003	631	240	391	1,372	549	823	1,712	301	53	248	1,411	846	565	1,042	185	2	183	857	539	318
Contraventions de police	2	—	—	—	2	1	1	16	—	—	—	16	1	15	14	1	1	—	13	1	12	8	—	—	—	8	—	8	9	5	—	5	4	—	4
Infractions prévues par des lois spéciales	817	135	1	134	682	118	564	434	119	53	66	315	38	277	798	219	96	123	579	23	556	677	189	21	168	488	138	350	310	39	—	39	271	15	256
TOTAUX	5,045	959	271	688	4,086	2,610	1,476	2,174	752	321	431	1,422	625	797	3,103	969	414	555	2,134	742	1,392	2,663	532	90	442	2,131	1,208	923	1,554	283	4	279	1,271	693	578
Infractions forestières	2,081	167	112	55	1,914			451	34	10	24	417			227	39	28	11	188			123	4	—	4	119			36	2	—	2	34		
TOTAUX	7,126	1,126	383	743	6,000			2,625	786	331	455	1,839			3,330	1,008	442	566	2,322			2,786	536	90	446	2,250			1,590	285	4	281	1,305		

(1) Un individu condamné par application d'un arrêté de la Députation permanente du Brabant (Loi provinciale, art. 85 et 107).

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Turnhout							Mons						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51
Guerre — Relations d'ordre économique avec l'ennemi (Interdiction des). A. L. 10 décembre 1916, AA. RR. 19 avril 1919 et 9 août 1919.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre — Valeurs et marchandises (Exportation, transit, importation et commerce des). A. L. 7 novembre 1918 prorogé par L. 6 octobre 1919. AA. RR. 11 décembre 1918, 28 mars 1919 et 3 mai 1919.	9	—	—	—	9	5	4	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (Lois et règlements concernant les).	12	3	—	3	9	8	1	1	—	—	—	1	—	1
Infractions rurales. Code rural. L. 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902.	—	—	—	—	—	—	—	21	2	—	2	19	10	9
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L. 4 mai 1900. A. R. 20 octobre 1903. A. R. 3 février 1919.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 2 mai 1837, 5 juin 1911 coordonnées. AA. RR. 28 avril 1884, 13 décembre 1895 23 juin 1908, 28 août 1911.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899.	14	1	—	1	13	—	13	2	—	—	—	2	—	2
Police maritime	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Id. id. id. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Population (Registre de la). L. 2 juin 1856. A. R. 30 décembre 1900, A. R. 6 février 1919.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Postes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. Décret 20 juillet 1831, art. 13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891.	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
Règlements communaux sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. concernant d'autres objets	—	—	—	—	—	—	—	5	2	—	2	3	—	3
Id. provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales (Lois coordonnées sur les). Code de commerce Livre I, Titre IX, art. 175 à 183.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État (Délits contre la) Avoir favorisé la désertion d'individus appartenant aux armées de terre et de mer. L. 12 décembre 1817, art. 1er.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Travail (Organisation du) — Sûreté et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899. AA. RR. 30 et 31 mars 1903, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Travail des femmes et des enfants. A. R. du 28 février 1919 coordonnant les dispositions de la loi du 26 mai 1914 avec celles des lois des 13 décembre 1889 et 10 août 1911 qui restent en vigueur.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vente de marchandises neuves. L. 20 mai 1846.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
RÉCAPITULATION														
Crimes correctionnalisés.	79	29	6	23	50	50	—	378	82	1	81	296	295	1
Délits prévus par le Code pénal.	602	76	2	74	526	307	219	1,417	318	6	312	1,099	676	423
Contraventions de police.	1	—	—	—	1	—	1	11	1	—	1	10	1	9
Infractions prévues par des lois spéciales.	290	25	—	25	265	72	193	201	57	21	36	144	20	124
TOTAUX.	972	130	8	122	842	429	413	2,007	458	28	430	1,549	992	557
Infractions forestières.	279	20	18	2	259			71	14	2	12	57		
TOTAUX.	1,251	150	26	124	1,101			2,078	472	30	442	1,606		

(1) Trois individus condamnés par application d'un arrêté de la députation permanente du Hainaut (Loi provinciale, art. 85 et 107).

NATURE DES INFRACTIONS.	Charleroi							Tournal							Gand						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	5	5	—
2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
15	3	—	3	12	10	2	1	1	—	1	—	—	—	84	28	15	13	56	51	5
—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—
10	3	1	2	7	—	7	—	—	—	—	—	—	—	6	1	—	1	5	—	5
10	3	—	3	7	2	5	2	—	—	—	2	1	1	7	2	2	—	5	1	4
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
125	—	—	—	125	1	124	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
70	21	6	15	49	—	49	—	—	—	—	—	—	—	83	13	10	3	70	1	69
37	2	1	1	35	—	35	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
37	11	—	11	26	1	25	1	1	—	1	—	—	—	4	3	3	—	1	—	1
4	1	—	1	(1) 3	3	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7	7	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
846	344	144	200	502	502	—	130	60	22	38	70	66	4	354	68	34	34	286	284	2
3,442	726	94	632	2,716	926	1,790	932	285	107	178	647	332	315	3,444	1,165	315	850	2,279	1,085	1,194
8	1	—	1	7	—	7	6	2	—	2	4	—	4	25	10	2	8	15	—	15
901	129	33	96	772	46	726	135	15	5	10	120	11	109	1,015	425	49	376	590	106	484
5,197	1,200	271	929	3,997	1,474	2,523	1,203	362	134	228	841	409	432	4,838	1,668	400	1,268	3,170	1,475	1,695
129	50	13	37	79			21	1	1	—	20			62	—	—	—	62		
5,326	1,250	284	966	4,076			1,224	363	135	228	861			4,900	1,668	400	1,268	3,232		

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Audenarde							Termonde							Bruges							Courtrai							Furnes						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
78	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108
Guerre — Relations d'ordre économique avec l'ennemi (Interdiction des). A. L. 10 décembre 1916. AA. RR. 19 avril 1919 et 9 août 1919.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre — Valeurs et marchandises (Exportation, transit, importation et commerce des). A. L. 7 novembre 1918 prorogé par L. 6 octobre 1919. AA. RR. 11 décembre 1918, 28 mars 1919 et 3 mai 1919.	1	—	—	—	1	—	1	3	1	—	1	2	2	—	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (Lois et règlements concernant les)	9	—	—	—	9	9	—	4	—	—	—	4	4	—	11	3	—	3	8	4	4	12	—	—	—	12	12	—	11	1	—	1	10	3	7
Infractions rurales. Code rural. L. 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	3	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Ivresse publique. L. 16 août 1887	5	—	—	—	5	—	5	6	5	1	4	1	—	1	8	2	—	2	6	3	3	2	—	—	—	2	—	2	1	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	15	11	11	—	4	—	4	21	19	17	2	2	—	2	5	1	1	—	4	—	4	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1933 modifiant L. 4 mai 1900. A. R. 20 octobre 1903. A. R. 3 février 1919	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 2 mai 1837, 5 juin 1911 coordonnées. A. R. 28 avril 1884, 13 décembre 1895, 23 juin 1908, 28 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	14	6	2	4	8	—	8	52	7	3	4	45	—	45	16	2	1	1	14	—	14	11	7	6	1	4	—	4	44	9	8	1	35	4	31
Police maritime	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882. Id. id. id. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	—	3	2	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Population (Registre de la). L. 2 juin 1856. A. R. 30 décembre 1900. A. R. 6 février 1919	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	2	—	—	—	—	—	2
Postes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Presse. Décret 20 juillet 1831, art. 13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. concernant d'autres objets	2	1	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales (Lois coordonnées sur les). Code de commerce Livre I, Titre IX, art. 175 à 183	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État (Délits contre la), Avoir favorisé la désertion d'individus appartenant aux armées de terre et de mer. L. 12 décembre 1817, art. 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	—	2	1	1	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	1	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Sûreté et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899. A. R. 30 et 31 mars 1933, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Travail des femmes et des enfants. A. R. du 28 février 1919 coordonnant les dispositions de la loi du 26 mai 1914 avec celles des lois des 13 décembre 1889 et 10 août 1911 qui restent en vigueur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vente de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
RÉCAPITULATION																																			
Crimes correctionnalisés	139	62	26	36	77	77	—	560	373	305	68	187	187	—	285	101	129	32	124	124	—	157	72	14	58	85	85	—	29	4	1	3	25	25	—
Délits prévus par le Code pénal	1,347	676	403	273	671	264	407	2,187	701	275	426	1,486	718	768	2,249	821	227	594	1,428	588	840	1,374	505	138	367	869	363	506	518	172	20	152	346	155	191
Contraventions de police	25	10	7	3	15	—	15	31	6	1	5	25	—	25	24	8	1	7	16	—	16	9	1	—	1	8	1	7	7	1	—	1	6	1	5
Infractions prévues par des lois spéciales	244	47	26	21	197	23	168	898	331	65	269	564	49	515	707	216	22	194	491	40	451	359	98	43	55	261	13	248	378	131	8	123	247	15	232
TOTAUX	1,755	795	462	333	960	370	590	3,676	1,411	646	768	2,262	954	1,308	3,265	1,206	379	827	2,059	752	1,307	1,899	676	195	481	1,223	462	761	932	308	29	279	624	196	428
Infractions forestières	50	17	6	11	33			55	6	—	6	49			99	78	4	74	21			12	5	—	5	7			—	—	—	—	—		
TOTAUX	1,805	812	468	344	993			3,731	1,420	646	774	2,311			3,364	1,284	383	901	2,080			1,911	681	195	486	1,230			932	308	29	279	624		

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel, pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Ypres							Liége						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123
Guerre — Relations d'ordre économique avec l'ennemi (Interdiction des). A. L. 10 décembre 1916. AA. RR. 10 avril 1919 et 9 août 1919.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Guerre — Valeurs et marchandises (Exportation, transit, importation et commerce des). A. L. 7 novembre 1918 prorogé par L. 6 octobre 1919. AA. RR. 11 décembre 1918, 28 mars 1919 et 3 mai 1919.	—	—	—	—	—	—	—	6	4	—	4	2	2	—
Impôts (Lois et règlements concernant les).	7	—	—	—	7	6	1	30	6	5	1	24	22	2
Infractions rurales. Code rural. L. 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la).	—	—	—	—	—	—	—	6	—	—	—	6	—	6
Ivresse publique. L. 16 août 1887.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902.	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	1	—	1
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L. 4 mai 1900. A. R. 20 octobre 1903. A. R. 3 février 1919.	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 2 mai 1837, 5 juin 1911, coordonnées. A. R. 28 avril 1884, 13 décembre 1895 23 juin 1908, 28 août 1911.	—	—	—	—	—	—	—	142	6	—	6	136	1	135
Organisation militaire.	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899.	8	4	4	—	4	—	4	121	32	22	10	89	3	86
Police maritime	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882.	—	—	—	—	—	—	—	127	3	—	3	124	—	124
Id. id. id. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908.	—	—	—	—	—	—	—	3	1	1	—	2	—	2
Population (Registre de la). L. 2 juin 1856. A. R. 30 décembre 1900, A. R. 6 février 1919.	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	2	—
Postes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. Décret 20 juillet 1831, art. 13.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. concernant d'autres objets	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2
Id. provinciaux.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales (Lois coordonnées sur les). Code de commerce Livre I, Titre IX, art. 175 à 183.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État (Délits contre la). Avoir favorisé désertion d'individus appartenant aux armées de terre et de mer. L. 12 décembre 1817, art. 1er	4	1	—	1	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Travail (Organisation du) — Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Sûreté et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899. A. R. 30 et 31 mars 1903, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Travail des femmes et des enfants. A. R. du 28 février 1919 coordonnant les dispositions de la loi du 26 mai 1914 avec celles des lois des 13 décembre 1889 et 10 août 1911 qui restent en vigueur.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vente de marchandises neuves. L. 20 mai 1846.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Voirie, roulage et messageries.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION														
Crimes correctionnalisés.	10	3	—	3	7	7	—	708	117	53	64	591	590	1
Délits prévus par le Code pénal.	1191	285	155	130	906	47	859	2,212	268	69	199	1,944	1216	728
Contraventions de police.	3	1	—	1	2	—	2	60	18	17	1	42	1	41
Infractions prévues par des lois spéciales.	198	61	18	43	137	7	130	1,600	321	120	201	1,279	74	1205
TOTAUX.	1,402	350	173	177	1,052	61	991	4,580	724	259	465	3,856	1881	1975
Infractions forestières.	—	—	—	—	—			176	3	—	3	173		
TOTAUX.	1,402	350	173	177	1,052			4,756	727	259	468	4,029		

NATURE DES INFRACTIONS.	Huy							Verviers							Tongres						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement	à l'amende		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	62	1	—	1	61	61	—	2	—	—	—	2	1	1
—	—	—	—	—	—	—	27	6	—	6	21	5	16	26	3	1	2	23	20	3
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2	1	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3	—	—	—	3	—	3	13	3	3	—	10	—	10	19	2	—	2	17	—	17
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	—	—	—	5	—	5	9	—	—	—	9	—	9	12	—	—	—	12	—	12
—	—	—	—	—	—	—	10	—	—	—	10	—	10	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	3	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
80	34	2	32	46	46	—	205	49	5	44	156	156	—	71	6	—	6	65	64	1
344	136	2	134	208	87	121	526	115	13	102	411	230	181	402	70	6	64	332	151	181
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	6	—	—	—	6	—	6
122	29	—	29	93	8	85	484	90	4	86	394	86	308	179	22	1	21	157	37	120
546	199	4	195	347	141	206	1,216	254	22	232	962	472	490	658	98	7	91	560	252	308
90	9	—	9	81			55	5	—	5	50			40	11	5	6	29		
636	208	4	204	428			1,271	259	22	237	1,012			698	109	12	97	589		

XX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel, pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Hasselt							Arlon						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159
Guerre — Relations d'ordre économique avec l'ennemi (Interdiction des). A. L. 10 décembre 1916. AA. RR. 10 avril 1919 et 9 août 1919.	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Guerre — Valeurs et marchandises (Exportation, transit, importation et commerce des). A. L. 7 novembre 1918 prorogé par L. 6 octobre 1919. AA. RR. 11 décembre 1918, 28 mars 1919 et 3 mai 1919.	3	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (Lois et règlements concernant les)	16	10	7	3	6	5	1	11	1	—	1	10	6	4
Infractions rurales. Code rural. L. 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L. 4 mai 1900. A. R. 20 octobre 1903. A. R. 3 février 1919	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 2 mai 1837, 5 juin 1911, coordonnées. A. R. 28 avril 1884, 13 décembre 1895 23 juin 1908, 28 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	69	3	1	2	66	—	66	28	5	—	5	23	7	16
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	22	—	—	—	22	—	22	—	—	—	—	—	—	—
Police maritime	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Population (Registre de la). L. 2 juin 1850. A. R. 30 décembre 1900, A. R. 6 février 1919	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Postes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. Décret 20 juillet 1831, art. 13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. concernant d'autres objets	2	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	4	2	1	1	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales (Lois coordonnées sur les). Code de commerce Livre I, Titre IX, art. 175 à 183	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État (Délits contre la). Avoir favorisé la désertion d'individus appartenant aux armées de terre et de mer. L. 12 décembre 1817, art. 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Sûreté et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899. A. R. 30 et 31 mars 1903, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Travail des femmes et des enfants. A. R. du 28 février 1919 coordonnant les dispositions de la loi du 26 mai 1914 avec celles des lois des 13 décembre 1889 et 10 août 1911 qui restent en vigueur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vente de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION														
Crimes correctionnalisés	74	15	4	11	59	59	—	54	19	1	18	35	35	—
Délits prévus par le Code pénal	427	151	12	139	276	192	84	310	123	4	119	187	76	111
Contraventions de police	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	294	58	21	37	236	37	199	182	44	1	43	138	17	121
TOTAUX	795	224	37	187	571	288	283	546	186	6	180	360	128	232
Infractions forestières	170	25	11	14	145			197	—	—	—	197		
TOTAUX	965	249	48	201	716			743	186	6	180	557		

NATURE DES INFRACTIONS.	Marche							Neufchâteau						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173
Guerre — Relations d'ordre économique avec l'ennemi (Interdiction des). A. L. 10 décembre 1916. AA. RR. 10 avril 1919 et 9 août 1919.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre — Valeurs et marchandises (Exportation, transit, importation et commerce des). A. L. 7 novembre 1918 prorogé par L. 6 octobre 1919. AA. RR. 11 décembre 1918, 28 mars 1919 et 3 mai 1919.	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	5	—	5
Impôts (Lois et règlements concernant les)	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	5	—	5
Infractions rurales. Code rural. L. 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L. 4 mai 1900. A. R. 20 octobre 1903. A. R. 3 février 1919	—	—	—	—	—	—	—	2	2	2	—	—	—	—
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 2 mai 1837, 5 juin 1911, coordonnées. A. R. 28 avril 1884, 13 décembre 1895 23 juin 1908, 28 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	18	2	—	2	16	—	16	39	16	8	8	23	2	21
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police maritime	1	—	—	—	1	—	1	2	2	1	1	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Population (Registre de la). L. 2 juin 1850. A. R. 30 décembre 1900, A. R. 6 février 1919	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Postes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. Décret 20 juillet 1831, art. 13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	5	5	—	5	—	—	—
Id. id. concernant d'autres objets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales (Lois coordonnées sur les). Code de commerce Livre I, Titre IX, art. 175 à 183	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État (Délits contre la). Avoir favorisé la désertion d'individus appartenant aux armées de terre et de mer. L. 12 décembre 1817, art. 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Sûreté et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899. A. R. 30 et 31 mars 1903, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Travail des femmes et des enfants. A. R. du 28 février 1919 coordonnant les dispositions de la loi du 26 mai 1914 avec celles des lois des 13 décembre 1889 et 10 août 1911 qui restent en vigueur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vente de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION														
Crimes correctionnalisés	16	1	—	1	15	15	—	57	31	18	13	26	26	—
Délits prévus par le Code pénal	166	22	2	20	144	88	56	407	213	83	130	194	102	92
Contraventions de police	9	4	4	—	5	—	5	4	4	—	4	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	131	11	—	11	120	5	115	201	73	26	47	128	11	117
TOTAUX	322	38	6	32	284	108	176	669	321	127	194	348	139	209
Infractions forestières	103	25	—	25	78			133	58	35	23	75		
TOTAUX	425	63	6	57	362			802	379	162	217	423		

NATURE DES INFRACTIONS.	Namur							Dinant						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187
Guerre — Relations d'ordre économique avec l'ennemi (Interdiction des). A. L. 10 décembre 1916. AA. RR. 10 avril 1919 et 9 août 1919.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre — Valeurs et marchandises (Exportation, transit, importation et commerce des). A. L. 7 novembre 1918 prorogé par L. 6 octobre 1919. AA. RR. 11 décembre 1918, 28 mars 1919 et 3 mai 1919.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (Lois et règlements concernant les)	7	1	—	1	6	4	2	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. L. 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	2	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L. 4 mai 1900. A. R. 20 octobre 1903. A. R. 3 février 1919	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 2 mai 1837, 5 juin 1911, coordonnées. A. R. 28 avril 1884, 13 décembre 1895 23 juin 1908, 28 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	22	2	1	1	20	1	19	20	7	7	—	13	2	11
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police maritime	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Population (Registre de la). L. 2 juin 1850. A. R. 30 décembre 1900, A. R. 6 février 1919	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Postes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. Décret 20 juillet 1831, art. 13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux sur la police des filles publiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. concernant d'autres objets	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Id. provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales (Lois coordonnées sur les). Code de commerce Livre I, Titre IX, art. 175 à 183	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État (Délits contre la). Avoir favorisé la désertion d'individus appartenant aux armées de terre et de mer. L. 12 décembre 1817, art. 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Sûreté et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899. A. R. 30 et 31 mars 1903, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) — Travail des femmes et des enfants. A. R. du 28 février 1919 coordonnant les dispositions de la loi du 26 mai 1914 avec celles des lois des 13 décembre 1889 et 10 août 1911 qui restent en vigueur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vente de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION														
Crimes correctionnalisés	187	50	37	13	137	137	—	109	67	66	1	42	42	—
Délits prévus par le Code pénal	1,155	384	175	209	771	406	365	537	200	161	39	337	112	225
Contraventions de police	4	1	1	—	3	—	3	2	2	2	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	169	33	14	19	136	30	106	428	89	41	48	339	6	333
TOTAUX	1,515	468	227	241	1,047	573	474	1,076	358	270	88	718	160	558
Infractions forestières	126	—	—	—	126			564	3	—	3	561		
TOTAUX	1,641	468	227	241	1,173			1,640	361	270	91	1,279		

XX (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par chaque tribunal correctionnel, pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Bruxelles							Louvain						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Crimes correctionnalisés (Tentatives de).														
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, violences ou menaces, 467 à 470	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.														
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	2	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons, falsification, 500, 501. L. 4 août 1890, art. 4	3	—	—	—	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	2	—	—	—	2	—	2	1	—	—	—	1	—	1
Coups involontaires, 420	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, 545, 546	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor, détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un membre des chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recel de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.														
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de), art. 561, 2° et 3°	5	—	—	—	5	—	5	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	10	4	1	3	6	1	5	6	2	1	1	4	3	1
Infractions prévues par des lois spéciales.														
Armes de guerre (Port illégal d'). L. 26 mai 1876	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, sauf l'article 31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'État, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835. L. 24 juin 1885, L. 25 juillet 1891, etc.	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5), etc.	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4, § final de la loi du 4 août 1890	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. Alimentation des populations (Mesures destinées à assurer ou à faciliter l'). L. 4 août 1914, A. L. 5 novembre 1918, L. 11 octobre 1919 et arrêtés pris en exécution	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (Lois et règlements concernant les)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902 (Sauf art. 8)	3	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS.	Nivelles							Anvers							Malines						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
1	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
Crimes correctionnalisés (Tentatives de).																					
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, violences ou menaces, 467 à 470	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																					
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons, falsification, 500, 501. L. 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, 545, 546	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	1	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor, détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un membre des chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recel de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	9	5	—	5	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																					
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de), art. 561, 2° et 3°	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	23	—	—	—	23	2	21	2	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales.																					
Armes de guerre (Port illégal d'). L. 26 mai 1876	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, sauf l'article 31	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'État, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835. L. 24 juin 1885, L. 25 juillet 1891, etc.	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5), etc.	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4, § final de la loi du 4 août 1890	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. Alimentation des populations (Mesures destinées à assurer ou à faciliter l'). L. 4 août 1914, A. L. 5 novembre 1918, L. 11 octobre 1919 et arrêtés pris en exécution	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
Impôts (Lois et règlements concernant les)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	5	1	—	1	4	—	4	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902 (Sauf art. 8)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par chaque tribunal correctionnel, pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Turnhout							Mons						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie	Acquittés	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51
Crimes correctionnalisés (Tentatives de).														
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, violences, ou menaces. 467 à 470	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.														
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	—	—	—	—	—	—	—	5	2	—	2	3	—	3
Comestibles, boissons, falsification, 500, 501. L. 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	10	2	—	2	8	—	8
Coups involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, 545, 546	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor, détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers (un membre des chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers (un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Recel de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	—	—	—	—	—	—	—	10	—	—	—	10	—	10
Maraudage avec circonstances aggravantes, 537, 6°, 463	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.														
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de), art. 561, 2° et 3°	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	1	1	—	—	—	—	—	11	—	—	—	11	—	11
Infractions prévues par des lois spéciales.														
Armes de guerre (Port illégal d'). L. 26 mai 1876	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900 (sauf l'article 31)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'État, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835. L. 24 juin 1885, L. 25 juillet 1891, etc	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5), etc	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4, § final de la loi du 4 août 1890	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. Alimentation des populations (Mesures destinées à assurer ou à faciliter l'). L. 4 août 1914. A. L. 5 novembre 1918. L. 11 octobre 1919 et arrêtés pris en exécution	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (Lois et règlements concernant les)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902 (sauf art. 8)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS.	Charlerol							Tournai							Gand						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés			Prévenus condamnés		
		Total	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie	Acquittés	Total	à l'emprisonnement.	à l'amende		Total	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie	Acquittés	Total	à l'emprisonnement	à l'amende.		Total	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total	à l'emprisonnement.	à l'amende.
52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72
Crimes correctionnalisés (Tentatives de).																					
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, violences, ou menaces. 467 à 470	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																					
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	3	3	2	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
Comestibles, boissons, falsification, 500, 501. L. 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	4	2	1	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—	—
Coups involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	4	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, 545, 546	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor, détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers (un membre des chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers (un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	1	—	1
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recel de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	5	3	3	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2
Maraudage avec circonstances aggravantes, 537, 6°, 463	20	20	20	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																					
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de), art. 561, 2° et 3°	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	26	25	21	4	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	7	4	—	4	3	—	3
Infractions prévues par des lois spéciales.																					
Armes de guerre (Port illégal d'). L. 26 mai 1876	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900 (sauf l'article 31)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'État, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835. L. 24 juin 1885, L. 25 juillet 1891, etc	10	9	8	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5), etc	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4, § final de la loi du 4 août 1890	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. Alimentation des populations (Mesures destinées à assurer ou à faciliter l'). L. 4 août 1914. A. L. 5 novembre 1918. L. 11 octobre 1919 et arrêtés pris en exécution	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (Lois et règlements concernant les)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	8	5	3	2	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902 (sauf art. 8)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par chaque tribunal correctionnel, pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Audenarde							Bruges							Courtrai							Furnes						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108
Crimes correctionnalisés (Tentatives de).																																			
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, violences ou menaces, 467 à 470	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																																			
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons, falsification, 500, 501. L. 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	1	—	1	2	2	—	2	—	—	—
Coups involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, 545, 546	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor, détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un membre des chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recel de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																																			
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de) art. 561, 2° et 3°	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	—	—	—	—	—	—	—	15	5	—	5	10	—	10	9	3	—	3	6	—	6	7	2	1	1	5	—	5	1	1	—	1	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales.																																			
Armes de guerre (Port illégal d'). L. 26 mai 1876	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par L. 1 avril 1930 (sauf l'article 31)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'État, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835. L. 24 juin 1885. L. 25 juillet 1891, etc.	7	—	—	—	7	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5), etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4, § final de la loi du 4 août 1890	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. Alimentation des populations (Mesures destinées à assurer ou à faciliter l'). L. 4 août 1914. A. L. 5 novembre 1918. L. 11 octobre 1919 et arrêtés pris en exécution	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
Impôts (Lois et règlements concernant les)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Échardonnage. Échenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902 (sauf art. 8)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par chaque tribunal correctionnel, pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Ypres							Liége							Huy							Verviers							Tongres						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144
Crimes correctionnalisés (Tentatives de).																																		
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, violences ou menaces, 467 à 470.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																																		
Abus de confiance, 491.	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444.	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	4	—	4	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons, falsification, 500, 501, L. 4 août 1890, art. 4.	—	—	—	—	—	—	—	15	5	1	4	10	—	10	1	—	—	—	1	—	1	10	6	3	3	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Coups involontaires, 420.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, 545, 546.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor, détournement, 508.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers (un membre des chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers (un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recel de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 461, 466.	1	—	—	—	1	—	1	3	1	—	1	2	—	2	2	2	—	2	—	—	—	3	2	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																																			
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de), art. 561, 2° et 3°.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions.	—	—	—	—	—	—	—	13	2	1	1	11	5	6	1	—	—	—	1	—	1	5	1	1	—	4	—	4	1	—	—	—	1	1	—
Infractions prévues par des lois spéciales.																																			
Armes de guerre (Port illégal d'). L. 26 mai 1876.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, sauf l'article 31.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'État, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, L. 24 juin 1885, L. 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5), etc.	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4, § final de la loi du 4 août 1890.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. Alimentation des populations (Mesures destinées à assurer ou à faciliter l'). L. 4 août 1914, A. L. 5 novembre 1918, L. 11 octobre 1919 et arrêtés pris en exécution.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (Lois et règlements concernant les).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la).	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887.	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902 (sauf art. 8).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par chaque tribunal correctionnel, pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Hasselt							Arlon						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159
Crimes correctionnalisés (Tentatives de).														
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, violences ou menaces, 467 à 470	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.														
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	3	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons, falsification, 500, 501. L. 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, 545, 546	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor, détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un membre des chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recel de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.														
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de), art. 561, 2° et 3°	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales.														
Armes de guerre (Port illégal d'). L. 26 mai 1876	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, (sauf l'article 31)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'État, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1885. L. 24 juin 1885, L. 25 juillet 1891, etc.	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5), etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4, § final de la loi du 4 août 1890	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. Alimentation des populations (Mesures destinées à assurer ou à faciliter l'). L. 4 août 1914. A. L. 5 novembre 1918. L. 11 octobre 1919 et arrêtés pris en exécution	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Impôts (Lois et règlements concernant les)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902 (sauf art. 8)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS.	Marche							Neufchâteau						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	
Crimes correctionnalisés (Tentatives de).														
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, violences ou menaces, 467 à 470	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.														
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons, falsification, 500, 501. L. 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	1	—	—	—	1	—	1	2	1	—	1	1	1	—
Coups involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, 545, 546	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor, détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un membre des chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recel de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.														
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de), art. 561, 2° et 3°	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	2	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2
Infractions prévues par des lois spéciales.														
Armes de guerre (Port illégal d'). L. 26 mai 1876	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, (sauf l'article 31)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'État, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1885. L. 24 juin 1885, L. 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	1	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5), etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4, § final de la loi du 4 août 1890	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. Alimentation des populations (Mesures destinées à assurer ou à faciliter l'). L. 4 août 1914. A. L. 5 novembre 1918. L. 11 octobre 1919 et arrêtés pris en exécution	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (Lois et règlements concernant les)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902 (sauf art. 8)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS.	Namur							Dinant						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	
Crimes correctionnalisés (Tentatives de).														
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, violences ou menaces, 467 à 470	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.														
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles, boissons, falsification, 500, 501. L. 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, 398 à 400, § 1er, 410, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	1	2	—	2
Coups involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures, 545, 546	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor, détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un membre des chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers : un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	1	—	1
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recel de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Vol, 463, 464, 466	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.														
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de), art. 561, 2° et 3°	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	—	—	—	—	—	—	—	5	4	3	1	1	—	1
Infractions prévues par des lois spéciales.														
Armes de guerre (Port illégal d'). L. 26 mai 1876	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, (sauf l'article 31)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'État, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1885. L. 24 juin 1885, L. 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5), etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires. Règlements portés en vertu des articles 1er et 4, § final de la loi du 4 août 1890	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. Alimentation des populations (Mesures destinées à assurer ou à faciliter l'). L. 4 août 1914. A. L. 5 novembre 1918. L. 11 octobre 1919 et arrêtés pris en exécution	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (Lois et règlements concernant les)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902 (sauf art. 8)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XX (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par chaque tribunal correctionnel, pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS	Bruxelles							Louvain						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. du 12 août 1903, modifiant L. 4 mai 1900, A. R. 20 octobre 1903, A. R. 3 février 1919	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. (Rage canine). A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	15	2	2	—	13	1	12	3	1	1	—	2	2	—
Règlements communaux { police des filles publiques (sur la)	3	1	—	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { autres objets (sur d')	4	2	—	2	2	—	2	7	6	—	6	1	—	1
Règlements provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Salubrité publique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage, messageries, barrières	3	—	—	—	3	(1) 1	2	1	—	—	—	1	—	(3) 1
RÉCAPITULATION.														
Crimes correctionnalisés (Tentatives de)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits prévus par le Code pénal	8	—	—	—	8	3	5	3	—	—	—	3	—	3
Contraventions de police	15	4	1	3	11	1	10	6	2	1	1	4	3	1
Infractions prévues par des lois spéciales	34	7	2	5	27	2	25	12	8	1	7	4	2	2
TOTAUX	57	11	3	8	(2) 46	6	40	21	10	2	8	11	5	6
Infractions forestières	—	—	—	—	—			—	—	—	—	—		
TOTAUX	57	11	3	8	(2) 46			21	10	2	8	11		
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.														
Crimes correctionnalisés jugés en premier ressort	872	137	48	89	735	735	—	329	154	95	59	175	174	1
Délits prévus par le Code pénal jugés en premier ressort	3,354	687	222	465	2,667	1,756	911	1,395	479	173	306	916	412	504
Contraventions de police jugées en premier ressort	2	—	—	—	2	1	1	16	—	—	—	16	1	15
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en premier ressort	817	135	1	134	682	118	564	434	119	53	66	315	38	277
TOTAUX	5,045	959	271	688	4,086	2,610	1,476	2,174	752	321	431	1,422	625	797
Crimes correctionnalisés (Tentatives de) jugées en degré d'appel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits prévus par le Code pénal jugés en degré d'appel	8	—	—	—	8	3	5	3	—	—	—	3	—	3
Contraventions de police jugées en degré d'appel	15	4	1	3	11	1	10	6	2	1	1	4	3	1
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en degré d'appel	34	7	2	5	27	2	25	12	8	1	7	4	2	2
TOTAUX	57	11	3	8	(2) 46	6	40	21	10	2	8	11	5	6
Total des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	5,102	970	274	696	4,132	2,616	1,516	2,195	762	323	439	1,433	630	803
Infractions forestières jugées en premier ressort	2,081	167	112	55	1,914			451	34	10	24	417		
Id. id. id. en degré d'appel	—	—	—	—	—			—	—	—	—	—		
TOTAUX GÉNÉRAUX	7,183	1,137	386	751	6,046			2,646	796	333	463	1,850		

NATURE DES INFRACTIONS	Nivelles							Anvers							Malines						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8	—	—	—	8	—	8	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—
8	5	—	5	3	—	3	12	12	—	12	—	—	—	6	6	—	6	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6	6	—	6	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
11	5	—	5	6	—	6	4	1	—	1	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—
23	—	—	—	23	2	21	2	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
31	14	—	14	17	—	17	20	19	—	19	1	1	—	8	7	—	7	1	1	—
65	19	—	19	46	2	44	26	21	—	21	5	1	4	8	7	—	7	1	1	—
—	—	—	—	—			—	—	—	—	—			—	—	—	—	—		
65	19	—	19	46			26	21	—	21	5			8	7	—	7	1		
288	118	77	41	170	169	1	266	42	16	26	224	224	—	193	54	2	52	139	139	—
2,003	631	240	391	1,372	549	823	1,712	301	53	248	1,411	846	565	1,042	185	2	183	857	539	318
14	1	1	—	13	1	12	8	—	—	—	8	—	8	9	5	—	5	4	—	4
798	219	96	123	579	23	556	677	189	21	168	488	138	350	310	39	—	39	271	15	256
3,103	969	414	555	2,134	742	1,392	2,663	532	90	442	2,131	1,208	923	1,554	283	4	279	1,271	693	578
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
11	5	—	5	6	—	6	4	1	—	1	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—
23	—	—	—	23	2	21	2	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
31	14	—	14	17	—	17	20	19	—	19	1	1	—	8	7	—	7	1	1	—
65	19	—	19	46	2	44	26	21	—	21	5	1	4	8	7	—	7	1	1	—
3,168	988	414	574	2,180	744	1,436	2,689	553	90	463	2,136	1,209	927	1,562	290	4	286	1,272	694	578
227	39	28	11	188			123	4	—	4	119			36	2	—	2	34		
—	—	—	—	—			—	—	—	—	—			—	—	—	—	—		
3,395	1,027	442	585	2,368			2,812	557	90	467	2,255			1,598	292	4	288	1,306		

(1) Un individu condamné à 8 jours. — (2) Non compris un individu mis à la disposition du Gouvernement comme souteneur de fille publique. — (3) Un individu condamné à 26 francs.

XX (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par chaque tribunal correctionnel, pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Turnhout							Mons							Charleroi							Tournai							Gand						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. du 12 août 1903, modifiant L. 4 mai 1900, A. R. 20 octobre 1903, A. R. 3 février 1919	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	3	—	—	—	10	10	—	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889, 28 décembre 1877, etc	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. (Rage canine). A. R. 29 octobre 1903	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	1	1	—	—	—
Règlements communaux { police des filles publiques (sur la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	3	2	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—
Règlements communaux { autres objets (sur d')	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Salubrité publique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage, messageries, barrières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.																																			
Crimes correctionnalisés (Tentatives de)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits prévus par le Code pénal	—	—	—	—	—	—	—	29	4	—	4	25	—	25	38	34	32	2	4	—	4	2	2	1	1	—	—	—	11	8	—	8	3	—	3
Contraventions de police	1	1	—	1	—	—	—	11	—	—	—	11	—	11	26	25	21	4	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	7	4	—	4	3	—	3
Infractions prévues par des lois spéciales	—	—	—	—	—	—	—	6	4	—	4	2	—	2	36	28	14	14	8	—	8	2	—	—	—	2	—	2	4	3	2	1	1	—	1
TOTAUX	1	1	—	1	—	—	—	46	8	—	8	38	—	38	100	87	67	20	(1) 13	—	13	4	2	1	1	2	—	2	22	15	2	13	7	—	7
Infractions forestières	—	—	—	—	—			—	—	—	—	—			2	2	2	—	—			—	—	—	—	—			—	—	—	—	—		
TOTAUX	1	1	—	1	—			46	8	—	8	38			102	89	69	20	(1) 13			4	2	1	1	2			22	15	2	13	7		
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.																																			
Crimes correctionnalisés jugés en premier ressort	79	29	6	23	50	50	—	378	82	1	81	296	295	1	846	344	144	200	502	502	—	130	60	22	38	70	66	4	354	68	34	34	286	284	2
Délits prévus par le Code pénal jugés en premier ressort	602	76	2	74	526	307	217	1,417	318	6	312	1,099	676	423	3,442	726	94	632	2,716	926	1,790	932	285	107	178	647	332	315	3,444	1,165	315	850	2,279	1,085	1,194
Contraventions de police jugées en premier ressort	1	—	—	—	1	—	1	11	1	—	1	10	1	9	8	1	—	1	7	—	7	6	2	—	2	4	—	4	25	10	2	8	15	—	15
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en premier ressort	290	25	—	25	265	72	193	201	57	21	36	144	20	124	901	129	33	96	772	46	726	135	15	5	10	120	11	109	1,015	425	49	376	590	106	484
TOTAUX	972	130	8	122	842	429	413	2,007	458	28	430	1,549	992	557	5,197	1,200	271	929	3,997	1,474	2,523	1,203	362	134	228	841	409	432	4,838	1,668	400	1,268	3,170	1,475	1,695
Crimes correctionnalisés (Tentatives de) jugées en degré d'appel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits prévus par le Code pénal jugés en degré d'appel	—	—	—	—	—	—	—	29	4	—	4	25	—	25	38	34	32	2	4	—	4	2	2	1	1	—	—	—	11	8	—	8	3	—	3
Contraventions de police jugées en degré d'appel	1	1	—	1	—	—	—	11	—	—	—	11	—	11	26	25	21	4	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	7	4	—	4	3	—	3
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en degré d'appel	—	—	—	—	—	—	—	6	4	—	4	2	—	2	36	28	14	14	8	—	8	2	—	—	—	2	—	2	4	3	2	1	1	—	1
TOTAUX	1	1	—	1	—	—	—	46	8	—	8	38	—	38	100	87	67	20	(1) 13	—	13	4	2	1	1	2	—	2	22	15	2	13	7	—	7
Total des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	973	131	8	123	842	431	411	2,053	466	28	438	1,587	992	595	5,297	1,287	338	949	4,010	1,474	2,536	1,207	364	135	229	843	409	434	4,860	1,683	402	1,281	3,177	1,475	1,702
Infractions forestières jugées en premier ressort	279	20	18	2	259			71	14	2	12	57			129	50	13	37	79			21	1	1	—	20			62	—	—	—	62		
Id. id. id. en degré d'appel	—	—	—	—	—			—	—	—	—	—			2	2	2	—	—			—	—	—	—	—			—	—	—	—	—		
TOTAUX GÉNÉRAUX	1,252	151	26	125	1,101			2,124	480	30	450	1,644			5,428	1,339	353	986	4,089			1,228	365	136	229	863			4,922	1,683	402	1,281	3,239		

(1) Non compris 3 individus mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques.

XX (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par chaque tribunal correctionnel, pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Audenarde							Termonde						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. du 12 août 1903, modifiant L. 4 mai 1900, A. R. 20 octobre 1903, A. R. 3 février 1919	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. (Rage canine) A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des filles publiques (sur la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { autres objets (sur d')	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	1	2
Règlements provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Salubrité publique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage, messageries, barrières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.														
Crimes correctionnalisés (Tentatives de)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits prévus par le Code pénal	2	2	2	—	—	—	—	3	1	1	—	2	—	2
Contraventions de police	—	—	—	—	—	—	—	15	5	—	5	10	—	10
Infractions prévues par des lois spéciales	7	—	—	—	7	—	7	4	1	—	1	3	1	2
TOTAUX	9	2	2	—	7	—	7	22	7	1	6	(1)15	1	14
Infractions forestières	—	—	—	—	—			—	—	—	—	—		
TOTAUX	9	2	2	—	7			22	7	1	6	(1)15		
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.														
Crimes correctionnalisés jugés en premier ressort	139	62	26	36	77	77	—	560	373	305	68	187	187	—
Délits prévus par le Code pénal jugés en premier ressort	1,347	676	403	273	671	264	407	2,187	701	275	426	1,486	718	768
Contraventions de police jugées en premier ressort	25	10	7	3	15	—	15	31	6	1	5	25	—	25
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en premier ressort	244	47	26	21	197	29	168	898	334	65	269	564	49	515
TOTAUX	1,755	795	462	333	960	370	590	3,676	1,414	646	768	2,262	954	1,308
Crimes correctionnalisés (Tentatives de) jugées en degré d'appel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits prévus par le Code pénal jugés en degré d'appel	2	2	2	—	—	—	—	3	1	1	—	2	—	2
Contraventions de police jugées en degré d'appel	—	—	—	—	—	—	—	15	5	—	5	10	—	10
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en degré d'appel	7	—	—	—	7	—	7	4	1	—	1	3	1	2
TOTAUX	9	2	2	—	7	—	7	22	7	1	6	(1)15	1	14
Total des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	1,764	797	464	333	967	370	597	3,698	1,421	647	774	2,277	955	1,322
Infractions forestières jugées en premier ressort	50	17	6	11	33			55	6	—	6	49		
Id. id. id. en degré d'appel	—	—	—	—	—			—	—	—	—	—		
TOTAUX GÉNÉRAUX	1,814	814	470	344	1,000			3,753	1,427	647	780	2,326		

(1) Non compris un individu mis à la disposition du gouvernement comme souteneur de fille publique.

NATURE DES INFRACTIONS.	Bruges							Courtrai						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. du 12 août 1903, modifiant L. 4 mai 1900, A. R. 20 octobre 1903, A. R. 3 février 1919	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. (Rage canine) A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	—	3
Règlements communaux { police des filles publiques (sur la)	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Règlements communaux { autres objets (sur d')	3	1	1	—	2	1	1	5	3	—	3	2	—	2
Règlements provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Salubrité publique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage, messageries, barrières	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.														
Crimes correctionnalisés (Tentatives de)	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—	—
Délits prévus par le Code pénal	—	—	—	—	—	—	—	6	4	—	4	2	—	2
Contraventions de police	9	3	—	3	6	—	6	7	2	1	1	5	—	5
Infractions prévues par des lois spéciales	7	4	4	—	3	1	2	12	6	2	4	6	—	6
TOTAUX	16	7	4	3	9	1	8	27	14	3	11	13	—	13
Infractions forestières	—	—	—	—	—			—	—	—	—	—		
TOTAUX	16	7	4	3	9			27	14	3	11	13		
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.														
Crimes correctionnalisés jugés en premier ressort	285	161	129	32	124	124	—	157	72	14	58	85	85	—
Délits prévus par le Code pénal jugés en premier ressort	2,249	821	227	594	1,428	588	840	1,374	505	138	367	869	363	506
Contraventions de police jugées en premier ressort	24	8	1	7	16	—	16	9	1	—	1	8	1	7
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en premier ressort	707	216	22	194	491	40	451	359	98	43	55	261	13	248
TOTAUX	3,265	1,206	379	827	2,059	752	1,307	1,899	676	195	481	1,223	462	761
Crimes correctionnalisés (Tentatives de) jugées en degré d'appel	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—	—
Délits prévus par le Code pénal jugés en degré d'appel	—	—	—	—	—	—	—	6	4	—	4	2	—	2
Contraventions de police jugées en degré d'appel	9	3	—	3	6	—	6	7	2	1	1	5	—	5
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en degré d'appel	7	4	4	—	3	1	2	12	6	2	4	6	—	6
TOTAUX	16	7	4	3	9	1	8	27	14	3	11	13	—	13
Total des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	3,281	1,213	383	830	2,068	753	1,315	1,926	690	198	492	1,236	462	774
Infractions forestières jugées en premier ressort	99	78	4	74	21			12	5	—	5	7		
Id. id. id. en degré d'appel	—	—	—	—	—			—	—	—	—	—		
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,380	1,291	387	904	2,089			1,938	695	198	497	1,243		

NATURE DES INFRACTIONS.	Furnes						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
102	103	104	105	106	107	108	
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. du 12 août 1903, modifiant L. 4 mai 1900, A. R. 20 octobre 1903, A. R. 3 février 1919	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. (Rage canine) A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des filles publiques (sur la)	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { autres objets (sur d')	3	—	—	—	3	—	3
Règlements provinciaux	—	—	—	—	—	—	—
Salubrité publique	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage, messageries, barrières	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.							
Crimes correctionnalisés (Tentatives de)	—	—	—	—	—	—	—
Délits prévus par le Code pénal	5	5	—	5	—	—	—
Contraventions de police	1	1	—	1	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	1	1	—	1	—	—	—
TOTAUX	7	7	—	7	—	—	—
Infractions forestières	—	—	—	—	—		
TOTAUX	7	7	—	7	—		
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.							
Crimes correctionnalisés jugés en premier ressort	29	4	1	3	25	25	—
Délits prévus par le Code pénal jugés en premier ressort	518	172	20	152	346	155	191
Contraventions de police jugées en premier ressort	7	1	—	1	6	1	5
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en premier ressort	378	131	8	123	247	15	232
TOTAUX	932	308	29	279	624	196	428
Crimes correctionnalisés (Tentatives de) jugées en degré d'appel	—	—	—	—	—	—	—
Délits prévus par le Code pénal jugés en degré d'appel	5	5	—	5	—	—	—
Contraventions de police jugées en degré d'appel	1	1	—	1	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en degré d'appel	1	1	—	1	—	—	—
TOTAUX	7	7	—	7	—	—	—
Total des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	939	315	29	286	624	196	428
Infractions forestières jugées en premier ressort	—	—	—	—	—		
Id. id. id. en degré d'appel	—	—	—	—	—		
TOTAUX GÉNÉRAUX	939	315	29	286	624		

XX (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par chaque tribunal correctionnel, pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Ypres							Liége							Huy							Verviers							Tongres						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	A l'emprisonnement.	A l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés	Total.	A l'emprisonnement.	A l'amende		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total	A l'emprisonnement.	A l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	A l'emprisonnement.	A l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés	Total.	A l'emprisonnement.	A l'amende.
109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. du 12 août 1903, modifiant L. 4 mai 1900, A. R. 20 octobre 1903, A. R. 3 février 1919.	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 15 mai 1912, art. 63.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. (Rage canine). A. R. 29 octobre 1908.	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la).	—	—	—	—	—	—	—	6	4	4	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	2	—	—	—	2	—	2
Règlements communaux { police des filles publiques (sur la).	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { autres objets (sur d').	—	—	—	—	—	—	—	3	2	—	2	1	—	1	2	2	1	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements provinciaux.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Salubrité publique	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80.	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	(1) 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage, messageries, barrières.	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1
RÉCAPITULATION.																																		
Crimes correctionnalisés (Tentatives de).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits prévus par le Code pénal.	1	—	—	—	1	—	1	22	9	2	7	13	—	13	4	2	—	2	2	—	2	23	13	4	9	10	—	10	—	—	—	—	1	1	—
Contraventions de police.	—	—	—	—	—	—	—	13	2	1	1	11	5	6	1	—	—	—	1	—	1	6	2	1	1	4	—	4	1	—	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales.	—	—	—	—	—	—	—	30	12	6	6	18	1	17	2	2	1	1	—	—	—	4	2	1	1	2	—	2	3	—	—	—	3	—	3
TOTAUX.	1	—	—	—	1	—	1	65	23	9	14	42	6	36	7	4	1	3	3	—	3	33	17	6	11	16	—	16	4	—	—	—	4	1	3
Infractions forestières.	—	—	—	—	—			—	—	—	—	—			—	—	—	—	—			—	—	—	—	—			—	—	—	—	—		
TOTAUX.	1	—	—	—	1			65	23	9	14	42			7	4	1	3	3			33	17	6	11	16			4	—	—	—	4		
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.																																		
Crimes correctionnalisés jugés en premier ressort.	10	3	—	3	7	7	—	708	117	53	64	591	590	1	80	34	2	32	46	46	—	205	49	5	44	156	156	—	71	6	—	6	65	64	1
Délits prévus par le Code pénal jugés en premier ressort.	1,191	285	155	130	906	47	859	2,212	268	69	199	1,944	1,216	728	344	136	2	134	208	87	121	526	115	13	102	411	230	181	402	70	6	64	332	151	181
Contraventions de police jugées en premier ressort.	3	1	—	1	2	—	2	60	18	17	1	42	1	41	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	6	—	—	—	6	—	6
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en premier ressort.	198	61	18	43	137	7	130	1,600	321	120	201	1,279	74	1,205	122	29	—	29	93	8	85	484	90	4	86	394	86	308	179	22	1	21	157	37	120
TOTAUX.	1,402	350	173	177	1,052	61	991	4,580	724	259	465	3,856	1,881	1,975	546	199	4	195	347	141	206	1,216	254	22	232	962	472	490	658	98	7	91	560	252	308
Crimes correctionnalisés (Tentatives de) jugées en degré d'appel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits prévus par le Code pénal jugés en degré d'appel.	1	—	—	—	1	—	1	22	9	2	7	13	—	13	4	2	—	2	2	—	2	23	13	4	9	10	—	10	—	—	—	—	1	1	—
Contraventions de police jugées en degré d'appel.	—	—	—	—	—	—	—	13	2	1	1	11	5	6	1	—	—	—	1	—	1	6	2	1	1	4	—	4	1	—	—	—	3	—	3
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en degré d'appel.	—	—	—	—	—	—	—	30	12	6	6	18	1	17	2	2	1	1	—	—	—	4	2	1	1	2	—	2	3	—	—	—	3	—	3
TOTAUX.	1	—	—	—	1	—	1	65	23	9	14	42	6	36	7	4	1	3	3	—	3	33	17	6	11	16	—	16	4	—	—	—	4	1	3
Total des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel.	1,403	350	173	177	1,053	61	992	4,645	747	268	479	3,898	1,887	2,011	553	203	5	198	350	141	209	1,249	271	28	243	978	472	506	662	98	7	91	564	253	311
Infractions forestières jugées en premier ressort.	—	—	—	—	—			176	3	—	3	173			90	9	—	9	81			55	5	—	5	50			40	11	5	6	29		
Id. id. id. en degré d'appel	—	—	—	—	—			—	—	—	—	—			—	—	—	—	—			—	—	—	—	—			—	—	—	—	—		
TOTAUX GÉNÉRAUX.	1,403	350	173	177	1,053			4,821	750	268	482	4,071			643	212	5	207	431			1,304	276	28	248	1,028			702	109	12	97	593		

(1) 2 individus condamnés à 26 francs.

XX (suite). — Prévenus jugés *en degré d'appel* par chaque tribunal correctionnel, pendant l'année 1919, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Hasselt							Arlon						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. du 12 août 1903, modifiant L. 4 mai 1900, A. R. 20 octobre 1903, A. R. 3 février 1919.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 15 mai 1912, art. 63.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. (Rage canine). A. R. 29 octobre 1908.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des filles publiques (sur la).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { autres objets (sur d').	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements provinciaux.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Salubrité publique.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage, messageries, barrières.	3	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.														
Crimes correctionnalisés. (Tentatives de)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits prévus par le Code pénal.	5	4	—	4	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales.	5	5	—	5	—	—	—	2	1	1	—	1	—	1
TOTAUX.	12	11	—	11	1	—	1	2	1	1	—	1	—	1
Infractions forestières.	2	2	—	2	—			—	—	—	—	—		
TOTAUX.	14	13	—	13	1			2	1	1	—	1		
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.														
Crimes correctionnalisés jugés en premier ressort.	74	15	4	11	59	59	—	54	19	1	18	35	35	—
Délits prévus par le Code pénal jugés en premier ressort.	427	151	12	139	276	192	84	310	123	4	119	187	76	111
Contraventions de police jugées en premier ressort.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en premier ressort.	294	224	37	37	236	37	199	182	44	1	43	138	17	121
TOTAUX.	795	224	37	187	571	288	283	546	186	6	180	360	128	232
Crimes correctionnalisés (Tentatives de) jugés en degré d'appel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits prévus par le Code pénal jugés en degré d'appel.	5	4	—	4	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police jugées en degré d'appel.	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en degré d'appel.	5	5	—	5	—	—	—	2	1	1	—	1	—	1
TOTAUX.	12	11	—	11	1	—	1	2	1	1	—	1	—	1
Total des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel.	807	235	37	198	572	288	284	548	187	7	180	361	128	233
Infractions forestières jugées en premier ressort.	170	25	11	14	145			197	—	—	—	197		
Id. id. id. en degré d'appel	2	2	—	2	—			—	—	—	—	—		
TOTAUX GÉNÉRAUX.	979	262	48	214	717			745	187	7	180	558		

NATURE DES INFRACTIONS.	Marche							Neufchâteau						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. du 12 août 1903, modifiant L. 4 mai 1900, A. R. 20 octobre 1903, A. R. 3 février 1919.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 15 mai 1912, art. 63.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. (Rage canine). A. R. 29 octobre 1908.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la).	2	—	—	—	2	—	2	6	—	—	—	6	—	6
Règlements communaux { police des filles publiques (sur la).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { autres objets (sur d').	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
Règlements provinciaux.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Salubrité publique.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage, messageries, barrières.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.														
Crimes correctionnalisés. (Tentatives de)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits prévus par le Code pénal.	1	—	—	—	1	—	1	2	1	—	1	1	1	—
Contraventions de police.	2	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2
Infractions prévues par des lois spéciales.	2	—	—	—	2	—	2	8	1	—	1	7	—	7
TOTAUX.	5	2	—	2	3	—	3	12	2	—	2	10	1	9
Infractions forestières.	—	—	—	—	—			—	—	—	—	—		
TOTAUX.	5	2	—	2	3			12	2	—	2	10		
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.														
Crimes correctionnalisés jugés en premier ressort.	16	1	—	1	15	15	—	57	31	18	13	26	26	—
Délits prévus par le Code pénal jugés en premier ressort.	166	22	2	20	144	88	56	407	213	83	130	194	102	92
Contraventions de police jugées en premier ressort.	9	4	4	—	5	—	5	4	4	—	4	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en premier ressort.	131	11	—	11	120	5	115	201	73	26	47	128	11	117
TOTAUX.	322	38	6	32	284	108	176	669	321	127	194	348	139	209
Crimes correctionnalisés (Tentatives de) jugés en degré d'appel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits prévus par le Code pénal jugés en degré d'appel.	1	—	—	—	1	—	1	2	1	—	1	1	1	—
Contraventions de police jugées en degré d'appel.	2	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en degré d'appel.	2	—	—	—	2	—	2	8	1	—	1	7	—	7
TOTAUX.	5	2	—	2	3	—	3	12	2	—	2	10	1	9
Total des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel.	327	40	6	34	287	108	179	681	323	127	196	358	140	218
Infractions forestières jugées en premier ressort.	103	25	—	25	78			133	58	35	23	75		
Id. id. id. en degré d'appel	—	—	—	—	—			—	—	—	—	—		
TOTAUX GÉNÉRAUX.	430	65	6	59	365			814	381	162	219	433		

NATURE DES INFRACTIONS.	Namur							Dinant						
	Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés			Total des prévenus.	Prévenus non condamnés.			Prévenus condamnés		
		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.		Total.	Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total.	à l'emprisonnement.	à l'amende.
	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. du 12 août 1903, modifiant L. 4 mai 1900, A. R. 20 octobre 1903, A. R. 3 février 1919.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 15 mai 1912, art. 63.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. (Rage canine). A. R. 29 octobre 1908.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des filles publiques (sur la).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { autres objets (sur d').	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements provinciaux.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Salubrité publique.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 2 décembre 1902.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage, messageries, barrières.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.														
Crimes correctionnalisés. (Tentatives de)	—	—	—	—	—	—	—	6	2	1	1	4	—	4
Délits prévus par le Code pénal.	—	—	—	—	—	—	—	5	4	3	1	1	—	1
Contraventions de police.	—	—	—	—	—	—	—	3	1	1	—	2	—	2
Infractions prévues par des lois spéciales.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	—	—	—	—	—	—	—	14	7	5	2	7	—	7
Infractions forestières.	—	—	—	—	—			—	—	—	—	—		
TOTAUX.	—	—	—	—	—			14	7	5	2	7		
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.														
Crimes correctionnalisés jugés en premier ressort.	187	50	37	13	137	137	—	109	67	66	1	42	42	—
Délits prévus par le Code pénal jugés en premier ressort.	1,155	384	175	209	771	406	365	537	200	161	39	337	112	225
Contraventions de police jugées en premier ressort.	4	1	—	1	3	—	3	2	2	2	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en premier ressort.	169	33	14	19	136	30	106	428	89	41	48	339	6	333
TOTAUX.	1,515	468	227	241	1,047	573	474	1,076	358	270	88	718	160	558
Crimes correctionnalisés (Tentatives de) jugés en degré d'appel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits prévus par le Code pénal jugés en degré d'appel.	—	—	—	—	—	—	—	6	2	1	1	4	—	4
Contraventions de police jugées en degré d'appel.	—	—	—	—	—	—	—	5	4	3	1	1	—	1
Infractions prévues par des lois spéciales jugées en degré d'appel.	—	—	—	—	—	—	—	3	1	1	—	2	—	2
TOTAUX.	—	—	—	—	—	—	—	14	7	5	2	7	—	7
Total des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel.	1,515	468	227	241	1,047	573	474	1,090	365	275	90	725	160	565
Infractions forestières jugées en premier ressort.	126	—	—	—	126			564	3	—	3	561		
Id. id. id. en degré d'appel	—	—	—	—	—			—	—	—	—	—		
TOTAUX GÉNÉRAUX.	1,641	468	227	241	1,173			1,654	368	275	93	1,286		

XXI. — Résultat détaillé des poursuites devant chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919.

ARRONDISSEMENTS.		Total des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS					CONDAMNÉS																					
				ayant bénéficié de la loi d'amnistie		acquittés				DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS																			
										A L'EMPRISONNEMENT										A L'AMENDE				CONDAMNÉS accessoirement à				
											CONDITIONNEL de					SIMPLE de					CONDITIONNELLE de		SIMPLE de					
			Total.	du chef d'infractions forestières.	du chef d'autres infractions.	du chef d'infractions forestières.	du chef d'autres infractions.	Total des condamnés.	du chef d'infractions forestières.	Total des colonnes 11 à 27	6 mois.	3 mois à moins de 6 mois.	1 mois à moins de 3 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.	5 ans et plus.	3 ans à moins de 5 ans.	1 an à moins de 3 ans.	plus de 6 mois à moins de 1 an.	3 mois à 6 mois.	1 mois à moins de 3 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.	26 fr. et plus	moins de 26 fr.	26 fr. et plus,	moins de 26 fr.	la mise à la disposition du gouvernement. Loi du 27 novembre 1891 art. 14.	la mise à la disposition du gouvernement. Loi du 15 mai 1912 art. 37.	l'embarquement.	l'interdiction.	la surveillance.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32
Bruxelles	Primaires									2,713	6	193	139	120	—	15	49	308	106	394	152	70	1	384	8	757	11	—	5	—	69	11
	Récidivistes									1,373	—	1	1	3	—	35	62	326	122	275	147	85	—	7	—	305	4	—	—	—	64	39
	Total	7,126	1,126	112	271	55	688	6,000	1,914	4,086	6	191	140	123	—	50	111	634	228	669	299	155	1	391	8	1,062	15	—	5	—	133	50
Louvain	Primaires									977	10	72	53	70	1	13	8	38	24	51	18	19	—	229	67	278	20	—	—	—	34	14
	Récidivistes									445	—	2	—	1	—	13	14	30	14	78	47	40	—	2	1	165	29	—	—	—	30	21
	Total	2,625	786	10	321	24	431	1,839	417	1,422	10	74	53	71	1	26	22	68	38	129	65	68	—	231	68	443	55	—	—	—	64	35
Nivelles	Primaires									1,434	—	35	81	32	—	1	5	24	8	78	81	54	1	515	51	318	150	—	1	—	14	6
	Récidivistes									700	—	—	—	—	—	3	5	32	7	90	117	87	1	4	1	313	40	—	—	—	12	9
	Total	3,330	1,008	28	414	11	555	2,322	188	2,134	—	35	81	32	—	4	10	56	15	168	198	141	2	519	52	631	190	—	1	—	26	15
Anvers	Primaires									1,402	2	71	79	46	—	3	18	86	42	168	116	78	—	148	44	492	9	—	7	3	13	—
	Récidivistes									729	—	2	1	—	—	7	25	136	39	115	115	59	—	1	—	217	12	—	—	3	14	6
	Total	2,786	536	—	90	4	442	2,250	119	2,131	2	73	80	46	—	10	43	222	81	283	231	137	—	149	44	709	21	—	7	6	27	6
Malines	Primaires									923	1	32	82	41	—	4	9	44	21	84	77	65	—	181	11	267	4	—	5	—	10	—
	Récidivistes									348	—	—	1	2	—	8	13	48	13	53	50	44	1	4	—	106	5	—	—	—	4	3
	Total	1,590	285	—	4	2	279	1,305	34	1,271	1	32	83	43	—	12	22	92	34	137	127	109	1	185	11	373	9	—	5	—	14	3
Turnhout	Primaires									614	—	10	21	19	—	1	4	6	4	35	54	117	—	28	5	248	62	—	1	—	5	—
	Récidivistes									228	—	—	1	—	—	—	5	7	3	40	41	61	—	—	—	54	16	—	—	—	7	—
	Total	1,251	150	18	8	2	122	1,101	259	842	—	10	22	19	—	1	9	13	7	75	95	178	—	28	5	302	78	—	1	—	12	—
Mons	Primaires									1,032	4	118	145	152	1	—	6	33	10	68	38	16	—	331	22	77	11	—	1	—	10	—
	Récidivistes									517	—	3	11	7	—	—	10	60	18	102	112	77	1	5	—	106	5	—	—	—	9	4
	Total	2,078	472	2	28	12	430	1,606	57	1,549	4	121	158	159	1	—	16	93	28	170	150	93	1	336	22	183	16	—	1	—	19	4
Charleroi	Primaires									2,649	1	177	76	136	—	2	16	49	15	158	76	69	—	1,121	70	670	13	—	1	—	18	3
	Récidivistes									1,348	—	7	5	5	—	6	21	88	44	255	117	151	—	52	1	576	20	—	—	—	36	36
	Total	5,326	1,250	13	271	37	929	4,076	79	3,997	1	184	81	141	—	8	37	137	59	413	193	220	—	1,173	71	1,246	33	—	1	—	54	39
Tournai	Primaires									599	1	12	32	46	—	1	6	34	6	67	27	25	—	222	39	77	4	—	—	—	14	2
	Récidivistes									242	—	1	1	5	—	1	4	16	7	43	29	45	—	10	2	65	13	—	—	—	5	—
	Total	1,224	363	1	134	—	228	861	20	841	1	13	33	51	—	2	10	50	13	110	56	70	—	232	41	142	17	—	—	—	19	2
Gand	Primaires									2,129	10	71	113	60	—	4	11	103	63	201	153	57	—	503	81	647	52	—	5	—	5	1
	Récidivistes									1,041	—	1	1	3	—	7	15	114	70	157	159	102	—	10	4	366	32	—	—	—	5	5
	Total	4,900	1,668	—	400	—	1,268	3,232	62	3,170	10	72	114	63	—	11	26	217	133	358	312	159	—	513	85	1,013	84	—	5	—	10	6
Audenarde	Primaires									667	1	36	39	34	2	—	4	33	8	27	21	13	—	319	69	59	2	—	1	—	4	2
	Récidivistes									293	—	—	1	1	—	2	8	30	9	42	39	20	—	—	1	124	16	—	—	—	3	2
	Total	1,805	812	6	462	11	333	993	33	960	1	36	40	35	2	2	12	63	17	69	60	33	—	319	70	183	18	—	1	—	7	4
Termonde	Primaires									1,542	1	32	74	89	—	2	4	53	38	111	133	75	—	324	19	568	19	—	—	—	5	2
	Récidivistes									720	—	1	—	1	—	1	4	33	35	87	104	76	—	3	—	363	12	—	—	—	3	1
	Total	3,731	1,420	—	646	6	768	2,311	49	2,262	1	33	74	90	—	3	8	86	73	198	237	151	—	327	19	931	31	—	—	—	8	3
Bruges	Primaires									1,499	8	51	81	122	1	—	5	37	34	57	65	32	—	469	246	206	85	—	—	1	8	1
	Récidivistes									560	—	—	1	2	—	4	7	30	24	54	68	69	—	6	—	232	63	—	—	—	9	7
	Total	3,364	1,284	4	379	74	827	2,080	21	2,059	8	51	82	124	1	4	12	67	58	111	133	101	—	475	246	438	148	—	—	1	17	8
Courtrai	Primaires									855	—	5	17	34	1	—	3	33	25	61	70	43	—	130	108	261	64	—	1	—	9	2
	Récidivistes									368	—	1	—	—	—	1	2	35	19	37	42	33	—	2	2	136	58	—	—	—	4	2
	Total	1,911	681	—	195	5	481	1,230	7	1,223	—	6	17	34	1	1	5	68	44	98	112	76	—	132	110	397	122	—	1	—	13	4

XXI (suite). — Résultat détaillé des poursuites devant chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1919.

ARRONDISSEMENTS.		Total des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS					CONDAMNÉS																									
			Total	ayant bénéficié de la loi d'amnistie		acquittés		Total des condamnés	du chef d'infractions forestières.	DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS																						
				du chef d'infractions forestières.	du chef d'autres infractions.	du chef d'infractions forestières.	du chef d'autres infractions.			Total des colonnes 11 à 27	A L'EMPRISONNEMENT									A L'AMENDE												
											CONDITIONNEL de					SIMPLE de				CONDITIONNELLE de		SIMPLE de		la mise à la disposition du gouvernement.		l'embarquement.	l'interdiction.	la surveillance.
											6 mois.	3 mois à moins de 6 mois.	1 mois à moins de 3 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.	5 ans et plus.	3 ans à moins de 5 ans.	1 an à moins de 3 ans.	plus de 6 mois à moins de 1 an.	3 mois à 6 mois.	1 mois à moins de 3 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.	26 fr. et plus.	moins de 26 fr.	26 fr. et plus.	moins de 26 fr.	Loi du 27 novembre 1891 art. 14.	Loi du 15 mai 1912 art. 37.			
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32
Furnes	Primaires									473	—	7	14	6	1	—	9	24	10	26	31	13	—	25	19	227	61	—	—	—	3	3
	Récidivistes									151	—	—	—	—	—	2	6	8	8	14	10	6	1	—	—	84	12	—	—	—	1	4
	Total	932	308	—	29	—	279	624	—	624	—	7	14	6	1	2	15	32	18	40	41	19	1	25	19	311	73	—	—	—	4	7
Ypres	Primaires									823	—	—	2	2	—	—	—	2	—	5	3	11	—	384	77	313	24	—	—	—	—	—
	Récidivistes									229	—	—	—	—	—	—	—	3	—	9	8	16	—	1	1	175	16	—	—	—	—	—
	Total	1,402	350	—	173	—	177	1,052	—	1,052	—	—	2	2	—	—	—	5	—	14	11	27	—	385	78	488	40	—	—	—	—	—
Liége	Primaires									2,708	3	92	121	161	—	6	25	116	18	361	183	77	3	587	38	830	87	—	1	—	24	6
	Récidivistes									1,148	—	1	—	4	—	5	13	100	34	278	174	102	4	5	—	399	29	—	—	—	15	6
	Total	4,756	727	—	259	3	465	4,029	173	3,856	3	93	121	165	—	11	38	216	52	639	357	179	7	592	38	1,229	116	—	1	—	39	12
Huy	Primaires									239	3	4	3	17	—	—	1	8	—	20	8	6	—	121	3	39	6	—	—	—	6	2
	Récidivistes									108	—	—	—	—	—	1	5	8	—	21	13	23	—	—	—	36	1	—	—	—	8	2
	Total	636	208	—	4	9	195	428	81	347	3	4	3	17	—	1	6	16	—	41	21	29	—	121	3	75	7	—	—	—	5	1
Verviers	Primaires									674	—	46	45	48	—	—	8	16	13	47	37	23	—	236	20	132	3	—	—	—	2	9
	Récidivistes									288	—	4	1	—	—	—	5	20	11	66	46	35	1	4	—	93	2	—	—	—	7	10
	Total	1,271	259	—	22	5	232	1,012	50	962	—	50	46	48	—	—	13	36	24	113	83	58	1	240	20	225	5	—	—	—	3	—
Tongres	Primaires									377	—	13	13	23	—	—	3	23	13	24	19	24	—	154	20	46	2	—	—	—	3	—
	Récidivistes									183	—	—	—	—	—	1	2	18	6	30	23	17	—	3	—	80	3	—	—	—	6	—
	Total	698	109	5	7	6	91	589	29	560	—	13	13	23	—	1	5	41	19	54	42	41	—	157	20	126	5	—	—	—	1	—
Hasselt	Primaires									392	—	7	5	29	—	3	4	26	8	29	18	51	—	87	27	71	27	—	—	—	4	3
	Récidivistes									179	—	—	—	—	—	—	7	29	13	14	17	28	—	—	—	55	16	—	—	—	5	3
	Total	965	249	11	37	14	187	716	145	571	—	7	5	29	—	3	11	55	21	43	35	79	—	87	27	126	43	—	—	—	1	—
Arlon	Primaires									260	—	13	7	15	—	—	2	5	—	24	8	9	—	145	14	17	1	—	2	—	1	—
	Récidivistes									100	—	—	—	—	—	—	—	2	3	16	11	13	—	6	—	47	2	—	—	—	2	—
	Total	743	186	—	6	—	180	557	197	360	—	13	7	15	—	—	2	7	3	40	19	22	—	151	14	64	3	—	2	—	3	—
Marche	Primaires									208	—	2	11	9	—	1	2	3	3	18	10	7	1	77	23	38	3	—	1	—	5	3
	Récidivistes									76	—	—	1	1	—	1	1	4	—	7	11	15	—	1	1	32	1	—	—	—	2	2
	Total	425	63	—	6	25	32	362	78	284	—	2	12	10	—	2	3	7	3	25	21	22	1	78	24	70	4	—	1	—	7	5
Neufchâteau	Primaires									245	—	2	11	8	—	3	1	3	3	15	11	39	—	85	5	57	2	—	—	—	—	—
	Récidivistes									103	—	—	—	1	—	4	—	1	2	13	5	17	—	3	—	56	1	—	—	—	—	—
	Total	802	379	35	127	23	194	423	75	348	—	2	11	9	—	7	1	4	5	28	16	56	—	88	5	113	3	—	—	—	3	—
Namur	Primaires									727	—	12	12	109	—	—	2	19	12	77	47	76	—	224	2	134	1	—	—	—	3	—
	Récidivistes									320	—	—	—	2	—	1	7	20	9	63	37	68	—	1	—	110	2	—	—	—	5	4
	Total	1,641	468	—	227	—	241	1,173	126	1,047	—	12	12	111	—	1	9	39	21	140	84	144	—	225	2	244	3	—	—	—	8	4
Dinant	Primaires									543	1	11	7	7	—	—	3	7	7	19	15	21	—	155	17	269	4	—	—	—	3	—
	Récidivistes									175	—	—	—	1	—	—	1	6	4	22	7	20	1	2	—	108	3	—	—	—	1	—
	Total	1,640	361	—	270	3	88	1,279	561	718	1	11	7	8	—	—	4	13	11	41	22	41	1	157	17	377	7	—	—	—	4	—
Récapitulation	Primaires									26,704	52	1,124	1,283	1,435	7	59	208	1,133	491	2,225	1,471	1,090	6	7,184	1,105	7,098	733	—	32	4	268	57
	Récidivistes									11,972	—	24	26	39	—	103	242	1,204	514	1,981	1,549	1,318	10	132	14	4,403	413	—	—	3	246	165
	Total	58,958	15,508	245	4,790	331	10,142	43,460	4,774	38,676	52	1,148	1,309	1,474	7	162	450	2,337	1,005	4,206	3,020	2,408	16	7,316	1,119	11,501	1,146	—	32	7	514	222

XXI (suite). — Résultat des poursuites devant chaque tribunal correctionnel jugeant *en degré d'appel* (année 1919).

TRIBUNAUX.		Total des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS					CONDAMNÉS					
			Total des prévenus non condamnés.	ayant bénéficié de la loi d'amnistie.		acquittés du chef d'infractions forestières.	acquittés du chef d'autres infractions.	Total.	du chef d'infractions forestières.	DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS.			
				du chef d'infractions forestières.	du chef d'autres infractions.					A L'EMPRISONNEMENT		A L'AMENDE	
										conditionnel.	simple.	conditionnelle.	simple.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles. . .	Primaires . .							32	—	—	5	5	22
	Récidivistes .							(1) 14	—	—	(2) 1	—	13
	Total . .	57	11	—	3	—	8	46	—	—	6	5	35
Louvain . . .	Primaires . .							8	—	—	2	4	(3) 2
	Récidivistes .							3	—	—	3	—	—
	Total . .	21	10	—	2	—	8	11	—	—	5	4	2
Nivelles . . .	Primaires . .							31	—	—	2	15	14
	Récidivistes .							15	—	—	—	—	15
	Total . .	65	19	—	—	—	19	46	—	—	2	15	29
Anvers	Primaires . .							4	—	—	—	—	4
	Récidivistes .							1	—	—	1	—	—
	Total . .	26	21	—	—	—	21	5	—	—	1	—	4
Malines . . .	Primaires . .							1	—	—	1	—	—
	Récidivistes .							—	—	—	—	—	—
	Total . .	8	7	—	—	—	7	1	—	—	1	—	—
Turnhout . .	Primaires . .							—	—	—	—	—	—
	Récidivistes .							—	—	—	—	—	—
	Total . .	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Mons	Primaires . .							29	—	—	—	18	11
	Récidivistes .							9	—	—	—	—	9
	Total . .	46	8	—	—	—	8	38	—	—	—	18	20
Charleroi. . .	Primaires . .							(4) 6	—	—	—	2	4
	Récidivistes .							(1) 7	—	—	—	—	7
	Total . .	102	89	2	67	—	20	13	—	—	—	2	11
Tournai . . .	Primaires . .							—	—	—	—	—	—
	Récidivistes .							2	—	—	—	—	2
	Total . .	4	2	—	1	—	1	2	—	—	—	—	2
Gand	Primaires . .							6	—	—	—	2	4
	Récidivistes .							1	—	—	—	—	1
	Total . .	22	15	—	2	—	13	7	—	—	—	2	5
Audenarde . .	Primaires . .							7	—	—	—	4	3
	Récidivistes .							—	—	—	—	—	—
	Total . .	9	2	—	2	—	—	7	—	—	—	4	3
Termonde . .	Primaires . .							(1) 10	—	—	—	3	7
	Récidivistes .							5	—	—	1	—	4
	Total . .	22	7	—	1	—	6	15	—	—	1	3	11
Bruges. . . .	Primaires . .							7	—	—	—	5	2
	Récidivistes .							2	—	—	1	—	1
	Total . .	16	7	—	4	—	3	9	—	—	1	5	3
Courtrai . . .	Primaires . .							11	—	—	—	5	6
	Récidivistes .							2	—	—	—	—	2
	Total . .	27	14	—	3	—	11	13	—	—	—	5	8

(1) Non compris 1 individu mis à la disposition du gouvernement comme souteneur de fille publique.
(2) 1 individu condamné à 8 jours.
(3) Dont 1 individu condamné à 26 francs.
(4) Non compris 2 individus mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques.

XXI (Suite). — Résultat des poursuites devant chaque tribunal correctionnel jugeant *en degré d'appel* (année 1919).

TRIBUNAUX		Total des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS					CONDAMNÉS					
			Total des prévenus non condamnés.	ayant bénéficié de la loi d'amnistie		acquittés du chef d'infractions forestières.	acquittés du chef d'autres infractions.	Total.	du chef d'infractions forestières.	DU CHEF D'AUTRES INFRACTIONS.			
				du chef d'infractions forestières.	du chef d'autres infractions.					A L'EMPRISONNEMENT		A L'AMENDE	
										conditionnel.	simple.	conditionnelle.	simple.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Furnes. . . .	Primaires . .							—	—	—	—	—	—
	Récidivistes .							—	—	—	—	—	—
	Total . .	7	7	—	—	—	7	—	—	—	—	—	—
Ypres	Primaires . .							1	—	—	—	1	—
	Récidivistes .							—	—	—	—	—	—
	Total . .	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—
Liége	Primaires . .							27	—	1	1	8	(1) 17
	Récidivistes .							15	—	—	4	1	10
	Total . .	65	23	—	9	—	14	42	—	1	5	9	27
Huy.	Primaires . .							1	—	—	—	1	—
	Récidivistes .							2	—	—	—	—	2
	Total . .	7	4	—	1	—	3	3	—	—	—	1	2
Verviers . . .	Primaires . .							17	—	—	—	7	7
	Récidivistes .							2	—	—	—	—	2
	Total . .	33	17	—	6	—	11	16	—	—	—	7	9
Tongres . . .	Primaires . .							1	—	—	—	—	1
	Récidivistes .							3	—	—	1	—	2
	Total . .	4	—	—	—	—	—	4	—	—	1	—	3
Hasselt. . . .	Primaires . .							1	—	—	—	—	1
	Récidivistes .							—	—	—	—	—	—
	Total . .	14	13	—	—	2	11	1	—	—	—	—	1
Arlon	Primaires . .							1	—	—	—	—	1
	Récidivistes .							—	—	—	—	—	—
	Total . .	2	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1
Marche. . . .	Primaires . .							3	—	—	—	1	2
	Récidivistes .							—	—	—	—	—	—
	Total . .	5	2	—	—	—	2	3	—	—	—	1	2
Neufchâteau .	Primaires . .							9	—	1	—	7	1
	Récidivistes .							1	—	—	—	—	1
	Total . .	12	2	—	—	—	2	10	—	1	—	7	2
Namur. . . .	Primaires . .							—	—	—	—	—	—
	Récidivistes .							—	—	—	—	—	—
	Total . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dinant. . . .	Primaires . .							4	—	—	—	1	3
	Récidivistes .							3	—	—	—	—	3
	Total . .	14	7	—	5	—	2	7	—	—	—	1	6
Récapitulation.	Primaires . .							(2) 214	—	2	11	89	112
	Récidivistes .							(3) 87	—	—	12	1	74
	Total . .	590	289	2	107	2	178	(4) 301	—	2	23	90	186

(1) Dont 2 individus condamnés à 26 francs.
(2) Non compris 3 individus mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques.
(3) Id. 2 id. id. id.
(4) Id. 5 id. id. id.

XXII. — Etat détaillé des peines prononcées par les tribunaux correctionnels jugeant en premier ressort, les condamnés étant répartis d'après leurs antécédents judiciaires *non compris les infractions au Code forestier* **(année 1919).**

CATÉGORIES DE PRÉVENUS.	EMPRISONNEMENT conditionnel de					EMPRISONNEMENT sans condition de								AMENDE conditionnelle de		AMENDE simple de		Totaux.
	6 mois.	3 mois à moins de 6 mois.	1 mois à moins de 3 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours	5 ans et plus.	3 ans à moins de 5 ans.	1 an à moins de 3 ans.	plus de 6 mois à moins de 1 an.	3 mois à 6 mois.	1 mois à moins de 3 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.	26 fr. et plus.	moins de 26 fr.	26 fr. et plus.	moins de 26 fr.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Prévenus sans antécédents judiciaires . . .	52	1,124	1,283	1,435	7	59	208	1,133	491	2,225	1,471	1,090	6	7,184	1,105	7,098	733	26,704
Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.	—	24	26	39	—	2	14	31	10	53	42	53	—	132	14	226	23	689
Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement, d'une durée totale inférieure à 1 mois. . . .	—	—	—	—	—	18	48	247	140	642	561	641	6	—	—	2,743	261	5,307
Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.	—	—	—	—	—	22	54	321	164	618	501	351	2	—	—	953	83	3,072
Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans	—	—	—	—	—	32	70	419	142	484	318	208	2	—	—	402	41	2,118
Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle . . .	—	—	—	—	—	29	56	186	58	181	127	62	—	—	—	79	5	786
TOTAUX.	52	1,148	1,309	1,474	7	162	450	2,337	1,005	4,206	3,020	2,408	16	7,316	1,119	11,501	1,146	38,676

Prévenus jugés pour infractions aux dispositions du Code forestier *(y compris celles jugées en degré d'appel).*

Prévenus	amnistiés	247
	acquittés	333
	condamnés à l'emprisonnement conditionnel	257
	id. id. sans condition	1,164
	id. à l'amende conditionnelle	865
	id. id. simple	2,488
	Total des prévenus. . .	5.354

COURS D'APPEL

Ces cours connaissent, en degré d'appel, des jugements rendus par les tribunaux correctionnels de leur ressort qui sont portés devant elles par le ministère public, le prévenu ou la partie civile (quant à ses intérêts civils seulement).

Elles jugent exceptionnellement en premier et en dernier ressort :

1° Certains magistrats et fonctionnaires, ainsi que leurs complices. Les causes, dans ce cas, sont portées à la chambre civile, présidée par le premier président (Code d'instruction criminelle, art. 479, 481, 483; loi du 20 avril 1810, art. 20; décret du 6 juillet 1810, art. 4);

2° Les auteurs de délits ou crimes commis à leur audience (Code d'instruction criminelle, art. 507);

3° Les affaires évoquées en vertu des articles 213 et 215 du Code d'instruction criminelle.

Les cours d'appel sont au nombre de trois : celle de Bruxelles, qui étend sa juridiction sur les neuf arrondissements judiciaires des provinces de Brabant, Anvers, et Hainaut; celle de Gand, qui a pour ressort les sept arrondissements judiciaires des deux Flandres; celle de Liége, de qui ressortissent les dix arrondissements judiciaires des provinces de Liége, Limbourg, Luxembourg et Namur.

XXIII. — Affaires portées devant les cours d'appel. — Nombre et nature des arrêts rendus.

COURS.	NOMBRE DES AFFAIRES							NOMBRE DES ARRÊTS				ARRÊTS		NOMBRE DES AFFAIRES dans lesquelles une nouvelle comparution de témoins a eu lieu.
	à juger			terminées			restant à juger à la fin de l'année 1919.	contradictoires.	par défaut.	contradictoires à l'égard de certains prévenus, par défaut à l'égard des autres.	Total.	confirmatifs.	infirmatifs en tout ou en partie.	
	pendantes au 1er janv. 1919.	portées devant la cour durant l'année 1919.	Total.	par arrêt.	rayées du rôle, disparues par jonction, etc.	Total.								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles .	796	1,663	2,459	1,958	281	2,239	220	1,786	150	22	1,958	1,116	842	384
Gand . . .	255	1,162	1,417	760	347	1,107	310	558	106	96	760	455	305	122
Liége . . .	55	970	1,025	963	—	963	62	812	93	58	963	531	432	23
Totaux .	1,106	3,795	4,901	3,681	628	4,309	592	3,156	349	176	3,681	2,102	1,579	539

XXIV. — Prévenus jugés par les cours d'appel. — Modifications apportées par les arrêts aux jugements de première instance.

COURS.	Nombre des prévenus.	PRÉVENUS A L'ÉGARD DESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS DES ARRÊTS								
		confirmatifs de jugements			infirmatifs qui émendent ou modifient					
		d'acquittement.	de condamnation.	d'incompétence.	condamnant des acquittés.	acquittant des condamnés.	aggravant la peine.	diminuant la peine.	déclarant l'incompétence de la juridiction correctionnelle.	réformant des jugements d'incompétence ou de sursis.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles. .	2,869	229	1,311	4	121	349	340	514	—	1
Gand . . .	1,552	169	869	2	53	132	65	260	—	2
Liége . . .	1,022	192	842	2	27	137	131	185	4	102
Totaux .	6,043	590	3,022	8	201	618	536	959	4	105

XXV. — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES		GAND		LIÉGE		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Crimes correctionnalisés.							
Infanticide, 396	—	—	1	—	1	2	4
Coups et blessures, ayant causé la mort, 401	8	1	—	2	4	1	16
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces sur mineur de moins de 16 ans, 372, §1. (L. du 15 mai 1912, art. 48, §1.)	5	5	6	1	1	1	19
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces sur mineur de moins de 16 ans, commis par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1er et 377 § 2. (L. du 15 mai 1912, art. 48, § 1, 52, § 2)	1	1	—	1	—	—	3
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces — sur mineur de plus de 16 ans, 373, § 2. (L. du 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	1	—	1	1	—	—	3
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces — sur mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, 373, § 2, 377, § 4. (L. du 15 mai 1912. Art. 49, § 2 et 52, § 4	—	—	—	—	1	1	2
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces — sur mineur de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. du 15 mai 1912, art. 49, § 3	2	3	—	—	3	—	8
Viol sur personne de plus de 16 ans, 375, § 1. (L. du 15 mai 1912, art. 50, § 1.)	1	1	2	2	—	—	6
Excitation à la débauche de mineurs de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 379, § 2	—	—	—	—	—	1	1
Excitation à la débauche de mineurs de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 379, § 3	—	—	—	—	1	—	1
Avortement du consentement de la femme, ayant causé la mort, 352	—	—	—	—	3	2	5
Bigamie, 391.	—	—	—	—	—	1	1
Sûreté de l'État (Crime contre la). Dénonciation méchante à l'ennemi, 121bis, § 2. (A. L. 8 avril 1917.)	18	10	2	2	5	4	41
Incendie de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512	1	—	—	—	—	—	1
Incendie de lieux inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	—	—	—	—	1	—	1
Faux en écritures, 194 à 197	27	11	1	3	8	11	61
Banqueroute frauduleuse, 489	2	2	—	—	—	—	4
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, violences ou menaces, 467 à 470	160	150	80	36	110	84	620
Vol à l'aide de violences avec circonstances aggravantes, 471-474	3	2	—	—	—	—	5
Délits.							
Abus de confiance, 491	42	38	12	6	17	9	124
Actes arbitraires et attentatoires aux libertés et droits garantis par la Constitution, 151	—	2	—	—	—	—	2
Adultère (et complicité d'), 387 à 389).	24	15	2	3	2	3	49
Armes prohibées. Port, 317. (L. 15 juin 1894).	3	2	—	1	2	4	12
Arrestation ou détention arbitraires par un fonctionnaire public, 147	1	1	—	—	—	—	2
Arrestation ou détention arbitraires par un particulier, 434, 435, 436	—	—	—	—	1	3	4
Association de malfaiteurs, 323, § 2, 324.	—	1	—	—	—	—	1
Attentat à la pudeur avec violence sur personne majeure, 373, § 1er. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1.)	2	2	—	1	—	—	5
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineurs, 379, §1.	—	—	5	—	3	2	10
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineurs par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 1, 381	8	6	—	—	—	—	14
Attentat aux mœurs — par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384	1	1	—	—	—	—	2
Attentat aux mœurs — par paroles obscènes, 383 § 2. (L. 29 janvier 1905, art. 1er)	1	1	1	—	—	—	3
Attentat aux mœurs — par outrage public aux mœurs, 385, § 1, 386	7	5	3	—	—	—	15
Attentat aux mœurs — Id. id. id. en présence d'un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (Loi du 15 mai 1912, art. 53)	2	2	2	—	1	1	8
Avortement du consentement de la femme, 350, 351	14	16	14	6	1	4	55
Banqueroute simple, 489	2	—	—	—	—	—	2
Bris de scellés par le gardien ou le fonctionnaire public qui a ordonné ou opéré l'apposition, 284, 286	—	1	—	—	—	—	1
Calomnie envers des particuliers, 444	3	—	2	1	1	—	7
Chemin de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	1	—	1
Coalition atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892).	1	2	—	—	—	—	3

XXV (suite). — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES		GAND		LIÉGE		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Comestibles, boissons : Mélanges de substances nuisibles, 454 à 456	1	1	—	—	—	—	2
Comestibles, boissons : Falsification, 500, 501. L. 4 août 1890, art. 4	87	53	6	11	32	16	205
Concussion, 243	—	1	—	—	—	—	1
Corruption : Offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction. Acte injuste ou abstention d'un fonctionnaire à raison d'offres agréées ou de dons reçus, 246, 247	—	4	—	1	—	—	5
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (Usage de.) Coupons de transport, sceaux, timbres divers : contre-façon, usage, 183, 184	2	1	—	—	—	—	3
Coups et blessures : 398, à 400, § 1er 410, § 1er	91	59	35	22	21	20	248
Coups et blessures : à un député, ministre, magistrat, 278, 279	4	—	—	—	—	—	4
Coups et blessures : à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	9	4	2	—	1	6	22
Coups et blessures : à des jurés ou témoins, 278, 279, 282	1	2	—	—	—	—	3
Coups et blessures : involontaires, 420	8	2	1	—	3	3	17
Culte (Outrage au ministre d'un), 145	1	—	—	—	—	—	1
Dénonciation calomnieuse, 445	9	3	2	1	3	2	20
Destruction : de propriété mobilière à l'aide de violences ou menaces, 520	—	—	—	—	1	—	1
Destruction : de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	—	4	2	—	1	—	7
Destruction : d'animaux domestiques, 538, 540, 541	2	1	—	—	—	—	3
Destruction : de clôtures, 545, 546	3	2	3	2	1	4	15
Détournement par dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	—	—	2	—	—	2
Domicile (violation de)) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	3	2	1	—	1	—	7
Effets publics, billets de banque, contrefaits ou falsifiés (Emission d'), 177	3	1	—	—	—	—	4
Enlèvement de mineurs par violence, ruse ou menace, 368	—	1	—	—	—	—	1
Epizootie, 319 à 321	3	—	1	—	—	—	4
Escroquerie, 496	40	35	8	8	4	15	110
Exposition, délaissement, et abandon d'enfant : Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360*bis*. (L. 15 mai 1912, art. 60.)	—	—	—	—	2	4	6
Exposition, délaissement, et abandon d'enfant : Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 59)	2	—	—	—	—	—	2
Fausse monnaie. Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169	3	2	1	—	1	1	8
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	—	—	—	—	1	1	2
Faux témoignage en justice, 218 à 220	6	4	—	1	1	1	13
Faux serment en matière civile, 226	1	—	—	—	—	—	1
Homicide involontaire, 419	3	1	4	—	1	6	15
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299	—	1	—	—	—	—	1
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	2	1	2	—	—	—	5
Jeux de hasard, 305	4	2	—	—	—	—	6
Loterie non autorisée, 302, 303	—	1	—	—	—	—	1
Maison de prêt sur gage, 306 à 308	—	1	—	—	—	—	1
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	5	4	1	—	2	1	13
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	—	—	—	—	3	1	4
Objets saisis : destruction, détournement, 507	3	1	—	—	—	2	6
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	6	3	—	—	5	1	15
Outrages : envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	3	1	2	—	1	2	9
Outrages : envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	12	18	19	4	8	9	70
Outrages : envers des jurés ou témoins, 282	4	4	1	1	1	1	12
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	10	15	3	1	1	4	34
Recèlement de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	98	62	61	45	37	39	342
Rupture de ban de surveillance, 338	2	1	—	—	3	2	8
Sûreté de l'État (Délit contre la). Dénonciation méchante à l'ennemi, 121*bis* § 1 (A L. 8 avril 1917)	52	40	7	11	20	17	147
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	20	13	1	2	6	3	45

XXV (suite). — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES		GAND		LIÉGE		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Usurpation de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	2	—	—	—	2	2	6
Vol, 463 à 466	174	114	78	55	87	36	544
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557 6°, 463	15	32	—	—	3	4	54
Contraventions de police	—	—	—	—	3	—	3
Infractions prévues par des lois spéciales.							
Alcool (Prohibition de l'). A. L. 15 novembre 1918	—	4	—	—	—	2	6
Armes de guerre. (Port illégal d'). Loi 26 mai 1876)	—	—	—	—	1	—	1
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858, A. R. 31 mai 1885, 1er mars 1888. 2 août 1902, 10 avril 1906, 25 février 1913, 24 octobre 1919, etc.	1	1	—	—	—	1	3
Auteur (droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	—	—	—	—	2	—	2
Chasse. L. 28 février 1882 modifiée par L. 4 avril 1900, sauf l'art. 31	13	5	4	2	12	10	46
Denrées alimentaires (Falsification des)). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	—	—	—	—	—	1	1
Emigrants, L. 14 décembre 1876	1	—	—	—	—	—	1
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	—	—	—	1	—	—	1
Etrangers (Rupture de ban d'expulsion). L. 12 février 1897	—	—	—	—	—	2	2
Forêts (Code forestier). L. 19 décembre 1854	5	1	—	—	1	9	16
Guerre : Alimentation des populations (Mesures destinées à assurer ou à faciliter l'). L. 4 août 1914. A. L. 5 novembre 1918. L. 11 octobre 1919, et arrêtés pris en exécution	22	37	38	50	50	40	237
Guerre : Dépossession effectuée par l'ennemi (Participation aux mesures de). A. L. 31 mai 1917. A. R. 15 mars 1919	4	2	—	—	—	—	6
Guerre : État de guerre, État de siège (Infractions aux dispositions prises à raison de l'). A. L. du 11 octobre 1916, A. R. 11 octobre 1916 et arrêtés pris en exécution	1	—	—	—	1	—	2
Guerre : État de guerre, État de siège (Publication d'écrits ou images ou diffusion d'informations et renseignements de nature à favoriser l'ennemi ou à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit des armées et des populations. A. L. 11 octobre, 1916, art. 8 et 11	2	—	—	—	—	—	2
Guerre : Monnaies (Mesures relatives à l'introduction, la détention et la circulation des). A. L. 22 octobre 1918 et 24 octobre 1918	4	1	2	2	6	7	22
Guerre : Relations d'ordre économique avec l'ennemi (Interdiction des). A. L. 10 décembre 1916. AA. RR. 19 avril 1919 et 9 août 1919	—	—	—	4	—	—	4
Impôts (Lois et règlements concernant les)	21	10	35	13	26	16	121
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	—	1	—	—	—	1
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	—	—	—	—	1	—	1
Marques de fabrique et de commerce (Contrefaçon de). L. 1er avril 1879	—	2	—	—	—	—	2
Mines et extraction de toute nature. L. 21 avril 1810, 2 mai 1837, 5 juin 1911 coordonnées. AA. RR. 28 avril 1884, 13 décembre 1896, 23 juin 1908 et 28 août 1911	—	—	—	—	3	2	5
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883, 5 juillet 1899	—	—	—	—	3	4	7
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	—	—	—	—	1	1	2
Provocation à commettre des crimes ou des délits, L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	—	—	—	1	—	1
Règlements communaux	7	—	—	—	—	—	7
Saccharine (Détention de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	1	1	—	—	—	—	2

RÉCAPITULATION.

Code pénal. — Crimes correctionnalisés	229	186	93	48	138	108	802
Id. Délits	805	592	282	185	282	229	2,375
Id. Contraventions de police	—	—	—	—	3	—	3
Infractions prévues par des lois spéciales	82	64	80	72	108	95	501
TOTAUX	1,116	842	455	305	531	432	3,681

COURS D'ASSISES

Les cours d'assises jugent les infractions que la loi punit d'une peine criminelle (mort, travaux forcés, détention, reclusion), à moins que les juridictions d'instruction (chambre du conseil, chambre des mises en accusation) n'aient relevé en faveur de l'accusé des circonstances atténuantes qui permettent de le renvoyer devant le tribunal correctionnel. Ces cours, jouissant d'une compétence générale, peuvent juger également des faits qui ne sont pas punissables d'une peine criminelle, si ces faits, à raison de leur connexité avec un crime, leur ont été déférés par la chambre des mises en accusation. Elles connaissent, en outre, exclusivement, des délits politiques et de presse.

Il y a une cour d'assises dans chaque province. Elle siège tous les trois mois, ou plus souvent si le besoin l'exige, au chef-lieu de la province. Cependant, dans le Limbourg, les assises se tiennent non au chef-lieu, mais à Tongres.

L'article 6 de la loi du 30 avril 1919 porte que « Si le nombre ou l'importance des affaires renvoyées devant une cour d'assises le requiert, il peut être formé plusieurs cours d'assises dans la même province. Ces cours siègent concurremment soit au même chef-lieu, soit aux chefs-lieux de différents arrondissements judiciaires ».

Une cour d'assises se compose de trois juges, dont l'un, chargé de présider la session, doit être membre d'une cour d'appel. Si l'affaire est jugée contradictoirement, la cour doit être assistée d'un jury de douze membres, recrutés parmi les citoyens âgés d'au moins 30 ans, réunissant les conditions de cens et de capacité exigées par la loi.

Le jury est appelé à décider si l'accusé est ou non coupable du crime qu'on lui impute. Il se prononce par un oui ou un non sur les questions qui lui sont posées par la cour. Sa décision est sans appel. Cependant, si l'accusé n'a été déclaré coupable qu'à la simple majorité des voix, la cour peut, en se ralliant à la minorité des membres du jury, prononcer l'acquittement.

La loi du 23 août 1919 (1) a étendu les pouvoirs du jury en le faisant participer à l'application des peines. En vertu de cette loi, lorsque l'accusé a été déclaré coupable par le jury d'un fait défendu par une loi pénale, la cour se rend avec les jurés dans leur chambre. Le collège ainsi constitué, présidé par le président de la cour, délibère sur la peine à prononcer. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix.

Si l'affaire est jugée par contumace, l'arrêt est rendu par la cour seule, sans intervention du jury. Tout accusé condamné de cette manière doit être jugé à nouveau, dans la forme ordinaire, s'il se constitue prisonnier ou s'il est arrêté avant que la peine ne soit éteinte par la prescription.

Rédaction des tableaux. — Dans les tableaux où les accusés sont classés d'après la nature des infractions qui ont donné lieu aux poursuites, les individus poursuivis pour plusieurs infractions sont inscrits en regard de l'infraction que le Code punit de la peine la plus grave. Au contraire, dans les tableaux où le classement est établi d'après la nature des infractions figurant à l'arrêt de condamnation, ces individus sont comptés à l'infraction qui leur a valu la peine la plus forte.

Pour le calcul des antécédents judiciaires, on additionne les différentes peines auxquelles l'accusé a été précédemment condamné. Par exemple : un condamné ayant encouru trois condamnations à 2 mois d'emprisonnement est rangé dans la deuxième catégorie des récidivistes (6 mois d'emprisonnement et plus).

(1) L'art. 6 de cette loi porte qu'elle entrera en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur*. Cette publication a été faite par le *Moniteur* du 25-26 août 1919.

COURS D'ASSISES

XXVI. — Aperçu général des travaux des cours d'assises.

1° *Nombre et nature des affaires jugées; nombre des individus poursuivis.*

PROVINCES.	Nombre total des affaires	AFFAIRES CRIMINELLES		DÉLITS POLITIQUES ET DE PRESSE		Nombre total des individus poursuivis.
		jugées contradictoirement.	jugées par contumace.	jugés contradictoirement.	jugés par contumace.	
1	2	3	4	5	6	7
Brabant	36	34	2	—	—	79
Anvers	26	26	—	—	—	(1) 41
Hainaut	31	31	—	—	—	(2) 90
Flandre orientale	24	23	1	—	—	35
Flandre occidentale	24	22	2	—	—	(3) 39
Liége	37	32	5	—	—	94
Limbourg	14	14	—	—	—	36
Luxembourg	7	6	1	—	—	13
Namur	36	33	3	—	—	86
Le royaume	235	221	14	—	—	513

N. B. Les affaires qui ont fait, après cassation, l'objet d'un renvoi, ne sont comptées qu'une fois et attribuées à la cour d'assises devant laquelle elles ont été, tout d'abord, portées.
(1) Non compris 2 accusés au sujet desquels l'action publique a été déclarée éteinte par suite de décès.
(2) Dont 2 contumax arrêtés. L'un avait été condamné le 29 octobre 1915 à 20 ans de travaux forcés, l'autre avait été condamné le 28 mars 1917 à 15 ans de travaux forcés.
(3) Non compris 1 accusé au sujet duquel l'action publique a été déclarée éteinte par suite de décès.

2° *Nombre, par province, des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés.*

PROVINCES.	AFFAIRES CRIMINELLES																DÉLITS POLITIQUES ET DE PRESSE			
	Accusés jugés contradictoirement.													Accusés jugés par contumace.			Nombre total des prévenus.	Acquittés.	Condamnés	
	Condamnés à la peine																			
	Nombre total.	Accusés ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés de 15 ans et plus.	des travaux forcés de 10 ans à moins de 15 ans.	de la détention perpétuelle.	de la détention à temps extraordinaire.	de la détention à temps ordinaire.	de la réclusion.	de l'emprisonnement de 6 mois et plus.	de l'emprisonnement de moins de 6 mois.	de l'amende.	Nombre total.	Acquittés.	Condamnés.			à l'emprisonnement.	à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
Brabant	73	—	16	10	2	11	5	—	6	5	9	9	—	—	6	—	6	—	—	—	—
Anvers	41	—	9	3	3	2	1	—	—	1	16	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hainaut	90	10	34	3	2	13	4	—	1	3	7	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre or.	34	—	7	1	1	13	5	—	—	—	5	2	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Flandre occ.	37	1	8	5	5	10	4	—	—	—	4	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—
Liége	88	1	17	1	4	6	1	—	12	14	11	21	—	—	6	—	6	—	—	—	—
Limbourg	36	4	7	—	—	4	2	—	—	1	4	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Luxemb.	12	4	3	—	—	—	—	—	—	—	2	3	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Namur	71	1	17	2	2	7	1	—	—	3	10	28	—	—	15	—	15	—	—	—	—
Le royaume	482	21	118	25	19	66	23	—	19	27	68	96	—	—	31	—	31	—	—	—	—

XXVII. — Affaires jugées contradictoirement.

Accusés classés suivant les provinces où ils ont été jugés, avec indication de la nature des infractions et du résultat sommaire des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ARRÊT DE LA COUR.	BRABANT				ANVERS				HAINAUT			
	Total des accusés.	Accusés ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Accusés acquittés.	Accusés condamnés.	Total des accusés.	Accusés ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Accusés acquittés.	Accusés condamnés.	Total des accusés.	Accusés ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Accusés acquittés.	Accusés condamnés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES (1)												
Crimes.												
Assassinat, 394	9	—	4	5	2	—	—	2	5	—	2	3
Id. (complicité), 394, 69	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
Id. (Tentative d'), 394, 52	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3
Empoisonnement (Tentative), 397, 52	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infanticide d'enfant illégitime, avec préméditation, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. sans id. 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Paricide, 395	1	—	—	1	1	—	—	1	1	—	—	1
Id. (Tentative de), 395, 52	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	1
Meurtre, 393	2	—	—	2	3	—	2	1	2	—	—	2
Id. (Complicité de), 393, 60	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (Tentative de), 393, 52	—	—	—	—	2	—	1	1	2	—	—	2
Id. pour faciliter le vol et en assurer l'impunité, 475	10	—	—	10	7	—	1	6	2	—	—	2
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. avec préméditation ayant causé la mort sans intention de la donner, 401, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Substances nuisibles (Administration volontaire de), ayant causé la mort à des ascendants, 410, 404	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences sur un enfant de moins de 16 ans par personne ayant autorité, 372, § 1er et 377 (48, § 1er et 52. L. 15 mai 1912)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
Attentat à la pudeur — avec violences sur un enfant de moins de 16 ans par personne ayant autorité, 373, § 3 et 377 (49, § 3 et 52. L. 15 mai 1912)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs par excitation à la débauche de mineurs de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 379, § 3. (L. 26 mai 1914)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur un enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, par personne ayant autorité; 375, § 2 et 377 (50, § 2 et 52. L. 15 mai 1912)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur un enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 375 § 3 (50, § 3. L. du 15 mai 1912)	—	—	—	—	1	—	—	1	1	—	—	1
Viol — sur un enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, par personne ayant autorité, 375, § 3 et 377 (50, § 3 et 52. L. 15 mai 1912)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté (1) de l'État (Crimes contre la) — Avoir secondé le progrès des armes des ennemis de l'État en ébranlant la fidélité des officiers, soldats ou autres citoyens envers le Roi et l'État, 115, (ancien)	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté (1) de l'État (Crimes contre la) — Secours à l'ennemi, 115, § 3. (A. L. 11 octobre 1916)	6	—	2	4	8	—	2	6	6	—	1	5
Sûreté (1) de l'État (Crimes contre la) — Secours à l'ennemi (Complicité), 115, § 3, (A. L. 11 octobre 1916), 69	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté (1) de l'État (Crimes contre la) — Avoir secondé le progrès des armes des ennemis de l'État en ébranlant la fidélité des officiers, soldats ou autres citoyens envers le Roi et l'État, 115, § 4, (A. L. 11 octobre 1916)	9	—	—	9	2	—	1	1	—	—	—	—
Sûreté (1) de l'État (Crimes contre la) — Avoir méchamment servi la politique ou les desseins de l'ennemi, 118bis, (A. L. 8 avril 1917)	10	—	4	6	1	—	—	1	—	—	—	—
Délits.												
Outrages publics aux mœurs en présence d'un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 53)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux	50	—	11	39	27	—	7	20	25	—	3	22
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS												
Crimes.												
Incendie de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques, usage de, 196, 197	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—
Vol — à l'aide d'effraction, escalade ou fausses clefs, 467	1	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	2
Vol — Id. de violences ou de menaces, 468, 469	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol — Id. id. id. (Tentative de), 468, 469, 52	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol — extorsion de titres ou valeurs à l'aide de violences ou de menaces, 470	—	—	—	—	3	—	—	3	5	—	—	5
Vol — à l'aide de violences ou menaces, dans une maison habitée, avec circonstances aggravantes, 471	17	—	—	17	7	—	1	6	34	—	19	15
Vol — à l'aide de violences ou menaces, dans une maison habitée (Complicité de), 471, 69	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol — à l'aide de violences ou menaces, dans une maison habitée (Tentative de), 471, 52	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol — à l'aide de violences ou menaces, dans un chemin public, 471, 472	—	—	—	—	4	—	1	3	9	—	9	—
Vol — à l'aide de tortures, violences ou menaces ayant causé une maladie incurable, 473	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
Vol — à l'aide de violences ou menaces ayant causé la mort, 474	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime, 506	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.												
Recel, 505	1	—	—	1	—	—	—	—	11	10	1	—
Vol, 463, 464, 466	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
Totaux	23	—	5	18	14	—	2	12	65	10	31	24
Crimes et délits contre les personnes (1)	50	—	11	39	27	—	7	20	25	—	3	22
Id. id. contre les propriétés	23	—	5	18	14	—	2	12	65	10	31	24
Totaux	73	—	16	57	41	—	9	32	90	10	34	46

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ARRÊT DE LA COUR.	FLANDRE ORIENTALE				FLANDRE OCCIDENTALE				LIÉGE				LIMBOURG				LUXEMBOURG				NAMUR			
	Total des accusés.	Accusés ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Accusés acquittés.	Accusés condamnés.	Total des accusés.	Accusés ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Accusés acquittés.	Accusés condamnés.	Total des accusés.	Accusés ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Accusés acquittés.	Accusés condamnés.	Total des accusés.	Accusés ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Accusés acquittés.	Accusés condamnés.	Total des accusés.	Accusés ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Accusés acquittés.	Accusés condamnés.	Total des accusés.	Accusés ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Accusés acquittés.	Accusés condamnés.
1	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES (1)																								
Crimes.																								
Assassinat, 394	2	—	1	1	11	—	3	8	3	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	7
Id. (complicité), 394, 69	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (Tentative d'), 394, 52	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
Empoisonnement (Tentative), 397, 52	1	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—
Infanticide d'enfant illégitime, avec préméditation, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	2	—	—	2
Id. id. id. sans id. 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Paricide, 395	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	1
Id. (Tentative de), 395, 52	2	—	—	2	2	—	1	1	5	—	—	5	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 393	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
Id. (Complicité de), 393, 60	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
Id. (Tentative de), 393, 52	4	—	2	2	3	—	—	3	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. pour faciliter le vol et en assurer l'impunité, 475	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. avec préméditation ayant causé la mort sans intention de la donner, 401, § 2	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Substances nuisibles (Administration volontaire de), ayant causé la mort à des ascendants, 410, 404	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences sur un enfant de moins de 16 ans par personne ayant autorité, 372, § 1er et 377 (48, § 1er et 52. L. 15 mai 1912)	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences sur un enfant de moins de 16 ans par personne ayant autorité, 373, § 3 et 377 (49, § 3 et 52. L. 15 mai 1912)	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs par excitation à la débauche de mineurs de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 379, § 3. (L. 26 mai 1914)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2
Viol — sur un enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, par personne ayant autorité; 375, § 2 et 377 (50, § 2 et 52. L. 15 mai 1912)	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur un enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 375 § 3 (50, § 3. L. du 15 mai 1912)	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
Viol — sur un enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, par personne ayant autorité, 375, § 3 et 377 (50, § 3 et 52. L. 15 mai 1912)	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté (1) de l'État (Crimes contre la) — Avoir secondé le progrès des armes des ennemis de l'État en ébranlant la fidélité des officiers, soldats ou autres citoyens envers le Roi et l'État, 115, (ancien)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté (1) de l'État (Crimes contre la) — Secours à l'ennemi, 115, § 3. (A. L. 11 octobre 1916)	—	—	—	—	—	—	—	—	32	—	10	22	6	—	2	4	7	4	1	2	18	—	7	11
Sûreté (1) de l'État (Crimes contre la) — Secours à l'ennemi (Complicité), 115, § 3, (A. L. 11 octobre 1916), 69	—	—	—	—	—	—	—	—	21	—	—	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté (1) de l'État (Crimes contre la) — Avoir secondé le progrès des armes des ennemis de l'État en ébranlant la fidélité des officiers, soldats ou autres citoyens envers le Roi et l'État, 115, § 4, (A. L. 11 octobre 1916)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté (1) de l'État (Crimes contre la) — Avoir méchamment servi la politique ou les desseins de l'ennemi, 118bis, (A. L. 8 avril 1917)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	2	1	—	—	—	—	10	—	2	8
Délits.																								
Outrages publics aux mœurs en présence d'un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 53)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—
Totaux	17	—	3	14	20	—	5	15	72	1	12	59	13	—	6	7	9	4	1	4	46	1	10	35
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS																								
Crimes.																								
Incendie de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	7	—
Faux en écritures authentiques et publiques, usage de, 196, 197	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol — à l'aide d'effraction, escalade ou fausses clefs, 467	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	7	2	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol — Id. de violences ou de menaces, 468, 469	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol — Id. id. id. (Tentative de), 468, 469, 52	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol — extorsion de titres ou valeurs à l'aide de violences ou de menaces, 470	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol — à l'aide de violences ou menaces, dans une maison habitée, avec circonstances aggravantes, 471	13	—	3	10	7	—	1	6	10	—	2	8	7	—	—	7	—	—	—	—	12	—	—	12
Vol — à l'aide de violences ou menaces, dans une maison habitée (Complicité de), 471, 69	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol — à l'aide de violences ou menaces, dans une maison habitée (Tentative de), 471, 52	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol — à l'aide de violences ou menaces, dans un chemin public, 471, 472	1	—	1	—	3	—	—	3	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	2	—	—	2
Vol — à l'aide de tortures, violences ou menaces ayant causé une maladie incurable, 473	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol — à l'aide de violences ou menaces ayant causé la mort, 474	—	—	—	—	4	—	—	4	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime, 506	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																								
Recel, 505	1	—	—	1	3	1	2	—	—	—	—	—	5	2	—	3	2	—	2	—	4	—	—	4
Vol, 463, 464, 466	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux	17	—	4	13	17	1	3	13	16	—	5	11	23	4	1	18	3	—	2	1	25	—	7	18
Crimes et délits contre les personnes (1)	17	—	3	14	20	—	5	15	72	1	12	59	13	—	6	7	9	4	1	4	46	1	10	35
Id. id. contre les propriétés	17	—	4	13	17	1	3	13	16	—	5	11	23	4	1	18	3	—	2	1	25	—	7	18
Totaux	34	—	7	27	37	1	8	28	88	1	17	70	36	4	7	25	12	4	3	5	71	1	17	53

(1) Les crimes contre la sureté de l'État figurent sous la rubrique « Infractions aux personnes » à raison des exigences d'un classement qui ne comprend que deux rubriques générales, il y a intérêt à faire des crimes contre la sûreté de l'État un relevé spécial et l'on en trouvera ici tous les éléments.

XXVIII. — Affaires jugées contradictoirement.

Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées.

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ACTE D'ACCUSATION	Total des accusés.	Accusés ayant bénéficié de la loi d'amnistie.	Acquittés.	Total des condamnés.	CONDAMNÉS À LA PEINE : de mort.	des travaux forcés : à perpétuité.	des travaux forcés : de 15 ans et plus.	des travaux forcés : de 10 ans à moins de 15 ans	de la détention : perpétuelle.	de la détention : à temps : extraordinaire.	de la détention : à temps : ordinaire.	de la réclusion : de 10 ans et plus.	de la réclusion : de 5 ans à moins de 10 ans	de l'emprisonnement : de 3 ans et plus.	de l'emprisonnement : de 6 mois à moins de 3 ans.	de l'emprisonnement : de moins de 6 mois.	de l'amende.	Condamnés à la peine accessoire : de l'interdiction.	Condamnés à la peine accessoire : de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES (1)																			
Crimes.																			
Assassinat 394	45	—	12	33	8	6	12	4	—	—	—	1	2	—	—	—	—	32	3
Id. (complicité), 394, 69	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Id. (Tentative d'), 394, 52	5	—	—	5	—	—	—	1	—	—	—	1	1	2	—	—	—	5	—
Empoisonnement (Tentative d'), 397, 52	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—
Infanticide d'enfant illégitime, avec préméditation, 396	5	—	2	3	—	—	—	1	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—
Id. id. sans id. 396	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—
Parricide, 395	6	—	1	6	1	1	1	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	3	—
Id. (Tentative de), 395, 52	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 393	18	—	5	13	—	2	6	1	—	—	—	—	3	—	1	—	—	11	—
Id. (Tentative de), 393, 52	5	—	1	4	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	2	—
Id. pour faciliter le vol et en assurer l'impunité, 475	34	—	3	31	13	5	10	—	—	—	—	1	—	2	—	—	—	29	6
Id. id. id. id. (complicité), 475, 69	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation ayant causé la mort, 401, § 2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences et menaces sur un enfant de moins de 16 ans par personne ayant autorité 373, § 3 et 377 (49, § 3 et 52. L. 15 mai 1912)	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
Attentat aux mœurs par excitation à la débauche de mineurs de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 379, § 3. (L. 26 mai 1914)	3	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—
Viol : sur un enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par personne ayant autorité, 375, § 2, 377 (50, § 2, 52. L. 15 mai 1912)	4	—	—	4	—	—	2	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	4	—
Viol : sur un enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 375, § 3 (50, § 3. L. 15 mai 1912)	5	—	—	5	—	—	2	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	4	—
Viol : sur un enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité, 375, § 3 et 377 (50, § 3 et 52, L. 15 mai 1912)	4	—	—	4	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	4	—
Sûreté (1) de l'État (Crimes contre la) : Secours à l'ennemi, 115, § 3. (A. L. 11 octobre 1916).	80	4	24	52	2	—	—	—	—	5	22	1	—	7	15	—	—	31	2
Sûreté (1) de l'État (Crimes contre la) : Secours à l'ennemi (complicité), 115, § 3. (A. L. 11 octobre 1916), 69	22	—	—	22	—	—	—	—	—	11	—	—	—	4	7	—	—	21	—
Sûreté (1) de l'État (Crimes contre la) : Avoir secondé le progrès des armes de l'ennemi en ébranlant la fidélité des officiers, soldats ou autres citoyens envers le Roi et l'État, 115, § 4. (A. L. 11 octobre 1916)	10	—	1	9	—	—	—	1	—	3	2	—	—	1	2	—	—	6	—
Sûreté (1) de l'État (Crimes contre la) : Avoir méchamment servi la politique de l'ennemi, 118*bis*. (A. L. 8 avril 1917).	27	—	8	19	1	—	2	1	—	—	3	—	—	3	9	—	—	8	—
Totaux	280	6	57	217	25	15	35	11	—	19	27	9	17	23	36	—	—	170	11
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS																			
Crimes.																			
Incendie de lieux habités, 510	7	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques (usage), 196, 197	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol : à l'aide d'effraction, escalade ou fausses clefs, 467	16	2	2	12	—	—	5	—	—	—	—	—	1	—	6	—	—	6	—
Vol : Id. de violences ou menaces, 468, 469	4	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Vol : Id. id. id. id. (Tentative de), 468, 469, 52	4	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol : avec violences ou menaces dans une maison habitée, 471	115	—	28	87	—	—	21	9	—	—	—	2	39	18	7	—	—	47	13
Vol : avec violences ou menaces dans une maison habitée, (Tentative de). 471, 52	2	—	—	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Vol : à l'aide de violences ou menaces dans un chemin public, 471, 472	21	—	10	11	—	—	3	—	—	—	—	—	7	1	—	—	—	5	—
Vol : à l'aide de tortures ou violences ou menaces ayant causé une maladie incurable, 473	2	—	—	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1
Vol : à l'aide de violences ou menaces ayant causé la mort, 474	6	—	—	6	—	4	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	6	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime, 506	3	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Délits.																			
Recel, 505	20	13	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—
Totaux	202	15	61	126	—	4	31	12	—	—	—	4	38	21	16	—	—	69	14
Crimes contre les personnes (1)	280	6	57	217	25	15	35	11	—	19	27	9	17	23	36	—	—	170	11
Crimes et délits contre les propriétés	202	15	61	126	—	4	31	12	—	—	—	4	38	21	16	—	—	69	14
Totaux généraux	482	21	118	343	25	19	66	23	—	19	27	13	55	44	52	—	—	239	25

(1) Les crimes contre la sûreté de l'Etat figurent sous la rubrique « Infractions aux personnes » en raison des exigences d'un classement qui ne comprend que 2 rubriques générales. Il y a intérêt à faire des crimes contre la sûreté de l'Etat un relevé spécial et l'on en trouvera ici tous les éléments.

XXIX. — Affaires jugées contradictoirement.

Résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit. — Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix.

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ACTE D'ACCUSATION.	NOMBRE DES ACCUSÉS POUR LESQUELS LA COUR : a déclaré l'action publique éteinte par suite des dispositions de la loi d'amnistie.	a rejeté complètement l'accusation.	a admis l'accusation : sans modification.	a admis l'accusation : avec des modifications : qui laissent au fait le caractère de crime.	a admis l'accusation : avec des modifications : qui donnent au fait le caractère de délit.	ACCUSÉS déclarés coupables à la simple majorité des voix, acquittés par la cour. (2)
1	2	3	4	5	6	7
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES (1)						
Crimes.						
Assassinat, 394	—	12	22	11	—	—
Id. (Complicité), 394, 69	—	—	1	—	—	—
Id. (Tentative d'), 394, 52	—	—	5	—	—	—
Empoisonnement (Tentative d'), 397, 52	—	—	1	—	—	—
Infanticide d'enfant illégitime avec préméditation, 396	—	2	3	—	—	—
Id. id. id. sans id. 396	—	—	1	—	—	—
Parricide, 395	—	—	4	2	—	—
Id. (Tentative de), 395, 52	—	1	—	—	—	—
Meurtre, 393	—	5	7	6	—	—
Id. (Tentative de), 393, 52	—	1	4	—	—	—
Id. pour faciliter le vol et en assurer l'impunité, 475	—	3	24	7	—	—
Id. id. id. id. id. (Complicité de), 475, 69	—	—	—	1	—	—
Coups et blessures avec préméditation ayant causé la mort sans intention de la donner, 401, § 2	1	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur un enfant de moins de 16 ans par personne ayant autorité, 373, § 3 et 377, (49, § 3, et 52. L. 15 mai 1912)	—	—	1	—	—	—
Attentat aux mœurs par excitation à la débauche de mineurs, de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 379, § 3. (L. 26 mai 1914)	1	—	2	—	—	—
Viol : sur un enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, 375, § 2, 377, (50, § 2. 52. Loi 15 mai 1912)	—	—	2	2	—	—
Viol : sur un enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 375, § 3, (50, § 3. L. 15 mai 1912)	—	—	4	1	—	—
Viol : sur un enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, par personne ayant autorité, 375, § 3, 377, (50, § 3, et 52. L. 15 mai 1912)	—	—	4	—	—	—
Sûreté (1) de l'État (Crimes contre la) : Secours à l'ennemi, 115, § 3. (A. L. 11 octobre 1916)	4	24	52	—	—	1
Sûreté (1) de l'État (Crimes contre la) : Secours à l'ennemi (Complicité), 115, § 3. (A. L. 11 octobre 1916)	—	—	22	—	—	—
Sûreté (1) de l'État (Crimes contre la) : Avoir secondé le progrès des armes de l'ennemi en ébranlant la fidélité des officiers, soldats ou autres citoyens envers le Roi et l'État, 115, § 4. (A. L. 11 octobre 1916)	—	1	9	—	—	—
Sûreté (1) de l'État (Crimes contre la) : Avoir méchamment servi la politique de l'ennemi, 118*bis*, (A. L. 8 avril 1917).	—	8	17	2	—	—
Totaux	6	57	185	32	—	1
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS						
Crimes.						
Incendie de lieux habités, 510	—	7	—	—	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques (Usage de), 196, 197	—	2	—	—	—	—
Vol : à l'aide d'effraction, escalade ou fausses clefs, 467	2	2	3	7	2	1
Vol : id. de violences ou de menaces, 468, 469	—	2	1	1	—	—
Vol : id. id. id. id. (Tentative de), 468, 469, 52	—	4	—	—	—	—
Vol : à l'aide de violences ou menaces, dans une maison habitée, avec circonstances aggravantes, 471	—	28	74	8	5	2
Vol : à l'aide de violences ou menaces, dans une maison habitée (Tentative de). 471, 52	—	—	2	—	—	—
Vol : à l'aide de violences ou menaces, dans un chemin public, 471, 472	—	10	7	4	—	—
Vol : à l'aide de tortures, violences, ou menaces ayant causé une maladie incurable, 473	—	—	1	1	—	—
Vol : à l'aide de tortures, violences ou menaces ayant causé la mort, 474	—	—	6	—	—	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime, 506	—	1	2	—	—	—
Délits.						
Recel, 505	13	5	2	—	—	—
Totaux	15	61	98	21	7	3
Crimes contre les personnes (1)	6	57	185	32	—	1
Id. et délits contre les propriétés	15	61	98	21	7	3
Totaux généraux	21	118	283	53	7	4

(1) Les crimes contre la sûreté de l'Etat figurent sous la rubrique « Infractions aux personnes » en raison des exigences d'un classement qui ne comprend que 2 rubriques générales. Il y a intérêt à faire des crimes contre la sûreté de l'Etat un relevé spécial et l'on en trouvera ici tous les éléments.

XXX. — Affaires jugées contradictoirement.

Accusés classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires et les peines qui leur ont été infligées.

NATURE DES FAITS D'APRÈS L'ARRÊT DE LA COUR.	Total général des condamnés.	Accusés sans antécédents judiciaires — Total des condamnés.	Condamnés à la peine							Condamnés à la peine accessoire		soit à l'amende correctionnelle, Total des condamnés.	Condamnés à la peine							Condamnés à la peine accessoire	
			de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la détention perpétuelle.	de la détention à temps.	de la réclusion.	de l'emprisonnement.	de l'interdiction.	de la surveillance.		de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la détention perpétuelle.	de la détention à temps.	de la réclusion.	de l'emprisonnement.	de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES (1)																					
Crimes.																					
Assassinat, 394	27	12	4	2	6	—	—	—	—	12	1	10	4	2	3	—	—	1	—	10	—
Id. (Complicité d'), 394, 69	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (Tentative d'), 394, 52	8	6	—	—	3	—	—	2	1	6	1	2	—	—	1	—	—	—	1	2	1
Empoisonnement (Tentative d'), 397, 52	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infanticide d'enfant illégitime, avec préméditation, 396	2	2	—	—	1	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. sans id. 396	3	3	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Parricide, 395	3	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Id. (Tentative de), 395, 52	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 393	15	10	—	1	6	—	—	3	—	9	—	3	—	—	2	—	—	1	—	3	—
Id. (Complicité de), 393, 69	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (Tentative de), 393, 52	5	3	—	—	1	—	—	1	1	3	1	2	—	—	2	—	—	—	—	2	—
Id. pour faciliter le vol et en assurer l'impunité, 475	27	18	3	6	6	—	—	1	2	15	3	3	2	—	—	—	—	1	—	3	1
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401, § 1er	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Substances nuisibles (Administration volontaire de) ayant causé la mort à des ascendants, 440, 404	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, 372, § 1er et 377 (48 § 1er et 52. L. 15 mai 1912)	2	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences et menaces sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, 373, § 3 et 377 (49 § 3 et 52. L. 15 mai 1912)	3	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	2	—	—	1	—	—	1	—	2	—
Attentat aux mœurs par excitation à la débauche de mineurs de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 379 § 3. (L. 26 mai 1914)	2	2	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur un enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, 375 § 2 et 377 (50 § 2 et 52. L. 15 mai 1912)	3	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—
Viol — sur un enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 375 § 3 (50, § 3. L. 15 mai 1912)	5	3	—	—	—	—	—	2	1	3	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—
Viol — sur un enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité, 375 § 3 et 377 (50 § 3 et 52. L. 15 mai 1912)	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Sûreté (1) de l'État (Crimes contre la) — Avoir secondé le progrès des armes de l'ennemi en ébranlant la fidélité des officiers, soldats ou autres citoyens envers le Roi et l'État, 115 (ancien)	1	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté (1) de l'État (Crimes contre la) — Secours à l'ennemi, 115 § 3. (A. L. 11 octobre 1916)	54	32	—	—	—	—	—	18	—	14	20	1	16	1	—	—	8	—	7	11	1
Sûreté (1) de l'État (Crimes contre la) — Id. id. (complicité). 115, § 3. (A. L. 11 octobre 1916), 69	21	16	—	—	—	—	—	7	—	9	16	—	5	—	—	—	3	—	2	5	—
Sûreté (1) de l'État (Crimes contre la) — Avoir secondé le progrès des armes de l'ennemi en ébranlant la fidélité des officiers, soldats ou autres citoyens envers le Roi et l'État, 115 § 4. (A. L., 11 octobre 1916)	10	4	—	—	1	—	1	—	2	2	—	3	1	—	—	—	2	—	—	3	—
Sûreté (1) de l'État (Crimes contre la) — Avoir méchamment servi la politique ou les desseins de l'ennemi, 118*bis*. (A. L. 8 avril 1917)	16	16	—	—	2	—	2	1	11	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux	215	138	7	10	28	—	29	19	45	104	7	50	8	2	10	—	13	7	10	42	3
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS																					
Crimes.																					
Vol — à l'aide d'effraction, escalade ou fausses clefs, 467	6	4	—	—	—	—	—	1	3	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Extorsion de titres ou valeurs à l'aide de violences ou menaces, 470	8	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—	6	—	—	—	—	—	1	5	—	—
Vol — avec violences ou menaces, dans une maison habitée, (avec circonstances aggravantes, 471. (Complicité de), 471, 69. (Tentative de), 471, 52	81	45	—	—	18	—	—	17	10	24	6	24	—	—	13	—	—	7	4	14	2
	3	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—
	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol — avec violences ou menaces, dans un chemin public, 471, 472	9	2	—	—	1	—	—	1	—	1	—	4	—	—	—	—	—	4	—	4	—
Vol — à l'aide de tortures, ou violences, ou menaces ayant causé une maladie incurable, 473	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Vol — à l'aide de violences, ou menaces ayant causé la mort, 474	6	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	2	—	2	—	—	—	—	—	2	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime, 506	2	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Délits.																					
Recel, 505	5	3	—	—	—	—	—	—	3	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	—
Vol, 463, 464, 466	5	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	3	—	—	—	—	—	—	3	—	3
Totaux	128	60	—	—	19	—	—	22	19	27	6	44	—	2	13	—	—	12	17	21	5
Crimes contre les personnes (1)	215	138	7	10	28	—	29	19	45	104	7	50	8	2	10	—	13	7	10	42	3
Id. et délits contre les propriétés	128	60	—	—	19	—	—	22	19	27	6	44	—	2	13	—	—	12	17	21	5
Totaux généraux	343	198	7	10	47	—	29	41	64	131	13	94	8	4	23	—	13	19	27	63	8

ACCUSÉS CONDAMNÉS PRÉCÉDEMMENT

soit à un emprisonnement correctionnel de moins de 6 mois. Condamnés à la peine				Condamnés à la peine accessoire		à un emprisonnement de 6 mois et plus. Condamnés à la peine								Condamnés à la peine accessoire		à une peine criminelle. Condamnés à la peine								Condamnés à la peine accessoire	
de la détention perpétuelle.	de la détention à temps.	de la réclusion.	de l'emprisonnement.	de l'interdiction.	de la surveillance.	Total des condamnés.	de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la détention perpétuelle.	de la détention à temps.	de la réclusion.	de l'emprisonnement.	de l'interdiction.	de la surveillance.	Total des condamnés.	de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la détention perpétuelle.	de la détention à temps.	de la réclusion.	de l'emprisonnement.	de l'interdiction.	de la surveillance.
17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	33	39	40	41	42
—	—	1	—	10	—	5	3	1	1	—	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	1	—	3	—	2	—	1	1	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	1	—	3	1	6	5	—	1	—	—	—	—	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XXXI. — Causes apparentes

des crimes d'assassinat, de parricide, de meurtre et d'incendie déclarés constants par le Jury et suivis de la condamnation de leurs auteurs.

CAUSES APPARENTES DES CRIMES.	NOMBRE DES CONDAMNÉS.				
	ASSASSINAT.	PARRICIDE.	MEURTRE.	INCENDIE.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6
Colère	—	1	1	—	2
Dévergondage	7	—	—	—	7
Cupidité	13	1	33	—	47
Haine et vengeance	9	2	8	—	19
Jalousie	8	—	4	—	12
Misère	—	—	1	—	1
Honte	—	—	1	—	1
TOTAL	37	4	48	—	89

XXXII. — Affaires jugées par contumace.

NATURE DES CRIMES avec indication des provinces où ils ont été jugés.	Total des accusés.	Acquittés.	CONDAMNÉS A LA PEINE										Condamnés à la peine accessoire	
			de mort.	de travaux forcés à perpétuité.	de travaux forcés de 15 ans et plus.	de travaux forcés de 10 ans à moins de 15 ans.	de la détention perpétuelle.	de la détention à temps extraordinaire.	de la détention à temps ordinaire.	de la réclusion.	de l'emprisonnement.	de l'amende.	de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Brabant.														
Sûreté de l'État (Crimes contre la) — Secours à l'ennemi, 115, § 3. (A. L. 11 octobre 1916)	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—
Sûreté de l'État (Crimes contre la) — Avoir secondé le progrès des armes de l'ennemi en ébranlant la fidélité des officiers, soldats ou autres citoyens envers le Roi et l'État, 115, § 4 (A. L. 11 octobre 1916).	5	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—
Flandre Orientale.														
Meurtre, 393	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Flandre Occidentale.														
Assassinat (Tentative d'), 394, 52	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—
Vol à l'aide de violences ou menaces dans maison habitée, avec circonstances aggravantes, 471	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Liége.														
Sûreté de l'État (Crimes contre la). Secours à l'ennemi, 115, § 3. (A. L. 11 octobre 1916)	6	—	—	—	—	—	—	—	6	—	—	—	6	—
Luxembourg.														
Vol à l'aide de violences ou menaces ayant causé la mort, 474	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Namur.														
Sureté de l'État (Crimes contre la) — Secours à l'ennemi, 115, § 3. (A. L. 11 octobre 1916)	2	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	2	—
Sureté de l'État (Crimes contre la) — Avoir méchamment servi la politique de l'ennemi, 118bis. (A. L. 8 avril 1917)	13	—	—	—	13	—	—	—	—	—	—	—	13	—
Totaux	31	—	6	1	15	1	1	1	6	—	—	—	31	1

XXXIII. — Délits politiques et de presse.

NATURE DES INFRACTIONS avec indication des provinces où elles ont été jugées.	TOTAL des prévenus.	ACQUITTÉS.	CONDAMNÉS A UN EMPRISONNEMENT de 3 ans ou plus.	de 6 mois à moins de 3 ans.	de moins de 6 mois.	conditionnel.	Condamnés à l'amende.	CONDAMNÉS à la peine accessoire de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Néant									

CONSEILS DE GUERRE

La loi du 15 juin 1899 modifiée par les arrêtés-lois des 17 avril 1916, 16 juin 1916 et 16 novembre 1918 et par les lois des 30 avril 1919 et 17 septembre 1919, règle l'organisation judiciaire dans l'armée et fixe la compétence des juridictions militaires.

ORGANISATION

Il y a un conseil de guerre permanent à Anvers, pour les provinces d'Anvers et de Limbourg; à Bruxelles, pour le Brabant; à Gand, pour la Flandre Orientale; à Mons, pour le Hainaut; à Liége, pour les provinces de Liége et de Luxembourg; à Namur, pour la province de Namur; à Bruges, pour la Flandre Occidentale. (Loi du 15 juin 1899, art. 45).

Le Roi peut, en cas de besoin, diviser temporairement les conseils de guerre permanents en deux ou plusieurs chambres dont il fixe le siège. (Loi du 17 septembre 1919, art. 1er).

Le conseil de guerre permanent est composé de : 1° un officier supérieur, président; 2° un membre civil; 3° deux capitaines; 4° un lieutenant. (Loi du 15 juin 1899, art. 46).

Le membre civil du conseil de guerre est nommé par le Roi, pour un terme de trois ans, parmi les juges effectifs des tribunaux de 1re instance du ressort de la cour d'appel où siège le conseil. (Loi du 15 juin 1899, art. 51).

Les fonctions du ministère public près les conseils de guerre sont remplies par des auditeurs militaires. (Loi du 15 juin 1899, art. 76). L'auditeur militaire peut avoir un ou plusieurs substituts. (Loi du 15 septembre 1919, art. 3).

Il y a près de chaque conseil de guerre un ou plusieurs auditeurs militaires suppléants. (Loi du 15 septembre 1919, art. 4).

Il y a près de chaque conseil de guerre un greffier. Il peut avoir un ou plusieurs adjoints. (Loi du 15 juin 1899, art. 96).

En temps de guerre, le Roi peut modifier le siège des conseils de guerre permanents. (Loi du 15 juin 1899, art. 59).

En temps de guerre le ressort des conseils de guerre permanents est illimité. (Arr. royal du 18 novembre 1918).

Le Roi peut instituer des « conseils de guerre en campagne » accompagnant les fractions de l'armée déterminées par l'arrêté d'institution. (Loi du 15 juin 1899, art. 61).

Si, en dehors du temps de guerre, des fractions de l'armée occupent un territoire étranger, il peut instituer auprès d'elles un ou plusieurs conseils de guerre en campagne. (Loi du 17 septembre 1919, art. 2).

Le conseil de guerre en campagne est composé, autant que possible, comme le conseil de guerre permanent. (Loi du 15 juin 1899, art. 62).

Les conseils de guerre en campagne connaissent sans limite de compétence ou territoriale de toutes les infractions justiciables de la juridiction militaire qui leur sont déférées. (Arr.-loi du 16 juin 1916, art. 1er).

COMPÉTENCE

La juridiction militaire juge toutes les infractions aux lois pénales militaires ou de droit commun commises par ceux qui lors de la perpétration du fait étaient soumis aux dispositions des articles 1er à 4, 7 à 10, 12 à 14 de la Loi du 15 juin 1899.

L'article 1er de la dite loi soumet aux lois pénales militaires tous ceux qui font partie de l'armée :

1° Les officiers et les fonctionnaires qui leur sont assimilés en vertu d'un arrêté royal.

2° Ceux qui sont incorporés en vertu d'obligations légales ou d'engagements volontaires et qui sont au service actif.

Les militaires en congé limité sont réputés au service actif. (Loi du 15 juin 1899, art. 2. — Voir aussi art. 7 et 8).

Le milicien qui s'expatrie pour se soustraire à ses obligations, est soumis aux lois militaires à partir du moment où la loi le déclare déserteur. (Id. art. 12).

La juridiction militaire juge pour infraction à *certaines dispositions* des lois pénales militaires :

Les personnes employées dans un établissement ou dans un service de l'armée et dont un arrêté royal a établi la situation par rapport aux lois pénales militaires (Id. art. 3).

Les officiers de réserve non présents sous les armes (Loi du 18 avril 1905, art. 9).

Les militaires *en congé illimité*. (Loi du 15 juin 1899, art. 4 à 7).

Les individus qui ayant été soumis aux lois militaires commettent durant l'année où ces lois ont cessé de leur être applicables telles infractions déterminées. (Id. art. 9).

Les étrangers même non militaires qui, en temps de guerre, se réfugient sur le territoire belge, sont soumis aux lois militaires pour certaines infractions (Id. art. 14), et ils sont jugés par les tribunaux militaires (Id. art. 17).

La loi prévoit certains cas où les personnes justiciables de la juridiction militaire sont jugées par les tribunaux ordinaires.

En temps de guerre :

La garde-civique mobilisée est soumise aux lois pénales militaires (Id. art 10).

Les prisonniers de guerre sont soumis aux lois militaires belges pour certaines infractions. (Id. art. 13) et ils sont jugés par les tribunaux militaires (Id. art. 17).

Les espions, les receleurs d'espions, les embaucheurs et ceux qui recèlent des militaires étrangers, ainsi que les auteurs et complices de toutes infractions commises dans un but d'espionnage sont jugés par la juridiction militaire (Id. art. 16 et Loi du 30 avril 1919, art. 14).

Les personnes légalement réquisitionnées sont justiciables de la juridiction militaire pour les infractions relatives à leurs obligations légales. (Loi du 15 juin 1899, art. 18).

Les personnes attachées à l'armée, à quelque titre que ce soit, et celles autorisées à suivre un corps de troupes sont jugées par la juridiction militaire pour toutes les infractions qui peuvent leur être imputées (Id. art. 19).

Les habitants, soit d'une place investie, soit d'une place se trouvant dans les circonstances qui d'après les règlements militaires constitue l'état de siège, sont, quand il n'existe pas de tribunaux ordinaires ou lorsque ceux-ci ont cessé de fonctionner, jugés par la juridiction militaire pour toutes les infractions aux lois ordinaires et conformément à celles-ci (Id. art. 20). (1)

L'arrêté-loi du 11 octobre 1916 (relatif à l'état de guerre et à l'état de siège) énonce dans son chapitre III, les dispositions communes à l'état de guerre et à l'état de siège. On y déclare notamment, article 7, que « les juridictions militaires connaissent, quelle que soit la qualité des auteurs principaux ou des complices, des crimes et délits prévus par les articles 101 à 136 et 322 à 326 du Code pénal ». La loi du 16 novembre 1918, modifia cet article 7 en restreignant au seul état de siège la dérogation que le dit article apportait au droit commun. (Voir : Rapport au Roi, 12 novembre 1918 et arrêté-loi : 16 novembre 1918). La loi du 30 avril 1919 abroge l'article en question.

Des dispositions établissant certaines infractions spéciales ont donné compétence à la juridiction militaire pour le jugement de ces infractions.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont dressés d'après les états envoyés au département de la justice par les parquets militaires.

(1) L'état de guerre s'étend à tout le pays. Il est la conséquence de la guerre; il ne doit pas être déclaré; il existe de plein droit pendant la durée du temps de guerre. Le temps de guerre commence au jour fixé par arrêté royal pour la mobilisation de l'armée. Il prend fin au jour fixé par arrêté royal par la remise de l'armée sur pied de paix. (Loi du 15 juin 1899, art. 58. V. Arr. Loi du 11 octobre 1916). L'état de siège n'existe pas de plein droit. Il résulte d'un arrêté royal qui le déclare et qui ne peut être pris que de l'avis conforme du Conseil des Ministres. Cet arrêté royal détermine, d'après les exigences de la défense nationale, les régions auxquelles s'étend l'état de siège. L'état de siège ne crée pas la dictature de l'autorité militaire. Il se borne à conférer à celle-ci des pouvoirs tout à fait exceptionnels et limitativement énumérés. Il n'a d'autre but que de garantir la défense du pays. Il ne substitue pas l'autorité militaire à l'autorité civile. Il lui permet seulement d'exercer tout ou partie de leurs attributions, dans les matières qui intéressent la sécurité de l'armée et les opérations militaires. (Arr. Loi du 11 octobre 1916.)

XXXIV. — Conseils de guerre.

Condamnés classés par conseils de guerre.

CONSEILS DE GUERRE.	Nombre des affaires.	Nombre des prévenus ou accusés.	Nombre des renvoyés des poursuites.	Nombre des condamnés.	INFRACTIONS PRÉVUES — PAR LE CODE PÉNAL MILITAIRE. Condamnés			PAR LE CODE PÉNAL MILITAIRE mais punies conformément au code pénal ordinaire. Condamnés						
					à mort.	à l'incorporation dans une compagnie de correction.	à des peines disciplinaires à raison de circonstances atténuantes.	aux travaux forcés.	à la détention.	à la réclusion.	à l'emprisonnement sans sursis.	à l'emprisonnement avec sursis.	à l'amende sans sursis.	à l'amende avec sursis.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Brabant	267	267	44	223	—	75	71	—	—	—	20	7	—	—
Anvers et Limbourg	590	632	84	548	—	102	149	—	1	1	211	35	3	2
Hainaut	341	360	149	211	—	17	70	—	3	—	10	—	—	—
Flandre occidentale	798	812	35	777	—	497	104	—	11	—	33	2	1	—
Flandre orientale	271	281	42	239	1	114	62	—	12	2	9	3	—	—
Liége et Luxembourg	1,050	1,280	332	948	—	59	167	—	1	1	50	2	1	—
Namur	123	140	31	109	—	18	42	—	2	—	2	4	—	—
Grand quartier général	90	93	17	76	—	41	17	—	1	2	2	2	—	—
1re Division d'armée	288	304	37	267	—	107	54	—	8	6	28	27	2	—
2e id. id.	754	768	147	621	—	109	122	—	29	10	136	163	—	1
3e id. id.	603	611	98	513	1	120	116	—	31	10	112	92	1	—
4e id. id.	488	497	127	370	—	75	120	1	61	13	59	12	—	—
5e id. id.	375	389	32	357	—	145	83	1	32	10	20	37	—	—
6e id. id.	574	603	123	480	—	76	146	—	9	5	44	22	12	—
Division de cavalerie	129	139	20	119	—	15	65	—	1	—	9	2	1	—
Le Havre	253	278	35	243	—	32	100	—	1	4	7	8	—	1
Armée d'occupation	202	229	44	185	—	23	2	—	—	—	80	—	—	—
TOTAL	7,198	7,683	1,397	6,286	2	1,625	1,490	2	203	64	832	418	21	4

PRÉVUES

PAR LE CODE PÉNAL ORDINAIRE — Crimes. Condamnés									Délits. Condamnés				Contraventions. Condamnés				PAR DES LOIS SPÉCIALES. Condamnés			
à mort.	aux travaux forcés à perpétuité.	aux travaux forcés à temps.	à la détention.	à la réclusion.	à l'emprisonnement sans sursis.	à l'emprisonnement avec sursis.	à l'amende sans sursis.	à l'amende avec sursis.	à l'emprisonnement sans sursis.	à l'emprisonnement avec sursis.	à l'amende sans sursis.	à l'amende avec sursis.	à l'emprisonnement sans sursis.	à l'emprisonnement avec sursis.	à l'amende sans sursis.	à l'amende avec sursis.	à l'emprisonnement sans sursis.	à l'emprisonnement avec sursis.	à l'amende sans sursis.	à l'amende avec sursis.
16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
—	—	—	—	—	8	—	—	—	38	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	2	2	1	—	—	26	12	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	3	—	—	—	32	2	4	3	—	—	—	1	—	—	26	38
1	—	2	—	4	11	2	—	—	93	3	6	3	—	—	—	—	4	—	—	—
3	—	—	—	2	2	—	—	—	16	3	7	3	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	1	—	—	22	—	2	—	38	15	5	6	—	—	—	—	31	—	127	420
—	—	—	4	—	—	—	2	—	13	—	—	—	—	—	—	—	3	—	6	13
—	—	1	1	3	4	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	2	5	—	—	—	14	9	1	—	—	—	—	—	—	—	4	—
—	—	—	—	2	1	—	—	—	26	12	3	7	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	—	—	14	4	6	4	—	—	—	—	—	—	1	—
—	—	—	—	—	2	—	—	—	10	10	1	2	—	—	—	—	—	—	3	1
—	—	1	—	—	3	—	—	—	5	11	2	1	—	—	—	—	—	—	—	3
—	—	—	1	—	28	4	3	—	89	10	25	—	—	—	—	—	2	—	3	1
—	—	—	—	—	8	—	—	—	10	6	—	1	—	—	—	—	—	—	4	—
—	—	—	—	2	5	1	—	—	31	40	3	7	—	—	—	—	—	—	1	—
—	—	—	—	—	13	—	—	—	59	7	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
5	—	6	6	17	121	8	7	—	515	148	65	38	—	—	—	1	40	—	172	476

XXXV. — Conseils de guerre. — Condamnés classés d'après la nature des infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre des affaires.	Nombre des prévenus ou accusés.	Nombre des renvoyés des poursuites.	Nombre des condamnés.	CONDAMNÉS													
					à mort.	à l'incorporation dans une compagnie de correction.	à des peines disciplinaires à raison de circonstances atténuantes.	aux travaux forcés		à la détention			à la réclusion.	à l'emprisonnement		à l'amende	
								à perpétuité.	à temps.	à perpétuité.	à temps extraordinaire.	à temps ordinaire.		sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
I. — CODE PÉNAL MILITAIRE.																		
Abandon de poste sans être en faction	2	3	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Abandon de poste étant id. id.	9	9	3	6	—	1	1	—	—	—	—	2	—	1	1	—	—
Abandon de poste sans être id. id. en temps de guerre	297	207	87	219	—	5	20	—	—	1	1	22	—	69	83	—	—
Abandon de poste étant id. id. id. id. id. id.	21	24	8	16	—	—	7	—	—	—	—	1	—	6	1	1	—
Abandon de poste en présence de l'ennemi	5	5	3	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Capitulation avec l'ennemi	5	5	4	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Abandon de poste en présence de l'ennemi par officier	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Désertion en temps de paix	41	41	2	39	—	7	26	—	—	—	—	—	—	6	—	—	—
Désertion id. id. id. id. avec circonstances aggravantes	28	28	—	28	—	19	8	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Désertion id. id. id. guerre	2,354	2,388	453	1,935	—	560	1,022	—	—	—	2	28	2	277	44	—	—
Désertion id. id. id. id. avec circonstances aggravantes	1,468	1,468	58	1,410	—	986	325	—	1	—	—	41	11	33	13	—	—
Désertion en présence de l'ennemi	473	473	26	447	1	2	2	—	1	1	1	52	50	168	169	—	—
Désertion à l'ennemi	27	30	4	26	1	—	—	—	—	9	7	8	—	1	—	—	—
Insubordination	5	5	—	5	—	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. en temps de guerre	185	196	40	156	—	13	30	—	—	1	—	18	—	62	32	—	—
Id. en présence de l'ennemi	20	20	3	17	—	—	1	—	—	—	—	5	—	9	2	—	—
Mutilation volontaire	9	9	4	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	—
Trahison	8	1	6	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Outrages envers un supérieur	51	51	9	42	—	13	22	—	—	—	—	—	—	4	3	—	—
Vente. Non reproduction d'effets	17	17	3	14	—	1	11	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Violences envers un supérieur	4	4	1	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. en temps de guerre	25	25	1	21	—	7	4	—	—	—	—	1	—	8	1	—	—
Id. id. une sentinelle	2	2	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, détournement au préjudice de l'État ou d'un militaire	280	352	80	272	—	—	—	—	—	—	—	—	—	180	68	20	4
TOTAL	5,337	5,461	801	4,660	2	1,625	1,489	—	2	12	11	180	64	832	418	21	4
II. — CODE PÉNAL ORDINAIRE.																		
1° Crimes.																		
Assassinat	5	6	1	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre	11	13	9	4	—	—	—	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort	3	3	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces sur enfant de moins de 16 ans	3	5	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—
Attentat à la pudeur avec id. ou id. id. mineur de plus de 16 ans	2	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Attentat à la pudeur id. id. id. id. id. id. de moins de 16 ans	1	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol sur personne de plus de 16 ans	5	5	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Id. id. enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. 10 id. id. id. 14 ans	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme ayant causé la mort	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Bigamie	13	13	1	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	2	—	—
Secours à l'ennemi	42	47	39	8	—	—	—	—	1	—	4	—	—	3	—	—	—
Espionnage	9	9	8	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Avoir servi la politique de l'ennemi	4	5	2	3	—	—	—	—	1	—	—	—	2	—	—	—	—
Recel d'agents ennemis	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Dénonciation à l'ennemi	8	8	2	6	—	—	—	—	—	—	—	—	1	5	—	—	—
Faux et usages de faux	63	68	5	63	—	—	—	—	—	—	—	—	2	49	5	7	—
Vol qualifié	63	76	21	55	—	—	—	—	1	—	—	—	8	46	—	—	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime	2	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
TOTAL	238	267	97	170	5	—	—	—	6	—	5	1	17	128	9	7	—

XXXV (suite). — Conseils de guerre — Condamnés classés d'après la nature des infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre des affaires.	Nombre des prévenus ou accusés.	Nombre des renvoyés des poursuites.	Nombre des condamnés.	CONDAMNÉS											
					à mort.	à l'incorporation dans une compagnie de correction.	à des peines disciplinaires à raison de circonstances atténuantes.	aux travaux forcés		à la détention			à la réclusion.	à l'emprisonnement		à l'amende	
								à perpétuité.	à temps.	à perpétuité.	à temps extraordinaire.	à temps ordinaire.		sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
2° Délits.																	
Abus de confiance	51	51	10	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35	5	1	—
Adultère	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Armes prohibées. (Port d')	23	24	6	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	4	—	5
Attentat à la pudeur avec violences sur personne majeure	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Attentat aux mœurs { paroles obscènes	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Attentat aux mœurs { outrage public aux mœurs	5	5	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—
Concussion	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption. Essais de corrompre fonctionnaire, arbitre	11	13	3	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	—	—	—
Coups et blessures volontaires	91	92	29	63	—	—	—	—	—	—	—	—	—	38	8	8	9
Id. id. involontaires	32	32	19	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	6	3
Dénonciation méchante à l'ennemi	76	87	39	48	—	—	—	—	—	—	—	—	—	46	—	2	—
Destruction { de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces	3	3	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Destruction { de clôtures	4	5	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	1
Escroquerie	36	37	11	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	11	—	—
Évasion de détenus : négligence ou connivence des gardiens	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usages de faux	11	11	2	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	1	—	—
Homicide involontaire	22	22	10	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	2	2	—
Injures par faits, images, etc	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces	18	18	4	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	1	—	—
Objets trouvés. (Détournement d')	23	23	10	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	1	—	—
Outrages à officier ministériel ou agent de l'autorité	12	12	2	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	3	1
Rébellion	7	8	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	1
Recel	77	86	12	74	—	—	—	—	—	—	—	—	—	36	29	5	4
Recel d'un soldat ennemi	7	13	4	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	—	—	—
Usurpation de costumes, décorations, etc	34	35	3	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	20	6	4
Vol	363	449	97	352	—	—	—	—	—	—	—	—	—	257	59	32	10
TOTAL	916	1,036	270	766	—	—	—	—	—	—	—	—	—	515	148	65	38
3° Contraventions.																	
Contraventions prévues par le Code pénal ordinaire	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
TOTAL	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
III. — LOIS SPÉCIALES.																	
Chasse	4	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35	—	104	381
Guerre { État de guerre et état de siège (Infractions aux dispositions prises à raison de l')	524	671	155	516	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—
Guerre { Valeurs et marchandises (Exportation, transit, importation et commerce des)	2	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	2	5
Ivresse publique	17	19	9	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	56	90
Trafic d'objets provenant de cantines	150	212	64	148	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—
Vente d'effets militaires	7	9	1	8	—	—	1	—	—	—	—	—	—	40	—	172	476
TOTAL	704	918	229	689	—	—	1	—	—	—	—	—	—				
TOTAL GÉNÉRAL	7,196	7,683	1,397	6,286	7	1,625	1,490	—	8	12	16	181	81	1,508	575	265	518

COUR MILITAIRE

ORGANISATION

Il y a pour tout le Royaume une Cour militaire siégeant à Bruxelles.

En temps de guerre, le Roi peut lui assigner un autre siège. (Loi du 15 juin 1899, art. 102). Si les besoins du service l'exigent, le Roi peut diviser temporairement la Cour militaire, en deux ou plusieurs chambres. (Loi du 17 septembre 1919, art. 6.).

Le président de la cour militaire est nommé par le Roi. Il est inamovible. (Loi du 15 juin 1899, art 103).

La cour est composée, outre le président, de quatre membres : un lieutenant-général ou général-major, un colonel ou lieutenant-colonel et deux majors. Chaque membre effectif a un suppléant. (Loi du 15 juin 1899, art. 105).

Quand le prévenu est directement justiciable de la cour militaire, les membres qui lui sont inférieurs en grade sont remplacés par les suppléants de grade supérieur. (Loi du 15 juin 1899, art. 110).

L'auditeur général est nommé et peut être révoqué par le Roi. (Loi du 15 juin 1899, art. 120).

L'auditeur général remplit les fonctions du ministère public près la cour militaire. (Loi du 15 juin 1899, art 121). Il peut avoir un ou plusieurs substituts. (Loi du 17 septembre 1919, art. 7). Ils sont nommés et peuvent être révoqués par le Roi. (Arr.-Loi du 16 novembre 1918 (Appel), art. 1er).

Le greffier de la cour est nommé et peut être révoqué par le Roi. Il peut avoir un ou plusieurs adjoints nommés par le Roi. (Loi du 15 juin 1899, art. 115).

COMPÉTENCE

La Cour militaire connaît des appels des jugements des conseils de guerre.

Elle juge directement :

1° Tous les officiers de l'armée d'un rang supérieur à celui de capitaine;

2° Les membres militaires des conseils de guerre pour infractions commises dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

XXXVI. — Cour militaire.

Inculpés classés d'après la nature des infractions et le résultat de l'appel. (Année 1919.)

NATURE DES INFRACTIONS	NOMBRE des		ARRÊTS										
			QUI CONFIRMENT DES JUGEMENTS					QUI ÉMENDENT OU MODIFIENT DES JUGEMENTS EN					
								condamnant des acquittés		acquittant des condamnés.	aggravant la peine		diminuant la peine	
	affaires portées en appel devant la cour.	prévenus ou accusés.	d'acquittement ou d'absolution.	de condamnation.	de condamnation conditionnelle.	en accordant le sursis.	en supprimant le sursis.	sans sursis.	avec sursis.		sans sursis.	avec sursis.	sans sursis.	avec sursis.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I. — CODE PÉNAL MILITAIRE.														
Abandon de poste en présence de l'ennemi	72	77	—	45	3	—	—	—	—	15	—	—	12	2
Abandon de poste en temps de guerre et à l'armée active	7	8	—	3	1	—	—	—	—	4	—	—	—	—
Achat d'effets militaires	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Capitulation avec l'ennemi	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Désertion à l'ennemi	53	79	—	59	3	—	—	—	—	2	3	—	12	—
Id. en temps de guerre	93	147	2	84	6	3	—	—	—	14	—	—	37	1
Id. id. et en récidive	30	33	—	25	—	—	—	—	—	1	2	—	5	—
Désertion en temps de guerre et à l'étranger	10	10	—	6	—	1	—	—	—	—	—	—	1	2
Désertion en temps de guerre pendant plus de six mois	41	41	4	20	2	7	—	—	—	2	—	—	4	2
Désertion en présence de l'ennemi	42	44	—	28	1	—	—	—	—	3	—	—	12	—
Dissipation d'effets militaires	2	2	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Insubordination en présence de l'ennemi	30	32	—	13	1	—	—	—	—	8	—	—	9	1
Outrages envers un supérieur	9	9	—	3	—	—	—	—	—	6	—	—	—	—
Refus d'obéissance et insubordination en temps de guerre et à l'armée active	46	46	—	15	1	—	—	—	—	26	—	—	4	—
Révolte de concert	6	17	—	15	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Trahison	7	7	—	3	1	—	—	—	—	1	—	—	2	—
Violences envers des supérieurs	4	4	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	1	—
Vol au préjudice de militaires ou de l'État	25	35	1	13	4	—	—	—	—	11	—	—	5	1
TOTAL	479	593	7	333	24	11	—	—	—	98	5	—	106	9
II. — CODE PÉNAL ORDINAIRE.														
1° Crimes.														
Assassinat	3	4	—	3	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Meurtre et tentative de meurtre	1	3	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Viol	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Bigamie	4	4	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—
Sûreté de l'État — Secours à l'ennemi	13	22	2	4	—	—	—	2	—	7	1	—	6	—
Sûreté de l'État — Méchamment communiqué ou livré à l'ennemi des plans, écrits, etc., intéressant la défense du territoire	17	20	1	9	—	—	—	—	—	4	—	—	6	—
Sûreté de l'État — Avoir méchamment servi la politique ou les desseins de l'ennemi	11	15	—	8	—	—	—	—	—	3	—	—	4	—
Faux en écriture	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade ou fausses clefs	13	35	—	12	—	—	—	—	—	4	—	—	19	—
TOTAL	66	105	3	40	—	—	—	2	—	20	2	—	38	—

XXXVI (suite). — Cour militaire.

Inculpés classés d'après la nature des infractions et le résultat de l'appel. (Année 1919.)

NATURE DES INFRACTIONS.	NOMBRE des affaires portées en appel devant la cour.	NOMBRE des prévenus ou accusés.	ARRÊTS QUI CONFIRMENT DES JUGEMENTS : d'acquittement ou d'absolution.	de condamnation.	de condamnation conditionnelle.	en accordant le sursis.	en supprimant le sursis.	QUI ÉMENDENT OU MODIFIENT DES JUGEMENTS EN : condamnant des acquittés : sans sursis.	condamnant des acquittés : avec sursis.	acquittant des condamnés.	aggravant la peine : sans sursis.	aggravant la peine : avec sursis.	diminuant la peine : sans sursis.	diminuant la peine : avec sursis.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
2° Délits.														
Abus de confiance	7	7	1	1	1	—	—	—	—	3	1	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure	2	2	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Coups et blessures	11	13	1	2	2	—	—	—	—	7	—	—	1	—
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Destruction de clôture	3	3	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—
Escroquerie	7	7	—	4	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—
Faux et usage de faux	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Homicide involontaire	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
Objets trouvés. (Détournement d')	6	6	—	2	—	—	—	—	—	3	—	—	1	—
Recel	11	14	—	8	2	—	—	—	—	3	—	—	1	—
Sûreté de l'État — Dénonciation mécha nte à l'ennemi	27	28	—	12	—	—	—	1	—	8	—	—	7	—
Sûreté de l'État — Recèlement d'agents ou soldats ennemis	7	7	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—
Sûreté de l'État — Divulgation de renseignements militaires	2	5	3	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—
Usurpation de costumes, décorations, etc.	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Vol	7	7	—	4	—	—	—	—	—	2	—	—	1	—
TOTAL	95	104	5	37	6	—	—	1	—	36	1	—	17	1
3° Contraventions.														
Bris d'objets mobiliers	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
TOTAL	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
III. — LOIS SPÉCIALES.														
Jeux de hasard	1	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—
Etat de guerre et état de siège — Circulation dans la zone des armées	19	19	17	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—
Etat de guerre et état de siège — Diffusion de fausses nouvelles	1	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etat de guerre et état de siège — Publication d'écrits ou images ou diffusion d'informations et renseignements de nature à favoriser l'ennemi ou à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit des armées et des populations	3	5	—	—	—	4	—	—	—	1	—	—	—	—
Etat de guerre et état de siège — Trafic d'objets achetés dans des cantines militaires	3	4	—	1	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—
Etat de guerre et état de siège — Monnaies (introduction, détention et circulation)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
TOTAL	28	35	17	5	—	4	—	—	—	9	—	—	—	—
TOTAL GÉNÉRAL	669	838	32	415	30	15	—	3	—	164	8	—	161	10

COUR DE CASSATION

COMPÉTENCE

Il y a pour tout le royaume une cour de cassation, divisée en deux chambres.

Sauf dans le cas prévu par la loi du 24 mai 1886, la première chambre connaît des pourvois en matière civile et la seconde des pourvois en matière criminelle, correctionnelle et de police, ainsi que des autres affaires dont la loi attribue la connaissance à la cour de cassation (art. 132, loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869).

La cour se compose d'un premier président, d'un président de chambre et de quinze conseillers (art. 120).

Les fonctions du ministère public sont exercées par un procureur général et deux avocats généraux (art. 121).

Il y a près la cour un greffier en chef et deux greffiers adjoints (art. 122).

La cour de cassation connaît :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort;

2° Des règlements de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie (loi du 25 mars 1876, art. 19).

La cour ne connaît pas du fond des affaires, sauf le jugement des Ministres (Constitution, art. 95).

Elle intervient, en vertu des articles 482, 485 et suivants du Code d'instruction criminelle, dans les poursuites pour crime ou délit dirigées contre certains magistrats.

XXXVII. — Cour de cassation (2e chambre).

NATURE DES ARRÊTS.			NOMBRE des ARRÊTS.		Résultat des pourvois ou demandes FORMÉS PAR le ministère public, le gouverneur, ou le chef de la garde civique.	Résultat des pourvois ou demandes FORMÉS PAR les parties.	POURVOIS ou DEMANDES restant A JUGER.
1			2		3	4	5
Arrêts statuant au fond rendus en matière	criminelle	cassation	1	—	—	1	7
		rejet	—	81	1	80	
	correctionnelle	cassation	19	—	3	16	32
		rejet	—	194	—	194	
	de police	cassation	6	—	2	4	1
		rejet	—	12	1	11	
	pénale militaire	cassation	11	—	4	7	9
		rejet	—	74	3	71	
	de garde civique	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	1	—	1	
	de milice	cassation	4	—	1	3	—
		rejet	—	6	3	3	
	électorale	cassation	1	—	—	1	—
		rejet	—	—	—	—	
	fiscale	cassation	6	—	—	6	4
		rejet	—	45	4	41	
Arrêts statuant sur des pourvois dans l'intérêt de la loi en matière	criminelle	cassation	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	
	correctionnelle	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	
	de police	cassation	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	
	TOTAUX		48	413	22	439	53
Arrêts statuant sur des demandes	en règlement de juges	admission	7	—	7	—	
		rejet	—	—	—	—	
	en matière disciplinaire	admission	—	—	—	—	
		rejet	—	1	—	1	
	en renvoi pour cause de suspicion légitime	admission	—	—	—	—	
		rejet	—	1	—	1	
	en renvoi pour cause de sûreté publique	admission	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	
	de prise à partie (L. 25 mars 1870)	admission	—	—	—	—	7
		rejet	—	—	—	—	
	faites en vertu des articles 441, 481, 482, 486, 493 du C. I. C. et de la loi du 27 ventôse an VIII	admission	2	—	2	—	
		rejet	—	1	1	—	
	de l'article 443, C. I. C. (L. 18 juin 1894)	admission	2	—	1	1	
		rejet	—	1	1	—	
	TOTAUX		11	4	12	3	7
	TOTAL GÉNÉRAL		(1) 476		34	442	60

(1) Il y a eu en outre 7 arrêts décrétant le désistement.

N. B. — Par suite de la loi d'amnistie, sur 4 pourvois qui auraient été formés en matière militaire et 2 pourvois qui auraient été formés en matière correctionnelle, la Cour de Cassation n'a pas eu à statuer.

DEUXIÈME PARTIE

STATISTIQUE CRIMINELLE

STATISTIQUE CRIMINELLE

La statistique criminelle a pour matière les infractions *suivantes* :

1° Les faits qui constituent, d'après le Code pénal, des crimes ou des délits.

En sont exceptés : *a*) certains faits dont le caractère délictueux est subordonné à l'existence d'un règlement d'administration ou à l'absence d'une autorisation administrative; *b*) les infractions commises par négligence ou défaut de prévoyance;

2° Certaines infractions établies par des lois spéciales, qui présentent un caractère d'étroite analogie avec des crimes ou des délits prévus par le Code pénal;

3° Les contraventions que l'on peut considérer comme des délits diminués : tels sont les maraudages (art. 557.6), les voies de fait (art. 563.3), les dégradations de clôtures (art. 563.2). Toutes les infractions présentant ce caractère n'ont pu cependant être admises dans la statistique criminelle, à raison du grand nombre de condamnations auxquelles elles donnent lieu. Y sont seules comprises, les trois espèces de contraventions qui viennent d'être indiquées, qu'on a jugées les plus importantes pour l'étude de la criminalité.

Les infractions rentrant dans la statistique criminelle sont énumérées en détail dans la nomenclature insérée ci-après. Ces infractions ont été classées suivant deux principes différents. Elles sont d'abord réparties, d'après leur nature, en trente et un groupes distincts, placés, autant que possible, dans l'ordre adopté par le Code pénal. Les plus importants de ces groupes ont, en outre, été divisés en sous-catégories, d'après la gravité des peines infligées aux condamnés.

Les condamnations passées en force de chose jugée sont seules inscrites dans la statistique criminelle. Il ne saurait donc y avoir de concordance, quant au nombre des condamnés, entre les chiffres de cette statistique et ceux de la statistique de l'administration de la justice.

Rédaction des tableaux. — L'unité employée dans la statistique criminelle est *l'individu définitivement condamné*. Un délinquant condamné plusieurs fois pendant l'année n'est inscrit qu'une fois dans la statistique, à la rubrique de la dernière infraction qu'il a commise ou, s'il a été jugé à des dates différentes pour des infractions concurrentes, à la rubrique de l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

On a cependant donné au bas des tableaux, sous forme de second total, les résultats d'un relevé opéré suivant la méthode de 1898, méthode d'après laquelle un délinquant est inscrit dans la statistique criminelle *autant de fois qu'il a été condamné durant l'année du compte*, avec cette réserve toutefois que, s'il a été condamné *dans une même audience* pour plusieurs infractions, il n'est inscrit qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

La distinction entre condamnés primaires et condamnés récidivistes s'établit de la façon très simple que voici : on considère comme récidiviste tout individu qui, au moment où il commettait l'infraction pour laquelle il figure dans la récidive criminelle, avait déjà encouru une condamnation pour un fait rentrant dans le cadre de cette statistique. On le considère donc comme primaire s'il n'a subi auparavant que des condamnations dont la statistique criminelle ne tient pas compte : par exemple, des condamnations pour délits de chasse, fraude douanière, etc.

Tableau de la récidive générale et de la récidive spéciale. — Pour la rédaction de ce tableau, on compte comme degré de récidive toute condamnation encourue par le délinquant avant la date où il a commis sa dernière infraction. Ainsi que dans les autres tableaux de la statistique criminelle, c'est d'après cette infraction que se fait le classement des récidivistes. Ceux-ci sont rangés parmi les spécialistes si la majorité des infractions dont ils se sont rendus coupables dans le cours de leur carrière criminelle appartient au même groupe que la dernière infraction commise. La composition de ces groupes est exposée ci-dessous.

Statistique des infractions. — Cette statistique donne le nombre des infractions individuelles commises par les délinquants condamnés en 1919. On entend par infraction tout fait frappé d'une peine. Par exemple, un bulletin portant dix peines de huit jours de prison pour escroqueries est dépouillé dix fois; par contre, s'il mentionne une *seule* peine de trois mois d'emprisonnement pour plusieurs faux en écritures, il ne sera dépouillé qu'une fois.

Les infractions sont réparties d'après le mois de l'année et l'importance de la localité où elles ont été commises. En vue de ce classement, les communes du pays sont divisées en quatre catégories d'après le nombre de leurs habitants inscrits dans les registres de la population.

Première catégorie. : Communes et agglomérations urbaines de 100,000 habitants et plus. — *Deuxième catégorie* : Communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants. — *Troisième catégorie* : Communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants. — *Quatrième catégorie* : Communes de moins de 10,000 habitants. Les mouvements de la population, conséquence des évènements de la guerre n'ont pas permis de maintenir ce classement. On ne trouvera donc plus ici qu'une répartition des infractions faite d'après le mois de l'année où elles ont été commises.

Groupes pour l'étude de la récidive générale et de la récidive spéciale.

DÉNOMINATION DES GROUPES.	N°s d'ordre.	N°s D'ORDRE DES INFRACTIONS comprises dans la nomenclature de la statistique criminelle qui rentrent dans chaque groupe.
Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public .	1	1, 5, 6, 7, 8, 30, 33.
Crimes et délits contre la sécurité publique	2	9.
Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	3	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.
Crimes et délits contre l'ordre des familles	4	10, 11, 12, 13, 20.
Id. id. la moralité publique	5	14, 15, 16, 17, 18, 19.
Meurtres ou lésions corporelles volontaires	6	21, 22, 23, 24, 25, 26, 31.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	7	27.
Calomnies et injures	8	28, 29, 32.
Destructions, dégradations, dommages	9	41, 42, 43, 44, 45.

Nomenclature en usage pour la rédaction de la Statistique criminelle.

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS.	Nos d'ordre	ARTICLES DU CODE PÉNAL ou des lois spéciales qui prévoient ces infractions.
Crimes ou délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	Art. C. P. 101 à 133 (Loi du 4 août 1914 et arrêtés-lois des 11 octobre 1916 et 8 avril 1917 relatifs aux crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, et modifiant les art. 113 à 123 C. P.) 142 à 159.
		Arrêté sur l'embauchage des troupes, 9 février 1815.
		Loi sur la désertion, 12 décembre 1817.
		Loi concernant les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales, 12 mars 1858, art. 1 à 3.
		Loi concernant l'établissement et l'exploitation de réseaux téléphoniques, 11 juin 1883, art. 2.
		Loi sur la télégraphie et la téléphonie sans fil, 10 juillet 1908, art. 7.
		Lois électorales des 12 avril et 28 juin 1894, art. 196 à 216 modifiés par L. 11 juin 1896, art. 4 et 30 avril 1910, art. 1er, du 12 septembre 1895, art. 64 et du 22 avril 1898, art. 39.
		Arrêté-loi relatif à l'état de guerre et à l'état de siège, 11 octobre 1916, art. 8 et 11.
		Arrêté-loi relatif aux mesures de dépossession effectuée par l'ennemi, 31 mai 1917.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	Art. C. P. 160 à 191, 488.
		Code pénal de 1810, art. 427.
		Loi concernant les marques de fabrique et de commerce, 1er avril 1879, art. 8, 10.
		Loi sur le droit d'auteur, 22 mars 1886, art. 22 à 25.
Faux en écritures	3	Art. C. P. 194 à 214.
		Loi sur les warrants du 18 novembre 1862, art. 26.
		Loi sur les chèques, 20 juin 1873, art. 5.
		Loi sur les faux dans les bilans ou dans les comptes de profits et pertes des sociétés, 26 décembre 1881, art. 1 et 2 (182 et 183 livre I, titre IX, Code de Commerce).
		Loi sur la collation des grades académiques, 10 avril 1890, art. 42.
		Loi sur l'assistance publique du 27 novembre 1891, art. 38, § 3.
		Lois électorales des 12 avril et 28 juin 1894, art. 18, § 2.
		Arrêté-loi relatif à la constatation et à l'évaluation des dommages résultant des faits de la guerre, 23 octobre 1918, art. 66.
Faux témoignage et faux serment	4	Art. C. P. 215 à 226.
		Loi sur les enquêtes parlementaires, 3 mai 1880, art. 9.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	Art. C. P. 227 à 231.
		Loi réglementant le port du titre d'avocat, 30 août 1913.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	Art. C. P. 233 à 241, 243 à 251, 254 à 262, 267 à 268.
		Loi sur les abus commis par les administrations de bienfaisance, 7 mai 1888, art. 1.
		Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 90.
		Loi sur l'assistance publique, 27 novembre 1891, 38, § 1er.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers. A. *Frappés d'une peine criminelle ou correctionnelle*	7	Art. C. P. 252, 269 à 282, 284, 286 à 293, 295, § 1er, 297 et 298, 309 à 314.
B. *Frappés d'une peine de police*	8	Loi sur l'hypnotisme, art. 3.
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	Art. C. P. 322 à 347.
		Loi sur les offres ou propositions de commettre certains crimes, 7 juillet 1875, art. 1er.
		Loi sur la provocation à commettre des crimes ou des délits, 25 mars 1891, art. 1.
		Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 63.
		Loi concernant les étrangers, 12 février 1897, art. 6.

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS.	Nos d'ordre	ARTICLES DU CODE PÉNAL ou des lois spéciales qui prévoient ces infractions.
Avortement	10	Art. C. P. 348 à 353.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	Id. 354 à 360. (Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 56, art. 60.)
Destruction ou supposition d'état	12	Id. 363 à 367.
Enlèvement de mineurs	13	Id. 368 à 371. (Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 55, 57.)
Attentats à la pudeur et viols. A. *Frappés d'une peine criminelle*	14	Art. C. P. 372 à 378. (Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 49 à 52.)
B. *Id. id. correctionnelle.*	15	
C. *Id. id. de police*	16	
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	Id. 379 à 382, modifiés par la Loi du 26 mai 1914.
Outrages publics aux bonnes mœurs. A. *Frappés d'une peine correctionnelle.*	18	Id. 383 à 386.
B. *Id. id. de police*	19	Loi complétant les articles 383 et 386 (paroles obscènes), 29 janvier 1905. Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 53.
Adultère et bigamie	20	Art. C. P. 387 à 391.
Meurtre. A. *Frappé d'une peine criminelle*	21	Id. 393 à 397, 475.
B. *Id. id. correctionnelle*	22	
Lésions corporelles volontaires. A. *Frappées d'une peine criminelle*	23	Id. 398 à 414, 563, §3. (Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 58.)
B. *Id. id. correctionnelle*	24	
C. *Id. id. de police*	25	
Duel	26	Id. 423 à 433.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	Id. 434 à 442.
Calomnies et injures. A. *Frappées d'une peine correctionnelle.*	28	Id. 443 à 452.
B. *Id. id. de police*	29	
Violation de sépulture	30	Id. 453.
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé.	31	Id. 454 à 457.
Violation du secret professionnel	32	Id. 458 et 459.
Id. id. des lettres	33	Id. 460.
		Loi portant revision et codification de la législation postale, 30 mai 1879, art. 54.
Vols et maraudages. A. *Frappés d'une peine criminelle*	34	Art. C. P. 463 à 474, 557, § 6.
B. *Id. id. correctionnelle*	35	Id. 489 et 490.
C. *Id. id. de police*	36	
Banqueroute	37	Loi sur le concordat préventif de la faillite, 29 juin 1887, art. 31 et 32.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies. A. *Frappés d'une peine correctionnelle.*	38	Art. C. P. 491 à 504, 507 à 509. Loi sur la vente d'effets militaires, 24 mars 1846, art. 1, 3, 4. Loi sur les sociétés commerciales, Code de commerce Livre I, Titre IX, art. 175 à 181.
B. *Id. id. de police.*	39	Loi sur la falsification des denrées alimentaires, 4 août 1890, art. 4. Loi sur le payement des salaires, modif. art. 499 du C. P., 17 juin 1896. Loi sur la garde civique, 9 septembre 1897, art. 124.
Recel	40	Art. C. P. 505 et 506.
Incendie. A. *Frappé d'une peine criminelle*	41	Id. 510 à 518.
B. *Id. id. correctionnelle*	42	
Destruction et dommages. A. *Frappés d'une peine criminelle*	43	Id. 520 à 550, 563, § 2.
B. *Id. id. correctionnelle*	44	
C. *Id. id. de police*	45	

XXXVIII. — HOMMES. — Nombre total des condamnations individuelles et des condamnés répartis par nature d'infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	Nombre des condamnations individuelles			Nombre des condamnés			Nombre des condamnations décomptées		
		Primaires et récidivistes réunis	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunis	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunis	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	439	273	166	433	270	163	6	3	3
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	54	26	28	52	25	27	2	1	1
Faux en écritures	3	171	93	78	161	92	69	10	1	9
Faux témoignage et faux serment	4	9	7	2	9	7	2	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	112	79	33	105	77	28	7	2	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	10	7	3	10	7	3	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	1,463	662	801	1,379	643	736	84	19	65
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police	8	652	440	212	631	433	198	21	7	14
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	379	122	257	329	117	212	50	5	45
Avortement	10	12	7	5	12	7	5	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	33	14	19	33	14	19	—	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	11	7	4	11	7	4	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	11	4	7	11	4	7	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	181	105	76	178	104	74	3	1	2
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	32	20	12	32	20	12	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	78	45	33	76	45	31	2	—	2
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	20	761	382	379	733	372	361	28	10	18
Meurtre frappé. — d'une peine criminelle	21	72	35	37	72	35	37	—	—	—
Meurtre frappé. — id. correctionnelle	22	4	3	1	4	3	1	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées. — d'une peine criminelle	23	2	1	1	2	1	1	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées. — id. correctionnelle	24	1,499	791	708	1,430	770	660	69	21	48
Lésions corporelles volontaires frappées. — id. de police	25	1,945	1,181	764	1,866	1,148	718	79	33	46
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	50	34	16	49	34	15	1	—	1
Calomnies et injures frappées. — d'une peine correctionnelle	28	64	30	34	60	29	31	4	1	3
Calomnies et injures frappées. — id. de police	29	137	86	51	126	84	42	11	2	9
Violation de sépulture	30	6	5	1	6	5	1	—	—	—
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	2	2	—	2	2	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	89	35	54	83	33	50	6	2	4
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	9,591	5,543	4,048	8.900	5,274	3,626	691	269	422
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	3,887	2,697	1,190	3,702	2,611	1,091	185	86	99
Banqueroute	37	7	6	1	7	6	1	—	—	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	2,504	1,557	947	2,327	1,487	840	177	70	107
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — id. de police	39	502	386	116	488	375	113	14	11	3
Recel	40	3,024	1,725	1,299	2,857	1,664	1,193	167	61	106
Incendie frappé. — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé. — id. correctionnelle	42	3	—	3	3	—	3	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	224	125	99	210	120	90	14	5	9
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	197	146	51	189	144	45	8	2	6
TOTAUX		28,217	16,681	11,536	26,578	16,069	10,509	1,639	612	1,027

XXXVIII. — FEMMES. — Nombre total des condamnations individuelles et des condamnées réparties par nature d'infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	Nombre des condamnations individuelles			Nombre des condamnées			Nombre des condamnations décomptées		
		Primaires et récidivistes réunies	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunies	Primaires.	Récidivistes	Primaires et récidivistes réunies	Primaires.	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	259	186	73	254	184	70	5	2	3
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	11	8	3	11	8	3	—	—	—
Faux en écritures	3	43	31	12	42	31	11	1	—	1
Faux témoignage et faux serment	4	5	3	2	4	2	2	1	1	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	35	26	9	32	25	7	3	1	2
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	374	228	146	368	225	143	6	3	3
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police	8	298	204	94	290	198	92	8	6	2
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	48	24	24	48	24	24	—	—	—
Avortement	10	207	163	44	207	163	44	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	24	12	12	24	12	12	—	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	3	3	—	3	3	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	5	4	1	4	3	1	1	1	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	103	59	44	99	57	42	4	2	2
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	50	38	12	49	37	12	1	1	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	1	—	1	—	—	1	—	—	1
Adultère et bigamie	20	532	384	148	526	380	146	6	4	2
Meurtre frappé. — d'une peine criminelle	21	19	15	4	19	15	4	—	—	—
Meurtre frappé. — id. correctionnelle	22	14	13	1	14	13	1	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées. — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées. — id. correctionnelle	24	297	182	115	290	179	111	7	3	4
Lésions corporelles volontaires frappées. — id. de police	25	1,232	822	410	1,200	815	385	32	7	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	9	6	3	9	6	3	—	—	—
Calomnies et injures frappées. — d'une peine correctionnelle	28	68	47	21	66	45	21	2	2	—
Calomnies et injures frappées. — id. de police	29	259	169	90	251	167	84	8	2	6
Violation de sépulture	30	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des lettres	33	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	2	1	1	2	1	1	—	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	1,934	1,315	619	1,866	1,291	575	68	24	44
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	2,733	1,881	852	2,598	1,826	770	137	55	82
Banqueroute	37	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	1,798	1,388	410	1,729	1,348	381	69	40	29
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — id. de police	39	88	75	13	87	75	12	1	—	1
Recel	40	1,131	787	344	1,094	775	319	37	12	25
Incendie frappé. — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé. — id. correctionnelle	42	3	3	—	3	3	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	35	20	15	34	19	15	1	1	—
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	88	49	39	82	48	34	6	1	5
TOTAUX		11,712	8,148	3,564	11,307	7,980	3,327	405	168	237

XXXIX (suite). — État civil. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	Célibataires		MARIÉS				VEUFS				DIVORCÉS				ÉTAT CIVIL INCONNU		TOTAL		
				sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants						
		Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunis.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	87	25	56	14	121	115	2	1	3	5	—	3	1	—	—	—	270	163	433
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	8	10	2	4	15	11	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	25	27	52
Faux en écritures	3	50	26	9	11	31	32	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	92	69	161
Faux témoignage et faux serment	4	4	1	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	2	9
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	58	17	6	2	10	8	2	—	1	—	—	—	—	1	—	—	77	28	105
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	1	—	1	2	4	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	7	3	10
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés d'une peine — correctionnelle	7	358	212	42	100	239	409	—	2	4	7	—	6	—	—	—	—	643	736	1,379
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés d'une peine — de police	8	233	48	34	26	159	119	2	1	4	1	—	2	—	1	1	—	433	198	631
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	66	100	12	26	37	74	—	2	1	6	—	4	—	—	1	—	117	212	329
Avortement	10	5	1	1	1	1	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	7	5	12
Exposition ou délaissement d'enfants	11	1	—	—	2	13	14	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	14	19	33
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	5	1	—	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	4	11
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine — criminelle	14	2	2	—	—	1	5	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	4	7	11
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine — correctionnelle	15	68	31	3	13	29	27	2	—	2	3	—	—	—	—	—	—	104	74	178
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	4	1	2	3	12	6	—	1	2	1	—	—	—	—	—	—	20	12	32
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine — correctionnelle	18	39	13	2	3	4	12	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	45	31	76
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine — de police	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	20	143	106	110	101	98	122	3	8	15	17	1	5	2	2	—	—	372	361	733
Meurtre frappé d'une peine — criminelle	21	23	25	2	3	9	7	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	35	37	72
Meurtre frappé d'une peine — correctionnelle	22	3	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine — criminelle	23	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine — correctionnelle	24	478	205	52	72	232	364	—	2	6	13	—	1	—	3	2	—	770	660	1,430
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine — de police	25	599	174	99	64	433	447	4	6	13	24	—	2	—	1	—	—	1,148	718	1,866
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	28	6	—	2	5	7	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	34	15	49
Calomnies et injures frappées d'une peine — correctionnelle	28	19	6	2	4	8	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29	31	60
Calomnies et injures frappées d'une peine — de police	29	44	6	4	5	35	29	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	84	42	126
Violation de sépulture	30	2	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	6
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés d'une peine — criminelle	34	28	30	1	8	4	11	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	33	50	83
Vols et maraudages frappés d'une peine — correctionnelle	35	3,560	1,723	364	376	1,300	1,439	11	20	29	52	1	13	—	3	3	—	5,274	3,626	8,900
Vols et maraudages frappés d'une peine — de police	36	1,452	331	197	97	916	626	11	10	33	25	1	2	1	—	—	—	2,611	1,091	3,702
Banqueroute	37	1	—	2	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	1	7
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine — correctionnelle	38	640	224	180	110	637	483	5	5	20	10	3	6	1	2	1	—	1,487	840	2,327
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine — de police	39	178	19	20	8	169	77	2	4	6	3	—	1	—	1	—	—	375	113	488
Recel	40	703	290	165	122	766	752	2	4	27	20	—	2	1	3	—	—	1,664	1,193	2,857
Incendie frappé d'une peine — criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé d'une peine — correctionnelle	42	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Destructions et dommages frappés d'une peine — criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés d'une peine — correctionnelle	44	94	42	4	6	22	39	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	120	90	210
Destructions et dommages frappés d'une peine — de police	45	98	12	11	5	34	24	—	1	1	3	—	—	—	—	—	—	144	45	189
TOTAUX DU TABLEAU.		9,089	3,690	1,383	1,193	5,356	5,287	48	69	171	205	6	48	7	17	9	—	16,069	10,509	26,578
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		9,523	4,230	1,433	1,313	5,481	5,621	49	79	173	220	6	53	7	20	9	—	16,681	11,536	28,217

XXXIX (suite). — État civil. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	Célibataires		MARIÉES				VEUVES				DIVORCÉES				ÉTAT CIVIL INCONNU		TOTAL		
				sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants						
		Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunis.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	78	9	20	13	67	44	5	1	14	1	—	1	—	1	—	—	184	70	254
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	4	—	1	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	3	11
Faux en écritures	3	13	2	5	2	13	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31	11	42
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	21	3	—	—	3	3	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	25	7	32
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés d'une peine — correctionnelle	7	66	15	18	16	135	106	1	1	4	4	1	—	—	1	—	—	225	143	368
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés d'une peine — de police	8	58	8	23	4	101	78	5	—	8	2	2	—	—	1	—	—	198	92	290
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	10	3	3	5	8	13	—	1	3	2	—	—	—	—	—	—	24	24	48
Avortement	10	62	4	14	11	81	26	2	—	4	1	—	—	—	2	—	—	163	44	207
Exposition ou délaissement d'enfants	11	3	2	—	—	7	10	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	12	12	24
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine — criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine — correctionnelle	15	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	19	7	9	6	20	23	2	1	5	3	—	2	2	—	—	—	57	42	99
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine — correctionnelle	18	26	4	5	2	6	4	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	37	12	49
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine — de police	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	20	3	—	119	34	257	112	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	380	146	526
Meurtre frappé d'une peine — criminelle	21	9	—	1	—	4	2	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	15	4	19
Meurtre frappé d'une peine — correctionnelle	22	7	1	—	—	4	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	13	1	14
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine — criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine — correctionnelle	24	48	11	26	9	102	87	—	1	2	2	—	1	1	—	—	—	179	111	290
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine — de police	25	252	49	88	32	433	280	5	4	34	17	1	2	2	1	—	—	815	385	1,200
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	2	2	—	—	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	3	9
Calomnies et injures frappées d'une peine — correctionnelle	28	14	5	5	1	25	14	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	45	21	66
Calomnies et injures frappées d'une peine — de police	29	42	4	16	7	93	63	1	1	15	7	—	—	—	2	—	—	167	84	251
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret des lettres	33	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Vols et maraudages frappés d'une peine — criminelle	34	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Vols et maraudages frappés d'une peine — correctionnelle	35	605	129	139	79	502	345	7	4	38	13	—	2	—	3	—	—	1,291	575	1,866
Vols et maraudages frappés d'une peine — de police	36	754	150	184	82	801	477	14	7	68	46	2	3	3	5	—	—	1,826	770	2,596
Banqueroute	37	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine — correctionnelle	38	388	71	119	52	760	230	12	2	63	19	3	1	3	6	—	—	1,348	381	1,729
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine — de police	39	21	2	4	1	42	8	—	1	7	—	—	1	—	—	—	—	75	12	87
Recel	40	176	32	80	33	461	221	1	7	57	22	—	2	—	2	—	—	775	319	1,094
Incendie frappé d'une peine — criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé d'une peine — correctionnelle	42	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
Destructions et dommages frappés d'une peine — criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés d'une peine — correctionnelle	44	15	2	1	3	2	10	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	19	15	34
Destructions et dommages frappés d'une peine — de police	45	20	4	3	8	24	21	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	48	34	82
TOTAUX DU TABLEAU.		2,718	519	885	402	3,966	2,192	57	32	331	144	9	14	13	24	1	—	7,980	3,327	11,307
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		2,802	556	896	433	4,032	2,340	58	34	335	160	10	15	14	26	1	—	8,148	3,564	11,712

XL. — Degré d'instruction. — Hommes.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	Illettrés		Sachant imparfaitement lire et écrire.		Sachant bien lire et écrire.		Possédant une instruction plus étendue.		Degré d'instruction inconnu.		TOTAL.		
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunis.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	3	5	116	102	101	47	50	9	—	—	270	163	433
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	1	17	19	7	7	—	—	—	—	25	27	52
Faux en écritures	3	1	3	60	47	24	19	7	—	—	—	92	69	161
Faux témoignage et faux serment	4	1	1	3	1	2	—	1	—	—	—	7	2	9
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	1	4	61	20	15	4	—	—	—	—	77	22	105
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	3	1	3	2	1	—	—	—	7	3	10
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine — correctionnelle	7	31	74	495	576	107	81	10	5	—	—	643	736	1,379
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine — de police	8	13	12	286	149	126	36	8	1	—	—	433	198	631
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	8	20	84	172	24	19	—	1	1	—	117	212	329
Avortement	10	—	1	4	3	2	—	1	1	—	—	7	5	12
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	12	14	2	5	—	—	—	—	14	19	33
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	5	4	2	—	—	—	—	—	7	4	11
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine — criminelle	14	1	1	3	5	—	1	—	—	—	—	4	7	11
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine — correctionnelle	15	5	6	71	61	24	7	4	—	—	—	104	74	178
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	2	1	16	8	2	3	—	—	—	—	20	12	32
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine — correctionnelle	18	2	8	40	21	3	2	—	—	—	—	45	31	76
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine — de police	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	20	20	25	285	311	61	23	6	2	—	—	372	361	733
Meurtre frappé d'une peine — criminelle	21	4	5	25	25	6	7	—	—	—	—	35	37	72
Meurtre frappé d'une peine — correctionnelle	22	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	3	1	4
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine — criminelle	23	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine — correctionnelle	24	35	63	576	517	152	77	6	3	1	—	770	660	1,430
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine — de police	25	40	61	862	571	232	81	7	5	—	—	1,148	718	1,866
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	1	—	27	15	4	—	2	—	—	—	34	15	49
Calomnies et injures frappées d'une peine — correctionnelle	28	1	2	22	23	3	5	3	1	—	—	29	31	60
Calomnies et injures frappées d'une peine — de police	29	4	5	55	23	23	13	2	1	—	—	84	42	126
Violation de sépulture	30	—	—	2	1	2	—	1	—	—	—	5	1	6
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	2	—	2
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés d'une peine — criminelle	34	6	4	25	44	2	2	—	—	—	—	33	50	83
Vols et maraudages frappés d'une peine — correctionnelle	35	437	440	4,292	2,041	529	236	13	9	3	—	5,274	3,626	8,900
Vols et maraudages frappés d'une peine — de police	36	185	183	2,079	810	342	98	5	—	—	—	2,611	1,091	3,702
Banqueroute	37	—	—	1	1	3	—	2	—	—	—	6	1	7
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine — correctionnelle	38	76	49	1,066	632	320	145	25	14	—	—	1,487	840	2,327
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine — de police	39	18	11	278	85	77	16	2	1	—	—	375	113	488
Recel	40	112	116	1,237	966	296	111	19	—	—	—	1,664	1,193	2,857
Incendie frappé d'une peine — criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé d'une peine — correctionnelle	42	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	3	3
Destructions et dommages frappés d'une peine — criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés d'une peine — correctionnelle	44	14	9	90	75	15	6	1	—	—	—	120	90	210
Destructions et dommages frappés d'une peine — de police	45	11	—	106	40	25	5	2	—	—	—	144	45	189
TOTAUX DU TABLEAU.		1,039	1,110	12,307	8,287	2,540	1,059	178	53	5	—	16,069	10,509	26,578
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		1,101	1,222	12,802	9,121	2,594	1,135	179	58	5	—	16,681	11,536	28,217

XL (Suite). — Degré d'instruction. — Femmes.

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature.	Illettrées		Sachant imparfaitement lire et écrire.		Sachant bien lire et écrire.		Possédant une instruction plus étendue.		Degré d'instruction inconnu.		TOTAL.		
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunis.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	6	8	144	57	31	5	3	—	—	—	184	70	254
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	7	3	1	—	—	—	—	—	8	3	11
Faux en écritures	3	1	—	25	10	5	1	—	—	—	—	31	11	42
Faux témoignage et faux serment	4	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	2	2	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	1	—	22	7	1	—	1	—	—	—	25	7	32
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine — correctionnelle	7	26	25	172	111	27	7	—	—	—	—	225	143	368
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine — de police	8	19	19	149	68	28	5	1	—	1	—	198	92	290
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	4	2	18	20	2	2	—	—	—	—	24	24	48
Avortement	10	15	9	123	34	24	1	1	—	—	—	163	44	207
Exposition ou délaissement d'enfants	11	3	2	9	10	—	—	—	—	—	—	12	12	24
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine — criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine — correctionnelle	15	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	3	1	4
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	2	3	50	38	5	1	—	—	—	—	57	42	99
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine — correctionnelle	18	2	1	34	11	1	—	—	—	—	—	37	12	49
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine — de police	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	20	22	21	333	120	21	5	1	—	—	—	380	146	526
Meurtre frappé d'une peine — criminelle	21	—	—	12	4	3	—	—	—	—	—	15	4	19
Meurtre frappé d'une peine — correctionnelle	22	—	—	11	1	2	—	—	—	—	—	13	1	14
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine — criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine — correctionnelle	24	14	23	142	82	23	6	—	—	—	—	179	111	290
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine — de police	25	65	64	645	306	102	14	3	1	—	—	815	385	1,200
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	1	—	4	3	1	—	—	—	—	—	6	3	9
Calomnies et injures frappées d'une peine — correctionnelle	28	9	3	31	16	5	1	—	1	—	—	45	21	66
Calomnies et injures frappées d'une peine — de police	29	19	17	121	60	26	6	1	—	—	1	167	84	251
Violation de sépulture	30	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1
Vols et maraudages frappés d'une peine — criminelle	34	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	1	2
Vols et maraudages frappés d'une peine — correctionnelle	35	144	102	1,070	455	76	18	—	—	1	—	1,291	575	1,866
Vols et maraudages frappés d'une peine — de police	36	207	140	1,411	580	207	48	1	2	—	—	1,826	770	2,596
Banqueroute	37	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine — correctionnelle	38	89	34	1,011	296	242	48	6	3	—	—	1,348	381	1,729
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine — de police	39	11	2	53	7	11	3	—	—	—	—	75	12	87
Recel	40	92	53	615	258	64	8	4	—	—	—	775	319	1,094
Incendie frappé d'une peine — criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé d'une peine — correctionnelle	42	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	3	—	3
Destructions et dommages frappés d'une peine — criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés d'une peine — correctionnelle	44	3	3	14	10	2	2	—	—	—	—	19	15	34
Destructions et dommages frappés d'une peine — de police	45	1	7	38	25	9	2	—	—	—	—	48	34	82
TOTAUX DU TABLEAU.		757	538	6,273	2,596	926	185	22	7	2	1	7,980	3,327	11,307
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		780	597	6,396	2,760	948	198	22	8	2	1	8,148	3,564	11,712

XLI. — Ivrognerie. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature.	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique.		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson.	
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	4	27	—	—	4	27	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	4	—	—	1	4	—	—
Faux en écritures	3	2	18	—	—	2	18	—	—
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	1	2	—	—	1	2	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	1	—	—	—	1	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	53	246	1	3	22	193	30	53
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police	8	18	41	—	—	6	26	12	15
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	4	55	—	—	4	54	—	1
Avortement	10	1	1	—	—	1	1	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	4	—	—	—	4	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	2	19	—	—	2	19	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	1	2	—	—	1	2	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	7	10	—	—	3	10	4	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	20	21	117	—	—	21	117	—	—
Meurtre frappé. — d'une peine criminelle	21	—	4	—	—	—	4	—	—
Meurtre frappé. — id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées. — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées. — id. correctionnelle	24	22	185	1	2	13	169	8	14
Lésions corporelles volontaires frappées. — id. de police	25	37	142	12	1	21	131	4	10
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	3	—	—	—	3	—	—
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	1	6	—	—	1	6	—	—
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	2	5	1	—	—	5	1	—
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	11	—	—	—	11	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	92	827	—	—	91	825	1	2
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	46	172	1	—	45	172	—	—
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	25	128	—	—	25	128	—	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — id. de police	39	6	19	—	—	6	19	—	—
Recel	40	35	269	—	—	35	269	—	—
Incendie frappé. — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé. — id. correctionnelle	42	—	2	—	—	—	2	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	2	30	—	—	1	24	1	6
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	10	12	1	—	1	10	8	2
TOTAUX DU TABLEAU		393	2,362	17	6	307	2,253	69	103
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		411	2,604	17	6	318	2,491	76	107

XLI (suite). — Ivrognerie. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature.	TOTAL des condamnées qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique.		CONDAMNÉES qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉES qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉES qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson.	
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	1	6	—	—	1	6	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	3	12	—	—	1	8	2	4
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police	8	5	2	1	—	1	1	3	1
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	—	2	—	—	—	1	—	1
Avortement	10	1	—	—	—	1	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	—	—	—	—	—	—	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	2	1	—	—	—	—	2	1
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	20	2	6	—	—	2	6	—	—
Meurtre frappé. — d'une peine criminelle	21	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre frappé. — id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées. — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées. — id. correctionnelle	24	1	6	—	—	1	6	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées. — id. de police	25	1	9	—	—	1	9	—	—
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	—	2	—	—	—	2	—	—
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	—	5	—	—	—	5	—	—
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	4	9	—	—	4	9	—	—
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	2	5	—	—	2	5	—	—
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	2	3	—	—	2	3	—	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — id. de police	39	—	—	—	—	—	—	—	—
Recel	40	6	6	—	—	6	6	—	—
Incendie frappé. — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé. — id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	2	—	1	—	1	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX DU TABLEAU		32	74	2	—	23	67	7	7
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		32	77	2	—	23	70	7	7

XLII. — Age. — Répartition d'après la nature des infractions commises. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	AGE QUE LES CONDAMNÉS AVAIENT AU MOMENT OU ILS COMMIRENT LEUR INFRACTION.																						Numéros de la nomenclature.
		De 16 ans à moins de 18 ans.		De 18 ans à moins de 21 ans.		De 21 ans à moins de 25 ans.		De 25 ans à moins de 30 ans.		De 30 ans à moins de 35 ans.		De 35 ans à moins de 40 ans.		De 40 ans à moins de 45 ans.		De 45 ans à moins de 50 ans.		De 50 ans à moins de 55 ans.		De 55 ans à moins de 60 ans.		De 60 ans à moins de 70 ans.		70 ans et plus.		Age inconnu.		TOTAL.			
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunis.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	10	—	25	1	36	13	33	22	30	27	19	26	42	22	31	16	21	20	8	8	14	8	1	—	—	—	270	163	433	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	—	2	1	3	1	4	5	4	3	6	5	2	3	1	3	—	3	1	1	1	2	—	—	—	—	25	27	52	2
Faux en écritures	3	5	—	15	5	23	5	9	12	15	14	11	11	3	8	7	9	2	4	2	1	—	—	—	—	—	—	92	69	161	3
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	3	—	1	—	—	—	—	1	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	2	9	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de noms	5	13	—	21	6	17	3	12	5	6	3	3	3	1	2	1	—	—	—	1	3	2	2	—	1	—	—	77	28	105	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	2	—	3	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	7	3	10	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés. d'une peine correctionnelle.	7	48	5	114	28	122	76	83	86	70	122	59	133	47	113	37	62	19	48	28	38	14	22	2	3	—	—	643	736	1,379	7
id. de police	8	37	—	60	4	79	18	58	26	49	26	41	30	36	23	32	30	15	17	9	11	13	10	4	3	—	—	433	198	631	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	10	1	19	7	29	20	13	36	10	44	10	36	12	32	8	16	4	10	—	5	2	4	—	1	—	—	117	212	329	9
Avortement	10	—	—	2	—	—	—	3	—	—	1	2	—	—	—	—	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	7	5	12	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	1	—	2	1	3	5	6	8	1	2	1	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	14	19	33	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	2	—	1	1	1	—	2	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	7	4	11	13
Attentats à la pudeur et viols frappés. d'une peine criminelle.	14	—	—	1	—	—	—	—	2	—	—	2	2	—	1	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	4	7	11	14
id. correctionnelle.	15	17	—	18	8	18	5	10	6	10	5	4	12	7	12	5	9	3	9	6	3	6	3	—	2	—	—	104	74	178	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	3	—	2	1	4	1	6	1	3	2	2	4	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	20	12	32	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés. d'une peine correctionnelle.	18	6	—	11	—	11	4	8	4	4	3	3	3	—	6	—	4	1	4	1	2	—	1	—	—	—	—	45	31	76	18
id. de police	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19
Adultère et bigamie	20	1	—	22	6	72	34	73	56	87	73	53	91	29	54	16	32	13	11	3	4	3	—	—	—	—	—	372	361	733	20
Meurtre frappé. d'une peine criminelle.	21	3	2	8	5	8	8	8	8	3	3	4	7	—	3	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	35	37	72	21
id. correctionnelle.	22	1	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4	22
Lésions corporelles volontaires frappées. d'une peine criminelle.	23	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	23
id. correctionnelle.	24	52	5	147	26	178	73	115	108	88	108	60	112	39	80	36	68	32	33	10	21	13	16	—	1	—	—	770	680	1,450	24
id. de police	25	95	4	192	29	231	81	155	100	112	128	107	117	93	117	59	55	53	47	25	22	18	13	8	5	—	—	1,148	718	1,866	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	3	—	14	2	5	1	5	2	3	1	1	2	1	3	—	3	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	34	15	49	27
Calomnies et injures frappées. d'une peine correctionnelle.	28	2	—	6	1	5	—	4	2	—	2	4	3	3	6	2	7	—	6	—	2	2	2	1	—	—	—	29	31	60	28
id. de police	29	10	—	14	1	17	2	9	5	12	2	3	4	6	7	4	11	3	4	4	4	2	2	—	—	—	—	84	42	126	29
Violation de sépulture	30	—	—	1	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	5	1	6	30
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	31
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés. d'une peine criminelle.	34	2	—	17	5	7	15	3	14	1	8	1	2	2	4	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	33	50	83	34
id. correctionnelle.	35	800	64	1,495	413	1,132	697	623	658	365	515	268	408	190	368	169	230	95	142	71	72	58	53	8	6	—	—	5,274	3,626	8,900	35
id. de police	36	439	25	513	63	392	101	250	126	194	141	165	140	164	144	135	119	127	93	109	61	98	62	25	16	—	—	2,611	1,091	3,702	36
Banqueroute	37	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	6	1	7	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. d'une peine correctionnelle.	38	92	4	216	35	224	62	157	104	155	117	151	140	133	126	122	105	89	71	74	41	57	30	17	5	—	—	1,487	840	2,327	38
id. de police	39	41	1	61	3	54	6	28	10	34	10	23	8	37	14	31	15	24	26	19	11	15	7	5	2	—	—	375	113	488	39
Recel	40	129	5	249	64	254	95	197	159	168	176	157	181	139	175	114	137	103	100	57	50	80	43	17	8	—	—	1,664	1,193	2,857	40
Incendie frappé. d'une peine criminelle.	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
id. correctionnelle.	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	3	42
Destruction et dommages frappés. d'une peine criminelle.	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
id. correctionnelle.	44	16	2	37	4	30	11	12	22	7	12	2	9	6	12	6	6	2	6	1	2	1	3	—	1	—	—	120	90	210	44
id. de police	45	32	1	30	2	31	4	5	5	18	7	12	7	2	9	4	5	3	2	2	2	2	1	3	—	—	—	144	45	189	45
TOTAUX DU TABLEAU		1,866	119	3,313	719	2,987	1,337	1,887	1,585	1,458	1,560	1,186	1,502	1,004	1,361	828	954	615	665	432	368	402	285	91	54	—	—	16,069	10,509	26,578	
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		1,977	140	3,502	838	3,137	1,576	1,948	1,766	1,496	1,730	1,211	1,616	1,018	1,444	838	1,006	620	691	435	381	404	293	95	55	—	—	16,681	11,536	28,217	

XLII (suite). — Age. — Répartition d'après la nature des infractions commises. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	AGE QUE LES CONDAMNÉES AVAIENT AU MOMENT OU ELLES COMMIRENT LEUR INFRACTION. — De 16 ans à moins de 18 ans. Primaires.	Récidivistes	De 18 ans à moins de 21 ans. Primaires.	Récidivistes.	De 21 ans à moins de 25 ans. Primaires.	Récidivistes.	De 25 ans à moins de 30 ans. Primaires.	Récidivistes.	De 30 ans à moins de 35 ans. Primaires.	Récidivistes.	De 35 ans à moins de 40 ans. Primaires.	Récidivistes.	De 40 ans à moins de 45 ans. Primaires.	Récidivistes.	De 45 ans à moins de 50 ans. Primaires.	Récidivistes.	De 50 ans à moins de 55 ans. Primaires.	Récidivistes.	De 55 ans à moins de 60 ans. Primaires.	Récidivistes.	De 60 ans à moins de 70 ans. Primaires.	Récidivistes.	70 ans et plus. Primaires.	Récidivistes.	Age inconnu. Primaires.	Récidivistes.	TOTAL. Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunies.	Numéros de la nomenclature.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	3	—	25	1	31	7	37	5	30	9	13	11	16	16	15	12	5	5	5	3	4	1	—	—	—	—	184	70	254	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	1	—	4	—	1	—	—	1	—	—	1	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	8	3	11	2
Faux en écritures	3			6	—	6	1	9	3	4	2	1	4	2	—	1	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	31	11	42	3
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	2	4	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	3	—	10	—	3	—	4	2	1	1	—	—	1	2	1	2	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	25	7	32	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	7	—	21	2	32	9	33	14	29	22	33	19	19	21	18	30	15	12	13	7	4	7	1	—	—	—	225	143	368	7
id. — id. de police	8	5	—	18	3	28	4	29	10	22	18	20	15	30	17	18	11	6	6	13	4	6	3	3	1	—	—	198	92	290	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	—	—	2	—	5	—	6	6	2	3	5	4	2	6	1	3	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	24	24	48	9
Avortement	10	10	—	23	2	27	3	36	4	21	7	14	9	17	8	9	5	6	2	—	4	—	—	—	—	—	—	163	44	207	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	4	4	4	4	2	4	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	12	24	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	13
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
id. correctionnelle	15	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	3	—	5	2	9	6	7	3	5	12	10	4	8	6	1	2	6	2	2	5	1	—	—	—	57	42	99	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	5	—	10	2	9	1	6	1	3	4	1	1	2	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37	12	49	18
id. de police	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19
Adultère et bigamie	20	2	—	10	1	72	15	123	39	101	39	39	27	23	19	9	4	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	380	146	526	20
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	3	—	1	—	2	—	4	2	3	1	—	—	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	4	19	21
id. correctionnelle	22	—	—	—	—	4	—	3	1	1	—	4	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	1	14	22
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
id. correctionnelle	24	7	—	18	4	33	7	29	15	26	20	27	14	15	17	9	15	8	11	3	5	4	2	—	1	—	—	179	111	290	24
id. de police	25	34	2	95	8	163	42	141	78	106	61	97	52	71	64	39	29	40	26	20	13	9	9	—	1	—	—	815	385	1,200	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	1	—	—	1	1	1	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	3	9	27
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	—	—	2	1	7	1	9	1	4	4	8	2	2	9	4	1	6	—	2	—	1	2	—	—	—	—	45	21	66	28
id. de police	29	5	—	15	1	23	1	22	12	22	14	22	16	13	15	20	13	11	5	7	4	5	2	2	1	—	—	167	84	251	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	30
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	33
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	34
id. correctionnelle	35	130	5	247	36	273	84	201	85	125	92	92	82	75	72	53	52	40	32	24	17	25	18	6	—	—	—	1,291	575	1,866	35
id. de police	36	256	15	276	47	256	75	224	86	175	110	159	89	118	116	131	82	86	58	66	43	65	38	14	11	—	—	1,826	770	2,596	36
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	39	—	115	6	131	26	159	45	133	44	156	61	184	63	155	46	101	34	91	30	66	23	18	3	—	—	1,348	381	1,729	38
id. de police	39	5	—	7	—	8	4	11	—	10	2	7	1	6	—	8	4	6	—	6	1	1	—	—	—	—	—	75	12	87	39
Recel	40	27	—	77	6	86	20	115	33	89	46	81	57	95	51	71	38	57	33	49	24	25	7	3	1	—	—	775	319	1,094	40
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	42
Destruction et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
id. correctionnelle	44	3	—	5	—	4	1	2	3	1	3	1	5	1	1	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	19	15	34	44
id. de police	45	5	—	8	2	13	5	8	6	6	7	2	4	4	7	2	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	48	34	82	45
TOTAUX DU TABLEAU		550	22	994	123	1,230	313	1,235	464	924	516	790	486	709	513	577	360	394	233	309	160	219	118	49	19	—	—	7,980	3,327	11,307	
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		578	24	1,018	136	1,261	350	1,257	501	940	548	798	518	726	543	586	383	398	248	314	169	223	123	49	21	—	—	8,148	3,564	11,712	

XLIII. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	BRUXELLES. Hommes. Primaires.	Hommes. Récidivistes	Femmes. Primaires.	Femmes. Récidivistes	Total.	LOUVAIN. Hommes. Primaires.	Hommes. Récidivistes	Femmes. Primaires.	Femmes. Récidivistes	Total.	NI Hommes. Primaires.	Hommes. Récidivistes
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	52	40	48	13	153	12	6	6	8	32	8	6
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	11	10	4	—	25	1	—	—	—	1	—	2
Faux en écritures	3	20	15	3	1	48	2	5	2	—	9	3	2
Faux témoignage et faux serment	4	2	—	—	—	2	—	1	—	—	1	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	7	2	3	—	12	1	1	2	1	5	2	1
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	4	1	—	1	6	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	63	83	12	15	173	37	44	15	9	105	54	62
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police	8	9	2	7	—	18	18	7	8	4	37	22	10
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	7	18	7	1	33	2	4	1	2	9	7	13
Avortement	10	3	—	13	1	17	1	1	9	1	12	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	1	—	1	1	3	—	—	—	—	—	1	3
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	6	1	1	—	8	—	—	—	—	—	—	1
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	20	14	—	—	34	6	7	—	—	13	4	1
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	7	4	16	6	33	—	—	—	—	—	—	1
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	16	5	3	2	26	2	1	2	3	8	—	1
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	20	174	141	157	36	508	10	8	7	6	31	2	4
Meurtre frappé. — d'une peine criminelle	21	3	7	—	—	10	1	1	2	—	7	2	—
Meurtre frappé. — id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées. — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées. — id. correctionnelle	24	63	49	19	8	139	27	11	6	5	49	46	71
Lésions corporelles volontaires frappées. — id. de police	25	11	5	11	5	38	20	10	5	3	38	61	51
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	1	—	—	1	1	1	1	—	3	3	2
Calomnies et injures frappées. — d'une peine correctionnelle	28	—	2	5	3	10	1	2	2	—	5	7	2
Calomnies et injures frappées. — id. de police	29	1	—	8	1	10	1	1	2	1	5	4	3
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des lettres	33	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	4	6	—	—	10	1	—	—	—	4	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	501	420	92	50	1,063	185	102	44	26	357	286	200
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	53	15	12	6	116	81	35	76	41	233	218	97
Banqueroute	37	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	226	156	161	37	580	48	26	104	16	194	27	21
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — id. de police	39	3	1	4	2	8	1	1	—	—	2	4	—
Recel	40	113	99	51	13	276	53	40	48	16	157	55	40
Incendie frappé. — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé. — id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	11	5	1	3	20	4	5	—	—	9	2	3
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	1	2	1	1	5	—	—	—	—	—	13	2
TOTAL DES CONDAMNÉS		1,405	1,104	674	204	3,387	519	323	342	143	1,327	831	599
TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		1,451	1,200	678	208	3,537	544	364	359	152	1,419	867	695

VELLES. Femmes. Primaires.	Femmes. Récidivistes	Total	ANVERS. Hommes. Primaires.	Hommes. Récidivistes	Femmes. Primaires.	Femmes. Récidivistes	Total	MALINES. Hommes. Primaires.	Hommes. Récidivistes	Femmes. Primaires.	Femmes. Récidivistes	Total	TURNHOUT. Hommes. Primaires.	Hommes. Récidivistes	Femmes. Primaires.	Femmes. Récidivistes	Total	MONS. Hommes. Primaires.	Hommes. Récidivistes	Femmes. Primaires.	Femmes. Récidivistes	Total	Numéros de la nomenclature.
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	
9	3	26	35	17	18	8	78	9	2	3	—	14	7	5	—	—	12	7	8	9	8	32	1
—	—	2	6	3	3	—	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	2	2
5	2	12	3	1	2	—	5	1	—	—	—	1	—	1	—	—	1	4	2	1	1	8	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	4
3	—	6	7	1	—	—	8	—	—	—	—	—	3	1	2	—	6	4	—	—	—	4	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
20	19	161	22	18	6	3	49	28	35	3	4	70	12	13	2	3	30	11	23	3	5	42	7
15	7	54	46	21	13	9	89	4	1	5	—	10	5	4	6	2	17	52	30	38	26	146	8
—	—	20	5	21	2	2	30	1	—	—	1	2	1	5	1	—	7	10	19	1	1	31	9
—	—	—	—	—	9	4	13	—	—	2	2	4	—	—	2	—	2	1	1	15	4	21	10
2	1	7	—	—	—	—	—	1	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13
—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15
—	—	5	7	7	—	—	14	3	1	—	—	4	4	1	—	—	5	4	5	—	—	9	15
—	—	1	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	3	5	17
1	—	2	—	1	—	—	1	2	—	—	1	3	5	1	1	—	7	1	2	—	—	3	18
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19
3	3	12	5	2	2	1	10	5	4	5	—	14	—	—	—	—	—	32	40	34	26	132	20
—	—	2	5	2	—	—	7	—	3	1	—	4	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	21
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
18	10	145	(1)19	21	4	1	45	34	19	6	—	59	14	10	—	—	24	18	24	9	12	63	24
36	16	164	50	30	40	12	132	16	15	16	3	50	40	18	12	3	73	121	108	113	76	418	25
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
—	—	5	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	27
1	1	11	—	1	—	—	1	1	1	2	1	5	—	—	—	—	—	2	2	3	3	10	28
5	2	14	5	4	13	6	28	3	1	6	—	10	—	—	1	1	2	9	11	37	34	91	29
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	31
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
—	—	—	4	3	—	—	7	4	1	—	—	5	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	35
98	66	650	302	235	41	9	587	199	104	47	17	367	85	88	10	11	194	252	213	96	62	623	36
277	147	739	190	37	62	14	303	7	10	3	1	21	128	59	67	24	278	426	279	338	193	1,236	37
—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	38
15	6	69	138	98	155	59	450	28	15	64	8	115	33	6	96	9	144	30	25	57	24	136	39
—	—	4	7	1	5	2	15	—	—	—	—	—	14	12	2	—	28	—	—	3	1	4	40
26	10	131	88	59	22	14	183	55	40	28	16	139	94	54	20	8	176	44	55	50	26	175	41
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	44
—	—	5	7	5	—	—	12	4	1	—	—	5	—	1	—	—	1	—	3	—	1	4	45
4	1	20	2	2	—	1	5	2	2	1	—	5	3	1	—	—	4	10	5	4	11	30	
544	294	2,268	(1)955	591	397	145	2,088	408	256	193	55	912	449	281	223	61	1,014	1,044	857	811	517	3,229	
583	336	2,461	(1)991	645	408	160	2,204	437	290	195	57	979	462	293	238	65	1,058	1,078	925	831	586	3,420	

(1) Dont 1 fait commis à bord du steamer « Elisabeth de Belgique ».

XLIII (suite). — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	CHARLEROI. Hommes. Primaires.	CHARLEROI. Hommes. Récidivistes	CHARLEROI. Femmes. Primaires.	CHARLEROI. Femmes. Récidivistes	CHARLEROI. Total.	TOURNAI. Hommes. Primaires.	TOURNAI. Hommes. Récidivistes	TOURNAI. Femmes. Primaires.	TOURNAI. Femmes. Récidivistes	TOURNAI. Total.	GAND. Hommes. Primaires.	GAND. Hommes. Récidivistes	GAND. Femmes. Primaires.	GAND. Femmes. Récidivistes	GAND. Total	AUDENARDE. Hommes. Primaires.	AUDENARDE. Hommes. Récidivistes	AUDENARDE. Femmes. Primaires.	AUDENARDE. Femmes. Récidivistes	AUDENARDE. Total	TERMONDE. Hommes. Primaires.	TERMONDE. Hommes. Récidivistes	TERMONDE. Femmes. Primaires.	TERMONDE. Femmes. Récidivistes	TERMONDE. Total	BRUGES. Hommes. Primaires.	BRUGES. Hommes. Récidivistes	BRUGES. Femmes. Primaires.	BRUGES. Femmes. Récidivistes	BRUGES. Total	COURTRAI. Hommes. Primaires.	COURTRAI. Hommes. Récidivistes.	COURTRAI. Femmes. Primaires.	COURTRAI. Femmes. Récidivistes.	COURTRAI. Total.	Numéros de la nomenclature.
		36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	7	10	8	9	34	11	3	8	2	24	5	11	10	7	33	3	—	—	—	3	4	4	7	3	18	3	1	1	—	5	1	4	7	—	12	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	2	—	—	3	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	1	2	—	1	4	2
Faux en écritures	3	14	6	9	3	32	1	—	—	—	1	3	2	—	—	5	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	3
Faux témoignage et faux serment	4	2	—	—	1	3	—	—	—	1	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	2	6	3	1	12	3	—	—	—	3	9	3	2	—	14	5	2	—	—	7	6	2	1	1	10	4	—	—	—	4	6	1	1	—	8	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés { d'une peine correctionnelle	7	74	80	38	24	216	29	20	9	3	61	37	83	19	6	145	22	15	13	2	52	47	51	14	2	114	26	29	9	4	68	12	11	4	3	30	7
id. de police	8	32	16	18	6	72	12	2	6	1	21	22	8	13	5	48	6	2	7	1	16	4	—	3	1	8	7	4	2	—	13	16	8	7	6	37	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	14	22	4	5	45	4	3	1	—	8	6	15	1	—	22	2	3	—	—	5	3	4	—	—	7	4	5	2	—	11	5	9	1	—	15	9
Avortement	10	1	—	11	6	18	—	—	6	2	8	1	—	19	4	24	—	—	12	3	15	—	1	9	4	14	—	—	4	—	4	—	—	9	1	10	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	1	2	1	4	8	—	—	—	—	—	1	2	1	—	4	—	—	1	1	2	—	—	—	1	1	1	—	—	—	1	—	—	1	—	1	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	13
Attentats à la pudeur et viols { d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	5	—	—	6	—	—	—	—	—	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
frappés { id. correctionnelle	15	9	5	—	1	15	—	1	—	—	1	5	7	1	—	13	2	2	—	—	4	3	1	—	—	4	3	1	—	—	4	5	2	—	—	7	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	2	4	2	11	19	—	—	8	1	9	—	—	3	2	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés { d'une peine correctionnelle	18	1	2	6	—	9	1	—	2	1	4	1	3	5	1	10	1	1	—	—	2	11	7	3	—	21	1	2	3	—	6	—	—	2	1	3	18
id. de police	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19
Adultère et bigamie	20	54	71	61	31	217	5	8	13	6	32	35	39	44	11	129	1	—	1	—	2	2	5	4	1	12	6	11	6	3	26	5	4	7	3	19	20
Meurtre frappé. { d'une peine criminelle	21	4	3	3	1	11	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	1	—	3	2	2	—	—	4	2	2	1	—	5	—	2	1	1	4	21
id. correctionnelle	22	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	22
Lésions corporelles volontaires frappées. { d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
id. correctionnelle	24	69	74	14	15	172	8	10	4	2	24	94	89	12	10	205	43	28	9	2	82	77	47	24	10	158	69	37	21	11	138	26	33	6	4	69	24
id. de police	25	156	136	140	98	530	56	21	27	8	112	63	32	56	15	166	43	15	30	8	96	47	19	22	4	92	20	13	14	3	50	32	15	37	9	93	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	5	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	2	27
Calomnies et injures frappées. { d'une peine correctionnelle	28	1	2	4	2	9	1	1	3	—	5	1	3	2	2	8	4	2	—	—	6	1	4	3	—	8	2	2	8	4	16	1	—	1	1	3	28
id. de police	29	6	3	9	7	25	3	1	3	1	8	14	3	9	1	27	4	1	6	1	12	4	—	4	—	8	—	2	4	1	7	5	1	7	3	16	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés . . . { d'une peine criminelle	34	1	6	—	—	7	—	—	—	—	—	2	6	—	—	8	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	1	3	—	—	4	2	8	—	—	10	34
id. correctionnelle	35	457	379	197	96	1,129	128	93	88	13	322	441	293	136	27	897	160	80	20	2	262	325	203	49	19	596	285	150	40	11	486	171	160	27	12	310	35
id. de police	36	174	109	183	104	570	111	34	30	4	179	156	50	46	2	254	25	7	8	3	43	43	9	12	3	67	39	7	13	3	62	116	24	26	2	168	36
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	1	1	—	1	3	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés { d'une peine correctionnelle	38	112	60	249	106	527	26	12	22	2	62	106	66	87	15	274	58	31	14	—	103	45	21	71	11	148	116	63	24	3	206	55	21	14	4	94	38
id. de police	39	5	—	1	2	8	19	5	2	—	26	5	—	3	—	8	17	8	4	—	29	7	—	—	—	7	90	25	15	2	132	47	25	7	—	79	39
Recel	40	84	89	68	52	293	46	23	27	7	103	121	116	80	20	337	46	36	23	5	110	184	119	59	16	378	88	61	42	10	201	95	59	38	6	198	40
Incendie frappé { d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
id. correctionnelle.	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
Destructions et dommages frappés { d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
id. correctionnelle.	44	1	6	—	—	7	2	1	—	—	3	8	8	2	2	20	6	1	1	—	8	27	9	5	3	44	4	5	3	1	13	3	7	2	3	15	44
id. de police	45	12	6	10	7	35	—	2	1	1	4	7	—	—	—	7	12	3	2	—	17	8	—	3	—	11	5	2	—	1	8	5	3	4	—	12	45
TOTAL DES CONDAMNÉS		1,298	1,098	1,039	592	4,027	469	242	261	56	1,028	1,154	847	551	130	2,692	461	238	152	28	879	854	513	293	79	1,739	778	427	216	57	1,478	612	340	210	60	1,222	
TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		1,347	1,196	1,065	621	4,229	477	256	264	61	1,058	1,213	935	557	134	2,839	480	271	152	28	931	892	580	298	87	1,835	812	466	218	60	1,556	642	364	211	63	1,280	

XLIII (suite). — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FURNES. Hommes. Primaires.	FURNES. Hommes. Récidivistes	FURNES. Femmes. Primaires.	FURNES. Femmes. Récidivistes	FURNES. Total.	YPRES. Hommes. Primaires.	YPRES. Hommes. Récidivistes	YPRES. Femmes. Primaires.	YPRES. Femmes. Récidivistes	YPRES. Total.	LIÉGE. Hommes. Primaires.	LIÉGE. Hommes. Récidivistes
		71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	46	19
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3
Faux en écritures	3	5	2	1	—	8	—	—	—	—	—	16	15
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	1	—	1	—	2	1	—	—	—	1	3	4
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	8	7	4	—	19	12	8	10	1	31	34	38
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	2	1	1	—	4	1	2	1	—	4	31	12
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	1	2	1	—	4	1	—	—	—	1	16	35
Avortement	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	9
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	1	1	1	—	3	1	—	—	—	1	10	9
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	6	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	1	1	3	—	5	—	1	2	—	3	2	1
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	20	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	19	11
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	1	—	1	—	2	2	1	—	—	3	5	3
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	5	9	4	1	19	10	8	4	1	23	20	34
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	8	—	4	—	12	1	—	—	—	1	124	76
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	1	1	—	2	—	—	—	—	—	6	5
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	2	—	2	—	4	—	1	—	—	1	—	1
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	7
Violation de sépulture	30	5	1	1	—	7	—	—	—	—	—	—	—
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	105	37	16	3	161	293	105	32	2	432	463	337
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	38	6	5	—	49	19	5	5	—	29	198	69
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	24	9	5	2	40	173	48	13	4	238	120	79
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — id. de police	39	19	2	3	—	24	67	8	4	—	79	3	—
Recel	40	53	28	21	6	108	45	15	15	4	79	110	89
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	1	—	2	—	3	—	—	—	—	—	6	4
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	5
TOTAL DES CONDAMNÉS		281	107	78	15	481	626	202	88	12	928	1,266	871
TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		289	115	78	15	497	637	217	89	15	958	1,316	974

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	LIÉGE. Femmes. Primaires.	LIÉGE. Femmes. Récidivistes	LIÉGE. Total	HUY. Hommes. Primaires.	HUY. Hommes. Récidivistes	HUY. Femmes. Primaires.	HUY. Femmes. Récidivistes	HUY. Total	VERVIERS. Hommes. Primaires.	VERVIERS. Hommes. Récidivistes	VERVIERS. Femmes. Primaires.	VERVIERS. Femmes. Récidivistes	VERVIERS. Total	TONGRES. Hommes. Primaires.	TONGRES. Hommes. Récidivistes	TONGRES. Femmes. Primaires.	TONGRES. Femmes. Récidivistes	TONGRES. Total	HASSELT. Hommes. Primaires.	HASSELT. Hommes. Récidivistes.	HASSELT. Femmes. Primaires.	HASSELT. Femmes. Récidivistes.	HASSELT. Total.	Numéros de la nomenclature.
		83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	31	5	101	7	7	2	—	16	2	—	1	1	4	5	5	—	—	10	2	3	4	1	10	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2	2
Faux en écritures	3	5	3	41	—	—	—	—	—	2	5	—	—	7	3	7	1	—	11	1	—	—	—	1	3
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	4	2	13	1	—	—	—	1	3	—	—	1	4	—	1	1	—	2	2	—	2	—	4	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	17	19	108	8	10	2	1	21	12	17	3	2	34	24	15	3	4	46	10	12	5	2	29	7
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	6	2	51	20	6	5	4	35	23	18	10	4	55	3	1	4	—	8	8	—	3	2	13	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	—	4	55	3	9	—	3	15	1	9	—	—	10	1	2	—	2	5	7	1	—	1	9	9
Avortement	10	15	3	18	—	—	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	5	1	6	—	—	5	3	8	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	1	1	17	2	2	2	1	7	—	1	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	14
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	—	—	19	1	2	—	—	3	6	1	—	—	7	1	3	—	—	4	3	—	—	—	3	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	12	13	31	—	—	—	—	—	1	—	7	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	—	2	5	—	1	2	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19
Adultère et bigamie	20	19	7	56	4	3	3	3	13	3	3	1	4	11	—	—	—	—	—	1	—	1	—	2	20
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	—	8	—	2	1	1	4	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	21
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	3	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	1	22
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	6	8	68	12	11	—	2	25	5	11	—	—	16	20	22	3	6	51	19	11	1	1	32	24
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	108	68	376	29	15	11	4	59	64	40	32	15	151	16	6	4	2	28	36	15	10	3	64	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	1	3	15	3	1	2	—	6	6	1	—	—	7	—	—	—	—	—	4	—	—	—	4	27
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	1	2	4	—	1	1	—	2	1	—	1	1	3	2	1	2	1	6	—	—	1	—	1	28
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	23	18	54	—	1	4	1	6	3	—	8	—	11	4	—	2	—	6	3	1	3	2	9	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	1	—	2	—	—	—	—	—	3	4	—	—	7	—	4	—	—	4	4	—	—	—	4	34
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	126	61	987	38	38	9	14	99	126	95	15	14	250	57	59	7	3	126	46	34	15	16	111	35
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	175	79	521	144	61	157	77	439	60	20	23	6	109	41	16	66	17	140	67	17	94	20	198	36
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	117	50	366	2	5	2	1	10	35	17	18	6	76	5	3	1	1	10	5	10	2	4	21	38
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — id. de police	39	3	1	7	9	4	—	—	13	17	5	8	2	32	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	39
Recel	40	61	36	296	26	8	1	1	36	43	30	18	13	104	9	7	8	4	28	20	27	14	8	69	40
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	2	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	42
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	—	—	10	—	1	—	—	1	3	2	1	1	7	3	3	—	—	6	9	6	—	—	15	44
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	10	4	30	10	—	—	—	10	5	2	5	4	16	7	1	—	—	8	13	3	3	1	20	45
TOTAL DES CONDAMNÉS		748	391	3,276	319	188	206	114	827	426	281	152	75	934	203	157	109	41	510	260	141	166	65	632	
TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		784	409	3,483	330	202	211	117	860	441	331	154	79	1.005	207	170	109	41	527	263	152	172	66	653	

XLIII (suite). — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	ARLON. Hommes. Primaires.	ARLON. Hommes. Récidivistes	ARLON. Femmes. Primaires.	ARLON. Femmes. Récidivistes	ARLON. Total.	MARCHE. Hommes. Primaires.	MARCHE. Hommes. Récidivistes	MARCHE. Femmes. Primaires.	MARCHE. Femmes. Récidivistes	MARCHE. Total.	NEUFCHATEAU. Hommes. Primaires.	NEUFCHATEAU. Hommes. Récidivistes	NEUFCHATEAU. Femmes. Primaires.	NEUFCHATEAU. Femmes. Récidivistes	NEUFCHATEAU. Total.	NAMUR. Hommes. Primaires.	NAMUR. Hommes. Récidivistes	NAMUR. Femmes. Primaires.	NAMUR. Femmes. Récidivistes	NAMUR. Total.	DINANT. Hommes. Primaires.	DINANT. Hommes. Récidivistes	DINANT. Femmes. Primaires.	DINANT. Femmes. Récidivistes	DINANT. Total.	A L'ÉTRANGER. Hommes. Primaires.	A L'ÉTRANGER. Hommes. Récidivistes	A L'ÉTRANGER. Femmes. Primaires.	A L'ÉTRANGER. Femmes. Récidivistes	A L'ÉTRANGER. Total.	TOTAL GÉNÉRAL. Hommes. Primaires.	TOTAL GÉNÉRAL. Hommes. Récidivistes.	TOTAL GÉNÉRAL. Femmes. Primaires.	TOTAL GÉNÉRAL. Femmes. Récidivistes.	TOTAL GÉNÉRAL. Total.	Numéros de la nomenclature.
		106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	2	1	2	—	5	7	3	1	1	12	3	—	—	1	4	30	4	1	—	35	1	3	7	—	11	1	1	—	—	2	270	163	184	70	687	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25	27	8	3	63	2
Faux en écritures	3			1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	1	6	1	2	—	—	3	—	—	—	—	—	92	69	31	11	203	3
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	2	2	2	13	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	1	—	—	1	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	3	—	—	4	4	—	—	—	4	—	—	—	—	—	77	28	25	7	137	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	3	—	1	11	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	8	8	—	4	20	11	13	2	2	28	11	9	—	4	24	13	18	3	2	36	18	12	3	—	33	—	2	—	—	2	643	736	225	143	1,747	7
id. — id. de police	8	18	8	1	—	27	13	3	2	1	19	8	5	2	—	15	18	9	5	6	38	33	18	10	5	66	—	—	—	—	—	433	198	198	92	921	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	4	3	1	1	9	—	1	—	—	1	4	2	—	1	7	5	4	1	—	10	2	3	—	—	5	1	—	—	—	1	117	212	24	24	377	9
Avortement	10	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	11	3	16	—	—	3	1	4	—	—	—	—	—	7	5	163	44	219	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	19	12	12	57	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	4	3	—	14	13
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	4	7	—	—	11	14
id. — id. correctionnelle	15	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	1	1	—	3	3	1	—	—	4	—	1	—	—	1	104	74	3	1	182	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	6	2	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20	12	57	42	131	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	45	31	37	12	125	18
id. — id. de police	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19
Adultère et bigamie	20	1	4	5	—	10	—	1	1	—	2	—	—	—	—	—	2	—	2	2	6	4	1	4	2	11	1	1	—	1	3	372	361	380	146	1,259	20
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	1	5	3	2	3	—	8	—	1	—	—	1	35	37	15	4	91	21
id. — id. correctionnelle	22	1	—	2	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	3	1	13	1	18	22
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	2	23
id. — id. correctionnelle	24	12	6	3	—	21	19	10	3	—	32	20	2	—	—	22	8	4	1	—	13	10	7	2	2	21	3	2	—	—	5	770	660	179	111	1,720	24
id. — id. de police	25	30	12	17	5	64	18	9	19	4	50	25	11	13	4	53	28	32	18	14	92	30	14	17	3	64	—	—	—	—	—	1,148	718	815	385	3,066	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34	15	6	3	58	27
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	3	1	—	3	—	4	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	29	31	45	21	126	28
id. — id. de police	29	2	—	4	1	7	—	—	2	1	3	—	1	1	—	2	—	—	3	1	4	7	1	3	1	12	—	—	—	—	—	81	42	167	84	377	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	1	—	7	30
Id. du secret des lettres	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	31
Id. id. professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	33
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	3	2	2	—	—	4	—	—	—	—	—	33	50	1	1	85	34
id. — id. correctionnelle	35	40	27	9	2	78	28	12	4	3	47	41	21	15	3	80	192	153	49	28	422	51	41	7	5	104	17	7	2	—	26	5,274	3,626	1,291	575	10,766	35
id. — id. de police	36	166	55	47	2	270	20	21	10	4	55	19	9	7	1	36	36	19	33	13	101	36	21	21	4	82	—	—	—	—	—	2,611	1,091	1,826	770	6,298	36
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	1	—	1	8	37
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	14	3	1	—	18	3	2	1	—	6	5	7	6	—	18	20	24	14	11	75	27	11	35	2	75	—	1	—	—	1	1,487	840	1,348	381	4,056	38
id. — id. de police	39	32	14	6	1	53	1	—	1	—	2	4	1	—	—	5	—	—	2	—	2	4	1	1	1	7	—	—	—	—	—	375	113	75	12	575	39
Recel	40	92	38	16	2	148	4	4	1	3	12	17	3	4	3	27	50	33	28	15	126	27	21	6	5	59	2	—	—	—	2	1,664	1,193	775	319	3,951	40
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
id. — id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	3	3	—	6	42
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
id. — id. correctionnelle	44	2	2	—	—	4	—	10	—	—	10	3	—	—	—	3	14	—	1	1	16	—	2	1	—	3	—	—	—	—	—	120	90	19	15	244	44
id. — id. de police	45	7	—	—	—	7	2	1	—	1	4	1	1	—	—	2	2	2	—	1	5	6	—	—	—	6	—	—	—	—	—	144	45	48	34	271	45
TOTAL DES CONDAMNÉS		434	181	117	20	752	128	90	47	20	285	163	74	48	17	302	432	320	187	104	1,043	269	165	126	31	591	25	16	2	1	44	16,069	10,509	7,980	3,327	37,885	
TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		452	191	119	22	784	131	97	49	21	298	168	82	50	19	319	450	352	189	109	1,100	278	176	127	32	613	26	17	2	1	46	16,681	11,536	8,148	3,564	39,929	

XLIV. — Récidivistes spécialistes et non spécialistes répartis d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	1er DEGRÉ. — 2 condamnations.			2e DEGRÉ. — 3 condamnations.			3e DEGRÉ. — 4 condamnations.			4e DEGRÉ. — 5 condamnations.			5e DEGRÉ. — 6 condamnations.			6e DEGRÉ. — 7 condamnations.			7e DEGRÉ. — 8 condamnations.			8e DEGRÉ. — 9 condamnations.			9e DEGRÉ. — 10 condamnations			10e DEGRÉ et au delà. — 11 condamnations et plus.			TOTAL.			Numéros de la nomenclature.
		Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	14	63	77	7	28	35	1	13	14	2	5	7	—	6	6	2	3	5	—	4	4	—	1	1	—	1	1	2	11	13	28	135	163	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	6	2	8	5	1	6	—	1	1	2	2	4	2	—	2	1	—	1	—	1	1	2	—	2	—	1	1	1	—	1	19	8	27	2
Faux en écritures	3	7	17	24	8	6	14	5	3	8	3	2	5	2	1	3	—	5	5	—	1	1	—	—	—	—	—	—	4	5	9	29	40	69	3
Faux témoignage et faux serment	4	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	—	9	9	2	8	10	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	2	2	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	3	3	2	26	28	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés, d'une peine : correctionnelle	7	43	224	267	49	78	127	12	76	88	14	40	54	5	43	48	4	29	33	2	17	19	5	17	22	2	9	11	9	58	67	145	591	736	7
de police	8	18	79	97	13	33	46	4	16	20	3	9	12	1	4	5	1	3	4	—	3	3	1	3	4	—	3	3	—	4	4	41	157	198	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	1	52	53	3	23	26	1	20	21	—	16	16	1	8	9	—	7	7	1	11	12	—	5	5	1	9	10	5	18	53	13	199	212	9
Avortement	10	1	1	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	2	3	5	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	1	4	5	—	6	6	—	—	—	—	—	—	1	3	4	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	17	19	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	—	1	1	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	4	13
Attentats à la pudeur et viols : d'une peine criminelle	14	—	2	2	2	—	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	3	4	7	14
frappés : id. correctionnelle	15	2	24	26	5	9	14	2	8	10	—	7	7	—	5	5	—	2	2	1	3	4	—	—	—	—	—	—	—	6	6	10	64	74	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	1	2	3	—	3	3	—	3	3	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés : d'une peine correctionnelle	18	3	7	10	3	4	7	—	2	2	—	4	4	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	4	4	7	24	31	18
id. de police	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19
Adultère et bigamie	20	12	143	155	6	60	66	—	46	46	1	15	16	—	16	16	—	14	14	—	9	9	—	6	6	—	7	7	—	26	26	19	342	361	20
Meurtre frappé : d'une peine criminelle	21	1	15	16	2	5	7	2	3	5	—	1	1	1	2	3	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	6	31	37	21
id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	22
Lésions corporelles volontaires frappées : d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	23
id. correctionnelle	24	112	125	237	103	31	134	35	36	71	43	15	58	15	13	28	19	12	31	13	7	20	9	5	14	5	8	13	32	22	54	386	274	660	24
id. de police	25	163	157	320	115	45	160	50	30	80	29	13	42	13	13	26	24	9	33	6	6	12	13	5	18	3	2	5	9	13	22	425	293	718	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	1	7	8	—	4	4	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	14	15	27
Calomnies et injures frappées : d'une peine correctionnelle	28	—	8	8	1	7	8	—	2	2	1	4	5	—	1	1	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	4	4	2	29	31	28
id. de police	29	1	23	24	1	8	9	—	5	5	—	—	—	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	40	42	29
Violation de sépulture	30	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	30
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Violation du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés : d'une peine criminelle	34	9	5	14	7	5	12	3	4	7	3	3	6	1	4	5	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	2	23	27	50	34
id. correctionnelle	35	722	683	1,405	476	237	713	199	210	409	151	137	288	82	91	173	71	61	132	38	48	86	39	50	89	18	47	65	124	142	266	1,920	1,706	3,626	35
id. de police	36	234	342	576	132	97	229	37	63	100	24	26	50	14	36	50	8	12	20	6	8	14	3	5	8	1	5	6	11	27	38	470	821	1,091	36
Banqueroute	37	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés : d'une peine correctionnelle	38	157	221	378	99	63	162	42	45	87	31	34	65	17	13	30	17	11	28	8	4	12	10	7	17	4	5	9	26	26	52	411	429	840	38
id. de police	39	10	53	63	10	14	24	3	10	13	—	6	6	1	2	3	1	1	2	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	88	114	39
Recel	40	213	309	522	125	102	227	37	99	136	24	46	50	14	40	54	15	20	35	12	17	29	6	13	19	6	11	17	22	62	84	474	719	1,193	40
Incendie frappé : d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
id. correctionnelle	42	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	3	3	42
Destructions et dommages frappés : d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
id. correctionnelle	44	3	32	35	4	15	19	—	9	9	1	9	10	—	7	7	—	—	—	—	2	2	—	2	2	—	1	1	—	5	5	8	82	90	44
id. de police	45	3	20	23	2	8	10	—	1	1	—	4	4	—	2	2	—	2	2	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	2	2	5	40	45	45
TOTAUX DU TABLEAU		1,740	2,635	4,375	1,182	902	2,084	434	708	1,142	333	398	731	171	317	488	163	204	367	88	149	237	88	124	212	40	115	155	245	473	718	4,484	6,025	10,509	
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		1,913	2,796	4,709	1,278	973	2,251	504	755	1,259	380	442	822	189	350	539	190	225	415	102	177	279	96	139	235	41	126	167	306	554	860	4,999	6,537	11,536	

XLIV (suite). — Récidivistes spécialistes et non spécialistes répartis d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	1er DEGRÉ. — 2 condamnations.			2e DEGRÉ. — 3 condamnations.			3e DEGRÉ. — 4 condamnations.			4e DEGRÉ. — 5 condamnations.		
		Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	2	37	39	1	11	12	1	8	9	—	4	4
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Faux en écritures	3	3	3	6	—	—	—	2	1	3	1	—	1
Faux témoignage et faux serment	4	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	—	3	3	—	—	—	—	1	1	—	2	2
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine. — correctionnelle	7	9	50	59	5	33	38	3	17	20	3	8	11
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine. — de police	8	1	54	55	2	14	16	—	5	5	1	5	6
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	1	9	10	1	8	9	—	2	2	—	1	1
Avortement	10	4	21	25	2	8	10	—	5	5	—	3	3
Exposition et délaissement d'enfants	11	—	5	5	1	3	4	—	1	1	—	1	1
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	20	20	1	7	8	—	3	3	—	5	5
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	—	9	9	—	3	3	—	—	—	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	20	10	69	79	7	31	38	—	10	10	—	5	5
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	2	1	3	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	26	22	48	16	5	21	7	10	17	5	—	5
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	85	101	186	66	23	89	24	16	40	11	7	18
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	—	6	6	1	5	6	—	2	2	—	1	1
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	5	42	47	6	12	18	2	10	12	—	1	1
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	154	114	268	79	29	108	50	27	77	17	12	29
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	247	133	380	139	32	171	58	25	83	32	9	41
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	142	92	234	65	18	83	17	10	27	8	3	11
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	3	6	9	—	1	1	1	—	1	—	—	—
Recel	40	63	90	153	40	30	70	9	24	33	10	14	24
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	—	6	6	—	4	4	—	1	1	—	2	2
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	—	18	18	1	7	8	—	3	3	—	2	2
TOTAUX DU TABLEAU		757	918	1,675	433	286	719	174	185	359	88	85	173
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		804	957	1,761	476	297	773	192	199	391	97	88	185

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	5e DEGRÉ. — 6 condamnations.			6e DEGRÉ. — 7 condamnations.			7e DEGRÉ. — 8 condamnations.			8e DEGRÉ. — 9 condamnations.			9e DEGRÉ. — 10 condamnations			10e DEGRÉ et au delà. — 11 condamnations et plus.			TOTAL.			Numéros de la nomenclature.
		Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	
1	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	2	4	66	70	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	2
Faux en écritures	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	4	11	3
Faux témoignage et faux serment	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	7	7	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine. — correctionnelle	—	4	4	—	4	4	—	2	2	—	1	1	—	2	2	—	2	2	20	123	143	7
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine. — de police	—	2	2	—	2	2	—	1	1	—	2	2	—	2	2	1	—	1	5	87	92	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	22	24	9
Avortement	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	38	44	10
Exposition et délaissement d'enfants	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	11	12	11
Destruction ou supposition d'état	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	—	3	3	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	41	42	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	12	18
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19
Adultère et bigamie	—	7	7	—	1	1	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	2	2	17	129	146	20
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	4	21
Meurtre frappé — id. correctionnelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	22
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	7	4	11	2	—	2	2	—	2	2	1	3	1	1	2	—	—	—	68	43	111	24
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	6	8	14	5	4	9	3	3	6	2	2	4	1	1	2	6	11	17	209	176	385	25
Duel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	27
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	3	3	1	20	21	28
Calomnies et injures frappées — id. de police	—	1	1	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	2	2	13	71	84	29
Violation de sépulture	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
Violation du secret professionnel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Violation du secret des lettres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	34
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	22	6	28	8	6	14	9	2	11	7	—	7	4	4	8	20	5	25	370	205	575	35
Vols et maraudages frappés — id. de police	24	4	28	15	4	19	10	3	13	4	2	6	5	1	6	20	3	23	554	216	770	36
Banqueroute	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	6	2	8	3	1	4	1	1	2	1	1	2	3	1	4	5	1	6	251	130	381	38
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	4	8	12	39
Recel	9	7	16	1	3	4	1	5	6	1	1	2	1	1	2	3	6	9	138	181	319	40
Incendie frappé — d'une peine criminelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
Incendie frappé — id. correctionnelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	15	44
Destructions et dommages frappés — id. de police	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	33	34	45
TOTAUX DU TABLEAU	75	54	129	34	33	67	26	25	51	17	13	30	15	14	29	55	40	95	1,674	1,653	3,327	
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES	83	61	144	37	37	74	27	26	53	23	14	37	18	15	33	69	44	113	1,826	1,738	3,564	

XLV. — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger par les condamnés PRIMAIRES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DÉTERMINÉ, DURANT LE MOIS DE																FAITS COMMIS		TOTAL.	Numéros de la nomenclature.	NATURE DES INFRACTIONS.
		Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Octobre à mars.	Avril à septembre.	à une époque inconnue ou indéterminée.	TOTAL	en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé.	à l'étranger.			
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20		21
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	3	11	13	42	28	35	26	24	39	13	11	7	—	—	227	479	15	1	495	1	Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	1	2	3	4	3	4	1	—	—	—	—	—	—	16	35	—	—	35	2	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.
Faux en écritures	3	9	2	9	5	9	7	3	7	7	12	9	8	—	—	52	133	—	—	133	3	Faux en écritures.
Faux témoignage et faux serment	4	1	2	3	1	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	10	—	—	10	4	Faux témoignage et faux serment.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	33	28	14	11	7	8	11	23	25	15	11	14	—	—	29	229	—	—	229	5	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	7	9	—	—	9	6	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés : d'une peine correctionnelle	7	111	77	72	51	28	47	58	122	92	85	158	101	—	—	23	1,025	—	—	1,025	7	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés : d'une peine correctionnelle.
id. de police	8	79	68	54	28	20	20	24	79	70	52	87	79	—	—	3	663	—	—	663	8	id. de police.
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	21	11	16	9	7	7	7	21	21	16	19	25	—	—	9	189	—	—	189	9	Crimes et délits contre la sécurité publique.
Avortement	10	12	8	10	12	11	8	7	12	8	5	11	3	—	—	58	165	—	—	165	10	Avortement.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	2	2	1	1	2	—	1	1	1	2	—	1	—	—	12	26	—	—	26	11	Exposition ou délaissement d'enfants.
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	Destruction ou supposition d'état.
Enlèvement de mineurs	13	1	2	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	1	8	—	—	8	13	Enlèvement de mineurs.
Attentats à la pudeur et viols frappés : d'une peine criminelle	14	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	4	—	—	4	14	Attentats à la pudeur et viols frappés : d'une peine criminelle
id. correctionnelle	15	4	5	7	3	12	14	6	12	3	4	5	10	—	—	35	120	—	—	120	15	id. correctionnelle.
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	2	—	3	3	—	—	2	1	1	2	2	5	—	—	59	80	—	—	80	17	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés : d'une peine correctionnelle	18	7	7	3	3	4	6	—	5	12	7	15	2	—	—	19	90	—	—	90	18	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés : d'une peine correctionnelle.
id. de police	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19	id. de police.
Adultère et bigamie	20	62	48	47	48	33	11	14	84	71	50	31	44	—	—	171	714	—	—	714	20	Adultère et bigamie.
Meurtre frappé : d'une peine criminelle	21	9	5	8	3	1	3	3	2	2	1	3	10	—	—	—	50	—	—	50	21	Meurtre frappé : d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	22	—	—	1	3	—	4	—	3	2	3	—	—	—	—	—	16	—	—	16	22	id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées : d'une peine criminelle	23	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	23	Lésions corporelles volontaires frappées : d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	24	46	49	61	55	66	62	58	152	114	74	118	81	—	—	45	981	1	—	982	24	id. correctionnelle.
id. de police	25	224	172	148	107	109	71	48	302	245	112	177	196	—	2	7	1,920	—	—	1,920	25	id. de police
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	Duel.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	1	3	2	—	10	1	—	3	3	—	22	1	—	—	3	49	—	—	49	27	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
Calomnies et injures frappées : d'une peine correctionnelle	28	3	3	3	2	5	1	2	10	3	6	16	10	—	—	7	71	—	—	71	28	Calomnies et injures frappées : d'une peine correctionnelle.
id. de police	29	36	24	25	13	15	5	8	26	34	16	15	30	—	—	5	252	—	—	252	29	id. de police
Violation de sépulture	30	—	—	—	1	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	5	30	Violation de sépulture.
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	2	31	Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé.
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	Violation du secret professionnel.
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33	Id. id. des lettres.
Vols et maraudages frappés : d'une peine criminelle	34	5	—	2	—	8	5	1	—	—	1	4	7	—	—	4	37	—	—	37	34	
id. correctionnelle	35	795	470	413	383	381	354	396	724	587	598	758	701	—	—	600	7,160	—	3	7,163	35	Vols et maraudages frappés : d'une peine criminelle. id. correctionnelle.
id. de police	36	480	274	239	161	167	203	405	776	402	269	464	477	—	—	66	4,383	—	—	4,383	36	id. de police.
Banqueroute	37	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	7	9	—	—	9	37	Banqueroute.
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés : d'une peine correctionnelle	38	266	299	278	155	148	132	130	186	252	222	204	267	—	—	496	3,035	—	—	3,035	38	Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés : d'une peine correctionnelle.
id. de police	39	73	70	45	19	8	7	4	13	15	31	51	66	—	—	14	416	—	—	416	39	id. de police.
Recel	40	313	236	158	97	91	62	50	102	81	188	449	247	—	—	377	2,451	—	—	2,451	40	Recel.
Incendie frappé : d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	
id. correctionnelle	42	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	42	Incendie frappé : d'une peine criminelle id. correctionnelle.
Destructions et dommages frappés : d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43	
id. correctionnelle	44	2	18	8	11	14	2	9	6	15	13	55	35	—	—	2	190	—	—	190	44	Destructions et dommages frappés : d'une peine criminelle id. correctionnelle.
id. de police	45	21	21	9	10	12	12	6	14	15	14	44	27	—	—	2	207	—	—	207	45	id. de police.
TOTAUX		2,623	1,916	1,655	1,243	1,203	1,092	1,283	2,718	2,122	1,811	2,739	2,456	—	2	2,360	25,223	16	4	25,243		TOTAUX

XLV (suite). — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger, par les condamnés RÉCIDIVISTES

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DÉTERMINÉ — DURANT LE MOIS DE: Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Octobre à mars.	Avril à septembre.	à une époque inconnue ou indéterminée.	TOTAL.	FAITS COMMIS: en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé.	à l'étranger.	TOTAL.	Numéros de la nomenclature.	NATURE DES INFRACTIONS.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20		21
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	6	6	10	31	15	16	11	15	12	9	8	5	—	—	124	268	8	—	276	1	Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	3	2	4	1	5	—	—	1	3	1	—	1	—	—	17	38	—	—	38	2	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.
Faux en écritures	3	3	3	4	15	5	6	9	16	3	5	4	4	—	—	46	122	—	—	122	3	Faux en écritures.
Faux témoignage et faux serment	4	—	1	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	4	—	—	4	4	Faux témoignage et faux serment.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	24	16	9	9	3	4	3	21	11	12	13	11	—	—	24	160	—	—	160	5	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	—	4	6	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés : d'une peine correctionnelle	7	136	76	80	95	67	71	112	137	157	105	174	115	—	—	4	1,329	—	—	1,329	7	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés : d'une peine correctionnelle.
frappés : id. de police	8	39	26	25	17	14	20	17	54	33	35	36	44	—	—	1	361	—	—	361	8	frappés : id. de police.
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	39	25	35	27	32	22	20	38	39	19	30	29	—	—	36	391	—	—	391	9	Crimes et délits contre la sécurité publique.
Avortement	10	5	4	—	9	1	1	2	6	2	5	3	2	—	—	15	55	—	—	55	10	Avortement.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	2	—	2	—	3	1	—	3	6	3	1	1	—	—	10	32	—	—	32	11	Exposition ou délaissement d'enfants.
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	Destruction ou supposition d'état.
Enlèvement de mineurs	13	—	—	1	—	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	1	6	—	—	6	13	Enlèvement de mineurs.
Attentats à la pudeur et viols : d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	7	—	—	7	14	Attentats à la pudeur et viols : d'une peine criminelle.
frappés : id. correctionnelle	15	1	4	2	5	7	6	9	11	5	2	6	1	—	—	25	84	—	—	84	15	frappés : id. correctionnelle.
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	9	2	5	2	—	2	1	—	1	1	1	2	—	—	36	62	—	—	62	17	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés : d'une peine correctionnelle	18	8	1	2	5	2	3	2	7	7	2	5	2	—	—	21	67	—	—	67	18	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés : d'une peine correctionnelle.
mœurs frappés : id. de police	19	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	19	mœurs frappés : id. de police.
Adultère et bigamie	20	48	36	63	30	36	7	15	69	58	41	13	41	—	—	100	557	—	—	557	20	Adultère et bigamie
Meurtre frappé : d'une peine criminelle	21	4	5	6	3	7	3	—	2	—	2	6	2	—	—	—	40	—	1	41	21	Meurtre frappé : d'une peine criminelle.
Meurtre frappé : id. correctionnelle	22	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	22	Meurtre frappé : id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées : d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	23	Lésions corporelles volontaires frappées : d'une peine criminelle.
Lésions corporelles volontaires frappées : id. correctionnelle	24	69	37	48	52	69	68	60	143	136	85	110	68	—	—	22	967	—	—	967	24	Lésions corporelles volontaires frappées : id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées : id. de police	25	120	114	120	82	96	40	28	197	178	76	101	144	—	—	6	1,302	—	—	1,302	25	Lésions corporelles volontaires frappées : id. de police.
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	Duel.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	1	2	4	—	4	1	2	3	5	—	10	1	—	—	2	35	—	—	35	27	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
Calomnies et injures frappées : d'une peine correctionnelle	28	3	1	1	3	4	4	4	8	9	8	12	6	—	—	4	67	—	—	67	28	Calomnies et injures frappées : d'une peine correctionnelle.
Calomnies et injures frappées : id. de police	29	25	11	11	20	6	6	4	18	17	8	19	15	—	—	2	162	—	—	162	29	Calomnies et injures frappées : id. de police.
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	30	Violation de sépulture.
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31	Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé.
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	Violation du secret professionnel.
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33	Id. id. des lettres.
Vols et maraudages frappés : d'une peine criminelle	34	1	5	—	7	15	3	2	4	4	2	5	6	—	—	—	54	—	—	54	34	Vols et maraudages frappés : d'une peine criminelle.
Vols et maraudages frappés : id. correctionnelle	35	608	415	399	435	399	397	324	516	424	432	537	528	—	—	402	5,816	—	—	5,816	35	Vols et maraudages frappés : id. correctionnelle.
Vols et maraudages frappés : id. de police	36	234	156	124	100	103	130	243	407	234	128	200	181	—	—	16	2,256	—	—	2,256	36	Vols et maraudages frappés : id. de police.
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	—	4	37	Banqueroute
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés : d'une peine correctionnelle	38	225	167	161	124	70	85	87	113	102	115	138	178	1	—	363	1,929	—	—	1,929	38	Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés : d'une peine correctionnelle.
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés : id. de police	39	23	29	34	12	5	1	2	3	2	14	14	18	—	—	16	173	—	—	173	39	Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés : id. de police.
Recel	40	209	150	134	104	81	79	43	82	71	116	327	184	1	—	304	1,885	—	—	1,885	40	Recel
Incendie frappé : d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	Incendie frappé : d'une peine criminelle.
Incendie frappé : id. correctionnelle	42	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	4	—	—	4	42	Incendie frappé : id. correctionnelle.
Destructions et dommages frappés : d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43	Destructions et dommages frappés : d'une peine criminelle.
Destructions et dommages frappés : id. correctionnelle	44	12	31	5	1	6	7	7	20	13	13	30	86	—	—	3	234	—	—	234	44	Destructions et dommages frappés : id. correctionnelle.
Destructions et dommages frappés : id. de police	45	14	7	12	8	13	6	—	7	15	8	16	12	—	—	3	121	—	—	121	45	Destructions et dommages frappés : id. de police.
TOTAUX		1,876	1,332	1,302	1,197	1,056	990	1,008	1,904	1,548	1,250	1,821	1,688	2	—	1,619	18,603	8	1	18,612		TOTAUX

XLV (suite). — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger par les condamnés PRIMAIRES et RÉCIDIVISTES réunis.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DÉTERMINÉ — DURANT LE MOIS DE															FAITS COMMIS		TOTAL.	Numéros de la nomenclature.	NATURE DES INFRACTIONS.
		Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Octobre à mars.	Avril à septembre.	à une époque inconnue ou indéterminée.	TOTAL	en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé.	à l'étranger.			
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20		21
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	9	17	23	73	43	51	37	39	51	22	19	12	—	—	351	747	23	1	771	1	Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	4	3	6	4	9	3	4	2	3	1	—	1	—	—	33	73	—	—	73	2	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.
Faux en écritures	3	15	5	13	18	12	13	19	23	19	17	13	12	—	—	98	261	—	—	261	3	Faux en écritures.
Faux témoignage et faux serment	4	1	3	4	2	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	14	—	—	14	4	Faux témoignage et faux serment.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	57	44	23	20	10	12	14	44	36	27	24	25	—	—	53	389	—	—	389	5	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	11	13	—	—	13	6	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	247	153	152	146	95	118	170	259	249	190	332	216	—	—	27	2,354	—	—	2,354	7	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.
id. de police	8	118	94	79	45	31	40	41	133	103	87	123	123	—	—	4	1,024	—	—	1,024	8	id. de police.
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	60	36	51	36	39	29	27	59	60	35	49	54	—	—	45	580	—	—	580	9	Crimes et délits contre la sécurité publique.
Avortement	10	17	12	10	21	12	9	9	18	10	10	14	5	—	—	73	220	—	—	220	10	Avortement.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	4	2	3	1	5	1	1	4	7	5	1	2	—	—	22	58	—	—	58	11	Exposition ou délaissement d'enfants.
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	Destruction ou supposition d'état.
Enlèvement de mineurs	13	1	2	1	—	1	1	—	3	1	1	1	—	—	—	2	14	—	—	14	13	Enlèvement de mineurs.
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	11	—	—	11	14	Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	15	5	9	9	8	19	20	15	23	8	6	11	11	—	—	60	204	—	—	204	15	id. correctionnelle.
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	11	2	8	5	—	2	3	1	2	3	3	7	—	—	95	142	—	—	142	17	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	15	8	5	8	6	9	2	12	19	9	20	4	—	—	40	157	—	—	157	18	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.
id. de police	19	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	19	id. de police.
Adultère et bigamie	20	110	84	110	78	69	18	29	153	129	91	44	85	—	—	271	1,271	—	—	1,271	20	Adultère et bigamie.
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	13	10	14	6	8	6	3	4	2	3	9	12	—	—	—	90	—	1	91	21	Meurtre frappé — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	22	1	—	1	3	—	5	1	3	2	3	—	—	—	—	—	19	—	—	19	22	id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	2	23	Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	24	115	86	109	107	135	130	118	295	250	159	228	149	—	—	67	1,948	1	—	1,949	24	id. correctionnelle.
id. de police	25	344	286	268	189	205	111	76	499	423	188	278	340	—	2	13	3,222	—	—	3,222	25	id. de police.
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	Duel.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	2	5	6	—	14	2	2	6	8	—	32	2	—	—	5	84	—	—	84	27	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	6	4	4	5	9	5	6	18	12	14	28	16	—	—	11	138	—	—	138	28	Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.
id. de police	29	61	35	36	33	21	11	12	44	51	24	34	45	—	—	7	414	—	—	414	29	id. de police.
Violation de sépulture	30	—	—	—	1	—	—	—	5	1	—	—	—	—	—	—	7	—	—	7	30	Violation de sépulture.
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	2	31	Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé.
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	Violation du secret professionnel.
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33	Id. id. des lettres.
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	6	5	2	7	23	8	3	4	4	3	9	13	—	—	4	91	—	—	91	34	Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	35	1,403	885	812	818	780	751	720	1,240	1,011	1,030	1,295	1,220	—	—	1,002	12,976	—	3	12,979	35	id. correctionnelle.
id. de police	36	714	430	363	261	270	333	648	1,183	636	397	664	658	—	—	82	6,639	—	—	6,639	36	id. de police.
Banqueroute	37	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	11	13	—	—	13	37	Banqueroute.
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	491	466	439	279	218	217	217	299	354	337	342	445	1	—	859	4,964	—	—	4,964	38	Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.
id. de police	39	96	99	79	31	13	8	6	16	17	45	65	84	—	—	30	589	—	—	589	39	id. de police.
Recel	40	522	386	292	201	172	141	93	184	152	304	776	431	1	—	681	4,336	—	—	4,336	40	Recel.
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	Incendie frappé — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	42	—	—	—	3	1	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	7	—	—	7	42	id. correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43	Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	44	14	49	13	12	20	9	16	26	28	26	85	121	—	—	5	424	—	—	424	44	id. correctionnelle.
id. de police	45	35	28	21	18	25	18	6	21	30	22	60	39	—	—	5	328	—	—	328	45	id. de police.
TOTAUX		4,499	3,248	2,957	2,440	2,269	2,082	2,291	4,622	3,670	3,061	4,560	4,144	2	2	3,979	43,826	24	5	43,855		TOTAUX.

XLVI. — Contraventions aux articles 1, 2, 3 de la loi sur l'ivresse publique jugées en 1919, réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises.

CATÉGORIES de contraventions.	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												Faits commis à une époque inconnue ou indéterminée.	Totaux.
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet	Août.	Septembre.	Octobre.	Novembre.	Décembre.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1re catégorie : Faits d'ivresse connexes à un délit.	5	5	11	7	10	8	5	54	48	33	19	10	—	215
2me catégorie : Faits d'ivresse commis isolément	48	41	80	133	116	119	57	261	267	238	129	62	—	1,551
Total pour les deux catégories	53	46	91	140	126	127	62	315	315	271	148	72	—	1,766

XLVII. — Table de décompte. — Relevé (par groupes d'importance numérique) des *condamnations individuelles* dont le décompte (1) a permis d'établir la statistique des individus *condamnés* pendant l'année 1919.

NATURE des INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	NOMBRE DES deuxièmes condamnations.		troisièmes condamnations.		quatrièmes condamnations.		cinquièmes condamnations.		sixièmes condamnations.		septièmes condamnations.		huitièmes condamnations.		NOMBRE TOTAL des condamnations.	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	6	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	5
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc. . .	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Faux en écritures	3	9	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	1
id. témoignage et faux serment . . .	4	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	7	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	3
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine . . { correctionnelle.	7	69	2	10	2	3	2	2	—	—	—	—	—	—	—	84	6
{ de police . . .	8	21	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21	8
Crimes et délits contre la sécurité publique.	9	44	—	5	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	49	—
Avortement	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants . .	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et { criminelle . .	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
viols frappés d'une peine { correctionnelle.	15	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1
Prostitution ou corruption de la jeunesse.	17	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une { correctionnelle.	18	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1
peine . . . . . { de police . . .	19	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Adultère et bigamie	20	26	6	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	28	6
Meurtre frappé d'une { criminelle . .	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peine . . . . . { correctionnelle.	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées d'une { criminelle . .	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
{ correctionnelle.	24	62	6	6	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	69	7
peine . . . . . { de police . . .	25	76	32	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	79	32
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Calomnies et injures frappées d'une peine. . . . { correctionnelle.	28	3	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2
{ de police . . .	29	10	6	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	8
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés d'une peine . . . . { criminelle. . .	34	4	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—
{ correctionnelle.	35	504	62	102	3	20	1	4	1	—	1	1	—	—	—	691	68
{ de police . . .	36	164	122	18	13	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	185	137
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine . . . . { correctionnelle.	38	148	63	24	6	4	—	1	—	—	—	—	—	—	—	177	69
{ de police . . .	39	13	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	1
Recel	40	142	34	21	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	167	37
Incendie frappé d'une { criminelle . .	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peine . . . . . { correctionnelle.	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés d'une peine { criminelle. . .	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
{ correctionnelle.	44	13	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	1
{ de police . . .	45	7	6	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	6
Totaux. . .		1,393	368	200	30	37	5	7	1	1	1	1	—	—	—	1,639	405

(1) Voir page 172 paragraphe : « Rédaction des tableaux » alin. 1 et 2.

STATISTIQUE

DE LA

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

Année judiciaire 1918-1919 (1)

---

(1) L'année judiciaire, sous le rapport statistique, commence le 1er août et finit le 31 juillet suivant.

STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

Rédaction des tableaux. — La statistique de la justice civile et commerciale est dressée à l'aide de tableaux envoyés au Département de la Justice à la fin de chaque année judiciaire par le greffier des tribunaux. Ces fonctionnaires puisent les éléments de ces tableaux dans les registres statistiques divisés en colonnes correspondant aux catégories de renseignements qui doivent figurer aux tableaux.

Dans les greffes civils de première instance, le registre des jugements est rempli d'après des bulletins statistiques que les magistrats sont invités à transmettre au greffier dès que le jugement est rédigé. Ces bulletins renferment toutes les données qui doivent être transcrites dans ce registre.

La statistique des divorces et celles des faillites sont faites à l'aide de listes nominatives.

La statistique civile et commerciale est dressée par année judiciaire. L'année judiciaire commence le 1er août et finit le 31 juillet suivant.

Dans les tableaux suivants, les chiffres qui concernent les actes notariés (tableau XLVIII) et ceux qui concernent les actes de sociétés (tableau LX) sont les seuls qui se rapportent à l'année civile.

1° JUSTICE DE PAIX

COMPÉTENCE

Les arrondissements judiciaires du royaume sont divisés en 227 cantons de justice de paix. Le ressort de la cour d'appel de Bruxelles en comprend 88, celui de Gand 65, celui de Liége 74.

Dans chaque canton, il y a un juge de paix assisté d'un greffier. Auprès de chaque juge de paix, il est nommé des suppléants.

Une place de greffier-adjoint peut être créée par le Roi dans les justices de paix ou par suite de l'importance du service, un commis greffier doit faire habituellement les fonctions de greffier.

Les greffiers peuvent avoir des commis, qui prêtent serment devant le juge de paix.

Le Roi peut, si les besoins du service le permettent, charger un juge de paix de desservir un canton contigu. Le juge reçoit, dans ce cas, le traitement attribué aux juges de paix des cantons ayant une population égale à la population des deux cantons réunis.

En matière civile, les juges de paix ont à remplir une double mission; ils agissent : 1° comme juges; 2° comme officiers publics.

Les résultats de leur activité, tant en matière contentieuse qu'en matière gracieuse, sont consignés dans le tableau XLVIII.

Les juges de paix remplissaient une troisième mission : celle de conciliateurs. Une loi du 12 août 1911 a supprimé le préliminaire de conciliation.

Juridiction contentieuse.

Une loi du 12 août 1911 (publiée au *Moniteur* du 13 septembre 1911) a étendu la compétence du juge de paix. Cette compétence est actuellement déterminée comme suit :

Les juges de paix connaissent de toutes les actions civiles, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 100 francs et en premier ressort, jusqu'à la valeur de 600 francs. Ils connaissent des demandes en pension alimentaire n'excédant pas, en totalité, 600 francs par an, fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil, et, dans les mêmes limites, des demandes en pension alimentaire fondées sur les articles 212 et 214 du Code civil, si ces demandes ne sont pas connexes à une instance en séparation de corps ou à une instance en divorce. (Ils statuent en premier ou en dernier ressort, suivant que le montant de la demande, déterminée conformément à l'article 27 de la loi du 25 mars 1876, dépasse ou ne dépasse pas 100 fr.) Ils connaissent, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 100 francs, et en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, de certaines actions énumérées à l'article 3 de la loi du 25 mars 1876 (modifié par l'article 3 de la loi précitée du 12 août 1911), et de quelques autres qui y ont été ajoutées par les lois du 7 octobre 1886 (Code rural, art. 8 et 21), du 14 août 1887 (art. 19), du 21 décembre 1896.

Le juge de paix du canton où un accident du travail s'est produit est seul compétent pour connaître des actions relatives aux indemnités dues aux ouvriers ou à leurs ayants droit, ..., ainsi que des demandes en revision de ces indemnités; il statue, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 300 francs, et, en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever. (Loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, art. 26.)

La loi du 9 août 1887 a réglé la procédure en expulsion de locataires de maisons ou appartements d'un faible loyer. Lorsque le montant du loyer de maisons ou appartements n'excède pas 150 francs par an dans les communes de moins de 5,000 habitants, et 300 francs dans les autres communes, le juge de paix statue sur les demandes en expulsion de locataires par une ordonnance mise au bas de l'exploit original de citation.

Selon l'article 16 de la loi du 30 avril 1919 « sur les loyers » et l'article 10 de la loi du 25 août 1919 « en vue de prévenir la hausse exagérée des loyers et d'empêcher que les locataires soient contraints, sans motifs graves, à déménager » les juges de paix connaissent en dernier ressort jusqu'à la valeur de 2,500 francs et en premier ressort à quelque valeur que la demande s'élève de toutes les contestations auxquelles donnerait lieu l'application de ces lois. Ils connaissent de même des litiges basés sur l'article 1722 du Code civil, lorsque ces litiges sont connexes à une contestation née de l'application de ces lois. (1)

Juridiction gracieuse.

Les juges de paix sont aussi chargés de convoquer les conseils de famille, de procéder à l'apposition et à la levée des scellés, d'assister à la vente et au partage des biens de mineurs, de recevoir les actes d'adoption et d'émancipation, de délivrer des actes de notoriété, de constater l'accord des parties relativement aux indemnités à allouer en matière d'accidents du travail, etc.

Notariat.

Le notariat est encore régi par la loi du 25 ventôse an XI (16 mars 1803).

Le nombre des notaires, leur placement et résidence sont déterminés par le gouvernement de manière que : 1° dans les villes de 100,000 habitants et au-dessus, il y ait un notaire au plus par 6,000 habitants; 2° dans les autres villes, bourgs ou villages, il y ait deux notaires au moins ou cinq au plus par canton de justice de paix. Parfois, en raison de lois spéciales ou en conséquence de remaniements de circonscriptions cantonales, le nombre des notaires est plus élevé que ne le comporte l'application de l'article 31 de la loi du 25 ventôse an XI.

Dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, le nombre des notaires est de 488, dans celui de Gand, de 335, et dans celui de Liége, de 308; soit pour les 227 cantons de justice de paix, un total de 1,131 notaires.

(1) Un arrêté royal du 10 décembre 1918, pris en vertu de l'article 1er de la loi du 4 août 1914, avait décrété que jusqu'à l'entrée en vigueur d'une loi sur les loyers, il serait sursis au jugement :

1° Des actions en paiement des loyers afférents à la jouissance d'immeubles pendant la période écoulée du 4 août 1914 au jour de la cessation du temps de guerre;

2° De toute demande fondée sur le défaut de paiement des dits loyers, sur l'expiration du bail ou sur un congé donné au preneur.

JUSTICE DE PAIX

XLVIII. — Etat, par canton, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1918-1919. — *Actes notariés. (Année 1919.)*

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable ou restées sans suite connue.	SUR CITATION — par jugement — contradictoire.	SUR CITATION — par jugement — par défaut.	SUR CITATION — par jugement — d'incompétence.	SUR CITATION — Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable ou restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — de la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — excédant la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable ou restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE. — Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES — d'adoption	ACTES — d'émancipation.	ACTES — de notoriété.	Partages et liquidations.	Déclarations d'accidents du travail.	Accords en matière d'accidents du travail.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	ACTES NOTARIÉS. — Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Bruxelles 1er canton	92	268	118	2	480	148	11	—	159	240	399	11	163	16	4	—	8	152	6	87	2	143		
Id. 2e id.	121	304	114	3	542	172	1	—	173	293	422	—	206	88	24	—	10	206	10	243	11	210	25,870	22,294,671 81
Id. 3e id.	37	470	184	—	691	380	17	—	397	417	671	24	241	54	31	1	12	142	11	433	15	96		
Anderlecht	91	494	86	1	672	257	40	—	297	348	621	27	374	13	28	—	11	101	18	430	19	325	2,528	634,311 30
Assche	14	43	22	1	80	381	—	—	381	395	66	19	220	29	46	—	11	170	27	26	3	195	2,794	293,506 74
Hal	—	127	6	—	133	247	30	—	277	247	163	29	251	6	49	—	3	160	19	192	27	179	2,366	498,718 02
Ixelles 1er canton	47	317	70	5	439	201	9	—	210	248	401	55	292	54	22	1	15	278	10	138	9	204		
Id. 2e id.	85	308	89	6	488	170	8	—	178	255	411	22	289	72	19	1	22	227	12	116	4	308	4,961	1,630,302 79
Laeken	129	420	101	—	650	788	9	—	797	917	530	75	288	17	19	—	9	258	5	193	8	294	3,043	1,049,968 90
Lennick-Saint-Quentin	11	140	7	—	158	1,066	2	—	1,068	1,077	149	50	174	20	36	—	4	169	32	33	3	90	2,829	358,522 47
Molenbeek-Saint-Jean	37	274	29	2	342	468	—	—	468	505	305	33	373	17	6	—	15	346	6	998	14	513	1,866	549,474 49
Saint-Gilles	211	880	335	—	1,426	—	—	2	2	211	1,217	44	262	41	14	—	27	204	5	14	8	195	2,927	1,124,742 90
Saint-Josse-ten-Noode	91	593	83	3	770	872	3	—	875	963	682	22	356	43	26	1	26	355	15	77	24	187	5,133	1,427,340 23
Schaerbeek 1er canton	49	936	92	26	1,103	358	4	—	362	407	1,058	14	112	45	17	—	24	249	12	99	6	64		
Id. 2e id.	74	447	89	7	617	385	15	—	400	459	558	32	247	39	20	4	11	280	9	516	3	161	4,790	2,648,740 02
Uccle	213	570	82	3	868	250	21	—	271	463	676	42	406	26	26	1	20	218	14	296	19	321	2,112	503,547 60
Vilvorde	22	25	2	—	49	189	24	—	213	211	51	19	222	4	29	2	22	184	17	270	12	198	2,542	423,109 28
Wolverthem	16	23	5	2	46	52	2	—	54	68	32	5	163	1	12	—	3	133	17	62	2	241	1,689	354,504 97
TOTAUX	1,340	6,639	1,514	61	9,554	6,384	196	2	6,582	7,724	8,412	523	4,639	585	428	11	253	3,832	245	4,223	189	3,924	65,450	33,791,461 52
Louvain 1er canton	21	156	12	—	189	242	36	—	278	263	204	19	206	3	50	—	4	102	26	262	10	296		
Id. 2e id.	58	166	37	1	262	350	6	—	356	408	210	10	348	5	48	—	5	336	13	49	3	232	9,555	1,722,221 94
Aerschot	15	8	—	—	23	58	—	—	58	73	8	3	144	—	11	2	1	125	9	15	2	106	1,896	236,684 06
Diest	8	24	3	1	36	152	—	—	152	160	28	6	157	5	18	—	3	201	9	22	—	125	1,710	334,431 74
Glabbeek	9	5	1	—	15	163	—	—	163	172	6	6	87	7	10	—	2	40	5	12	2	58	842	130,148 55
Haecht	—	23	4	—	27	210	—	—	210	210	27	7	129	2	50	—	9	115	8	5	—	221	1,510	158,091 02
Léau	13	18	3	—	34	229	—	—	229	242	21	10	37	—	7	—	5	30	5	14	—	28	680	102,749 31
Tirlemont	44	34	11	—	89	753	9	—	762	797	54	13	192	11	51	—	7	202	—	287	3	136	3,260	806,899 60
TOTAUX	168	434	71	2	675	2,157	51	—	2,208	2,325	558	74	1,300	33	254	2	36	1,151	75	666	20	1,202	19,453	3,491,227 12
Nivelles	10	130	16	—	156	901	102	—	1,003	911	248	28	361	35	65	2	11	329	19	318	12	926	4,365	676,214 91
Genappe	8	21	7	1	37	189	9	—	198	197	38	6	185	17	38	—	10	208	19	118	—	384	1,989	295,698 06
Jodoigne	18	56	15	1	90	276	6	—	282	294	78	22	165	1	40	—	7	129	29	71	—	126	3,252	445,361 98
Perwez	5	15	6	—	26	228	2	—	230	233	23	8	102	1	27	—	8	165	11	60	3	277	1,545	183,047 61
Wavre	28	45	11	—	84	516	10	—	526	544	66	14	266	3	83	1	10	240	11	113	10	223	3,674	618,175 63
TOTAUX	69	267	55	2	393	2,110	129	—	2,239	2,179	453	78	1,079	57	253	3	46	1,071	89	680	25	1,936	14,825	2,218,498 19

XLVIII (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1918-1919. — *Actes notariés. (Année 1919.)*

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable ou restées sans suite connue.	SUR CITATION — par jugement — contradictoire.	SUR CITATION — par jugement — par défaut.	SUR CITATION — par jugement — d'incompétence.	SUR CITATION — Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable ou restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — de la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — excédant la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable ou restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE. — Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES — d'adoption	ACTES — d'émancipation.	ACTES — de notoriété.	Partages et liquidations.	Déclarations d'accidents du travail.	Accords en matière d'accidents du travail.	Actes reçus *pro Deo.*	ACTES NOTARIÉS — Nombre.	ACTES NOTARIÉS — Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Anvers 1er canton	89	234	82	2	407	187	24	—	211	276	342	20	376	11	16	—	8	252	5	168	5	463		
Id. 2e id.	70	149	116	—	335	405	26	—	431	475	291	56	245	58	33	—	10	204	15	381	12	142	24,737	13,140,122 53
Id. 3e id.	69	306	106	3	484	407	63	—	470	476	478	22	314	9	22	—	18	192	7	444	20	343		
Id. 4e id.	65	146	83	—	294	56	80	—	136	121	309	26	244	2	9	—	1	80	1	1,084	40	289		
Berchem	5	156	43	2	206	252	7	—	259	257	208	11	191	8	—	—	2	162	—	185	4	266	1,673	466,724 06
Boom	41	32	11	1	85	473	21	—	494	514	65	6	256	1	20	—	24	108	2	202	12	212	1,602	240,503 69
Borgerhout	26	194	63	2	285	298	6	—	304	324	265	9	363	2	13	—	5	227	11	593	21	289	3,816	1,099,224 02
Brecht	—	9	—	—	9	16	—	—	16	16	9	2	132	1	—	—	1	68	—	30	5	72	1,493	242,625 43
Contich	2	23	3	—	28	230	—	—	230	232	26	2	93	2	16	—	8	96	5	26	—	42	699	132,342 53
Eeckeren	13	28	11	—	52	184	7	—	191	197	46	2	175	3	39	—	12	170	2	57	4	126	2,140	385,905 66
Santhoven	18	8	3	—	29	102	3	—	105	120	14	1	103	1	32	—	6	70	5	14	1	137	1,687	235,657 52
TOTAUX	398	1,285	521	10	2,214	2,610	237	—	2,847	3,008	2,053	157	2,492	98	200	—	95	1,638	53	3,184	124	2,381	37,847	15,943,105 44
Malines (Nord)	7	129	7	—	143	—	5	—	5	7	141	—	100	—	26	—	4	111	12	89	3	74		
Id. (Sud)	44	159	19	—	222	333	13	—	346	377	191	21	229	2	9	—	5	264	4	239	8	382	6,529	1,319,513 38
Duffel	3	15	3	—	21	295	—	—	295	298	18	2	111	2	11	—	1	85	3	44	11	83	731	117,914 79
Heyst-op-den-Berg	13	15	4	—	32	35	—	—	35	48	19	2	106	5	21	—	—	119	4	11	1	71	1,663	276,423 03
Lierre	—	34	2	5	41	213	—	—	213	213	41	4	126	—	27	—	6	79	4	5	—	159	2,007	509,924 25
Puers	4	15	—	—	19	—	1	—	1	4	16	9	112	—	10	—	2	94	2	21	1	77	1,638	136 325 41
TOTAUX	71	367	35	5	478	876	19	—	895	947	426	38	784	9	104	—	18	752	29	409	24	846	12,568	2,360,100 86
Turnhout	9	29	3	—	41	149	10	—	159	158	42	3	125	1	41	—	16	266	16	62	1	107	1,593	437,217 31
Arendonck	4	18	—	—	22	95	—	—	95	99	18	4	67	2	11	—	—	145	5	13	—	190	941	152,156 71
Herenthals	13	39	4	—	56	200	5	—	205	213	48	13	148	3	36	—	6	150	26	18	—	88	2,043	264,994 28
Hoogstraeten	—	3	—	—	3	76	1	—	77	76	4	3	69	1	15	—	9	161	1	10	—	38	992	156,895 48
Moll	30	29	1	—	60	264	1	—	265	294	31	10	167	—	47	—	2	190	25	31	1	278	2,525	328,404 59
Westerloo	3	27	—	—	30	39	—	—	39	42	27	13	136	4	24	—	10	126	21	—	—	44	1,350	201,787 13
TOTAUX	59	145	8	—	212	823	17	—	840	882	170	46	712	11	174	—	43	1,038	94	134	2	745	9,444	1,541,455 80
Mons	54	452	200	—	706	2,551	25	—	2,576	2,605	677	11	413	23	44	—	24	150	10	1,472	32	498	4,727	1,065,530 16
Boussu	24	110	46	2	182	671	18	—	689	695	176	25	426	17	39	—	2	275	15	176	15	576	2,494	300,638 11
Chièvres	—	15	1	1	17	232	3	—	235	232	20	9	63	11	6	—	3	126	2	37	1	146	1,266	169,239 66
Dour	21	58	20	1	100	303	2	—	305	324	81	19	214	24	21	—	—	197	19	53	4	384	2,227	188,786 29
Enghien	14	9	3	—	26	55	—	—	55	69	12	3	68	5	16	—	4	106	4	31	3	50	1,654	363,990 91
La Louvière	12	141	30	—	183	2,454	24	—	2,478	2,466	195	10	90	5	9	—	3	114	11	571	27	193	2,330	403,734 39
Lens	11	20	5	3	39	300	6	—	306	311	34	13	92	5	24	2	3	57	9	57	3	106	1,618	196,130 85
Pâturages	10	98	41	—	149	514	—	—	514	524	139	15	257	16	23	—	2	204	3	121	5	426	2,899	303,008 72
Rœulx	7	21	5	1	34	146	6	—	152	153	33	4	154	11	16	—	2	101	6	65	3	218	1,149	226,146 34
Soignies	5	37	9	—	51	1,170	18	—	1,188	1,175	64	17	147	4	40	—	3	162	7	270	18	127	2,228	468,378 28
TOTAUX	158	961	360	8	1,487	8,396	102	—	8,498	8,554	1,431	126	1,924	121	238	2	46	1,492	86	2,853	111	2,814	22,591	3,685,583 71

XLVIII (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1918-1919. — *Actes notariés. (Année 1919.)*

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES											2° JURIDICTION GRACIEUSE.											ACTES NOTARIÉS.	
	SUR CITATION					SUR COMPARUTION VOLONTAIRE				NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES		Jugements rendus avant de statuer au fond.				ACTES								
	à l'amiable ou restées sans suite connue.	par jugement			Nombre des affaires sur citation.	à l'amiable ou restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.)		Nombre des affaires sur comparution volontaire.	à l'amiable ou restées sans suite connue.	par jugement.		Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	d'adoption	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations.	Déclarations d'accidents du travail.	Accords en matière d'accidents du travail.	Actes reçus *pro Deo.*	Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
		contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.			de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du juge de paix.																
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Charleroi (Nord)	49	325	49	1	424	1,032	19	—	1,051	1,081	394	32	454	27	26	1	8	162	8	421	10	433	7,247	1,524,536 68
Id. (Sud)	31	289	102	—	422	473	41	—	514	504	432	12	337	19	15	1	8	269	4	610	41	259		
Beaumont	3	12	2	—	17	110	—	—	110	113	14	4	77	1	7	—	8	57	4	9	—	105	1,840	269,741 21
Binche	—	162	41	—	193	577	44	—	621	577	237	20	179	8	36	—	8	160	16	589	21	440	3,453	560,460 94
Châtelet	23	91	54	—	168	2,179	28	—	2,207	2,202	173	32	373	25	52	—	35	194	4	201	16	564	3,001	338,395 98
Chimay	3	6	5	—	14	101	2	—	103	104	13	2	70	9	10	—	—	—	2	32	—	29	1,390	284,625 45
Fontaine-l'Évêque	28	142	42	1	213	713	18	—	731	741	203	39	379	5	41	—	3	72	13	233	7	357	1,914	230,177 14
Gosselies	60	50	15	1	126	557	20	—	577	617	86	33	377	7	46	—	1	37	4	122	32	290	2,738	296,916 58
Jumet	20	156	33	3	212	1,601	24	—	1,625	1,621	216	35	203	7	6	—	3	119	—	228	9	205	2,682	417,816 18
Marchienne-au-Pont	16	68	20	—	104	881	60	—	941	897	148	19	250	7	15	—	7	132	9	404	28	225	1,509	298,761 41
Merbes-le-Château	—	15	1	—	16	225	4	—	229	225	20	5	96	6	6	—	2	96	5	67	1	82	1,421	170,005 16
Seneffe	26	42	7	—	75	1,012	—	—	1,012	1,038	49	7	179	8	—	—	3	274	—	923	12	397	2,426	311,592 46
Thuin	—	35	10	—	45	216	—	—	216	216	45	3	109	8	21	1	1	181	8	127	5	—	1,997	315,174 05
TOTAUX	259	1,383	381	6	2,029	9,677	260	—	9,937	9,936	2,030	243	3,083	137	281	3	87	1,744	77	3,966	182	3,386	31,618	5,048,203 24
Tournai	6	273	11	—	290	—	36	—	36	6	320	19	164	16	20	—	5	378	13	254	11	152	4,566	944,193 25
Antoing	—	20	2	—	22	759	15	—	774	759	37	8	172	10	11	—	1	118	11	83	23	135	1,432	116,244 56
Ath	28	23	2	—	53	328	3	—	331	356	28	4	87	10	10	1	11	109	13	183	—	161	1,544	256,148 22
Celles	1	15	—	1	17	—	1	—	1	1	17	—	69	8	11	1	2	124	—	38	—	163	983	90,741 57
Flobecq	—	17	2	1	20	277	2	—	279	277	22	6	45	7	22	—	7	103	19	24	—	127	1,512	219,441 11
Frasnes	2	14	1	—	17	20	1	—	21	22	16	4	53	3	14	—	7	2	1	17	—	41	1,600	267,411 60
Lessines	3	22	5	—	30	302	36	—	338	305	63	18	112	11	19	—	22	169	18	107	36	71	2,137	388,681 63
Leuze	3	9	3	1	16	133	12	—	145	136	25	1	125	9	14	—	5	138	5	68	6	236	1,517	159,370 42
Péruwelz	—	20	6	—	35	426	6	—	432	426	41	8	92	14	8	—	3	180	6	72	1	154	2,400	256,710 86
Quevaucamps	13	13	—	—	26	226	8	—	234	239	21	10	77	7	18	—	8	167	7	70	3	232	1,151	143,334 12
Templeuve	—	5	1	—	6	158	4	—	162	158	10	—	84	2	6	—	5	128	3	52	3	183	1,285	138,178 64
TOTAUX	56	440	33	3	532	2,629	124	—	2,753	2,685	600	78	1,080	97	153	2	76	1,616	96	968	86	1,655	20,127	3,010,455 38
Gand 1er canton	15	48	11	1	75	678	23	—	701	693	83	21	233	21	12	—	12	184	17	232	17	156		
Id. 2e id.	41	79	21	8	149	631	19	—	650	672	127	12	229	29	32	1	9	279	21	142	14	381	9,058	1,332,067 01
Id. 3e id.	4	10	6	—	29	435	26	—	461	439	51	10	324	6	10	1	7	127	5	131	15	419		
Assenede	1	5	—	—	6	179	6	—	185	180	11	1	96	1	9	—	5	—	5	22	—	84	958	126,652 04
Caprycke	1	6	—	—	7	102	2	—	104	103	8	4	72	2	5	—	4	3	6	33	3	40	760	177,089 80
Cruyshautem	12	22	6	—	40	164	1	—	165	176	29	4	37	4	15	—	8	—	5	22	—	77	695	95,587 00
Deynze	2	21	8	1	32	82	13	—	95	84	43	6	143	—	17	—	10	17	4	17	4	107	974	174,079 20
Eecloo	4	15	2	—	21	232	2	—	234	236	19	2	178	1	19	—	12	23	2	117	9	136	1,458	244,430 46
Evergem	3	13	4	—	20	178	—	—	178	181	17	—	144	2	—	—	—	3	—	62	4	122	1,274	251,206 73
Ledeberg	—	20	4	—	33	223	—	—	223	223	33	8	138	4	3	1	1	3	—	142	13	122	845	160,981 01
Loochristy	—	41	—	—	41	29	—	—	29	29	41	2	131	3	6	—	1	92	7	23	3	110	1,207	168,034 94
Nazareth	6	13	3	—	22	36	—	—	36	42	16	2	54	4	8	—	2	3	7	12	1	34	883	134,475 47
Nevele	4	11	3	—	18	33	—	—	33	37	14	2	106	1	16	—	4	7	13	8	2	80	887	151,803 34
Oosterzeele	1	26	6	—	33	69	—	—	69	70	32	—	133	3	15	—	—	138	2	51	1	109	1,230	196,997 64
Somergem	6	21	5	—	32	73	—	—	73	79	26	3	91	—	3	—	1	14	7	5	—	49	832	110,926 63
Waarschoot	—	7	1	—	8	59	—	—	59	59	8	—	40	2	2	—	4	10	1	9	—	41	497	89,316 18
TOTAUX	100	376	80	10	566	3,203	92	—	3,295	3,303	558	77	2,149	83	172	3	80	903	102	1,031	86	2,067	21,558	6,404,647 45

XLVIII (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1918-1919. — *Actes notariés. (Année 1919.)*

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES											2° JURIDICTION GRACIEUSE.											ACTES NOTARIÉS.	
	SUR CITATION					SUR COMPARUTION VOLONTAIRE				NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES		Jugements rendus avant de statuer au fond.	ACTES											
	à l'amiable ou restées sans suite connue.	par jugement contradictoire.	par jugement par défaut.	par jugement d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.	à l'amiable ou restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.) de la compétence du juge de paix.	par jugement (art. 7 Code de P. C.) excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	à l'amiable ou restées sans suite connue.	par jugement.		Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	d'adoption	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations.	Déclarations d'accidents du travail.	Accords en matière d'accidents du travail.	Actes reçus *pro Deo.*	Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Audenarde	12	51	7	—	70	377	10	—	387	389	68	19	196	7	21	—	25	206	14	62	3	81	3,004	469,814 52
Grammont	—	57	12	—	69	957	6	—	963	957	75	23	124	2	22	—	7	169	11	36	4	79	2,189	347,115 06
Herzele	—	41	12	3	56	277	—	—	277	277	56	6	172	1	26	—	3	107	12	4	—	247	1,703	146,619 51
Hoorebeke-Sainte-Marie	—	31	—	—	31	500	—	—	500	500	31	7	85	1	—	—	—	143	—	16	—	71	414	56,347 52
Nederbrakel	5	14	1	—	20	55	—	—	55	60	15	11	70	5	10	—	4	104	4	8	2	142	942	140,548 95
Ninove	2	37	6	—	45	35	—	—	35	37	43	10	142	5	5	—	—	192	6	74	5	120	2,565	266,156 17
Renaix	1	111	8	1	121	367	11	—	378	368	131	11	50	6	11	—	4	28	1	145	3	84	1,072	376,668 86
Sottegem	6	24	2	2	34	241	6	—	247	247	34	8	107	4	30	—	3	147	15	39	1	67	1,537	181,833 68
TOTAUX	26	366	48	6	446	2,809	33	—	2,842	2,835	453	95	946	31	125	—	46	1,186	63	384	18	900	13,426	1,985,104 27
Termonde	16	46	8	—	70	511	—	—	511	527	54	6	200	4	—	—	4	235	—	30	7	350	2,365	282,584 33
Alost	34	54	13	1	102	36	5	—	41	70	73	40	375	3	32	—	17	335	30	124	4	628	5,166	722,009 04
Beveren	11	37	13	—	61	189	4	—	193	200	54	4	158	3	13	—	9	40	3	52	1	108	2,184	310,285 39
Hamme	5	22	5	—	32	283	6	—	289	288	33	3	135	1	9	—	4	57	4	10	—	170	1,506	152,553 39
Lokeren	3	25	4	—	32	695	2	—	697	698	31	7	92	1	12	—	—	190	4	15	1	267	1,689	286,079 28
Saint-Gilles-Waes	—	23	11	—	34	556	—	—	556	556	34	6	135	1	12	—	2	10	26	16	2	203	2,327	234,382 80
Saint-Nicolas-Waes	1	17	9	—	27	685	—	—	685	686	26	47	183	5	17	—	31	72	10	43	9	234	2,502	458,446 98
Tamise	10	51	21	1	83	264	—	—	264	274	73	5	114	5	9	—	11	82	8	89	7	187	1,222	196,814 06
Wetteren	15	18	4	—	37	462	2	—	464	477	24	—	127	2	25	—	3	169	13	32	—	165	1,604	173,112 95
Zele	10	22	6	—	47	300	1	—	301	319	29	3	99	1	21	—	—	8	7	20	4	214	1,444	116,058 08
TOTAUX	114	315	94	2	525	3,981	20	—	4,001	4,095	431	121	1,618	26	150	—	81	1,198	105	431	35	2,526	22,009	2,933,226 30
Bruges, 1er canton	6	56	11	—	73	568	5	—	573	574	72	3	211	1	16	—	34	327	14	45	2	222		
Id. 2e id.	36	42	21	1	100	786	—	—	786	822	64	—	285	7	5	—	24	361	4	114	2	437	8,793	2,411,319 56
Id. 3e id.	4	26	11	—	41	525	15	—	540	529	52	5	129	5	6	—	7	175	3	55	6	79		
Ardoye	9	7	8	—	24	85	1	—	86	94	16	—	58	—	4	—	1	113	7	5	1	43	1,240	222,795 22
Ghistelles	8	14	2	—	24	68	20	—	88	76	36	—	190	4	2	—	4	78	3	15	1	180	1,557	256,850 65
Ostende	6	184	87	2	279	1,807	3	—	1,810	1,813	276	25	212	61	18	—	30	331	10	98	28	139	2,019	702,193 09
Ruysselede	3	6	2	—	11	115	—	—	115	118	8	5	40	—	4	—	1	119	4	5	—	137	638	145,738 12
Thielt	2	8	6	1	17	197	—	—	197	199	15	—	95	2	6	—	3	159	7	10	—	63	1,087	226,077 25
Thourout	35	29	8	—	72	520	—	—	520	555	37	5	161	3	20	—	5	160	4	55	—	93	3,095	351,864 94
TOTAUX	109	372	156	4	641	4,671	44	—	4,715	4,780	576	43	1,381	83	81	—	109	1,823	56	402	40	1,393	18,429	4,316,838 83
Courtrai, 1er canton	4	22	7	—	33	233	—	—	233	237	29	5	184	—	19	—	13	63	3	36	10	105	4,310	1,296,510 99
Id. 2e id.	137	35	13	—	185	333	2	—	335	470	50	2	174	2	12	—	7	233	3	23	2	104		
Avelghem	4	11	—	—	15	325	14	—	339	329	25	7	102	2	—	—	2	95	—	31	4	184	710	96,726 68
Harlebeke	16	24	3	—	43	567	9	—	576	583	36	—	188	—	10	—	8	122	3	35	2	255	1,409	307,043 82
Iseghem	4	15	1	—	20	273	9	—	282	277	25	2	157	3	15	—	9	211	3	12	—	299	847	299,276 83
Menin	19	72	10	—	101	621	14	—	635	640	98	9	257	—	8	—	12	274	2	18	9	433	1,564	341,155 78
Meulebeke	—	8	—	—	8	25	—	—	25	25	8	—	84	—	5	—	1	142	1	7	—	205	833	243,109 50
Moorsledo	—	1	—	—	1	9	—	—	9	9	1	2	157	—	—	—	9	153	—	—	—	287	425	57,859 21
Mouscron	9	90	13	3	115	480	6	—	486	489	112	10	163	4	8	—	12	198	5	47	—	139	2,072	458,049 52
Oostroosbeke	3	8	—	—	11	65	—	—	65	68	8	1	97	—	5	—	4	91	6	12	—	161	629	104,535 81
Roulers	16	19	6	—	41	152	4	—	156	168	29	9	136	1	2	—	9	112	—	44	2	83	1,194	312,279 48
TOTAUX	212	305	53	3	573	3,083	58	—	3,141	3,295	419	47	1,699	12	84	—	86	1,694	26	265	29	2,255	13,993	3,546,547 62

XLVIII (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1918-1919. — *Actes notariés. (Année 1919.)*

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable ou restées sans suite connue.	par jugement — contradictoire.	par jugement — par défaut.	par jugement — d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable ou restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.) — de la compétence du juge de paix.	par jugement (art. 7 Code de P. C.) — excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable ou restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE. ACTES — Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES — d'adoption	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations.	Déclarations d'accidents du travail.	Accords en matière d'accidents du travail.	Actes reçus *pro Deo.*	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Furnes	3	30	6	1	40	168	1	—	169	171	38	17	117	8	15	—	14	139	3	68	—	50	1,815	622,310 55
Dixmude	—	—	—	—	—	9	—	—	9	9	—	—	40	—	—	—	2	62	—	—	—	77	244	45,691 70
Haringhe	6	21	3	—	30	30	—	—	30	36	24	—	38	3	10	—	6	3	2	1	1	16	1,443	357,254 60
Nieuport	—	—	—	—	—	40	5	—	45	40	5	—	51	—	2	—	5	49	—	12	—	35	294	43,761 13
TOTAUX	9	51	9	1	70	247	6	—	253	256	67	17	246	11	27	—	27	253	5	81	1	178	3,796	1,069,017 98
Ypres, 1er canton	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	2	—	12	—	—	—	1	15	—	—	—	13	589	119,000 88
Id. 2e id.	2	11	—	—	13	22	3	—	25	24	14	2	33	—	2	—	4	17	2	—	—	13	584	95,670 94
Hooghlede	4	17	3	—	24	56	12	—	68	60	32	—	73	—	1	—	14	124	—	—	—	109	158	28,360 40
Messines	—	1	1	—	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	11	—	—	—	—	433	27,861 19
Passchendaele (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	966	370,025 38
Poperinghe	7	13	2	—	22	132	—	—	132	139	15	—	41	4	4	—	3	66	1	3	1	16	177	15,174 55
Wervicq	—	—	—	—	—	27	1	—	28	27	1	—	9	—	—	—	1	18	—	—	—	—	2,907	656,093 34
TOTAUX	13	42	6	—	61	237	18	—	255	250	66	2	168	4	7	—	23	281	3	3	1	211		
Liége, 1er canton	49	424	52	5	530	314	11	—	325	363	492	54	336	19	36	—	15	112	5	695	61	271	12,933	4,762,562 19
Id. 2e id.	118	546	99	25	788	348	5	—	353	466	675	103	340	81	23	—	34	157	7	798	21	128		
Dalhem	11	13	5	1	30	181	3	—	184	192	22	4	75	7	9	—	2	72	1	104	1	50	1,015	173,560 72
Fexhe-Slins	16	70	22	1	109	211	4	—	215	227	97	21	183	5	26	—	2	124	9	123	8	194	1,458	151,945 67
Fléron	6	137	22	—	165	631	17	—	648	637	176	39	294	27	15	1	3	189	9	1,199	36	391	1,934	278,735 45
Grivegnée	24	261	27	2	314	151	18	—	169	175	308	44	195	14	14	—	30	159	2	678	11	153	1,150	243,474 81
Herstal	19	118	13	—	150	539	24	—	563	558	155	22	144	8	25	—	27	65	—	278	21	190	1,216	141,197 51
Hollogne-aux-Pierres	41	173	10	2	226	747	32	—	779	788	217	117	320	13	24	—	62	7	45	1,013	29	300	2,120	242,308 47
Louveigné	—	6	—	—	6	157	—	—	157	157	6	5	81	11	17	—	6	165	3	145	12	223	879	125,934 10
Saint-Nicolas	13	99	26	2	140	385	24	—	409	398	151	27	182	3	18	—	3	5	4	551	17	177	1,063	230,207 15
Seraing	14	59	16	5	94	509	39	—	548	523	119	23	386	10	61	—	23	287	14	470	33	561	2,631	598,044 33
Waremme	1	21	4	—	26	135	5	—	140	136	30	8	113	2	17	—	9	134	5	57	1	315	947	109,552 76
TOTAUX	312	1,927	296	43	2,578	4,308	182	—	4,490	4,620	2,448	467	2,649	200	285	1	216	1,476	104	6,111	251	2,953	27,348	7,057,523 16
Huy	5	33	6	1	45	180	21	—	201	185	61	30	228	10	38	—	3	193	23	276	20	392	3,763	627,211 00
Avennes	21	9	3	—	33	196	1	—	197	217	13	5	97	1	33	1	1	112	13	24	4	63	1,759	262,775 66
Ferrières	—	—	—	—	—	3	—	—	3	3	—	—	19	—	4	—	1	26	—	—	—	12	559	59,692 92
Héron	18	7	3	—	28	—	11	—	11	18	21	1	111	1	24	—	—	123	8	131	7	224	1,393	85,799 86
Johay-Bodegnée	6	6	2	—	14	100	6	—	106	106	14	2	77	3	9	—	2	135	10	167	5	195	1,535	104,166 61
Landen	9	20	9	—	38	247	2	—	249	256	31	10	92	1	23	—	4	125	15	57	1	67	1,149	131,729 71
Nandrin	3	10	—	2	15	87	3	—	90	90	15	7	99	3	41	—	12	143	10	80	16	228	1,406	165,501 02
TOTAUX	62	85	28	3	173	813	44	—	857	875	155	55	723	19	172	1	23	857	79	735	53	1,181	11,564	1,436,876 78

(1) Par arrêté royal du 16 juin 1919, le canton de Passchendaele est provisoirement rattaché au canton d'Hooghlede.

XLVIII (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1918-1919. — *Actes notariés. (Année 1919.)*

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable ou restées sans suite connue.	SUR CITATION — par jugement — contradictoire.	SUR CITATION — par jugement — par défaut.	SUR CITATION — par jugement — d'incompétence.	SUR CITATION — Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable ou restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — de la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — excédant la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable ou restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE. — ACTES — Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES — d'adoption	ACTES — d'émancipation.	ACTES — de notoriété.	Partages et liquidations.	Déclarations d'accidents du travail.	Accords en matière d'accidents du travail.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	ACTES NOTARIÉS. — Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Verviers	12	153	29	4	198	184	22	—	206	196	208	8	169	12	23	1	36	174	8	263	11	228	4,216	1,029,435 99
Aubel	1	11	1	—	13	113	—	—	113	114	12	4	61	8	15	—	5	122	7	18	—	32	882	232,368 26
Dison	—	21	4	—	25	140	10	—	150	140	35	1	55	—	5	—	3	76	—	56	2	48	738	118,958 30
Herve	5	13	2	—	20	32	2	—	34	37	17	9	45	3	19	—	4	15	2	38	1	23	744	192,040 51
Limbourg	8	28	6	—	42	122	4	—	126	130	38	17	56	4	27	—	10	140	4	54	2	37	851	114,480 83
Spa	—	55	5	—	60	213	8	—	221	213	68	18	168	6	8	—	22	145	12	76	6	261	1,278	188,290 38
Stavelot	2	12	1	1	16	42	1	—	43	44	15	5	50	2	9	—	6	68	7	93	8	30	986	133,911 09
TOTAUX	28	293	48	5	374	846	47	—	893	874	393	62	604	35	106	1	86	740	40	598	30	659	9,695	2.009,485 36
Tongres	9	16	3	—	28	364	—	—	364	373	19	2	115	2	50	—	4	132	11	205	4	89	2,121	327,151 40
Bilsen	20	20	1	—	41	56	11	—	67	76	32	2	108	—	25	—	—	104	16	70	2	149	1,652	240,313 00
Brée	4	7	—	—	11	105	2	—	107	109	9	—	51	—	12	—	1	77	5	17	1	102	733	100,524 84
Looz	13	26	6	1	46	221	—	—	221	234	33	6	129	2	33	—	7	113	14	31	4	89	1,803	245,889 82
Maeseyck	10	10	—	—	20	48	—	—	48	58	10	3	114	3	14	—	—	129	9	26	—	188	868	179,468 38
Mechelen	4	8	—	—	12	76	—	—	76	80	8	3	108	1	18	—	—	101	22	120	1	98	1,273	112,651 71
Sichen-Sussen-Bolré	—	18	—	—	18	81	—	—	81	81	18	4	35	1	10	—	—	35	17	6	2	25	818	63,815 82
TOTAUX	60	105	10	1	176	951	13	—	964	1,011	129	20	660	9	162	—	12	691	94	475	14	740	9,268	1,269,844 97
Hasselt	15	11	1	—	27	398	—	—	398	413	12	2	146	—	23	—	6	186	9	82	8	233	1,809	418,042 49
Beeringen	7	39	9	—	55	158	—	—	158	165	48	8	143	1	26	—	—	102	13	29	3	169	1,143	159,360 47
Herck-la-Ville	5	8	1	—	14	94	—	—	94	99	9	4	76	—	20	—	—	57	11	13	1	134	1,069	131,728 23
Neerpelt	3	9	1	—	13	—	—	—	—	3	10	—	148	—	10	—	—	187	10	156	—	117	727	102,507 19
Peer	—	10	—	—	10	39	—	—	39	39	10	5	54	—	20	—	—	38	12	2	1	68	659	48,724 30
Saint-Trond	15	98	14	—	127	728	7	—	735	743	119	53	150	3	41	1	4	37	25	99	12	224	1,953	374,308 51
TOTAUX	45	175	26	—	246	1,417	7	—	1,424	1,462	208	72	717	4	140	1	10	607	80	381	25	945	7,360	1,234,671 19
Arlon	—	57	19	—	76	16	—	—	16	16	76	14	44	3	26	—	5	30	—	37	6	47	2,174	549,999 52
Etalle	3	14	4	—	21	61	—	—	61	64	18	10	84	1	30	1	6	239	1	27	—	260	1,195	107,285 48
Fauvillers	2	10	1	—	13	1	2	—	3	3	13	7	35	2	6	—	—	31	1	2	1	56	379	48,411 99
Florenville	4	20	1	—	25	—	—	—	—	4	21	12	58	1	7	1	1	161	—	5	—	189	849	95,056 59
Messancy	27	19	5	—	51	54	19	—	73	81	43	3	51	1	16	—	—	97	9	28	7	126	1,188	190,637 23
Virton	13	23	1	—	37	45	—	—	45	58	24	8	99	1	23	2	—	286	2	57	1	353	1,353	175,259 34
TOTAUX	49	143	31	—	223	177	21	—	198	226	195	54	371	9	108	4	12	844	13	156	15	1,031	7,138	1,166.650 15
Marche	6	16	2	—	24	41	—	—	41	47	18	3	64	1	26	—	1	85	—	52	5	55	1,148	223,905 52
Durbuy	—	1	—	—	1	31	2	—	33	31	3	1	43	1	13	—	2	60	7	7	1	87	915	120,265 50
Erezée	6	2	—	—	8	12	1	—	13	18	3	—	22	4	5	—	1	51	2	6	—	52	359	46,577 92
Houffalize	4	20	1	—	25	28	—	—	28	32	21	6	72	4	12	—	1	61	1	1	1	95	799	98,107 20
Laroche	10	4	2	—	16	21	—	—	21	31	6	2	57	6	—	—	2	50	—	5	—	32	1,066	119,501 45
Nassogne	1	—	—	—	1	17	—	—	17	18	—	6	32	—	5	—	2	41	—	16	1	57	641	70,583 01
Vielsalm	6	—	—	—	6	56	—	—	56	62	—	1	38	—	13	—	—	83	—	15	—	79	592	76,321 63
TOTAUX	33	43	5	—	81	206	3	—	209	239	51	19	328	16	74	—	9	431	10	102	8	457	5,520	755,282 29

XLVIII (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1918-1919. — *Actes notariés. (Année 1919.)*

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable ou restées sans suite connue.	SUR CITATION — par jugement — contradictoire.	SUR CITATION — par jugement — par défaut.	SUR CITATION — par jugement — d'incompétence.	SUR CITATION — Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable ou restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — de la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — excédant la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable ou restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE. — Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES — d'adoption	ACTES — d'émancipation.	ACTES — de notoriété.	Partages et liquidations.	Déclarations d'accidents du travail.	Accords en matière d'accidents du travail.	Actes reçus *pro Dco.*	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	ACTES NOTARIÉS. — Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Neufchâteau	3	18	1	—	22	—	1	—	1	3	20	16	94	—	26	—	2	112	4	44	1	46	1,352	290,154 65
Bastogne	10	27	—	—	37	76	—	—	76	86	27	10	48	1	10	1	—	65	5	14	—	18	985	227,997 52
Bouillon	4	—	1	—	5	26	—	—	26	30	1	1	39	1	12	—	—	97	4	4	—	110	752	96,252 17
Paliseul	11	41	4	1	57	55	1	—	56	66	47	23	63	1	28	—	12	19	1	16	—	139	738	139,110 98
Saint-Hubert	—	7	1	—	8	2	—	—	2	2	8	7	69	2	3	—	4	—	—	15	2	62	892	194,150 69
Sibret	4	1	—	—	5	39	—	—	39	43	1	1	48	—	12	—	—	44	4	5	—	68	528	108,068 09
Wellin	3	9	2	—	14	—	—	—	—	3	11	6	35	2	2	—	—	43	3	2	—	17	397	56,040 34
TOTAUX	35	103	9	1	148	196	2	—	200	233	115	64	396	7	93	1	18	380	21	100	3	460	5,624	1,117,774 44
Namur, 1er canton (Nord)	69	232	82	—	383	124	41	—	165	193	355	27	278	4	19	—	34	325	8	560	12	247	6,279	1,746,840 80
Id. 2e id. (Sud)	26	68	18	—	112	379	3	—	382	405	89	12	183	—	27	2	12	379	30	129	4	118		
Andenne	20	84	42	—	146	197	—	—	197	217	116	15	141	7	41	—	4	111	15	220	10	197	1,744	344,345 81
Eghezée	5	8	1	—	14	8	1	—	9	13	10	2	112	3	23	—	9	230	32	136	2	325	1,919	186,349 30
Fosses	23	24	1	—	48	62	40	—	102	85	65	7	268	2	82	—	6	370	14	425	32	56	2,877	469,704 22
Gembloux	29	27	2	—	58	404	—	—	464	493	29	13	179	2	75	—	12	195	23	87	16	184	2,739	507,083 32
TOTAUX	172	443	146	—	761	1,234	85	—	1,319	1,406	674	76	1,161	18	267	2	77	1,610	122	1,557	76	1,127	15,558	3,254,323 45
Dinant	—	10	6	—	16	159	2	—	161	159	18	10	164	1	24	1	2	161	3	260	9	292	1,828	509,428 42
Beauraing	8	2	1	—	11	88	—	—	88	96	3	1	119	2	13	—	—	190	2	23	—	224	1,016	164,911 15
Ciney	5	21	2	—	28	72	8	—	80	77	31	10	90	6	32	—	14	112	9	26	2	71	2,203	499,853 32
Couvin	4	10	5	—	19	53	9	—	62	57	24	2	67	5	9	—	7	52	3	82	2	109	1,004	148,678 89
Florennes	12	4	—	—	16	69	9	—	78	81	13	—	60	—	31	—	8	106	4	37	—	131	1,229	245,054 87
Gedinne	—	—	—	—	—	18	—	—	18	18	—	—	61	—	21	—	2	166	6	—	—	194	756	132,044 98
Philippeville	—	1	—	—	1	27	3	—	30	27	4	2	41	5	21	—	7	137	1	44	4	158	1,017	164,115 40
Rochefort	—	2	3	—	5	—	3	—	3	—	8	—	71	2	8	—	2	222	1	51	3	289	823	90,681 44
Walcourt	—	40	11	—	51	218	8	—	226	218	59	6	69	1	25	—	6	245	12	52	4	280	1,474	267,405 11
TOTAUX	29	90	28	—	147	704	42	—	746	733	160	31	742	22	184	1	48	1,391	41	575	24	1,748	11,355	2,213,176 58

RÉCAPITULATION

XLVIII (suite). — Etat, par arrondissement, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1918-1919. — *Actes notariés. (Année 1919.)*

ARRONDISSEMENTS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable ou restées sans suite connue.	SUR CITATION — par jugement — contradictoire.	SUR CITATION — par jugement — par défaut.	SUR CITATION — par jugement — d'incompétence.	SUR CITATION — Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable ou restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — de la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — excédant la compétence du juge de paix.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable ou restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE. — Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES — d'adoption	ACTES — d'émancipation.	ACTES — de notoriété.	Partages et liquidations.	Déclarations d'accidents du travail.	Accords en matière d'accidents du travail.	Actes reçus *pro Deo.*	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	ACTES NOTARIÉS. — Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Bruxelles	1,340	6,639	1,514	61	9,554	6,384	196	2	6,582	7,724	8,412	523	4,639	585	428	11	253	3,832	245	4,223	189	3,024	65,450	33,791,461 52
Louvain	168	434	71	2	675	2,157	51	—	2,208	2,325	556	74	1,300	32	254	2	36	1,151	75	666	20	1,202	19,453	3,491,227 12
Nivelles	69	267	55	2	393	2,110	129	—	2,239	2,179	453	78	1,079	57	253	3	46	1,071	89	680	25	1,936	14,825	2,218,498 19
Anvers	398	1,285	521	10	2,214	2,610	237	—	2,847	3,008	2,053	157	2,492	98	200	—	95	1,638	53	3,184	124	2,381	37,847	15,943,105 41
Malines	71	367	35	5	478	876	19	—	895	947	426	38	784	9	104	—	18	752	29	409	24	846	12,568	2,360,100 86
Turnhout	59	145	8	—	212	823	17	—	840	882	170	46	712	11	174	—	43	1,038	94	134	2	745	9,444	1,541,455 80
Mons	158	961	360	8	1,487	8,396	102	—	8,498	8,554	1,431	126	1,924	121	238	2	46	1,492	86	2,853	111	2,814	22,591	3,685,583 71
Charleroi	259	1,383	381	6	2,029	9,677	260	—	9,937	9,936	2,030	243	3,083	137	281	3	87	1,744	77	3,966	182	3,386	31,618	5,048,203 24
Tournai	56	440	33	3	532	2,629	124	—	2,753	2,685	600	78	1,080	97	153	2	76	1,616	96	968	86	1,655	20,127	3,010,455 38
Gand	100	376	80	10	566	3,203	92	—	3,295	3,303	558	77	2,149	83	172	3	80	903	102	1,031	86	2,067	21,558	6,404,647 45
Audenarde	26	366	48	6	446	2,809	33	—	2,842	2,835	453	95	946	31	125	—	46	1,186	63	384	18	900	13,426	1,985,104 27
Termonde	114	315	94	2	525	3,981	20	—	4,001	4,095	431	121	1,618	26	150	—	81	1,198	105	431	35	2,526	22,009	2,933,226 30
Bruges	109	372	156	4	641	4,671	44	—	4,715	4,780	576	43	1,381	83	81	—	109	1,823	56	402	40	1,393	18,429	4,316,838 83
Courtrai	212	305	53	3	573	3,083	58	—	3,141	3,295	419	47	1,699	12	84	—	86	1,694	26	265	29	2,255	13,993	3,516,517 62
Furnes	9	51	9	1	70	247	6	—	253	256	67	17	246	11	27	—	27	253	5	81	1	178	3,796	1,069,017 98
Ypres	13	42	6	—	61	237	18	—	255	250	66	2	168	4	7	—	23	281	3	3	1	211	2,907	656,093 31
Liége	312	1,927	296	43	2,578	4,308	182	—	4,490	4,620	2,448	467	2,649	200	285	1	216	1,476	104	6,111	251	2,953	27,346	7,057,523 16
Huy	62	85	23	3	173	813	44	—	857	875	155	55	723	19	172	1	23	857	79	735	53	1,181	11,564	1,436,876 78
Verviers	28	293	48	5	374	846	47	—	893	874	393	62	604	35	106	1	86	740	40	598	30	659	9,695	2,009,485 36
Tongres	60	105	10	1	176	951	13	—	964	1,011	129	20	660	9	102	—	12	691	94	475	14	740	9,288	1,269,844 97
Hasselt	45	175	26	—	246	1,417	7	—	1,424	1,462	208	72	717	4	140	1	10	607	80	381	25	945	7,360	1,234,671 19
Arlon	49	143	31	—	223	177	21	—	198	226	195	54	371	9	108	4	12	844	13	156	15	1,031	7,138	1,166,050 15
Marche	33	43	5	—	81	206	3	—	209	239	51	19	328	16	74	—	9	431	10	102	8	457	5,520	755,262 29
Neufchâteau	35	103	9	1	148	198	2	—	200	233	115	64	396	7	93	1	18	380	21	100	3	460	5,624	1,117,774 44
Namur	172	443	146	—	761	1,234	85	—	1,319	1,406	674	76	1,161	18	267	2	77	1,610	122	1,557	76	1,127	15,558	3,254,323 45
Dinant	29	90	28	—	147	704	42	—	746	733	160	31	742	22	184	1	48	1,391	41	575	24	1,748	11,355	2,213,176 58
Cour d'appel de Bruxelles	2,578	11,921	2,978	97	17,574	35,662	1,135	2	36,799	38,240	16,133	1,363	17,093	1,148	2,085	23	700	14,334	844	17,083	763	18,889	233,923	71,090,091 26
Cour d'appel de Gand	583	1,827	446	26	2,882	18,231	271	—	18,502	18,814	2,570	402	8,207	250	646	3	452	7,338	360	2,597	210	9,530	96,118	20,911,475 79
Cour d'appel de Liége	825	3,407	622	53	4,907	10,854	446	—	11,300	11,679	4,528	920	8,351	339	1,591	12	511	9,027	604	10,790	499	11,301	110,428	21,515,588 37
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,986	17,155	4,046	176	25,363	64,747	1,852	2	66,601	68,733	23,231	2,685	33,651	1,737	4,322	38	1,663	30,699	1,808	30,470	1,472	39,720	440,469	113,517,165 42

XLIX. — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1918-1919.)

CANTONS.	AUTORISATIONS DE PLAIDER SANS FRAIS		ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE JUGE DE PAIX			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION DU SERMENT EN MATIÈRE CONTENTIEUSE		Remises de causes en matière contentieuse.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles 1er canton	54	—	—	—	—	1	—	1	—	190
Id. 2e id.	19	—	8	1	16	12	—	8	2	216
Id. 3e id.	56	11	8	10	71	7	—	3	—	340
Anderlecht	13	4	8	3	20	9	1	4	—	47
Assche	5	—	15	10	101	34	1	4	—	3
Hal	3	—	6	4	18	13	4	3	—	144
Ixelles 1er canton	10	4	20	14	48	11	—	4	—	223
Id. 2e id.	8	—	1	2	11	10	1	1	—	131
Laeken	12	—	10	—	26	10	2	3	—	630
Leunick-Saint-Quentin	1	1	17	7	49	—	6	10	—	—
Molenbeek-Saint-Jean	9	1	—	—	—	3	—	3	—	31
Saint-Gilles	13	—	4	19	27	31	—	3	—	1,335
Saint-Josse-ten-Noode	22	—	8	10	39	11	—	3	—	255
Schaerbeek 1er canton	26	3	3	4	21	6	—	3	—	152
Id. 2e id.	19	—	3	5	23	18	1	2	—	309
Uccle	32	1	19	25	132	27	—	7	—	950
Vilvorde	3	—	9	5	29	15	2	2	—	39
Wolverthem	4	—	2	3	3	5	—	—	—	17
TOTAUX	309	25	141	122	634	223	18	64	2	5,012
Louvain 1er canton	12	—	2	2	4	10	—	1	—	117
Id. 2e id.	15	—	8	—	21	3	1	2	—	192
Aerschot	—	—	4	—	18	—	2	—	2	21
Diest	2	—	7	—	29	—	1	—	1	24
Glabbeek	—	—	4	2	9	1	1	—	—	12
Haecht	—	—	6	—	12	3	—	1	—	11
Léau	—	—	6	1	15	3	—	3	—	5
Tirlemont	15	—	3	—	—	4	1	—	—	34
TOTAUX	44	—	40	5	108	24	6	7	3	416
Nivelles	58	—	5	6	26	7	5	5	—	31
Genappe	—	—	2	—	6	2	—	1	—	7
Jodoigne	4	—	9	3	31	—	—	4	—	35
Perwez	4	—	—	3	12	—	—	—	—	6
Wavre	10	—	2	—	5	4	2	—	3	—
TOTAUX	76	—	18	12	80	13	7	10	3	79

XLIX (suite). — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1918-1919.)

CANTONS.	AUTORISATIONS DE PLAIDER SANS FRAIS		ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE JUGE DE PAIX			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION DU SERMENT EN MATIÈRE CONTENTIEUSE		Remises de causes en matière contentieuse.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Anvers 1er canton	13	—	6	—	13	13	—	1	—	177
Id. 2e id.	7	—	4	—	6	—	—	—	—	159
Id. 3e id.	19	—	1	—	3	25	—	2	—	308
Id. 4e id.	16	—	3	—	4	24	—	—	—	147
Berchem	10	—	1	—	2	3	—	—	—	88
Boom	13	—	2	4	12	3	—	2	—	157
Borgerhout	—	—	6	3	17	12	—	3	1	262
Brecht	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contich	—	—	—	—	—	4	—	—	—	31
Eeckeren	2	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Santhoven	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
TOTAUX	80	—	23	7	57	84	—	8	1	1,357
Malines 1er canton (Nord)	4	—	10	6	37	5	—	5	—	50
Id. 2e canton (Sud)	—	—	14	17	64	3	—	2	—	123
Duffel	—	—	—	—	—	1	—	1	—	5
Heyst-op-den-Berg	1	—	—	2	3	1	—	2	—	1
Lierre	3	—	5	2	15	1	—	1	—	17
Puers	2	—	3	—	3	—	—	2	—	—
TOTAUX	10	—	32	27	122	11	—	13	—	196
Turnhout	1	—	—	2	5	1	—	2	—	26
Arendonck	1	—	2	—	4	2	—	4	—	3
Herenthals	3	—	9	—	29	—	1	1	—	12
Hoogstraeten	2	—	2	—	3	—	1	1	—	11
Moll	—	—	8	2	26	—	3	6	—	34
Westerloo	—	—	7	2	18	7	1	3	—	28
TOTAUX	7	—	28	6	85	10	6	17	—	114
Mons	98	4	—	—	—	—	2	1	—	463
Boussu	83	—	16	7	40	—	3	5	—	45
Chièvres	10	—	4	—	17	2	2	2	—	—
Dour	22	—	12	—	27	—	3	—	—	75
Enghien	1	—	4	2	9	—	—	2	—	—
La Louvière	7	—	—	—	—	8	—	1	—	63
Lens	5	—	6	—	21	—	1	—	—	73
Pâturages	25	—	14	8	56	8	1	3	—	42
Rœulx	2	—	—	—	—	3	—	—	—	10
Soignies	10	—	—	—	—	—	2	—	—	35
TOTAUX	263	4	56	17	170	21	14	14	—	806

XLIX (suite). — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1918-1919.)

CANTONS.	AUTORISATION DE PLAIDER SANS FRAIS		ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE JUGE DE PAIX			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION DU SERMENT EN MATIÈRE CONTENTIEUSE		Remises de causes en matière contentieuse.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Charleroi (Nord)	12	4	16	11	23	21	1	1	—	212
Id. (Sud)	—	—	2	—	9	—	—	—	—	30
Beaumont	—	—	4	—	12	1	1	—	—	4
Binche	21	—	4	2	27	3	—	2	—	25
Châtelet	36	2	4	5	30	—	1	2	—	70
Chimay	2	—	2	—	6	—	—	1	—	6
Fontaine-l'Évêque	14	—	22	3	67	4	4	3	—	74
Gosselies	15	—	14	—	37	—	—	—	—	42
Jumet	5	—	7	3	19	15	—	3	—	73
Marchienne-au-Pont	14	—	5	2	23	—	1	—	—	50
Merbes-le-Château	1	—	3	—	5	—	1	1	—	13
Seneffe	7	—	1	4	9	7	1	—	5	15
Thuin	—	—	2	4	14	—	—	—	—	—
TOTAUX	127	6	86	34	281	51	10	13	5	614
Tournai	15	—	11	3	31	5	—	2	—	37
Antoing	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13
Ath	4	—	—	—	—	1	3	—	—	15
Celles	3	—	4	—	11	—	—	—	—	—
Flobecq	2	—	—	—	—	2	—	1	—	6
Frasnes	3	—	2	—	8	3	—	—	—	—
Lessines	10	—	11	—	26	—	—	—	—	12
Leuze	1	—	—	—	—	—	1	—	—	3
Péruwelz	4	—	2	—	4	2	4	—	—	—
Quevaucamps	2	—	2	4	10	—	—	—	—	—
Templeuve	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	44	—	32	7	90	13	8	3	—	86
Gand 1er canton	49	3	14	2	21	17	5	1	—	174
Id. 2e id.	11	5	5	8	26	12	5	2	—	252
Id. 3e id.	27	—	—	—	—	6	—	—	—	95
Assenede	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7
Caprycke	2	—	2	—	6	—	—	—	—	9
Cruyshautem	—	1	4	2	12	—	—	—	—	8
Deynze	4	—	3	—	12	1	1	—	—	14
Eecloo	—	—	2	2	9	—	—	1	—	8
Evergem	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—
Ledeberg	32	6	10	—	15	7	2	—	—	21
Loochristy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25
Nazareth	1	—	2	—	4	—	—	—	—	35
Nevele	1	—	2	—	2	—	—	—	—	13
Oosterzeele	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Somergem	—	—	2	—	—	—	—	1	—	2
Waerschoot	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	127	17	46	14	107	44	13	5	—	663

XLIX (suite). — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1918-1919.)

CANTONS.	AUTORISATION DE PLAIDER SANS FRAIS		ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE JUGE DE PAIX			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION DU SERMENT EN MATIÈRE CONTENTIEUSE		Remises de causes en matière contentieuse.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Audenarde	3	—	12	3	32	—	—	2	—	226
Grammont	3	—	2	3	11	1	2	1	1	104
Herzele	—	—	1	—	3	—	2	—	—	—
Hoorebeke-Sainte-Marie	—	—	—	—	—	4	3	—	—	6
Nederbrakel	—	—	—	2	2	1	8	—	—	8
Ninove	3	—	2	—	19	2	2	—	—	50
Renaix	—	—	13	8	16	—	2	—	—	44
Sottegem	—	—	4	2	7	—	1	—	—	37
TOTAUX	9	—	34	18	90	8	20	3	1	475
Termonde	5	—	4	2	12	—	3	1	—	40
Alost	9	—	6	—	17	33	—	4	—	41
Boveren	5	1	2	—	4	—	—	2	—	18
Hamme	4	—	1	—	—	1	—	1	—	3
Lokeren	7	—	12	—	20	—	1	—	—	16
Saint-Gilles-Waes	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Saint-Nicolas-Waes	3	1	—	—	—	1	1	1	—	47
Tamise	2	—	1	—	2	1	—	—	—	25
Wetteren	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Zele	5	—	—	—	—	—	—	—	—	23
TOTAUX	40	2	26	2	55	36	6	9	—	213
Bruges, 1er canton	—	—	1	—	5	2	—	1	—	15
Id. 2e id.	—	1	1	—	—	—	—	—	—	58
Id. 3e id.	2	1	2	1	8	—	—	—	—	55
Ardoye	7	—	—	—	—	—	—	1	—	29
Ghistelles	1	—	2	—	4	—	—	—	—	26
Ostende	13	—	6	10	32	6	—	3	—	—
Ruysselede	—	—	1	—	1	—	—	1	—	19
Thielt	6	—	3	—	4	2	—	2	—	14
Thourout	—	—	6	2	19	—	—	1	—	38
TOTAUX	29	2	22	13	73	10	—	9	—	254
Courtrai, 1er canton	2	—	2	—	6	—	—	—	—	3
Id. 2e id.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	21
Avelghem	—	—	7	—	17	—	—	—	—	38
Harlebeke	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9
Iseghem	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21
Menin	3	—	6	—	10	1	—	5	—	82
Moulebeke	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7
Moorsledo	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Mouscron	10	—	—	—	—	4	2	3	—	109
Oostroosbeke	—	—	2	—	7	—	—	—	—	5
Roulers	1	—	—	—	—	—	—	—	—	69
TOTAUX	18	—	17	1	40	5	2	8	—	364

XLIX (suite). — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1918-1919.)

CANTONS.	AUTORISATION DE PLAIDER SANS FRAIS		ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE JUGE DE PAIX			EXPERTISES.	Visites de lieux sans expert.	PRESTATION DU SERMENT EN MATIÈRE CONTENTIEUSE		Remises de causes en matière contentieuse.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Furnes	2	—	1	—	6	6	—	2	—	83
Dixmude			—	—	—	—	—	—	—	—
Haringhe	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Nieuport	—	—	2	—	10	—	—	—	—	4
TOTAUX	2	—	3	—	16	6	—	2	—	90
Ypres, 1er canton	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. 2e id.	—	—	1	—	4	—	—	—	—	51
Hooghlede	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20
Messines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Passchendaele (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poperinghe	—	—	1	—	2	1	—	—	—	5
Wervicq	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	—	—	2	—	6	1	—	—	—	76
Liége, 1er canton	49	7	15	7	35	10	—	—	—	213
Id. 2e id.	55	—	11	—	36	—	—	3	—	1,040
Dalhem	1	—	5	—	28	—	2	—	—	5
Fexhe-Slins	12	—	20	4	87	2	6	0	—	72
Fléron	28	—	9	—	39	25	3	2	—	21
Grivegnée	13	—	11	5	42	8	4	3	—	94
Herstal	21	—	3	2	17	—	1	—	—	55
Hollogne-aux-Pierres	53	—	23	3	55	5	9	1	—	131
Louveigné	—	—	—	—	—	—	1	—	—	17
Saint-Nicolas	6	—	1	—	3	18	2	—	—	76
Seraing	22	—	—	—	—	18	1	—	—	67
Waremme	—	—	2	—	7	—	1	1	—	16
TOTAUX	260	7	100	21	349	95	30	19	—	1,807
Huy	7	—	5	1	19	12	3	—	—	146
Avennes	—	—	1	—	5	—	—	—	—	23
Ferrières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Héron	—	—	—	—	—	—	1	—	—	5
Jehay-Bodegnée	4	—	1	—	4	—	—	—	—	12
Landen	—	—	3	1	11	2	1	2	—	1
Nandrin	—	—	1	—	11	—	1	—	—	19
TOTAUX	11	—	11	2	50	14	6	2	—	206

(1) Par arrêté royal du 16 juin 1919, le canton de Passchendaele est provisoirement rattaché au canton d'Hooghlede.

XLIX (suite). — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1918-1919.)

CANTONS.	AUTORISATION DE PLAIDER SANS FRAIS		ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE JUGE DE PAIX			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION DU SERMENT EN MATIÈRE CONTENTIEUSE		Remises de causes en matière contentieuse.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Verviers	11	—	—	—	—	3	—	3	—	270
Aubel	1	—	2	—	6	—	—	—	—	4
Dison	4	—	—	1	4	—	—	—	—	11
Herve	1	—	7	—	15	3	—	—	—	8
Limbourg	6	—	7	1	18	1	—	1	—	56
Spa	3	—	7	4	19	2	2	—	—	94
Stavelot	5	—	4	5	27	5	3	—	—	11
TOTAUX	31	—	27	11	89	14	5	4	—	454
Tongres	2	—	—	—	—	—	—	—	—	10
Bilsen	—	—	2	—	4	—	—	—	—	1
Bréo	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Looz	2	—	4	—	7	—	1	—	—	16
Maeseyck	1	—	5	—	20	—	—	1	—	6
Mechelen	1	—	—	—	—	—	—	1	—	14
Sichen-Sussen Bolré	—	—	4	—	8	—	—	1	—	4
TOTAUX	6	—	15	—	39	—	1	3	—	51
Hasselt	7	1	—	—	—	1	—	—	—	8
Beeringen	—	—	5	1	11	—	—	1	—	11
Herck-la-Ville	1	—	2	6	12	—	2	—	—	13
Neerpelt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Peer	—	—	2	—	10	—	—	1	—	5
Saint-Trond	12	3	23	14	52	15	2	11	1	77
TOTAUX	20	4	32	21	85	16	4	13	1	114
Arlon	—	—	2	1	8	6	4	—	2	14
Etalle	—	—	5	3	26	4	—	2	—	36
Fauvillers	—	1	10	1	23	—	—	—	—	6
Florenville	—	—	3	3	11	—	3	3	—	10
Messancy	—	—	—	—	—	1	—	—	—	40
Virton	—	—	4	2	11	3	—	1	—	18
TOTAUX	—	1	24	10	79	14	7	6	2	124
Marche	—	—	4	—	6	—	2	—	—	8
Durbuy	—	—	—	—	—	—	—	1	—	4
Erezée	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Houffalize	2	—	—	2	4	—	1	1	—	34
Laroche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nassogne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vielsalm	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	2	—	4	2	10	—	3	2	—	47

XLIX (suite). — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1918-1919.)

CANTONS.	AUTORISATION DE PLAIDER SANS FRAIS		ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE JUGE DE PAIX			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION DU SERMENT EN MATIÈRE CONTENTIEUSE		Remises de causes en matière contentieuse.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Neufchâteau	—	—	9	1	10	3	1	7	—	25
Bastogne	—	2	14	—	34	—	3	4	—	11
Bouillon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Paliseul	—	—	3	4	21	10	1	4	—	65
Saint-Hubert	—	—	8	—	18	1	1	1	—	4
Sibret	—	—	2	—	6	1	—	—	—	2
Wellin	—	—	1	2	8	—	—	1	—	24
TOTAUX	—	2	37	7	97	15	6	17	—	131
Namur, 1er canton (Nord)	11	—	—	—	—	15	—	2	—	34
Id. 2e id. (Sud)	8	—	8	16	42	6	13	1	—	177
Andenne	4	—	12	—	20	12	—	8	—	16
Eghezée	—	—	2	—	3	—	—	—	—	2
Fosses	2	—	3	—	7	—	—	—	—	4
Gembloux	6	—	4	—	14	5	—	—	—	35
TOTAUX	31	—	29	16	86	38	13	11	—	268
Dinant	1	—	4	2	19	7	—	—	—	—
Beauraing	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ciney	1	—	3	—	8	1	—	—	—	3
Couvin	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Florennes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11
Gedinne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Philippeville	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Rochefort	—	—	2	—	8	1	1	—	—	3
Walcourt	—	—	1	—	5	—	—	—	—	9
TOTAUX	3	—	10	2	40	10	1	—	—	29

RÉCAPITULATION.

XLIX (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

ARRONDISSEMENTS.	AUTORISATION DE PLAIDER SANS FRAIS		ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE JUGE DE PAIX			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION DU SERMENT EN MATIÈRE CONTENTIEUSE		Remises de causes en matière contentieuse.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	309	25	141	122	634	223	18	61	2	5,012
Louvain	44	—	40	5	108	24	6	7	3	416
Nivelles	76	—	18	12	80	13	7	10	3	79
Anvers	80	—	23	7	57	84	—	8	1	1,357
Malines	10	—	32	27	122	11	—	13	—	196
Turnhout	7	—	28	6	85	10	6	17	—	114
Mons	263	4	56	17	170	21	14	14	—	806
Charleroi	127	6	86	34	281	51	10	13	5	614
Tournai	44	—	32	7	90	13	8	3	—	86
Gand	127	17	46	14	107	44	13	5	—	663
Audenarde	9	—	34	18	90	8	20	3	1	475
Termonde	40	2	26	2	55	36	6	9	—	213
Bruges	29	2	22	13	73	10	—	9	—	254
Courtrai	18	—	17	1	40	5	2	8	—	364
Furnes	2	—	3	—	16	6	—	2	—	90
Ypres	—	—	2	—	6	1	—	—	—	76
Liége	260	7	100	21	349	95	30	19	—	1,807
Huy	11	—	11	2	50	14	6	2	—	206
Verviers	31	—	27	11	89	14	5	4	—	454
Tongres	6	—	15	—	39	—	1	3	—	51
Hasselt	20	4	32	21	85	16	4	13	1	114
Arlon	—	1	24	10	79	14	7	6	2	124
Marche	2	—	4	2	10	—	3	2	—	47
Neufchâteau	—	2	37	7	97	15	6	17	—	131
Namur	31	—	29	16	86	38	13	11	—	268
Dinant	3	—	10	2	40	10	1	—	—	29
Cour d'appel de Bruxelles	960	35	456	237	1,627	450	69	149	14	8,680
Cour d'appel de Gand	225	21	150	48	387	110	41	36	1	2,135
Cour d'appel de Liége	364	14	289	92	924	216	76	77	3	3,231
TOTAUX GÉNÉRAUX	1,549	70	895	377	2,938	776	186	262	18	14,046

2° TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE

COMPÉTENCE

Il y a dans le royaume 26 tribunaux de première instance ou tribunaux civils d'arrondissement.

Dans les arrondissements où les affaires sont nombreuses, le tribunal se divise en plusieurs chambres, composées chacune d'un président ou d'un vice-président, de juges titulaires et de juges suppléants.

Il y a, dans chaque tribunal de première instance, un greffier, assisté d'un ou de plusieurs greffiers adjoints.

Aux termes de l'article 83 du Code de procédure civile, le ministère public, en matière civile, est appelé à donner son avis dans un certain nombre de cas.

Les tribunaux civils connaissent de toutes matières, à l'exception de celles qui sont attribuées aux juges de paix, aux tribunaux de commerce et aux conseils de prud'hommes (loi du 25 mars 1876, art. 8).

Ils connaissent de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les juges de paix (art. 9).

Ils statuent, enfin, sur les décisions rendues par les juges étrangers en matière civile et en matière commerciale.

Le taux du dernier ressort est fixé à 2,500 francs pour les jugements et pour les ordonnances de référé (art. 16).

Les ordonnances de référé sont rendues par le président du tribunal (art. 16 et loi du 26 décembre 1891).

En matière gracieuse, les tribunaux de première instance ont des attributions assez nombreuses. Leur intervention est surtout fréquente dans les actes relatifs aux personnes (livre 1er du Code civil, état civil, adoption, absence, tutelle, etc.).

TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.

L. — Aperçu général des affaires civiles introduites, terminées et restant à juger.

Arrondissements.	NATURE DES AFFAIRES														
	AFFAIRES A JUGER						AFFAIRES TERMINÉES								
	ANCIENNES			Nouvelles introduites pendant l'année judiciaire		Nombre total des affaires à juger.	PAR DES JUGEMENTS CONTRADICTOIRES			par des jugements par défaut.	Nombre total des affaires terminées par des jugements.	par décrétement, transaction, abandon, jonction ou radiation.	par radiation ordonnée d'office	Nombre total des affaires terminées.	Nombre des affaires restant à juger.
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	réinscrites au rôle.	sur opposition à des jugements par défaut.	ordinaires.	sommaires.		sur plaidoiries.	sur simples conclusions.	sur instruction par écrit.						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles. . . .	7,945	3	—	1,581	392	9,921	195	174	—	500	869	47	39	955	8,966
Louvain	299	—	2	196	36	533	54	—	—	62	116	49	—	165	368
Nivelles	231	1	—	121	92	445	49	8	—	48	105	31	—	136	309
Anvers.	3,156	2	—	289	421	3,868	163	70	—	129	362	70	20	452	3,416
Malines	164	1	—	117	53	335	52	17	—	33	102	37	—	139	196
Turnhout. . . .	56	—	1	41	45	143	18	14	—	14	46	20	9	75	68
Mons	807	3	—	306	76	1,192	52	19	—	88	159	77	—	236	956
Charleroi. . . .	1,607	—	—	516	134	2,257	159	72	—	216	447	71	38	556	1,701
Tournai	420	—	3	108	73	604	23	—	—	42	65	31	—	99	505
Gand	409	—	—	360	82	851	158	—	—	60	218	265	6	489	362
Audenarde. . .	54	—	—	119	25	198	21	12	—	39	72	9	—	81	117
Termonde . . .	101	—	—	70	56	227	16	—	—	26	42	14	6	62	165
Bruges.	237	2	3	214	38	494	65	2	—	83	150	44	47	241	253
Courtrai	322	—	—	73	96	491	41	7	—	32	80	31	—	111	380
Furnes.	44	—	—	2	7	53	3	2	—	1	6	3	—	9	44
Ypres	46	—	—	7	3	56	2	—	—	1	3	—	1	4	52
Liége	1,644	2	4	667	252	2,569	182	62	—	164	408	281	18	707	1,862
Huy.	212	—	—	81	30	323	17	19	—	23	59	10	8	77	246
Verviers	399	3	7	184	116	709	55	36	—	78	169	103	—	272	437
Tongres	53	—	—	44	21	118	10	5	—	13	28	8	—	36	82
Hasselt	121	9	—	43	27	200	22	7	—	12	41	22	1	64	136
Arlon	30	—	—	35	28	93	6	3	—	20	29	—	—	29	64
Marche.	127	—	—	59	9	195	16	6	—	17	39	10	—	49	146
Neufchâteau . .	57	—	—	22	17	96	9	10	—	5	24	1	—	25	71
Namur.	841	—	—	71	86	998	15	12	—	28	55	3	—	58	940
Dinant.	365	—	—	215	29	609	28	16	—	46	90	29	—	119	490
Cour d'appel de Bruxelles	14,685	10	6	3,275	1,322	19,298	765	374	—	1,132	2,271	436	116	2,813	16,485
Cour d'appel de Gand . .	1,213	2	3	845	307	2,370	306	23	—	242	571	366	60	997	1,373
Cour d'appel de Liége. .	3,849	14	11	1,421	615	5,910	360	176	—	406	942	467	27	1,436	4,474
TOTAUX GÉNÉRAUX	19,747	26	20	5,541	2,244	27,578	1,431	573	—	1,780	3,784	1,269	203	5,246	22,332

LI. — Durée des procès.

ARRONDISSEMENTS.	DURÉE DES INSTANCES A PARTIR DE L'INSCRIPTION AU ROLE. — AFFAIRES TERMINÉES PAR JUGEMENT. Inscrites						AFFAIRES RESTANT A JUGER. Inscrites					
	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an jusqu'à 3 ans.	depuis 3 ans et plus.	Total.	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an jusqu'à 3 ans.	depuis 3 ans et plus.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	389	70	96	209	105	869	437	661	372	3,660	3,836	8,966
Louvain	77	16	13	10	—	116	92	77	24	47	128	368
Nivelles	55	8	—	35	7	105	48	45	49	63	104	309
Anvers	203	51	59	41	5	362	117	124	236	1,446	1,463	3,416
Malines	66	10	6	12	8	102	47	21	3	26	99	196
Turnhout	30	11	2	2	1	46	11	10	19	15	13	68
Mons	54	22	16	49	18	159	115	73	96	220	452	956
Charleroi	78	71	56	140	102	447	130	79	160	562	770	1,701
Tournai	22	16	11	10	6	65	61	44	18	129	253	505
Gand	59	25	23	93	18	218	26	53	76	164	43	362
Audenarde	37	26	—	8	1	72	33	42	—	1	41	117
Termonde	31	2	7	2	—	42	25	40	32	68	—	165
Bruges	37	39	40	16	18	150	77	31	34	37	74	253
Courtrai	11	27	19	3	20	80	24	31	18	21	283	380
Furnes	2	2	1	1	—	6	2	2	—	5	35	44
Ypres	—	3	—	—	—	3	—	2	8	29	13	52
Liége	102	61	36	154	52	408	335	190	150	649	538	1,862
Huy	31	6	10	11	1	59	20	15	5	82	124	246
Verviers	86	15	8	49	11	169	72	51	38	165	108	437
Tongres	12	6	7	3	—	28	9	12	11	47	3	82
Hasselt	11	30	—	—	—	41	13	7	9	38	69	136
Arlon	12	10	4	3	—	29	26	17	12	4	5	64
Marche	22	3	—	14	—	39	12	15	18	74	27	146
Neufchâteau	13	4	4	2	1	24	8	12	9	23	19	71
Namur	31	8	3	10	3	55	41	30	79	301	486	940
Dinant	34	34	13	9	—	90	64	29	60	198	139	490
Cour d'appel de Bruxelles	974	278	259	508	252	2,271	1,088	1,134	977	6,108	7,118	16,485
Cour d'appel de Gand	177	124	90	123	57	571	187	201	168	328	489	1,373
Cour d'appel de Liége	354	180	85	255	68	942	600	381	391	1,584	1,518	4,474
TOTAUX GÉNÉRAUX	1,505	582	434	886	377	3,784	1,875	1,716	1,536	8,080	9,125	22,332

LII. — Nature des affaires civiles terminées par des jugements.

MATIÈRES dans lesquelles LES JUGEMENTS ONT ÉTÉ RENDUS.	Nombre total des affaires terminées par jugements.	NOMBRE des jugements qui accueillent la demande.	NOMBRE des jugements qui rejettent la demande en tout ou en partie.	NOMBRE des jugements contradictoires.	NOMBRE des jugements par défaut.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public de droit.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public d'office.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public sur ses conclusions conformes.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public sur ses conclusions contraires.	Total des jugements rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Code civil.										
LIVRE I. — *Des personnes.*										
TITRE II. — Actes de l'état civil	1	—	1	1	—	1	—	—	1	1
TITRE V. — Mariage	52	42	10	34	18	52	—	52	—	52
TITRE V. — Pension alimentaire	83	63	20	60	23	61	—	58	3	61
TITRE VI. — Divorce. Garde d'enfants	734	633	101	216	518	734	—	661	73	734
TITRE VI. — Séparation de corps	49	41	8	32	17	49	—	44	5	49
TITRE VII. — Paternité. Filiation	138	137	1	16	122	138	—	138	—	138
TITRE X. — Tutelle	4	2	2	2	2	2	—	2	—	2
TITRE XI. — Interdiction	62	61	1	4	58	62	—	62	—	62
TITRE XI. — Conseil judiciaire	21	21	—	11	10	21	—	21	—	21
LIVRE II. — *Des biens et des différentes modifications de la propriété.*										
TITRE II. — Propriété immobilière	10	8	2	9	1	2	—	2	—	2
TITRE II. — Propriété mobilière	102	74	28	75	27	19	—	18	1	19
TITRE IV. — Servitudes	2	1	1	2	—	—	1	1	—	1
LIVRE III. — *Des différentes manières dont on acquiert la propriété.*										
TITRE I. — Successions	797	770	27	494	303	415	5	415	5	420
TITRE II. — Donations entre vifs et testamentaires	40	29	11	34	6	18	—	16	2	18
TITRE III. — Conventions	37	24	13	22	15	9	5	14	—	14
TITRE III. — Payement de sommes	103	77	26	51	52	26	2	27	1	28
TITRE IV. — Quasi-contrats. Délits et quasi-délits	232	120	112	193	39	119	2	115	6	121
TITRE V. — Contrat de mariage. Séparations de biens	106	100	6	19	87	104	—	103	1	104
TITRE VI. — Vente	212	172	40	100	112	54	1	52	3	55
TITRE VIII. — Contrat de louage	183	134	49	123	60	36	—	34	2	36
Autres contrats	139	126	13	62	77	26	2	27	1	28
TITRE XVIII. — Des privilèges et hypothèques. Loi du 16 décembre 1851.	17	16	1	11	6	14	—	13	1	14
Code de procédure civile. — Lois spéciales.										
LIVRE II, TITRE VIII. — Opposition à jugement par défaut	12	8	4	10	2	3	—	3	—	3
LIVRE V, TITRE VII. — Saisies-arrêts ou oppositions	145	134	11	41	104	43	1	43	1	44
Lois des 25 mars 1841 et 25 mars 1876. — Appel de jugement de justice de paix	220	85	135	207	13	88	9	82	15	97
Lois des 25 mars 1841 et 25 mars 1876. — Compétence	7	—	7	7	—	6	—	6	—	6
Loi du 15 août 1854, chapitres II et III. — Saisie immobilière	143	130	13	64	79	94	—	93	1	94
Loi du 17 avril 1835. — Expropriation pour cause d'utilité publique	12	11	1	12	—	12	—	11	1	12
Loi du 25 mars 1876, art. 10. — Exequatur de jugements étrangers	1	1	—	—	1	1	—	—	1	1
Autres matières	120	67	53	92	28	58	—	56	2	58
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,784	3,087	697	2,004	1,780	2,267	28	2,170	125	2,295
Totaux par ressort de Cour d'appel — Bruxelles	2,271	1,869	402	1,139	1,132	1,440	21	1,348	115	1,461
Totaux par ressort de Cour d'appel — Gand	571	490	81	329	242	302	5	306	1	307
Totaux par ressort de Cour d'appel — Liége	942	728	214	536	406	525	2	518	9	527

NOTA. — Les tribunaux ont, en outre, statué favorablement sur un total de 31 adoptions.

Sur les 232 jugements en matière de quasi-contrats délits et quasi-délits renseignés au présent tableau :

20 statuent sur des demandes en dommages-intérêts pour accidents de travail (8 accueillent, 12 rejettent en tout ou en partie la demande).

15	id.	id.	id.	pour accidents de chemins de fer	7	id.	8	id.
46	id.	id.	id.	pour autres accidents	26	id.	29	id.
8	id.	id.	id.	pour lésions corporelles	3		5	id.
10	id.	id.	id.	pour injures et calomnies	5	id.	5	id.
14	id.	id.	id.	pour délits de presse	6	id.	8	id.
15	id.	id.	id.	pour inexécution de conventions	11	id.	4	id.
4	id.	id.	id.	pour ruptures de bail	2		2	id.
5	id.	id.	id.	pour ruptures de promesse de mariage	4	id.	1	rejette
95	id.	id.	id.	pour d'autres objets	48	id.	47	rejettent

id.)
id.)
id.)
id.)
id.)
id.)
id.)
id.)

LIII. — Divorces et séparations de corps. (Année judiciaire 1918-1919.)

RENSEIGNEMENTS DIVERS.		Bruxelles		Louvain		Nivelles		Anvers		Malines		Turnhout		Mons		Charleroi		Tournai		Gand		Audenarde	
		Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
Demandes	accueillies	239	9	19	—	2	2	31	2	7	—	2	—	50	3	118	1	10	5	48	1	—	2
	rejetées	14	2	—	—	4	—	1	—	—	1	—	—	4	2	12	—	—	1	8	—	—	—
	abandonnées	25	—	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	6	5	—	—	6	—	—	—
Totaux des demandes par arrondissement judiciaire		278	11	22	2	6	2	32	2	7	1	2	—	55	6	126	6	10	6	62	1	—	2
Totaux des demandes par ressort de cour d'appel																		538	36				
Demandes doubles formées séparément par chacun des époux		7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—
et demandes réintroduites la même année après rejet ou biffure d'une précédente demande		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des ménages en instance par arrondissement judiciaire		271	11	22	2	6	2	32	2	7	1	2	—	54	6	125	6	10	6	61	1	—	2
Nombre des ménages en instance par ressort de cour d'appel																		529	36				
Demandes formées	par le mari	138	1	15	—	2	1	21	—	4	—	1	—	30	2	70	2	9	3	33	—	—	—
	par la femme	119	10	7	2	4	1	8	2	3	1	1	—	24	4	50	4	—	3	29	1	—	2
	par consentement mutuel	21	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	1	—	6	—	1	—	—	—	—	—
		278	11	22	2	6	2	32	2	7	1	2	—	55	6	126	6	10	6	62	1	—	2
Situation de famille : Époux	ayant des enfants	89	4	13	2	4	2	12	2	4	—	1	—	24	5	69	3	4	4	30	1	—	2
	n'ayant pas ou n'ayant plus d'enfants	182	7	8	—	2	—	20	—	3	1	1	—	30	1	56	3	6	2	31	—	—	—
	situation inconnue	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
		271	11	22	2	6	2	32	2	7	1	2	—	54	6	125	6	10	6	61	1	—	2
Durée du mariage au moment de la demande	Moins de 1 an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	De 1 à 5 ans	16	—	2	—	—	—	—	—	1	—	—	—	3	—	9	—	1	—	1	—	—	—
	De 5 à 10 ans	91	1	5	—	1	—	12	1	3	1	1	—	21	1	45	3	1	—	27	—	—	—
	De 10 à 20 ans	124	4	12	1	3	—	16	1	2	—	1	—	20	4	57	1	5	1	27	—	—	2
	De 20 à 30 ans	35	4	1	1	1	2	4	—	1	—	—	—	10	1	10	1	2	3	6	1	—	—
	De 30 à 40 ans	5	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	1	1	1	—	—	—
	De 40 à 50 ans	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
	Plus de 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Durée inconnue	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		271	11	22	2	6	2	32	2	7	1	2	—	54	6	125	6	10	6	61	1	—	2
Motifs des demandes	Excès, sévices ou injures graves	accueillies	157	9	12	—	1	1	15	2	6	—	2	—	29	3	84	1	5	5	20	1	—	2
		rejetées et abandonnées	39	2	3	2	3	—	1	—	—	1	—	—	5	3	8	5	—	1	14	—	—	—
	Adultère du mari	accueillies	22	—	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	7	—	6	—	—	—	16	—	—	—
		rejetées et abandonnées	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Adultère de la femme	accueillies	36	—	6	—	—	1	8	—	1	—	—	—	13	—	21	—	2	—	12	—	—	—
		rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Condamnation à une peine criminelle : du mari	accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	de la femme	accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Conversion de séparation de corps	accueillies	3	—	—	—	1	—	3	—	—	—	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—
		rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Par consentement mutuel	accueillies	21	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	1	—	6	—	1	—	—	—	—	—
		rejetées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
			278	11	22	2	6	2	32	2	7	1	2	—	55	6	126	6	10	6	62	1	—	2

RENSEIGNEMENTS DIVERS.		Termonde		Bruges		Courtrai		Furnes		Ypres		Liége		Huy		Verviers		Tongres		Hasselt		Arlon		Marche		Neufchâteau		Namur		Dinant		TOTAL	
		Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.
1		24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Demandes	accueillies	3	2	4	3	5	1	—	—	—	—	67	2	10	2	32	1	—	1	3	—	2	—	5	—	—	—	4	1	4	3	665	41
	rejetées	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	7	—	—	—	19	4	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	40	7
	abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	69	12
Totaux des demandes par arrondissement judiciaire		3	2	5	3	7	1	—	—	—	—	76	2	10	2	53	6	—	1	4	—	2	—	6	—	—	—	4	1	4	3	774	60
Totaux des demandes par ressort de cour d'appel										77	9																			159	15	774	60
Demandes doubles formées séparément par chacun des époux		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	—
et demandes réintroduites la même année après rejet ou biffure d'une précédente demande		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des ménages en instance par arrondissement judiciaire		3	2	5	3	7	1	—	—	—	—	75	2	10	2	53	6	—	1	4	—	2	—	6	—	—	—	4	1	4	3	763	60
Nombre des ménages en instance par ressort de cour d'appel										76	9																			158	15	763	60
Demandes formées	par le mari	1	—	5	—	2	1	—	—	—	—	56	—	8	—	22	1	—	—	3	—	2	—	4	—	—	—	3	—	4	2	433	13
	par la femme	2	2	—	3	5	—	—	—	—	—	20	2	2	2	39	5	—	1	1	—	—	—	2	—	—	—	1	1	—	1	308	47
	par consentement mutuel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33	—
		3	2	5	3	7	1	—	—	—	—	76	2	10	2	53	6	—	1	4	—	2	—	6	—	—	—	4	1	4	3	774	60
Situation de famille : Époux	ayant des enfants	2	1	—	2	4	1	—	—	—	—	30	2	6	1	41	3	—	1	4	—	1	—	2	—	—	—	3	1	2	2	345	39
	n'ayant pas ou n'ayant plus d'enfants	1	1	5	1	3	—	—	—	—	—	45	—	4	1	12	3	—	—	—	—	1	—	4	—	—	—	1	—	2	1	417	21
	situation inconnue	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
		3	2	5	3	7	1	—	—	—	—	75	2	10	2	53	6	—	1	4	—	2	—	6	—	—	—	4	1	4	3	763	60
Durée du mariage au moment de la demande	Moins de 1 an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
	De 1 à 5 ans	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	10	—	1	2	15	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	3	61	2
	De 5 à 10 ans	1	—	2	—	1	1	—	—	—	—	27	1	5	—	16	2	—	—	1	—	—	—	5	—	—	—	3	—	1	2	268	13
	De 10 à 20 ans	2	2	2	1	5	—	—	—	—	—	35	1	3	—	17	4	—	1	3	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	338	25
	De 20 à 30 ans	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	3	—	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	79	15
	De 30 à 40 ans	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	2
	De 40 à 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
	Plus de 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Durée inconnue	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
		3	2	5	3	7	1	—	—	—	—	75	2	10	2	53	6	—	1	4	—	2	—	6	—	—	—	4	1	4	3	763	60
Motifs des demandes	Excès, sévices ou injures graves — accueillies	2	2	3	3	2	1	—	—	—	—	53	1	7	2	25	1	—	1	1	—	2	—	3	—	—	—	2	1	4	3	435	39
	Excès, sévices ou injures graves — rejetées et abandonnées	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	9	—	—	—	20	5	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	107	19
	Adultère du mari — accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	57	1
	Adultère du mari — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
	Adultère de la femme — accueillies	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	4	—	2	—	5	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	118	1
	Adultère de la femme — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
	Condamnation à une peine criminelle : du mari — accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Condamnation à une peine criminelle : du mari — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Condamnation à une peine criminelle : de la femme — accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Condamnation à une peine criminelle : de la femme — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Conversion de séparation de corps — accueillies	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	—
	Conversion de séparation de corps — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	40	—
	Par consentement mutuel — accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Par consentement mutuel — rejetées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		3	2	5	3	7	1	—	—	—	—	76	2	10	2	53	6	—	1	4	—	2	—	6	—	—	—	4	1	4	3	774	60

LIV. — Divorces et séparations de corps. (Année judiciaire 1918-1919.)

Motifs des demandes. — Situation de famille. — Durée du mariage.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.	MOTIFS DES DEMANDES.														NOMBRE TOTAL DES DEMANDES		
	Excès, sévices ou injures graves		Adultère du mari		Adultère de la femme		Condamnations à une peine criminelle du mari		Condamnations à une peine criminelle de la femme		Conversion de séparation de corps		Consentement mutuel				
	accueillies.	rejetées et abandonnées.	accueillies.	rejetées et abandonnées.	accueillies.	rejetées et abandonnées.	accueillies.	rejetées et abandonnées.	accueillies.	rejetées et abandonnées.	accueillies.	rejetées et abandonnées.	accueillies.	rejetées	accueillies.	rejetées et abandonnées.	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
A. — DIVORCES.																	
Situation de famille : Époux — ayant des enfants.	209	42	25	—	53	1	—	—	—	—	9	—	24	—	320	43	363
Situation de famille : Époux — n'ayant pas ou n'ayant plus d'enfants.	225	65	32	1	65	—	—	—	—	—	6	—	16	—	344	66	410
Situation de famille : Époux — situation inconnue	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
TOTAL	435	107	57	1	118	1	—	—	—	—	15	—	40	—	665	109	774
Durée du mariage au moment de la demande — moins de 1 an	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Durée du mariage au moment de la demande — de 1 à 5 ans	43	12	3	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	50	12	62
Durée du mariage au moment de la demande — de 5 à 10 ans	151	36	16	—	53	—	—	—	—	—	1	—	13	—	234	36	270
Durée du mariage au moment de la demande — de 10 à 20 ans	182	43	32	1	50	1	—	—	—	—	7	—	25	—	296	45	341
Durée du mariage au moment de la demande — de 20 à 30 ans	49	12	6	—	9	—	—	—	—	—	5	—	2	—	71	12	83
Durée du mariage au moment de la demande — de 30 à 40 ans	8	4	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	11	4	15
Durée du mariage au moment de la demande — de 40 à 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Durée du mariage au moment de la demande — Plus de 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Durée du mariage au moment de la demande — Durée inconnue	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
TOTAL	435	107	57	1	118	1	—	—	—	—	15	—	40	—	665	109	774
B. — SÉPARATIONS DE CORPS.																	
Situation de famille : Époux — ayant des enfants.	25	12	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27	12	39
Situation de famille : Époux — n'ayant pas ou n'ayant plus d'enfants.	14	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	7	21
Situation de famille : Époux — situation inconnue	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	39	19	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	19	60
Durée du mariage au moment de la demande — moins de 1 an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Durée du mariage au moment de la demande — de 1 à 5 ans	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Durée du mariage au moment de la demande — de 5 à 10 ans	5	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	8	13
Durée du mariage au moment de la demande — de 10 à 20 ans	18	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19	6	25
Durée du mariage au moment de la demande — de 20 à 30 ans	10	4	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	4	15
Durée du mariage au moment de la demande — de 30 à 40 ans	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Durée du mariage au moment de la demande — de 40 à 50 ans	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3
Durée du mariage au moment de la demande — plus de 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Durée du mariage au moment de la demande — Durée inconnue	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	39	19	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	19	60

N. B.— Les défauts de concordance entre le présent tableau et le tableau LIII, pour ce qui concerne les renseignements relatifs à la situation de famille et à la durée du mariage s'expliquent par le fait que, d'une part, au tableau LIII, c'est l'union conjugale qui, sous ce double rapport est prise comme unité statistique, tandis qu'au tableau LIV, où les renseignements précités sont donnés en fonction des motifs des demandes, l'unité statistique est et devait être l'individu.

LV. — Jugements rendus avant de statuer au fond et actes d'instruction préparatoire.

ARRONDISSEMENTS.	JUGEMENTS rendus avant de statuer au fond						ACTES D'INSTRUCTION PRÉPARATOIRE						
	Nombre des jugements rendus.	contradictoires			par défaut.	sur requête.	Serments prêtés à l'audience			Enquêtes			Interrogatoires sur faits et articles.
		sur plaidoiries.	sur simples conclusions.	sur instruction par écrit.			déférés par l'une des parties à l'autre.	référés.	déférés d'office.	sommaires.	devant juge commissaire directes.	devant juge commissaire contraires.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Bruxelles	858	87	373	—	397	1	1	—	—	—	152	52	4
Louvain	126	61	8	—	57	—	2	1	1	—	7	—	1
Nivelles	16	10	1	—	5	—	1	—	—	—	1	—	1
Anvers	233	90	90	—	2	—	4	—	—	—	16	10	1
Malines	60	26	3	—	30	1	1	—	—	5	10	2	—
Turnhout	17	5	12	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—
Mons	177	41	47	—	89	—	—	—	—	—	16	5	—
Charleroi	350	118	74	—	153	4	1	—	—	—	32	17	1
Tournai	65	32	4	—	29	—	—	—	1	—	—	—	—
Gand	192	70	34	—	88	—	—	—	—	—	31	5	2
Audenarde	29	11	11	—	7	—	—	—	—	1	4	1	1
Termonde	75	14	6	—	55	—	—	—	—	3	8	4	—
Bruges	51	25	17	—	5	4	—	—	—	1	4	—	—
Courtrai	52	26	14	—	12	—	1	—	3	—	5	1	—
Furnes	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Ypres	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	450	97	133	—	214	6	1	—	—	—	6	2	1
Huy	24	13	9	—	1	1	—	—	1	—	7	3	3
Verviers	130	35	42	—	49	4	1	—	—	—	30	6	3
Tongres	22	10	1	—	2	—	2	—	—	4	3	3	4
Hasselt	16	9	2	—	—	5	2	—	—	—	5	5	4
Arlon	8	5	—	—	2	1	—	—	—	—	4	1	2
Marche	21	10	6	—	3	2	—	—	—	—	7	4	2
Neufchâteau	5	2	3	—	—	—	1	—	2	—	4	4	1
Namur	22	13	4	—	5	—	—	—	—	—	10	2	3
Dinant	58	17	15	—	22	4	1	—	—	2	9	3	5
Cour d'appel de Bruxelles	1,902	470	612	—	762	6	15	1	2	5	234	86	8
Cour d'appel de Gand	403	149	82	—	168	4	1	—	3	6	52	11	3
Cour d'appel de Liége	756	220	215	—	298	23	8	—	3	6	85	33	23
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,061	839	909	—	1,228	33	24	1	8	17	371	130	39

L. — Affaires sur requête. —

ARRONDISSEMENTS.	AFFAIRES SUR REQUÊTE				PRO DEO		Rectification d'actes de l'état civil.	HOMOLOGATIONS			AUTORISATIONS de vendre des biens	
								d'actes de notoriété.	de délibérations de conseils de famille			
	accordées.	rejetées.	sans suite.	TOTAL.	accordés.	rejetés.			relatives à l'aliénation de biens de mineurs.	concernant tous autres objets.	de mineurs.	d'interdits.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	2,749	6	—	2,755	304	6	51	71	3	61	541	12
Louvain	704	9	—	713	176	7	1	4	11	4	287	2
Nivelles	365	—	—	365	6	—	8	18	46	5	227	1
Anvers	976	17	70	1,063	311	17	25	32	24	1	330	—
Malines	252	4	1	257	43	4	2	1	12	3	141	—
Turnhout	245	—	—	245	24	—	2	—	9	2	190	1
Mons	1,023	80	8	1,111	347	79	12	96	15	3	214	—
Charleroi	1,851	27	69	1,947	774	27	13	59	37	—	323	—
Tournai	690	4	—	694	296	3	8	9	14	6	155	4
Gand	946	—	—	946	205	—	10	24	10	2	227	—
Audenarde	269	3	4	276	50	3	13	4	8	—	156	1
Termonde	479	15	2	496	114	15	18	7	12	2	267	—
Bruges	258	8	8	274	83	8	10	2	—	—	90	—
Courtrai	355	4	11	370	102	4	42	34	4	1	100	1
Furnes	53	—	—	53	1	—	9	1	1	1	40	—
Ypres	24	—	—	24	1	—	12	—	—	—	11	—
Liége	1,946	46	26	2,018	807	45	26	7	24	24	389	—
Huy	363	2	2	367	61	2	10	6	10	4	190	—
Verviers	434	10	—	444	311	8	—	9	12	14	82	—
Tongres	165	2	—	167	22	2	3	4	17	12	97	2
Hasselt	243	5	2	250	27	5	2	—	15	1	171	4
Arlon	352	—	—	352	34	—	9	—	12	—	267	—
Marche	123	—	1	124	20	1	4	—	—	—	90	—
Neufchâteau	163	—	—	163	11	—	4	4	17	2	112	—
Namur	576	—	—	576	115	—	14	16	22	4	299	8
Dinant	421	—	—	421	70	—	5	3	17	4	247	—
Cour d'appel de Bruxelles	8,855	147	148	9,150	2,281	143	122	290	171	85	2,408	20
Cour d'appel de Gand	2,384	30	25	2,439	556	30	114	72	35	6	891	2
Cour d'appel de Liége	4,786	65	31	4,882	1,478	63	77	49	146	65	1,944	14
TOTAUX.	16,025	242	204	16,471	4,315	236	313	411	352	156	5,243	36

Référés. — Ordonnances.

RÉFÉRÉS JUGÉS		Ordonnances d'assignation à bref délai.	PROCÈS-VERBAUX de présentation de testaments		Ordonnances d'envoi en possession de succession testamentaire.	ORDONNANCES d'exequatur de jugements arbitraux		SEQUESTRES de biens d'ennemis			ARRONDISSEMENTS.
contradictoirement.	par défaut.		olographes.	mystiques.		en matière civile.	en matière commerciale.	Ordonnances de nomination de sequestres.	Référés jugés en matière de sequestre.	Autres ordonnances rendues en matière de sequestre.	
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
858	243	40	505	9	267	20	5	2,325	39	1,410	Bruxelles.
38	5	6	110	1	20	—	—	33	1	20	Louvain.
43	3	1	104	10	33	—	—	10	2	—	Nivelles.
207	38	9	311	2	49	1	3	1,717	65	675	Anvers.
27	9	6	69	—	21	—	—	14	4	5	Malines.
45	1	5	44	—	5	—	—	11	—	15	Turnhout.
121	12	—	135	4	52	—	—	65	8	27	Mons.
212	37	61	162	—	49	1	—	90	5	11	Charleroi.
44	5	12	155	—	40	—	—	44	2	9	Tournai.
118	7	42	219	1	44	2	—	59	—	2	Gand.
20	1	—	83	—	20	3	—	10	—	5	Audenarde
90	7	—	149	2	26	—	—	—	—	—	Termonde
30	10	4	211	8	63	—	—	196	—	12	Bruges.
17	4	15	167	5	39	—	—	21	1	—	Courtrai.
—	—	—	48	3	9	—	—	28	—	—	Furnes.
1	—	—	48	—	7	—	—	2	—	—	Ypres
458	12	30	286	—	92	4	—	673	44	547	Liége.
32	6	—	85	5	12	—	—	31	—	5	Huy.
118	9	71	95	2	27	—	—	439	102	228	Verviers.
3	2	7	44	—	5	—	—	17	—	3	Tongres.
16	8	9	52	1	3	—	—	50	4	20	Hasselt.
—	—	—	60	—	9	—	—	24	2	4	Arlon.
5	—	4	32	—	—	—	—	31	68	35	Marche.
2	—	6	47	1	5	—	—	1	—	—	Neufchâteau.
76	3	4	137	3	3	—	—	35	—	—	Namur.
44	4	1	116	2	31	—	—	5	—	1	Dinant.
1,595	353	140	1,595	26	536	22	8	4,309	126	2,172	Cour d'appel de Bruxelles
276	29	61	925	19	208	5	—	316	1	19	Cour d'appel de Gand
856	44	132	954	14	187	4	—	1,306	220	843	Cour d'appel de Liége
2,727	426	333	3,474	59	931	31	8	5,931	347	3,034	TOTAUX.

LVII. — Procédures d'ordre et de contribution.

Arrondissements.	NOMBRE DES PROCÉDURES D'ORDRE — A RÉGLER				NOMBRE DES PROCÉDURES D'ORDRE — TERMINÉES				NOMBRE DES PROCÉDURES D'ORDRE	NOMBRE DES PROCÉDURES DE CONTRIBUTION — A RÉGLER				NOMBRE DES PROCÉDURES DE CONTRIBUTION — TERMINÉES				NOMBRE DES PROCÉDURES DE CONTRIBUTION	Transcriptions de saisies immobilières. — Année 1918-1919.
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	pour-suivies de nouveau.	Ouvertes pendant l'année.	TOTAL.	à l'amiable.	par règlement du juge.	par abandon de procédure.	TOTAL.	restant à régler à la fin de l'année judiciaire.	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	pour-suivies de nouveau.	Ouvertes pendant l'année.	TOTAL.	à l'amiable.	par règlement du juge.	par abandon de procédure.	TOTAL.	restant à régler à la fin de l'année judiciaire.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Bruxelles	2	—	1	3	—	—	—	—	3	12	—	1	13	—	3	—	3	10	46
Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Anvers	1	—	—	1	—	—	—	—	1	3	—	—	3	—	—	—	—	3	13
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	5	—	—	5	—	—	—	—	5	1	—	—	1	—	—	—	—	1	4
Charleroi	10	—	4	14	—	1	—	1	13	12	—	—	12	—	—	2	2	10	15
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	1
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	3
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Bruges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Courtrai	1	—	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	11	—	2	13	—	—	—	—	13	10	—	—	10	—	—	—	—	10	35
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	1	4	—	—	—	—	4	2
Verviers	3	—	3	6	—	1	—	1	5	4	—	—	4	—	2	—	2	2	15
Tongres	2	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Arlon	4	—	—	4	—	—	—	—	4	5	—	—	5	—	—	—	—	5	—
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	1
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	1	1	—	2	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Dinant	3	—	—	3	—	—	—	—	3	1	—	—	1	—	—	—	—	1	6
Cour d'appel de Bruxelles	18	—	5	23	—	1	—	1	22	29	—	1	30	—	3	2	5	25	85
Cour d'appel de Gand	1	—	—	1	—	—	—	—	1	1	—	1	2	—	—	—	—	2	10
Cour d'appel de Liége	24	1	5	30	—	4	—	4	26	24	—	1	25	—	2	—	2	23	66
TOTAUX	43	1	10	54	—	5	—	5	49	54	—	3	57	—	5	2	7	50	161

3° TRIBUNAUX DE COMMERCE

COMPÉTENCE

Il y a des tribunaux de commerce dans les lieux déterminés par la loi. Celle-ci règle leur organisation, leurs attributions, le mode de nomination de leurs membres et la durée des fonctions de ces derniers. (Constitution, art. 105, 2e alinéa.)

Lorsqu'aucun tribunal de commerce n'est établi dans un arrondissement, le tribunal de première instance y exerce la juridiction commerciale. Dans ce cas, il juge sans l'assistance du ministère public, conformément aux dispositions qui régissent les tribunaux de commerce (titre Ier, chap. III, loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869).

Le taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de commerce a été porté à 2,500 francs par l'article 16 du titre préliminaire du nouveau Code de procédure civile (25 mars 1876).

En vertu de la loi du 26 décembre 1891, les présidents des tribunaux de commerce statuent en référé comme les présidents des tribunaux civils.

TRIBUNAUX DE COMMERCE

LVIII. — Aperçu général des causes commerciales introduites, terminées et restant à juger.

TRIBUNAUX		NATURE DES CAUSES													Causes restant à juger.
		CAUSES A JUGER						CAUSES TERMINÉES							
		ANCIENNES			NOUVELLES INTRODUITES		TOTAL des causes à juger.	PAR JUGEMENTS			TOTAL	par désistement, transaction ou radiation	par radiation ordonnée d'office.	TOTAL des causes terminées.	
		pendantes au commencement de l'année.	réinscrites après avoir été rayées comme terminées.	poursuivies sur opposition à des jugements par défaut.	entre commerçants.	entre commerçants et non-commerçants.		contradictoires sur plaidoiries.	contradictoires sur simples conclusions.	par défaut.					
CIVILS.	DE COMMERCE.														
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
	Bruxelles. . .	8,349	466	16	4,701	20	13,552	1,283	392	1,074	2,659	45	4,122	6,826	6,726
	Louvain . . .	184	5	—	180	45	414	45	—	33	78	73	7	158	256
Nivelles . . .	. . . . .	119	—	—	69	36	224	38	—	22	60	12	2	74	150
	Anvers. . . .	7,917	—	5	1,695	47	9,664	463	210	223	905	225	2	1,132	8,532
Malines . . .	. . . . .	275	1	2	138	32	448	89	—	19	108	126	5	239	209
Turnhout . .	. . . . .	95	5	1	96	22	219	38	20	14	72	32	16	120	99
	Mons	692	10	4	375	15	1,096	41	44	89	174	44	63	281	815
Charleroi. . .	. . . . .	1,362	2	5	685	128	2,182	215	96	166	477	142	32	651	1,531
	Tournai . . .	369	4	1	152	51	577	28	1	31	60	83	—	143	434
	Gand	1,262	—	—	588	22	1,872	148	12	110	270	279	1	550	1,322
Audenarde . .	. . . . .	13	—	—	39	15	67	7	—	4	11	9	—	20	47
	Alost. . . .	150	—	—	157	—	307	38	—	21	59	5	11	75	232
	Saint-Nicolas .	120	—	3	99	25	247	34	7	18	59	24	5	88	159
Termonde . .	. . . . .	50	—	—	56	23	129	17	—	5	22	12	3	37	92
	Bruges. . . .	742	—	3	240	24	1,009	54	—	23	77	40	2	119	890
	Ostende . . .	206	—	—	49	18	273	16	8	10	34	14	8	56	217
	Courtrai . . .	698	—	4	187	16	905	41	3	18	62	41	3	106	799
Furnes. . .	. . . . .	36	1	—	22	4	63	3	3	7	13	9	—	22	41
Ypres	. . . . .	50	—	—	11	2	63	3	—	1	4	2	—	6	57
	Liége. . . .	1,698	27	36	887	366	3,014	483	78	228	789	892	253	1,934	1,080
Huy.	. . . . .	300	—	6	125	67	498	27	20	20	67	39	10	116	382
	Verviers . . .	235	—	—	176	17	428	70	22	49	141	91	—	235	193
Tongres . . .	. . . . .	29	2	—	49	14	94	24	6	15	45	12	—	57	37
Hasselt. . . .	. . . . .	117	10	—	84	11	222	26	10	24	54	49	1	104	118
Arlon	. . . . .	83	—	—	16	7	106	10	2	4	16	4	—	20	86
Marche. . . .	. . . . .	101	—	—	28	16	145	5	3	4	12	26	—	38	107
Neufchâteau .	. . . . .	77	—	—	24	19	120	24	1	7	32	10	—	42	78
	Namur. . . .	359	—	—	230	13	602	58	7	40	105	33	167	305	297
Dinant. . . .	. . . . .	216	—	—	91	62	369	12	9	37	58	75	23	156	213
	TOTAUX . .	25,904	533	86	11,249	1,137	38,909	3,334	873	2,316	6,523	2,451	4,736	13,710	25,199
Cour d'appel de	Bruxelles. . .	19,362	493	34	8,091	396	28,376	2,240	682	1,671	4,593	782	4,249	9,624	18,752
	Gand	3,327	1	10	1,448	149	4,935	361	33	217	611	435	33	1,079	3,856
	Liége	3,215	39	42	1,710	592	5,598	733	158	428	1,319	1,234	454	3,007	2,591
Tribunaux . .	civils. . . .	2,923	21	14	1,533	458	4,949	532	170	349	1,051	559	92	1,702	3,247
	de commerce .	22,981	512	72	9,716	679	33,960	2,802	703	1,967	5,472	1,892	4,644	12,008	21,952

LIX. — Durée de la procédure.

TRIBUNAUX		DURÉE DES PROCÈS A PARTIR DE L'INSCRIPTION AU ROLE.									
		CAUSES TERMINÉES PAR JUGEMENT INSCRITES					CAUSES RESTANT A JUGER INSCRITES				
CIVILS	DE COMMERCE	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an et plus.	TOTAL.	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an et plus.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
	Bruxelles. . .	1,557	496	179	427	2,659	773	392	258	5,303	6,726
	Louvain . . .	22	35	14	7	78	48	77	16	115	256
Nivelles . . .	. . . . .	54	2	—	4	60	15	16	4	115	150
	Anvers. . . .	220	378	103	204	905	477	133	286	7,636	8,532
Malines . . .	. . . . .	79	8	5	16	108	28	10	10	161	209
Turnhout . .	. . . . .	40	20	9	3	72	25	20	35	19	99
	Mons	105	41	26	2	174	70	36	164	545	815
Charleroi. . .	. . . . .	300	99	50	28	477	222	196	357	756	1,531
	Tournai . . .	41	7	3	9	60	89	33	11	301	434
	Gand	105	66	49	50	270	44	58	154	1,066	1,322
Audenarde . .	. . . . .	4	4	—	3	11	17	22	—	8	47
	Alost. . . .	46	7	2	4	59	32	47	32	121	232
	Saint-Nicolas .	37	11	2	9	59	30	15	14	100	159
Termonde . .	. . . . .	17	4	—	1	22	25	20	18	29	92
	Bruges. . . .	12	25	39	1	77	120	43	47	680	890
	Ostende . . .	18	3	—	13	34	19	8	—	190	217
	Courtrai . . .	12	21	19	10	62	63	35	16	685	799
Furnes. . . .	. . . . .	8	—	4	1	13	7	—	2	32	41
Ypres	. . . . .	—	4	—	—	4	—	12	15	30	57
	Liége. . . .	393	229	100	67	789	418	207	269	186	1,080
Huy.	. . . . .	42	12	3	10	67	50	37	31	264	382
	Verviers . . .	68	63	7	3	141	23	48	95	27	193
Tongres . . .	. . . . .	27	11	6	1	45	13	12	8	4	37
Hasselt. . . .	. . . . .	22	18	11	3	54	42	25	28	23	118
Arlon	. . . . .	12	4	—	—	16	2	6	11	67	86
Marche. . . .	. . . . .	6	1	1	4	12	6	5	9	82	107
Neufchâteau .	. . . . .	23	7	1	1	32	11	12	13	42	78
	Namur. . . .	72	25	7	1	105	55	26	25	191	297
Dinant. . . .	. . . . .	18	21	19	—	58	12	29	11	161	213
	TOTAUX . .	3,360	1,622	659	882	6,523	2,736	1,580	1,939	18,944	25,199
Cour d'appel de	Bruxelles. . .	2,418	1,086	389	700	4,593	1,747	913	1,141	14,951	18,752
	Gand	259	145	115	92	611	357	260	298	2,941	3,856
	Liége	683	391	155	90	1,319	632	407	500	1,052	2,591
Tribunaux. .	civils. . . .	652	215	109	75	1,051	475	422	552	1,798	3,247
	de commerce .	2,708	1,407	550	807	5,472	2,261	1,158	1,387	17,146	21,952

LX. — Jugements rendus avant de statuer au fond. — Actes d'instruction préparatoire. — Actes de sociétés (1).

TRIBUNAUX		JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND.						ACTES D'INSTRUCTION PRÉPARATOIRE							Actes concernant les sociétés commerciales déposés aux greffes et publiés au Recueil spécial.
			Contradictoires				Opposition à des jugements par défaut.	Enquêtes		Interrogatoires sur faits et articles.	Prestation du serment				
											déféré par la partie	référé.	déféré d'office		
CIVILS	DE COMMERCE	TOTAL	sur plaidoiries.	sur simples conclusions.	par défaut	sur requête.		par écrit.	sans écrit.				sur le montant de la demande.	sur tout autre point.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
	Bruxelles. . .	509	431	—	47	28	740	45	41	30	32	—	12	—	4,114
	Louvain . . .	34	25	9	—	—	5	5	5	—	2	—	—	—	122
Nivelles . . .	. . . . .	13	11	—	2	—	2	—	2	—	—	—	—	1	101
	Anvers. . . .	264	192	45	19	8	18	4	9	2	3	3	8	3	2,719
Malines . . .	. . . . .	27	25	1	1	—	2	5	17	—	—	—	1	—	87
Turnhout . .	. . . . .	33	21	12	—	—	7	5	8	—	4	—	2	2	46
	Mons	40	40	—	—	—	12	6	2	—	—	—	2	—	358
Charleroi. . .	. . . . .	87	47	13	27	—	3	12	20	—	2	—	—	1	635
	Tournai . . .	59	16	—	13	—	4	5	7	—	1	—	2	—	219
	Gand	87	74	7	—	6	—	10	—	3	3	—	—	1	505
Audenarde . .	. . . . .	19	5	14	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	62
	Alost. . . .	24	24	—	—	—	5	3	5	—	8	—	—	—	108
	Saint-Nicolas .	23	23	—	—	—	3	6	8	—	1	—	—	—	96
Termonde . .	. . . . .	24	11	2	11	—	—	1	2	—	—	—	1	—	50
	Bruges. . . .	40	32	4	2	2	2	2	6	—	3	—	—	—	108
	Ostende . . .	24	20	4	—	—	2	—	5	—	—	—	—	2	65
	Courtrai . . .	14	9	4	1	—	2	—	—	—	5	—	—	—	169
Furnes. . . .	. . . . .	4	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	39
Ypres	. . . . .	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25
	Liége.	232	114	113	—	5	48	23	39	5	3	—	—	—	1,040
Huy.	. . . . .	28	16	11	—	1	3	6	—	2	—	—	5	—	111
	Verviers . . .	52	18	30	—	4	11	7	4	2	—	—	—	—	370
Tongres . . .	. . . . .	24	24	—	—	—	1	6	4	—	2	—	—	2	47
Hasselt. . . .	. . . . .	17	16	—	1	—	2	—	—	—	4	—	—	—	67
Arlon	. . . . .	9	6	3	—	—	—	—	2	—	—	—	1	—	35
Marche. . . .	. . . . .	23	10	13	—	—	2	2	9	—	—	—	—	—	15
Neufchâteau .	. . . . .	12	11	1	—	—	—	4	—	—	2	—	2	—	21
	Namur. . . .	45	29	14	—	2	6	25	—	—	—	—	—	—	200
Dinant. . . .	. . . . .	24	14	10	—	—	—	—	—	3	1	—	—	—	124
	TOTAUX . .	1,793	1,301	311	125	56	880	182	192	47	76	3	37	12	11,658
Cour d'appel de	Bruxelles. . .	1,066	841	80	109	36	793	87	104	32	44	3	27	7	8,401
	Gand	261	202	36	15	8	14	22	30	3	20	—	2	3	1,227
	Liége	466	258	195	1	12	73	73	58	12	12	—	8	2	2,030
Tribunaux . .	civils. . . .	346	221	81	43	1	22	41	68	5	15	—	13	6	1,465
	de commerce .	1,447	1,080	230	82	55	858	141	124	42	61	3	24	6	10,193

(1) *En ce qui concerne les actes de sociétés* les chiffres donnés dans les publications parues au cours de l'année 1905 et des années antérieures se rapportaient à l'année judiciaire. Les chiffres donnés depuis se rapportent à l'année civile. Les chiffres de la présente publication sont donc ceux de l'année civile 1919.

CONCORDATS PRÉVENTIFS DE LA FAILLITE

Le débiteur commerçant peut éviter la déclaration de faillite s'il obtient de ses créanciers un concordat préventif dans les formes et conditions prescrites par la loi du 29 juin 1887.

Le concordat peut également être accordé après le décès du débiteur. Il ne peut s'établir que si la majorité des créanciers, représentant, par leurs créances contestées ou admises par provision, les trois quarts de toutes les sommes dues, ont adhéré expressément à la demande. Il n'a d'effet que moyennant l'homologation du tribunal de commerce.

L'homologation n'est accordée qu'en faveur du débiteur malheureux et de bonne foi. L'homologation du concordat le rend obligatoire pour tous les créanciers; il ne s'applique qu'aux engagements contractés antérieurement à son obtention.

Le concordat préventif ne profite point aux codébiteurs ni aux cautions qui ont renoncé au bénéfice de discussion. Il est sans effet relativement : 1° aux impôts et autres charges publiques, ainsi qu'aux contributions pour les digues et polders; 2° aux créances garanties par des privilèges, hypothèques ou nantissements; 3° aux créances dues à titre d'aliments. Celui qui a obtenu le concordat est tenu, en cas de retour à meilleure fortune, de payer *intégralement* ses créanciers.

LXI. — Concordats préventifs de la faillite.

TRIBUNAUX.	NOMBRE de demandes de concordat préventif.	DEMANDES DE CONCORDAT PRÉVENTIF DE LA FAILLITE					
		accueillies et suivies d'homologation.	REJETÉES		admises par les créanciers mais non suivies d'homologation.	suivies de déclaration de faillite pendant la procédure.	retirées ou tenues en suspens.
			avant toute procédure.	pour défaut de majorité.			
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	2	—	—	—	—	2	—
Louvain	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles	1	1	—	—	—	—	—
Anvers	4	1	—	2	—	—	1
Malines	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—
Mons	—	—	—	—	—	—	—
Charleroi	—	—	—	—	—	—	—
Tournai	—	—	—	—	—	—	—
Gand	1	1	—	—	—	—	—
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—
Alost	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas	1	—	—	—	1	—	—
Termonde	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	—	—	—	—	—	—	—
Ostende	1	—	—	—	—	—	1
Courtrai	1	1	—	—	—	—	—
Furnes	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—
Liége	1	—	—	—	—	—	1
Huy	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	—	—	—	—	—	—	—
Tongres	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	1	1	—	—	—	—	—
Marche	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—
Namur	1	—	—	1	—	—	—
Dinant	—	—	—	—	—	—	—
Cour d'appel de Bruxelles	7	2	—	2	—	2	1
Cour d'appel de Gand	4	2	—	—	1	—	1
Cour d'appel de Liége	3	1	—	1	—	—	1
TOTAUX GÉNÉRAUX	14	5	—	3	1	2	3

LXII. — Concordats préventifs de la faillite clôturés par liquidation après abandon d'actif.

DIVIDENDE DISTRIBUÉ MIS EN RAPPORT AVEC LE PASSIF.

Dividende distribué	PASSIF							TOTAL.
	de moins de 1,000 francs.	de 1,000 à moins de 5,000 francs.	de 5,000 à moins de 10,000 francs.	de 10,000 à moins de 20,000 francs.	de 20,000 à moins de 50,000 francs.	de 50,000 à moins de 100,000 francs.	de 100,000 francs et plus.	
1	2	3	4	5	6	7	8	
Rien	—	—	—	—	—	—	—	—
Moins de 10 %	—	—	—	—	—	—	1	1
De 10 à 20 %	—	—	—	—	1	—	1	2
De 20 à 30 %	—	—	—	—	—	—	—	—
De 30 à 50 %	—	—	—	—	—	—	—	—
De 50 à 75 %	—	—	—	—	—	—	4	4
De 75 % et plus	—	—	—	—	—	—	—	—
Payement intégral	—	—	—	—	—	—	—	—
Inconnu	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	—	—	—	—	1	—	6	7

FAILLITES

Tout commerçant qui cesse ses payements et dont le crédit se trouve ébranlé, est en état de faillite.

Celui qui n'exerce plus le commerce peut être déclaré en faillite, si la cessation de ses payements remonte à une époque où il était encore commerçant.

La faillite d'un commerçant peut être déclarée après son décès, lorsqu'il est mort en état de cessation de payement.

La faillite est qualifiée banqueroute simple et punie correctionnellement, si le commerçant failli se trouve dans l'un des cas de faute grave prévus par le chapitre Ier du titre II de la loi du 18 avril 1851.

Elle est qualifiée banqueroute frauduleuse et punie criminellement, si le commerçant failli se trouve dans un des cas de fraude prévus par le chapitre II du même titre de loi.

Le sursis de payement n'est accordé qu'au commerçant qui, par suite d'événements extraordinaires et imprévus, est contraint de cesser temporairement ses payements, mais qui, d'après son bilan dûment vérifié, a des biens ou moyens suffisants pour satisfaire tous ses créanciers en principal et intérêts.

Le failli qui a intégralement acquitté, en principal, intérêts et frais toutes les sommes par lui dues, peut obtenir sa réhabilitation.

LXIII. — Faillites. — Aperçu général.

TRIBUNAUX.	NOMBRE DES FAILLITES										
	antérieures à l'année.	déclarées pendant l'année.	réouvertes après clôture pour défaut d'actif.	réouvertes après révocation du concordat	TOTAL.	terminées par concordat.	terminées par liquidation.	révoquées.	closes à défaut d'actif.	TOTAL.	restant à terminer à la fin de l'année.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Bruxelles	173	17	—	—	190	5	20	—	22	47	143
Louvain	34	1	—	—	35	—	3	—	—	3	32
Nivelles	12	—	—	—	12	—	—	—	—	—	12
Anvers	173	3	1	—	177	—	1	—	1	2	175
Malines	18	1	—	—	19	—	1	—	—	1	18
Turnhout	10	—	—	—	10	—	—	(*) 1	—	1	9
Mons	49	1	—	—	50	—	2	—	—	2	48
Charleroi	168	—	—	—	168	—	5	—	2	7	161
Tournai	38	—	—	—	38	—	3	—	1	4	34
Gand	85	2	1	—	88	1	—	—	—	1	87
Audenarde	5	—	—	—	5	—	—	—	—	—	5
Alost	3	—	—	—	3	—	1	—	—	1	2
Saint-Nicolas	16	1	—	—	17	—	—	—	—	—	17
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	30	1	—	—	31	—	1	2	—	3	28
Ostende	25	—	—	—	25	—	1	—	2	3	22
Courtrai	36	—	—	—	36	—	1	—	—	1	35
Furnes	9	—	—	—	9	—	—	—	—	—	9
Ypres	6	—	—	—	6	—	—	—	—	—	6
Liége	52	2	1	—	55	—	13	—	3	16	39
Huy	7	—	—	—	7	—	—	—	—	—	7
Verviers	14	—	—	—	14	—	1	—	2	3	11
Tongres	1	2	—	—	3	—	—	1	—	1	2
Hasselt	6	—	—	—	6	—	2	—	—	2	4
Arlon	11	—	—	—	11	—	—	—	—	—	11
Marche	7	—	—	—	7	—	—	—	—	—	7
Neufchâteau	18	—	—	—	18	—	—	—	—	—	18
Namur	36	2	—	—	38	—	2	1	—	3	35
Dinant	21	—	—	—	21	—	4	—	—	4	17
Cour d'appel de Bruxelles	675	23	1	—	699	5	35	1	26	67	632
Cour d'appel de Gand	215	4	1	—	220	1	4	2	2	9	211
Cour d'appel de Liége	173	6	1	—	180	—	22	2	5	29	151
TOTAUX GÉNÉRAUX.	1,063	33	3	—	1,099	6	61	5	33	105	994

(*) Faillite close à défaut de passif.

LXIV. — Faillites déclarées. — Montant du passif.

TRIBUNAUX.	NOMBRE total des faillites déclarées.	MONTANT DU PASSIF.							
		Moins de 1,000 francs.	1,000 à 5,000 francs.	5,000 à 10,000 francs.	10,000 à 20,000 francs.	20,000 à 50,000 francs.	50,000 à 100,000 francs.	100,000 francs et plus.	Encore inconnu.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	17	1	2	3	1	1	1	5	3
Louvain	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers	3	1	—	—	1	—	1	—	—
Malines	1	—	—	—	—	—	—	1	—
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	1	—	—	—	—	—	—	—	1
Charleroi	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	2	—	—	1	—	—	—	—	1
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Alost	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Ostende	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	2	—	1	—	1	—	—	—	—
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tongres	2	—	—	—	1	—	—	—	1
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	2	—	1	—	—	1	—	—	—
Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cour d'appel de Bruxelles	23	2	2	3	3	1	2	6	4
Cour d'appel de Gand	4	—	1	1	—	1	—	—	1
Cour d'appel de Liége	6	—	2	—	2	1	—	—	1
TOTAUX GÉNÉRAUX.	33	2	5	4	5	3	2	6	6

LXV. — Faillites déclarées. — Circonstances personnelles aux faillis.

TRIBUNAUX	Faillites déclarées.	FAILLITES NOUVELLES OUVERTES				FAILLITES PRONONCÉES				ORIGINE DES FAILLIS			RÉSIDENCE DES FAILLIS.			
		contre des hommes.	contre des femmes.	contre des associés.	contre des sociétés.	sur aveu du failli.	à la poursuite des créanciers sur assignation.	à la poursuite des créanciers sur requête.	d'office.	Belge.	Etranger.	Inconnue.	Communes de 100,000 habitants et plus.	Communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants.	Communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants.	Communes de moins de 10,000 habitants.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles. . . .	17	13	—	1	3	4	5	2	6	12	5	—	17	—	—	—
Louvain	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers.	3	2	—	—	1	1	1	1	—	3	—	—	3	—	—	—
Malines	1	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—
Turnhout . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	1	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Charleroi. . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	2	2	—	—	—	1	—	—	1	2	—	—	2	—	—	—
Audenarde . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Alost	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas. .	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Termonde . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges.	1	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—
Ostende	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Furnes.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	2	2	—	—	—	—	1	1	—	2	—	—	—	—	—	2
Huy.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tongres	2	—	1	1	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	2
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur.	2	2	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	1	—	1
Dinant.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cour d'appel de Bruxelles.	23	18	—	1	4	6	7	3	7	18	5	—	20	2	—	1
Cour d'appel de Gand. .	4	3	—	—	1	2	—	1	1	4	—	—	2	1	—	1
Cour d'appel de Liége. .	6	4	1	1	—	—	1	4	1	6	—	—	—	1	—	5
TOTAUX GÉNÉRAUX	33	25	1	2	5	8	8	8	9	28	5	—	22	4	—	7

LXVI. — Faillites déclarées. — Relevé par province.

Brabant	18	Liége	2
Anvers	4	Limbourg	2
Hainaut	1	Luxembourg	—
Flandre orientale	3	Namur	2
Flandre occidentale	1		

POUR LE ROYAUME : 33

LXVII. — Faillites terminées par concordat.

DIVIDENDE DISTRIBUÉ MIS EN RAPPORT AVEC LE PASSIF.

Dividende distribué	PASSIF de moins de 1,000 francs.	de 1,000 à moins de 5,000 francs.	de 5,000 à moins de 10,000 francs.	de 10,000 à moins de 20,000 francs.	de 20,000 à moins de 50,000 francs.	de 50,000 à moins de 100,000 francs.	de 100,000 francs et plus.	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	
Rien	—	—	—	—	—	—	—	—
Moins de 10% . .	—	—	—	—	—	—	1	1
De 10 à 20% . . .	—	—	—	1	—	—	—	1
De 20 à 30% . . .	—	—	—	—	2	1	—	3
De 30 à 50% . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
De 50 à 75% . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
De 75% et plus .	—	—	—	—	1	—	—	1
Payement intégral	—	—	—	—	—	—	—	—
Inconnu	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL. . .	—	—	—	1	3	1	1	6

LXVIII. — Faillites terminées par liquidation.

A. — DIVIDENDE DISTRIBUÉ MIS EN RAPPORT AVEC LE PASSIF.

Dividende distribué	PASSIF de moins de 1,000 francs.	de 1,000 à moins de 5,000 francs.	de 5,000 à moins de 10,000 francs.	de 10,000 à moins de 20,000 francs.	de 20,000 à moins de 50,000 francs.	de 50,000 à moins de 100,000 francs.	de 100,000 francs et plus.	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	
Rien	—	1	—	3	2	—	1	7
Moins de 10% . .	—	3	1	4	12	2	4	26
De 10 à 20% . . .	—	1	1	3	3	3	3	14
De 20 à 30% . . .	—	—	—	3	2	1	—	6
De 30 à 50% . . .	—	1	—	1	1	—	1	4
De 50 à 75% . . .	—	—	—	—	2	—	—	2
De 75% et plus .	—	—	—	—	—	—	—	—
Payement intégral	—	—	—	1	—	—	—	1
Inconnu	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL. . .	—	6	2	15	22	6	9	(*) 60

B. — EMPLOI DE L'ACTIF RÉALISÉ.

CLASSEMENT DES FAILLITES suivant l'importance de leur passif.	Nombre des faillites.	Passif chirographaire.	Actif réalisé.	Frais de tout genre.	Honoraires des curateurs.	Paiement aux créanciers privilégiés.	Paiement aux créanciers chirographaires.
1	2	3	4	5	6	7	8
Moins de 1,000 francs.	—	—	—	—	—	—	—
De 1,000 à 5,000 francs	6	21,554.90	6,081.46	1,405.03	1,393.02	1,466.64	2,419.77
De 5,000 à 10,000 francs.	2	16,923.44	2,233.45	373.70	355.20	55.69	1,448.86
De 10,000 à 20,000 francs	15	211,009.39	78,168.22	7,412.06	11,109.62	25,274.13	34,372.41
De 20,000 à 50,000 francs	22	757,447.48	181,842.33	20,157.65	21,822.75	40,363.93	99,498.—
De 50,000 à 100,000 francs.	6	400,168.42	83,500.91	5,655.67	7,098.73	20,155.53	50,590.98
De 100,000 francs et plus	9	4,338,843.29	323,169.09	33,869.63	35,782.35	71,450.40	182,066.71
Total des faillites terminées par liquidation	(*) 60	5,751,936.98	675,598.46	68,873.74	77,561.67	158,766.32	370,396.73

(*) Non compris 1 faillite pour laquelle il est impossible de donner les renseignements, tous les documents ayant été brûlés lors de l'incendie du palais de justice; elle avait été terminée par jugement rendu par le tribunal de commerce de Louvain.

LXIX. — Durée de la procédure.

TRIBUNAUX	DURÉE DES FAILLITES TERMINÉES PAR CONCORDAT OU LIQUIDATION.								Total	FAILLITES A TERMINER OUVERTES DEPUIS								Total
	moins de 6 mois.	6 mois à 1 an.	1 an à 2 ans.	2 ans à 3 ans.	3 ans à 4 ans.	4 ans à 5 ans.	5 ans à 6 ans.	6 ans et plus.		moins de 6 mois.	6 mois à 1 an.	1 an à 2 ans.	2 ans à 3 ans.	3 ans à 4 ans.	4 ans à 5 ans.	5 ans à 6 ans.	6 ans et plus.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Bruxelles	—	—	2	—	1	6	9	7	25	10	4	7	11	7	5	51	48	143
Louvain	—	—	—	—	—	—	2	1	3	1			1	—	—	10	20	32
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	10	12
Anvers	—	—	—	—	—	—	1	—	1	3	1	—	4	2	1	38	126	175
Malines	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	3	13	18
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	3	5	9
Mons	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	4	2	2	1	8	31	48
Charleroi	—	—	—	—	—	—	4	1	5	—	—	—	2	3	—	23	133	161
Tournai	—	—	—	—	1	—	2	—	3	—	—	—	1	1	—	14	18	34
Gand	—	—	1	—	—	—	—	—	1	3	—	—	4	6	5	32	37	87
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5
Alost	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	2
Saint-Nicolas	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	11	17
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	2	10	15	28
Ostende	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	6	16	22
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	13	22	35
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	3	4	9
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4	6
Liége	—	—	1	—	—	2	5	5	13	3	—	1	2	3	1	16	13	39
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	4	7
Verviers	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	1	2	1	—	2	5	11
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	2
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	1	—	—	—	1	2	4
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	11
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	2	4	7
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	16	18
Namur	—	—	—	—	—	—	1	1	2	1	—	—	2	—	—	6	26	35
Dinant	—	—	—	—	—	—	1	3	4	—	—	—	—	—	—	3	14	17
Cour d'appel de Bruxelles	—	—	3	—	2	6	20	9	40	15	5	12	22	15	7	152	404	632
Cour d'appel de Gand	—	—	1	—	—	1	2	1	5	4	—	—	5	9	9	70	114	211
Cour d'appel de Liége	—	—	1	—	—	3	7	11	22	5	—	3	7	4	1	35	96	151
TOTAUX GÉNÉRAUX.	—	—	5	—	2	10	29	21	67	24	5	15	34	28	17	257	614	994

4° COURS D'APPEL

COMPÉTENCE

L'organisation des cours d'appel est réglée par le chapitre IV du titre I de la loi d'organisation judiciaire.

Elles ne peuvent juger en matière civile qu'au nombre fixe de cinq conseillers, y compris le président.

Les cours d'appel connaissent, en matière civile, de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance et par les tribunaux de commerce. Elles connaissent aussi de l'appel des ordonnances de référé, des jugements d'arbitres et des décisions rendues par les conseils de discipline de l'ordre des avocats.

Les cours d'appel statuent en outre sur certains recours en matière électorale, de milice et fiscale.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES

LXX. — Causes introduites, terminées et restant à juger.

Cour d'appel de Bruxelles.

JURIDICTIONS QUI ONT RENDU LES DÉCISIONS ATTAQUÉES.	CAUSES A JUGER			Arrêts rendus avant de statuer au fond	CAUSES TERMINÉES									Causes restant à juger.
					par arrêts au fond					d'une autre manière				
					contradictoires			par défaut	Total des arrêts.	par transaction, abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.	Total.	Total général des causes terminées.	
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	Total.		confirmatifs.	infirmatifs en tout.	infirmatifs en partie.							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Affaires civiles.														
Tribunaux de première instance — Bruxelles	408	159	567	12	70	20	23	8	121	20	9	29	150	417
Louvain	31	8	39	2	6	—	—	—	6	2	—	2	8	31
Nivelles	19	11	30	—	1	—	2	—	3	—	2	2	5	25
Anvers	156	35	191	—	11	5	4	4	24	1	—	1	25	166
Malines	26	3	29	—	3	—	—	—	3	2	—	2	5	24
Turnhout	5	1	6	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	5
Mons	57	9	66	5	4	—	2	1	7	4	1	5	12	54
Charleroi	77	29	106	3	10	1	2	2	15	3	—	3	18	88
Tournai	28	11	39	1	7	2	—	—	9	—	—	—	9	30
Affaires portées directement devant la Cour	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	1
Appels de jugements d'arbitres	16	6	22	—	3	—	2	—	5	1	—	1	6	16
Référés	9	2	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	1	6	7	—	1	—	—	—	1	1	—	1	2	5
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation)	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Affaires commerciales.														
TRIBUNAUX.														
DE PREMIÈRE INSTANCE — DE COMMERCE — Bruxelles	346	103	449	9	58	15	11	9	93	10	5	15	108	341
Louvain	4	1	5	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	4
Nivelles	3	4	7	1	1	—	—	—	1	—	—	—	1	6
Anvers	392	56	448	4	15	5	6	—	26	17	4	21	47	401
Malines	9	3	12	—	3	—	2	—	5	—	—	—	5	7
Turnhout	2	3	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5
Mons	24	5	29	—	4	—	—	—	4	—	—	—	4	25
Charleroi	35	7	42	—	1	—	1	1	3	—	—	—	3	39
Tournai	27	1	28	1	2	1	—	—	3	1	1	2	5	23
Affaires portées directement devant la Cour	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Référés	2	—	2	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	1
TOTAUX. Affaires civiles	834	282	1,116	24	117	28	35	15	195	34	13	47	242	874
TOTAUX. Affaires commerciales	844	183	1,027	15	86	21	20	10	137	28	10	38	175	852
TOTAUX GÉNÉRAUX	1,678	465	2,143	39	203	49	55	25	332	62	23	85	417	1,726
Première chambre	263	153	416	6	72	8	15	8	103	16	10	26	129	287
Deuxième id.	275	50	325	9	23	5	8	4	40	7	—	7	47	278
Troisième id.	233	124	357	9	39	9	20	7	75	6	9	15	90	267
Quatrième id.	273	29	302	6	20	13	6	—	39	10	1	11	50	254
Cinquième id.	292	103	395	8	44	13	6	5	68	22	2	24	92	303
Sixième id.	134	6	140	1	2	1	—	—	3	1	1	2	5	135
Septième id.	208	—	208	—	3	—	—	1	4	—	—	—	4	204
Vacations id.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES

LXX (suite). — Causes introduites, terminées et restant à juger.

Cour d'appel de Gand.

JURIDICTIONS QUI ONT RENDU LES DÉCISIONS ATTAQUÉES.	CAUSES A JUGER			Arrêts rendus avant de statuer au fond	CAUSES TERMINÉES									Causes restant à juger.
					par arrêts au fond					d'une autre manière				
					contradictoires			par défaut	Total des arrêts.	par transaction, abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.	Total.	Total général des causes terminées.	
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	Total.		confirmatifs.	infirmatifs en tout.	infirmatifs en partie.							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Affaires civiles.														
Tribunaux de première instance — Gand	29	30	59	3	15	2	6	3	26	8	—	8	34	25
Audenarde	4	10	14	2	4	1	2	—	7	2	1	3	10	4
Termonde	5	9	14	—	2	—	—	—	2	1	1	2	4	10
Bruges	11	10	21	—	5	—	1	1	7	2	1	3	10	11
Courtrai	3	8	11	1	1	—	—	—	1	1	1	2	3	8
Furnes	1	5	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Affaires commerciales.														
TRIBUNAUX.														
DE PREMIÈRE INSTANCE — DE COMMERCE — Gand	29	30	59	1	5	2	2	—	9	1	2	3	12	47
Audenarde	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Alost	12	5	17	1	6	1	3	—	10	5	—	5	15	2
Termonde — Saint-Nicolas	2	3	5	1	2	—	—	—	2	1	—	1	3	2
	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Bruges	2	14	16	1	2	1	1	—	4	2	—	2	6	10
Ostende	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Courtrai	7	3	10	—	1	—	—	1	2	—	1	1	3	7
Furnes	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Ypres	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation)	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
TOTAUX. Affaires civiles	53	72	125	6	27	3	9	4	43	14	4	18	61	64
TOTAUX. Affaires commerciales	55	61	116	4	16	4	6	1	27	9	3	12	39	77
TOTAUX GÉNÉRAUX	108	133	241	10	43	7	15	5	70	23	7	30	100	141
Première chambre	57	69	126	10	22	5	7	5	39	4	7	11	50	76
Deuxième id.	51	64	115	—	21	2	8	—	31	19	—	19	50	65

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES

LXX (suite). — Causes introduites, terminées et restant à juger.

Cour d'appel de Liége.

JURIDICTIONS QUI ONT RENDU LES DÉCISIONS ATTAQUÉES.		CAUSES A JUGER			Arrêts rendus avant de statuer au fond.	CAUSES TERMINÉES									Causes restant à juger.
						par arrêts au fond					d'une autre manière				
						contradictoires									
		pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	Total.		confirmatifs.	infirmatifs en tout.	infirmatifs en partie.	par défaut.	Total des arrêts.	par transaction, abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.	Total.	Total général des causes terminées.	
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Affaires civiles.															
Tribunaux de première instance.	Liége	139	75	214	7	54	12	16	6	88	24	12	36	124	90
	Huy	19	6	25	1	6	1	2	—	9	4	—	4	13	12
	Verviers	45	15	61	3	14	3	2	2	21	6	—	6	27	31
	Tongres	6	4	10	1	—	—	1	—	1	1	1	2	3	7
	Hasselt	12	—	12	—	3	—	1	—	4	1	—	1	5	7
	Arlon	16	8	24	—	4	1	1	1	7	2	1	3	10	14
	Marche	7	—	7	—	1	—	—	—	1	1	—	1	2	5
	Neufchâteau	6	3	9	—	1	1	—	1	3	—	—	—	3	6
	Namur	21	5	26	—	3	—	1	—	4	3	2	5	9	17
	Dinant	22	10	32	—	6	1	3	1	11	3	—	3	14	18
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation).		3	1	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Affaires commerciales. TRIBUNAUX.															
DE PREMIÈRE INSTANCE.	DE COMMERCE.														
	Liége	80	47	127	5	26	6	10	1	43	14	3	17	60	67
Huy		5	6	11	1	1	3	—	—	4	—	1	1	5	6
	Verviers	18	11	29	2	3	—	—	2	5	4	1	5	10	19
Tongres		2	1	3	—	1	—	—	—	1	1	—	1	2	1
Hasselt		2	2	4	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	3
Arlon		4	2	6	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	5
Marche		1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Neufchâteau		1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Namur	17	9	26	—	3	—	2	—	5	2	—	2	7	19
Dinant		6	3	9	—	3	—	1	—	4	—	1	1	5	4
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation).		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	Affaires civiles	207	127	424	13	92	19	27	11	149	45	16	61	210	214
	Affaires commerciales	136	81	217	8	37	10	14	4	65	21	6	27	92	125
TOTAUX GÉNÉRAUX.		433	208	641	21	129	29	41	15	214	66	22	88	302	339
Première chambre		161	88	239	12	71	19	15	4	109	15	13	28	137	102
Deuxième id.		137	56	193	5	22	5	9	2	38	26	6	32	70	123
Troisième id.		145	64	209	4	36	5	17	9	67	25	3	28	95	114

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.

LXX (suite). — Causes introduites, terminées et restant à juger.

RÉCAPITULATION.

JURIDICTIONS QUI ONT RENDU LES DÉCISIONS ATTAQUÉES.		CAUSES A JUGER			Arrêts rendus avant de statuer au fond.	CAUSES TERMINÉES									Causes restant à juger.
						par arrêts au fond					d'une autre manière				
						contradictoires									
		pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	Total.		confirmatifs.	infirmatifs en tout.	infirmatifs en partie.	par défaut.	Total des arrêts.	par transaction, abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.	Total.	Total général des causes terminées.	
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Cour d'appel de Bruxelles.	Tribunaux de première instance en matière civile	897	266	1,073	23	113	28	33	15	189	32	12	44	233	840
	Tribunaux de première instance en matière commerciale	49	17	66	1	5	—	3	1	9	—	—	—	9	57
	Tribunaux de commerce	793	166	959	14	80	21	17	9	127	28	10	38	165	794
	Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	1	6	7	—	1	—	—	—	1	1	—	1	2	5
	Appels de jugements d'arbitres	16	6	22	—	3	—	2	—	5	1	—	1	6	16
	Référés	11	2	13	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	12
	Affaires portées directement devant la Cour	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	1
Cour d'appel de Gand.	Tribunaux de première instance en matière civile	53	72	125	6	27	3	9	4	43	14	4	18	61	64
	Tribunaux de première instance en matière commerciale	3	4	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7
	Tribunaux de commerce	52	56	108	4	16	4	6	1	27	9	3	12	39	69
	Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Appels de jugements d'arbitres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Affaires portées directement devant la Cour	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cour d'appel de Liége.	Tribunaux de première instance en matière civile	294	126	420	12	92	19	27	11	149	45	16	61	210	210
	Tribunaux de première instance en matière commerciale	21	14	35	1	5	4	2	1	12	1	2	3	15	20
	Tribunaux de commerce	115	67	182	7	32	6	12	3	53	20	4	24	77	105
	Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	3	1	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Appels de jugements d'arbitres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Affaires portées directement devant la Cour	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux.	Tribunaux de première instance en matière civile	1,151	464	1,618	41	232	50	69	30	381	91	32	123	504	1,114
	Tribunaux de première instance en matière commerciale	73	35	108	2	10	4	5	2	21	1	2	3	24	84
	Tribunaux de commerce	960	289	1,249	25	128	31	35	13	207	57	17	74	281	968
	Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	4	2	6	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	1	6	7	—	1	—	—	—	1	1	—	1	2	5
	Appels de jugements d'arbitres	16	6	22	—	3	—	2	—	5	1	—	1	6	16
	Référés	11	2	13	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	12
	Affaires portées directement devant la Cour	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	1
TOTAUX GÉNÉRAUX		2,219	806	3,025	70	375	85	111	45	616	151	52	203	819	2,206
Totaux par ressort	Bruxelles	1,678	465	2,143	39	203	49	55	25	332	62	23	85	417	1,726
	Gand	108	133	241	10	43	7	15	5	70	23	7	30	100	141
	Liége	433	208	641	21	129	29	41	15	214	66	22	88	302	339

LXXI. — Nature des affaires civiles et commerciales terminées par des arrêts.

MATIÈRES DANS LESQUELLES LES ARRÊTS ONT ÉTÉ RENDUS	NOMBRE TOTAL des affaires terminées par arrêts.	NOMBRE DES ARRÊTS qui accueillent les conclusions du demandeur originaire.	NOMBRE DES ARRÊTS qui rejettent les conclusions du demandeur originaire.	NOMBRE DES ARRÊTS contradictoires.	NOMBRE DES ARRÊTS par défaut.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public de droit.	ARRÊTS RENDUS d'office.	ARRÊTS RENDUS sur ses conclusions conformes.	ARRÊTS RENDUS sur ses conclusions contraires.	TOTAL des arrêts rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
AFFAIRES CIVILES.										
Code civil.										
LIVRE Ier. — *Des personnes.*										
TITRE II. — Des actes de l'état civil	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
TITRE V. Du mariage — Pension alimentaire	21	11	13	22	2	19	2	19	2	21
TITRE V. Du mariage — Autres affaires	2	1	1	2	—	2	—	2	—	2
TITRE VI. — Du divorce — Divorce	48	25	23	37	11	47	—	42	5	47
TITRE VI. — Du divorce — Séparation de corps	8	5	3	7	1	8	—	7	1	8
TITRE VII. — De la paternité et de la filiation	3	2	1	2	1	3	—	3	—	3
TITRE VIII. — De l'adoption et de la tutelle officieuse	22	22	—	22	—	22	—	22	—	22
TITRE IX. — De la puissance paternelle	4	3	1	4	—	4	—	4	—	4
TITRE X. — De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation	2	1	1	2	—	2	—	2	—	2
TITRE XI. — De la majorité, de l'interdiction et du conseil judiciaire	4	3	1	2	2	4	—	4	—	4
LIVRE II. — *Des biens et des différentes modifications de la propriété*										
TITRE II. — De la propriété	4	2	2	4	—	2	—	2	—	2
LIVRE III. — *Des différentes manières dont on acquiert la propriété.*										
TITRE I. — Des successions	12	8	4	12	—	6	—	5	1	6
TITRE II. — Des donations entre vifs et des testaments — Donations entre vifs	1	—	1	1	—	1	—	1	—	1
TITRE II. — Des donations entre vifs et des testaments — Testaments	16	9	7	16	—	10	—	10	—	10
TITRE III. — Des contrats et obligations conventionnelles en général — Payement	43	25	18	40	3	19	3	19	3	22
TITRE III. — Des contrats et obligations conventionnelles en général — Autres affaires	28	9	19	28	—	8	—	8	—	8
TITRE IV. — Des engagements qui se forment sans convention	64	27	37	61	3	32	1	25	8	33
TITRE V. — Du contrat de mariage et des droits respectifs des époux	4	3	1	3	1	3	—	3	—	3
TITRE VI. — De la vente	4	1	3	4	—	2	—	2	—	2
TITRE VIII. — Du contrat de louage	8	7	1	6	2	4	2	6	—	6
TITRE IX. — Du contrat de société	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE X. — Du prêt	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—
TITRE XI. — Du dépôt et du séquestre	4	3	1	4	—	2	—	2	—	2
TITRE XVI. — De la contrainte par corps. (L. 21 mars 1859 et 27 juillet 1871)	1	1	—	1	—	1	—	—	1	1
TITRE XX. — De la prescription	1	1	—	—	1	1	—	1	—	1
Code de procédure et lois spéciales										
Ire PARTIE, LIVRE II, TITRE VIII. — Des jugements par défaut et oppositions	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
LIVRE II, TITRE XIV. — Des rapports d'experts	3	3	—	3	—	3	—	3	—	3
LIVRE II, TITRE XVIII. — Du désaveu	1	—	1	1	—	1	—	1	—	1
LIVRE V, TITRE IV. — Des redditions de comptes	2	2	—	2	—	1	—	1	—	1
LIVRE V, TITRE VII. — Des saisies-arrêts ou oppositions	2	2	—	2	—	2	—	2	—	2
LIVRE V, TITRE VIII. — Des saisies-exécutions	3	3	—	3	—	1	—	1	—	1
2e PARTIE, LIVRE Ier, TITRE X. — Des avis de parents	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
LIVRE II, TITRE VII. — Des partages et licitations	2	—	2	2	—	1	—	1	—	1
Accidents du travail. Loi du 24 décembre 1903	4	2	2	4	—	4	—	3	1	4
Brevets d'invention. Loi du 24 mai 1854	1	—	1	1	—	1	—	1	—	1
Compétence. Loi du 25 mars 1841 et du 25 mars 1876	9	6	3	9	—	9	—	9	—	9
Enregistrement. Loi du 22 frimaire an VII	1	—	1	1	—	1	—	1	—	1
Expropriation. Loi du 17 avril 1835	7	2	5	7	—	7	—	7	—	7
Expulsion de locataires. Loi du 9 août 1887	4	2	2	4	—	3	—	3	—	3
Poursuites disciplinaires. Loi du 25 ventôse an XI, 20 avril et 14 décembre 1810	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
Séquestre de biens ennemis. A. L. 10 novembre 1918	20	14	6	20	—	20	—	16	4	20
Saisie immobilière. Loi du 15 août 1854. Chapitres II et III	5	4	1	5	—	5	—	5	—	5
Autres matières	11	10	1	9	2	10	—	10	—	10
TOTAUX GÉNÉRAUX	387	224	163	357	30	275	8	257	26	283

LXXI (suite). — Nature des affaires civiles et commerciales terminées par des arrêts.

MATIÈRES DANS LESQUELLES LES ARRÊTS ONT ÉTÉ RENDUS.	NOMBRE TOTAL des affaires terminées par arrêts.	NOMBRE DES ARRÊTS qui accueillent les conclusions du demandeur originaire	NOMBRE DES ARRÊTS qui rejettent les conclusions du demandeur originaire	NOMBRE DES ARRÊTS contradictoires.	NOMBRE DES ARRÊTS par défaut.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public de droit.	ARRÊTS RENDUS d'office.	ARRÊTS RENDUS sur ses conclusions conformes.	ARRÊTS RENDUS sur ses conclusions contraires.	TOTAL des arrêts rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
AFFAIRES COMMERCIALES										
Code de commerce.										
LIVRE Ier. *Du commerce en général*										
TITRES I à V. — Des commerçants, etc.	216	119	97	202	14	45	8	49	4	53
TITRE VI. — Du gage	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRES VII et VIIbis. — De la commission et du contrat de transport	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
TITRE VIII. — De la lettre de change et du billet à ordre	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE IX. — Des sociétés	3	1	2	3	—	3	—	3	—	3
TITRES X et XI. — Des assurances.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
LIVRE II. *Du commerce maritime*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
LIVRE III. *Des faillites, banqueroutes et sursis.*	9	5	4	8	1	9	—	8	1	9
TOTAL	229	126	103	214	15	57	8	60	5	65
Affaires civiles.										
Cour d'appel de Bruxelles	195	139	56	180	15	144	8	132	20	152
Cour d'appel de Gand	43	28	15	30	4	32	—	32	—	32
Cour d'appel de Liége	149	57	92	138	11	99	—	93	6	99
TOTAL	387	224	163	357	30	275	8	257	26	283
Affaires commerciales										
Cour d'appel de Bruxelles	137	91	46	127	10	28	7	31	4	35
Cour d'appel de Gand	27	19	8	26	1	7	1	7	1	8
Cour d'appel de Liége	65	16	49	61	4	22	—	22	—	22
TOTAL	229	126	103	214	15	57	8	60	5	65
TOTAL GÉNÉRAL POUR LE ROYAUME	616	350	266	571	45	332	16	317	31	348

LXXII. — Durée de la procédure.

AFFAIRES INSCRITES AU ROLE.	AFFAIRES TERMINÉES PAR ARRÊTS contradictoires.	AFFAIRES TERMINÉES PAR ARRÊTS par défaut.	AFFAIRES TERMINÉES par radiation du rôle, etc.	TOTAL.	AFFAIRES RESTANT A JUGER.
1	2	3	4	5	6
A. — **En matière civile.**					
Depuis moins de 3 mois	82	4	4	90	123
— 3 à 6 mois	53	4	13	70	63
— 6 mois à 1 an	71	5	12	88	81
— 1 à 3 ans	123	14	55	192	281
— 3 à 5 ans	12	2	26	40	154
— 5 à 10 ans	16	1	15	32	445
— 10 ans et plus	—	—	1	1	5
TOTAL	357	30	126	513	1,152
B. — **En matière commerciale.**					
Depuis moins de 3 mois	16	4	8	28	110
— 3 à 6 mois	37	—	4	41	71
— 6 mois à 1 an	24	2	9	35	42
— 1 à 3 ans	119	8	46	173	229
— 3 à 5 ans	15	1	5	21	220
— 5 à 10 ans	3	—	5	8	382
— 10 ans et plus	—	—	—	—	—
TOTAL	214	15	77	306	1,054
Affaires civiles.					
Cour d'appel de Bruxelles	180	15	47	242	874
Cour d'appel de Gand	39	4	18	61	64
Cour d'appel de Liége	138	11	61	210	214
TOTAL	357	30	126	513	1,152
Affaires commerciales.					
Cour d'appel de Bruxelles	127	10	38	175	852
Cour d'appel de Gand	26	1	12	39	77
Cour d'appel de Liége	61	4	27	92	125
TOTAL	214	15	77	306	1,054
TOTAL GÉNÉRAL	571	45	203	819	2,206

LXXIII. — Affaires électorales, de milice et fiscales.

COUR D'APPEL.	NATURE DES AFFAIRES.	AFFAIRES A JUGER pendantes au commencement de l'année judiciaire.	AFFAIRES A JUGER introduites pendant l'année judiciaire.	AFFAIRES A JUGER TOTAL.	ARRÊTS INTERLOCUTOIRES.	AFFAIRES TERMINÉES par arrêt au fond.	AFFAIRES TERMINÉES par radiation, transaction, etc.	AFFAIRES TERMINÉES TOTAL.	AFFAIRES RESTANT A JUGER.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	Affaires électorales	—	—	—	—	—	—	—	—
	Id. de milice	—	—	—	—	—	—	—	—
	Id. fiscales	136	73	209	—	5	—	5	204
	TOTAL	136	73	209	—	5	—	5	204
Gand	Affaires électorales	—	—	—	—	—	—	—	—
	Id. de milice	—	18	18	—	18	—	18	—
	Id. fiscales	—	22	22	—	4	—	4	18
	TOTAL	—	40	40	—	22	—	22	18
Liége	Affaires électorales	—	—	—	—	—	—	—	—
	Id. de milice	—	—	—	—	—	—	—	—
	Id. fiscales	54	81	135	1	51	—	51	84
	TOTAL	54	81	135	1	51	—	51	84
Total pour le Royaume	Affaires électorales	—	—	—	—	—	—	—	—
	Id. de milice	—	18	18	—	18	—	18	—
	Id. fiscales	190	176	366	1	60	—	60	306
	TOTAL GÉNÉRAL	190	194	384	1	78	—	78	306

5° COURS DE CASSATION

COMPÉTENCE

La composition de la cour de cassation a été donnée précédemment (Voir Statistique pénale).

Aux termes des articles 19 et 20 de la loi du 25 mars 1876, sa compétence est réglée comme suit :

Art. 19. La cour de cassation connaît :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort;

2° Des règlements de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie.

Art. 20. Les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort pourront être déférés à la cour de cassation pour contravention à la loi ou pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité.

—

La cour de cassation ne connaît pas du fond des affaires. Elle renvoie le fond du procès cassé à la cour ou au tribunal qui doit en connaître.

COUR DE CASSATION (1re CHAMBRE).

LXXIV. — Pourvois en matière civile.

COURS ET TRIBUNAUX QUI ONT RENDU LES JUGEMENTS ATTAQUÉS.	CAUSES A JUGER			ARRÊTS					TOTAL des ARRÊTS.	ARRÊTS RENDUS SUR LES CONCLUSIONS DU MINISTÈRE PUBLIC		Causes restant à juger.
	pendantes au commencement de l'année judiciaire	introduites pendant l'année judiciaire	TOTAL.	d'instruction.	AU FOND		DÉCRÉTANT			conformes.	contraires.	
					Cassation.	Rejet.	la déchéance.	le désistement.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Cours d'appel jugeant en matière												
civile. Bruxelles	6	3	9	—	3	5	—	—	8	8	—	1
civile. Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
civile. Gand	8	—	8	—	—	3	—	—	3	3	—	5
civile. Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
civile. Liége	18	1	19	—	—	3	—	6	9	9	—	10
civile. Liége	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tribunaux jugeant												
en première instance. Bruxelles	10	1	11	—	—	2	—	1	3	3	—	8
Louvain	1	—	1	—	1	—	—	—	1	1	—	—
Nivelles	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Anvers	5	—	5	—	—	2	—	—	2	2	—	3
Mons	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Charleroi	7	—	7	—	1	4	—	—	5	5	—	2
Tournai	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Gand	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Audenarde	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Bruges	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Courtrai	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Liége	4	4	8	—	1	—	—	—	1	1	—	7
Huy	4	—	4	—	1	1	—	—	2	2	—	2
Verviers	4	—	4	—	—	1	—	—	1	1	—	3
Tongres	2	—	2	—	1	—	—	—	1	1	—	1
Hasselt	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Arlon	3	—	3	—	—	1	—	—	1	1	—	2
Namur	2	—	2	—	—	1	—	—	1	1	—	1
Dinant	1	—	1	—	—	1	—	—	1	1	—	—
Tribunaux de commerce	13	1	14	—	—	1	—	—	1	1	—	13
Justices de paix	4	—	4	—	—	3	—	—	3	3	—	1
Conseils de prud'hommes	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Règlement de juges	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
TOTAUX	109	12	121	—	8	28	—	7	43	43	—	78

LXXV. — Arrêts classés d'après leur nature et les lois auxquelles ils se rapportent.

NATURE DES AFFAIRES JUGÉES.			ARRÊTS sur incidents.	ARRÊTS de désistement.	ARRÊTS de cassation.	ARRÊTS de rejet.	TOTAL par MATIÈRE.	TOTAL GÉNÉRAL
Code civil.								
Livre I	Titre II	Des actes de l'état civil	—	—	1	—	1	19
I	VI	Du divorce	—	—	—	1	1	
I	VII	De la paternité et de la filiation	—	—	—	1	1	
I	XI	De la majorité, de l'interdiction et du conseil judiciaire	—	—	—	1	1	
III	III	Des contrats ou des obligations conventionnelles en général	—	7	—	8	15	
TOTAL DES ARRÊTS RELATIFS AU CODE CIVIL			—	7	1	11	19	
Code de procédure.								
PREMIÈRE PARTIE								
II	VII	Des jugements	—	—	—	2	2	3
III	unique.	De l'appel et de l'instruction sur appel	—	—	1	—	1	
TOTAL DES ARRÊTS RELATIFS AU CODE DE PROCÉDURE			—	—	1	2	3	
Lois et matières diverses.								
Accidents du travail (L. du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des)			—	—	1	7	8	21
Arrêté du Gouverneur Général allemand du 10 février 1915. Tribunaux d'arbitrage			—	—	—	1	1	
Brevets d'invention (L. du 24 mai 1854)			—	—	—	1	1	
Compétence (L. du 25 mars 1876 sur la)			—	—	4	2	6	
Enregistrements, hypothèques, timbres et successions (L. du 30 août 1913 apportant des modifications aux lois sur les droits de)			—	—	—	1	1	
Obligations civiles et commerciales (A. R. du 18 août 1914, suspendant l'exécution des)			—	—	—	2	2	
Organisation judiciaire (L. du 16-24 août 1790)			—	—	1	—	1	
Privilèges et hypothèques (L. du 16 décembre 1851)			—	—	—	1	1	
TOTAL RELATIF AUX LOIS ET MATIÈRES SPÉCIALES			—	—	6	15	21	
TOTAL GÉNÉRAL			—	7	8	28	43	43

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE

ANNÉE 1919

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE

Organisation des prisons. — (Les renseignements sont donnés dans l'introduction.)

Rédaction des tableaux. — La statistique des prisons est dressée par la Direction des prisons au ministère de la justice à l'aide de tableaux qui lui sont adressés annuellement par les directeurs des établissements pénitentiaires. L'administration centrale vérifie l'exactitude des renseignements contenus dans ces tableaux, en les comparant à ceux que fournissent les rapports journaliers et les rapports mensuels qu'elle reçoit de ces mêmes directeurs.

PREMIÈRE PARTIE

STATISTIQUE ADMINISTRATIVE

LXXVI. — Capacité des prisons. — Population moyenne, maximum et minimum.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS	Capacité. CELLULES OU PLACES ordinaires.		d'infirmerie.		de pistole.		pour dettiers.		de désencombrement.		Total.		Population moyenne.		maximum.		minimum.	
	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
A. — Prisons centrales.																		
Prison centrale à Louvain. .	559	—	24	—	—	—	—	—	—	—	583	—	536	—	594	—	500	—
Prison centrale à Gand. Quartier commun des criminels. .	109	—	32	—	—	—	—	—	—	—	226	—	75	—	80	—	65	—
Prison centrale à Gand. Quartier cellulaire	83	—	7	—	—	—	—	—	—	—	90	—	84	—	115	—	50	—
Prison centrale à Gand. Id. de discipline et des jeunes condamnés.	366	—	15	—	—	—	—	—	—	—	383	—	55	—	76	—	30	—
Totaux	1,208	—	74	—	—	—	—	—	—	—	1,282	—	750	—	865	—	645	—
B. — Prisons secondaires.																		
Quartier commun des correctionnels de la prison centrale à Gand.	512	—	29	—	—	—	—	—	—	—	541	—	273	—	518	—	96	—
Prison à Saint-Gilles	605	—	12	—	3	—	—	—	—	—	620	—	719	—	971	—	459	—
Id. à Forest	345	128	8	4	8	4	—	—	—	—	361	136	504	146	657	241	373	80
Id. secondaire à Louvain.	140	27	6	2	3	1	6	—	22	—	177	30	147	22	190	34	93	9
Id. à Nivelles	104	15	5	1	1	—	—	—	7	—	117	16	98	10	150	16	42	2
Id. à Anvers.	357	61	9	3	5	2	—	—	20	—	391	66	553	56	781	91	376	31
Id. à Malines.	64	15	4	2	2	1	4	—	—	—	74	18	91	15	157	24	43	7
Id. à Turnhout	147	15	9	1	3	—	—	—	—	—	159	16	146	8	234	20	97	2
Id. à Mons.	229	44	8	4	2	1	—	—	43	22	282	71	221	36	311	82	137	26
Id. à Charleroi	107	20	—	1	2	1	—	—	—	—	109	22	156	22	278	37	54	11
Id. à Tournai.	156	23	6	3	2	1	—	—	25	7	189	34	109	27	167	51	20	16
Id. secondaire à Gand . .	253	51	10	2	3	2	—	—	60	—	326	55	368	35	538	47	200	21
Id. à Termonde.	117	28	4	2	4	2	—	—	10	—	135	32	116	15	158	30	60	10
Id. à Audenarde	61	20	—	—	—	—	—	—	—	—	61	20	26	—	52	2	11	—
Id. à Bruges	218	57	3	2	3	1	1	—	—	—	225	60	342	27	618	38	155	18
Id. à Courtrai	131	13	2	1	2	1	—	—	—	—	135	15	84	11	120	23	45	4
Id. à Furnes	32	8	2	—	2	1	—	—	—	—	36	9	28	2	46	7	7	1
Id. d'Ypres à Watou. .	10	—	—	—	—	—	—	—	5	—	15	—	2	—	6	2	—	—
Id. à Liége.	182	53	4	2	2	2	—	—	8	—	196	57	379	60	632	110	184	27
Id. à Verviers	154	24	2	1	2	2	—	—	106	10	264	37	195	17	306	30	91	3
Id. à Huy	30	13	2	1	2	1	—	—	8	3	42	18	44	11	80	19	19	3
Id. à Tongres	44	12	—	—	—	—	—	—	—	—	44	12	43	10	68	13	23	1
Id. à Hasselt.	52	10	2	1	1	1	—	—	8	—	63	12	64	11	124	23	30	2
Id. à Arlon	62	16	3	1	3	1	—	—	12	—	80	18	47	13	78	24	27	6
Id. à Marche.	13	2	—	—	—	—	—	—	—	—	13	2	13	1	26	3	3	—
Id. à Neufchâteau. . . .	19	7	1	1	1	1	—	—	6	—	27	9	22	4	48	8	6	1
Id. à Namur.	92	25	4	2	1	—	—	—	—	—	97	27	112	25	165	38	70	17
Id. à Dinant.	33	5	—	—	1	—	—	—	4	4	38	9	43	6	92	10	9	1
Totaux	4,269	692	135	37	58	26	11	—	344	46	4,817	801	4,945	590	7,577	1,032	2,730	299
Totaux généraux . .	5,477	692	209	37	58	26	11	—	344	46	6,099	801	5,695	590	8,442	1,032	3,375	299

LXXVII. — Mouvement général d'entrée et de sortie. — A. — Prisons centrales.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS ET DES CATÉGORIES.	Population au 31 décembre 1918. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total	ENTRÉES. Venant de l'état de liberté ou de la prison du lieu du jugement. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total	Venant d'une autre prison ou réintégrés après évasion, libération provisoire ou translation dans un autre établissement. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total	Total des entrées, y compris la population au 31 décembre 1918. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total	SORTIES. Rendus à la liberté ou décédés. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total	Transférés dans un autre établissement ou évadés. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total	Total des sorties. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total	Population au 31 décembre 1919. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total	JOURNÉES de détention. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Prison centrale à Louvain. Mort commuée en travaux forcés à perpétuité	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	18,410	—	18,410
Prison centrale à Louvain. Travaux forcés à perpétuité	7	—	7	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	7	34,124	—	34,124
Prison centrale à Louvain. Travaux forcés à temps	11	—	11	7	—	7	2	—	2	—	124	—	96	—	96	—	96	—	20	—	20	85	—	85	55,304	—	55,304
Prison centrale à Louvain. Détention perpétuelle	—	—	—	21	—	21	7	—	7	—	257	—	176	—	176	—	176	—	39	—	39	164	—	164	3,783	—	3,783
Prison centrale à Louvain. Détention à temps	1	—	1	70	—	70	11	—	11	—	62	—	1	—	1	—	1	—	8	—	8	54	—	54	8,418	—	8,418
Prison centrale à Louvain. Réclusion	—	—	—	61	—	61	—	—	—	—	129	—	—	—	—	—	—	—	8	—	8	54	—	54	26,178	—	26,178
Prison centrale à Louvain. Emprisonnement correctionnel	21	—	21	125	—	125	1	—	1	—	179	—	4	—	4	—	4	—	75	—	75	80	—	80	48,731	—	48,731
Prison centrale à Louvain. Détenus évacués de prisons françaises	—	—	—	84	—	84	1	—	1	—	233	—	94	—	94	—	94	—	99	—	99	111	—	111	820	—	820
Quartier commun des criminels. Mort commuée en travaux forcés à perpétuité	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	37	—	33	—	33	—	33	—	9	—	9	28	—	28	10,907	—	10,907
Quartier commun des criminels. Travaux forcés à perpétuité	11	—	11	—	—	—	—	—	—	—	41	—	30	—	30	—	30	—	17	—	17	24	—	24	11,056	—	11,056
Quartier commun des criminels. Travaux forcés à temps	14	—	14	—	—	—	—	—	—	—	25	—	11	—	11	—	11	—	13	—	13	12	—	12	4,186	—	4,186
Quartier commun des criminels. Détention à temps	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	47	—	47
Quartier commun des criminels. Réclusion	5	—	5	—	—	—	—	—	—	—	10	—	4	—	4	—	4	—	6	—	6	4	—	4	1,209	—	1,209
Quartier cellulaire. Mort commuée en travaux forcés à perpétuité	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	8	—	4	—	4	1	—	1	4	—	4	4	—	4	1,351	—	1,351
Quartier cellulaire. Travaux forcés à perpétuité	5	—	5	1	—	1	—	—	—	—	21	—	13	—	13	3	—	3	11	—	11	10	—	10	3,905	—	3,905
Quartier cellulaire. Travaux forcés à temps	8	—	8	3	—	3	—	—	—	—	22	—	7	—	7	6	—	6	12	—	12	11	—	11	2,713	—	2,713
Quartier cellulaire. Détention perpétuelle	2	—	2	7	—	7	2	—	2	—	5	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	3	—	3	269	—	269
Quartier cellulaire. Détention à temps	2	—	2	3	—	3	1	—	1	—	2	—	3	—	3	2	—	2	5	—	5	5	—	5	7,352	—	7,352
Quartier cellulaire. Réclusion	3	—	3	8	—	8	2	—	2	—	3	—	3	—	3	2	—	2	6	—	6	4	—	4	3,945	—	3,945
Quartier cellulaire. Emprisonnement correctionnel	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Quartier de transition et des jeunes condamnés. Passager militaire.	19	—	19	86	—	86	21	—	21	—	233	—	126	—	126	—	126	—	99	—	99	39	—	39	10,936	—	10,936
Quartier de transition et des jeunes condamnés. Indisciplinés	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	11	—	11	—	11	—	11	—	7	—	7	4	—	4	18	—	18
Quartier de transition et des jeunes condamnés. Jeunes condamnés	44	—	44	—	—	—	—	—	—	—	78	—	19	—	19	—	19	—	23	—	23	23	—	23	—	10,663	10,663
Totaux . . .	5	—	5	—	—	—	—	—	—	—	75	—	14	—	14	—	14	—	42	—	42	17	—	17	—	9,258	9,258
	1,167	153	1,320	655	71	726	118	49	167	1,468	153	1,621	728	33	761	655	71	726	780	113	843	778	40	818	253,862	19,921	273,783

LXXVII (suite). — Mouvement général d'entrée et de sortie.

B. — *Prisons secondaires.*

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	POPULATION au 31 DÉCEMBRE 1918.			ENTRÉES.									SORTIES.									POPULATION au 31 DÉCEMBRE 1919.			JOURNÉES DE DÉTENTION.	
				Venant de l'état de liberté.			Venant d'autres établissements ou réintégrés après évasion.			TOTAUX DES ENTRÉES.			Totaux des entrées y compris la population au 31 décembre 1918.			Rendus à la liberté ou décédés.			Transférés dans d'autres établissements ou évadés.			TOTAUX DES SORTIES.					
	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
Quartier commun des correctionnels de la prison centrale à Gand	102	—	102	38	—	38	857	—	857	895	—	895	997	—	997	689	—	689	94	—	94	783	—	783	214	—	214	99,625	—
Prison à Saint-Gilles	458	—	458	1,304	—	1,304	2,804	—	2,804	4,108	—	4,108	4,566	—	4,566	2,069	—	2,069	1,908	—	1,908	3,977	—	3,977	589	—	589	262,425	—
Id. à Forest	552	224	776	3,142	767	3,909	2,005	265	2,270	5,147	1,032	6,179	5,699	1,256	6,955	1,941	791	2,732	3,346	362	3,708	5,287	1,153	6,440	412	103	515	183,695	53,131
Id. secondaire à Louvain	148	21	169	407	80	487	303	24	327	710	104	814	858	125	983	369	76	445	357	29	386	726	105	831	132	20	152	53,792	8,110
Id. à Nivelles	122	7	129	246	44	290	198	21	219	444	65	509	566	72	638	286	42	328	225	18	243	511	60	571	55	12	67	35,706	3,576
Id. à Anvers	575	57	632	3,129	253	3,382	1,072	41	1,113	4,201	294	4,495	4,776	351	5,127	2,722	220	2,942	1,659	88	1,747	4,381	308	4,689	395	43	438	202,110	20,444
Id. à Malines	95	15	110	461	42	503	118	18	136	579	60	639	674	75	749	293	43	336	333	24	357	626	67	693	48	8	56	33,045	5,335
Id. à Turnhout	102	4	106	346	26	372	832	87	919	1,178	113	1,291	1,230	117	1,397	313	24	337	842	86	928	1,155	110	1,265	125	7	132	53,376	2,870
Id. à Mons	134	26	160	1,162	211	1,373	423	58	481	1,585	269	1,854	1,719	295	2,014	994	201	1,195	505	54	559	1,499	255	1,754	220	40	260	80,813	13,277
Id. à Charleroi	263	23	286	976	183	1,159	270	23	293	1,246	206	1,452	1,509	229	1,738	623	101	724	804	112	916	1,427	213	1,640	82	16	98	56,805	8,094
Id. à Tournai	18	15	33	361	95	456	220	15	235	581	110	691	599	125	724	380	85	465	132	17	149	512	102	614	87	23	110	39,612	9,714
Id. secondaire à Gand	358	37	395	1,818	109	1,927	893	62	955	2,711	171	2,882	3,069	208	3,277	1,368	104	1,472	1,394	75	1,469	2,762	179	2,941	307	29	336	134,189	12,807
Id. à Termonde	103	24	127	440	60	500	203	16	219	643	76	719	746	100	846	370	43	413	274	38	312	644	81	725	102	19	121	42,283	5,589
Id. à Audenarde	—	—	—	161	3	167	102	—	102	266	3	269	266	3	269	88	3	91	151	—	151	239	3	242	27	—	27	7,240	60
Id. à Bruges	300	26	326	1,900	36	1,936	1,223	33	1,256	3,123	69	3,192	3,423	95	3,518	2,032	55	2,087	1,177	17	1,194	3,209	72	3,281	214	23	237	124,766	9,827
Id. à Courtrai	46	4	50	515	58	573	152	18	170	667	76	743	713	80	793	321	32	353	310	37	347	631	69	700	82	11	93	30,696	3,963
Id. à Furnes	7	2	9	339	14	353	1,019	6	1,025	1,358	20	1,378	1,365	22	1,387	1,178	16	1,194	153	3	156	1,331	19	1,350	34	3	37	10,369	926
Id. d'Ypres à Watou	1	—	1	28	4	32	11	1	12	39	5	44	40	5	45	19	1	20	16	4	20	35	5	40	5	—	5	749	79
Id. à Liége	475	55	530	1,959	466	2,425	785	69	854	2,744	535	3,279	3,219	590	3,809	1,689	363	2,052	1,207	184	1,481	2,986	547	3,533	233	43	276	138,387	22,038
Id. à Verviers	249	13	262	609	91	700	250	39	289	859	130	989	1,108	143	1,251	660	92	752	312	29	341	972	121	1,093	136	22	158	71,096	6,380
Id. à Huy	59	4	63	253	42	295	58	14	72	311	56	367	370	60	430	239	31	270	89	20	119	338	51	389	32	9	41	10,285	3,917
Id. à Tongres	35	6	41	184	43	227	96	18	114	280	61	341	315	67	382	102	31	133	182	25	207	284	56	340	31	11	42	15,810	3,484
Id. à Hasselt	38	4	42	295	60	355	161	15	176	456	75	531	494	79	573	218	36	254	242	39	281	460	75	535	31	4	38	23,448	3,874
Id. à Arlon	30	6	36	229	61	290	79	18	97	308	79	387	338	85	423	232	46	278	65	23	88	297	69	366	41	16	57	17,257	4,776
Id. à Marche	19	—	19	128	8	136	41	2	43	169	10	179	188	10	198	119	1	120	58	8	66	177	9	186	11	1	12	4,570	284
Id. à Neufchâteau	36	2	38	82	16	98	28	10	38	110	26	136	146	28	174	88	12	100	50	10	60	138	22	160	8	6	14	8,016	1,293
Id. à Namur	116	17	133	619	94	704	161	28	189	771	122	893	887	139	1,206	481	59	540	327	58	385	808	117	925	70	22	101	40,743	9,300
Id. à Dinant	74	4	78	185	34	219	73	3	76	258	37	295	332	41	373	192	28	220	129	8	137	321	36	357	11	5	16	15,512	2,087
TOTAUX	4,515	596	5,111	21,310	2,900	24,210	14,437	904	15,341	35,747	3,804	39,551	40,262	4,400	44,662	20,075	2,536	22,611	16,441	1,368	17,809	36,516	3,904	40,420	3,746	496	4,242	1,802,231	215,241

LXXVIII. — Répartition des journées de détention (1).

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	JOURNÉES DE TRAVAIL. Service domestique.	Service industriel.	Total.	de repos.	de maladie emportant dispense du travail.	d'infirmes ou d'incapables.	de punition emportant privation du travail	Total des journées de détention.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
A. — Prisons centrales.								
Prison centrale à Louvain. . . .	30,895	82,697	113,592	75,208	7,023	—	35	195,768
Prison centrale à Gand. Quartier commun des criminels.	4,677	15,194	19,871	3,217	4,219	81	17	27,405
Quartier cellulaire. . . .	2,645 3/4	15,932	22,867 3/4	6,035 1/4	1,202	360	24	30,489
Quartier de discipline . .	803	7,930	8,733	1,449	480	—	1	10,663
Quartier des jeunes condamnés	916	6,970	7,886	1,228	140	—	4	9,258
Totaux	40,146 3/4	132,713	172,859 3/4	87,137 1/4	13,064	441	81	273,583
B. — Prisons secondaires.								
Quartier commun des correctionnels de la prison centrale à Gand. . .	27,711 3/4	51,628 3/4	79,340 1/2	17,190 1/2	2,930	108	56	99,625
Prison à Saint-Gilles	19,496 1/4	64,396 3/4	83,893	163,242	6,120	9,087	83	262,425
Id. à Forest	22,210 1/4	72,500	94,710 1/4	129,652 3/4	10,376	2,008	79	236,826
Id. secondaire à Louvain . . .	6,794	16,778	23,572	37,333	531	440	26	61,902
Id. à Nivelles.	2,591	14,268	16,859	22,316	43	61	3	39,282
Id. à Anvers	16,574	26,851	43,425	178,453	649	—	27	222,554
Id. à Malines.	3,395 1/2	6,688	10,083 1/2	28,296 1/2	—	—	—	38,380
Id. à Turnhout	6,182	12,542	18,724	36,712	795	—	15	56,246
Id. à Mons.	10,962	19,300	30,262	63,028	—	778	22	94,090
Id. à Charleroi	4,841	18,803	23,644	39,668	1,246	322	19	64,899
Id. à Tournai.	5,535 1/2	14,752	20,287 1/2	28,705 1/2	163	164	6	49,326
Id. secondaire à Gand. . . .	11,284	34,066	45,350	97,432	4,178	—	36	146,996
Id. à Termonde.	7,028	15,459	22,487	24,952	356	71	6	47,872
Id. à Audenarde	1,431 1/2	481	1,912 1/2	5,393 1/2	—	—	—	7,306
Id. à Bruges	6,937 1/2	2,020	8,957 1/2	125,096 1/2	487	—	52	134,593
Id. à Courtrai	4,693 1/2	7,168 1/4	11,186 3/4	22,242 1/4	465	—	—	34,565
Id. à Furnes	1,865 1/2	5,403	7,268 1/2	3,921 1/2	95	—	1	11,286
Id. d'Ypres à Watou	—	—	—	828	—	—	—	828
Id. à Liége.	8,390	27,181	35,571	124,784	21	—	49	160,425
Id. à Verviers	8,154 1/2	10,692 1/2	18,847	56,752	693	1,067	27	77,386
Id. à Huy	3,216 1/2	6,865 1/2	10,082	10,062	—	57	1	20,202
Id. à Tongres.	2,432	1,090	3,522	15,663	107	2	—	19,294
Id. à Hasselt	2,873	1,772	4,645	22,677	—	—	—	27,322
Id. à Arlon	3,237	4,313	7,550	14,451	30	—	2	22,033
Id. à Marche.	274	175	449	4,405	—	—	—	4,854
Id. à Neufchâteau	1,236	496	1,732	7,577	—	—	—	9,309
Id. à Namur	5,631	6,168	11,799	37,193	1,045	—	6	50,043
Id. à Dinant	1,349	196	1,545	16,054	—	—	—	17,599
Totaux	196,326 1/4	442,053 3/4	638,380	1,334,081	30,330	14,165	516	2,017,472
Totaux généraux	236,473	574,766 3/4	811,239 3/4	1,421,218 1/4	43,394	14,606	597	2,291,055

(1) Non compris les journées d'entretien ni des aliénés dans les asiles ni des malades dans les hôpitaux.

LXXIX. — Mouvement d'entrée et de sortie des écoles.

POPULATION.	A. — *Prisons centrales.* Hommes fréquentant l'école à titre obligatoire.	facultatif.	Total.	Jeunes condamnés et indisciplinés fréquentant l'école à titre obligatoire.	facultatif.	Total.	B. — *Prisons secondaires.* Hommes fréquentant l'école à titre obligatoire.	facultatif.	Total.	Femmes fréquentant l'école à titre obligatoire.	facultatif.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Population de l'école au 1er janvier	562	—	562	33	—	33	399	6	405	61	2	63
Détenus admis à l'école pendant l'année	506	—	506	120	—	120	1,149	9	1,158	116	87	203
Totaux . .	1,068	—	1,068	153	—	153	1,548	15	1,563	177	89	266
Détenus sortis de l'école pendant l'année	444	—	444	113	—	113	1,066	13	1,079	110	85	195
Population de l'école au 31 décembre	624	—	624	40	—	40	482	2	484	67	4	71
Détenus dispensés de l'école pendant l'année	23	—	23	—	—	—	55	—	55	—	—	—
Détenus exclus de l'école pendant l'année	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—

LXXX. — Répartition de l'effectif des détenus fréquentant l'école de la prison au 31 décembre, suivant l'instruction, avant et depuis l'entrée.

A. — *Prisons centrales.*

CATÉGORIES.	Etat de l'effectif au 31 décembre, suivant le degré d'instruction. — AVANT L'ENTRÉE. — Ne sachant ni lire ni écrire.		Sachant lire et écrire imparfaitement.		Sachant bien lire et écrire.		Instruction supérieure à ces degrés.		TOTAL.		ILLETTRÉS À LIRE.	
	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Condamnés — criminels	139	—	177	—	105	—	67	—	488	—	23	—
Condamnés — correctionnels	40	—	67	—	18	—	11	—	136	—	7	—
Elèves du quartier de discipline	—	4	—	17	—	2	—	—	—	23	—	1
Détenus du quartier des jeunes condamnés	—	4	—	11	—	2	—	—	—	17	—	—
TOTAUX	179	8	244	28	123	4	78	—	624	40	30	1

CATÉGORIES.	DEPUIS L'ENTRÉE. — TRÉS AYANT APPRIS à lire et à écrire.		TRÉS AYANT APPRIS à lire, à écrire et à calculer.		Sachant lire et écrire imparfaitement et ayant appris à lire et à écrire.		Sachant lire et écrire imparfaitement et ayant appris à lire, à écrire et à calculer.		Sachant lire et écrire, ayant reçu le complément de l'instruction primaire.		N'ayant fait aucun progrès.		Demeurés illettrés.		TOTAL.	
	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.
1	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Condamnés — criminels	35	—	73	—	50	—	120	—	93	—	86	—	8	—	488	—
Condamnés — correctionnels	11	—	18	—	16	—	43	—	15	—	22	—	4	—	136	—
Elèves du quartier de discipline	—	—	—	2	—	6	—	9	—	—	—	4	—	1	—	23
Détenus du quartier des jeunes condamnés	—	1	—	—	—	7	—	3	—	1	—	2	—	3	—	17
TOTAUX	46	1	91	2	66	13	163	12	108	1	108	6	12	4	624	40

B. — *Prisons secondaires.*

CATÉGORIES.	État de l'effectif au 31 décembre, suivant le degré d'instruction. — AVANT L'ENTRÉE. — Ne sachant ni lire ni écrire.		Sachant lire et écrire imparfaitement.		Sachant bien lire et écrire.		Instruction supérieure à ces degrés.		TOTAL.		ILLETTRÉS À LIRE.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Condamnés — criminels	—	2	1	13	—	1	—	—	1	16	—	—
Condamnés — correctionnels	101	8	310	36	59	6	7	—	477	50	10	1
Condamnés — de police	—	—	—	4	—	—	—	—	—	4	—	—
Mineurs gardés préventivement dans la maison d'arrêt	3	—	3	1	—	—	—	—	6	1	1	—
TOTAUX	104	10	314	54	59	7	7	—	484	71	11	1

CATÉGORIES.	DEPUIS L'ENTRÉE. — TRÉS AYANT APPRIS à lire et à écrire.		TRÉS AYANT APPRIS à lire, à écrire et à calculer.		Sachant lire et écrire imparfaitement et ayant appris à lire et à écrire.		Sachant lire et écrire imparfaitement et ayant appris à lire, à écrire et à calculer.		Sachant lire et écrire, ayant reçu le complément de l'instruction primaire.		N'ayant fait aucun progrès.		Demeurés illettrés		TOTAL.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Condamnés — criminels	—	1	—	—	—	5	—	6	—	—	1	3	—	1	1	16
Condamnés — correctionnels	20	6	42	1	59	13	206	20	57	1	54	8	29	—	477	50
Condamnés — de police	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	4
Mineurs gardés préventivement dans la maison d'arrêt	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	2	1	1	—	6	1
TOTAUX	20	7	43	1	59	18	207	30	57	1	57	12	30*	1	484	71

LXXXI. — Punitions infligées aux détenus pendant l'année.

CATÉGORIES.	Nombre des détenus punis.	INFRACTIONS																PRONONCÉES.									PUNITIONS INFLIGÉES.												
		Abus de la faculté de correspondre.	Accusations et réclamations non fondées.	Avoir confectionné des objets en fraude.	Avoir fumé en cellule.	Avoir jeté des objets divers aux préaux ou par la fenêtre.	Avoir tenté d'introduire de l'argent ou du tabac lors de son entrée.	Avoir détérioré ses effets d'habillement ou de coucher.	Avoir été vu à la fenêtre de sa cellule.	Bavardage.	Bris volontaire d'outils, etc.	Communications et tentatives de communication.	Dégradations aux bâtiments et au mobilier.	Dégradation ou destruction de matières premières.	Indiscipline, inconduite, inoquerie, insultes, insolence, réponses inconvenantes, inconvenance, menaces, refus d'obéissance et de travail, interruption du silence, désordre, bruit, tapage et chant.	Injures, outrages, mensonges, calomnies.	Malpropreté, paresse.	Mauvais travail volontaire. Mauvaise volonté au travail.	Possession d'objets interdits.	Soustraction d'objets appartenant à l'établissement.	Soustraction d'objets appartenant aux détenus.	Tentative d'évasion.	Trafics et tentatives de corruption.	Voies de fait sur les surveillants ou sur les codétenus.	Avoir falsifié les inscriptions faites dans son livret de travail.	Total des infractions.	Punitions prononcées conditionnellement.	Réprimandes et avertissements.	Remboursement du dommage causé.	Privation de faveurs.	Mise au pain et à l'eau en cellule ordinaire ou dans le quartier.	Placement en cellule ordinaire avec ou sans la mise au pain et à l'eau de détenus des quartiers communs.	Reclusion dans une cellule de répression avec ou sans la mise au pain et à l'eau pour un terme maximum de 3 jours.	Reclusion dans une cellule de répression avec ou sans la mise au pain et à l'eau pour un terme de 4 à 9 jours.	Réduction de la ration de pain.	Totaux des punitions.	Totaux des journées de punition emportant privation de travail.	Totaux des journées de punition autres.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39
A. — *Prisons centrales.*																																						
Condamnés criminels. forçats	67	3	—	—	—	2	—	4	2	—	—	9	23	—	21	—	1	—	—	—	—	—	—	3	—	68	—	—	27	10	15	4	13	2	—	71	51	870
Condamnés criminels. détentionnaires	9	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	—	—	7	1	1	—	—	—	—	9	—	30
Condamnés criminels. reclusionnaires	16	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	8	6	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17	—	—	7	2	7	—	1	—	—	17	1	150
Condamnés correctionnels	33	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	10	12	—	4	—	—	—	1	2	—	—	—	—	34	—	—	11	10	8	—	6	1	—	36	24	531
Autres catégories	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	1	—	2	—	—	—	—	3	—	—
Totaux	128	4	—	—	1	2	—	4	8	—	—	30	49	—	26	—	1	—	1	2	—	—	—	3	—	131	—	—	53	23	33	4	20	3	—	136	76	1,581
Jeunes condamnés	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	7	—	—	5	—	—	2	—	—	—	7	4	—
Indisciplinés	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	10	—	—	9	—	—	1	—	—	—	10	1	—
Totaux	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	17	—	—	14	—	—	3	—	—	—	17	5	—
B. — *Prisons secondaires.*																																						
Hommes. Prévenus et accusés	2,476	20	5	3	176	11	17	30	71	1	56	671	868	10	534	66	19	2	70	3	1	13	17	13	12	2,689	30	95	848	567	868	148	106	13	—	2,675	265	11,702
Hommes. Condamnés criminels. forçats	7	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	3	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	3	3	—	—	—	—	1	7	—	183
Hommes. Condamnés criminels. détentionnaires	4	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	1	1	2	1	—	—	—	—	5	—	27
Hommes. Condamnés criminels. reclusionnaires	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	1	4	—	1	—	1	—	—	7	3	1
Hommes. Condamnés correctionnels	917	8	1	2	28	8	5	24	33	—	41	268	234	5	233	31	4	5	23	12	4	3	20	19	1	1,012	36	18	285	183	350	52	77	2	1	1,004	221	6,128
Hommes. Condamnés de police	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	1
Hommes. Autres catégories	47	—	—	—	1	—	—	3	—	—	3	9	18	—	12	3	—	—	1	—	—	—	—	—	—	50	—	2	17	4	20	1	5	1	—	50	19	93
Hommes. Totaux	3,459	29	6	5	208	19	22	57	104	1	100	950	1,128	15	783	102	23	7	95	15	5	16	37	32	13	3,772	66	117	1,158	759	1,241	201	189	16	2	3,749	508	18,135
Femmes. Prévenues et accusées	54	1	—	—	—	—	—	1	2	—	2	29	17	—	7	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	61	—	—	10	8	32	—	2	—	—	61	5	193
Femmes. Condamnées criminelles. forçats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Femmes. Condamnées criminelles. reclusionnaires	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—
Femmes. Condamnées correctionnelles	44	2	—	—	—	—	—	—	2	—	—	22	9	—	13	4	—	3	—	2	—	—	—	—	—	57	—	1	7	8	31	—	3	—	—	50	3	312
Femmes. Condamnées de police	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2	—	1
Femmes. Autres catégories	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	1	—	5	—	—	—	—	6	—	10
Femmes. Totaux	166	3	—	—	—	—	—	1	4	—	2	55	30	—	20	4	1	3	—	2	—	—	1	—	—	126	—	1	29	16	69	—	5	—	—	120	8	516

SERVICE MÉDICAL.

LXXXII. — Détenus traités pendant l'année. — A. — *Prisons centrales.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.	DÉTENUS en traitement au 31 décembre 1918.			DÉTENUS pris en traitement pendant l'année.			TOTAL.			DÉTENUS DONT LE TRAITEMENT A CESSÉ PENDANT L'ANNÉE.									DÉTENUS EN TRAITEMENT au 31 décembre 1919.			DÉTENUS traités à l'infirmerie. — JOURNÉES DE MALADIE.			DÉTENUS traités en cellule ordinaire ou dans les quartiers. — JOURNÉES DE MALADIE.		
										GUÉRIS.			TRANSFÉRÉS dans un asile d'aliénés ou un hôpital.			LIBÉRÉS, GRACIÉS, transférés dans d'autres prisons.			DÉCÉDÉS.			TOTAL.								
	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
Maladies générales	16	2	18	54	6	60	70	8	78	38	5	43	2	1	3	12	1	13	5	-	5	57	7	64	13	1	14	5,220	421	5,641	---	---	---
Id. du système nerveux et des organes des sens	8	—	8	12	1	13	20	1	21	7	—	7	2	1	3	3	—	3	2	—	2	14	1	15	6	—	6	1,814	15	1,829	---	---	---
Maladies de l'appareil circulatoire	4	—	4	6	—	6	10	—	10	5	—	5	—	—	—	3	—	3	—	—	—	8	—	8	2	—	2	883	—	883	—	—	—
Id. id. respiratoire	7	1	8	21	4	25	28	5	33	14	4	18	1	1	2	4	—	4	—	—	—	19	5	24	9	—	9	2,623	180	2,803	—	—	—
Id. id. digestif	5	—	5	14	—	14	19	—	19	11	—	11	1	—	1	3	—	3	1	—	1	16	—	16	3	—	3	1,423	—	1,423	—	—	—
Id. id. génito-urinaire et de ses annexes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maladies de la peau et du tissu cellulaire	1	—	1	3	1	4	4	1	5	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	2	—	2	350	4	354	—	—	—
Id. des organes de la locomotion	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vices de conformation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vieillesse	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	131	—	131	—	—	—
Affections produites par des causes extérieures	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maladies mal définies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	42	3	45	110	12	122	152	15	167	77	10	87	6	3	9	26	1	27	8	—	8	117	14	131	35	1	36	12,444	620	13,064	---	---	---

B. — *Prisons secondaires.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.	DÉTENUS en traitement au 31 décembre 1918.			DÉTENUS pris en traitement pendant l'année.			TOTAL.			DÉTENUS DONT LE TRAITEMENT A CESSÉ PENDANT L'ANNÉE.									DÉTENUS EN TRAITEMENT au 31 décembre 1919.			DÉTENUS traités à l'infirmerie. — JOURNÉES DE MALADIE.			DÉTENUS traités en cellule ordinaire ou dans les quartiers. — JOURNÉES DE MALADIE.		
										GUÉRIS.			Transférés dans un asile d'aliénés ou un hôpital.			Libérés, graciés, transférés dans d'autres prisons.			DÉCÉDÉS.			TOTAL.								
	Hommes.	Femmes.	TOTAL	Hommes.	Femmes.	TOTAL	Hommes.	Femmes.	TOTAL	Hommes.	Femmes.	TOTAL	Hommes.	Femmes.	TOTAL	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.	TOTAL.	Hommes.	Femmes.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
Maladies générales	50	15	65	586	132	718	636	147	783	272	47	319	26	5	31	270	67	337	3	—	3	571	119	690	65	28	93	6,659	473	7,132	14,427	8,398	22,825
Id. du système nerveux et des organes des sens	3	2	5	34	4	38	37	6	43	15	—	15	4	—	4	16	6	22	1	—	1	36	6	42	1	—	1	1,121	—	1,121	636	754	1,393
Maladies de l'appareil circulatoire	5	—	5	36	5	41	41	5	46	7	2	9	2	—	2	25	2	27	2	—	2	36	4	40	5	1	6	351	—	351	1,484	233	1,717
Id. id. respiratoire	8	2	10	114	7	121	122	9	131	46	—	46	5	—	5	50	5	55	—	1	1	161	6	167	21	3	24	1,297	—	1,297	2,902	570	3,472
Id. id. digestif	13	—	13	336	28	394	379	28	407	273	9	282	8	—	8	77	13	90	2	—	2	360	22	382	19	6	25	1,891	396	2,287	4,004	1,400	5,404
Id. id. génito-urinaire et de ses annexes	2	—	2	36	8	44	38	8	46	14	2	16	4	—	4	16	5	21	1	—	1	35	7	42	3	1	4	399	—	399	649	376	1,025
Etat puerpéral	—	—	—	—	5	5	—	5	5	—	1	1	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—	434	434
Maladies de la peau et du tissu cellulaire	5	—	5	41	2	43	46	2	48	27	—	27	2	—	2	16	2	18	—	—	—	45	2	47	1	—	1	136	—	136	634	109	743
Id. des organes de la locomotion	—	—	—	3	—	3	3	—	3	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	2	—	2	61	—	61	262	—	262
Vices de conformation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vieillesse	1	2	3	8	5	13	9	7	16	1	1	2	—	—	—	6	3	9	—	—	—	7	4	11	2	3	5	34	90	124	263	763	1,026
Affections produites par des causes extérieures	—	—	—	13	—	13	13	—	13	4	—	4	3	—	3	5	—	5	—	—	—	12	—	12	1	—	1	308	—	308	166	—	166
Maladies mal définies	—	—	—	2	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2	—	2	—	—	—	81	—	81	6	—	6
TOTAUX	87	21	108	1,239	196	1,435	1,326	217	1,543	659	62	721	54	8	62	482	104	586	11	1	12	1,206	175	1,381	120	42	162	12,338	959	13,297	25,436	13,037	38,473

LXXXIII. — Décès pendant l'année.

A. — *Prisons centrales.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.	Nombre total des décédés.	NOMBRE DE DÉCÉDÉS SUIVANT L'AGE.							NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la catégorie pénale.				NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la saison.			
		Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans	Forçats.	Reclusionnaires.	Condamnés à l'emprisonnement.	Élèves à la disposition du gouvernement.	1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Maladies générales	5	—	—	4	1	—	—	—	2	—	3	—	2	—	1	2
Id. du système nerveux et des sens	2	—	—	—	—	1	—	1	2	—	—	—	1	1	—	—
Id. de l'appareil circulatoire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. respiratoire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. digestif	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	1
Totaux	8	—	—	4	1	1	1	1	4	—	4	—	3	1	1	3
Morts subites	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—
Totaux généraux	9	—	—	4	1	1	1	2	5	—	4	—	4	1	1	3

NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée de la détention.									NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée du traitement médical.									NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant l'état de santé à l'entrée.		
Moins de 1 an.	De 1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 à 5 ans.	Plus de 5 à 10 ans.	Plus de 10 à 15 ans.	Plus de 15 à 20 ans.	Plus de 20 à 25 ans.	Plus de 25 ans.	Moins de 15 jours.	15 jours à 1 mois.	Plus de 1 à 2 mois.	Plus de 2 à 3 mois.	Plus de 3 à 4 mois.	Plus de 4 à 5 mois.	Plus de 5 à 6 mois.	Plus de 6 mois à 1 an.	Plus de 1 an.	BON.	MAUVAIS. Existence de la maladie qui a occasionné le décès.	
																			Oui.	Non.
18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38
—	1	—	4	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	2	1	4	1	—
—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—
—	1	—	5	1	—	—	—	1	—	—	2	—	1	—	—	2	3	7	1	—
—	—	—	—	—	—	1	—	—										1	—	—
—	1	—	5	1	—	1	—	1										8	1	—

B. — *Prisons secondaires.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.		Nombre total des décédés.	NOMBRE DE DÉCÉDÉS SUIVANT L'AGE.							NOMBRE de DÉCÉDÉS suivant la catégorie pénale.			
			Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Prévenus et accusés.	Mendiants et vagabonds.	Passagers en destination de la frontière.	Condamnés.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Maladies générales	Hommes.	3	—	—	1	—	1	—	1	2	—	—	1
Id. du système nerveux et des organes des sens	Id.	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
Id. de l'appareil circulatoire	Id.	2	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1
	Femmes.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. respiratoire	Id.	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Id. id. digestif	Hommes.	2	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—
Id. id. génito-urinaire et de ses annexes	Id.	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
Id. de la peau et du tissu cellulaire	Id.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Affections produites par des causes extérieures	Id.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Affections mal définies	Id.	2	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1
Totaux	Hommes.	11	—	—	4	2	1	1	3	5	1	—	5
	Femmes.	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Morts subites	Hommes.	4	—	—	1	—	2	—	1	3	1	—	—
	Femmes.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux généraux		16	—	—	5	2	4	1	4	8	2	—	6

NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la saison.				NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée de la détention.					NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée du traitement médical.									NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant l'état de santé à l'entrée.		
1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.	Moins de 6 mois.	6 mois et moins de 1 an.	1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 ans.	Moins de 15 jours.	15 jours à 1 mois.	Plus de 1 à 2 mois.	Plus de 2 à 3 mois.	Plus de 3 à 4 mois.	Plus de 4 à 5 mois.	Plus de 5 à 6 mois.	Plus de 6 mois à 1 an.	Plus de 1 an.	BON.	MAUVAIS. Existence de la maladie qui a occasionné le décès.	
																			Oui.	Non.
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
1	—	1	1	1	1	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	1	2	—
—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
—	—	2	—	1	—	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
—	2	—	—	1	—	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—
—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	1	1	—	2	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—
1	4	4	2	6	1	3	1	—	7	—	—	1	—	2	—	—	1	6	4	1
—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
2	1	—	1	4	—	—	—	—										1	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—										—	—	—
3	5	4	4	10	2	3	1	—										7	6	3

LXXXIV. — Suicides et tentatives de suicide pendant l'année.

A. — *Prisons centrales.*

CATÉGORIES.	TOTAL des suicides		AGE.					ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS.		NATURE DE L'INFRACTION.			DURÉE DE LA CONDAMNATION.				MODE EMPLOYÉ.			DURÉE DE LA DÉTENTION SUBIE.				
	accomplis.	tentés.	Moins de 21 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	Plus de 50 ans.	Célibataires.	Mariés ou veufs avec enfants.	Mariés ou veufs sans enfants.	Récidivistes.	Non récidivistes.	Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.	A perpétuité.	De plus de 5 à 10 ans.	De plus de 10 à 20 ans.	Mise à la disposition du gouvernement.	Pendaison.	Blessures au moyen d'instrument tranchant.	Empoisonnement.	Moins de 1 an.	1 an et moins de 2 ans.	2 ans et moins de 3 ans.	3 ans jusqu'à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Condamnés aux travaux forcés à perpétuité.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elèves du quartier de discipline	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux généraux . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

B. — *Prisons secondaires.*

CATÉGORIES.		TOTAL des suicides		AGE.					ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS.			NATURE DE L'INFRACTION.					DURÉE DE LA CONDAMNATION.						MODE EMPLOYÉ.				DURÉE DE LA DÉTENTION SUBIE.									
		accomplis.	tentés.	Moins de 21 ans	21 à 30 ans	31 à 40 ans	41 à 50 ans	Plus de 50 ans	Célibataires.	Mariés ou veufs avec enfants.	Mariés ou veufs sans enfants.	Non connus.	Récidivistes.	Non récidivistes.	Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.	Désertion.	Etrangers sans moyens d'existence.	Vagabondage.	Moins de 1 mois.	1 mois à 3 mois.	Plus de 3 à 6 mois.	Plus de 6 mois à 1 an.	Plus de 1 an.	Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Strangulation ou pendaison.	Blessures au moyen d'instrument tranchant.	Absorption d'un liquide corrosif.	Saut par dessus la balustrade.	1 jour et moins.	Plus de 1 à 15 jours.	Plus de 15 jours à 1 mois.	Plus de 1 à 6 mois.	Plus de 6 mois et moins de 1 an.	1 an et moins de 2 ans.	2 ans et moins de 3 ans.	3 ans jusqu'à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39
Condamnés correctionnels.	Hommes	—	5	1	3	1	—	—	3	2	—	—	4	1	1	4	—	—	—	—	—	—	1	2	2	—	5	—	—	—	—	—	—	4	1	—	—	—	—
	Femmes.	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Prévenus	Hommes	11	17	4	10	2	6	6	14	10	4	12	4	12	14	5	4	5	—	—	—	—	—	—	—	—	18	5	—	5	2	5	3	15	2	1	—	—	—
	Femmes.	2	3	—	1	2	2	—	1	3	1	4	—	1	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	1	—	1	—	4	—	—	—	—	—
Totaux	Hommes	11	22	5	13	3	6	6	17	12	4	12	8	13	15	9	4	5	—	—	—	—	1	2	2	—	23	5	—	5	2	5	3	19	3	1	—	—	—
	Femmes.	2	4	1	1	2	2	—	2	3	1	5	—	1	4	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	5	—	—	1	—	1	—	5	—	—	—	—	—
Totaux généraux.		13	26	6	14	5	8	6	19	15	5	17	8	14	19	10	5	5	—	—	—	—	1	2	3	—	28	5	—	6	2	6	3	24	3	1	—	—	—

LXXXV. — Aliénés colloqués pendant l'année. — Condition au moment de la collocation.

A. — *Prisons centrales.*

ÉTABLISSEMENTS.	Nombre des aliénés.	AGE.							ÉTAT-CIVIL.			ANTÉCÉDENTS.		NATURE DE L'INFRACTION.				NATURE DE LA CONDAMNATION.						DURÉE DE LA DÉTENTION.				
		Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Célibataires.	Mariés ou veufs avec enfants.	Mariés ou veufs sans enfants.	Récidivistes.	Non récidivistes.	Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.	Vagabondage.	Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Travaux forcés à perpétuité.	Travaux forcés à temps.	Réclusion.	Emprisonnement correctionnel.	Mise à la disposition du gouvernement.	Moins de 1 an.	1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Prison centrale à Louvain	11	—	—	7	3	—	1	—	9	1	1	5	6	7	4	—	—	—	3	6	1	1	—	—	—	1	4	6
Prison centrale à Gand. Quartier commun des criminels.	2	—	—	1	1	—	—	—	1	1	—	1	1	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	1
Prison centrale à Gand. Quartier cellulaire	2	—	1	—	1	—	—	—	1	1	—	1	1	—	2	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1
Prison centrale à Gand. Quartier de discipline	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Prison centrale à Gand. Quartier des jeunes condamnés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	15	—	1	8	5	—	1	—	11	3	1	7	8	9	6	—	—	—	4	8	1	2	—	1	—	2	4	8

B. — *Prisons secondaires.*

CATÉGORIES.	Nombre des aliénés.	AGE.							ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS.			NATURE DE L'INFRACTION.				NATURE ET DURÉE DE LA CONDAMNATION.								DURÉE DE LA DÉTENTION SUBIE.						
		Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Célibataires.	Mariés ou veufs avec enfants.	Mariés ou veufs sans enfants.	Non connus.	Récidivistes.	Non récidivistes.	Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.	Mendicité et vagabondage.	Peine criminelle. Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Peine criminelle. Travaux forcés à perpétuité.	Peine criminelle. Travaux forcés à temps.	Peine criminelle. Réclusion.	Peine correctionnelle de 6 mois à 1 an.	Peine correctionnelle de plus de 1 à 3 ans.	Peine correctionnelle de plus de 3 à 5 ans.	Peine correctionnelle de plus de 5 ans.	Peine de police.	Mise à la disposition du gouvernement.	Moins de 1 mois.	1 mois et moins de 6 mois.	6 mois et moins de 1 an.	1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
Prévenus et accusés. Hommes.	41	—	3	14	11	8	3	2	27	14	—	6	8	27	17	15	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	29	1	4	—	—	—
Prévenus et accusés. Femmes.	10	—	1	3	1	4	1	—	7	2	1	2	2	6	6	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	8	1	—	—	—	—
Condamnés Hommes.	5	—	—	2	2	—	—	1	3	2	—	—	2	3	—	4	1	—	—	—	—	1	2	2	—	—	—	—	—	4	—	1	—	—	—
Condamnés Femmes.	5	—	—	1	1	1	2	—	1	4	—	—	3	2	1	3	1	—	1	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	2	—	2	—	—	1
Mendiants et vagabonds. Hommes.	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Mendiants et vagabonds. Femmes.	1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
TOTAUX Hommes.	47	—	3	17	13	8	3	3	31	16	—	7	10	30	17	19	10	1	—	—	—	1	2	2	—	—	—	1	8	33	1	5	—	—	—
TOTAUX Femmes.	16	—	1	4	3	5	3	—	8	7	1	3	5	8	7	6	2	1	1	—	—	—	2	1	—	1	—	1	2	10	1	2	—	—	1
TOTAUX GÉNÉRAUX	63	—	4	21	16	13	6	3	39	23	1	10	15	38	24	25	12	2	1	—	—	1	4	3	—	1	—	2	10	43	2	7	—	—	1

LXXXVI. — Compte en recettes et dépenses du travail effectué par les prisonniers.

DÉSIGNATION DES PRISONS.	RECETTES. PRODUIT BRUT DU TRAVAIL pour compte de particuliers.	pour compte de l'Etat Département de la justice.	pour compte de l'Etat Autres départements.	pour compte de l'Etat TOTAL.	PERTE sur le travail. — (Excédent des dépenses sur les recettes.)	TOTAL général.	DÉPENSES. A. GRATIFICATIONS ACCORDÉES AUX DÉTENUS OCCUPÉS AUX TRAVAUX INDUSTRIELS. Condamnés correctionnels.	Condamnés à la reclusion.	Condamnés aux travaux forcés.	Autres catégories de détenus.	TOTAL.	B. GRATIFICATIONS accordées aux détenus employés aux travaux domestiques.	C. MENUES DÉPENSES. — (Achat d'articles de confection, etc.)	D. TRAITEMENT du personnel attaché spécialement aux travaux industriels.	TOTAL général des dépenses.	BÉNÉFICE sur le travail.	TOTAL général.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Prison centrale à Gand	37,450 40	11,635 78	154 00	49,240 18	8,736 78	57,976 96	10,338 62	417 70	3,952 19	2,741 60	17,450 10	4,803 21	166 55	35,557 00	57,976 96	—	57,976 96
Id. à Louvain	66,102 93	3,105 00	1,007 85	70,275 78	—	70,275 78	6,154 40	1,717 25	9,547 82	2,211 92	19,661 39	2,654 47	2,809 02	41,757 00	66,881 88	3,393 90	70,275 78
Prison à Saint-Gilles	34,913 82	1,058 31	105 60	36,077 73	—	36,077 73	8,290 10	—	23 68	8,528 27	16,842 05	3,667 41	257 65	13,242 04	34,009 15	2,068 58	36,077 73
Id. à Forest	28,683 00	750 60	—	29,433 60	—	29,433 60	2,820 61	—	200 36	15,581 81	18,602 78	3,931 56	305 40	—	22,839 74	6,593 86	29,433 60
Id. secondaire à Louvain	6,563 04	148 22	—	6,711 26	—	6,711 26	2,223 62	—	—	431 61	2,655 23	916 50	13 05	—	3,584 78	3,126 48	6,711 26
Id. à Nivelles	6,926 28	—	—	6,926 28	—	6,926 28	1,980 88	—	0 57	858 96	2,840 41	384 76	9 50	—	3,234 67	3,691 61	6,926 28
Id. à Anvers	14,903 43	128 80	—	15,032 23	—	15,032 23	3,642 08	7 32	—	3,255 86	6,905 26	2,111 89	12 40	—	9,029 55	6,002 68	15,032 23
Id. à Malines	5,565 01	—	—	5,565 01	—	5,565 01	1,534 34	—	—	818 83	2,353 17	482 63	15 25	—	2,851 05	2,713 96	5,565 01
Id. à Turnhout	9,066 24	—	—	9,066 24	—	9,066 24	3,070 65	—	—	189 68	3,260 33	830 77	13 90	—	4,105 00	4,961 24	9,066 24
Id. à Mons	10,990 73	—	—	10,990 73	—	10,990 73	2,507 42	—	85 78	2,387 04	4,980 24	1,670 54	20 55	—	6,671 33	4,319 40	10,990 73
Id. à Charleroi	4,441 12	—	—	4,441 12	—	4,441 12	421 23	—	33 95	2,152 90	2,608 08	861 18	0 50	—	3,469 76	971 36	4,441 12
Id. à Tournai	6,312 29	31 95	—	6,344 24	—	6,344 24	2,054 06	—	—	374 05	2,428 11	778 98	17 85	—	3,224 94	3,119 30	6,344 24
Id. secondaire à Gand	10,074 71	538 24	—	10,612 95	—	10,612 95	1,775 88	33 84	32 35	4,013 06	5,855 13	1,642 56	7 70	715 00	8,220 39	2,392 56	10,612 95
Id. à Termonde	971 20	—	—	971 20	289 61	1,260 81	248 36	—	—	183 12	431 48	823 63	5 70	—	1,260 81	—	1,260 81
Id. à Audenarde	189 65	—	—	189 65	419 72	609 37	46 74	—	1 01	35 77	83 52	525 15	0 70	—	609 37	—	609 37
Id. à Bruges	924 13	23 12	—	947 25	424 04	1,371 29	98 37	—	63 06	214 96	376 39	987 00	7 90	—	1,371 29	—	1,371 29
Id. à Courtrai	6,795 04	—	—	6,795 04	—	6,795 04	1,819 54	—	—	1,117 23	2,936 77	633 21	17 05	—	3,587 03	3,208 01	6,795 04
Id. à Furnes	1,465 76	—	—	1,465 76	—	1,465 76	289 40	—	—	440 76	730 16	341 97	8 00	—	1,080 13	385 63	1,465 76
Id. à Ypres	—	—	—	—	1 35	1 35	—	—	—	—	—	—	1 35	—	1 35	—	1 35
Id. à Liége	8,355 08	9 00	—	8,364 08	—	8,364 08	312 66	1 67	1 75	5,220 19	5,536 27	1,826 66	0 60	—	7,363 53	1,000 55	8,364 08
Id. à Verviers	8,420 58	—	—	8,420 58	—	8,420 58	2,598 86	5 11	—	680 55	3,284 52	1,197 42	16 85	—	4,498 79	3,921 79	8,420 58
Id. à Huy	2,815 05	—	—	2,815 05	—	2,815 05	545 94	—	—	864 65	1,410 59	507 43	—	—	1,918 02	897 03	2,815 05
Id. à Tongres	775 45	—	—	775 45	51 21	826 66	136 06	5 00	—	254 71	395 77	429 59	1 30	—	826 66	—	826 66
Id. à Hasselt	1,100 48	—	—	1,100 48	149 78	1,250 26	140 90	0 09	2 46	479 98	623 43	624 03	2 80	—	1,250 26	—	1,250 26
Id. à Arlon	3,646 59	—	—	3,646 59	—	3,646 59	1,120 77	—	—	311 74	1,432 51	565 53	4 65	—	2,002 69	1,643 90	3,646 59
Id. à Marche	24 22	—	—	24 22	51 61	75 83	0 77	—	—	15 41	16 18	59 25	0 40	—	75 83	—	75 83
Id. à Neufchâteau	460 34	—	—	460 34	203 38	663 72	84 05	—	—	153 99	238 04	425 28	0 40	—	663 72	—	663 72
Id. à Namur	3,333 54	48 00	—	3,381 54	215 05	3,596 59	447 02	15 61	7 26	1,428 76	1,899 55	1,689 59	7 45	—	3,596 59	—	3,596 59
Id. à Dinant	57 15	—	—	57 15	269 43	326 58	10 90	—	—	18 20	29 10	296 93	0 55	—	326 58	—	326 58
TOTAUX	281,327 26	17,537 02	1,267 45	300,131 73	10,811 96	310,943 69	54,715 13	2,233 68	13,952 24	54,965 61	125,866 66	35,669 13	3,725 02	91,271 04	256,531 85	54,411 84	310,943 69

LXXXVII. — Prix de la journée d'entretien. — Année 1919.

DÉSIGNATION DES PRISONS.	DÉPENSE NETTE.	NOMBRE DE JOURNÉES DE DÉTENTION. (1)	COUT DE LA JOURNÉE D'ENTRETIEN.	OBSERVATIONS.
Prison centrale à Gand	1,157,160 34	186,599	6 20	(1) Y compris les journées des détenus traités dans les hôpitaux ou colloqués dans les asiles d'aliénés.
Id. id. à Louvain	1,233,259 77	203,553	6 06	
Id. à Saint-Gilles	1,079,339 45	262,920	4 11	
Id. à Forest	1,141,051 29	238,189	4 79	
Id. secondaire à Louvain	362,256 09	62,267	5 82	
Id. à Nivelles	193,388 29	39,519	4 89	
Id. à Anvers	700,636 29	223,014	3 14	
Id. à Malines	152,286 40	38,380	3 97	
Id. à Turnhout	347,457 10	56,251	6 18	
Id. à Mons	378,135 23	97,115	3 81	
Id. à Charleroi	289,881 15	65,485	4 43	
Id. à Tournai	231,182 38	49,683	4 65	
Id. secondaire à Gand	459,131 62	148,865	3 08	
Id. à Termonde	256,148 22	48,020	5 33	
Id. à Audenarde	134,401 54	7,306	18 40	
Id. à Bruges	556,952 34	135,355	4 11	
Id. à Courtrai	193,646 31	34,613	5 59	
Id. à Furnes	71,146 07	11,287	6 30	
Id. à Ypres	27,188 80	828	32 83	
Id. à Liége	455,753 04	160,544	2 84	
Id. à Verviers	421,283 62	77,472	5 44	
Id. à Huy	105,091 69	20,212	5 20	
Id. à Tongres	126,824 13	19,314	6 57	
Id. à Hasselt	120,021 01	27,388	4 38	
Id. à Arlon	125,236 93	22,047	5 68	
Id. à Marche	78,272 11	4,854	16 13	
Id. à Neufchâteau	78,623 12	9,309	8 45	
Id. à Namur	268,052 31	50,192	5 34	
Id. à Dinant	96,798 02	17,641	5 49	
TOTAUX	10,840,505 68	2,318,222	4 68	

DEUXIÈME PARTIE

STATISTIQUE DES DÉTENUS

LXXXVIII. — Répartition des individus frappés par la justice, détenus au 31 décembre, suivant le lieu où l'infraction a été commise.

CATÉGORIES.		Faits commis dans des communes de 5,000 habitants et moins et de plus de 5,000 habitants, comprises dans les provinces																		Faits commis à l'étranger.		TOTAUX.		
		d'Anvers.		de Brabant.		de la Flandre Occidle.		de la Flandre Orientle.		de Hainaut.		de Liége.		de Limbourg.		de Luxembourg.		de Namur.						
		Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	TOTAUX.
1° Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils)	7	4	5	2	5	10	10	5	12	7	3	1	1	1	2	—	—	—	—	—	45	30	75
	Id. (militaires).	1	—	1	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	5
	Femmes . . .	—	3	1	1	—	1	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	6	9
	TOTAUX . . .	8	7	7	3	6	11	10	5	14	9	4	1	1	1	2	—	—	—	—	—	52	37	89
2° Travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils)	5	6	10	4	10	11	7	3	12	16	10	8	1	1	1	1	2	1	3	1	61	52	113
	Id. (militaires).	1	—	—	—	—	2	3	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	4	5	9
	Femmes . . .	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	4	—	4
	TOTAUX . . .	6	6	10	4	11	13	10	3	13	16	10	8	1	2	2	2	3	1	3	2	69	57	126
3° Travaux forcés à temps.	Hommes (civils)	4	2	12	26	13	13	19	21	11	7	13	2	9	—	6	1	13	6	—	—	100	78	178
	Id. (militaires).	—	2	—	4	1	—	1	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	9	12
	Femmes . . .	—	2	—	2	3	1	4	—	—	4	2	1	—	—	—	—	2	—	—	—	11	10	21
	TOTAUX . . .	4	6	12	32	17	14	24	24	12	11	15	3	9	—	6	1	15	6	—	—	114	97	211
4° Détention perpétuelle.	Hommes (civils)	—	—	—	4	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	5	6
	Id. (militaires).	5	4	6	3	13	9	7	4	—	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	33	21	54
	TOTAUX . . .	5	4	6	7	13	9	7	5	—	1	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	34	26	60
5° Détention à temps.	Hommes (civils)	1	2	2	1	2	1	2	1	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	9	6	15
	Id. (militaires).	3	5	3	7	5	8	3	1	3	2	1	2	1	—	2	1	—	—	—	—	21	26	47
	Femmes . . .	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
	TOTAUX . . .	4	8	5	8	7	9	5	2	3	3	2	2	1	—	2	1	1	—	—	—	30	33	63
6° Reclusion.	Hommes (civils)	14	9	10	13	1	2	2	—	6	5	4	6	3	2	1	1	1	1	—	1	42	40	82
	Id. (militaires)	1	3	—	—	1	2	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	5	7	12
	Femmes . . .	1	—	1	—	—	—	1	—	—	1	1	—	—	—	1	—	2	—	—	—	7	1	8
	TOTAUX . . .	16	12	11	13	2	4	3	1	7	6	6	6	3	2	2	1	3	2	1	1	54	48	102
7° Emprisonnement correctionnel.	Hommes (civils)	58	208	91	370	28	57	58	131	53	108	71	126	30	16	17	1	23	27	28	92	457	1,136	1,593
	Id. (militaires)	2	9	—	9	14	9	1	7	2	1	3	2	—	3	—	—	1	1	13	5	36	46	82
	Femmes . . .	5	25	9	28	5	7	12	13	10	43	8	33	11	5	6	—	11	3	1	—	78	157	235
	TOTAUX . . .	65	242	100	407	47	73	71	151	65	152	82	161	41	24	23	1	35	31	42	97	571	1,339	1,910
8° Emprisonnement de police.	Hommes (civils)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAUX . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détenus du quartier des jeunes condamnés		1	4	—	2	—	1	1	2	—	3	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	2	15	17
Totaux particuliers.	Hommes (civils)	90	235	130	422	59	95	99	164	91	147	102	145	45	20	27	4	40	35	31	95	717	1,362	2,079
	Id. (militaires)	13	23	10	23	35	30	15	16	8	5	5	4	3	4	2	2	1	2	14	6	106	115	221
	Femmes . . .	6	31	11	31	9	9	17	13	12	49	12	34	11	5	8	—	16	3	1	—	103	175	278
TOTAUX GÉNÉRAUX . .		109	289	151	476	103	134	131	193	114	201	119	183	59	29	37	6	57	40	46	101	926	1,652	2,578

LXXXIX. — Répartition de l'effectif des condamnés, détenus au 31 décembre, suivant leur âge, leur état civil, leur filiation, le degré de leur instruction et l'idiome.

CATÉGORIES.		ÂGE.									ÉTAT CIVIL.			FILIATION.				DEGRÉ D'INSTRUCTION.					IDIOME.				
		16 à moins de 18 ans.	18 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 40 ans.	40 à moins de 50 ans.	50 à moins de 60 ans.	60 à moins de 70 ans.	70 ans et plus.	Total.	Célibataires.	MARIÉS ayant des enfants.	MARIÉS sans enfants.	VEUFS ET DIVORCÉS ayant des enfants.	VEUFS ET DIVORCÉS sans enfants.	Total.	Enfants légitimes, légitimés, ou reconnus par le père.	Enfants naturels.	Enfants trouvés.	Total.	1er degré. — Ne sachant ni lire ni écrire.	2e degré. — Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement.	3e degré. — Sachant bien lire et écrire.	4e degré. — Ayant une instruction supérieure aux degrés précédents.	Total.	Parlant le français.	Parlant le flamand.	Parlant le français et le flamand.	Ne parlant ni le français ni le flamand.	Total.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
1° Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils)	—	9	36	22	5	3	—	—	75	45	17	6	3	4	75	74	1	—	75	12	46	9	8	75	24	37	14	—	75
	Id. (militaires)	—	1	3	—	1	—	—	—	5	4	1	—	—	—	5	5	—	—	5	3	2	—	—	5	1	2	2	—	5
	Femmes	—	—	2	4	1	1	—	1	9	—	3	1	5	—	9	9	—	—	9	—	8	—	1	9	4	5	—	—	9
	Totaux	—	10	41	26	7	4	—	1	89	49	21	7	8	4	89	88	1	—	89	15	56	9	9	89	29	44	16	—	89
2° Travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils)	—	19	43	35	11	4	1	—	113	63	31	8	6	5	113	109	4	—	113	30	54	21	8	113	49	43	17	4	113
	Id. (militaires)	—	4	5	—	—	—	—	—	9	8	1	—	—	—	9	9	—	—	9	2	3	2	2	9	3	4	2	—	9
	Femmes	—	—	1	—	—	1	1	1	4	—	—	1	3	—	4	4	—	—	4	—	3	1	—	4	3	—	1	—	4
	Totaux	—	23	49	35	11	5	2	1	126	71	32	9	9	5	126	122	4	—	126	32	60	24	10	126	55	47	20	4	126
3° Travaux forcés à temps.	Hommes (civils)	—	32	107	27	9	3	—	—	178	95	60	13	2	8	178	171	7	—	178	55	69	33	21	178	50	71	55	2	178
	Id. (militaires)	—	1	9	2	—	—	—	—	12	7	3	2	—	—	12	12	—	—	12	1	7	4	—	12	2	6	4	—	12
	Femmes	—	2	8	5	4	1	1	—	21	9	8	1	3	—	21	21	—	—	21	2	19	—	—	21	9	9	3	—	21
	Totaux	—	35	124	34	13	4	1	—	211	111	71	16	5	8	211	204	7	—	211	58	95	37	21	211	61	86	62	2	211
4° Détention perpétuelle.	Hommes (civils)	—	—	3	—	2	1	—	—	6	2	3	1	—	—	6	6	—	—	6	—	—	3	3	6	—	1	5	—	6
	Id. (militaires)	—	2	32	20	—	—	—	—	54	42	9	3	—	—	54	54	—	—	54	19	6	7	22	54	8	38	8	—	54
	Totaux	—	2	35	20	2	1	—	—	60	44	12	4	—	—	60	60	—	—	60	19	6	10	25	60	8	39	13	—	60
5° Détention à temps.	Hommes (civils)	—	—	3	9	2	—	1	—	15	7	6	2	—	—	15	15	—	—	15	8	—	5	2	15	7	4	4	—	15
	Id. (militaires)	—	5	15	26	1	—	—	—	47	34	11	2	—	—	47	47	—	—	47	12	11	22	2	47	14	19	14	—	47
	Femmes	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	1
	Totaux	—	5	19	35	3	—	1	—	63	42	17	4	—	—	63	63	—	—	63	20	11	28	4	63	21	24	18	—	63
6° Reclusion	Hommes (civils)	—	7	34	24	11	6	—	—	82	50	21	8	2	1	82	82	—	—	82	21	57	4	—	82	35	29	18	—	82
	Id. (militaires)	—	2	7	3	—	—	—	—	12	9	2	1	—	—	12	12	—	—	12	2	7	3	—	12	2	5	5	—	12
	Femmes	—	2	3	1	1	—	—	1	8	3	3	1	1	—	8	8	—	—	8	—	7	1	—	8	5	1	2	—	8
	Totaux	—	11	44	28	12	6	—	1	102	62	26	10	3	1	102	102	—	—	102	23	71	8	—	102	42	35	25	—	102
7° Emprisonnement correctionnel.	Hommes (civils)	4	125	703	420	224	92	25	—	1,593	874	491	156	46	26	1,593	1,559	34		1,593	211	1,015	282	85	1,593	461	712	409	11	1,593
	Id. (militaires)	—	10	54	17	—	1	—	—	82	68	9	4	—	1	82	82	—	—	82	12	49	18	3	82	13	38	30	1	82
	Femmes	1	15	72	65	51	26	5	—	235	68	108	30	29	—	235	228	7	—	235	28	168	38	1	235	117	74	44	—	235
	Totaux	5	150	829	502	275	119	30	—	1,910	1,010	608	190	75	27	1,910	1,869	41	—	1,910	251	1,232	338	89	1,910	591	824	483	12	1,910
8° Emprisonnement de police.	Hommes (civils)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Totaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détenus du quartier des jeunes condamnés		16	1	—	—	—	—	—	—	17	17	—	—	—	—	17	17	—	—	17	4	11	2	—	17	5	9	2	1	17
Totaux particuliers.	Hommes (civils)	20	193	929	537	264	109	27	—	2,079	1,153	629	194	59	44	2,079	2,033	46	—	2,079	341	1,252	359	127	2,079	631	906	524	18	2,079
	Id. (militaires)	—	25	125	68	2	1	—	—	221	172	36	12	—	1	221	221	—	—	221	51	85	56	29	221	43	112	65	1	221
	Femmes	1	19	87	75	57	29	7	3	278	81	122	34	41	—	278	271	7	—	278	30	205	41	2	278	138	90	59	—	278
	Totaux généraux	21	237	1,141	680	323	139	34	3	2,578	1,406	787	240	100	45	2,578	2,525	53	—	2,578	422	1,542	456	158	2,578	812	1,108	639	19	2,578

XC. — Répartition de l'effectif des condamnés, détenus au 31 décembre, suivant la juridiction, le genre des infractions et la nature des peines.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	CONDAMNÉS					
	PAR LES COURS		PAR LES TRIBUNAUX			TOTAL.
	d'assises.	d'appel.	correctionnels.	de police.	militaires.	
1	2	3	4	5	6	7
A. Prisons centrales. Hommes (civils)	460	68	52	—	21	601
A. Prisons centrales. Id (militaires)	3	—	5	—	129	137
Totaux	463	68	57	—	150	738
B. Quartier des jeunes condamnés	1	6	8	—	2	17
C. Prisons secondaires. Hommes (civils)	63	518	719	—	131	1,461
C. Prisons secondaires. Id. (militaires)	1	17	24	—	42	84
C. Prisons secondaires. Femmes	48	80	143	—	7	278
Totaux	112	645	886	—	180	1,823
Totaux généraux.	576	719	951	—	332	2,578

CONDAMNÉS			CONDAMNÉS								
POUR INFRACTIONS		TOTAL.	à la peine de mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	AUX TRAVAUX FORCÉS		A LA DÉTENTION		à la reclusion.	à l'emprisonnement correctionnel	à l'emprisonnement de police.	TOTAL.
contre les personnes.	contre les propriétés.			à perpétuité.	à temps.	perpétuelle.	à temps.				
8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
366	235	601	74	110	176	5	15	79	142	—	601
121	16	137	4	9	11	54	42	9	8	—	137
487	251	738	78	119	187	59	57	88	150	—	738
1	16	17	—	—	2	—	—	—	15	—	17
440	1,021	1,461	1	3	2	1	—	3	1,451	—	1,461
37	47	84	1	—	1	—	5	3	74	—	84
190	88	278	9	4	21	—	1	8	235	—	278
667	1,156	1,823	11	7	24	1	6	14	1,760	—	1,823
1,155	1,423	2,578	89	126	213	60	63	102	1,925	—	2,578

XCI. — Récidivistes détenus au 31 décembre.

| DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS. | RÉCIDIVISTES | | | | | | | |

XCII. — Libérés pendant l'année. —

Condition au moment de la libération.

DÉSIGNATION DES LIBÉRÉS d'après les catégories auxquelles ils appartiennent.	TOTAL des libérés.	AGE. Moins de 16 ans.	16 à moins de 18 ans.	18 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 40 ans.	40 à moins de 50 ans.	50 à moins de 60 ans.	60 à moins de 70 ans.	70 ans et plus.	ÉTAT CIVIL. Célibataires.	Mariés, veufs, ou divorcés avec enfants.	Mariés, veufs, ou divorcés sans enfants.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
A. — *Prisons.*													
Mort commuée en travaux forcés à perpétuité. Hommes (civils)	19	—	—	—	—	2	4	7	4	2	11	5	3
Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Femmes	2	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—
Travaux forcés à perpétuité. Hommes (civils)	35	—	—	—	1	11	12	9	2	—	20	10	5
Id. (militaires)	3	—	—	1	—	1	—	1	—	—	3	—	—
Femmes	3	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	2	1
Travaux forcés à temps. Hommes (civils)	44	—	—	1	10	18	10	3	1	1	25	15	4
Id. (militaires)	7	—	—	—	5	2	—	—	—	—	7	—	—
Femmes	4	—	—	—	—	1	1	—	2	—	1	3	—
Détention à perpétuité. Hommes (militaires)	6	—	—	1	4	1	—	—	—	—	5	1	—
Détention à temps. Hommes (militaires).	149	—	—	22	103	23	1	—	—	—	110	28	11
Réclusion. Hommes (civils)	37	—	—	1	15	1	—	6	2	—	17	13	7
Id. (militaires)	100	—	—	15	61	22	2	—	—	—	75	17	8
Femmes	3	—	—	—	—	1	2	—	—	—	1	1	1
Emprisonnement correctionnel. Hommes (civils)	2,763	—	10	351	1,172	697	371	130	26	—	1,501	972	290
Id. (militaires)	223	—	—	20	169	31	3	—	—	—	183	22	18
Femmes	358	—	2	35	144	99	56	17	5	—	134	171	53
Emprisonnement de police. Hommes (civils)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Femmes	4	—	—	1	2	1	—	—	—	—	3	—	1
Totaux particuliers. Hommes (civils)	2,898	—	10	353	1,198	741	397	155	35	3	1,574	1,015	309
Id. (militaires)	488	—	—	59	342	80	6	1	—	—	383	68	37
Femmes	374	—	2	36	146	102	59	21	8	—	139	179	56
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,760	—	18	448	1,686	923	462	177	43	3	2,096	1,262	402
B. *Quartier des jeunes condamnés*	38	—	17	21	—	—	—	—	—	—	38	—	—

ÉTAT DE SANTÉ. Bon.	Passable.	Mauvais.	INSTRUCTION. Ne sachant ni lire ni écrire.	Sachant lire ou écrire imparfaitement.	Sachant bien lire et écrire.	Ayant une instruction supérieure aux degrés précédents.	GRACES ET PUNITIONS. Ayant obtenu des remises de peines.	Ayant obtenu leur libération provisoire.	Ayant obtenu leur libération conditionnelle.	Ayant passé en cellule de répression pendant la durée de leur détention moins de 15 jours.	15 jours à 1 mois.	plus de 1 à 3 mois.	plus de 3 à 6 mois.	LIBÉRÉS ayant eu dans l'établissement une conduite bonne.	passable.	mauvaise.	LIBÉRÉS condamnés pour crimes et délits contre les personnes. Récidivistes.	Non récidivistes.	contre les propriétés. Récidivistes.	Non récidivistes.
15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35
17	2	—	1	14	4	—	—	—	19	—	—	—	—	19	—	—	7	9	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	—	—	1	1	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—
28	4	3	3	15	15	2	4	1	30	—	—	—	—	34	1	—	15	15	2	3
3	—	—	—	—	3	—	—	1	—	—	—	—	—	3	—	—	1	2	—	—
3	—	—	—	—	3	—	—	1	2	—	—	—	—	3	—	—	—	1	—	2
42	—	2	1	27	16	—	5	6	20	5	1	—	—	39	5	—	14	14	7	9
7	—	—	1	3	3	—	1	3	—	1	—	—	—	5	2	—	2	2	1	2
3	—	1	—	3	1	—	1	—	3	—	—	—	—	4	—	—	1	2	—	1
6	—	—	—	5	1	—	—	2	—	—	—	—	—	6	—	—	1	5	—	—
139	10	—	10	111	25	3	—	98	—	1	—	—	—	140	8	1	36	104	3	6
35	2	—	—	28	8	1	3	3	15	—	—	—	—	36	1	—	4	12	9	12
93	6	1	5	72	21	2	—	55	—	5	—	—	—	90	7	3	29	59	5	7
3	—	—	1	1	1	—	1	—	1	—	—	—	—	3	—	—	—	2	—	1
2,534	199	30	310	1,928	460	65	644	446	171	70	1	—	—	2,518	202	43	144	235	1,098	1,286
212	11	—	17	102	37	7	6	162	—	1	—	—	—	214	8	1	27	153	15	28
325	26	7	55	252	45	6	90	61	24	5	—	—	—	326	24	8	21	131	70	136
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	—	—	1	3	—	—	—	4	—	—	—	—	—	4	—	—	2	2	—	—
2,656	207	35	315	2,012	503	68	656	450	255	75	2	—	—	2,646	209	43	184	285	1,117	1,312
460	27	1	33	353	90	12	7	321	—	8	—	—	—	458	25	5	96	325	24	43
340	26	8	57	260	51	6	92	66	32	5	—	—	—	342	24	8	24	140	70	140
3,456	260	44	405	2,625	644	86	755	837	287	88	2	—	—	3,446	258	56	304	750	1,211	1,495
38	—	—	4	18	16	—	3	2	4	—	—	—	—	32	6	—	—	4	—	34

STATISTIQUE DES GRÂCES

SOUMISES A L'INSTRUCTION DU MINISTRE DE LA JUSTICE

Année 1919.

STATISTIQUE DES GRÂCES

SOUMISES A L'INSTRUCTION DU MINISTRE DE LA JUSTICE

La Constitution belge attribue au Roi le droit de grâce :

ART. 73. — Le Roi a le droit de remettre ou de réduire les peines prononcées par les juges, sauf ce qui est statué relativement aux ministres.

ART. 91. — Le Roi ne peut faire grâce au ministre condamné par la Cour de cassation que sur la demande de l'une des deux Chambres.

Le Roi a le droit de faire grâce d'office.

Le Roi statue :

1° Sur les propositions de grâce faites d'office, soit par les parquets, soit par les commissions administratives des prisons;

2e Sur les requêtes formulées par les condamnés ou par d'autres personnes en faveur des condamnés.

L'instruction des demandes est confiée aux départements ministériels.

Chaque département, autre que celui de la justice, examine les recours ou propositions qui concernent les individus condamnés du chef d'infraction aux lois et arrêtés qu'il est chargé d'exécuter.

La compétence du Ministère de la Justice s'étend :

a) A toutes les requêtes en grâce dont l'examen ne rentre pas dans les arttibutions d'un autre département;

b) A toutes les requêtes relatives à des infractions connexes et dont l'examen devrait être attribué à des départements différents;

c) Aux requêtes introduites en faveur : 1° d'une personne déjà condamnée conditionnellement et qui encourt une nouvelle condamnation pendant la durée du sursis, lorsque la demande de grâce concernant l'une des deux condamnations devrait être soumise à l'examen du Ministère de la justice; 2° d'une femme enceinte ou nourrice quelle que soit la nature de l'infraction.

Rédaction des tableaux. — La statistique des grâces est dressée d'après les renseignements contenus dans les dossiers du casier judiciaire. On a réparti les condamnés d'après leurs antécédents judiciaires. Pour établir ces antécédents, on s'est placé au moment où les faits qui ont motivé la condamnation, objet de la requête, avaient été commis; puis on a compté toutes les condamnations prononcées par les juridictions belges, et on a utilisé à cet effet tous les éléments d'information que renfermaient les dossiers du casier judiciaire.

XCIII. — Individus condamnés ayant formé des requêtes en grâce qui, après examen par le Département de la Justice, ont fait l'objet d'une décision de la part du Roi durant l'année 1919. Nombre de ces individus classés d'après la nature des infractions auxquelles s'appliquent les requêtes.

| NATURE DES INFRACTIONS | TOTAL GÉNÉRAL DES REQUÊTES EN GRACE | | | | CONDAMNÉS | | | |

XCIII (suite.) — Individus condamnés ayant formé des requêtes en grâce qui, après examen par le Départ tement de la Justice, ont fait l'objet d'une décision de la part du Roi durant l'année 1919.
Nombre de ces individus classés d'après la nature des infractions auxquelles s'appliqent les requêtes.

| NATURE DES INFRACTIONS | TOTAL GÉNÉRAL DES REQUÊTES EN GRACE | CONDAMNÉS | | |

XCIII (suite).— Individus condamnés ayant formé des requêtes en grâce qui, après examen par le Département de la Justice, ont fait l'objet d'une décision de la part du Roi durant l'année 1919. Nombre de ces individus classés d'après la nature des infractions auxquelles s'appliquent les requêtes.

| NATURE DES INFRACTIONS | TOTAL GÉNÉRAL DES REQUÊTES EN GRÂCE | | | | CONDAMNÉS A LA PEINE | | | |

XCIII (suite). — Individus condamnés ayant formé des requêtes en grâce qui, après examen par le Département de la Justice, ont fait l'objet d'une décision de la part du Roi durant l'année 1919. Nombre de ces individus classés d'après la nature des infractions auxquelles s'appliquent les requêtes.

| NATURE DES INFRACTIONS | TOTAL GÉNÉRAL DES REQUÊTES EN GRACE | CONDAMNÉS A LA PEINE | | |

XCIII (suite). — Individus condamnés ayant formé des requêtes en grâce qui, après examen par le Départ tement de la Justice, ont fait l'objet d'une décision de la part du Roi durant l'année 1919.
Nombre de ces individus classés d'après la nature des infractions auxquelles s'appliquent les requêtes.

| NATURE DES INFRACTIONS | TOTAL GÉNÉRAL DES REQUÊTES EN GRACE | CONDAMNÉS A LA PEINE | | |

XCIII (suite). — Individus condamnés ayant formé des requêtes en grâce qui, après examen par le Département de la Justice, ont fait l'objet d'une décision de la part du Roi durant l'année 1919.
Classement de ces individus d'après leurs antécédents judiciaires et la nature des infractions auxquelles s'appliquent les requêtes. — 1er catégorie : Indivdus sans antécédents judiciaires ou condamnés précédemment à des peines de police.

| NATURE DES INFRACTIONS | TOTAL GÉNÉRAL DES REQUÊTES EN GRÂCE | | | | CONDAMNÉS A LA PEINE | | | |

XCIII (suite). — Individus condamnés ayant formé des requêtes en grâce qui, après examen par le Département de la Justice, ont fait l'objet d'une décision de la part du Roi durant l'année 1919. Classement de ces individus d'après leurs antécédents judiciaires et la nature des infractions auxquelles s'appliquent les requêtes. — 1re catégorie : Individus sans antécédents judiciaires ou condamnés précédemment à des peines de police.

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL GÉNÉRAL DES REQUÊTES EN GRACE				CONDAMNÉS A LA PEINE																																			
					DE MORT			DES TRAVAUX FORCÉS						DE LA DÉTENTION																												
								à perpétuité			à temps			à perpétuité			à temps			ordinaire			à temps			extraordinaire			DE LA RÉCLUSION			DE L'EMPRISONNEMENT											DE L'AMENDE					
																															de 3 ans et plus			de 1 an à moins de 3 ans			de plus de 6 mois à moins de 1 an			de 6 mois et moins avec sursis			de 6 mois et moins sans sursis			avec sursis			sans sursis		
	TOTAL	requêtes en grâce			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont		
		accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées
		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47
Incendie — de lieux habités, de bois ou récoltes sur pied, 510	3	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de lieux inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de récoltes coupées et bois abattus mis en tas, 512 § 1°	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie — de récoltes coupées, la nuit, 512, 513	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures, 194 à 197	26	—	9	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	—	4	4	—	3	4	—	—	—	—	1	6	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission, 160, 161, 164, 168	9	—	5	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	3	2	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets publics, billets de banque (contrefaçon, falsification, émission), 173 à 176	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240 § 1	3	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol — à l'aide d'effraction, escalade, violences ou menaces, 467 à 470	461	19	160	282	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	21	57	4	65	94	3	35	32	—	3	9	11	36	88	—	—	—	—	—	—
Vol — à l'aide de violences ou menaces dans maison habitée ou chemin public, 471 à 474	73	—	31	42	—	—	—	—	—	—	—	4	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	14	—	24	18	—	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime, 506	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																																														
Abus de confiance, 491	38	5	15	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	1	4	5	—	3	2	—	—	2	4	3	6	—	—	—	1	—	—	1	3
Adultère, 387 à 389	9	1	5	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	5	—	—	—	—	—	—	1	1
Armes prohibées (Port), 317 (L. 15 juin 1894)	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Arrestation ou détention arbitraire par particulier, 434 à 436	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Association de malfaiteurs, 323 § 2, 324	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — sans violences sur enfant de moins de 14 ans, 372 (ancien)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur — avec violences sur personne majeure, 373 § 1 (L. 15 mai 1912, 49 § 1)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans, 379 § 1	15	—	4	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	5	—	1	2	—	—	1	—	1	3	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation de mineur de plus de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 1, 381	5	—	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par excitation de mineur dont on ignorait l'état de minorité, 380	5	—	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — par outrage public aux mœurs, 385, § 1, 386	3	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement avec le consentement, 350, 351	62	2	38	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	6	5	—	21	11	—	7	2	1	1	—	—	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers particuliers, 444	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Coalition. Atteinte à la liberté de l'industrie, 310 (L. 30 mai 1892)	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles (boissons). Mélange substances nuisibles, 464 à 466	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Comestibles (boissons). Falsification, 500 501 (L. 4 août 1890, art. 4)	283	9	25	209	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	6	19	—	—	—	8	59	190
Corruption — Offres agréées, dons reçus par un fonctionnaire pour faire ou s'abstenir de faire un acte de sa fonction, actes injustes ou abstension d'un fonctionnaire à raison d'offres agréées ou de dons reçus, 246, 247	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Corruption — Menaces ou promesses faites. Dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre et tentative, 252	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—

XCIII (suite). — Individus condamnés ayant formé des requêtes en grâce qui, après examen par le Département de la Justice, ont fait l'objet d'une décision de la part du Roi durant l'année 1919.
Classement de ces individus d'après leurs antécédents judiciaires et la nature des infractions auxquelles s'appliquent les requêtes. — 1re catégorie : Individus sans antécédents judiciaires ou condamnés précédemment à des peines de police.

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL GÉNÉRAL DES REQUÊTES EN GRACE	CONDAMNÉS A LA PEINE																																				
					DE MORT			DES TRAVAUX FORCÉS à perpétuité			DES TRAVAUX FORCÉS à temps			DE LA DÉTENTION à perpétuité			DE LA DÉTENTION à temps ordinaire			à temps extraordinaire			DE LA RÉCLUSION			DE L'EMPRISONNEMENT de 3 ans et plus			de 1 an à moins de 3 ans			de plus de 6 mois à moins de 1 an			de 6 mois et moins avec sursis			de 6 mois et moins sans sursis			DE L'AMENDE avec sursis			DE L'AMENDE sans sursis		
	TOTAL	requêtes en grâce			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont		
		accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées	accueillies		rejetées
		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement		totalement	partiellement	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47
Coups et blessures — 398 à 400 § 1, 410 § 1	41	4	20	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	1	3	4	1	13	4	1	—	4	—	—	2	—	—	—	1	1	1
Coups et blessures — à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable par personne ayant autorité, 398 à 400 § 1, 410 § 2 (L. 15 mai 1912, art. 59).	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans, 398, 401bis (L. 15 mai 1912, art. 58).	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — à officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281.	7	—	4	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	—
Coups et blessures — involontaires, 420.	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction — de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces, 528.	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Destruction — de clôtures, 545, 546.	5	—	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	2	1
Domicile (Violation de) par un particulier, avec menaces, violences ou effractions, 439	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement d'une fille de plus de 16 ans et de moins de 18 ans avec son consentement, 370 (L. 15 mai 1912, art. 55).	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 496	38	1	16	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	6	5	—	2	6	—	1	—	1	5	6	—	—	—	—	1	2
Exposition d'enfants ou d'incapables, 354, 356 à 358 (L. 15 mai 1912, art. 56)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition d'enfants ou d'incapables par parents ou gardiens, 355 à 357, 359 (L. 15 mai 1912, art. 56).	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie. Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169.	8	—	2	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	4	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209.	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—
Faux témoignages en justice, 218 à 220.	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, 511, 514.	4	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331.	7	—	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	2	3	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage, 342 à 347.	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés: trésor, détournement, 508	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages — envers un membre des chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Outrages — envers un officier ministériel ou un agent de l'autorité, 276	10	2	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4	1	—	—	—	—	—	—	—	3
Outrages — envers des jurés ou témoins 275, 282	5	—	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	6	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	1
Recel de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505.	149	10	62	77	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	1	17	12	1	26	27	1	—	3	7	14	28	—	—	—	—	2	5
Sûreté de l'État. — Recèlement d'agents ou soldats ennemis, 121 § 2 (A.-L. 11 octobre 1916)	3	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté de l'État. — Dénonciation méchante à l'ennemi, 121bis § 1er (A.-L. 8 avril 1917)	68	2	16	50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	3	—	6	14	1	7	9	—	1	3	1	—	20	—	—	—	—	—	1
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499.	20	1	1	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	3	—	—	9	—	—	—	—	1	5
Vol, 463, 464, 466.	224	19	80	125	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	8	1	22	17	1	25	22	1	1	7	6	25	50	1	—	6	9	5	15
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463.	15	1	6	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	5	5	—	—	—	—	—	2
Contraventions de police.																																													
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtées, corrompues ou falsifiées (vente, débit, exposition en vente de), 561, 2° et 3°.	5	—	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	4	—	—
Autres contraventions	21	5	2	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	13	—	—

XCIII (suite). — Individus condamnés ayant formé des requêtes en grâce qui, après examen par le Département de la Justice, ont fait l'objet d'une décision de la part du Roi durant l'année 1919. Classement de ces individus d'après leurs antécédents judiciaires et la nature des infractions auxquelles s'appliquent les requêtes. — 1re catégorie : Individus sans antécédents judiciaires ou condamnés précédemment à des peines de police.

| NATURE DES INFRACTIONS | Total général des requêtes en grâce | | | | CONDAMNÉS | | | |

XCIII (suite). — Individus condamnés ayant formé des requêtes en grâce qui, après examen par le Départ
Classement de ces individus d'après leurs antécédents judiciaires et la nature des infractions auxquelles s'appliquent

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL GÉNÉRAL DES REQUÊTES EN GRACE	CONDAMNÉS																	
					DE MORT	DES TRAVAUX FORCÉS				DE LA DÉTENTION									
						à perpétuité		à temps		à perpétuité		à temps							
														ordinaire					
		requêtes en grâce			les requêtes en grâce sont	les requêtes en grâce sont		les requêtes en grâce sont		les requêtes en grâce sont		les requêtes en grâce sont		les requêtes en grâce sont					
	TOTAL	accueillies		rejetées	accueillies	accueillies		accueillies		accueillies		accueillies		accueillies			accueillies		
		totalement	partiellement		totalement	partiellement	rejetées	totalement	partiellement	rejetées	totalement	partiellement	rejetées	totalement	partiellement	rejetées	totalement	partiellement	rejetées
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.																			
Crimes.																			
Assassinat, 394	30	—	9	21	—	5	10	—	4	6	—	—	5	—	—	—	—	—	—
Infanticide, 396	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Parricide, 395	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 393	26	1	9	16	—	—	—	1	4	4	—	5	12	—	—	—	—	—	—
Meurtre pour faciliter le vol et en assurer l'impunité, 475	9	—	2	7	—	2	4	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort, sans intention de la donner, 401	9	—	2	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces — sur un enfant de moins de 16 ans, 372 § 1 (L. 15 mai 1912, 48 § 1)	24	1	4	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces — sur un enfant de moins de 16 ans par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372 § 1, 377 § 2 (L. 15 mai 1912, 48 § 1, 52 § 2)	4	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violences ni menaces — par ascendant sur mineur non émancipé par le mariage, 372 § 2 (L. 15 mai 1912, 48 § 2)	3	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces — sur mineur de plus de 16 ans 373 § 2 (L. 15 mai 1912, 49 § 2)	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces — sur mineur de moins de 16 ans, 373 § 3 (L. 15 mai 1912, 49 § 3)	8	1	4	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur enfant de moins de 14 ans par personne ayant autorité, 377-375 (anciens)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans, 375 § 1 (L. 15 mai 1912, 50 § 1)	7	—	2	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans commis par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375 § 1, 377 § 5 (L. 15 mai 1912, 50 § 1, 52 § 5)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur personne de plus de 16 ans par plusieurs en s'entr'aidant, 375 § 1, 377 § 5 (L. 15 mai 1912, 50 § 1, 52 § 5)	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol — sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 375 § 2 (L. 15 mai 1912, 50 § 2)	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Viol — sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 375 § 3 (L. 15 mai 1912, 50 § 3)	5	—	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 379 § 2	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Excitation à la débauche — de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379 § 2, 381	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — sans le consentement de la femme par médecins, chirurgiens, etc., 348, 353	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement — du consentement de la femme ayant causé la mort, 352	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

tement de la Justice, ont fait l'objet d'une décision de la part du Roi durant l'année 1919.
les requêtes. — 2e catégorie : Individus condamnés précédemment à une ou à des peines criminelles ou correctionnelles.

A LA PEINE																													
				DE LA RÉCLUSION			DE L'EMPRISONNEMENT															DE L'AMENDE							
							de 3 ans et plus			de 1 an à moins de 3 ans			de plus de 6 mois à moins de 1 an			de 6 mois et moins						avec sursis			sans sursis			
																avec sursis			sans sursis										
temps																													
extraordinaire																													
les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont			les requêtes en grâce sont		
accueillies			accueillies			accueillies			accueillies			accueillies			accueillies			accueillies			accueillies			accueillies		
totalement	partiellement	rejetées	totalement	partiellement	rejetées	totalement	partiellement	rejetées	totalement	partiellement	rejetées	totalement	partiellement	rejetées	totalement	partiellement	rejetées	totalement	partiellement	rejetées	totalement	partiellement	rejetées	totalement	partiellement	rejetées
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	2	3	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	5	—	1	4	—	—	2	—	—	—	1	2	8	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	3	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XCIII (suite). — Individus condamnés ayant formé des requêtes en grâce qui, après examen par le Département de la Justice, ont fait l'objet d'une décision de la part du Roi durant l'année 1919.
Classement de ces individus d'après leurs antécédents judiciaires et la nature des infractions auxquelles s'appliquent les requêtes. — 2e catégorie : Individus condamnés précédemment à une ou à des peines criminelles ou correctionnelles.

| NATURE DES INFRACTIONS | TOTAL GÉNÉRAL DES REQUÊTES EN GRÂCE | CONDAMNÉS À LA PEINE | | |

XCIII (suite). — Individus condamnés ayant formé des requêtes en grâce qui, après examen par le Département de la Justice, ont fait l'objet d'une décision de la part du Roi durant l'année 1919.
Classement de ces individus d'après leurs antécédents judiciaires et la nature des infractions auxquelles s'appliquent les requêtes. — 2e catégorie : Individus condamnés précédemment à une ou à des peines criminelles ou correctionnelles.

| NATURE DES INFRACTIONS | TOTAL GÉNÉRAL DES REQUÊTES EN GRACE | CONDAMNÉS À LA PEINE | | |

XCIII (suite). — Individus condamnés ayant formé des requêtes en grâce qui, après examen par le Département de la Justice, ont fait l'objet d'une décision de la part du Roi durant l'année 1919.
Classement de ces individus d'après leurs antécédents judiciaires et la nature des infractions auxquelles s'appliquent les requêtes. — 2e catégorie : Individus condamnés précédemment à une ou à des peines criminelles ou correctionnelles.

| NATURE DES INFRACTIONS | TOTAL GÉNÉRAL DES REQUÊTES EN GRACE | | | | CONDAMNÉS À LA PEINE | | | |

STATISTIQUE

DE LA

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

PATRONAGE DES DÉTENUS

ANNÉE 1919.

STATISTIQUE DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

PATRONAGE DES DÉTENUS

A. — Libération conditionnelle.

La libération conditionnelle est organisée de la façon suivante :

Les condamnés qui ont à subir une ou plusieurs peines principales ou subsidiaires, emportant privation de la liberté, peuvent être mis en liberté conditionnellement, lorsqu'ils ont accompli le tiers de ces peines, pourvu que la durée de l'incarcération déjà subie dépasse trois mois.

S'il y a récidive légale, la durée de l'incarcération déjà subie doit dépasser six mois et correspondre aux deux tiers des peines.

Les condamnés à perpétuité pourront être mis en liberté conditionnellement lorsque la durée de l'incarcération déjà subie par eux dépassera dix ans ou, s'il y a récidive légale, quatorze ans.

Lorsque l'incarcération a été subie sous le régime de la séparation, les réductions établies par la loi profitent au condamné pour le calcul de la quotité à concurrence de laquelle la peine a été accomplie; elle ne lui profite pas pour le délai de trois ou six mois d'incarcération

La mise en liberté peut toujours être révoquée pour cause d'inconduite ou d'infraction aux conditions énoncées dans le permis de libération (art. 1er à 3 de la loi du 31 mai 1888).

La libération définitive est acquise au condamné si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration d'un délai égal au double du terme d'incarcération que celui-ci avait encore à subir à la date à laquelle la mise en liberté a été ordonnée en sa faveur.

« Toutefois, ce délai ne pourra en aucun cas être » inférieur à deux ans. Il sera de cinq ans au minimum » si le libéré avait encouru, dans le courant des cinq » années antérieures à la date de sa dernière condamna- » tion, soit une peine principale de trois mois d'empri- » sonnement au moins, soit deux ou plusieurs peines » principales d'un mois au moins.

» Les condamnations considérées comme non avenues » en vertu de l'article 9, § 2, de la présente loi n'entrent » pas en ligne de compte (condamnations conditionnelles » dont le sursis est expiré).

» S'il était constaté ultérieurement par un jugement » ou un arrêt prononcé à sa charge et passé en force de » chose jugée, que le condamné avait commis un crime » ou un délit avant l'expiration du délai d'épreuve, la » mise en liberté serait censée avoir été révoquée à la date » à laquelle ce crime ou ce délit se trouverait avoir été » consommé. » (Art. 1er de la loi du 3 août 1899.)

La mise en liberté est ordonnée par le ministre de la justice, après avis du parquet qui a exercé les poursuites et du procureur général du ressort, ainsi que du directeur et de la commission administrative de l'établissement pénitentiaire.

Elle est révoquée par le ministre de la justice, après avis du procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel le condamné se trouve et des autorités locales.

La réintégration a lieu, en vertu de l'arrêté de révocation, pour l'achèvement du terme d'incarcération que l'exécution de la peine comportait encore à la date de la libération.

L'arrestation provisoire du libéré conditionnel peut être ordonnée par le procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel il se trouve, à la charge d'en donner immédiatement avis au ministre de la justice, qui prononce la révocation s'il y a lieu. L'effet de la révocation remonte, dans ce cas, au jour de l'arrestation.

La prescription des peines ne court pas pendant que le condamné se trouve en liberté en vertu d'un ordre de libération qui n'a pas été révoqué.

Elle ne peut pas être invoquée dans le cas prévu au § 2 de l'article 4 de la loi.

Un arrêté royal déterminera la forme des permis de libération, les conditions auxquelles la libération pourra être soumise et le mode de surveillance des libérés conditionnels (art. 5 à 8 de la loi du 31 mai 1888).

La libération conditionnelle n'est pas applicable aux condamnés militaires.

Elle est sans influence sur la contrainte par corps prononcée pour assurer soit le recouvrement des frais de justice, soit le payement des dommages et intérêts.

Elle ne peut s'appliquer à l'emprisonnement subsidiaire afférent à une amende fiscale, celle-ci participant du caractère de la réparation civile.

La libération conditionnelle n'est accordée qu'aux condamnés qui ont fait preuve d'amendement.

L'administration, pour apprécier si un condamné, qui a fait preuve d'amendement, peut être libéré conditionnellement, tient compte de ses antécédents, des causes de la condamnation qu'il a encourue, de ses dispositions morales et des moyens d'existence dont il disposera à sa sortie de prison.

Dans la huitaine de la mise à exécution de toute condamnation comportant une incarcération de plus de trois mois, le parquet qui aura exercé les poursuites transmettra au directeur de l'établissement pénitentiaire une notice relatant les antécédents du condamné et contenant une appréciation de sa moralité.

Le personnel de l'établissement pénitentiaire consignera dans un carnet spécial ses observations sur la conduite, le caractère et les dispositions morales du détenu.

Le directeur formulera, d'après l'ensemble des observations ainsi recueillies, les annotations qu'il inscrira mensuellement au registre de la comptabilité morale.

Afin de compléter les renseignements concernant la situation du condamné, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille et les ressources de celle-ci, le directeur de l'établissement pénitentiaire se mettra en rapport avec les autorités locales et, le cas échéant, avec les institutions charitables et les comités de patronage.

Les directeurs des établissements pénitentiaires adresseront au ministre de la justice, par l'intermédiaire des commissions administratives, leurs propositions en faveur des condamnés auxquels ils estimeront que la libération conditionnelle pourrait être accordée. Ils y annexeront un extrait du registre de la comptabilité morale reproduisant les annotations relatives à ces condamnés.

Ces propositions seront transmises, dans la huitaine, au ministre de la justice par les commissions administratives, qui y joindront leur avis motivé.

Les propositions dont les commissions administratives croiront devoir prendre l'initiative seront accompagnées de l'avis motivé du directeur de l'établissement pénitentiaire et de l'extrait du registre de la comptabilité morale.

L'administration centrale, après avoir recueilli l'avis du parquet, conformément à l'article 5 de la loi du 31 mai 1888, et, s'il y a lieu, celui des autorités locales, sur les propositions transmises par les commissions administratives, soumet les dites propositions au ministre de la justice, avec les observations.

Elle recueille l'avis du parquet, celui de la commission administrative et du directeur de l'établissement pénitentiaire et, s'il y a lieu, celui des autorités locales, pour les propositions à soumettre au ministre de la justice, en dehors de celles qui lui sont adressées par les commissions administratives et les directeurs des établissements pénitentiaires (art. 1er à 6 de l'arrêté royal du 1er août 1888).

Les parquets et les autorités locales surveillent la conduite du libéré et signalent sans retard au ministre de la justice tous faits qui leur paraîtraient de nature à motiver la révocation de la mise en liberté.

La libération conditionnelle n'est jamais accordée que sous la condition d'une conduite irréprochable, et le libéré manque à cette condition lorsqu'il s'adonne à la débauche ou à l'ivrognerie.

La mise en liberté peut toujours être révoquée pour cause d'inconduite ou d'infractions aux conditions spéciales énoncées dans le permis de libération. La révocation est prononcée par le ministre de la justice, qui prend, au préalable, l'avis du procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel le condamné se trouve et, s'il y a lieu, l'avis des autorités locales. (Art. 13 et 14 de l'arrêté royal du 1er août 1888.)

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont dressés par le service de la libération conditionnelle d'après le dossier des libérés reposant dans ses archives.

A. — LIBÉRATION CONDITIONNELLE.

XCIV. — Nombre des propositions et des requêtes accueillies et rejetées. — Motifs des rejets.

Propositions.	
Propositions soumises par les directeurs. .	375
Libérations conditionnelles.	238
Rejets.	137
Motifs de ces rejets.	
Gravité des faits	61
Mauvais antécédents	34
Défaut d'amendement	32
Le restant de la peine étant remis par un arrêté de grâce	9
Requêtes envoyées au Ministre de la justice . .	517
Laissées sans suite	352
Libérations conditionnelles.	71
Rejets.	94
Motifs de ces rejets.	
Gravité des faits	48
Antécédents	21
Défaut d'amendement	25
En résumé.	
Affaires instruites	540
Libérations conditionnelles	309
Rejets.	231

XCV. — Renseignements relatifs aux libérés.

Sexe.	
Hommes	276
Femmes	33
Etat civil.	
Célibataires	161
Mariés	126
Veufs	21
Divorcés.	1
Age.	
Moins de 20 ans.	21
De 20 à moins de 25 ans	70
De 25 id. 30 id.	57
De 30 id. 40 id.	65
De 40 id. 50 id.	48
De 50 id. 60 id.	34
De 60 ans et plus.	14
Antécédents.	
Sans antécédents judiciaires	177
Ayant subi une condamnation antérieure (1).	53
En ayant subi plusieurs	79

(1) Toutes les condamnations sont comptées, même les condamnations à une peine de police.

Nature des infractions.

Coups et blessures	22
Vols, escroqueries, etc.	156
Faux, usage de faux	5
Abus de confiance	1
Infanticides, avortements	16
Attentats à la pudeur et viols	13
Recels	8
Incendie	4
Homicides, tentatives d'homicide	73
Enlèvement de mineurs	3
Empoisonnement	1
Emission de fausse monnaie	5
Abandon d'enfant	1
Homicide par imprudence	1

Professions.

Ouvriers	167
Cultivateurs	38
Commerçants, industriels	6
Domestiques	15
Employés	18
Cordonnier	1
Ménagères	10
Professions libérales	16
Tailleurs	2
Cabaretiers	3
Boulangers	2
Étudiants	2
Sans	2
Agent de police	1
Boucher	1
Chauffeurs d'automobiles	2
Peintres	2
Charretiers	5
Houilleurs	6
Batelier-marin	1
Colporteurs	7
Électricien	1
Plafonneur	1

Durée de la peine prononcée.

Moins de 1 an	27
De 1 à moins de 2 ans	63
De 2 id. 5 id.	104
De 5 id. 10 id.	41
De 10 id. 20 id.	23
Vingt et plus	7
A perpétuité	44

Durée de la détention restant à subir.

Moins de 3 mois	39
De 3 à moins de 6 mois	58
De 6 mois à moins de 1 an	65
De 1 à moins de 2 ans	50
De 2 id. 3 id.	32
De 3 id. 5 id.	15
De 5 id. 10 id.	6
Indéfinis	44

Suites des libérations conditionnelles accordées en 1919.

Révocation	Néant
Temps d'épreuve expirant en 1921	166
Id. id. 1922	26
Id. id. 1923	17
Id. id. 1924	15
Id. id. 1925	11
Id. id. 1926	2
Id. id. 1927	3
Id. id. 1928	8
Id. id. 1929	1
Id. id. 1930	3
Id. id. 1931	1
Id. id. 1932	3
Id. id. 1933	1
Id. id. 1934	1
Id. id. 1935	1
Id. id. 1936	2
Id. id. 1937	1
Id. id. 1938	1
Id. id. 1939	1
Id. id. 1947	1
A perpétuité	44

Révocation prononcée en 1919 :

1 sur libération conditionnelle accordée en 1917, le temps d'épreuve expirait en 1919.

B. — PATRONAGE DES DÉTENUS.

Les Comités de patronage prêtent leur concours à l'Administration pénitentiaire pour assurer le relèvement et le reclassement des condamnés. A cette fin, les membres du comité, agréés par le Ministre de la justice, sont autorisés à visiter les détenus. Les enfants détenus par voie de correction paternelle peuvent également être visités par les membres des Comités de patronage si, lors de l'envoi en correction, le président du tribunal a déclaré désirable l'intervention du patronage et si le père ou la personne qui a agi par voie de correction paternelle n'a pas expressément prononcé l'interdiction de ces visites, lors de l'écrou. Ils peuvent également être autorisés par le directeur de la prison à visiter les prévenus qui les ont appelés.

Au cours de l'année 1919, les membres agréés des Comités de patronage ont fait visite à 1,048 détenus, dont 469 hommes ou garçons et 579 femmes ou filles.

Sur les 469 visites à des hommes ou garçons :

309 ont été faites à des condamnés à une peine d'emprisonnement ;

160 à des prévenus.

Sur les 579 visites à des femmes ou filles :

538 ont été faites à des condamnées à une peine d'emprisonnement ;

41 à des prévenues.

Le nombre *total* des visites faites par les membres agréés des Comités de patronage a été de 1,571, dont : 721 à des hommes ou garçons, et 850 à des femmes ou filles.

(Voir tableaux XCVI et XCVII ci-après.)

XCVI. — Nombre de visites faites aux détenus, en 1919, par les membres visiteurs des comités de patronage.

PRISONS.	PRÉVENUS.		CONDAMNÉS.		TOTAL.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes et garçons.	Femmes et filles.
Prison centrale à Gand	—	—	—	—	—	—
Id. id. à Louvain	—	—	63	—	63	—
Id. à Saint-Gilles	119	—	157	—	276	—
Id. à Forest	72	10	26	360	98	370
Id. secondaire à Louvain	3	3	20	—	23	3
Id. à Nivelles	4	10	34	15	38	25
Id. à Anvers	—	—	—	—	—	—
Id. à Malines	—	—	10	40	10	40
Id. à Turnhout	—	—	2	41	2	41
Id. à Mons	1	—	8	7	9	7
Id. à Charleroi	8	—	6	—	14	—
Id. à Tournai	—	—	23	—	23	—
Id. secondaire à Gand	—	7	—	141	—	148
Id. à Termonde	5	—	20	4	25	4
Id. à Audenarde	—	—	—	—	—	—
Id. à Bruges	—	—	—	—	—	—
Id. à Courtrai	—	3	3	3	3	6
Id. à Furnes	—	—	—	—	—	—
Id. à Ypres	—	—	—	—	—	—
Id. à Liége	23	13	8	15	31	28
Id. à Verviers	9	4	36	72	45	76
Id. à Huy	6	1	30	25	36	26
Id. à Tongres	—	—	5	—	5	—
Id. à Hasselt	—	—	—	—	—	—
Id. à Arlon	—	1	11	31	11	32
Id. à Marche	—	—	—	—	—	—
Id. à Neufchâteau	—	—	—	—	—	—
Id. à Namur	1	—	8	44	9	44
Id. à Dinant	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	251	52	470	798	721	850

XCVII. — Relevé du nombre de détenus qui, au cours de l'année 1919, ont reçu une ou plusieurs visites de membres visiteurs des comités de patronage.

PRISONS.	PRÉVENUS.		CONDAMNÉS.		TOTAL.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes. et garçons.	Femmes et filles.
Prison centrale à Gand	—	—	—	—	—	—
Id. id. à Louvain	—	—	51	—	51	—
Id. à Saint-Gilles	43	—	61	—	104	—
Id. à Forest	72	10	26	360	98	370
Id. secondaire à Louvain	3	3	20	—	23	3
Id. à Nivelles	3	1	29	9	32	10
Id. à Anvers	—	—	—	—	—	—
Id. à Malines	—	—	3	31	3	31
Id. à Turnhout	—	—	2	12	2	12
Id. à Mons	1	—	8	1	9	1
Id. à Charleroi	7	—	6	—	13	—
Id. à Tournai	—	—	11	—	11	—
Id. secondaire à Gand	—	1	—	34	—	35
Id. à Termonde	3	—	11	2	14	2
Id. à Audenarde	—	—	—	—	—	—
Id. à Bruges	—	—	—	—	—	—
Id. à Courtrai	—	10	7	3	7	13
Id. à Furnes	—	—	—	—	—	—
Id. à Ypres	—	—	—	—	—	—
Id. à Liége	19	11	7	4	26	15
Id. à Verviers	4	3	34	38	38	41
Id. à Huy	4	1	20	10	24	11
Id. à Tongres	—	—	3	—	3	—
Id. à Hasselt	—	—	—	—	—	—
Id. à Arlon	—	1	4	9	4	10
Id. à Marche	—	—	—	—	—	—
Id. à Neufchâteau	—	—	—	—	—	—
Id. à Namur	1	—	6	25	7	25
Id. à Dinant	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	160	41	309	538	469	579

STATISTIQUE

DU

VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

ANNÉE 1919.

STATISTIQUE DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

La répression du vagabondage et de la mendicité est réglée en ce qui concerne les individus âgés de 18 ans et plus par la loi du 27 novembre 1891, modifiée par la loi du 15 février 1897 (1). En voici les principales dispositions :

ARTICLE PREMIER. — Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, de maisons de refuge et d'écoles de bienfaisance.

ART. 2. — Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

Les maisons de refuge dont il est fait mention au même article seront exclusivement affectées à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

Les écoles de bienfaisance seront affectées aux individus âgés de moins de 18 ans accomplis.

ART. 3. — Les individus âgés de plus de 18 ans accomplis, dont l'internement dans une maison de refuge sera demandé par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'expédition de l'arrêté d'un collège des bourgmestre et échevins autorisant leur admission.

ART. 4. — Lorsque l'internement dans une maison de refuge aura été demandé par une administration communale, les frais d'entretien seront à la charge de la commune.

ART. 5. — Les individus âgés de moins de 21 ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.

ART. 6. — Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Ils recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la justice fixera pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux intéressés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

ART. 7. — Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal.

Les détenus peuvent être soumis au régime de la séparation.

ART. 8. — Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Sont assimilés aux vagabonds les souteneurs de filles publiques.

Toutefois, la décision du juge de paix, en ce qui concerne cette dernière catégorie d'individus, sera susceptible d'opposition ou d'appel dans les délais prévus par le Code d'instruction criminelle.

ART. 9. — Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.

ART. 12. — Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.

ART. 13. — Ils mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

ART. 14. — Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les

(1) Les mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis qui sont trouvés mendiant ou vagabondant ou se livrent habituellement à la mendicité ou au vagabondage sont en vertu de la loi du 15 mai 1912 déférés au juge des enfants institué par la dite loi.

vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.

ART. 15. — Le Ministre de la justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

ART. 16. — Les juges de paix pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant, sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 13.

ART. 17. — Les individus internés dans les maisons de refuge seront mis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé, par le Ministre de la justice, pour les diverses catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.

ART. 18. — Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas y être retenus contre leur gré au delà d'un an.

Le Ministre de la justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge, dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.

ART. 28. — Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfèrement dans les écoles de bienfaisance de l'État serait immédiatement ordonné par le Ministre de la justice.

De même, le transfèrement dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la justice, si un individu ayant dépassé l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'État.

Rédaction des tableaux. — La statistique des mouvements de la population des établissements de bienfaisance est dressée à l'aide de tableaux envoyés annuellement à la direction générale de la bienfaisance par les directeurs des divers établissements.

DÉPOTS DE MENDICITÉ ET MAISONS DE REFUGE.

XCVIII. — Mouvement de la population en 1919.

ENTRÉES.

ÉTABLISSEMENTS.	ENTRÉES RÉELLES.					Entrées par transfert.	Entrées après évasion.	TOTAL des entrées.	NOMBRE DES RECLUS inscrits dans les colonnes 3, 4, 5, qui étaient mis à la disposition du gouvernement pour				
	En vertu d'une autorisation de l'autorité communale ou du Ministre de la justice.	En vertu d'une décision judiciaire par application de la loi du 27 novembre 1891			TOTAL.				la 1re fois.	la 2e fois.	la 3e fois.	la 4e fois.	la 5e fois et au delà
		Article 13.	Article 14.	Article 16.									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
HOMMES.													
Merxplas-Wortel (Dépôt). .	—	698	—	—	698	19	115	832	183	38	19	43	415
Hoogstraeten (Refuge). . .	1	—	—	486	487	3	24	514	178	45	32	31	200
Reckheim (Refuge).	7	—	—	263	270	1	6	277	105	28	12	12	106
TOTAL.	8	698	—	749	1,455	23	145	1,623	466	111	63	86	721
FEMMES.													
Bruges (Dépôt).	—	277	—	—	277	71	—	(1) 348	233	15	7	4	18
Bruges (Refuge)	1	—	—	170	171	33	—	(2) 204	142	17	3	1	7
TOTAL.	1	277	—	170	448	104	—	552	375	32	10	5	25
TOTAL GÉNÉRAL. . .	9	975	—	919	1,903	127	145	2,175	841	143	73	91	746

(1) Non compris 10 enfants accompagnant leurs mères ou nés à l'établissement.
(2) Id. 14 enfants id. id. id. id.

SORTIES.

ÉTABLISSEMENTS.	ÉLARGIS.	TRANSFÉRÉS.	ÉVADÉS.	DÉCÉDÉS.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6
HOMMES.					
Merxplas-Wortel (Dépôt).	231	6	172	51	460
Hoogstraeten (Refuge).	294	15	42	27	378
Reckheim (Refuge).	291	4	26	5	326
TOTAL.	816	25	240	83	1,164
FEMMES.					
Bruges (Dépôt).	149	5	—	6	(1) 160
Bruges (Refuge)	77	11	2	2	(2) 92
TOTAL.	226	16	2	8	252
TOTAL GÉNÉRAL	1,042	41	242	91	1,416

(1) Non compris 3 enfants accompagnant leurs mères ou nés à l'établissement.
(2) Id. 14 id. id. id. id. id.

XCIX. — Répartition d'après leurs antécédents des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1919.

ÉTABLISSEMENTS.	RECLUS MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT POUR					TOTAL GÉNÉRAL.
	la première fois.	la deuxième fois.	la troisième fois.	la quatrième fois.	la cinquième fois ou plus.	
1	2	3	4	5	6	7
HOMMES.						
Merxplas-Wortel (dépôt)	163	116	130	85	663	1,157
Hoogstraeten (refuge)	121	38	25	16	185	385
Reckheim (refuge)	30	15	9	7	53	114
TOTAL	314	169	164	108	901	1,656
FEMMES.						
Bruges (dépôt)	205	14	6	4	11	240
Bruges (refuge)	127	16	3	2	7	155
TOTAL	332	30	9	6	18	395
TOTAL GÉNÉRAL	646	199	173	114	919	2,051

C. — Répartition par âge des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1919.

AGE.	HOMMES.		FEMMES.		AGE.	HOMMES.		FEMMES.	
	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.		Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.
1	2	3	4	5	1	2	3	4	5
De 18 à 20 ans. . .	23	20	2	41	De 45 à 49 ans. . .	110	39	2	7
De 21 à 24 ans. . .	24	27	86	47	De 50 à 54 ans. . .	166	46	13	2
De 25 à 29 ans. . .	25	13	42	24	De 55 à 59 ans. . .	225	64	8	3
De 30 à 34 ans. . .	30	18	38	11	De 60 à 69 ans. . .	342	160	16	8
De 35 à 39 ans. . .	39	23	6	5	De 70 ans et plus .	76	45	3	3
De 40 à 44 ans. . .	97	44	24	4	TOTAL . .	1,157	499	240	155

CI. — Durée de l'internement subi par les reclus sortis des établissements en 1919.

(Loi du 27 novembre 1891, art. 13, 14 et 19.)

A. — *Dépôts de mendicité.*

RECLUS.			Moins de 3 mois.	De 3 mois à moins de 6 mois.	De 6 mois à moins de 9 mois.	De 9 mois à moins de 12 mois.	De 12 mois à moins de 15 mois.	De 15 mois à moins de 18 mois.	De 18 mois à moins de 21 mois.	De 21 mois à moins de 24 mois.	De 2 ans à moins de 3 ans.	De 3 ans à moins de 4 ans.	De 4 ans à moins de 5 ans.	De 5 ans à moins de 6 ans.	De 6 ans à moins de 7 ans.	De 7 ans.	TOTAL.
1			2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
HOMMES.																	
Elargis par expiration de terme			—	—	—	—	—	—	—	—	130	8	6	1	—	—	145
Elargis par décision du Ministre.	Terme d'internement prononcé	de 1 à 2 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		de 2 à 3 ans	14	13	12	14	5	5	2	1	1	—	—	—	—	—	67
		de 3 à 4 ans	1	2	—	3	1	3	1	—	2	—	—	—	—	—	13
		de 4 à 7 ans	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Conduits à la frontière			—	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3
Transférés			—	1	2	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	6
Evadés			98	29	15	17	8	2	1	1	1	—	—	—	—	—	172
Décédés			2	12	5	8	7	6	1	5	5	—	—	—	—	—	51
Souteneurs. Elargis par expiration de terme			—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Souteneurs. Elargis par décision du Ministre.	Terme d'internement prononcé	de 2 à 3 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		de 3 à 4 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		de 4 à 7 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Souteneurs. Conduits à la frontière			—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Souteneurs. Transférés			—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Souteneurs. Evadés			—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Souteneurs. Décédés			—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL			116	57	34	45	22	17	7	8	139	8	6	1	—	—	460
FEMMES.																	
Elargies par expiration de terme			—	—	—	—	1	—	—	—	52	6	4	1	—	—	64
Elargies par décision du Ministre.	Terme d'internement prononcé	de 1 à 2 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		de 2 à 3 ans	13	17	18	10	5	—	2	3	—	—	—	—	—	—	68
		de 3 à 4 ans	—	1	—	—	—	1	—	1	4	—	—	—	—	—	7
		de 4 à 7 ans	1	4	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	7
Conduites à la frontière			1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Transférées			3	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5
Evadées			—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Décédées			1	—	1	—	—	—	—	—	3	1	—	—	—	—	6
TOTAL			19	25	19	10	7	1	2	4	59	8	5	1	—	—	(1) 160

(1) Non compris 3 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.

CII (suite). — Durée de l'internement subi par les reclus sortis des établissements en 1919.

(Loi du 27 novembre 1891, art. 16, 18 et 19.)

B. — *Maisons de refuge.*

RECLUS.	Moins de 1 mois.	De 1 mois à moins de 2 mois.	De 2 mois à moins de 3 mois.	De 3 mois à moins de 4 mois.	De 4 mois à moins de 5 mois.	De 5 mois à moins de 6 mois.	De 6 mois à moins de 7 mois.	De 7 mois à moins de 8 mois.	De 8 mois à moins de 9 mois.	De 9 mois à moins de 10 mois.	De 10 mois à moins de 11 mois.	De 11 mois à moins de 12 mois.	De 12 mois (expiration de terme).	Plus de 12 mois (par autorisation ministérielle).	TOTAL.	Sortis avant l'expiration du terme.	Sortis à l'expiration du terme et au delà.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
HOMMES.																		
Élargis par expiration de terme . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	38	80	118	8	110	118
Élargis par décision du Ministre . . .	9	22	17	7	7	1	1	1	—	1	1	—	—	—	67	67	—	67
Conduits à la frontière	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2
Transférés	2	5	3	—	2	2	2	—	—	—	—	1	—	2	19	17	2	19
Évadés	35	10	15	4	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	68	68	—	68
Décédés	—	—	—	4	1	—	1	2	2	—	—	3	—	19	32	13	19	32
Renvoyés par mesure disciplinaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Élargis en vertu art. 17, L. 27-11-1891	1	3	4	17	70	121	77	43	32	16	8	5	—	1	398	397	1	398
TOTAL . . .	49	40	39	32	83	124	82	46	34	17	9	9	38	102	704	572	132	704
FEMMES.																		
Élargies par expiration de terme . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	34	60	—	60	60
Élargies par décision du Ministre . .	2	1	2	3	1	—	—	2	—	1	—	3	—	—	15	15	—	15
Conduites à la frontière	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2
Transférées	3	3	—	—	2	—	3	—	—	—	—	—	—	—	11	11	—	11
Évadées	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2
Décédées	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	1	1	2
Renvoyées par mesure disciplinaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL . .	6	6	4	3	3	—	3	2	—	1	—	3	26	35	92	31	61	(1) 92

CIII. — Nombre des journées d'entretien.

ÉTABLISSEMENTS.	Nombre des journées d'entretien.
Merxplas-Wortel (dépôt)	364.621
Bruges (dépôt)	79.087
Hoogstraeten (refuge)	117.290
Reckheim (refuge)	61.168
Bruges (refuge)	52.294
TOTAL	674.460

178458

(1) Non compris 14 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.

STATISTIQUE

DE LA

POLICE DES ÉTRANGERS

ANNÉE 1919

STATISTIQUE DE LA POLICE DES ÉTRANGERS

La police des étrangers est réglée par les dispositions suivantes :

A. En ce qui concerne les étrangers non-résidents :

1° L'article 9 du décret du 23 messidor an III :

« Tout étranger, à son arrivée dans un port de mer ou » dans une commune frontière de la république, se pré- » sentera à la municipalité; il déposera son passeport, » qui sera renvoyé de suite au comité de sûreté générale » pour y être visé; il demeurera, en attendant, sous la » surveillance de la municipalité, qui lui donnera une » carte de sûreté provisoire énonciative de la surveil- » lance. »

2° L'article 7 de la loi du 28 vendémiaire an VI :

« Tous étrangers voyageant dans l'intérieur de la répu- » blique, ou y résidant sans y avoir une mission des puis- » sances neutres et amies reconnue par le gouvernement » français, ou sans y avoir acquis le titre de citoyen, » seront mis sous la surveillance spéciale du directoire » exécutif, qui pourra leur retirer leurs passeports et leur » enjoindre de sortir du territoire français, s'il juge leur » présence susceptible de troubler l'ordre et la tran- » quillité publique. »

3° L'article 3 de l'arrêté du gouvernement provisoire du 6 octobre 1830 :

« Tous autres étrangers non munis d'autorisation du » gouvernement sont tenus de justifier de leurs ressources; » dans le cas contraire, ils seront renvoyés chez eux. »

4° Les articles 10 et 19 de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité :

« ART. 10. — Les étrangers adultes et valides ne rési- » dant pas en Belgique qui seront trouvés mendiant ou » en état de vagabondage pourront être immédiatement » reconduits à la frontière. »

» ART. 19. — Le gouvernement pourra en tout temps » faire reconduire à la frontière les individus de nationa- » lité étrangère qui seront mis à sa disposition pour être » internés dans un dépôt de mendicité ou dans une mai- » son de refuge. »

B. En ce qui concerne les étrangers résidents :

1° L'article 19 de la loi du 29 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité :

(Voir ci-dessus.)

2° L'article 28 de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique :

« Le gouvernement est autorisé à conclure avec les » États étrangers des traités pour le rapatriement des » indigents. Sauf convention internationale, les indigents » étrangers peuvent, à la demande des administrations » qui pourvoient à leur assistance, être renvoyés à la » frontière. »

3° L'article 1er de la loi du 12 février 1897 :

« L'étranger résidant en Belgique qui, par sa conduite, » compromet la tranquillité publique ou celui qui est » poursuivi ou qui a été condamné à l'étranger pour » les crimes ou délits qui donnent lieu à l'extradition, » peut être contraint par le gouvernement de s'éloigner » d'un certain lieu, d'habiter dans un lieu déterminé » ou même de sortir du royaume.

» L'arrêté royal enjoignant à un étranger de sortir du » royaume parce qu'il compromet la tranquillité publique » sera délibéré en conseil des Ministres. »

N. B. — Le terme d'*expulsés* n'est appliqué qu'aux étrangers éloignés du territoire en vertu d'un arrêté royal pris en exécution de la loi du 12 février 1897.

Les autres sont désignés en général sous le nom de *renvoyés*.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont rédigés par l'administration de la sûreté publique à l'aide de renseignements puisés dans ses archives.

CIV. — Dénombrement, par nationalités, des étrangers arrivés pour la première fois dans le pays, du 1er janvier au 31 décembre 1919.

NATIONALITÉ. 1	Résidants. 2	Vagabonds. 3
EUROPE.		
Allemands	—	101
Anglais	1,167	—
Autrichiens (1)	24	1
Bulgares	5	—
Danois	17	—
Espagnols	191	—
Français	7,400	94
Grecs	72	—
Italiens	415	3
Luxembourgeois	505	40
Néerlandais	2,476	77
Norvégiens	43	—
Portugais	39	—
Roumains	48	—
Russes (2)	725	6
Serbes	26	—
Suédois	54	—
Suisses	360	1
Turcs	50	—
Polonais	459	27
TOTAL	14,076	350
AFRIQUE.		
Algériens	23	—
Egyptiens	2	—
Marocain	1	—
TOTAL	26	—
A reporter	14,102	350

NATIONALITÉ. 1	Résidants. 2	Vagabonds. 3
Report	14,102	350
AMÉRIQUE.		
Argentins	7	—
Boliviens	5	—
Brésiliens	17	—
Canadiens	48	6
Chiliens	2	—
États-Unis	182	3
Haïtien	1	—
Mexicains	2	—
Péruvien	2	—
Uruguayen	1	—
Vénézuelien	1	—
TOTAL	268	9
ASIE.		
Chinois	13	—
Japonais	7	—
Persan	1	—
Syriens	3	—
TOTAL	24	—
OCÉANIE.		
Australiens	15	—
Philippin	1	—
TOTAL	16	—
TOTAL GÉNÉRAL	14,410	359

RÉCAPITULATION.

NATIONALITÉ. 1	Résidants. 2	Vagabonds. 3
Europe	14,076	350
Asie	24	—
Afrique	26	—
Amérique	268	9
Océanie	16	—
TOTAL	14,410	359
TOTAL GÉNÉRAL	14,769	

(1) Dans ce chiffre sont compris les Tchécoslovaques et les Hongrois qui n'ont pu être dénombrés, leur nationalité n'ayant pas encore été définitivement établie à cette époque.

(2) Dans ce chiffre sont compris les Ukraniens, les Finlandais, les Lithuaniens, les Esthoniens et les Lettons, qui n'ont pu être dénombrés, leur nationalité n'ayant pas encore été définitivement établie à cette époque.

CV. — État numérique, par nationalité, des vagabonds étrangers conduits hors du royaume, soit sommairement, soit après avoir été mis à la disposition du gouvernement en vertu d'un jugement, en 1919.

NATIONALITÉ.	Transférés sommairement à la frontière.	Transférés directement à la frontière après le jugement.	Transférés à la frontière après internement préalable dans les maisons de refuge ou les dépôts de mendicité.	TOTAUX.
1	2	3	4	5
EUROPE.				
Allemands	213	9	—	228
Autrichiens (1)	10	—	—	10
Bulgares	12	—	—	12
Danois	9	—	—	9
Espagnols	7	—	—	7
Français	2,729	52	3	2,784
Grecs	7	—	—	7
Italiens	166	—	—	166
Luxembourgeois	108	2	—	110
Néerlandais	784	22	4	810
Norvégiens	22	—	—	22
Portugais	27	—	—	27
Roumains	32	—	—	32
Russes (2)	185	28	—	213
Serbes	19	—	—	19
Suédois	13	—	—	13
Suisses	163	24	—	187
Turcs	16	1	—	17
TOTAUX	4,528	138	7	4,673
AFRIQUE.				
Algériens	206	37	—	243
TOTAUX	206	37	—	243
AMÉRIQUE.				
États-Unis (Originaires des)	16	—	—	16
Brésiliens	5	—	—	5
Canadiens	7	—	—	7
TOTAUX	28	—	—	28
ASIE.				
Néant	—	—	—	—
TOTAUX	—	—	—	—
OCÉANIE.				
Néant	—	—	—	—
TOTAUX	—	—	—	—
TOTAUX GÉNÉRAUX	4,762	175	7	4,944

(1) Dans ce chiffre sont compris les Tchécoslovaques et les Hongrois qui n'ont pu être dénombrés, leur nationalité n'ayant pas encore été définitivement établie à cette époque.

(2) Dans ce chiffre sont compris les Ukraniens, les Finlandais, les Lithuaniens, les Esthoniens et les Lettons, qui n'ont pu être dénombrés leur nationalité n'ayant pas encore été définitivement établie à cette époque.

CVI. — État numérique des étrangers expulsés ou renvoyés du pays.

ANNÉE.	Étrangers expulsés du pays par arrêté royal.		Étrangers refoulés ou renvoyés à la frontière en vertu de la loi du 21 messidor an III. de l'arrêté du 6 octobre 1830 et de la loi du 27 novembre 1891.						NOMBRE des dossiers nouveaux ouverts à des étrangers dans le courant de l'année.
	Étrangers expulsés pour condamnations encourues en Belgique ou à l'étranger.	Étrangers expulsés pour avoir compromis la tranquillité publique sous un rapport non politique.	Étrangers renvoyés à la frontière avec feuille de route pour défaut de moyens d'existence.	Étrangers conduits à la frontière pour condamnation du chef de mendicité ou de vagabondage.	Étrangers non résidents conduits à la frontière par la gendarmerie pour condamnation en Belgique ou dans un autre pays pour un fait autre que la mendicité ou le vagabondage.	Étrangers non résidents renvoyés à la frontière avec feuille de route pour condamnation en Belgique ou dans un autre pays pour un fait autre que la mendicité ou le vagabondage.	Étrangers renvoyés à la frontière avec feuille de route pour motifs non politiques autres qu'une condamnation encourue ou le défaut de moyens d'existence.	Total.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1919	149	103	1	102	203	17	107	4,386*	31,659
	253			4,133					

ANNÉE.	Étrangers expulsés du pays par arrêté royal.		Étrangers refoulés ou renvoyés à la frontière en vertu de la loi du 21 messidor an III. de l'arrêté du 6 octobre 1830 et de la loi du 27 novembre 1891.						NOMBRE des dossiers nouveaux ouverts à des étrangers dans le courant de l'année.
	Étrangers expulsés pour condamnations encourues en Belgique ou à l'étranger.	Étrangers expulsés pour avoir compromis la tranquillité publique sous un rapport non politique.	Étrangers renvoyés à la frontière avec feuille de route pour motifs politiques.	Étrangers refoulés ou conduits à la frontière par la gendarmerie ou la police pour motifs politiques.	Étrangers conduits à la frontière par la gendarmerie pour défaut de moyens d'existence.	Étrangers renvoyés à la frontière avec feuille de route pour motifs non politiques autres qu'une condamnation encourue ou le défaut de moyens d'existence.	Total.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1919	149	103	1	2	—	3,619	4,386*	31,659	
	253								

(*) Ce nombre ne comprend pas les étrangers de nationalité allemande ou autrichienne, qui ont été renvoyés du territoire belge, après l'armistice, en vertu des dispositions de l'arrêté-loi du 12 octobre 1918, qui a cessé d'être en vigueur depuis le rétablissement de l'état de paix.

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS

PLACÉS DANS LES ÉTABLISSEMENTS.

ANNÉE 1919.

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS

PLACÉS DANS LES ÉTABLISSEMENTS.

L'organisation des établissements destinés à recevoir des aliénés, le placement des aliénés dans ces établissements et leur sortie, la surveillance des aliénés gardés dans leurs familles, sont réglés par les lois des 18 juin 1850 et 28 décembre 1873. En voici les principales dispositions :

ARTICLE PREMIER. — *Nul ne peut ouvrir ou diriger un* établissement destiné aux aliénés sans une autorisation du gouvernement.

La même autorisation est nécessaire pour le maintien des établissements actuellement existants.

ART. 2. — Est considérée comme établissement d'aliénés toute maison où l'aliéné est traité, même seul, par une personne qui n'a avec lui aucun lien de parenté ou d'alliance, ou qui n'a pas la qualité de tuteur, de curateur ou d'administrateur provisoire.

ART. 3. — Le gouvernement n'accordera l'autorisation demandée qu'autant qu'il reconnaisse qu'il est satisfait aux conditions suivantes :

1° Situation et locaux salubres, bien aérés, d'une étendue suffisante et d'une distribution convenable;

2° Séparation des sexes et classement des aliénés de chaque sexe d'après les exigences de leur maladie et la nature des soins dont ils doivent être l'objet;

3° Organisation d'un service médical et sanitaire, et régime intérieur approprié aux besoins et à l'état des malades;

4° Nomination, par le gouvernement, du personnel des médecins, sur la proposition des chefs ou directeurs des établissements, la députation permanente entendue; le gouvernement peut, en tout temps, ordonner la modification ou le remplacement de ce personnel en cas de négligence grave ou d'omission des devoirs imposés aux médecins par la présente loi.

Il fixe le montant de leur traitement à la charge des établissements et en règle le mode de payement;

5° Cautionnement à fournir par les propriétaires des établissements.

ART. 4. — Les établissements existants ou ceux qui pourront être fondés à l'avenir, qui ne satisferont pas aux conditions voulues et dont les chefs ou directeurs refuseront ou seront dans l'impossibilité de les remplir, seront fermés, la députation permanente entendue et après enquête.

ART. 6. — L'organisation de la colonie de Gheel et d'autres semblables qui pourront exister ou se former par la suite et le régime des aliénés qui y seront envoyés feront l'objet d'un règlement spécial, approuvé par arrêté royal, qui prescrira, entre autres, le mode de placement et de surveillance et l'organisation du service médical.

ART. 7. — Le chef d'un établissement ne pourra recevoir aucune personne atteinte d'aliénation mentale que :

1° Sur une demande écrite d'admission du tuteur d'un interdit, accompagnée de la délibération du conseil de famille prise en exécution de l'article 510 du Code civil;

2° Sur une demande d'admission de l'autorité locale du domicile de secours d'un aliéné indigent;

3° En vertu d'un arrêté de collocation pris par l'autorité locale compétente, par application de l'article 95 de la loi communale.

(Toutefois, la collocation provisoire pourra, en cas d'urgence, être requise par le bourgmestre ou par le membre du collège qui le remplace. Le collège, dans ce cas, statuera lors de sa première réunion ou, au plus tard, dans le délai de six jours, conformément à l'article 5 de la loi communale.)

4° En exécution d'un réquisitoire d'un officier du ministère public, dans le cas de l'article 12 ci-après;

5° Sur une demande d'admission de toute personne intéressée indiquant la nature des relations et, le cas échéant, le degré de parenté ou d'alliance qui existe entre elle et l'aliéné. Cette demande devra être revêtue du visa du bourgmestre de la commune où l'aliéné se trouve.

6° En vertu d'un arrêté de la députation permanente du conseil provincial, dans les cas des nos 2, 3 et 5 précédents.

S'il y a urgence, cet arrêté pourra être porté par le gouverneur seul et sera soumis à la députation permanente lors de sa première réunion.

ART. 10. — Dans les vingt-quatre heures de l'admission d'un aliéné, le chef de l'établissement en donnera avis par écrit :

1° Au gouverneur de la province;
2° Au procureur du roi de l'arrondissement;
3° Au juge de paix du canton;
4° Au bourgmestre de la commune;
5° Au Comité de surveillance de l'établissement mentionné à l'article 21 ci-après.

Pareil avis sera donné, dans le même délai, au procureur du roi de l'arrondissement du domicile ou de la résidence habituelle de l'aliéné, et ce magistrat en informera l'autorité locale, qui en donnera immédiatement connaissance aux plus proches parents connus et aux personnes chez lesquelles l'aliéné avait son habitation, chaque fois que l'ordre ou la demande de séquestration sera émané de l'une des autorités ou des personnes mentionnées aux nos 2, 3, 5 et 6 de l'article 7.

ART. 11. — Pendant chacun des cinq premiers jours de son admission, l'aliéné sera visité par le médecin de l'établissement.

Celui-ci consignera sur un registre à ce destiné, coté et parafé comme il est dit à l'article 22, ses observations et le jugement qu'il en aura tiré, et en transmettra, le sixième jour, une copie au procureur du roi de l'arrondissement.

Il consignera ultérieurement sur le même registre, au moins tous les mois, les changements survenus dans l'état mental de chaque malade.

ART. 12. — Le gouvernement désignera un établissement public ou traitera avec un établissement privé, pour le placement des prévenus, accusés ou condamnés qui seraient reconnus en état d'aliénation mentale.

ART. 13. — Lorsque le médecin de l'établissement aura déclaré, sur le registre tenu en vertu de l'article 22, que la guérison est opérée (ou que la personne colloquée n'est pas atteinte d'aliénation mentale), le chef de l'établissement en donnera immédiatement avis, par écrit, à celui sur la demande duquel l'aliéné a été admis, au tuteur de l'interdit, ainsi qu'aux personnes et aux autorités qui ont été informées de son admission, aux termes de l'article 10.

Cinq jours après l'envoi de ces avis, la personne déclarée guérie ou non aliénée sera mise en liberté.

ART. 15. — Avant même que le médecin de l'établissement ait déclaré la guérison, toute personne retenue dans un établissement d'aliénés pourra toujours en être retirée par ceux qui l'y ont placée, sauf le cas de minorité ou d'interdiction, dans lesquels ce droit n'appartiendra, d'après les circonstances, qu'au tuteur, au curateur ou à l'administrateur provisoire, sans préjudice du droit du ministère public.

ART. 17. — Toute personne retenue dans un établissement d'aliénés, ou toute autre personne intéressée, pourra, à quelque époque que ce soit, se pourvoir devant le président du tribunal du lieu de la situation de l'établissement, qui, après les vérifications nécessaires, ordonnera, s'il y a lieu, la sortie immédiate.

ART. 21. — Tout établissement d'aliénés est sous la surveillance du gouvernement, qui le fera visiter tant par des fonctionnaires spécialement délégués à cet effet que par des Comités permanents d'inspection chargés de veiller à l'exécution de toutes les mesures prescrites par la loi et les règlements.

ART. 25. — Nulle personne ne peut être séquestrée dans son domicile ou celui de ses parents, ou des personnes qui en tiennent lieu, si l'état d'aliénation mentale n'est pas constaté par deux médecins désignés, l'un par la famille ou les personnes intéressées, l'autre par le juge de paix du canton, qui s'assurera par lui-même de l'état du malade et renouvellera ses visites au moins une fois par trimestre.

Indépendamment des visites personnelles du juge de paix, ce magistrat se fera remettre trimestriellement un certificat du médecin de la famille, aussi longtemps que durera la séquestration, et fera, d'ailleurs, visiter l'aliéné par tel médecin qu'il désignera, chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

L'État possède les asiles de Mons et de Tournai ainsi que la colonie de Gheel; la colonie de Lierneux est administrée par la province de Liége. Les autres asiles appartiennent à des hospices civils, des communautés religieuses, des sociétés civiles, des particuliers qui en ont la direction. Les colonies de Gheel et de Lierneux ne reçoivent que des malades dont l'état est compatible avec la vie libre.

Les tableaux qui suivent ne concernent que les établissements d'aliénés. Les aliénés gardés dans leur famille n'y figurent pas.

Rédaction des tableaux. — Les renseignements statistiques relatifs aux aliénés placés dans les asiles sont extraits des registres médicaux et administratifs qui, en vertu de la loi, doivent être tenus dans chaque établissement.

Ils sont réunis chaque année dans des tableaux d'un modèle uniforme arrêté par le service de l'inspection des aliénés, et adressés au département de la justice (direction générale de la bienfaisance).

CVII. — Mouvement de la population pendant l'année 1919. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Existants au 1er janvier.	ADMIS					TOTAL des existants et des admis.	SORTIS					DÉCÉDÉS				TOTAL des décès et des sorties.	Restant au 31 décembre.	ÉTABLISSEMENTS.
		pour la première fois.	par suite de rechute ou de récidive.	par réintégration après évasion, retrait sans amélioration.	venant d'un autre asile belge.	TOTAL des admissions.		guéris.	améliorés.	non modifiés.	évadés.	transférés.	non aliénés.	TOTAL des sortis.	par maladie.	par accident.	par suicide.	TOTAL des décès.			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
Anvers.																					**Anvers.**
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — *Mixte*	18	105	16	—	—	121	139	21	12	—	—	80	—	113	9	—	—	9	122	17	Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — *Mixte.*
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites	61	17	3	—	—	20	81	3	2	—	—	1	—	6	11	—	—	11	17	64	Bouchout. — Hospice des Frères Cellites.
Mortsel. — Asile Saint-Amédée	518	116	11	1	97	225	743	22	37	23	—	—	2	84	132	—	1	133	217	526	Mortsel. — Asile Saint-Amédée.
Brabant.																					**Brabant.**
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	8	119	14	—	—	133	141	23	—	—	—	81	17	121	13	—	1	14	135	6	Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte.*
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	22	3	2	—	—	5	27	—	—	2	—	—	—	2	2	—	—	2	4	23	Diest. — Hospice des Frères Alexiens.
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	134	111	9	—	5	125	259	8	29	6	—	8	—	51	27	—	—	27	78	181	Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte.*
Grimberghen. — Hospice des Frères Alexiens	170	102	11	—	7	120	290	34	—	15	—	1	—	50	42	—	—	42	92	198	Grimberghen. — Hospice des Frères Alexiens.
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	15	16	—	—	—	16	31	5	—	1	—	2	—	8	5	—	—	5	13	18	Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte.*
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens	90	5	2	—	3	10	100	2	1	—	—	1	—	4	12	—	—	12	16	84	Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens.
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte*	11	10	—	—	—	10	21	—	—	2	1	3	—	6	1	—	—	1	7	14	Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte.*
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	32	32	2	—	2	36	68	3	5	2	—	3	—	13	10	—	—	10	23	45	Uccle. — Maison de santé. — *Mixte.*
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens	31	2	—	—	—	2	33	—	—	1	—	10	—	11	3	—	—	3	14	19	Winxele. — Hospice des Frères Alexiens.
Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants*	160	56	—	—	—	56	216	8	3	16	—	9	—	36	13	—	—	13	49	167	Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants.*
Flandre occidentale.																					**Flandre occidentale.**
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	94	67	6	3	—	76	170	3	27	4	—	3	2	39	17	—	—	17	56	114	Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte.*
Bruges. — Hospice Saint-Julien	179	13	—	3	—	16	195	2	1	1	—	—	—	4	31	—	—	31	35	160	Bruges. — Hospice Saint-Julien.
Ypres. — Hospice	209	2	—	—	—	2	211	5	4	—	—	(1) 190	—	199	12	—	—	12	211	—	Ypres. — Hospice.
Flandre orientale.																					**Flandre orientale.**
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean de Dieu	16	5	1	—	—	6	22	3	—	1	—	1	—	5	1	—	—	1	6	16	Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean de Dieu.
Gand. — Hospice Guislain	430	155	7	6	23	191	621	16	30	12	2	3	2	65	64	—	2	66	131	490	Gand. — Hospice Guislain.
Gand. — Maison de santé du « Strop »	92	28	4	—	4	36	128	10	11	1	—	4	—	26	6	—	—	6	32	96	Gand. — Maison de santé du « Strop ».
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme	239	62	9	—	195	266	505	2	39	5	3	26	—	75	50	—	1	51	126	379	Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme.
Selzaete. — Etablissement	383	204	2	—	7	213	596	1	14	14	—	5	—	34	36	—	—	36	70	526	Selzaete. — Etablissement.
Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*	256	105	—	3	4	112	368	13	7	17	—	27	1	65	22	—	—	22	87	281	Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants.*
Hainaut.																					**Hainaut.**
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	339	84	5	11	8	108	447	13	17	12	9	16	—	67	52	—	—	52	119	328	Froidmont. — Hospice Saint-Charles.
Leuze. — Hospice Saint-Jean de Dieu	157	29	—	—	—	29	186	3	2	121	—	—	—	126	7	—	—	7	133	53	Leuze. — Hospice Saint-Jean de Dieu.
Tournai. — Hospice pour hommes	330	78	6	22	9	115	445	13	13	7	12	23	—	68	23	—	—	23	91	354	Tournai. — Hospice pour hommes.
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille. — *Enfants*	207	44	—	3	—	47	254	—	23	23	—	2	2	50	13	—	—	13	63	191	Manage. — Hospice de la Sainte-Famille. — *Enfants.*
Liége.																					**Liége.**
Liége. — Hospice « les Insensés »	153	84	15	3	—	102	255	11	39	17	1	2	1	71	36	—	—	36	107	148	Liége. — Hospice « les Insensés ».
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	18	23	2	—	—	25	43	5	10	6	—	3	—	24	6	—	—	6	30	13	Glain. — Maison de santé. — *Mixte.*
Henri-Chapelle. — Etablissement	29	6	1	—	1	8	37	1	3	1	—	2	—	7	2	—	—	2	9	28	Henri-Chapelle. — Etablissement.
Hollogne-aux-Pierres. — Hospice Saint-Lambert. — *Enfants.*	217	97	—	—	—	97	314	22	8	9	—	22	—	61	11	—	—	11	72	242	Hollogne-aux-Pierres. — Hospice Saint-Lambert. — *Enfants.*
Spa. — Asile pour *Enfants*. — *Mixte*	2	2	—	—	—	2	4	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2	2	Spa. — Asile pour *Enfants*. — *Mixte.*
Limbourg.																					**Limbourg.**
Ziekeren-Saint-Trond. — Hospice	597	135	56	—	44	235	832	36	60	14	1	9	1	121	66	1	—	67	188	644	Ziekeren-Saint-Trond. — Hospice.
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur. — *Enfants*	258	75	—	8	3	86	344	7	14	20	—	15	—	56	11	—	—	11	67	277	Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur. — *Enfants.*
Namur.																					**Namur.**
Dave. — Asile	640	209	25	—	18	252	892	33	32	29	3	15	—	112	126	—	—	126	238	654	Dave. — Asile.
TOTAL	6,115	2,201	209	63	430	2,903	9,018	328	445	382	32	567	28	1,782	872	1	5	878	2,660	6,358	TOTAL.
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	983	86	9	14	32	141	1,124	11	25	6	10	19	—	71	80	—	1	81	152	972	Gheel. — Colonie. — *Mixte.*
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	220	25	6	—	—	31	251	3	10	11	—	16	—	40	20	—	—	20	60	191	Lierneux. — Colonie. — *Mixte.*
TOTAL GÉNÉRAL	7,318	2,312	224	77	462	3,075	10,393	342	480	399	42	602	28	1,893	972	1	6	979	2,872	7,521	TOTAL GÉNÉRAL.

(1) Les 190 aliénés de l'Hospice d'Ypres qui, jusqu'au 3 septembre 1919, avaient été hospitalisés à l'Asile de Vaucluse (France) ont, à cette date, été transférés à l'Hospice St-Jérôme à St-Nicolas Waes. L'Hospice d'Ypres a été détruit par les bombardements.

CVII (suite). — Mouvement de la population pendant l'année 1919. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Existantes au 1er janvier.	ADMISES pour la première fois.	ADMISES par suite de rechute ou de récidive.	ADMISES par réintégration après évasion, retrait sans amélioration.	ADMISES venant d'un autre asile belge.	ADMISES TOTAL des admissions.	TOTAL des existantes et des admises.	SORTIES guéries.	SORTIES améliorées.	SORTIES non modifiées.	SORTIES évadées.	SORTIES transférées.	SORTIES non aliénées.	SORTIES TOTAL des sorties.	DÉCÉDÉES par maladie.	DÉCÉDÉES par accident.	DÉCÉDÉES par suicide.	DÉCÉDÉES TOTAL des décès.	TOTAL des décès et des sorties.	Restant au 31 décembre.	ÉTABLISSEMENTS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
Anvers.																					**Anvers.**
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — *Mixte.*	17	125	22	—	—	147	164	31	9	—	—	98	5	143	8	—	—	8	151	12	Anvers. — Asile dépôt Stuyvenberg. — *Mixte.*
Duffel. — Hospice.	489	119	—	95	—	141	630	26	56	12	1	3	—	74	52	1	—	53	127	506	Duffel. — Hospice.
Brabant.																					**Brabant.**
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte.*	7	98	12	—	—	110	117	22	—	—	—	78	11	111	2	—	—	2	113	4	Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte.*
Diest. — Hospice des Sœurs grises.	51	4	—	—	—	4	55	1	2	—	—	—	—	3	1	—	—	1	4	51	Diest. — Hospice des Sœurs grises.
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph.	329	54	9	1	7	71	400	13	6	31	—	2	—	52	33	—	—	33	85	315	Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph.
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte.*	240	83	12	—	6	101	341	19	29	16	—	4	—	68	33	—	—	33	101	240	Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte.*
Louvain. — Hospice des Sœurs noires.	83	16	9	—	—	25	108	8	7	1	—	—	—	16	4	—	—	4	20	88	Louvain. — Hospice des Sœurs noires.
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte.*	24	16	2	—	—	18	42	9	1	4	—	4	—	18	—	—	—	—	18	24	Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte.*
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte.*	11	3	1	—	—	4	15	1	—	—	—	2	—	3	2	—	—	2	5	10	Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte.*
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte.*	39	15	2	—	1	18	57	7	2	7	—	6	—	22	8	—	—	8	30	27	Uccle. — Maison de santé. — *Mixte.*
Flandre occidentale.																					**Flandre occidentale.**
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte.*	189	49	4	1	—	54	243	—	32	6	—	1	3	42	16	—	—	16	58	185	Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte.*
Menin. — Hospice.	61	22	2	—	—	24	85	1	3	—	—	1	—	5	6	—	—	6	11	74	Menin. — Hospice.
Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice.	204	42	12	—	—	54	348	15	7	5	—	—	—	27	22	—	—	22	49	299	Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice.
Saint-Michel-lez-Bruges. — Hospice Notre-Dame.	290	59	16	—	313	388	678	26	10	—	—	—	—	36	42	—	—	42	78	600	Saint-Michel-lez-Bruges. — Hospice Notre-Dame.
Ypres. — Asile du Sacré-Cœur.	332	1	—	—	—	1	333	7	—	—	—	(1) 313	—	320	13	—	—	13	333	—	Ypres. — Asile du Sacré-Cœur.
Flandre orientale.																					**Flandre orientale.**
Melle. — Asile Caritas.	592	175	43	—	10	228	820	55	18	18	—	7	1	99	66	—	1	67	166	654	Melle. — Asile Caritas.
Lede. — Hospice.	278	44	14	—	6	64	342	10	7	1	—	—	—	27	24	—	—	24	51	291	Lede. — Hospice.
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis ».	374	74	19	—	1	94	468	8	13	6	—	9	—	36	33	—	—	33	69	399	Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis ».
Velsicque-Ruddershove. — Hospice.	74	9	4	—	—	13	87	7	1	—	—	—	—	8	9	—	—	9	17	70	Velsicque-Ruddershove. — Hospice.
Lokeren. — Hospice Saint-Benoit. — *Enfants.*	361	201	8	—	—	209	570	23	14	18	—	4	—	59	26	—	—	26	85	485	Lokeren. — Hospice Saint-Benoit. — *Enfants.*
Eecloo. — Asile Saint-Jean-Baptiste.	74	9	—	—	8	17	91	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	4	4	87	Eecloo. — Asile Saint-Jean-Baptiste.
Hainaut.																					**Hainaut.**
Mons. — Hospice.	399	146	—	44	—	190	589	41	80	11	—	7	—	130	59	1	1	61	200	389	Mons. — Hospice.
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité.	91	24	10	—	1	35	126	15	8	—	—	2	—	25	17	—	—	17	42	84	Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité.
Wez-Velvain. — Hospice.	38	3	—	1	—	4	42	—	—	—	—	2	—	2	3	—	—	3	5	37	Wez-Velvain. — Hospice.
Liége.																					**Liége.**
Liége. — Hospice Sainte-Agathe.	250	55	17	6	—	78	328	17	20	8	—	2	—	47	29	—	—	29	76	252	Liége. — Hospice Sainte-Agathe.
Glain. — Maison de santé. — *Mixte.*	18	16	2	—	—	18	36	5	5	—	—	3	—	13	4	—	—	4	17	19	Glain. — Maison de santé. — *Mixte.*
Spa. — Asile pour *Enfants.* — *Mixte.*	46	26	2	—	—	28	74	—	5	6	—	—	—	11	2	—	—	2	13	61	Spa. — Asile pour *Enfants.* — *Mixte.*
Limbourg.																					**Limbourg.**
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph.	469	54	10	—	1	65	534	24	3	4	—	6	—	37	44	—	—	44	81	453	Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph.
Saint-Trond. — Hospice.	541	133	45	—	20	198	739	41	20	17	—	2	—	80	76	—	1	77	157	582	Saint-Trond. — Hospice.
Namur.																					**Namur.**
Saint-Servais-lez-Namur. — Asile du Beau-Vallon	496	172	32	—	42	246	742	20	85	21	1	8	1	136	70	—	1	71	207	535	Saint-Servais-lez-Namur. — Asile du Beau-Vallon.
TOTAL.	6,557	1,847	309	78	416	2,650	9,207	463	417	192	2	564	21	1,659	708	2	4	714	2,373	6,834	TOTAL
Gheel. — Colonie. — *Mixte.*	1,166	86	10	9	6	111	1,277	10	43	16	4	12	1	86	81	1	—	82	168	1,109	Gheel. — Colonie. — *Mixte.*
Lierneux. — Colonie. — *Mixte.*	202	24	3	—	—	27	229	1	9	8	—	17	—	35	8	1	—	9	44	185	Lierneux. — Colonie. — *Mixte.*
TOTAL GÉNÉRAL.	7,925	1,957	322	87	422	2,788	10,713	474	469	216	6	593	22	1,780	797	4	4	805	2,585	8,128	TOTAL GÉNÉRAL

(1) Les 313 aliénées de l'Asile du Sacré-Cœur d'Ypres qui, jusqu'au 7 mai 1919, avaient été hospitalisées à l'Asile de Vaucluse (France) ont, à cette date, été transférées à l'Hospice Notre-Dame, à St-Michel-lez-Bruges. L'Asile du Sacré-Cœur, à Ypres, a été détruit par les bombardements.

CVIII. — Premières admissions : Age. — Etat civil. — Saisons. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Total.	AGE AU MOMENT DE L'ADMISSION.						ÉTAT CIVIL.								SAISONS.				
		Moins de 16 ans.	16 à 20 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 50 ans.	50 ans et plus	Inconnu.	Célibataires.	Mariés avec enfants.	Mariés sans enfants.	Veufs avec enfants.	Veufs sans enfants.	Séparés ou divorcés avec enfants.	Séparés ou divorcés sans enfants.	Inconnus.	Printemps.	Été.	Automne.	Hiver.	Inconnue.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
Anvers.																				
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — *Mixte*	105	5	3	20	41	36	—	43	37	10	8	1	3	1	2	14	27	38	26	—
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites	17	1	2	3	6	5		10	2	2		2	—	—	—	3	3	5	3	—
Mortsel. — Asile Saint-Amédée	116	—	6	31	55	24	—	63	35	5	6	1	1	—	5	26	35	39	16	—
Brabant.																				
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	119	5	8	20	56	30	—	54	21	32	6	3	2	1	—	23	38	17	41	—
Diest. —Hospice des Frères Alexiens	3	—	—	—	1	2	—	1	2	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	111	—	7	18	50	36	—	42	37	25	2	3	—	—	2	17	37	26	31	—
Grimberghen. — Hospice des Frères Alexiens	102	—	9	20	45	28	—	46	24	29	1	2	—	—	—	26	36	27	13	—
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	16	—	1	1	8	5	1	3	6	7	—	—	—	—	—	5	5	4	2	—
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens	5	—	2	2	1	—	—	4	1	—	—	—	—	—	—	—	3	1	1	—
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte*	10	—	—	—	7	3	—	3	2	4	—	—	1	—	—	3	—	4	3	—
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	32	—	2	3	15	12	—	12	12	5	2	—	—	1	—	10	6	12	4	—
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens	2	—	—	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants.*	56	56	—	—	—	—	—	56	—	—	—	—	—	—	—	19	13	14	10	—
Flandre occidentale.																				
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	67	—	4	15	29	19	—	38	23	2	4	—	—	—	—	21	21	7	15	3
Bruges. — Hospice Saint-Julien	13	—	7	3	3	—	—	12	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	10	—
Ypres. — Hospice	2	—	—	—	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—
Flandre orientale.																				
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean de Dieu	5	—	—	—	2	3	—	3	2	—	—	—	—	—	—	—	3	—	2	—
Gand. — Hospice Guislain	155	—	26	52	42	35	—	81	26	20	18	7	1	2	—	35	43	43	34	—
Gand. —Maison de santé du «Strop».	28	—	1	11	12	4	—	19	6	3	—	—	—	—	—	6	10	6	6	—
Saint-Nicolas. — Hospice St-Jérôme	82	—	7	12	13	30	—	31	14	8	2	1	1	2	—	17	18	16	11	—
Selzaete. — Etablissement	204	—	1	56	123	24	—	170	30	3	1	—	—	—	—	31	19	28	27	—
Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*	105	103	2	—	—	—	—	105	—	—	—	—	—	—	—					
Hainaut.																				
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	84	1	9	8	30	35	1	48	21	6	6	1	1	—	1	23	24	15	22	—
Leuze. — Hospice Saint-Jean de Dieu	29	—	—	3	14	12	—	23	3	1	1	1	—	—	—	3	3	8	15	—
Tournai. — Hospice pour hommes	78	—	8	30	28	12	—	51	15	9	2	—	—	—	1	11	15	28	24	—
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille. — *Enfants*	44	44	—	—	—	—	—	44	—	—	—	—	—	—	—	17	11	12	4	—
Liége.																				
Liége. — Hospice des Insensés	84	—	5	46	29	4	—	46	18	9	6	2	1	1	1	19	26	21	18	—
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	23	—	1	6	6	10	—	9	12	1	—	—	1	—	—	3	9	7	1	3
Henri-Chapelle. — Etablissement	6	—	1	—	1	4	—	2	4	—	—	—	—	—	—	2	3	—	1	—
Hollogne-aux-Pierres. — Hospice Saint-Lambert. — *Enfants.*	97	93	4	—	—	—	—	97	—	—	—	—	—	—	—	29	25	34	9	—
Spa. — Asile pour *Enfants.* — *Mixte*	2	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—
Limbourg.																				
Ziekeren-Saint-Trond. — Hospice.	135	—	7	19	64	45	—	70	45	11	3	5	—	1	—	13	22	9	10	81
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur. — *Enfants.*	75	71	4	—	—	—	—	75	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	75
Namur.																				
Dave. — Asile	209	2	7	39	106	53	2	85	55	41	11	10	—	1	3	15	70	39	42	13
TOTAL	2,201	383	134	419	790	471	4	1,354	454	235	82	39	12	10	15	445	549	622	410	175
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	86	8	10	16	29	23	—	67	13	2	2	2	—	—	—	13	34	26	13	—
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	25	—	3	2	11	9	—	18	4	1	1	—	—	1	—	5	8	10	2	—
TOTAL GÉNÉRAL	2,312	391	147	437	830	503	4	1,439	471	238	85	41	12	11	15	463	591	658	425	175

CVIII (suite). — Premières admissions : Age. — Etat civil. — Saisons. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Total.	AGE AU MOMENT DE L'ADMISSION.						ÉTAT CIVIL.								SAISONS				
		Moins de 16 ans.	16 à 20 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 50 ans.	50 ans et plus	Inconnu.	Célibataires.	Mariées avec enfants.	Mariées sans enfants.	Veuves avec enfants.	Veuves sans enfants.	Séparées ou divorcées avec enfants.	Séparées ou divorcées sans enfants.	Inconnu.	Printemps	Été.	Automne.	Hiver.	Inconnue.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
Anvers.																				
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — *Mixte*	125	4	8	14	46	51	2	50	26	17	22	7	1	1	1	34	33	33	25	—
Duffel. — Hospice	119	2	10	23	50	24	—	57	12	6	16	7				32	27	29	32	
Brabant																				
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	98	7	4	17	41	29	—	48	18	10	11	6	1	4	—	29	25	19	25	—
Diest. — Hospice des Sœurs grises.	4	—	—	1	3	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	3	—	1	—
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	54	—	—	11	21	22	—	24	10	9	6	5	—	—	—	8	19	13	14	—
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	83	—	—	13	40	30	—	33	29	20	1	—	—	—	—	15	24	24	20	—
Louvain. — Hospices des Sœurs noires	16	—	—	2	10	4	—	9	5	2	—	—	—	—	—	3	5	5	3	—
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	16	—	—	3	10	3	—	6	6	4	—	—	—	—	—	4	1	9	2	—
Uccle. —Hospice du Fort Jacco. — *Mixte*	3	—	—	—	2	1	—	2	1	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte.*	15	—	—	2	7	6	—	4	5	2	2	1	1	—	—	9	1	1	4	—
Flandre occidentale.																				
Bruges. — Hospice Saint-Dominique — *Mixte*	49	—	4	11	21	13	—	32	13	4	—	—	—	—	—	22	13	4	10	—
Menin. — Hospice	22	—	—	2	14	6	—	11	4	2	3	2	—	—	—	2	10	4	6	—
Sainte-Anne lez-Courtrai. —Hospice	42	1	2	9	15	14	1	22	11	3	6	—	—	—	—	8	18	10	6	—
Saint-Michel lez-Bruges. — Hospice Notre-Dame	59	—	5	12	24	18	—	36	14	2	3	1	—	—	3	15	26	5	3	—
Ypres. — Asile du Sacré-Cœur.	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Flandre orientale.																				
Lede. — Hospice	44	—	1	8	13	22	—	20	16	5	3	—	—	—	—	18	12	6	8	—
Melle. — Asile Caritas	175	2	15	45	69	43	1	102	30	10	12	6	2	1	3	70	37	38	30	—
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	74	1	11	13	26	23	—	46	17	6	3	2	—	—	—	13	23	20	18	—
Velsicque-Ruddershove. — Hospice	9	—	—	—	3	6	—	5	3	—	1	—	—	—	—	2	—	3	1	3
Lokeren. — Hospice Saint-Benoit. — *Enfants*	201	189	12	—	—	—	—	201	—	—	—	—	—	—	—	73	50	42	36	—
Eecloo. — Asile Saint-Jean-Baptiste	9	—	3	2	4	—	—	9	—	—	—	—	—	—	—	4	2	—	3	—
Hainaut.																				
Mons. — Hospice	146	1	23	53	52	16	1	54	42	24	9	10	3	3	1	22	60	26	38	—
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité	24	—	2	5	5	11	1	12	4	3	5	—	—	—	—	8	6	4	6	—
Wez-Velvain. — Hospice	3	—	—	—	2	1	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	2	1	—	—
Liége.																				
Liége. — Hospice Sainte-Agathe	55	—	—	11	30	14	—	22	10	6	5	10	1	1	—	13	13	15	14	—
Glain. — Maison de santé. — *Mixte.*	16	—	—	5	3	8	—	6	7	1	—	1	1	—	—	3	3	5	2	3
Spa. — Asile pour *Enfants.* —*Mixte*	26	26	—	—	—	—	—	26	—	—	—	—	—	—	—	13	5	4	4	—
Limbourg.																				
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	54	—	3	12	20	18	1	26	18	2	5	2	—	—	1	4	7	5	8	30
Saint-Trond. — Hospice	133	—	8	22	57	46	—	73	25	9	20	4	—	2	—	34	42	25	32	—
Namur																				
Saint-Servais-lez-Namur.— Asile du Beau Vallon	172	2	12	30	76	52	—	83	44	21	14	6	2	2	—	15	15	14	8	120
TOTAL	1,847	235	123	327	664	491	7	1,031	404	170	140	67	12	14	9	475	482	374	360	156
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	86	4	8	11	35	28	—	49	16	6	9	5	—	1	—	20	27	24	15	—
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	24	2	6	8	7	1	—	23	—	—	1	—	—	—	—	8	7	7	2	—
TOTAL GÉNÉRAL	1,957	241	137	346	706	520	7	1,103	420	176	150	72	12	15	9	503	516	405	377	156

CIX. — Sorties : Age, résultat du traitement. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	SORTIS — PAR GUÉRISON âgés de					AMÉLIORÉS âgés de					NON MODIFIÉS âgés de					Total.
	moins de 16 ans.	16 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 50 ans.	50 ans ou plus.	moins de 16 ans.	16 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 50 ans.	50 ans ou plus.	moins de 16 ans.	16 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 50 ans.	50 ans ou plus.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Anvers.																
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — *Mixte*	2	2	3	8	6	1	1	2	5	3	5	3	12	33	27	113
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites	—	—	1	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	1	—	6
Mortsel. — Asile Saint-Amédée	—	3	5	9	5	—	8	13	12	4	—	4	9	9	3	84
Brabant.																
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	1	1	6	13	2	—	—	—	—	—	4	9	19	47	19	121
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	1	6	1	—	1	7	15	6	—	—	2	8	4	51
Grimberghen. — Hospice des Frères Alexiens	—	3	7	15	9	—	—	—	—	—	—	2	2	8	4	50
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	1	—	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	8
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	4
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	1	6
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	—	1	2	—	—	2	1	2	—	—	—	5	—	13
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	6	11
Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants*	1	5	2	—	—	—	3	—	—	—	10	5	10	—	—	36
Flandre occidentale.																
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	—	—	—	2	1	—	—	1	22	4	—	—	2	3	4	39
Bruges. — Hospice Saint-Julien	—	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	4
Ypres. — Hospice	—	1	1	3	—	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	(1) 9
Flandre orientale.																
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean de Dieu	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	5
Gand. — Hospice Guislain	—	—	2	6	8	—	1	11	10	8	—	2	5	11	1	65
Gand. — Maison de santé du « Strop »	—	3	2	4	1	—	—	2	5	4	—	—	—	4	1	26
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme	—	—	1	1	—	—	2	12	13	7	—	1	10	20	3	75
Selzaete. — Etablissement	—	1	—	—	—	—	1	4	8	1	—	—	6	10	3	34
Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*	5	8	—	—	—	3	4	—	—	—	14	31	—	—	—	65
Hainaut.																
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	1	—	5	3	4	—	3	6	3	5	2	2	6	12	15	67
Leuze. — Hospice Saint-Jean-de-Dieu	—	—	—	2	1	—	—	—	2	—	—	—	8	55	58	126
Tournai. — Hospice pour hommes	—	—	3	10	—	—	—	2	11	—	—	—	13	28	1	68
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille. — *Enfants*	—	—	—	—	—	12	11	—	—	—	18	9	—	—	—	50
Liége.																
Liége. — Hospice « les Insensés »	—	—	5	6	—	—	—	14	16	9	—	1	6	13	1	71
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	—	1	1	3	—	—	1	1	3	5	—	—	3	1	5	24
Henri-Chapelle. — Etablissement	—	—	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	1	2	7
Hollogne-aux-Pierres. — Hospice Saint-Lambert. — *Enfants*	11	11	—	—	—	3	5	—	—	—	7	24	—	—	—	61
Spa. — Asile pour *Enfants*. — *Mixte*	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Limbourg.																
Ziekeren-Saint-Trond. — Hospice	—	5	6	13	12	—	3	12	28	17	—	—	6	16	3	121
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur. — *Enfants*	2	1	4	—	—	5	6	3	—	—	12	12	11	—	—	56
Namur.																
Dave. — Asile	—	3	9	15	6	—	3	6	19	4	—	5	13	22	7	112
TOTAL	25	48	68	127	60	26	55	99	181	84	72	110	146	322	169	1,592
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	—	2	—	8	1	—	3	7	8	7	—	3	8	15	9	71
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	—	—	1	1	1	—	—	3	4	3	1	2	9	10	5	40
TOTAL GÉNÉRAL	25	50	69	136	62	26	58	109	193	94	73	115	163	347	183	1,703 (1)

(1) La différence existant entre le chiffre des sortis de l'Hospice d'Ypres indiqué ci-dessus et celui indiqué dans la colonne 14 du tableau « Mouvement de la population » provient de ce que les 190 aliénés transférés en commun de l'Hospice d'Ypres à l'Hospice St-Jérôme, à St-Nicolas-Waes, n'ont pas été comptés dans le présent tableau parmi les non modifiés.

CIX (suite). — Sorties : Age, résultat du traitement. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	SORTIES — PAR GUÉRISON âgées de					AMÉLIORÉES âgées de					NON MODIFIÉES âgées de					Total
	moins de 16 ans.	16 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 50 ans.	50 ans ou plus.	moins de 16 ans.	16 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 50 ans.	50 ans ou plus.	moins de 16 ans.	16 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 50 ans.	50 ans ou plus.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Anvers.																
Anvers. — Asile dépôt Stuyvenberg. — *Mixte*	—	1	4	17	9	—	1	1	4	3	5	6	11	40	41	143
Duffel. — Hospice	1	—	3	10	14	—	1	3	13	13	—	2	1	8	5	74
Brabant.																
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	2	1	5	7	7	—	—	—	—	—	6	3	17	42	21	111
Diest. — Hospice des Sœurs grises	—	—	—	1	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	3
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	—	—	—	8	5	—	—	—	4	2	—	—	—	3	30	52
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	—	1	7	9	2	—	1	7	10	11	—	1	6	9	4	68
Louvain. — Hospice des Sœurs noires	—	—	2	5	1	—	—	2	1	4	—	—	—	—	1	16
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	3	4	2	—	—	—	1	—	—	—	—	3	5	18
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte*	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	3
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	—	1	2	3	1	—	—	—	1	1	—	—	3	5	5	22
Flandre occidentale.																
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	1	7	13	11	1	1	2	4	2	42
Menin. — Hospice	—	—	—	1	—	—	—	—	1	2	—	—	—	2	1	5
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice	—	—	4	7	4	—	—	4	3	—	—	—	2	2	1	27
Saint-Michel lez-Bruges. — Hospice Notre-Dame	—	—	2	14	10	—	—	1	5	4	—	—	—	—	—	36
Ypres. — Asile du Sacré-Cœur	—	—	2	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1) 7
Flandre orientale.																
Ledo. — Hospice	—	—	4	10	5	—	—	1	2	4	—	1	—	—	—	27
Melle. — Asile Caritas	—	5	8	27	15	—	—	5	7	6	1	2	6	13	4	99
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	—	—	3	4	1	—	4	5	4	—	—	3	6	6	—	36
Velsicque-Ruddershove. — Hospice	—	—	—	5	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	8
Lokeren. — Hospice Saint-Benoit. — *Enfants*	5	11	7	—	—	6	6	2	—	—	15	6	1	—	—	59
Eecloo. — Asile Saint-Jean-Baptiste	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hainaut.																
Mons. — Hospice	—	6	6	23	6	—	7	11	40	22	2	1	3	7	5	139
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité	—	—	3	4	8	—	—	2	2	4	—	—	—	2	—	25
Wez-Velvain. — Hospice	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Liége.																
Liége. — Hospice Sainte-Agathe	—	—	7	10	—	—	—	3	13	4	—	—	2	7	1	47
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	1	2	2	—	—	—	1	4	—	—	1	2	—	13
Spa. — Asile pour *Enfants*. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	1	5	—	—	—	11
Limbourg.																
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	—	2	2	11	9	—	—	1	1	1	—	—	2	5	3	37
Saint-Trond. — Hospice	—	2	5	24	10	—	1	3	11	5	2	—	4	10	3	80
Namur.																
Saint-Servais lez-Namur. — Asile du Beau-Vallon	—	2	6	10	2	1	5	12	39	28	1	1	8	13	8	136
TOTAL	8	32	86	220	117	7	32	71	178	129	34	32	78	188	134	1,346
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	—	1	2	5	2	—	1	12	22	8	1	3	4	17	8	86
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	—	—	—	1	—	—	1	1	4	3	—	2	8	8	7	35
TOTAL GÉNÉRAL	8	33	88	226	119	7	34	84	204	140	35	37	90	213	149	1,467 (1)

(1) La différence existant entre le chiffre des sorties de l'Asile du Sacré-Cœur à Ypres indiqué ci-dessus et celui indiqué dans la colonne 14 du tableau « Mouvement de la population » provient de ce que les 313 aliénées transférées en commun de l'Asile du Sacré Cœur à Ypres à l'Hospice Notre-Dame, à St-Michel-lez-Bruges, n'ont pas été comptées dans le présent tableau parmi les non modifiées.

CX. — Statistique des alcoolisés. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Existants au 1er janvier.	ADMIS.			Total des existants et des admis.	SORTIS.					Restants au 31 décembre.
		Première admission.	Réintégration	Total.		Guéris.	Améliorés.	Autrement.	Décédés.	Total.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Anvers.											
Anvers. — Asile dépôt Stuyvenberg. — *Mixte*	—	2	1	3	3	2	—	—	1	3	—
Bouchout. — Hospice des Frères Célites	1	1	—	1	2	—	—	—	—	—	2
Mortsel. — Asile Saint-Amédée	93	15	5	20	113	9	13	1	16	39	74
Brabant.											
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	—	2	—	2	2	1	—	1	—	2	—
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	51	9	1	10	61	2	7	—	5	14	47
Grimberghen. — Hospice des Frères Alexiens	19	3	—	3	22	4	—	—	1	5	17
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens	8	—	—	—	8	—	—	—	—	—	8
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte*	—	1	—	1	1	—	—	1	—	1	—
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre occidentale.											
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	50	6	2	8	58	—	7	—	3	10	48
Bruges. — Hospice Saint-Julien	31	—	—	—	31	1	3	1	20	25	6
Ypres. — Hospice (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre orientale.											
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean-de-Dieu	1	1	—	1	2	—	—	2	—	2	—
Gand. — Hospice Guislain	28	4	4	8	36	3	3	2	11	19	17
Gand. — Maison de santé du « Strop »	12	1	2	3	15	1	—	—	—	1	14
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme	113	10	2	12	125	—	2	14	6	22	103
Selzaete. — Etablissement	56	—	—	—	56	—	1	—	1	2	54
Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hainaut.											
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	107	8	5	13	120	—	—	11	15	26	94
Louze. — Hospice Saint-Jean-de-Dieu	8	—	—	—	8	—	—	5	1	6	2
Tournai. — Hospice pour hommes	61	14	6	20	81	2	2	8	8	20	61
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille. — *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége.											
Liége. — Hospice « les Insensés »	8	19	3	22	30	9	9	—	—	18	12
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	—	2	—	2	2	1	—	1	—	2	—
Henri-Chapelle. — Etablissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hollogne-aux-Pierres. — Hospice Saint-Lambert. — *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Spa. — Asile pour *Enfants*. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg.											
Ziekeren-Saint-Trond. — Hospice	109	7	5	12	121	—	1	—	2	3	118
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur. *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur.											
Dave. — Asile	71	2	—	2	73	—	—	—	1	1	72
TOTAL	828	107	36	143	971	35	48	47	91	221	750
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	310	1	—	1	311	1	1	2	—	4	337
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	26	6	—	6	32	1	2	1	3	7	25
TOTAL GÉNÉRAL	1,194	114	36	150	1,344	37	51	50	94	232	1,112

(1) Le défaut de documents n'a pas permis d'établir la statistique des alcoolisés internés à l'Hospice d'Ypres en 1919.

CX (suite). — Statistique des alcoolisées. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Existantes au 1er janvier.	ADMISES.			Total des existantes et des admises.	SORTIES.					Restantes au 31 décembre.
		Première admission.	Réintégration.	Total.		Guéries.	Améliorées.	Autrement.	Décédées.	Total.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Anvers.											
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Duffel. — Hospice	24	2	1	3	27	1	—	—	1	2	25
Brabant.											
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	—	2	—	2	2	1	—	1	—	2	—
Diest. — Hospice des Sœurs grises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	3	2	—	2	5	—	—	—	—	—	5
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	9	3	—	3	12	—	—	1	1	2	10
Louvain. — Hospice des Sœurs noires	5	—	—	—	5	—	—	—	—	—	5
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	—	1	—	1	1	—	1	—	—	1	—
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	1	—	—	—	1	—	—	1	—	1	—
Flandre occidentale.											
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	9	—	—	—	9	—	—	—	—	—	9
Menin. — Hospice	1	1	—	1	2	—	—	—	—	—	2
Saint-Michel lez-Bruges. — Hospice Notre-Dame	54	2	5	7	61	2	—	—	—	2	59
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice	19	1	—	1	20	—	—	—	—	—	20
Ypres. — Asile du Sacré-Cœur	5	—	—	—	5	—	—	(1) 5	—	5	—
Flandre orientale.											
Melle. — Asile Caritas	8	2	—	2	10	1	—	—	—	1	9
Lede. — Hospice	1	1	1	2	3	—	—	—	2	2	10
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	11	—	1	1	12	—	—	—	—	—	—
Velsicque-Ruddershove. — Hospice	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lokeren. — Hospice Saint-Benoit. — *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Eecloo. — Asile Saint-Jean-Baptiste	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hainaut.											
Mons. — Hospice	—	1	—	1	1	—	—	1	—	1	—
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité	4	—	1	1	5	1	—	—	1	2	3
Wez-Velvain. — Hospice	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége.											
Liége. — Hospice Sainte-Agathe	4	—	1	1	5	—	—	—	—	—	5
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Spa. — Asile pour *Enfants*. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg.											
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	8	1	1	2	10	—	—	—	2	2	8
Saint-Trond. — Hospice	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur.											
Saint-Servais lez-Namur. — Asile du Beau-Vallon	3	2	—	2	5	—	1	—	—	1	4
TOTAL	169	21	11	32	201	6	2	9	7	24	177
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	38	—	—	—	38	—	—	—	—	—	38
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL GÉNÉRAL	207	21	11	32	239	6	2	9	7	24	215

(1) Les 5 aliénées, ont le 7 mai 1919, été transférées à l'Hospice Notre-Dame à St-Michel-lez-Bruges (voir note sous le tableau « Mouvement de la Population. »

STATISTIQUE

DES

SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES

ANNÉE 1919.

CXI. — Statistique des sourds-muets et des aveugles au 31 décembre 1919.

NOMBRE TOTAL DES SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES DE TOUT AGE.		PROVINCES.		NOMBRE DES SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES AGÉS DE MOINS DE 21 ANS.										TOTAL (1) DES SOURDS-MUETS ET AVEUGLES AGÉS DE MOINS DE 21 ANS.	
				SUSCEPTIBLES DE RECEVOIR L'INSTRUCTION								NON SUSCEPTIBLES DE RECEVOIR L'INSTRUCTION.			
				et la recevant dans les institutions ou chez leurs parents.		et ayant reçu l'instruction.		abandonnés à eux-mêmes.		TOTAL					
Sourds-muets.	Aveugles.			Sourds-muets.	Aveugles.	Sourds-muets.	Aveugles.	Sourds-muets.	Aveugles.	Sourds-muets.	Aveugles.	Sourds-muets.	Aveugles.	Sourds-muets.	Aveugles.
1	2	3		4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
267	144	Anvers . . .	Garçons .	150	21	22	8	—	3	172	32	5	7	177	39
231	125		Filles. . .	138	16	16	7	1	4	155	27	5	3	160	30
498	269		Total . .	288	37	38	15	1	7	327	59	10	10	337	69
281	248	Brabant. . .	Garçons .	82	29	30	8	6	2	118	39	11	20	129	59
406	283		Filles. . .	232	98	28	9	4	5	264	112	14	12	278	124
687	531		Total . .	314	127	58	17	10	7	382	151	25	32	407	183
295	168	Flandre occidentale .	Garçons .	99	18	32	7	3	2	134	27	5	3	139	30
221	146		Filles. . .	68	15	27	2	1	—	96	17	5	6	101	23
516	314		Total . .	167	33	59	9	4	2	230	44	10	9	240	53
318	189	Flandre orientale . .	Garçons .	111	29	54	19	—	—	165	48	11	9	176	57
222	158		Filles. . .	85	21	32	9	—	—	117	30	5	9	122	39
540	347		Total . .	196	50	86	28	—	—	282	78	16	18	298	96
424	317	Hainaut. . .	Garçons .	149	45	49	27	7	4	205	76	28	19	233	95
270	207		Filles. . .	71	36	30	12	2	1	103	49	17	20	120	69
694	524		Total . .	220	81	79	39	9	5	308	125	45	39	353	164
218	181	Liége.	Garçons .	35	9	29	6	1	2	65	17	13	5	78	22
172	122		Filles. . .	34	6	21	3	—	2	55	11	9	1	64	12
390	303		Total . .	69	15	50	9	1	4	120	28	22	6	142	34
99	89	Limbourg . .	Garçons .	35	22	—	—	3	1	38	23	1	—	39	23
112	59		Filles. . .	47	15	1	—	2	1	50	16	1	—	51	16
211	148		Total . .	82	37	1	—	5	2	88	39	2	—	90	39
78	26	Luxembourg.	Garçons .	31	4	12	1	—	—	43	5	7	1	50	8
68	16		Filles . .	21	1	15	—	3	—	39	1	2	1	41	2
146	42		Total . .	52	5	27	1	3	—	82	6	9	2	91	8
104	85	Namur . . .	Garçons .	35	9	5	2	—	—	40	11	2	2	42	13
96	37		Filles . .	19	7	3	—	—	—	22	7	1	1	23	8
200	122		Total . .	54	16	8	2	—	—	62	18	3	3	65	21
2,084	1,447	Royaume . .	Garçons .	727	186	233	78	20	14	980	278	83	66	1,063	344
1,798	1,153		Filles . .	715	215	173	42	13	13	901	270	59	53	960	323
3,882	2,600		Total . .	1,442	401	406	120	33	27	1,881	548	142	119	2,023	667

(1) Total des colonnes 10 et 12, 11 et 13.

PROTECTION DE L'ENFANCE

TABLEAUX

INVENTAIRE

CHAPITRE I.

DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE.

A. — Nombre et sexe des individus déclarés déchus de la puissance paternelle en 1919. — Etendue et motifs des déchéances — Art. 1, 3 et 4.

B. — Nombre d'enfants qui, en 1919, ont fait l'objet d'une mesure de garde pendant la procédure en déchéance. — Nature et durée de ces mesures. — Art. 6.

C. — Déchéance de la puissance paternelle. — Mesure définitive prise en 1919 à l'égard des enfants. — Nature de la décision. — Nombre et sexe des enfants. — Art. 5.

D. — Décisions modificatives, prises en 1919, concernant le choix des personnes auxquelles les mineurs étaient confiés. — Art. 5, alinéa 6.

E. — Décisions des cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle prononcées en 1919.

F. — Nombre et sexe des individus réintégrés dans les droits de la puissance paternelle en 1919. — Motifs pour lesquels la déchéance avait été déclarée. — Art. 7.

CHAPITRE II.

MINEURS TRADUITS EN JUSTICE.

1. — *Action des autorités judiciaires. Mineurs jugés.*

G. — Mineurs dont les parquets ont eu à s'occuper en 1919. — Résultats. — Art. 12.

H. — Mineurs dont les juges d'instruction ont eu à s'occuper en 1919. — Résultats. — Art. 12.

I. — Mesures de garde provisoire prises, avant jugement, à l'égard des mineurs en 1919. — Art. 28, 29, 30, 32, § 5.

J. — Durée des mesures de garde provisoire qui ont pris fin en 1919. — Age des mineurs qui en furent l'objet. — Art. 28, 29, 30 et 32, § 5.

K. — Mises en observation ordonnées par les juges des enfants ou les juges d'appel en 1919. — Nombre, durée et résultats. — Art. 21, § 1.

L. — Mineurs jugés en 1919. — Nature des faits commis. — Art. 13 à 16.

M. — Mineurs jugés en 1919. — Résultats des poursuites par arrondissement. — Art. 13 à 19, 21, § 2, 22 et 23.

N. — Mineurs jugés en 1919. — Résultat des poursuites en rapport avec l'âge. — Art. 13 à 19, 21, § 2, 22 et 23.

O. — Mineurs jugés en 1919. — Résultat des poursuites en rapport avec les faits commis.

P. — Mises à la disposition du gouvernement ordonnées par les cours et tribunaux accessoirement à une condamnation à l'emprisonnement en 1919. — Art. 37.

Q. — Décisions modificatives prises à l'égard des mineurs en 1919. — Délai depuis la dernière décision. — Nature de la décision nouvelle. — Art. 31.

R. — Jugements modificatifs pris à l'égard des mineurs en 1919. — Délai depuis la dernière décision. — Nature de la décision nouvelle. — Art. 31.

S. — Décisions modificatives de revisions triennales prises à l'égard des mineurs en 1919. — Délai depuis la dernière décision. — Nature de la décision nouvelle. — Art. 31, § 2.

2. — *Durée des mesures ordonnées par les juges. Résultats.*

T. — Libertés surveillées qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1919. Age au début. — Durée du régime. — Résultats.

U. — Placements de mineurs confiés à une personne qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1919. — Age au début. — Durée du régime. — Résultats.

V. — Placements de mineurs confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée, qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1919. — Age au début. Durée du régime. — Résultats.

W. — Internements dans une école de bienfaisance de l'Etat qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1919. — Age au début. — Durée du régime. — Résultats.

X. — Internements dans un établissement disciplinaire qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1919. — Age au début. — Durée du régime. Résultats.

Y. — Internements dans un asile ou établissement spécial qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1919. — Age au début. — Durée du régime. — Résultats.

3. — *Mouvement de la population. — Situation au 31 décembre 1919.*

Z. — Mineurs en liberté surveillée. — Mouvement de la population pendant l'année 1919.

AA. — Mineurs en placement. — Mouvement de la population pendant l'année 1919.

BB. — Etablissements d'observation de l'Etat. — Mouvement de la population pendant l'année 1919. — Résultats.

CC. — Etablissement spécial de l'Etat pour anormaux. — Mouvement de la population pendant l'année 1919.

DD. — Ecoles de bienfaisance de l'Etat. — Mouvement de la population pendant l'année 1919.

CHAPITRE Ier. — DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE.

A

CXII. — Nombre et sexe des individus déclarés déchus de la puissance paternelle en 1919. — Etendue et motifs des déchéances. — Art. 1, 3 et 4.

Arrondissements.	DÉCHÉANCE DE DROIT. (Art. 1er.)						DÉCHÉANCE FACUL											
	Condamnés pour attentat à la pudeur, viol, excitation à la débauche. (Art. 1er, 1°).		Condamnés pour crime, autre que l'avortement ou l'infanticide, commis sur la personne de leur enfant ou descendant (Art. 1er, 2°.)		Total (Art. 1er.)		Tenanciers de maisons de débauche. (Art. 3, 1°.)				Ayant mis en péril la santé, la sécurité ou la moralité de leur enfant. (Art. 3, 2°.)				Condamnés privés de leurs droits de famille. (Art. 3, 3°.)			
							En tout.		En partie.		En tout.		En partie.		En tout.		En partie.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Bruxelles. . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	7	—	—	—	—	—	—
Louvain	5	1	—	—	5	1	—	—	—	—	3	6	—	—	—	—	—	—
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	6	—	—	1	—	—	—
Anvers.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Mons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—
Charleroi. . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	5	—	—	—	—	—	—
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	20	—	—	2	—	—	—
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—
Audenarde. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	—	—	—	—	—	—
Termonde . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Furnes.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	3	2	—	—	—	—	—	—
Huy.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	12	1	1	—	—	—	—
Dinant.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—
Total . . .	6	1	—	—	6	1	—	—	—	—	41	78	1	1	3	—	—	—
APPEL :																		
Bruxelles. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Liége	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Total . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	3	—	—	—	—	—	—

TATIVE. (Art. 3 et 4.)

Condamnés à une peine criminelle pour crime autre que crime politique auquel ils ont associé leur enfant ou descendant. (Art. 3, 4°, § 1er.)				Tuteurs condamnés à une peine criminelle comme auteurs, coauteurs ou complices d'un crime commis sur leur pupille. (Art. 3, 4°, § 2.)				Femmes ayant épousé une personne déchue de la puissance paternelle. (Art. 4.)				Total. (Art. 3 et 4.)				Total (Art. 1, 3 et 4.)		Réquisitions du ministère public non suivies de déchéance. (Art. 3 et 4.)	
En tout.		En partie.		En tout.		En partie.		En tout.		En partie.		En tout.		En partie.					
Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	7	—	—	7	7	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	6	—	—	8	7	1	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	6	—	—	6	6	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	2	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	—	—	1	3	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	5	—	—	1	5	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	20	—	—	11	20	4	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	—	—	1	4	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	4	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	—	—	4	2	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	12	1	1	7	13	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	—	3	1	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	44	78	1	1	51	80	12	15
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	2	2	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	3	—	—	2	3	1	1

CXIII. — Nombre d'enfants qui, en 1919, ont fait l'objet d'une mesure de garde pendant la procédure en déchéance. — Nature et durée de ces mesures. — Art. 6.

B

DURÉE.	CONFIÉS A LA MÈRE.		CONFIÉS à une personne autre que la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée.		OBJETS D'UNE AUTRE MESURE.		TOTAL.		TOTAL GÉNÉRAL
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	
Moins de 15 jours	—	—	2	5	—	—	2	5	7
De 15 jours à moins de 1 mois	—	—	3	1	—	—	3	1	4
De 1 mois à moins de 3 mois	—	—	3	6	—	—	3	6	9
De 3 mois à moins de 6 mois	1	—	11	16	—	—	12	16	28
De 6 mois et plus	—	—	16	24	—	—	16	24	40
D'une durée indéterminée	—	—	7	6	—	—	7	6	13
TOTAL	1	—	42	58	—	—	43	58	101

CXIV. — Déchéance de la puissance paternelle. — Mesure définitive prise en 1919 à l'égard des enfants. Nature de la décision. — Nombre et sexe des enfants. — Art. 5.

C

NATURE DE LA DÉCISION.	CONFIÉS A LA MÈRE.		Confiés à une personne autre que la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée.		TOTAL.		TOTAL GÉNÉRAL.
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	
Décision du conseil de famille	1	6	47	38	48	44	92
Décision du tribunal	1	1	57	60	58	61	119
TOTAL	2	7	104	98	106	105	211

CXV. — Décisions modificatives, prises en 1919, concernant le choix des personnes auxquelles les mineurs étaient confiés. — Art. 5, al. 6.

D

NATURE des DÉCISIONS ANTÉRIEURES. Les mineurs ayant été confiés	DÉCISIONS NOUVELLES CONFIANT LES MINEURS.			
	A LA MÈRE	à une personne autre que la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée, SANS changement dans la désignation de la personne, de la société ou de l'institution.	à une personne autre que la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée, AVEC changement dans la désignation de la personne, de la société ou de l'institution.	TOTAL des décisions modificatives.
A la mère	5	15	34	54
A une personne autre que la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée	5	84	89	178
TOTAL	10	99	123	232

CXVI. — Décisions des Cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle prononcées en 1919.

E

COUR D'APPEL.	CONFIRMATIVES.								INFIRMATIVES.							
	déclarant la déchéance en tout 1	déclarant la déchéance en partie. 2	rejetant la déchéance. 3	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs. 4	modifiant le choix de la personne, société ou institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs. 5	accordant la réintégration 6	refusant la réintégration. 7	TOTAL. 8	déclarant la déchéance en tout 9	déclarant la déchéance en partie. 10	rejetant la déchéance. 11	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs. 12	modifiant le choix de la personne, société ou institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs. 13	accordant la réintégration 14	refusant la réintégration. 15	TOTAL. 16
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	2	—	—	—	—	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	1
TOTAL	3	—	—	—	—	—	—	3	—	—	1	—	—	—	—	1

CHAPITRE Ier. — DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE.

F. **CXVII. — Nombre et sexe des individus réintégrés dans les droits de la puissance paternelle en 1919. — Motifs pour lesquels la déchéance avait été déclarée. — Art. 7.**

Arrondissements.	DÉCHÉANCE DE DROIT. (Art. 1er.) (*)						DÉCHÉANCE FACULTATIVE. (Art. 3 et 4.)																				Total. (Art. 1, 3 et 4.)		Demandes en réintégration rejetées.	
	condamnés pour attentat à la pudeur, viol, excitation à la débauche, (Art. 1er, 1°).		condamnés pour crime, autre que l'avortement ou l'infanticide, commis sur la personne de leur enfant ou descendant (Art. 1er, 2°.)		Total (Art. 1er.)		Tenanciers de maisons de débauche. (Art. 3, 1°.)				Ayant mis en péril, la santé, la sécurité ou la moralité de leur enfant. (Art. 3, 2°.)				Condamnés privés de leurs droits de famille. (Art. 3, 3°.)				Condamnés à une peine criminelle pour crime autre que crime politique auquel ils ont associé leur enfant ou descendant. (Art. 3, 4°, § 1er.)				Tuteurs condamnés à une peine criminelle comme auteurs, coauteurs ou complices d'un crime commis sur leur pupille. (Art, 3, 4°, § 2.)				Femmes ayant épousé une personne déchue de la puissance paternelle. (Art. 4.)				Total. (Art. 3 et 4.)					
							En tout.		En partie.		En tout.		En partie.		En tout.		En partie.		En tout.		En partie.		En tout.		En partie.		En tout.		En partie.					
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Charleroi	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	5	—	—
Bruges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	5	—	—	1	5	—	—
APPEL :																																						
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(*) Dans le cas de l'article 1er, la réintégration n'est recevable qu'après un délai de dix ans.

CHAPITRE II. — MINEURS TRADUITS EN JUSTICE.

G

CXVIII. — Mineurs dont les parquets ont eu à s'occuper en 1919. — Résultats. — Art. 12.

Arrondissements.	MINEURS DONT LES PARQUETS ONT EU A S'OCCUPER														RÉSULTATS.													
	Impliqués dans les affaires entrées au parquet avant le 1er janvier.		IMPLIQUÉS DANS LES AFFAIRES ENTRÉES AU PARQUET PENDANT L'ANNÉE, POUR :										Total des mineurs dont les parquets ont eu à s'occuper.		MINEURS IMPLIQUÉS DANS DES AFFAIRES LAISSÉES SANS SUITE PAR LE PARQUET.										Mineurs déférés au juge d'instruction.		Mineurs déférés au juge des enfants.		Mineurs impliqués dans des affaires restant au parquet au 31 décembre	
			Mendicité et vagabondage. (Art. 13.)		Inconduite. (Art. 14.)		Prostitution, débauche, jeu, occupations et trafics dangereux (Art. 15.)		Faits qualifiés infractions. (Art. 16.)		Total.				Les faits n'étant pas prévus par la loi.		Les faits étant sans gravité.		Les faits ne pouvant être prouvés		Par suite de décès, prescription ou autres motifs.		Total.							
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
Bruxelles . . .	43	37	218	198	96	166	8	36	1,792	696	2,114	1,096	2,157	1,133	68	57	896	397	182	87	384	248	1,530	789	4	—	481	248	142	96
Louvain. . . .	20	2	11	3	3	10	—	5	438	89	452	107	481	109	6	4	357	69	49	14	—	—	412	87	2	—	60	20	7	2
Nivelles. . . .	106	4	18	9	18	18	—	—	216	48	252	75	358	79	—	—	18	4	7	4	133	32	158	40	2	—	92	35	106	4
Anvers	—	—	69	15	120	25	24	6	1,344	275	1,557	321	1,557	321	—	—	659	128	414	88	174	40	1,247	256	5	1	305	64	—	—
Malines	5	—	5	4	6	7	—	—	193	11	204	22	209	22	—	—	62	9	20	4	40	3	122	16	—	—	70	6	17	—
Turnhout . . .	—	—	4	2	4	2	—	—	241	44	249	48	249	48	—	—	164	33	7	2	—	—	171	35	2	—	76	13	—	—
Mons	34	27	23	12	19	14	—	8	383	111	425	145	459	172	—	—	137	31	62	7	23	4	222	42	4	1	38	41	195	88
Charleroi . . .	3	4	68	70	64	91	3	7	1,538	558	1,673	726	1,676	730	—	—	265	76	79	28	639	175	983	279	4	—	676	443	13	8
Tournai. . . .	—	—	20	6	22	9	—	6	255	5	297	26	297	26	—	—	106	4	17	1	7	—	130	5	—	—	167	21	—	—
Gand.	1	—	7	5	13	29	—	11	346	27	366	72	367	72	3	—	62	10	69	12	3	—	137	22	3	—	227	50	—	—
Audenarde . .	23	4	3	5	7	19	—	6	424	80	434	110	457	114	15	2	145	33	—	—	44	23	204	58	4	2	236	50	13	4
Termonde. . .	—	—	7	2	2	5	1	—	421	45	431	52	431	52	28	9	65	12	63	6	—	—	156	27	6	3	253	21	16	1
Bruges	45	10	5	5	15	8	1	—	356	33	377	46	422	56	4	—	232	20	33	1	3	—	272	21	7	—	117	27	26	8
Courtrai. . . .	30	5	8	2	2	1	—	1	482	35	492	39	522	44	—	—	231	10	44	5	77	9	352	24	6	2	87	10	77	8
Furnes	—	—	3	—	2	—	—	—	29	2	34	2	34	2	—	—	9	—	14	1	—	—	23	1	—	—	9	1	2	—
Ypres.	9	1	—	—	—	—	—	—	132	7	132	7	141	8	1	—	5	—	11	1	72	2	89	3	—	—	52	5	—	—
Liége.	9	3	81	22	135	92	10	32	2,120	124	2,316	270	2,355	273	—	—	602	37	72	13	84	42	758	92	10	1	1,534	165	53	15
Huy	40	7	3	—	5	7	—	1	589	175	597	183	637	190	—	—	36	12	206	44	18	5	260	61	5	—	179	70	193	59
Verviers. . . .	29	6	15	11	6	—	1	7	216	16	238	34	267	40	—	—	116	11	20	8	3	—	139	19	20	2	97	18	11	1
Tongres. . .	—	—	3	2	1	—	—	—	433	148	437	150	437	150	10	—	240	95	13	—	16	6	279	101	2	—	145	47	11	2
Hasselt	12	8	2	—	3	3	—	—	582	258	587	261	599	269	—	—	276	147	4	1	36	16	316	164	—	—	264	98	19	7
Arlon.	—	—	17	18	1	7	—	—	188	55	206	80	206	80	26	3	128	53	4	1	—	—	158	57	2	—	46	23	—	—
Marche	—	—	3	—	5	—	2	—	60	7	70	7	70	7	2	—	25	5	6	1	—	—	33	6	11	—	23	—	3	1
Neufchâteau. .	5	—	—	—	—	2	—	—	110	16	110	18	115	18	16	1	51	12	15	1	4	1	86	15	4	—	23	3	2	—
Namur	—	—	7	7	8	19	—	2	47	2	62	30	62	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	1	50	29	—	—
Dinant	—	—	6	3	7	12	—	1	213	41	226	57	226	57	1	—	157	22	1	—	25	11	184	33	1	1	41	23	—	—
Totaux. . .	423	118	606	401	564	546	50	129	13,148	2,908	14,368	3,984	14,791	4,102	180	76	5,044	1,230	1,412	330	1,785	617	8,421	2,253	116	14	5,348	1,531	906	304

H CXIX. — Mineurs dont les juges d'instruction ont eu à s'occuper en 1919. — Résultats. — Art. 12.

ARRONDISSEMENTS.	MINEURS DÉFÉRÉS AUX JUGES D'INSTRUCTION						MINEURS RENVOYÉS DES POURSUITES PAR LE JUGE D'INSTRUCTION.										MINEURS déférés au juge des enfants par le juge d'instruction.		MINEURS au sujet desquels le juge d'instruction n'avait pas encore statué au 31 décembre.	
	Avant le 1er janvier.		Pendant l'année.		TOTAL.		Les faits n'étant pas prévus, par la loi.		Les faits étant sans gravité.		Les faits ne pouvant être prouvés.		Par suite de décès, prescription ou autres motifs.		TOTAL.					
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
Bruxelles	1	—	4	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—
Louvain	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—
Nivelles	13	—	2	—	15	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	4	—	9	—
Anvers	2	—	5	1	7	1	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	3	—	2	1
Malines	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Turnhout	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—
Mons	6	4	4	1	10	5	—	—	—	—	3	—	—	—	3	—	4	—	3	5
Charleroi	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3	—	1	—	—	—
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	1	—	3	—	4	—	—	—	1	—	2	—	—	—	3	—	—	—	1	—
Audenarde	—	2	4	2	4	4	—	—	—	—	1	2	—	—	1	2	3	1	—	1
Termonde	3	—	6	3	9	3	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	5	—	3	3
Bruges	—	—	7	—	7	—	—	—	—	—	4	—	—	—	4	—	2	—	1	—
Courtrai	7	—	6	2	13	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	1	—	1
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	—	—	10	1	10	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	1	—	—
Huy	17	3	5	—	22	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	20	3
Verviers	3	1	20	2	23	3	—	—	—	—	6	—	2	—	8	—	11	2	4	1
Tongres	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Marche	—	—	11	—	11	—	—	—	—	—	9	—	—	—	9	—	2	—	—	—
Neufchâteau	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	3	—	—	—
Namur	1	—	12	1	13	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	1	—	—
Dinant	—	—	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—
TOTAL	56	10	116	14	172	24	—	—	1	—	35	2	3	—	39	2	89	7	44	15

CXX. — Mesures de garde provisoire prises, avant jugement, à l'égard des mineurs en 1919.

I Art. 28, 29, 30, 32, § 5.

Arrondissements.	Mineurs confiés à un particulier.										Mineurs confiés à une société ou institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée.								Mineurs confiés à un établissement de l'État.								MINEURS MIS EN GARDE PROVISOIRE DANS UNE MAISON D'ARRÊT.	
	Par le juge des enfants.		Par le juge d'instruction.		Par le procureur du Roi.		Par le juge d'appel.		TOTAL.		Par le juge des enfants.		Par le juge d'instruction.		Par le procureur du Roi.		Par le juge d'appel.		TOTAL.		Par le juge des enfants.		Par le juge d'instruction.		Par le procureur du Roi.		Par le juge d'appel.		TOTAL.			
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garç.	Filles
Bruxelles	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	111	168	—	—	—	—	—	—	111	168	4	1	—	—	—	—	—	—	4	1	21	1
Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	8	—	—	—	—	—	—	2	8	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	3	—
Nivelles	3	1	—	—	—	—	—	—	3	1	20	16	—	—	—	—	—	—	20	16	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Anvers	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	10	41	—	—	—	—	—	—	10	41	12	1	—	—	—	—	—	—	12	1	14	—
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—
Turnhout	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	15	—	—	—	—	—	—	5	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Charleroi	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	58	98	—	—	—	—	—	—	58	98	—	12	—	—	—	—	—	—	—	12	4	1
Tournai	2	1	—	—	—	—	—	—	2	1	4	9	—	—	—	—	—	—	4	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	6	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Termonde	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	3	3
Bruges	4	1	—	—	—	—	—	—	4	1	8	16	—	—	—	—	—	—	8	16	11	2	—	—	—	—	—	—	11	2	1	—
Courtrai	3	1	—	—	—	—	—	—	3	1	4	1	—	—	—	—	—	—	4	1	10	4	—	—	—	—	—	—	10	4	8	1
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Liége	6	—	—	—	—	—	—	—	6	—	22	37	—	—	—	—	—	—	22	37	3	1	—	—	—	—	—	—	3	1	29	5
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	6	—	—	—	—	—	—	1	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	1
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	3	2	—	—	—	—	—	—	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	18	—	—	—	—	—	—	2	18	3	—	—	—	—	—	—	—	3	—	6	—
Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	22	9	—	—	—	—	—	—	22	9	260	449	—	—	—	—	—	—	260	449	47	23	—	—	—	—	—	—	47	23	104	14

CXXI. — Durée des mesures de garde provisoire qui ont pris fin en 1919.

J Age des mineurs qui en furent l'objet. — Art. 28, 29, 30 et 32, § 5.

DURÉE.		Age du mineur au moment où la mesure a été prise.																Total des mesures de garde provisoire qui ont pris fin en 1919.							
		Moins de 10 ans.		De 10 à moins de 11 ans.		De 11 à moins de 12 ans.		De 12 à moins de 13 ans.		De 13 à moins de 14 ans.		De 14 à moins de 15 ans.		De 15 à moins de 16 ans.		De 16 à moins de 17 ans.		De 17 à moins de 18 ans.		Mineurs confiés à un particulier.		Mineurs confiés à une société ou institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée.		Mineurs confiés à un établissement de l'État.		Mineurs gardés dans une maison d'arrêt.	
		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Moins de quinze jours.	Confiés à un particulier. . .	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	2	2	—	—	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution.	—	1	1	—	4	1	—	1	4	3	5	3	3	9	3	5	3	5	—	—	23	28	—	—	—	—
	Confiés à un établissement de l'État.													2										2	—		
	Gardés dans une maison d'arrêt	—	—	1	—	—	—	2	—	2	—	6	1	6	—	6	—	14	5	—	—	—	—	—	—	37	6
De quinze jours à moins d'un mois.	Confiés à un particulier. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution.	2	1	—	—	9	1	8	—	5	1	1	2	3	6	2	4	3	18	—	—	33	33	—	—	—	—
	Confiés à un établissement de l'État.																										
	Gardés dans une maison d'arrêt	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	3	—	10	—	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	20	2
D'un mois à moins de deux mois.	Confiés à un particulier. . .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution.	11	2	7	3	6	3	9	3	6	4	2	11	5	15	3	20	4	19	—	—	53	80	—	—	—	—
	Confiés à un établissement de l'État.	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	1	—	2	—	—	—	—	4	3	—	—
	Gardés dans une maison d'arrêt	—	—	—	—	—	—	1	—	3	—	2	—	9	—	6	1	9	1	—	—	—	—	—	—	30	2
De deux mois à moins de trois mois.	Confiés à un particulier. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution.	6	5	6	2	5	1	4	3	4	5	3	3	8	14	2	15	2	23	—	—	40	71	—	—	—	—
	Confiés à un établissement de l'État.											1	1	3	1	—	1	—	—					4	3	—	—
Trois mois à moins de six mois.	Confiés à un particulier. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	1	—	—	1	2	3	—	—	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution.	2	3	4	2	3	3	4	—	4	5	6	4	6	22	5	24	2	25	—	—	36	88	—	—	—	—
	Confiés à un établissement de l'État.				1					3	—	1	—	2	—	2	—	—	—					8	1	—	—
Six mois à moins de neuf mois.	Confiés à un particulier. . .	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution.	—	—	—	1	1	—	—	—	3	5	1	—	2	10	1	5	—	5	—	—	8	26	—	—	—	—
	Confiés à un établissement de l'État.	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	2	6	—	—
Neuf mois à moins de 1 an.	Confiés à un particulier. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution.	1	—	1	—	—	—	—	1	1	2	—	2	—	6	2	3	1	10	—	—	6	24	—	—	—	—
	Confiés à un établissement de l'État.																		1						1		
Un an et plus.	Confiés à un particulier. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution.	3	5	3	—	3	4	2	4	—	2	1	8	3	10	1	9	—	9	—	—	16	51	—	—	—	—
	Confiés à un établissement de État.	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
	TOTAUX. . .																			10	7	215	401	22	14	87	10

CXXII. — Mises en observation ordonnées par les juges des enfants ou les juges d'appel en 1919.

K Nombre, durée et résultats. — Art. 21, § 1.

MISES EN OBSERVATION ORDONNÉES EN 1919.			RÉSULTATS DES MISES EN OBSERVATION QUI ONT PRIS FIN EN 1919.																					
Arrondissements.	NOMBRE		DURÉE.	Renvoyés des poursuites.		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou à une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée.		Mis à la disposition du gouvernement.		Mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans un établissement disciplinaire.		Mis à la disposition du gouvernement pour être placés dans un établissement spécial approprié à leur état.		Mis dans un asile d'aliénés		TOTAL.	
	Garçons.	Filles.		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Bruxelles . .	—	—	Moins de quinze jours	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Louvain. . .	—	—																			
Nivelles . . .	—	—																			
Anvers. . . .	—	—	De quinze jours à moins de un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Malines . . .	—	—																			
Turnhout . .	1	—																			
Mons	1	3																			
Charleroi. . .	1	3	De un mois à moins de deux mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai . . .	2	2																			
Gand. . . .	—	—																			
Audenarde . .	—	—	De deux mois à moins de trois mois. .	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Termonde . .	—	—																			
Bruges . . .	—	—																			
Courtrai. . .	—	—																			
Furnes . . .			De trois mois à moins de six mois . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Ypres																					
Liége	—	—	De six mois à moins de neuf mois	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Huy	—	—																			
Verviers. . .	—	—																			
Tongres . . .	—	—																			
Hasselt . . .	—	—	De neuf mois à moins de douze mois. . .	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Arlon	—	—																			
Marche. . . .	—	—																			
Neufchâteau.	—	—																			
Namur . . .	1	—	De un an et plus	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1
Dinant . . .	—	—																			
TOTAL. . . .	6	8	TOTAL . .	1	—	2	1	1	—	1	3	1	—	—	—	—	—	—	—	6	4

CXXIII. — Mineurs jugés en 1919. Nature des faits commis. — Art. 13 à 16.

L *Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, à raison du jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.*

Arrondissements.	VAGABONDAGE ou MENDICITÉ. (Art. 13.)				INCONDUITE. (Art. 14.)				INFRACTION A LA LOI SCOLAIRE.				PROSTITUTION débauche, jeux, trafics ou occupations qui exposent à la prostitution, au vagabondage, à la mendicité ou à la criminalité. (Art. 15.)				FAITS QUALIFIÉS INFRACTIONS (ART 16)												TOTAL GÉNÉRAL.			
																	CONTRE L'AUTORITÉ.				CONTRE les MŒURS.				CONTRE LES CRIMES.				PERSONNES — DÉLITS ou contraventions.				CONTRE LES PROPRIÉTÉS — INCENDIES, destruction, dégradation et dommages				CONTRE LES PROPRIÉTÉS — VOLS.				CONTRE LES PROPRIÉTÉS — ESCROQUERIES, abus de confiance, faux et autres tromperies ou falsifications.				AUTRE NATURE.				TOTAL.							
	Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.

CXXIV. — Mineurs jugés en 1919. — Résultats des poursuites

M

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts,

ARRONDISSEMENTS.	Total des mineurs jugés.		Renvoyés des poursuites.		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde. (Art. 13, 15, 17.)		Confiés à une personne. (Art. 13, 14, 15, 17.)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée. (Art. 13, 14, 15, 17.)		Mis à la disposition du Gouvernement. SANS INDICATION SPÉCIALE jusqu'à 21 ans (Art. 13, 14, 15, 17.) — Conditionnellement.		Mis à la disposition du Gouvernement. SANS INDICATION SPÉCIALE jusqu'à 21 ans (Art. 13, 14, 15, 17.) — Non conditionnellement.		Mis à la disposition du Gouvernement. SANS INDICATION SPÉCIALE jusqu'à une époque dépassant l'âge de la majorité (*) (Art. 18 et 19.) — Conditionnellement.		Mis à la disposition du Gouvernement. SANS INDICATION SPÉCIALE jusqu'à une époque dépassant l'âge de la majorité (*) (Art. 18 et 19.) — Non conditionnellement.	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Bruxelles	386	211	5	3	115	7	1	—	133	169	91	15	33	13	—	—	1	—
Louvain	55	18	5	1	20	2	—	—	4	10	18	4	8	1	—	—	—	—
Nivelles	61	40	10	1	16	8	2	—	23	21	5	2	5	8	—	—	—	—
Anvers	122	36	25	2	26	4	1	2	5	19	34	8	31	1	—	—	—	—
Malines	63	11	10	—	38	4	—	—	6	5	2	—	7	2	—	—	—	—
Turnhout	41	7	—	—	27	3	—	—	—	4	—	—	13	—	—	—	—	—
Mons	71	80	16	8	31	10	—	1	14	48	6	8	4	4	—	—	—	—
Charleroi	202	134	12	10	43	8	3	—	53	62	65	17	21	37	—	—	—	—
Tournai	192	73	44	17	112	15	2	1	12	32	11	1	11	7	—	—	—	—
Gand	192	63	35	7	86	10	—	—	7	32	41	12	22	2	—	—	—	—
Audenarde	131	27	10	3	96	11	—	—	10	7	11	4	4	—	—	—	—	—
Termonde	93	7	11	1	66	2	—	—	1	—	2	1	13	3	—	—	—	—
Bruges	148	34	18	1	64	6	3	—	5	13	36	2	22	12	—	—	—	—
Courtrai	54	9	5	—	34	5	—	—	2	—	6	—	7	4	—	—	—	—
Furnes	9	3	—	—	3	—	—	—	—	—	1	—	5	3				
Ypres	34	3	10	—	23	2	—	—	1	—	—	—	—	1				
Liége	289	123	8	3	159	37	11	1	38	44	68	35	5	3	—	—	—	—
Huy	20	1	—	—	18	1	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	51	7	7	—	31	1	1	—	4	5	3	1	5	—	—	—	—	—
Tongres	2	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	2	—	—	—	—
Hasselt	28	11	3	—	15	7	1	—	9	4	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	27	31	—	—	4	—	—	—	21	27	2	1	—	3	—	—	—	—
Marche	8	3	—	—	5	1	1	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	35	4	14	1	12	—	—	—	6	3	1	—	2	—	—	—	—	—
Namur	59	26	—	—	34	3	—	—	15	23	—	—	10	—	—	—	—	—
Dinant	22	12	—	—	16	4	—	—	6	7	—	—	—	1	—	—	—	—
TOTAL	2,395	976	248	58	1,094	151	26	6	378	536	405	111	229	107	—	—	(*) 1	—
Appel — Bruxelles	16	5	—	—	3	3	1	—	2	—	9	—	—	2	—	—	1	—
Appel — Gand	4	1	—	1	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—
Appel — Liége	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Appel — TOTAL	20	6	—	1	3	3	1	—	2	—	12	—	—	2	—	—	(*) 1	—

N. B. — Les mineurs jugés en appel sont déjà comptés dans le tableau dressé par arrondissement.
(*) Ce mineur a été mis à la disposition du gouvernement jusque 41 ans.

par arrondissement. — Art. 13 à 19, 21 § 2, 22 et 23.

ne sont comptés qu'une seule fois, à raison du jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

à la disposition du Gouvernement. POUR ÊTRE INTERNÉS DANS UN ÉTABLISSEMENT DISCIPLINAIRE DE L'ÉTAT. pendant 2 ans à moins de 3 ans. (Art. 22.) — Conditionnellement.		pendant 2 ans à moins de 3 ans. (Art. 22.) — Non conditionnellement.		pendant 3 ans à moins de 5 ans. (Art. 22.) — Conditionnellement.		pendant 3 ans à moins de 5 ans. (Art. 22.) — Non conditionnellement.		pendant 5 ans à moins de 10 ans. (Art. 22.) — Conditionnellement.		pendant 5 ans à moins de 10 ans. (Art. 22.) — Non conditionnellement.		jusqu'à une époque dépassant l'âge de la majorité. (Art. 19 et 22.) — Conditionnellement.		jusqu'à une époque dépassant l'âge de la majorité. (Art. 19 et 22.) — Non conditionnellement.		pour être placés dans un asile ou dans un établissement approprié à leur état. (Art. 21, § 2.) — Conditionnellement.		pour être placés dans un asile ou dans un établissement approprié à leur état. (Art. 21, § 2.) — Non conditionnellement.		Total des colonnes. 12 à 39.		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure — Colonnes 6 à 39.	
Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	4	131	32	381	208
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	5	50	17
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	10	51	39
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	65	9	97	34
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	2	53	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	—	41	7
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	10	13	55	72
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	91	54	190	124
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22	8	148	56
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	64	14	157	56
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	15	6	121	24
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	4	82	6
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	58	14	130	33
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	4	49	9
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	3	9	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	24	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	73	38	281	120
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	20	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	1	44	7
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	2	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4	27	31
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	21	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	—	59	26
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	22	12
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	12	7	649	225	2,147	918
																				10	2	16	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	2	20	5
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

CXXV. — Mineurs jugés en 1919. — Résultats des poursuites en rapport avec l'âge. — Art. 13 à 19, 21 § 2, 22 et 23.

N *Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, à raison du jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.*

AGE AU MOMENT OU LES FAITS ONT ÉTÉ COMMIS	Total des mineurs jugés.		Renvoyés des poursuites.		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde. (Art. 13, 15, 17).		Confiés à une personne. (Art. 13, 14, 15, 17.)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée. (Art. 13, 14, 15, 17.)		Mis à la disposition du Gouvernement. SANS INDICATION SPÉCIALE. jusqu'à 21 ans (Art. 13, 14, 15, 17.) Conditionnellement.		Non conditionnellement.		jusqu'à une époque dépassant l'âge de la majorité (*) (Art. 18 et 19.) Conditionnellement.		Non conditionnellement.	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Moins de 10 ans	172	50	19	2	75	4	4	—	58	43	9	—	6	1	—	—	—	—
De 10 à moins de 11 ans	153	21	15	—	62	5	3	—	41	12	20	2	9	2	—	—	—	—
De 11 à moins de 12 ans	205	33	20	3	95	7	3	1	51	22	18	—	16	—	—	—	—	—
De 12 à moins de 13 ans	289	47	30	4	147	10	1	—	58	23	36	7	18	3	—	—	—	—
De 13 à moins de 14 ans	378	90	40	7	187	22	2	2	57	38	52	14	40	7	—	—	—	—
De 14 à moins de 15 ans	496	126	50	7	265	30	2	1	47	70	91	13	37	5	—	—	1	—
De 15 à moins de 16 ans	549	251	66	9	249	57	6	—	38	126	133	29	54	29	—	—	—	—
De 16 à moins de 17 ans	95	152	5	10	13	13	3	—	24	76	21	26	29	25	—	—	—	—
De 17 à moins de 18 ans	58	206	3	16	1	3	2	2	4	126	25	20	20	35	—	—	—	—
Total	2,395	976	248	58	1,094	151	26	6	378	536	405	111	229	107	—	—	(*) 1	—

AGE AU MOMENT OU LES FAITS ONT ÉTÉ COMMIS	à la disposition du Gouvernement. POUR ÊTRE INTERNÉS DANS UN ÉTABLISSEMENT DISCIPLINAIRE DE L'ÉTAT pendant 2 ans à moins de 3 ans. (Art. 22.) Conditionnellement.		Non conditionnellement.		pendant 3 ans à moins de 5 ans. (Art. 22.) Conditionnellement.		Non conditionnellement.		pendant 5 ans à moins de 10 ans. (Art. 22.) Conditionnellement.		Non conditionnellement.		jusqu'à une époque dépassant l'âge de la majorité. (Art. 19 et 22.) Conditionnellement.		Non conditionnellement.		pour être placés dans un asile ou dans un établissement approprié à leur état. (Art. 21, § 2.) Conditionnellement.		Non conditionnellement.		Total des colonnes. 12 à 39.		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure — Colonnes 6 à 39	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
1	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43		
Moins de 10 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	16	1	153	48		
De 10 à moins de 11 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	31	4	138	21		
De 11 à moins de 12 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	36	—	185	30		
De 12 à moins de 13 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	54	10	259	43		
De 13 à moins de 14 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	92	21	338	83		
De 14 à moins de 15 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	132	18	446	119		
De 15 à moins de 16 ans	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	190	59	483	242		
De 16 à moins de 17 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	50	53	90	142		
De 17 à moins de 18 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	4	48	59	55	190		
Total	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	12	7	649	225	2,147	918		

CXXVI. — Mineurs jugés en 1919. — Résultats des poursuites en rapport avec les faits commis.

O *Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, à raison du jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.*

Vagabondage ou mendicité			235	227	7	5	26	13	6	2	120	146	29	17	45	42	—	—	—	—	—	—	2	2	76	61	228	222
Inconduite			337	443	30	23	16	17	15	4	145	203	76	58	45	43	—	—	—	—	—	—	10	5	131	106	307	420
Infraction à la loi scolaire			—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Prostitution, débauche, jeux, trafics ou occupations qui exposent à la prostitution ou au vagabondage, à la mendicité ou à la criminalité			6	59	—	3	1	2	—	—	4	38	1	9	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	1	16	6	56
Faits qualifiés infractions	contre les personnes	contre l'autorité	12	3	1	—	8	1	—	—	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	11	3
		contre les mœurs	30	13	7	—	14	3	—	—	1	5	2	3	6	2	—	—	—	—	—	—	—	—	9	5	23	13
		crimes	6	1	—	—	1	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	5	1	6	1
		délits	82	12	16	4	52	4	—	—	3	1	7	2	4	1	—	—	—	—	1	—	—	—	11	3	66	8
	contre les propriétés	incendies	101	6	33	1	61	4	2	—	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	68	5
		vols	1,471	190	139	21	832	93	3	—	100	46	274	18	122	12	—	—	—	—	—	—	—	—	397	30	1,332	169
		escroqueries	20	4	4	1	5	1	—	—	—	1	7	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	1	16	3
	d'autre nature		95	18	11	—	78	13	—	—	2	3	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	84	18
Total			2,395	976	248	58	1,094	151	26	6	378	535	405	111	229	107	—	—	(*) 1	—	1	—	12	7	649	225	2,147	918

(*) Ce mineur a été mis à la disposition du gouvernement jusque 41 ans.

P

CXXVII. — Mises à la disposition du gouvernement ordonnées par les cours et tribunaux accessoirement à une condamnation à l'emprisonnement en 1919. — Art. 37.

ARRONDISSEMENTS.	NATURE DES INFRACTIONS																TOTAL.	
	CONTRE L'AUTORITÉ.		CONTRE LES MŒURS.		CONTRE LES PERSONNES				CONTRE LES PROPRIÉTÉS						AUTRE NATURE.			
					CRIMES.		DÉLITS.		INCENDIES.		VOLS.		Escroqueries, abus de confiance, faux et autres tromperies ou falsifications.					
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		—
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	4	—
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
Charleroi	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2	—
Bruges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	—	—	—	—	—	11	—
Appel — Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Appel — Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2	—
Appel — Liége	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Appel — TOTAL	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2	—

N. B. — Les mineurs jugés en appel sont déjà comptés dans le tableau dressé par arrondissement.

Q

CXXVIII. — Décisions modificatives prises à l'égard des mineurs en 1919. — Délai depuis la dernière décision. — Nature de la décision nouvelle. — Art. 31, § 1.

ARRONDISSEMENTS.	Décisions maintenant la situation								Décisions ordonnant la mise en liberté pure et simple								Décisions ordonnant la liberté surveillée								Décisions plaçant chez un particulier								Décisions plaçant dans une institution							
	Avant 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans à moins de 3 ans		3 ans et plus		Avant 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans à moins de 3 ans		3 ans et plus		Avant 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans à moins de 3 ans		3 ans et plus		Avant 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans à moins de 3 ans		3 ans et plus		2 ans à moins de 3 ans		3 ans et plus	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Bruxelles .	24	35	6	7	1	5	12	6	3	3	2	—	1	2	3	1	29	43	44	24	32	17	52	5	14	22	14	5	10	11	19	11	18	18	11	12	5	5	4	1
Louvain. .	2	3	3	1	2	—	1	—	—	—	1	—	5	—	2	—	—	2	1	4	2	5	7	6	—	5	1	1	1	7	4	3	1	4	1	—	—	1	—	1
Nivelles . .	2	4	1	2	1	3	—	2	—	—	2	—	—	—	9	1	6	6	2	3	4	—	6	1	1	12	2	3	2	2	2	1	2	9	2	5	—	1	—	—
Anvers . .	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	1	—	1	1	5	2	17	6	6	4	6	1	1	—	1	1	1	1	—	—	1	2	1	1	—	—	—	—
Malines . .	2	—	1	—	—	—	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	3	—	3	1	4	1	2	2	—	—	1	—	1	3	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Turnhout .	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	2	—	1	2	2	2	1	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons . . .	1	13	2	5	2	6	4	2	—	1	—	—	—	1	2	—	1	4	16	6	12	5	23	4	5	7	4	2	5	4	4	6	1	12	—	5	1	2	—	—
Charleroi .	12	48	7	7	5	11	3	4	3	2	9	8	31	13	62	21	40	43	36	16	25	14	19	8	15	16	6	10	9	8	10	8	22	35	10	7	4	3	—	3
Tournai. .	2	4	1	—	1	2	9	2	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	3	5	3	3	19	10	1	5	—	2	2	3	6	4	1	4	1	—	—	—	—	—
Gand . . .	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	4	5	6	8	14	6	32	6	1	3	1	2	2	—	5	2	—	2	—	—	—	—	—	—
Audenarde.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Termonde .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	2	—	—	2	—	3	—	4	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Bruges . .	1	1	—	—	—	—	—	—	1	4	—	3	—	14	2	—	11	9	5	15	10	6	17	5	2	1	—	—	—	4	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Courtrai. .	—	3	—	—	—	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	3	1	5	2	4	1	18	2	2	—	1	1	—	1	4	2	—	—	—	—	—	—	3	—
Furnes . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	1	1	1	12	4	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége . . .	2	9	1	4	3	9	11	12	1	—	3	1	—	1	4	—	4	7	9	3	18	10	44	19	10	8	2	7	6	20	19	25	17	22	6	3	3	2	2	12
Huy . . .	—	—	4	—	2	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	1	2	8	3	—	—	4	—	—	2	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Verviers. .	—	1	1	—	—	1	2	3	—	—	3	—	2	—	5	—	2	2	2	—	—	—	5	4	—	—	—	—	—	2	5	—	—	—	—	1	—	1	—	—
Tongres. .	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt . .	1	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	5	—	1	—	1	1	10	1	4	1	1	1	1	2	—	—	3	1	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—
Arlon. . .	—	—	2	—	1	2	5	6	—	2	—	—	—	—	1	—	7	3	12	2	5	2	12	13	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Marche . .	—	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	1	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	2	3	1	2	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur . .	7	2	1	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	2	2	1	1	1	9	4	2	1	—	2	—	3	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—
Dinant . .	3	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	2	1	—	—	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL . .	61	125	31	26	23	44	61	39	17	9	31	12	51	17	105	29	127	136	178	104	158	94	302	104	55	83	39	40	41	71	90	69	64	115	32	34	14	15	8	20

ARRONDISSEMENTS.	Décisions mettant à la disposition du gouvernement								Décisions internant dans un établissement disciplinaire								Décisions plaçant dans un asile ou établissement approprié								Total des décisions modificatives rendues après un délai de :									
	Avant 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans à moins de 3 ans		3 ans et plus		Avant 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans à moins de 3 ans		3 ans et plus		Avant 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans à moins de 3 ans		3 ans et plus		Avant 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans à moins de 3 ans		3 ans et plus		TOTAL.	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Bruxelles .	22	2	14	—	5	—	3	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	11	1	1	—	—	—	3	113	135	92	49	55	40	93	28	353	252
Louvain. .	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	16	9	6	10	13	11	10	37	45
Nivelles . .	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	32	9	13	8	6	18	5	47	56
Anvers . .	1	1	3	1	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	5	23	9	10	5	8	3	50	22
Malines . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	5	—	6	1	5	5	8	2	24	8
Turnhout .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	2	1	3	3	3	1	9	8
Mons . . .	1	3	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	9	41	22	18	23	18	35	12	89	89
Charleroi .	6	14	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	98	158	69	49	77	50	94	44	338	301
Tournai. .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	16	5	7	6	8	34	16	53	47
Gand . . .	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	12	12	7	10	16	6	38	8	73	36
Audenarde.	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	1	1	—	4	—	8	1
Termonde .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	3	4	—	10	—	19	4
Bruges . .	3	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20	12	11	16	14	6	35	8	80	42
Courtrai. .	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	7	4	6	4	4	4	22	7	39	19
Furnes . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	12	4	7	6	20
Ypres. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—
Liége . . .	5	4	3	1	2	2	4	1	—	—	1	—	1	—	—	—	1	1	—	—	3	—	1	—	40	51	25	19	36	44	85	69	186	183
Huy . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	9	2	3	4	13	4	25	11
Verviers. .	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	4	7	1	2	4	17	7	29	16
Tongres. .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2	1	—	—	3	1
Hasselt . .	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	5	14	1	12	2	3	2	35	10
Arlon. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	9	7	14	2	7	5	20	20	50	34
Marche . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	5	—	1	2	6	4
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	2	4	3	3	2	10	7
Namur . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	7	4	3	1	7	13	4	27	21
Dinant . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	2	—	3	2	2	6	8
TOTAL . .	47	29	28	5	12	2	12	2	—	1	1	—	2	—	—	—	4	13	1	1	5	3	1	3	375	511	341	222	309	246	579	266	1.604	1,245

R

CXXIX. — Jugements modificatifs pris à l'égard des mineurs en 1919. — Délai depuis la dernière décision. — Nature de la décision nouvelle. — Art. 31 § 1.

ARRONDISSEMENTS.	Jugements maintenant la situation								Jugements ordonnant la mise en liberté pure et simple.								Jugements ordonnant la liberté surveillée								Jugements plaçant chez un particulier								Jugements plaçant dans							
	Avant 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans à moins de 3 ans		3 ans et plus		Avant 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans à moins de 3 ans		3 ans et plus		Avant 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans à moins de 3 ans		3 ans et plus		Avant 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans à moins de 3 ans		3 ans et plus		Avant 1 an		1 an à moins de 2 ans			
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.		
Bruxelles. .	1	—	—	—	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—		
Louvain . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Nivelles . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Anvers . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Malines . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Turnhout .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Mons . . .	—	—	3	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1		
Charleroi .	1	5	4	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—		
Tournai . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Gand . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Audenarde.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Termonde .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Bruges. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Courtrai . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Furnes. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Ypres . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Liége . . .	—	—	1	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Huy . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Verviers . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Tongres . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Hasselt . .	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—		
Arlon . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Marche . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Namur . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Dinant . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
TOTAL . .	3	5	9	1	7	—	4	2	—	—	—	1	—	1	—	2	—	1	—	3	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	2	—	3	1	—	—	—		

ARRONDISSEMENTS.	ments une institution				Jugements mettant à la disposition du gouvernement								Jugements internant dans un établissement disciplinaire								Jugements plaçant dans un asile ou établissement approprié								Total des jugements modificatifs rendus après un délai de :									
	2 ans à moins de 3 ans		3 ans et plus		Avant 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans à moins de 3 ans		3 ans et plus		Avant 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans à moins de 3 ans		3 ans et plus		Avant 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans à moins de 3 ans		3 ans et plus		Avant 1 an		1 an à moins de 2 ans		2 ans à moins de 3 ans		3 ans et plus		TOTAL.	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Bruxelles. .	—	2	3	—	4	5	2	2	5	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	8	5	3	2	8	3	5	—	24	10
Louvain . .	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	1	1
Nivelles . .	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Anvers . .	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	—
Malines . .	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	3	—
Turnhout .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons . . .	—	1	—	—	—	1	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	3	1	5	1	4	2	3	1	15	5
Charleroi .	1	—	—	—	10	5	6	1	3	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	10	12	2	7	2	1	—	32	14
Tournai . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—
Gand . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Audenarde.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	1
Termonde .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges. . .	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2	—
Courtrai . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Furnes. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége . . .	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	1	—	—	—	2	3	4	5
Huy . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	2	—
Tongres . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt . .	1	1	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	4	—	2	1	—	—	8	2
Arlon . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
Neufchâteau	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	2	—
Namur . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2
Dinant . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL . .	2	5	3	1	16	17	14	3	13	4	6	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	27	22	28	5	26	9	16	6	97	42

S CXXX. — Jugements modificatifs de revisions triennales rendus à l'égard des mineurs en 1919. — Délai depuis la dernière décision. — Nature de la décision nouvelle. — Art. 31, § 2.

ARRONDISSEMENTS.	Jugements maintenant la situation								Jugements ordonnant la mise en liberté pure et simple.								Jugements ordonnant la liberté surveillée.								Jugements plaçant chez un particulier.								Jugements plaçant dans							
	Avant 3 ans		3 ans à moins de 4 ans		4 ans à moins de 5 ans		5 ans et plus		Avant 3 ans		3 ans à moins de 4 ans		4 ans à moins de 5 ans		5 ans et plus		Avant 3 ans		3 ans à moins de 4 ans		4 ans à moins de 5 ans		5 ans et plus		Avant 3 ans		3 ans à moins de 4 ans		4 ans à moins de 5 ans		5 ans et plus		Avant 3 ans		3 ans à moins de 4 ans		4 ans à moins de 5 ans		5 ans et plus	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Bruxelles. .	4	1	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Louvain . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles . .	7	5	—	1	6	3	5	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers . .	2	1	2	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	4	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Malines . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout .	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons . . .	—	3	1	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Charleroi .	199	101	99	63	18	13	15	20	10	4	6	2	—	—	—	—	16	11	7	1	1	1	1	—	3	1	2	1	—	1	—	2	3	4	1	1						
Tournai . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Audenarde.	1	—	—	—	1	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Termonde .	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges. . .	21	3	4	2	28	—	20	8	4	2	—	—	15	—	45	5	—	1	—	—	—	—	7	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Furnes. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége . . .	8	6	53	20	9	2	1	—	4	—	19	8	1	—	—	—	1	2	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Huy . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers . .	2	2	—	1	5	—	—	—	1	1	2	1	18	—	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tongres . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt . .	1	1	13	2	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dinant . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL . .	245	123	172	95	70	19	46	31	22	7	29	11	34	—	48	7	20	15	8	5	2	1	10	6	3	1	3	1	2	3	5	2	6	4	1	1						

ments une institution				Jugements mettant à la disposition du gouvernement								Jugements internant dans un établissement disciplinaire								Jugements plaçant dans un asile ou établissement approprié								Total des jugements modificatifs de révisions triennales rendus après un délai de :															
4 ans à moins de 5 ans		5 ans et plus		Avant 3 ans		3 ans à moins de 4 ans		4 ans à moins de 5 ans		5 ans et plus		Avant 3 ans		3 ans à moins de 4 ans		4 ans à moins de 5 ans		5 ans et plus		Avant 3 ans		3 ans à moins de 4 ans		4 ans à moins de 5 ans		5 ans et plus		Avant 3 ans		3 ans à moins de 4 ans		4 ans à moins de 5 ans		5 ans et plus		TOTAL.							
Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.		
—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	1	—	1	3	—	1	—	11	2
—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	—	4	—
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	5	—	1	7	3	6	2	21	11
—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	2	3	6	1	1	—	2	9	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—
—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	1	5	—	—	—	1	2	9
—	—	1	—	28	22	2	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	259	143	117	69	20	15	17	24	413	251
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	2	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	1	—	—	1	—	3	1
—	—	—	—	2	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	3	—	9	—	13	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—
—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	6	4	2	44	—	73	17	147	25
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	2	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	9	74	28	10	4	2	1	99	42
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	2	2	23	—	3	2	31	7
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	15	2	—	2	—	—	19	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	2	1	1	36	23	4	4	3	—	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	332	173	217	117	111	25	115	49	775	364

T

CXXXI. — Libertés surveillées qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1919. — Age au début. — Durée. — Résultats.

AGE AU DÉBUT DE LA LIBERTÉ SURVEILLÉE.	Après moins d'un an.														Après un an à moins de deux ans.														Après deux ans						TOTAL des mineurs qui ont changé de régime dans le cours de l'année.	
	Mis en liberté pure et simple.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.			
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Moins de 10 ans.	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	4	—	1	—	—	—	—	—	—	—	5	—	3	1	—	—	3	1	13	5	33	12
De 10 à moins de 11 ans.	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	1	—	5	1	15	2	27	8
» 11 » 12 »	—	—	2	—	6	—	2	—	—	—	—	—	10	—	1	—	—	—	5	1	5	—	—	—	—	—	—	—	11	—	4	4	—	1	1	—	15	2	27	8
» 12 » 13 »	—	—	1	—	4	1	—	—	—	—	—	—	6	—	2	—	1	—	5	1	4	—	—	—	—	—	—	—	11	—	6	2	1	—	1	—	19	4	1	2	52	13
» 13 » 14 »	—	—	1	—	4	1	2	—	—	—	—	—	7	—	1	—	—	—	4	1	3	—	—	—	—	—	—	—	7	2	12	—	1	3	24	3	—	—	1	2	1	1	26	5	68	14
» 14 » 15 »	—	—	—	—	3	2	9	—	—	—	—	—	12	2	1	—	—	—	8	2	10	1	—	—	—	—	—	—	19	3	7	6	—	2	3	—	30	1	—	—	1	2	1	1	32	3	93	24
» 15 » 16 »	—	—	—	—	5	7	7	1	—	—	—	—	12	8	4	1	—	—	1	4	7	1	—	—	—	—	—	—	12	6	11	1	1	—	3	—	15	—	—	—	1	2	1	—	17	1	80	28
» 16 » 17 »	1	—	1	1	3	10	4	4	—	—	—	—	9	15	3	3	—	1	1	4	4	1	—	—	—	—	—	—	8	9	2	3	—	1	—	—	4	—	—	—	1	2	1	1	4	1	53	34
» 17 » 18 »	1	2	4	1	2	6	3	5	—	—	1	1	11	15	3	3	—	1	1	4	4	1	—	—	—	—	—	—	5	8	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	17
» 18 » 19 »	—	1	—	1	2	5	1	2	—	—	—	—	3	9	1	1	—	—	1	7	4	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	10
» 19 » 20 »	—	2	2	—	—	6	1	2	—	—	—	—	3	10	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2
» 20 » 21 »	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 21 ans et plus.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL. . . .	2	5	11	3	32	37	31	15	—	—	1	1	77	61	22	9	—	1	31	26	42	5	—	—	—	—	—	—	95	41	54	17	3	1	14	11	130	14	—	1	3	10	10	5	—	—	—	1	143	31	504	203

U

CXXXII. — Placements de mineurs confiés à une personne, qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1919. — Age au début. — Durée. — Résultats.

AGE AU DÉBUT DU PLACEMENT.	Après moins d'un an.														Après un an à moins de deux ans.														Après deux ans						TOTAL des mineurs qui ont changé de régime dans le cours de l'année.	
	Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une société ou une institution.			
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Moins de 10 ans.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 10 à moins de 11 ans.	—	—	—	—	3	—	1	—	—	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 11 » 12 »	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 12 » 13 »	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 13 » 14 »	1	—	3	—	3	—	1	—	—	—	—	—	7	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 14 » 15 »	—	—	2	2	1	2	—	—	—	—	1	—	4	2	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 15 » 16 »	—	—	2	2	2	2	—	—	—	—	—	—	4	3	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	3	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 16 » 17 »	—	—	3	3	1	6	1	—	—	—	—	—	4	9	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 17 » 18 »	—	—	3	3	3	12	2	2	—	—	—	—	8	17	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 18 » 19 »	—	1	3	4	4	10	4	—	—	—	—	—	10	21	—	—	—	—	—	3	—	1	—	—	—	—	—	—	1	4	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 19 » 20 »	—	—	2	1	1	16	—	4	—	—	—	—	3	21	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 20 » 21 »	—	—	1	2	—	2	—	4	—	—	—	—	1	8	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 21 ans et plus.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL. . . .	1	1	22	14	15	58	8	10	—	—	1	—	47	83	1	—	2	4	5	8	1	1	—	—	—	—	—	—	9	13	1	—	13	3	1	5	89	110

V

CXXXIII. — Placement de mineurs confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée, qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1919. — Age au début. — Durée — Résultats.

AGE AU DÉBUT DU PLACEMENT.	Après moins d'un an.														Après un an à moins de deux ans.														Après deux ans à moins de trois ans.													
	Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Moins de 10 ans. .	—	—	3	1	1	1	—	—	—	—	3	—	7	2	—	2	7	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	5	—	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	8
De 10 à moins de 11 ans.	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	1	3	1	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	—	—	7	1	—	—	—	—	—	—	—	—	5	8
» 11 » 12 »	—	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	1	3	3	—	—	5	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	4	—	—	10	1	4	—	—	—	—	—	—	—	14	1
» 12 » 13 »	—	—	9	—	1	—	—	—	—	—	1	2	12	1	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	1	—	—	12	6	1	6	—	—	—	—	—	—	15	13
» 13 » 14 »	—	—	7	1	1	—	1	1	—	—	2	3	11	5	—	—	6	4	2	2	1	1	—	—	—	—	—	—	10	6	—	—	9	3	4	5	—	—	—	—	—	—	16	9
» 14 » 15 »	1	—	8	13	2	5	6	2	5	5	—	2	16	25	—	—	2	7	2	7	1	4	—	—	—	1	—	—	4	19	—	—	5	11	1	10	—	—	—	—	—	—	6	18
» 15 » 16 »	1	—	6	12	4	6	—	—	2	5	—	—	11	20	—	—	5	10	3	9	—	2	—	—	—	—	—	—	8	28	—	—	4	14	2	15	—	—	—	—	—	—	8	12
» 16 » 17 »	1	—	6	32	2	19	1	4	—	2	—	—	10	55	1	—	1	16	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	2	24	—	—	1	13	—	11	—	—	—	—	—	—	3	5
» 17 » 18 »	1	—	2	11	2	12	1	4	—	—	1	5	28	—	—	—	2	11	—	9	—	—	—	—	—	—	—	—	2	22	—	—	—	4	—	5	—	—	—	—	—	—	—	1
» 18 » 19 »	—	—	1	8	2	8	—	2	—	—	1	3	19	—	—	—	6	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	8	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
» 19 » 20 »	—	2	—	2	2	6	—	—	—	—	1	2	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 20 » 21 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 21 ans et plus.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL. . . .	4	3	49	85	20	58	17	23	—	—	5	11	95	180	1	2	45	77	14	38	8	7	—	—	—	1	68	125	—	2	64	61	17	57	7	8	—	—	2	2	90	130

AGE AU DÉBUT DU PLACEMENT.	Après trois ans à moins de quatre ans.												Après quatre ans et plus.												TOTAL des mineurs qui ont changé de régime dans le cours de l'année.		
	Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.				
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Moins de 10 ans. .	—	—	16	7	1	—	—	1	—	—	—	—	18	8	1	—	19	6	8	—	—	1	—	—	—	—	28	7	68	22
De 10 à moins de 11 ans.	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	5	7	—	—	15	1	3	—	—	—	—	—	—	—	18	1	38	14
» 11 » 12 »	1	1	9	2	4	1	—	—	—	—	—	—	15	3	—	—	14	6	7	—	2	—	—	—	—	—	23	6	66	17
» 12 » 13 »	1	1	12	4	7	1	—	—	—	—	—	—	20	6	—	—	12	4	7	7	—	—	—	—	—	—	19	11	77	32
» 13 » 14 »	3	—	4	4	3	5	—	—	—	—	—	—	15	9	—	—	9	5	7	2	—	—	—	—	—	—	16	7	60	36
» 14 » 15 »	2	1	9	8	2	12	1	2	—	—	—	—	15	15	—	—	12	7	2	4	2	—	—	—	—	—	8	12	53	67
» 15 » 16 »	—	3	9	6	—	9	1	1	—	—	—	—	6	24	—	—	4	13	2	4	—	—	—	—	—	—	6	18	42	102
» 16 » 17 »	—	1	1	11	2	11	—	1	—	—	—	—	6	30	1	—	3	4	2	2	—	—	—	—	—	—	3	5	31	106
» 17 » 18 »	—	—	3	4	1	4	1	—	—	—	—	—	2	24	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	19	113
» 18 » 19 »	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	59
» 19 » 20 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	28
» 20 » 21 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	10
De 21 ans et plus.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL. . . .	7	8	—	—	2	2	90	130	1	—	67	52	20	44	4	5	—	—	2	2	94	103	2	2	77	46	38	19	468	606

W

CXXXIV. — Internements dans une école de bienfaisance de l'Etat qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1919. — Age au début. — Durée — Résultats.

AGE AU DÉBUT DE L'INTERNEMENT.	Après moins d'un an.														Après un an à moins de deux ans.														Après deux ans à moins de trois ans.													
	Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Moins de 10 ans. .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 10 à moins de 11 ans.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	3	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
» 11 » 12 »	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
» 12 » 13 »	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	8	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	1	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—
» 13 » 14 »	—	—	3	—	2	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	16	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18	—	—	—	15	2	1	—	—	—	—	—	—	—	18	4
» 14 » 15 »	1	—	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	4	1	1	—	19	1	5	—	1	1	—	—	—	—	—	—	26	2	5	—	25	6	6	3	—	—	—	—	—	—	38	8
» 15 » 16 »	1	—	6	1	2	—	—	6	—	—	—	—	9	1	3	—	30	2	6	—	1	2	—	—	—	—	—	—	39	4	1	—	22	5	5	2	—	—	—	—	—	—	29	10
» 16 » 17 »	—	—	10	2	2	—	—	—	—	—	—	—	12	8	2	—	14	1	5	1	1	—	—	—	—	—	—	—	22	2	2	—	16	9	2	5	—	—	—	—	—	—	20	18
» 17 » 18 »	—	—	7	1	3	—	1	3	—	—	—	—	11	4	2	—	8	9	4	2	—	—	2	—	—	—	—	—	14	11	1	—	10	11	2	6	—	—	—	—	—	—	13	18
» 18 » 19 »	—	—	3	3	2	—	1	1	—	—	—	—	6	4	—	2	1	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	6	—	2	1	4	—	2	—	—	—	—	—	—	1	8
» 19 » 20 »	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	1	2	—	1	4	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	4	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 20 » 21 »	—	—	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 21 ans et plus.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL. . . .	2	—	38	7	14	1	2	11	—	—	—	—	56	19	10	—	110	24	29	3	2	6	—	—	1	—	152	33	9	2	97	37	20	18	3	9	—	—	2	1	131	67

AGE AU DÉBUT DE L'INTERNEMENT.	Après trois ans à moins de quatre ans.												Après quatre ans et plus.												TOTAL des mineurs qui ont changé de régime dans le cours de l'année.		
	Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans un établissement disciplinaire.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.				
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Moins de 10 ans. .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	15	2	10	1	1	—	—	—	—	—	28	3	28	4
De 10 à moins de 11 ans.	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	19	2	8	1	—	—	—	—	—	—	28	3	34	4
» 11 » 12 »	—	—	8	—	1	—	—	—	—	—	—	—	9	—	2	—	25	1	10	1	—	—	—	—	—	—	37	2	51	3
» 12 » 13 »	—	—	7	1	2	—	—	1	—	—	—	—	9	1	2	—	28	7	10	2	—	—	—	—	—	—	40	9	72	11
» 13 » 14 »	1	—	11	1	2	—	—	—	—	—	—	—	14	2	1	—	19	4	2	—	—	—	—	—	—	—	22	4	77	10
» 14 » 15 »	1	1	8	1	—	—	3	—	—	—	—	—	11	5	2	1	18	3	—	3	—	2	—	—	—	—	20	9	99	25
» 15 » 16 »	2	—	17	11	1	—	—	—	—	—	—	—	19	11	—	—	5	1	3	1	—	—	—	—	—	—	8	2	104	28
» 16 » 17 »	—	4	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	10	1	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	3	1	63	39
» 17 » 18 »	—	1	3	3	—	6	—	—	—	—	—	—	3	10	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	41	45
» 18 » 19 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18	18
» 19 » 20 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	6
» 20 » 21 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—
De 21 ans et plus.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL. . . .	7	2	59	25	6	7	—	5	—	—	—	—	72	39	11	2	131	20	43	11	1	2	—	—	—	—	186	35	597	193

X

CXXXV. — Internements dans un établissement disciplinaire qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1919. — Age au début. — Durée. — Résultats.

AGE AU DÉBUT DE L'INTERNEMENT.	Après moins d'un an.												Après un an à moins de deux ans.												Après deux ans					
	Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Moins de 10 ans. .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 10 à moins de 11 ans.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 11 » 12 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 12 » 13 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 13 » 14 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 14 » 15 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 15 » 16 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 16 » 17 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
» 17 » 18 »	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	1	—	2	—	—
» 18 » 19 »	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 19 » 20 »	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 20 » 21 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 21 ans et plus.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL. . . .	1	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	1	—	4	—

décision du juge des enfants en 1919. — Age au début. — Durée. — Résultats.

à moins de trois ans.							Après trois ans à moins de quatre ans.								Après quatre ans et plus.								TOTAL des mineurs qui ont changé de régime dans le cours de l'année.	
Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.	Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.	Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.	TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un asile ou établissement approprié à leur état.		TOTAL.			
Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	8	—
—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—
—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	5	—	—	3	—	1	—	—	—	4	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	19	—

décision du juge des enfants en 1919. — Age au début. — Durée. — Résultats.

CXXXVI. — Internements dans un asile ou établissement spécial qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1919. — Age au début. — Durée. — Résultats.

AGE AU DÉBUT DE L'INTERNEMENT.	Après moins d'un an.												Après un an à moins de deux ans.												Après deux ans					
	Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Moins de 10 ans. .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 10 à moins de 11 ans.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 11 » 12 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 12 » 13 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 13 » 14 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
» 14 » 15 »	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 15 » 16 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 16 » 17 »	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 17 » 18 »	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 18 » 19 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 19 » 20 »	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 20 » 21 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 21 ans et plus.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL. . . .	—	—	1	1	—	—	—	2	1	—	—	—	2	3	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—

à moins de trois ans.							Après trois ans à moins de quatre ans.								Après quatre ans et plus.								TOTAL des mineurs qui ont changé de régime dans le cours de l'année.	
Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		TOTAL.	Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.	Internés dans un établissement disciplinaire.	TOTAL.		Mis en liberté pure et simple.		Mis en liberté surveillée.		Confiés à une personne.		Confiés à une société ou une institution.		Internés dans une école de bienfaisance de l'État.		Internés dans un établissement disciplinaire.		TOTAL.			
Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	8	5

N. B. — *Les aliénés ne sont pas comptés dans ce tableau.*

Z

CXXXVII. — Mineurs en liberté surveillée. — Mouvement de la population pendant l'année 1919.

AGE AU DÉBUT DE LA LIBERTÉ SURVEILLÉE.	Mineurs en liberté surveillée au 1er janvier 1919.		Mis en liberté surveillée pendant l'année.		Total des mineurs en liberté surveillée.		Mineurs qui, par décision du Juge des enfants ou rendus à la liberté ont été soumis à une autre mesure pure et simple.														Mineurs								Total des mineurs soustraits à la liberté surveillée pendant l'année.		Mineurs restant au 31 décembre 1919	
							Moins de 1 an.		1 an à moins de 2 ans.		2 ans à m. de 4 ans		3 ans à m. de 4 ans.		4 ans à m. de 5 ans.		5 ans à m. de 6 ans.		6 a. à m. de 7 ans.		7 ans à m. de 8 ans.		8 ans à m. de 9 ans.		9 ans à m. de 10 ans.		10 ans et plus.		Entrés à l'armée.		Décédés.		Internés dans un asile d'aliénés.		Rapatriés.		Ayant atteint l'expiration de terme.					
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Moins de 7 ans.	48	33	2	3	50	36	—	—	1	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	47	35
De 7 à moins de 8 ans . .	87	15	6	—	93	15	—	—	—	—	2	—	1	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	87	15
De 8 » » » 9 » . .	191	49	21	2	212	51	—	—	1	—	1	—	2	1	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	2	205	49
De 9 » » » 10 » . .	345	59	26	7	371	66	3	—	4	—	1	—	1	—	3	1	1	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	18	2	353	64
De 10 » » » 11 » . .	567	97	56	8	623	105	1	—	3	—	3	1	1	1	5	1	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17	3	606	102
De 11 » » » 12 » . .	783	122	111	9	894	131	9	—	2	—	6	2	7	1	5	1	3	1	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	5	853	126
De 12 » » » 13 » . .	979	186	165	18	1,144	204	4	—	7	—	7	1	6	1	6	1	5	2	4	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	41	8	1,103	196
De 13 » » » 14 » . .	1,256	264	222	23	1,478	287	9	—	4	—	6	5	4	7	3	1	7	3	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	2	1	42	18	1,436	269
De 14 » » » 15 » . .	1,655	328	318	51	1,973	379	10	3	12	4	2	—	10	3	14	—	2	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	61	15	119	25	1,854	354
De 15 » » » 16 » . .	1,874	402	412	69	2,286	471	11	2	7	1	13	3	10	3	9	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	148	32	202	43	2,084	428
De 16 » » » 17 » . .	947	263	317	95	1,264	358	9	9	6	5	10	2	7	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	53	14	87	31	1,177	327
De 17 » » » 18 » . .	319	187	235	104	554	291	4	8	5	—	1	2	—	—	2	=	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	39	29	51	40	503	251
De 18 » » » 19 » . .	149	123	174	106	323	229	5	6	3	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	28	31	39	40	284	189
De 19 » » » 20 » . .	18	48	114	101	132	149	3	7	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	9	12	14	2	118	128
De 20 » » » 21 » . .	16	11	38	53	54	64	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	16	15	19	39	45
TOTAL	9,234	2,187	2,217	649	11,451	2,836	71	38	55	15	53	16	52	19	51	7	24	8	33	1	1	—	—	—	—	—	—	—	3	—	6	3	—	—	—	—	353	151	702	258	10,749	2,578

AA

CXXXVIII. — Mineurs en placement. — Mouvement de la population pendant l'année 1919.

(non compris les mineurs placés dans les établissements de l'État).

MODE de placement.	AGE au début du placement.	MINEURS: Placés au 1er janvier 1919. Garçons.	Filles.	Placés pendant l'année. Garçons.	Filles.	Réintégrés après évasion dans le courant d'une année antérieure. Garçons.	Filles.	Total des mineurs placés. Garçons.	Filles.	Sortis de placement à la suite d'une décision du Juge des enfants, le placement ayant eu une durée de: Moins de 1 an. Garçons.	Filles.	1 an à moins de 2 ans. Garçons.	Filles.	2 ans à moins de 3 ans. Garçons.	Filles.	3 ans à moins de 4 ans. Garçons.	Filles.	4 ans à moins de 5 ans. Garçons.	Filles.	5 ans à moins de 6 ans. Garçons.	Filles.	6 ans à moins de 7 ans. Garçons.	Filles.	7 ans à moins de 8 ans. Garçons.	Filles.	8 ans à moins de 9 ans. Garçons.	Filles.	9 ans à moins de 10 ans. Garçons.	Filles.	10 ans et plus. Garçons.	Filles.	Entrés à l'armée. Garçons.	Filles.	Décédés. Garçons.	Filles.	Internés dans un asile d'aliénés. Garçons.	Filles.	Rapatriés. Garçons.	Filles.	Évadés non réintégrés après évasion. Garçons.	Filles.	Sortis par expiration de terme. Garçons.	Filles.	Total des mineurs sortis pendant l'année. Garçons.	Filles.	Mineurs restant au 31 décembre 1919. Garçons.	Filles.
Mineurs confiés à une personne.	Moins de 7 ans	5	6	—	—	—	—	5	6	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	6
	de 7 à moins de 8 ans	2	2	1	—	—	—	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2
	» 8 » 9 »	4	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
	» 9 » 10 »	7	—	—	—	—	—	7	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	3	—
	» 10 » 11 »	10	6	1	—	—	—	11	6	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	6
	» 11 » 12 »	11	4	6	2	—	—	17	6	4	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	6
	» 12 » 13 »	19	2	5	1	—	—	24	3	—	1	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	5	2	19	1
	» 13 » 14 »	23	7	8	2	—	—	31	9	4	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	6	2	25	7
	» 14 » 15 »	43	13	21	4	—	—	64	17	4	2	1	—	4	4	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	14	10	50	7
	» 15 » 16 »	49	22	37	12	—	—	86	34	6	4	—	—	5	3	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	63	19
	» 16 » 17 »	47	27	40	10	—	—	87	37	4	5	—	1	2	1	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	8	6	23	15
	» 17 » 18 »	41	46	40	40	—	—	81	86	5	8	3	3	1	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	17	14
	» 18 » 19 »	16	51	44	48	—	—	60	99	8	16	1	4	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	9	7	23	23
	» 19 » 20 »	3	26	27	46	—	—	30	73	2	10	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	10	10	24	33
	» 20 » 21 »	5	50	9	31	—	—	14	81	5	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	4	8	16	39	66
	TOTAL . . .	285	262	239	196	—	—	524	458	44	55	9	10	17	12	10	4	2	2	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	14	6	42	46	141	138	383	320
Mineurs confiés à une société ou à une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée.	Moins de 7 ans	71	57	11	16	—	—	82	73	—	1	2	2	1	2	5	—	1	—	3	2	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	15	7	67	66
	de 7 à moins de 8 ans	39	28	10	3	—	—	49	31	—	—	—	1	3	—	5	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	15	4	34	27
	» 8 » 9 »	91	26	11	9	—	—	102	35	1	1	4	—	1	—	4	—	2	1	4	2	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	20	4	82	31
	» 9 » 10 »	125	45	36	12	—	—	161	57	3	1	—	1	1	—	8	2	6	—	7	1	2	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	42	5	119	52
	» 10 » 11 »	143	72	40	11	—	—	183	83	4	—	2	1	5	4	9	4	4	2	8	2	7	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	2	—	—	41	17	142	66
	» 11 » 12 »	184	96	59	17	1	—	244	113	11	—	8	2	13	3	17	5	10	1	16	5	4	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—	—	—	95	16	149	97
	» 12 » 13 »	193	102	78	18	1	—	272	120	9	1	10	5	19	7	26	11	7	4	8	4	9	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	—	—	91	35	181	85
	» 13 » 14 »	147	142	96	23	2	—	245	165	19	3	6	5	12	9	7	7	9	5	8	8	6	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	2	—	1	78	44	167	121
	» 14 » 15 »	119	157	70	68	2	1	191	226	22	1	2	6	12	15	13	16	7	5	10	7	3	3	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	4	5	3	83	62	108	164
	» 15 » 16 »	72	269	66	93	—	1	138	383	30	18	5	18	5	31	11	24	7	9	1	13	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4	4	11	65	131	73	232
	» 16 » 17 »	50	197	72	169	1	—	123	357	41	17	3	17	1	33	7	24	1	10	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	5	13	64	117	59	240
	» 17 » 18 »	36	192	49	129	—	1	85	322	33	23	4	22	—	28	4	19	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	6	23	16	67	114	18	208
	» 18 » 19 »	8	62	21	43	—	—	29	105	17	9	1	7	—	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	5	4	23	32	6	73
	» 19 » 20 »	6	16	5	38	—	—	11	54	6	5	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	4	7	17	4	37
	» 20 » 21 »	2	13	1	16	—	—	3	29	1	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	9	2	20
	TOTAL . . .	1,286	1,474	625	656	7	3	1,918	2,133	97	87	47	92	79	143	116	115	55	37	65	45	32	7	1	—	2	—	1	—	6	—	2	—	1	10	—	—	—	1	60	24	43	53	707	614	1,211	1,519
Mineurs placés dans un asile ou dans un établissement approprié à leur état.	Moins de 7 ans	5	1	—	—	—	—	5	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	3	1
	de 7 à moins de 8 ans	—	2	1	1	—	—	1	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	3
	» 8 » 9 »	5	5	2	1	—	—	7	6	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	2	6
	» 9 » 10 »	1	2	4	2	—	—	5	4	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	3
	» 10 » 11 »	2	6	8	2	—	—	10	8	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	6	7
	» 11 » 12 »	5	5	6	1	—	—	11	6	4	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	—	2	6
	» 12 » 13 »	3	6	5	1	—	—	8	7	3	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	4	6
	» 13 » 14 »	1	10	5	2	—	—	6	12	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	12
	» 14 » 15 »	5	14	2	5	—	—	7	19	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	6	18
	» 15 » 16 »	8	8	2	5	—	—	10	13	—	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2
	» 16 » 17 »	2	7	1	5	—	—	3	12	—	2	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	2	7	8	6
	» 17 » 18 »	1	19	1	12	—	—	2	31	—	4	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24
	» 18 » 19 »	2	8	2	2	—	—	4	10	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 19 » 20 »	—	1	1	4	—	—	1	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	5
	» 20 » 21 »	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAL . . .	40	94	40	44	—	—	80	138	18	12	6	4	3	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4	4	36	23	44	115
	TOTAL GÉNÉRAL .	1,611	1,830	904	896	7	3	2,522	2,729	259	154	62	106	99	155	126	121	57	39	67	45	33	7	2	—	3	—	1	—	6	—	2	—	1	13	—	—	—	1	77	31	89	103	884	775	1,638	1,954

N. B. — On entend par mineurs placés, ceux qui sont confiés à une personne, à une société ou à une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée.

BB

CXXXIX. — Etablissements d'observation de l'Etat. — Mouvement de la population pendant l'année 1919.

SEXE.	Présents au 1er janvier 1919.	Entrés pendant l'année.	Réintégrés après évasion.	TOTAL des mineurs observés.	Sortis à la suite d'une décision du Juge des Enfants ou du Ministre de la Justice.	Evadés.	Décédés.	Aliénés.	Rapatriés.	TOTAL des sorties.	Restant au 31 décembre 1919, l'internement ayant subi une durée de : Moins de 15 jours.	15 jours à moins de 1 mois.	1 mois à moins de 2 mois.	2 mois à moins de 3 mois.	3 mois à moins de 6 mois.	6 mois à moins de 1 an.	1 an à moins de 2 ans.	2 ans à moins de 3 ans.	TOTAL.
Garçons	113	115	0	237	127	2	—	—	—	129	10	19	28	12	14	6	9	10	108
Filles	8	143	—	151	108	—	—	2	—	110	2	4	9	15	11	—	—	—	41
TOTAL	121	258	9	388	235	2	—	2	—	239	12	23	37	27	25	6	9	10	149

Résultats.

	Mineurs sortis pendant l'année. — L'observation ayant eu une durée de : Moins de 15 jours.	15 jours à moins de 1 mois.	1 mois à moins de 2 mois.	2 mois à moins de 3 mois.	3 mois à moins de 6 mois.	6 mois à moins de 1 an.	1 an à moins de 2 ans.	2 ans à moins de 3 ans.	3 ans à moins de 4 ans.	TOTAL.
Rendus à leurs parents. { Garçons	1	—	4	8	3	7	17	11	3	54
{ Filles	1	—	2	—	1	—	—	—	—	4
Confiés à un particulier. { Garçons	2	1	3	18	1	1	6	8	—	40
{ Filles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Confiés à des sociétés ou des institutions de charité ou d'enseignement, publiques ou privées { Garçons	—	—	—	1	1	—	1	1	—	4
{ Filles	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Internés dans une école de bienfaisance de l'État. { Garçons	—	—	—	2	2	2	10	8	—	24
{ Filles	—	—	14	38	31	5	—	—	—	88
Internés dans un établissement disciplinaire de l'État. { Garçons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
{ Filles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Internés dans un établissement approprié à leur état { Garçons	—	—	—	4	1	—	—	—	—	5
{ Filles	1	3	2	7	2	—	—	—	—	15
TOTAL. { Garçons	3	1	7	33	8	10	34	28	3	127
{ Filles	2	3	18	46	34	5	—	—	—	108

CC

CXL. — Établissement spécial de l'État pour anormaux. — Mouvement de la population pendant l'année 1919.

Présents au 1er janvier 1919	Entrés pendant l'année.	Réintégrés après évasion.	Total des mineurs traités.	Sortis à la suite d'une décision du juge des enfants ou du Ministre de la Justice.	Évadés.	Décédés.	Aliénés.	Rapatriés.	Total des sorties.	Restant au 31 décembre, le placement ayant une durée de moins de 1 an.
				A. — Pavillon Central.						
24	10	—	34	23	—	—	—	—	23	11
				B. — Colonie.						
9	11	—	20	7	—	—	—	—	7	13

DD

CXLI. — Mouvement de la population dans les

Ecoles de bienfaisance de l'Etat pendant l'année 1919.

Établissements.	AGE au début de l'internement.	INTERNÉS							SOR			
		Internés au 1er janvier 1919.	Pendant l'année.					TOTAL des mineurs internés	Sortis par libération anticipée ou placement.	Évadés.	Décédés.	Aliénés.
			1er Internement.	Réintégrés après évasion.	Réintégrés pour autres motifs.	Transférés d'un autre établissement de l'État.	TOTAL (1)					
Ruysselede (Garçons).	Moins de 7 ans . . .	—	2	—	—	4	6	6	3	1	—	—
	de 7 à moins de 8 ans	3	—	—	—	4	4	7	—	—	—	—
	» 8 » 9 »	2	1	2	—	6	9	11	2	1	—	—
	» 9 » 10 »	25	2	—	2	18	22	47	21	—	—	—
	» 10 » 11 »	47	7	1	—	11	19	66	35	—	—	—
	» 11 » 12 »	55	10	—	—	19	29	84	36	2	—	—
	» 12 » 13 »	81	18	—	2	14	34	115	54	1	—	—
	» 13 » 14 »	27	—	—	—	5	5	32	21	—	—	—
	» 14 » 15 »	31	—	—	—	1	1	32	22	1	1	—
	» 15 » 16 »	45	—	—	—	—	—	45	28	—	—	—
	» 16 » 17 »	4	—	—	—	—	—	4	4	—	—	—
	» 17 » 18 »	4	1	—	—	1	2	6	4	—	—	—
	» 18 » 19 »	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
	» 19 » 20 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 20 » 21 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 21 ans et plus . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAL . . .	325	41	3	4	83	131	456	231	6	1	—
Moll (Garçons)	Moins de 7 ans . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	de 7 à moins de 8 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 8 » 9 »	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—
	» 9 » 10 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 10 » 11 »	4	—	—	—	—	—	4	1	—	—	—
	» 11 » 12 »	11	—	—	—	—	—	11	1	—	—	—
	» 12 » 13 »	27	1	—	—	—	1	28	9	—	—	—
	» 13 » 14 »	62	25	—	—	1	26	88	38	—	—	—
	» 14 » 15 »	104	33	1	1	8	43	147	61	1	1	—
	» 15 » 16 »	130	52	1	—	11	64	194	88	4	1	—
	» 16 » 17 »	21	—	—	—	—	—	21	12	—	—	—
	» 17 » 18 »	5	1	1	—	2	4	9	3	—	—	—
	» 18 » 19 »	6	—	—	—	—	—	6	4	—	—	—
	» 19 » 20 »	2	—	—	—	—	—	2	1	—	1	—
	» 20 » 21 »	3	—	—	—	—	—	3	1	—	—	—
	» 21 ans et plus . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAL . . .	377	112	3	1	22	138	515	219	5	3	—

(1) Tout élève est compté dans l'établissement où il est en dernier lieu ou d'où il est sorti, sans qu'il soit tenu compte d'un transfèrement ou de provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorporation, etc., ne sont comptés ni à la sortie,

TIS.

Rapatriés.	Sortis par expiration de terme.	Transférés dans un autre établissement de l'État.	TOTAL des sorties.	Restant au 31 décembre 1919, l'internement ayant une durée de : Moins de 1 an.	1 an à moins de 2 ans.	2 ans à moins de 3 ans.	3 ans à moins de 4 ans.	4 ans à moins de 5 ans.	5 ans à moins de 6 ans.	6 ans à moins de 7 ans.	7 ans à moins de 8 ans.	8 ans à moins de 9 ans.	9 ans à moins de 10 ans.	10 ans et plus.	TOTAL des mineurs restant au 31 déc. 1919.
—	—	—	4	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2
—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	1	3	—	1	7
—	—	—	3	1	—	—	—	—	1	2	1	1	1	1	8
—	2	—	23	2	—	1	1	1	3	3	5	—	6	2	24
—	4	1	40	6	2	—	2	1	4	1	4	3	3	—	26
—	1	—	39	12	1	4	8	2	3	5	5	5	—	—	45
—	4	1	60	15	4	5	5	6	6	9	3	2	—	—	55
—	—	—	21	—	2	3	4	2	—	—	—	—	—	—	11
—	—	—	24	—	—	1	3	4	—	—	—	—	—	—	8
—	—	—	28	—	3	6	5	3	—	—	—	—	—	—	17
—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	1	5	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	11	3	252	36	13	21	28	19	19	21	19	14	10	4	204
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	10	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4
—	—	15	24	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
—	—	16	54	24	—	8	—	—	1	1	—	—	—	—	64
1	1	18	83	40	8	12	1	2	1	—	—	—	—	—	82
1	—	18	112	54	12	13	1	2	—	—	—	—	—	—	3
—	—	6	18	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
—	—	—	3	3	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2
—	—	—	4	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	2	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	3	88	320	122	26	37	3	4	2	1	—	—	—	—	195

transfèrements successifs dans un établissement de même espèce. — Pour le calcul de la durée, les internements successifs sont cumulés. — Les transferts ni à la rentrée.

DD

CXLI (suite). — Mouvement de la population dans les Ecoles de bienfaisance de l'État pendant l'année 1919.

Établissements.	AGE au début de l'Internement.	INTERNÉS.							SORTIS.					Restant au 31 décembre 1919, l'internement subi ayant une durée de :										
		Internés au 1er janvier 1919.	Pendant l'année					TOTAL des mineurs internés	Sortis par libération anticipée ou placement.	Évadés.	Décédés.	Aliénés.	Rapatriés.	Sortis par expiration de terme.	Transférés dans un autre établissement de l'État.	TOTAL des sorties.	Moins de 1 an.	1 an à moins de 2 ans.	2 ans à moins de 3 ans.	3 ans à moins de 4 ans.	4 ans à moins de 5 ans.	5 ans à moins de 6 ans.	6 ans à moins de 7 ans.	7 ans à moins de 8 ans.	8 ans à moins de 9 ans.	9 ans à moins de 10 ans.	10 ans et plus.	TOTAL des mineurs restant au 31 déc. 1919.
			1er Internement.	Réintégrés après évasion.	Réintégrés pour autres motifs.	Transférés d'un autre établissement de l'État.	TOTAL (1)																			
Ypres 1er quartier (Garçons).	Moins de 7 ans. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	de 7 à moins de 8 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 8 » 9 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 9 » 10 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 10 » 11 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 11 » 12 »	2	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 12 » 13 »	5	—	—	—	—	—	5	3	—	—	—	—	—	2	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 13 » 14 »	14	—	—	—	—	—	14	12	—	—	—	—	—	2	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 14 » 15 »	8	—	—	—	—	—	8	6	—	—	—	—	—	2	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 15 » 16 »	5	—	—	—	—	—	5	3	—	—	—	—	—	2	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 16 » 17 »	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 17 » 18 »	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 18 » 19 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 19 » 20 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 20 » 21 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 21 ans et plus . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAL. . .	36	—	—	—	—	—	36	26	—	—	—	—	—	10(2)	36	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Hubert (Garçons).	Moins de 7 ans. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	de 7 à moins de 8 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 8 » 9 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 9 » 10 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 10 » 11 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 11 » 12 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 12 » 13 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 13 » 14 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 14 » 15 »	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
	» 15 » 16 »	—	—	—	—	3	3	3	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	45
	» 16 » 17 »	—	24	—	8	26	58	58	4	3	—	—	—	—	6	13	41	4	—	—	—	—	—	—	—	58
	» 17 » 18 »	—	28	2	10	36	76	76	12	—	—	—	—	—	6	18	48	10	—	—	—	—	—	—	—	35
	» 18 » 19 »	—	18	3	14	37	72	72	27	1	1	3	1	—	4	37	25	5	5	—	—	—	—	—	—	29
	» 19 » 20 »	—	15	7	18	25	65	65	21	6	—	2	—	—	7	36	17	7	4	1	—	—	—	—	—	3
	» 20 » 21 »	—	6	3	11	16	36	36	12	2	—	2	1	10	6	33	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—
	» 21 ans et plus . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAL. . .	—	92	15	61	143	311	311	76	12	1	7	2	10	31	139	135	26	10	1	—	—	—	—	—	172

(1) Tout élève est compté dans l'établissement où il est en dernier lieu ou d'où il est sorti sans qu'il soit tenu compte d'un transfèrement ou de provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorporation, etc., ne sont comptés ni à la sortie ni à la rentrée.

(2) Ces dix élèves ont été versés dans la population de l'école de Moll lors de la fermeture de l'école d'Ypres, le 12 mai 1919.

transfèrements successifs dans un établissement de même espèce. — Pour le calcul de la durée, les internements successifs sont cumulés. — Les transferts

DD

CXLI (suite). — Mouvement de la population dans les Ecoles de bienfaisance de l'État pendant l'année 1919.

Établissements.	AGE au début de l'Internement.	INTERNÉS. Internés au 1er janvier 1919	Pendant l'année: 1er Internement.	Réintégrés après évasion.	Réintégrés pour autres motifs.	Transférés d'un autre établissement de l'État.	TOTAL (1)	TOTAL des mineurs internés	SORTIS. Sortis par libération anticipée ou placement.	Évadés.	Décédés.	Aliénés.	Rapatriés.	Sortis par expiration de terme.	Transférés dans un autre établissement de l'État.	TOTAL des sorties.	Restant au 31 décembre 1919, l'internement subi ayant une durée de : Moins de 1 an.	1 an à moins de 2 ans.	2 ans à moins de 3 ans.	3 ans à moins de 4 ans.	4 ans à moins de 5 ans.	5 ans à moins de 6 ans.	6 ans à moins de 7 ans.	7 ans à moins de 8 ans.	8 ans à moins de 9 ans.	9 ans à moins de 10 ans.	10 ans et plus.	TOTAL des mineurs restant au 31 déc. 1919.
Ypres 2e quartier (Garçons)	Moins de 7 ans. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	de 7 à moins de 8 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 8 » 9 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 9 » 10 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 10 » 11 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 11 » 12 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 12 » 13 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 13 » 14 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 14 » 15 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 15 » 16 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 16 » 17 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 17 » 18 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 18 » 19 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 19 » 20 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 20 » 21 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 21 ans et plus . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAL. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand Discipline (Garçons)	Moins de 7 ans . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	de 7 à moins de 8 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 8 » 9 »	—	—	—	—	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 9 » 10 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 10 » 11 »	—	—	—	—	2	2	2	2	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 11 » 12 »	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 12 » 13 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 13 » 14 »	1	1	1	—	2	4	5	4	—	—	—	—	—	1	5	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 14 » 15 »	2	—	—	—	1	1	3	3	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 15 » 16 »	—	3	1	1	5	10	10	6	—	—	—	—	—	2	8	10	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2
	» 16 » 17 »	6	2	2	1	10	15	21	14	—	—	—	—	—	3	17	20	1	1	—	—	2	—	—	—	—	4
	» 17 » 18 »	7	10	2	3	9	24	31	22	—	—	—	—	3	—	25	28	5	—	1	—	—	—	—	—	—	6
	» 18 » 19 »	3	6	—	—	4	10	13	4	—	—	—	—	—	2	6	8	5	1	1	—	—	—	—	—	—	7
	» 19 » 20 »	—	2	—	—	1	3	3	1	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
	» 20 » 21 »	—	2	—	2	—	4	4	1	—	—	—	—	—	1	2	3	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	2
	» 21 ans et plus . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAL. . .	19	27	6	7	35	75	94	58	—	—	—	—	3	10	71	84	15	2	3	—	2	—	—	1	—	—	—	23

NÉANT

(1) Tout élève est compté dans l'établissement où il est en dernier lieu ou d'où il est sorti sans qu'il soit tenu compte d'un transfèrement ou de transfèrements successifs dans un établissement de même espèce — Pour le calcul de la durée, les internements successifs sont cumulés. — Les transferts provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorporation, etc., ne sont comptés ni à la sortie, ni à la rentrée.

DD

CXLI (suite). — Mouvement de la population dans les Ecoles de bienfaisance de l'État pendant l'année 1919.

Établissements.	AGE au début de l'internement.	INTERNÉS							SOR			
		Internés au 1er janvier 1919	Pendant l'année.					TOTAL des mineurs internés	Sortis par libération anticipée ou placement.	Évadés.	Décédés.	Aliénés.
			1er Internement.	Réintégrés après évasion.	Réintégrés pour autres motifs.	Transférés d'un autre établissement de l'État.	TOTAL. (1)					
Beernem (Filles)	Moins de 7 ans . .	5	—	—	—	—	—	5	2	—	—	—
	de 7 à moins de 8 ans	4	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—
	» 8 » 9 »	5	—	—	1	—	1	6	2	—	—	—
	» 9 » 10 »	16	—	—	—	—	—	16	2	—	—	—
	» 10 » 11 »	16	—	—	—	—	—	16	4	—	—	—
	» 11 » 12 »	15	1	—	1	—	2	17	9	—	—	—
	» 12 » 13 »	13	3	—	—	—	3	16	4	—	—	—
	» 13 » 14 »	22	3	—	—	—	3	25	11	—	—	—
	» 14 » 15 »	2	—	—	—	1	1	3	—	—	—	—
	» 15 » 16 »	1	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—
	» 16 » 17 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 17 » 18 »	1	1	—	—	—	1	2	1	—	—	—
	» 18 » 19 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 19 » 20 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 20 » 21 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 21 ans et plus . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAL. . .	100	8	—	2	2	12	112	35	—	—	—
Namur (Filles)	Moins de 7 ans . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	de 7 à moins de 8 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 8 » 9 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 9 » 10 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 10 » 11 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 11 » 12 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 12 » 13 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 13 » 14 »	5	—	—	—	—	—	5	4	—	—	—
	» 14 » 15 »	39	8	—	4	—	12	51	23	—	—	—
	» 15 » 16 »	59	21	—	9	—	30	89	43	—	—	—
	» 16 » 17 »	70	33	—	12	1	46	116	46	—	—	1
	» 17 » 18 »	67	36	—	3	—	39	106	53	1	—	—
	» 18 » 19 »	41	35	—	3	—	38	79	30	—	—	—
	» 19 » 20 »	5	6	—	—	—	6	11	3	—	—	1
	» 20 » 21 »	1	7	—	—	1	8	9	2	—	—	—
	» 21 ans et plus . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAL. . .	287	146	—	31	2	179	466	204	1	—	2
TOTAL GÉNÉRAL :	Garçons. . .	757	272	27	73	283	655	1,412	610	23	5	7
	Filles. . . .	387	154	—	33	4	191	578	239	1	—	2

(1) Tout élève est compté dans l'établissement où il est en dernier lieu ou d'où il est sorti sans qu'il soit tenu compte d'un transfèrement ou de provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorporation, etc., ne sont comptés ni à la sortie,

TIS.				Restant au 31 décembre 1919, l'internement ayant une durée de :											
Rapatriés.	Sortis par expiration de terme.	Transférés dans un autre établissement de l'Etat.	TOTAL des sorties.	Moins de 1 an.	1 an à moins de 2 ans.	2 ans à moins de 3 ans.	3 ans à moins de 4 ans.	4 ans à moins de 5 ans.	5 ans à moins de 6 ans.	6 ans à moins de 7 ans.	7 ans à moins de 8 ans.	8 ans à moins de 9 ans.	9 ans à moins de 10 ans.	10 ans et plus.	TOTAL des mineurs restant au 31 déc. 1919.
—	—	—	2	—	—	—	—	—	1	—	—	1	1	—	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	1	—	—	4
—	—	—	2	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	4
—	1	1	4	—	1	—	—	—	2	2	—	1	4	2	12
—	—	—	4	—	—	—	—	—	3	3	—	4	2	—	12
—	—	—	9	1	—	—	—	1	2	3	1	—	—	—	8
—	—	—	4	3	—	—	1	—	2	4	—	2	—	—	12
—	—	—	11	3	1	—	2	—	2	6	—	—	—	—	14
—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3
—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	1	1	37	10	3	1	4	1	17	20	1	9	7	2	75
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
—	1	2	26	4	3	8	5	—	5	—	—	—	—	—	25
—	4	—	47	20	4	6	8	4	—	—	—	—	—	—	42
—	1	—	48	26	5	23	13	1	—	—	—	—	—	—	68
—	—	—	54	27	7	13	5	—	—	—	—	—	—	—	52
—	—	—	30	37	8	4	—	—	—	—	—	—	—	—	49
—	—	—	4	4	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7
—	—	—	2	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	6	2	215	125	30	54	31	5	5	—	1	—	—	—	251
4	27	142	818	308	67	71	32	25	21	22	20	14	10	4	594
—	7	3	252	135	33	55	35	6	22	20	2	9	7	2	326

transfèrements successifs dans un établissement de même espèce. — Pour le calcul de la durée, les internements successifs sont cumulés. — Les transferts ni à la rentrée.

TABLE ANALYTIQUE

Pages.

Accusés.

Nombre par province des accusés acquittés et condamnés 151
Accusés jugés contradictoirement, classés suivant les provinces où ils ont été jugés, avec indication de la nature des infractions et du résultat sommaire des poursuites. 152
Accusés jugés contradictoirement, classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées 154
Accusés jugés contradictoirement, classés d'après les résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit. — Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix 155
Accusés jugés contradictoirement, classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires, les peines qui leur ont été infligées 156
Durée de la détention préventive des accusés de crimes ordinaires, jugés contradictoirement par les cours d'assises 15
Accusés jugés par contumace, classés d'après les provinces où ils ont été jugés, la nature des faits, le résultat des poursuites. 158

Acquittés.

Nombre par tribunal de police. 26
Acquittés par les tribunaux de police, répartis par nature d'infractions. 34
Nombre par tribunal correctionnel :
En première instance. 138
En degré d'appel 142
Acquittés par les tribunaux correctionnels répartis par nature d'infractions :
En première instance. 44
En degré d'appel. 64
Acquittés répartis par tribunal correctionnel et par nature d'infractions :
En première instance. 68
En degré d'appel 118

Pages.

Acquittés par les tribunaux correctionnels, détenus préventivement. 16
Proportion des acquittés par les tribunaux correctionnels IX
Acquittés en première instance, condamnés en appel 146
Acquittés en première instance et en appel. 146
Acquittés par les cours d'appel, après avoir été condamnés en première instance. . . 146
Acquittés par les cours d'appel, détenus préventivement 15
Acquittés par les cours d'assises, détenus préventivement 15
Acquittés par les cours d'assises répartis par province 151
Acquittés par les cours d'assises, répartis par province, d'après la nature des faits. 152
Acquittés par les cours d'assises répartis d'après la nature des infractions relevées dans l'acte d'accusation. 154, 155
Acquittés par les cours d'assises, après avoir été déclarés coupables par le jury à la simple majorité des voix. 155
Acquittés en matière politique et de presse. 158
Acquittés par la cour militaire. (Voir aussi *Renvoyés des poursuites*). 167

Actes de société publiés. 250

Actes notariés 212

Actif.

Emploi de l'actif réalisé dans les faillites terminées par liquidation 257

Affaires. (Voir aussi *Infractions.*)

Affaires répressives.

Affaires entrées dans les parquets, direction qui leur a été donnée, autorités qui les ont transmises. . . . . VII, 9
Affaires laissées sans suite par les parquets. 10
Affaires terminées par les juges d'instruction et les chambres du conseil. . . . . VIII, 11
Affaires laissées sans suite par les juges d'instruction et les chambres du conseil. . . 11
Affaires jugées par chaque tribunal de police 18
Affaires jugées par les tribunaux de police en matière ordinaire, de mendicité ou vagabondage, électorale (absence au vote) . . VIII, 18

N. B. — Les chiffres romains renvoient à l'*Introduction.*

Pages.

Affaires portées devant chaque tribunal correctionnel 43
Affaires terminées par chaque tribunal correctionnel 43
Affaires portées devant les cours d'appel . IX, 146
Affaires terminées par les cours d'appel. . 146
Affaires terminées par les cours d'appel, réparties par nature 147
Affaires jugées par les cours d'assises. . . 151
Affaires jugées par les conseils de guerre . 160
Affaires jugées par les conseils de guerre, réparties par *nature* 162
Affaires portées devant la cour militaire, réparties par nature 167
Affaires jugées par la cour de cassation. (Voir *Pourvois.*)

Affaires civiles.

Affaires jugées par les juges de paix. . . . 212
Affaires portées devant les tribunaux de première instance . . . . . XIX, 237
Affaires terminées par les tribunaux de première instance . . . . . XX, 237
Nature des affaires terminées par jugement XX, 239
Affaires portées devant les tribunaux de commerce. . . . . XXI, 248
Affaires terminées par les tribunaux de commerce . . . . . XXII, 248
Affaires introduites devant les cours d'appel. . . . . XXIII, 260
Affaires terminées par les cours d'appel . XXIII, 260
Nature des affaires civiles et commerciales jugées par les cours d'appel . . . . . XXIV, 264
Affaires jugées par la cour de cassation. (Voir *Pourvois.*)

Affaires électorales, de milice et fiscales.

Portées devant les cours d'appel . . . . XXIV, 266
Jugées ou restant à juger par la cour de cassation 170

Affaires en conciliation.

(Le préliminaire de conciliation a été supprimé par la loi du 12 août 1911.)

Affaires sur requête.

Tribunaux civils. . . . . XX, 244

Affaires (Nomenclature des).

Les affaires traitées par les tribunaux civils et les cours d'appel sont groupées sous les principaux titres des Codes civil, de commerce et de procédure.
Tribunaux civils. . . . . XX, 239
Cours d'appel . . . . . XXIV, 264

Affaires restant à juger.

Dans les tribunaux de première instance :
En matière répressive . . . . . IX, 43
En matière civile . . . . . XX, 237
Dans les tribunaux de commerce . . . . XXII, 248
Dans les cours d'appel :
En matière répressive. 146
En matière civile. . . . . XXIII, 260
En matière électorale, de milice et fiscale 266

Pages.

Age.

Age des aliénés admis pour la première fois dans les asiles :
Hommes 362
Femmes 363
Age des aliénés sortis des asiles :
Hommes 364
Femmes 365
Age des condamnés répartis d'après la nature des infractions commises :
Hommes . . . . . XVI, 184
Femmes . . . . . XVI, 186
Age des détenus qui se sont suicidés. . . . 288
Age des détenus décédés. 286
Age des détenus subissant une peine d'emprisonnement de plus de 3 mois . . XXXV, 298
Age des détenus condamnés à une peine d'emprisonnement de plus de 3 mois, libérés pendant l'année 302
Age des mendiants et vagabonds se trouvant au 31 décembre 1919 dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge . . 346
Age des mineurs qui ont été l'objet d'une mesure de garde provisoire. 384
Age des mineurs jugés . . . . . XLV, 390
Age au début du régime de la liberté surveillée des mineurs qui ont ensuite été soumis à un autre régime . . . . . XLVI, 400
Age au début du placement des mineurs qui ont ensuite été soumis à un autre régime . . . . . XLVII, 400, 402
Age au début de l'internement dans une école de bienfaisance de l'État des mineurs qui ont ensuite été soumis à un autre régime . . . . . XLVII, 402
Age au début de l'internement dans un établissement disciplinaire de l'État des mineurs qui ont ensuite été soumis à un autre régime . . . . . XLVII, 404
Age au début de l'internement dans un asile ou établissement spécial des mineurs qui ont ensuite été soumis à un autre régime . . . . . XLVII, 404
Age des mineurs au début de la liberté surveillée 406
Age des mineurs au début du placement . . 408
Age des mineurs à leur entrée dans une école de bienfaisance de l'État 412
Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement, en vertu de l'article 37 de la loi du 15 mai 1912 par les cours et tribunaux . . . . XLV, 34, 139, 392
Les renseignements sur les mineurs détenus dans les quartiers de discipline sont aussi donnés dans les tableaux des détenus. (Voir ce mot.)

Alcoolisme. (Voir *Ivresse alcoolique.*)

Aliénés (Asiles d').

Tous les renseignements relatifs aux aliénés sont donnés pour chaque asile en particulier.

Pages.

Aliénés.

Dispositions législatives sur le régime des aliénés 356
Mouvement de la population des asiles durant l'année 1919 :
Hommes 358
Femmes 360
Aliénés admis pour la première fois dans un asile, répartis d'après leur âge, leur état civil, l'époque de leur admission :
Hommes 362
Femmes 363
Aliénés sortis des asiles : résultat du traitement :
Hommes 364
Femmes 365
Aliénés alcoolisés :
Hommes 366
Femmes 367
Aliénés détenus dans les prisons, colloqués en 1919. Renseignements divers sur leur condition au moment de leur collocation . . . . . XXX, 290

Affichage.

Nombre des chefs de famille contre lesquels l'affichage a été ordonné pour manquement à l'obligation scolaire. . . . . X, 38

Amende.

Condamnés à l'amende par les tribunaux correctionnels détenus préventivement . 16
Amende (Peines d') prononcées par chaque tribunal de police. 26
Amende (Peines d') prononcées pour chaque espèce d'infraction par les tribunaux de police. 34
Amende (Peines d') prononcées pour absence au vote, avec distinction de la nature des élections par arrondissement . 37
Amende (Peines d') prononcées du chef de manquement à l'obligation scolaire . . . X, 38
Amende (Peines d') prononcées par les tribunaux correctionnels, pour chaque espèce d'infraction. les condamnés étant classés suivant leurs antécédents judiciaires 44
Amende (Peines d') prononcées par chaque tribunal correctionnel pour chaque espèce d'infaction 68
Amende (Peines d') prononcées par chaque tribunal correctionnel, les condamnés étant classés suivant leurs antécédents judiciaires. 138
Amende (Peines d') prononcées par les tribunaux correctionnels, les condamnés étant classés suivant leurs antécédents judiciaires. 144
Proportion des amendes dans l'ensemble des peines. IX

Pages

Amende (Peines d') prononcées par les cours d'assises : 1° dans chaque province; 2° dans le Royaume suivant la nature des infractions qui ont donné lieu aux poursuites. 154
Amende (Peines d') prononcées par coutumace. 158
Amende (Peines d') prononcées du chef de délits politique ou de presse 158
Amende (Peines d') prononcées par chaque conseil de guerre 160
Amende (Peines d') prononcées par les conseils de guerre suivant la nature des infractions 162
Condamnés à l'amende dont les requêtes en grâce ont été accueillies ou rejetées . . . 308
Condamnés à l'amende dont les requêtes en grâce ont été accueillies ou rejetées, classés d'après leurs antécédents 318, 326

Amnistie.

Jugements de police mis à néant en appel par décision déclarant l'amnistie 37
Affaires laissées sans suite par le parquet en vertu de la loi d'amnistie 10, 43
Affaires ayant fait l'objet d'ordonnances de la chambre du conseil déclarant l'action publique éteinte par amnistie. 11, 43
Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie, répartis par nature d'infraction :
En première instance. 44
En degré d'appel. 64
Prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie répartis par nature d'infraction et par tribunal correctionnel :
En première instance. 68
En degré d'appel. 118
Nombre, par tribunal correctionnel, des prévenus ayant bénéficié de la loi d'amnistie:
En première instance. 138
En degré d'appel. 142
Proportion des prévenus devant les tribunaux correctionnels ayant bénéficié de la loi d'amnistie IX
Accusés jugés par les cours d'assises ayant bénéficié de la loi d'amnistie :
Répartis par province. 151
Répartis par province d'après la nature des faits. 152
Répartis d'après la nature des infractions relevées dans l'acte d'accusation . . 154, 155

Anormaux. (Voir *Etablissement spécial de l'Etat pour anormaux.*)

Antécédents judiciaires. (Voir *Primaires. Récidivistes, Grâces.*)

Appel.

Des jugements de police . . . . . IX, 37
Id. des tribunaux correctionnels 146
Id. des tribunaux civils. . . . } XXIII, 260
Id. des tribunaux de commerce. }

Pages.

Arbitre. Exequatur des jugements arbitraux . . 244
Appel de jugements d'arbitres . . . . . XXIII 260

Arrêts. (Voir *Cours d'appel, Cours d'assises, Cour de cassation, Chambre des mises en accusation.*)

Attributions.
Des juges de paix :
Comme officiers de police judiciaire . . 7
Comme officiers publics 211
Des procureurs du Roi et des procureurs généraux 7
Des juges d'instruction 7
Des commissaires de police. 7
Des gardes champêtres et forestiers 7
Des bourgmestres 7
Des officiers et agents judiciaires. 7
Des présidents des tribunaux civils 236
Des présidents des tribunaux de commerce . 247
Des chambres du conseil des tribunaux de première instance. 8
Des chambres des mises en accusation . . . 8

Avertissement.
Nombre des chefs de famille qui ont reçu un avertissement pour manquement à l'obligation scolaire. . . . . X, 38

Aveugles. (Voir *Sourds-muets.*)

Bourgmestre.
Attributions en matière de police judiciaire. 7
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus 9

Capacité des prisons. . . . . . XXVI, 274

Casier judiciaire. Organisation comme source de renseignements statistiques 4

Causes. (Voir *Affaires.*)

Causes apparentes de certains crimes. 158

Célibataires. (Voir *Etat civil, Famille* [*Etat de*].)

Cellulaire (Régime) XXV
Option du régime cellulaire XXXIII

Cellules (Nombre des) dans les prisons . . . . XXVI, 274

Chambres.
Des tribunaux de première instance 42, 236
Des cours d'appel. 145, 259
Affaires jugées en matière civile et commerciale par chaque chambre des cours d'appel 260
De la cour de cassation 169, 267

Chambre du conseil.
Organisation. 8
Ordonnances rendues . . . . . VIII, 11
Ordonnances soumises à la chambre des mises en accusation. . . . . VIII, 14
Affaires renvoyées par les chambres du conseil aux tribunaux correctionnels. . . 11, 43
Affaires renvoyées par les chambres du conseil aux tribunaux de police 11

Pages.

Prévenus de délits renvoyés par les chambres du conseil aux tribunaux de police . 34

Chambre des mises en accusation.
Organisation. 8
Demandes en réhabilitation accueillies et rejetées par les chambres des mises en accusation. . . . . VIII, 13, 14
Nombre et résultat des arrêts . . . . . VIII, 14
Crimes renvoyés devant les tribunaux correctionnels. (Voir *Crimes correctionnalisés.*)

Commissaires de police.
Attributions. 7
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par eux 9

Communes.
Répartition des communes du royaume en quatre catégories, pour établir la statistique des infractions individuelles. . . XVII, 172

Compétence :
Des tribunaux de police. 17
Des justices de paix. 211
Des tribunaux correctionnels. 42
Des tribunaux civils de première instance . 236
Des tribunaux de commerce 247
Des cours d'appel. 145, 259
Des cours d'assises 150
Des conseils de guerre 159
De la cour militaire. 166
De la cour de cassation 169, 267
(Voir aussi *Attributions, Incompétence*).

Compte moral (détenus) XXXIV

Conciliation. (Voir *Affaires en conciliation*).

Concordat préventif de la faillite. . . . . . XXII, 251

Concordats préventifs de la faillite clôturés par liquidation.
Dividende distribué mis en rapport avec le passif. 252

Condamnés.
Condamnés par les cours d'assises détenus préventivement. Durée de la détention . 15
Condamnés par les tribunaux correctionnels détenus préventivement. Durée de la détention 16
Nombre des condamnés par tribunal de police. 26
Condamnés par les tribunaux de police répartis par nature d'infractions. 34
Condamnés pour absence au scrutin électoral 37
Condamnés par chaque tribunal correctionnel classés d'après la nature des infractions 68
Condamnés par chaque tribunal correctionnel, répartis d'après la nature des peines et leurs antécédents judiciaires 138
Condamnés par les tribunaux correctionnels répartis d'après la nature des peines et les antécédents judiciaires. 144

Pages.

Condamnés par les tribunaux correctionnels classés par espèce d'infraction d'après leurs antécédents judiciaires et la nature des peines. 44
Condamnés dont la peine a été supprimée, confirmée ou modifiée en appel 145
Condamnés par les cours d'assises, répartis par province, d'après leurs antécédents judiciaires, d'après la nature des faits pour lesquels ils ont été poursuivis et celle des faits dont ils ont été reconnus coupables. . . . . 151 et suiv.
Condamnés par contumace. 158
Condamnés pour délits politique ou de presse 158
Condamnés par les conseils de guerre classés par conseil de guerre 160
Condamnés par les conseils de guerre classés par espèce d'infraction et d'après la nature des peines. 162
Condamnés dont la peine a été supprimée, confirmée ou modifiée par la cour militaire 167
Condamnés classés d'après la nature des infractions et leurs antécédents judiciaires, répartis par sexe selon leur état civil, leur degré d'instruction, leur penchant à l'ivrognerie et leur âge. . . . . XI, 176 et suiv.
Condamnés répartis d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable. 188
Condamnés détenus dans les prisons. (Voir *Détenus.*)
Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement . . . . . XLV, 34, 139, 392
Condamnés grâciés. (Voir *Grâces.*)

Conditionnelles (Condamnations) :
Prononcées par les tribunaux de police :
Nombre par tribunal et espèces de peines . 26
Nombre par nature d'infraction, et espèces de peines 34
Prononcées par les tribunaux correctionnels :
Nombre par nature d'infraction et espèces de peines 44
Nombre par espèce détaillée de peine et par tribunal. 138
Nombre par espèce détaillée de peine selon les antécédents, ... 144
Prononcées par les conseils de guerre et la cour militaire . . . . . 160, 162 et 168

Conditionnelles (Mises à la disposition du gouvernement.) (Voir *Protection de l'enfance : Mineurs jugés.*)

Conseils de famille.
Nombre par canton. 212
Homologation de délibérations par les tribunaux de première instance. 244
Enfants de parents déchus de la puissance paternelle placés par décision du conseil de famille. . . . . XLIII, 376

Pages.

Conseils de guerre.
Organisation et compétence 159
Nombre des affaires et des prévenus ou accusés classés par conseils de guerre . . 160
Nombre des affaires et des prévenus ou accusés, classés d'après la nature des infractions 162

Contribution (Procédures d'ordre et de) :
A régler et terminées . . . . . XXI, 246

Correction paternelle.
Mineurs jugés du chef d'inconduite . . XLIV, 386, 390

Correctionnel.
Tribunaux correctionnels. (Voir *Tribunaux.*)
Peines correctionnelles. (Voir *Peines.*)

Cours d'appel.
Organisation et compétence 145, 259
Travaux comme juridictions d'instruction. (Voir *Chambres des mises en accusation.*)
Travaux en matière répressive . . . . . IX, 146
Travaux en matière civile et commerciale. XXIII, 260
Affaires électorales, de milice et fiscales . XXIV, 266
Décisions des cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle . . . . . XLIII, 374, 377, 378

Cours d'assises.
Organisation et compétence 150
Travaux . . . . . X, 151

Cour de cassation.
Organisation et compétence 169, 267
Travaux de la première chambre . . . . XXIV, 268
Travaux de la deuxième chambre. . . . . X, 170

Cour militaire.
Organisation et compétence 166
Inculpés classés d'après la nature des infractions et le résultat de l'appel. . . . 167

Crimes.
Définition. 150
Nombre et nature des crimes dont les auteurs sont restés inconnus 12
Crimes renvoyés aux cours d'assises par les chambres des mises en accusation. . . . 14
Accusés de crimes jugés par les cours d'assises. (Voir *Accusés.*)
Accusés de crimes jugés par la juridiction militaire 160, 162, 167
Crimes dans la statistique criminelle (les crimes les plus importants sont séparés des délits dans la nomenclature en usage pour cette partie de la statistique : voir nos 14, 21, 23, 34, 41, 43, de cette nomenclature).
Causes apparentes des crimes d'assassinat, de parricide, de meurtre et d'incendie . . 158
Mineurs jugés du chef de faits qualifiés crimes 386, 390, 392

Pages.

Crimes correctionnalisés.

Définition 42
Prévenus de ces crimes jugés par les tribunaux correctionnels, avec indication de la peine appliquée 44
Prévenus de ces crimes jugés par chaque tribunal correctionnel. 68
Jugés par les cours d'appel. 147

Décès.

Dans les prisons centrales et les prisons secondaires . . . . . XXIX, 286
Dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge 345
Dans les écoles de bienfaisance et établissements disciplinaires. 412
Dans les établissements d'observation. . . 410
Dans l'établissement spécial de l'Etat pour anormaux. 410
Mineurs en liberté surveillée décédés . . . 406
Mineurs en placement décédés. 408
Dans les asiles d'aliénés :
Hommes 358, 366
Femmes 360, 367

Déchéance de la puissance paternelle.

Individus déchus de la puissance paternelle . . . . . XLIII, 374
Etendue et motifs de la déchéance. 374
Enfants qui ont fait l'objet d'une mesure de garde pendant la procédure. Nature et durée de cette mesure. . . . . XLIII, 376
Enfants de parents déchus qui ont fait l'objet d'une mesure de garde définitive . . . XLIII, 376
Modifications introduites dans la garde des enfants de parents déchus . . . . . XLIII, 377
Décisions des cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle. XLIII, 374, 377
Individus réintégrés dans les droits de la puissance paternelle . . . . . XLIII, 377, 378

Décisions modificatives prises à l'égard des mineurs.

Délai écoulé depuis la décision antérieure. . . . . XLVI, 394 et suiv.
Nature des décisions modificatives XLVI, 394 et suiv.

Décompte.

Relevé par groupes d'importance numérique des condamnations *individuelles* dont le décompte a permis d'établir la statistique des individus *condamnés* pendant l'année 1919. 207

Délits.

Définition. 42
Dont les auteurs sont restés inconnus . . . 12
Mineurs jugés du chef de faits qualifiés délits 386, 390, 392
Prévenus de délits jugés par les tribunaux de police sur renvoi de la chambre du conseil 34

Pages.

Prévenus de délits jugés par les tribunaux correctionnels 44
Prévenus de délits jugés par chaque tribunal correctionnel. 78
Prévenus de délits jugés par les cours d'appel. 147
Prévenus de délits jugés par la juridiction militaire 160, 162, 167
Délits dans la statistique criminelle (voir nos 7, 15, 18, 22, 24, 28, 35, 38, 42, 44 des différents tableaux de cette statistique).

Dénonciations. (Voir *Plaintes.*)

Dépôts de mendicité et maisons de refuge.

Dispositions législatives. 343
Mouvement de la population en 1919 . . . 345
Durée de l'internement subi par les reclus sortis des établissements en 1919 347
Population au 31 décembre 1919 répartie par âge, par sexe et par antécédents. . . 346
Journées d'entretien 348

Détention. (Voir *Peines, Cour d'assises, Crimes, Accusés, Grâces.)*

Détention préventive.

Dispositions législatives. 8
Durée de la détention préventive :
Des prévenus acquittés en appel. 15
Des inculpés déchargés des poursuites par les chambres des mises en accusation . 15
Des accusés de crimes ou de délits ordinaires jugés par les cours d'assises. . . 15
Des inculpés déchargés des poursuites par les chambres du conseil 16
Des prévenus condamnés ou acquittés par les tribunaux correctionnels . . . 16
Mineurs gardés provisoirement dans une maison d'arrêt . . . . . XLIV, 383, 384

Détenus.

Entrés et sortis. . . . . XXVI, 275
Nombre des détenus fréquentant l'école . XXVII, 279
Progrès accomplis par les détenus fréquentant l'école . . . . . XXVII, 280
Punitions infligées . . . . . XXVIII, 282
Maladies . . . . . XXVIII, 284
Décès. . . . . XXIX, 286
Suicides. . . . . XXIX, 288
Aliénés . . . . . XXX, 290
Condamnés à une peine de plus de 3 mois répartis suivant :
La juridiction, le genre des infractions, la nature des peines, le lieu de l'infraction, l'âge, l'état-civil, la filiation, le degré d'instruction, l'idiome, l'état de récidive. . . . . XXXIV, 297 et suiv.
Libérés. . . . . XXXV, 303

Pages.

Disciplinaires (Etablissements). (Voir *Etablissements disciplinaires.*)

Disciplinaires (Poursuites).

Nombre des décisions rendues par les tribunaux. XX
Appels de décisions rendues par les conseils de discipline de l'ordre des avocats . . . 260

Disposition du gouvernement.

Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage mis à la disposition du gouvernement par les juges de paix. . . 26
Condamnés par les tribunaux correctionnels mis accessoirement à la disposition du gouvernement. 44, 139
(Voir *Protection de l'enfance : Mineurs jugés, décisions modificatives, etc.*)

Dividende dans les concordats et les faillites. (Voir *Concordats préventifs clôturés* et *Faillites terminées.*)

Divorces.

Demandes ; situation de famille ; durée du mariage ; motifs des demandes . . XX, 240, 242

Divorcés.

Dans la statistique des détenus, ils sont rangés parmi les veufs. (Voir *Etat civil, Famille [Etat de].*)

Durée :

De la détention préventive. (*Voir Détention préventive.*)
Des procès jugés par les tribunaux civils ou restant à juger . . . . . XX, 238
Des procès jugés par les tribunaux de commerce ou restant à juger . . . . . XXII, 249
Des faillites terminées par concordat ou liquidation et des faillites à terminer . XXIII, 258
De la procédure devant les cours d'appel . XXIII, 266
Du mariage au moment de la demande en divorce ou en séparation de corps. XXI, 240, 242
De l'internement subi par les reclus sortis des dépôts de mendicité 347
De l'internement subi par les reclus sortis des maisons de refuge 348
Des mesures de garde provisoire des enfants pendant la procédure en déchéance de la puissance paternelle 376
Des mesures de garde provisoire des mineurs qui ont pris fin en 1919 384
Des mises en observation de mineurs.. . L, 385, 410
De la mise à la disposition du gouvernement XLVIII, 388, 390, 402, 412
De la mise à la disposition du gouvernement dans un établissement disciplinaire. XLVIII, 388, 390, 404, 416
De la mise en liberté surveillée . . . XLVIII, 400, 406
Des placements . . . . XLVIII, L, 400, 402, 408
Des internements dans un asile ou établissement approprié à l'état du mineur. XLVIII, 404

École.

Dans les prisons. . . . . XXVII, 279, 280

Pages.

Écoles de bienfaisance.

Organisation. L
Mouvement de la population en 1919 . . . LI, 412
(Voir aussi *Protection de l'enfance. Mineurs jugés, décisions modificatives,* etc.)

Élections.

Absence au scrutin électoral 18, 37
(Voir aussi *Affaires électorales.*)

Embarquement.

Cette peine qui n'existe que pour les infractions au code disciplinaire de la marine marchande, est inscrite dans le tableau XIX, colonne des mises à la disposition du gouvernement, rubrique : « Police maritime », pp. 56 à 59. Le nombre des individus condamnés à cette peine par les tribunaux correctionnels est en outre indiqué au tableau XXI, p. 138.

Emprisonnement.

Condamnés à l'emprisonnement détenus préventivement 16
Emprisonnement (Peines d') prononcées par chaque tribunal de police 26
Emprisonnement (Peines d') prononcées pour chaque espèce d'infraction par les tribunaux de police. 34
Emprisonnement (Peines d') prononcées par les tribunaux correctionnels pour chaque espèce d'infraction. 44
Emprisonnement (Peines d') prononcées par chaque tribunal correctionnel pour chaque espèce d'infraction 68
Emprisonnement (Peines d') prononcées par chaque tribunal correctionnel, les condamnés étant classés suivant leurs antécédents judiciaires 138
Emprisonnement (État détaillé des peines d') prononcées par les tribunaux correctionnels, les condamnés étant classés suivant leurs antécédents judiciaires. . 144
Proportion des peines d'emprisonnement dans l'ensemble des autres peines. . . . IX
Emprisonnement (Peines d') prononcées par les cours d'assises :
1. Dans chaque province 151
2. Dans le royaume, suivant la nature des infractions qui ont donné lieu aux poursuites. 154
3. Suivant la nature des infractions admises par le jury, en tenant compte des antécédents judiciaires des condamnés. 156
Emprisonnement (Peines d') prononcées par coutumace 158
Emprisonnement (Peines d') prononcées du chef de délits politique ou de presse . . 158
Emprisonnement (Peines d') prononcées par chaque conseil de guerre 160
Emprisonnement (Peines d') prononcées par les conseils de guerre suivant la nature des infractions. 162

Pages.

Condamnés à l'emprisonnement dont les requêtes en grâce ont été accueillies ou rejetées. 308
Condamnés à l'emprisonnement dont les requêtes en grâce ont été accueillies ou rejetées classés d'après leurs antécédents. 318, 326

Enfants. (Voir *Famille [Etat de]*, *Filiation. Protection de l'enfance*, *Déchéance de la puissance paternelle.*)

Enquêtes.
Devant les juges de paix. 228
Id. les tribunaux de première instance . 243
Id. les tribunaux de commerce 250

Établissements publics ou privés.
Nombre des mineurs placés . . . . . L, 408

Établissements disciplinaires.
Organisation. L
Mouvement de la population en 1919 . . . 416
(Voir aussi *Protection de l'enfance*, *Mineurs jugés, décisions modificatives*, etc.)

Établissements d'observation de l'État.
Organisation. L
Mouvement de la population en 1919 . . . L, 410
(Voir aussi *Mise en observation.*)

Établissements spéciaux de l'Etat pour anormaux.
Organisation LI
Mouvement de la population en 1919. . . 410

État Civil.
Des libérés conditionnellement. 337
(Voir *Famille [Etat de]*, *Filiation.*)

Étranger.
Condamnés pour infractions commises à l'étranger. 195
Infractions commises à l'étranger jugées en Belgique 201

Étrangers.
Arrivés pour la première fois dans le pays. . XLI, 351
Expulsés du pays . . . . . XLI, 353
Vagabonds étrangers conduits hors du royaume . . . . . XLI, 352

Évadés.
Dépôts de mendicité et maisons de refuge . 345
Écoles de bienfaisance et établissements disciplinaires 412
Établissements d'observation de l'État . . 410
Établissement spécial de l'État pour anormaux. 411
Mineurs en placement. 409
Asiles d'aliénés. 358, 360

Expertises.
Ordonnées par les juges de paix. 228

Expulsion d'étrangers. (Voir *Etrangers*).
De locataires XIX

Faillis.
Sexe, origine, résidence 256
Demandes en réhabilitation XXIV

Faillites.
Législation 253
Aperçu général : nombre des faillites. . . . 254
Montant du passif des faillites déclarées. XXII, 255

Pages.

Faillites prononcées sur aveu, sur assignation, sur requête, d'office . . . . . XXII, 256
Relevé par province. 256
Faillites terminées : montant du dividende distribué mis en rapport avec le passif . . 257
Faillites terminées : durée de la procédure XXIII, 258
Faillites terminées : emploi de l'actif réalisé. 257
Faillites à terminer : durée de la procédure . 258

Famille (État de).
Condamnés célibataires ou mariés veufs et divorcés ayant ou n'ayant pas d'enfants :
Hommes 178
Femmes 179
Demandeurs en divorce ou en séparation de corps ayant ou n'ayant pas d'enfants. XXI, 240, 242
Détenus célibataires, mariés ou veufs avec ou sans enfants qui se sont donné ou ont tenté de se donner la mort 288
Détenus colloqués dans un asile d'aliénés célibataires, mariés ou veufs ayant ou n'ayant pas d'enfants. 290
Condamnés à une peine de plus de 3 mois détenus au 31 décembre, célibataires, mariés, veufs et divorcés ayant ou n'ayant pas d'enfants. . . . . XXXV, 298
Condamnés à une peine de plus de 3 mois sortis des prisons pendant l'année, célibataires, mariés, veufs ou divorcés avec ou sans enfants 302
Aliénés admis pour la première fois dans les établissements, célibataires, mariés, veufs, séparés ou divorcés avec ou sans enfants.
Hommes 362
Femmes 363
(Voir *Filiation.*)

Femmes. (Voir *Sexe.*)

Filiation.
Condamnés à une peine de plus de 3 mois détenus au 31 décembre, répartis suivant leur qualité d'enfant légitime, légitimé ou reconnu par le père, d'enfant naturel ou d'enfant trouvé . . . . . XXXV, 298

Filles. / **Garçons.** Les renseignements concernant les mineurs auxquels est applicable la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance sont donnés séparément pour les garçons et pour les filles.

Garde (*Mesures de*). (Voir *Protection de l'enfance, Déchéance de la puissance paternelle.*)

Gardes champêtres.
Attributions. 7
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par eux 9

Gendarmerie.
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus. 9

Grâces soumises à l'instruction du Ministre de la Justice.
Législation 307

Pages.

Individus condamnés ayant formé des requêtes en grâce qui, après examen par le département de la justice ont fait l'objet d'une décision de la part du Roi :
1° Nombre de ces individus classés d'après la nature des infractions auxquelles s'appliquent les requêtes et les peines qui avaient été prononcées . . . .XXXVI, 308
2° Classement de ces individus d'après leurs antécédents judiciaires, la nature des infractions et les peines qui avaient été prononcées :
1re catégorie: Individus sans antécédents judiciaires ou condamnés précédemment à des peines de police 318
2me catégorie : Individus condamnés précédemment à une ou à des peines criminelles ou correctionnelles, ... 326

Hommes. (Voir *Sexe.*)

Idiome. (Voir *Langue.*)

Impunité. (Voir *Crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus, Acquittés, Amnistiés. Renvoyés des poursuites.*)

Incompétence.
Inculpés renvoyés des poursuites le tribunal de police s'étant déclaré incompétent . . 26, 34
Nombre des affaires terminées par jugement d'incompétence du tribunal correctionnel 43
Prévenus à l'égard desquels la cour d'appel a rendu des arrêts statuant sur l'incompétence du tribunal correctionnel. . . . 146
Jugements d'incompétence prononcés par les juges de paix 212

Incorporation dans une compagnie de correction.
Prononcée par les conseils de guerre. . . . 160, 162

Infirmerie. (Voir *Maladies.*)

Infractions (Nomenclature des).
Dans les tableaux de la statistique de l'administration de la justice (pp. 9 à 170), les infractions jugées par les tribunaux de police, les tribunaux correctionnels, les cours d'appel et les cours d'assises, sont classées d'après la dénomination que leur donne le Code pénal et rangées par ordre alphabétique ou d'après l'ordre adopté par ce code.
Dans la statistique criminelle (pp. 172 à 207), toutes les infractions sont réparties en quarante-cinq groupes, correspondant aux divisions du Code pénal.
La composition de chacun de ces groupes est donnée page 174 et la liste en est reproduite dans la marge de chaque tableau.

Infractions (Faits qualifiés) commis par des mineurs. (Voir *Protection de l'enfance : Mineurs poursuivis, mineurs jugés.*)

Pages.

Infractions individuelles. Jugées en 1919, réparties par mois . . . . . XVII, 200
Réparties par communes. . . . . XVII, N. B.

Instruction.
Condamnés classés d'après leur degré d'instruction. . . . . XII, 180
Détenus subissant une peine de plus de trois mois, classés d'après leur degré d'instruction . . . . . XXXV, 298
Progrès accomplis par les détenus pendant leur internement . . . . . XXVII, 280
Libérés ayant subi une peine de plus de trois mois classés d'après leur degré d'instruction 302

Instruction judiciaire.
Organisation en matière répressive 7
Travaux des juridictions d'instruction . . 11, 16
Résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit devant les cours d'assises 155
Actes d'instruction en matière civile accomplis par les juges de paix. 228
Actes d'instruction devant les tribunaux civils de première instance 243
Actes d'instruction devant les tribunaux de commerce. 250
Mineurs poursuivis par les parquets . . . XLIV, 380
Mineurs poursuivis dont le juge d'instruction s'est occupé . . . . . XLIV, 382

Interrogatoires sur faits et articles.
Tribunaux civils 243
Tribunaux de commerce. 250

Ivresse alcoolique.
Renseignements généraux sur les rapports de l'ivresse alcoolique avec la criminalité. XII
Répartition par nature d'infraction des condamnés qui ont agi en état d'ivresse ou avaient, avant de commettre le fait qui leur a valu leur nouvelle condamnation, encouru une condamnation pour infraction aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique :
Hommes . . . . . XIII, 182
Femmes . . . . . XIII, 183
Contraventions aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique jugées en 1919, réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises. . . . . XVIII, 191
Aliénés alcooliques :
Hommes 366
Femmes 367

Journée d'entretien.
Prix de la journée d'entretien dans les prisons 294
Nombre des journées d'entretien dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge 348

Journées de détention.
Dans les prisons 276, 294

Pages.

Juge d'instruction.
- Attributions 7
- Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par eux 9
- Affaires traitées et laissées sans poursuites . 11
- Mineurs poursuivis dont le juge d'instruction s'est occupé . . . . . XLIV, 382

Juge de paix.
- Attributions comme officier auxiliaire du procureur du roi 7
- Compétence comme juge :
  - En matière répressive 17
  - En matière civile, contentieuse et gracieuse 211
- Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par les juges de paix 9
- (Voir *Tribunaux de justice de paix et de police.*)

Justices de paix. (Voir *Tribunaux.*)

Langue.
- Langue parlée par les condamnés à une peine de plus de 3 mois, détenus au 31 décembre . . . . . XXXV, 299

Libération conditionnelle.
- Dispositions législatives 336
- Nombre annuel; nombre de 1888 à 1919 . . XXXVIII
- Nombre des propositions accueillies et rejetées 337
- Motifs des rejets 337
- Renseignements relatifs aux libérés 337
- Epoques où expirent les termes d'épreuve XXXIX, 338

Libérés.
- Condamnés à une peine de plus de 3 mois sortis de prison pendant l'année; condition au moment de la libération . . XXXV, 302

Liberté surveillée. (Voir *Protection de l'enfance : Mineurs jugés, décisions modificatives, etc.*)

Maisons de refuge. (Voir *Dépôts de mendicité.*)

Maladie.
- Classement par nature de maladie des détenus admis à l'infirmerie 284
- Classement par nature de maladie (groupement réduit) des détenus décédés 289

Mariés. (Voir *État civil, Famille [Etat de].*)

Mendicité et vagabondage. (Voir *Disposition du gouvernement, Dépôts de mendicité et maisons de refuge, Etrangers.*)

Mesures de garde, d'éducation et de préservation. (Voir *Protection de l'enfance, Déchéance de la puissance paternelle, etc.*)

Méthode.

Statistique pénale :
- Objet de la statistique de l'administration de la justice et de la statistique criminelle VII
- Organisation de la statistique pénale; méthode de relèvement, organisation du casier judiciaire comme source de renseignements statistiques; annexe 4
- Rédaction des tableaux relatifs à la police judiciaire et aux juridictions d'instruction 8
- Rédaction des tableaux relatifs aux tribunaux de police 17
- Rédaction des tableaux relatifs aux tribunaux correctionnels 42
- Rédaction des tableaux relatifs aux cours d'assises 150
- Rédaction des tableaux relatifs aux juridictions militaires 159
- Méthode employée pour la rédaction de la statistique criminelle. Emploi à partir de 1899 de l'unité « individu condamné » au lieu de l'unité « condamnation individuelle ». 172
- Rédaction de la statistique des infractions individuelles 172

Statistique civile :
- Rédaction de la statistique civile et commerciale 210
- Rédaction des tableaux de la statistique des prisons 272
- Rédaction de la statistique des grâces . . . 307
- Rédaction de la statistique de la libération conditionnelle 337
- Rédaction de la statistique de la mendicité et du vagabondage 343
- Rédaction de la statistique de la police des étrangers 350
- Rédaction de la statistique des aliénés . . . 357

Mineurs. (Voir *Protection de l'enfance, Déchéance de la puissance paternelle, Ecoles de bienfaisance, Condamnés.*)

Ministère public.
- Affaires portées devant les tribunaux correctionnels par le ministère public 43
- Conclusions données en matière civile :
  - 1° Tribunaux de première instance . . XX, 239
  - 2° Cours d'appel . . . . . XXIV, 264
  - 3° Cours de cassation 268

Mise à la disposition du gouvernement. (Voir *Disposition du gouvernement, Protection de l'enfance : Mineurs jugés, décisions modificatives, etc.*)

Mise en observation de mineurs . . . . XLIV, L, 385, 410

Mois.
- Nombre des infractions commises durant chaque mois de l'année 200

Mort (Peine de). (Voir *Peines, Cour d'assises Crimes, Accusés, Grâces.*)

Muets. (Voir *Sourds-Muets.*)

Pages.

Nature des affaires. (Voir *Affaires.*)

Nomenclature. (Voir *Affaires, Infractions.*)

Notaires.
- Attributions et nombre des notaires 211
- Nombre des actes reçus par les notaires . . . 212

Notoriété (Actes de).
- Reçus par les juges de paix 212
- Homologation par les tribunaux civils . . . 244

Obligation scolaire.
- Chefs de famille dénoncés au juge de paix par les inspecteurs cantonaux. Suite donnée à ces dénonciations . . . . . X, 38

Officiers et agents judiciaires.
- Attributions 7

Ordre. (Voir *Contribution.*)

Ordonnances.
- Rendues par les présidents des tribunaux de première instance . . . . . XX, 244
- *(Voir Référés, Chambre du conseil, Expulsion de locataires).*

Organisation.
- De la statistique. (Voir *Méthode.*)
- Judiciaire. (Voir *Parquets, Juges d'instruction, Juges de paix, Chambres, Tribunaux, Cours.*)

Parquets.
- Attributions 7
- Etat des travaux 9
- Affaires laissées sans suite 10
- Mineurs poursuivis par les parquets . . . XLIV, 380

Partages et liquidations.
- Devant les juges de paix 212

Parties civiles.
- Affaires poursuivies devant les tribunaux de police 18
- Affaires poursuivies devant les tribunaux correctionnels 43

Peines.
- Peines de police, définition 17
- Peines correctionnelles, définition 42
- Peines criminelles, énumération 150

Condamnés classés par nature des peines :
- 1° Tribunaux de police:
  - Répartition par tribunal 26
  - Répartition par infraction 34
- 2° Tribunaux correctionnels :
  - Répartition par infraction suivant les antécédents judiciaires 44
  - Répartition par infraction et par tribunal 68
  - Répartition par tribunal suivant les antécédents judiciaires 138
  - Répartition suivant les antécédents judiciaires 144
- 3° Cours d'assises :
  - Répartition des condamnés par province . 151
  - Répartition d'après la nature des infractions selon l'acte d'accusation 154
  - Répartition d'après la nature des infractions déclarées constantes par le jury . 156
  - Accusés jugés par contumace 158
  - Accusés poursuivis pour délits politique ou de presse 158
- 4° Conseil de guerre :
  - Répartition par conseil de guerre 160
  - Répartition par infraction 162

Détenus dans les prisons, répartis par nature de peines :
- Mouvement général d'entrée et de sortie . 275
- Fréquentant l'école 280
- Punis durant l'année 282
- Condamnés subissant une peine de plus de 3 mois, détenus au 31 décembre. XXXIV, 297, 298, 300
- Condamnés récidivistes subissant une peine de plus de 3 mois 300
- Libérés d'une peine de plus de 3 mois . . 302

Condamnés ayant formé des requêtes en grâce :
- Classés d'après la nature des peines . . 308
- Classés d'après la nature des peines suivant leurs antécédents judiciaires . . 318
- (Voir aussi *Amende, Emprisonnement, Crime.*)

Peines disciplinaires.
- Prononcées par les conseils de guerre . . . 160, 162
- (Voir *Disciplinaires (Poursuites.)*

Placements (mineurs confiés à un particulier, à une société ou institution.) (Voir *Protection de l'enfance :* Mineurs jugés, décisions modificatives, etc.)

Plaintes.
- Plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés dans les parquets . . . . . VII, 9
- Autorités qui les ont reçus 9

Police.
- Judiciaire : organisation, travaux 7
- Tribunaux. (Voir *Tribunaux.*)
- Des étrangers . . . . . XLI, 350

Population.
- Des différentes catégories de communes . . . XVII
- Condamnés subissant une peine de plus de 3 mois détenus au 31 décembre, classés suivant la population de la commune ou l'infraction a été commise . . . . . XXXIV, 297
- Mouvement de la population dans les prisons . . . . . XXVI, 275

Pages.

Mouvement de la population dans les asiles d'aliénés 358, 360
Mouvement de la population dans les dépôts de mendicité et maisons de refuge. . . . 345
Mouvement de la population dans les écoles de bienfaisance et établissements disciplinaires . . . . . L, 412
Mouvement de la population dans les établissements d'observation . . . . . L, 410
Mouvement de la population de l'établissement spécial de l'Etat pour anormaux. L, 410
Mouvement de la population : Mineurs en liberté surveillée . . . . . L, 406
Mouvement de la population : Mineurs en placement. . . . . L, 408

Pourvois. (Voir *Cour de cassation.*)

Prévenus.

Détenus préventivement 16
Jugés par les tribunaux correctionnels, répartis d'après leurs antécédents judiciaires, la nature des infractions et le résultat des poursuites 44
Jugés par chaque tribunal correctionnel, répartis d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites. 68
Jugés par chaque tribunal correctionnel, classés suivant leurs antécédents judiciaires et le résultat détaillé des poursuites. 138
Jugés par les tribunaux correctionnels, classés suivant leurs antécédents judiciaires et le résultat détaillé des poursuites. . . 144

Primaires (Condamnés).

Dans la statistique de l'administration de la justice pénale.

— Tribunaux correctionnels.

Définition de la dénomination 42
Nombre par catégorie d'infraction 44
Nombre par tribunal et par nature de peines 138
Nombre par nature de peines 144

— Cours d'assises.

Définition de la dénomination 150
Nombre par infraction 157

Dans la statistique criminelle.

Définition de la dénomination 172
Nombre dans chaque catégorie d'infractions des condamnés primaires répartis par sexe, état-civil, degré d'instruction, habitudes alcooliques, âge, endroit où l'infraction a été commise. . . . XI, 176 et suiv.
Nombre des infractions individuelles commises en Belgique durant chacun des mois de l'année ou à l'étranger par des condamnés primaires . . . . . XVII, 200
(Voir *Grâces*).

Pages.

Prisons.

(Voir Table méthodique, Table analytique : *Age, Cellules, Compte moral, Détenus, Décès, Ecoles, Etrangers, Etat de famille, Instruction, Journées d'entretien, Journées de détention, Libérés, Maladies, Méthode, Option de régime, Peines, Suicides, Travail, Régime cellulaire, Transferts en commun.*)

Procès-verbaux. (Voir *Plaintes.*)

Pro Deo.

Actes reçus par les juges de paix . . . . . XIX, 212
Autorisations de plaider sans frais accordées et rejetées par les juges de paix . . . 228
Tribunaux de première instance . . . . . XX, 244

Protection de l'enfance.

Déchéance de la puissance paternelle. (Voir plus haut.)
Nombre et sexe des mineurs poursuivis par les parquets . . . . . XLIV, 380
Nombre et sexe des mineurs poursuivis dont le juge d'instruction s'est occupé . XLIV, 382
Mesures de garde provisoire prises à l'égard des mineurs . . . . . XLIV, 383
Durée des mesures de garde provisoire qui ont pris fin en 1919. . . . . XLIV, 384
Mise en observation de mineurs. . . . . XLIV, 385
Mineurs jugés. Nature des faits commis . XLIV, 386
Mineurs jugés. Résultat des poursuites. . XLIV, 388
Mineurs jugés. Résultat des poursuites en rapport avec l'âge . . . . . XLIV, 390
Mineurs jugés. Résultat des poursuites en rapport avec les faits commis. . . . . XLIV, 390
Mise à la disposition du gouvernement ordonnée par les cours et tribunaux accessoirement à une condamnation à l'emprisonnement . . . . . XLV, 392
Décisions modificatives prises à l'égard des mineurs. Délai écoulé depuis la décision antérieure. Nature de la décision nouvelle . . . . . XLVI, 394
Jugements modificatifs rendus à l'égard des mineurs. Délai depuis la dernière décision. Nature de la décision nouvelle XLVI, 396
Jugements modificatifs de revision triennale. Délai depuis la dernière décision. Nature de la décision nouvelle . . . XLVI, 398
Mises en liberté surveillée qui ont pris fin. Age au début et durée de cette mesure, régime substitué . . . . . XLVI, 400
Placements qui ont pris fin. Age au début et durée de cette mesure, régime substitué. . . . . XLVI, 400, 402
Internements dans une école de bienfaisance qui ont pris fin. Age au début et durée de cette mesure, régime substitué. XLVI, 402
Internements dans un établissement disciplinaire qui ont pris fin. Age au début et durée de cette mesure, régime substitué. XLVI, 404

Pages.

Internements dans un asile ou établissement approprié qui ont pris fin. Age au début et durée de cette mesure, régime substitué . . . . . XLVI, 404
Mineurs en liberté surveillée : mouvement de la population . . . . . L, 406
Mineurs en placement : mouvement de la population . . . . . L, 408
Établissements d'observation de l'État ; mouvement de la population. . . . . L, 410
Etablissement spécial de l'Etat pour anormaux ; mouvement de la population. . L, 410
Écoles de bienfaisance et établissements disciplinaires; mouvement de la population. . . . . L, 412
La statistique de la répression des crimes et délits contre la moralité ou la faiblesse des enfants prévus par le chapitre III de la loi du 15 mai 1912 est comprise dans la statistique pénale et la statistique criminelle.

Rapatriés

Élèves des écoles de bienfaisance 412

Récidivistes :

Dans la statistique de l'administration de la justice pénale :

— Tribunaux correctionnels.

Définition de la dénomination et subdivision des récidivistes. 42
Nombre par catégorie d'infractions. . . . 44
Nombre par tribunal et par nature de peines 138
Nombre par nature de peines 144

— Cours d'assises.

Définition de la dénomination et subdivision des récidivistes. 150
Nombre par infraction. 157

Dans la statistique criminelle :

Définition de la dénomination 172
Nombre dans chaque catégorie d'infractions des récidivistes répartis par sexe, état civil, degré d'instruction, habitudes alcooliques, âge, endroit où l'infraction a été commise. . . . . XI, 176 et suiv.
Nombre des infractions individuelles commises en Belgique durant chacun des mois de l'année ou à l'étranger, par des récidivistes . . . . . XVII, 202
Récidivistes détenus dans les prisons. . . . 286
(Voir *Grâces.*)

Reclusion. (Voir *Peines, Cours d'assises, Crimes, Accusés, Grâces.*)

Référés jugés par les présidents des tribunaux civils . . . . . XX, 244
En matière de sequestre de biens d'ennemis 244
Ordonnances de référé rendues par les présidents des tribunaux de commerce . . . XXII

Pages.

Réhabilitations.

Par nature d'infractions 13
Par cour d'appel . . . . . VIII, 14
Demandées par des faillis XXIV

Renvoyés des poursuites.

Inculpés renvoyés des poursuites, le tribunal de police s'étant déclaré incompétent 26, 34
Chefs de famille dénoncés pour manquement à l'obligation scolaire qui n'ont fait l'objet d'aucune mesure . . . . . X, 38
Renvoyés des poursuites par les conseils de guerre :
Classés par conseil 160
Classés d'après la nature des infractions 162
Renvoyés des poursuites par la cour militaire 167
Mineurs (Voir *Protection de l'enfance : mineurs poursuivis, mineurs jugés.*)

Réprimandés.

Pour absence au scrutin électoral. 26, 37
Mineurs réprimandés. (Voir *Protection de l'enfance : mineurs jugés.*)

Revision triennale (Jugements de). (Voir *Protection de l'enfance.*)

Saisies immobilières.

Transcriptions . . . . . XXI, 246

Saisons. (Voir *Mois.*)

Décès dans les prisons durant chaque trimestre 286
Saison du commencement de la maladie des aliénés admis dans les établissements . . 362, 363

Scellés.

Levées de scellés 212

Séparation de corps. (Voir *Divorce.*)

Sequestres de biens d'ennemis.

Ordonnances de nomination de sequestre, référés et autres ordonnances rendues en matière de sequestre 244

Serment (Prestation de).

Dans les affaires jugées par les juges de paix 228
Dans les affaires jugées par les tribunaux de première instance. 243
Dans les affaires jugées par les tribunaux de commerce 250

Sexe.

Influence du sexe sur la criminalité XI
Répartition par sexe des divorcés 240, 242
Répartition par sexe des faillis 256
Tous les renseignements de la statistique criminelle, sauf ceux de la statistique des infractions, sont donnés séparément pour les hommes et pour les femmes.

Pages.

Il en est de même de ceux des statistiques des prisons, de la mendicité et du vagabondage, de la libération conditionnelle, des asiles d'aliénés, des sourds-muets et aveugles et de la déchéance de la puissance paternelle.

Tous les renseignements de la statistique de l'application de la loi sur la protection de l'enfance sont donnés séparément pour les garçons et pour les filles.

Sociétés.
Faillites de sociétés . . . . . XXII, 256
Actes de société 250

Sourds-muets et aveugles, par province, par sexe 370

Succession testamentaire (ordonnance d'envoi en possession de) . . . . . XX, 244

Suicides :
Dans les prisons . . . . . XXIX, 288
Dans les asiles d'aliénés 358, 360

Testaments (Procès-verbaux de présentation de) XX, 244

Transferts en commun XXXIII

Travail dans les prisons . . . . . XXXII, 292

Travaux forcés. (Voir *Peines, Cours d'assises, Crimes, Accusés, Grâces.)*

Pages.

Tribunaux :
— De justice de paix et de police.
Organisation, compétence 17, 211
Travaux en matière répressive . . . . . VIII, 18
Travaux en matière civile . . . . . XIX, 212
— De première instance.
Organisation, compétence 42, 236
Travaux en matière répressive . . . . . IX, 43
Id. civile . . . . . XIX, 237
Id. commerciale . . . . . XXI, 248
Id. disciplinaire XX
— De commerce.
Compétence 247
Travaux . . . . . XXI, 248
— Pour enfants. (Voir *Protection de l'enfance.*)

Vagabondage et mendicité (Voir *Disposition du Gouvernement, Dépôts de mendicité et maisons de refuge, Etrangers.*)

Ventes de biens.
Devant les juges de paix 212
Autorisation par les tribunaux de première instance . . . . . XX, 244

Ventes mobilières. Procès-verbaux reçus par les greffiers de justice de paix XIX

Veufs. (Voir *État civil, Famille* [*Etat de*].)

Visites de lieux sans experts.
Par les juges de paix 228

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Pages.

Statistique pénale.

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique de l'administration de la justice pénale.*

1. Police judiciaire et juridictions d'instruction VII
2. Tribunaux de police VIII
3. Tribunaux correctionnels IX
4. Cours d'appel IX
5. Cours d'assises X
6. Conseils de guerre et Cour militaire X
7. Cour de cassation X

DEUXIÈME PARTIE. — *Statistique criminelle.*

8. Nombre des condamnés XI
9. Sexe XI
10. État Civil XII
11. Degré d'instruction XII
12. Ivrognerie XII
13. Age XVI
14. Répartition géographique des condamnés XVI
15. Classement des récidivistes par degré. Récidive générale (générique) et récidive spéciale (spécifique) XVI
16. Nombre des infractions individuelles. Leur répartition par mois XVII
17. Contraventions aux articles 1er, 2, 3 de la loi sur l'ivresse publique. Loi du 16 août 1887 . . XVIII

Statistique de la justice civile et commerciale.

I. Justices de paix XIX
II. Tribunaux de première instance XIX
III. Tribunaux de commerce XXI
IV. Cours d'appel XXIII
V. Cour de cassation XXIV

Statistique pénitentiaire.

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique administrative.*

1. Organisation des prisons XXV
2. Capacité des prisons XXVI
3. Mouvement général d'entrée et de sortie. Journées de détention. Population moyenne . . . XXVI
4. Ecole XXVII
5. Punitions infligées aux détenus XXVIII
6. Service médical XXVIII
7. Décès XXIX
8. Suicides et tentatives de suicide XXIX
9. Aliénation mentale XXX
10. Travail des détenus XXXII
11. Prix de la journée d'entretien XXXIII
12. Renseignements divers XXXIII

DEUXIÈME PARTIE. — *Statistique des détenus* XXXIV

Statistique des grâces XXXVI

Statistique de la libération conditionnelle XXXVII

Statistique de la mendicité et du vagabondage.
Mouvement de la population des dépôts de mendicité et maisons de refuge XL

Statistique de la police des étrangers XLI

Statistique des aliénés admis dans les établissements XLII

Rapport sur l'application de la loi du 15 mai 1912 (Protection de l'enfance) XLIII

TABLEAUX

STATISTIQUE PÉNALE

Pages.

Annexe. — Organisation des travaux statistiques 4

PREMIÈRE PARTIE.

Statistique de l'Administration de la Justice pénale.

1° POLICE JUDICIAIRE ET INSTRUCTION. — DÉTENTION PRÉVENTIVE :

Organisation et compétence des offices de police et d'instruction. — Dispositions législatives sur la détention préventive. 7

I. — Etat des travaux des parquets. 9

II. — Affaires laissées sans poursuites par les parquets 10

III. — Juges d'instruction et chambres du conseil. Affaires terminées. Résultat de l'instruction . 11

IV. — Crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus 12

V. — Réhabilitations demandées en vertu de la loi du 25 avril 1896 13

VI. — Chambres des mises en accusation. Nombre et résultat des arrêts. 14

VII. — Ordonnances de la chambre du conseil qui ont été soumises à la chambre des mises en accusation 14

VIII. — Détention préventive. Prévenus acquittés en appel 15

IX. — Id. Inculpés déchargés des poursuites par les chambres des mises en accusation 15

X. — Durée de la détention préventive des accusés de crimes ou de délits ordinaires jugés contradictoirement par les cours d'assises 15

XI. — Durée de la détention préventive des inculpés déchargés des poursuites par les chambres du conseil et des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels 16

2° TRIBUNAUX DE POLICE :

Organisation et compétence 17

XII. — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police 18

XIII. — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police 26

XIV. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions 34

XV. — Nombre des appels jugés par les tribunaux correctionnels. 37

XVI. — Lois électorales. Absence au vote. Résultat des poursuites 37

XVII. — Lois coordonnées sur l'enseignement primaire, articles 9, 10 et 11 (Obligation scolaire). Individus dénoncés au juge de paix par les inspecteurs cantonaux. Suite donnée à ces dénonciations. 38

3° TRIBUNAUX CORRECTIONNELS :

Organisation et compétence 42

XVIII. — Nombre des affaires dont les tribunaux correctionnels ont eu à s'occuper 43

XIX. — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels classés par espèce d'infraction d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites :

En première instance 44

En degré d'appel 64

XX. — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites :

En première instance 68

En degré d'appel 118

XXI. — Résultat détaillé des poursuites devant chaque tribunal correctionnel :

En première instance 138

En degré d'appel 142

XXII. — État détaillé des peines prononcées par les tribunaux correctionnels, les condamnés étant répartis d'après leurs antécédents judiciaires 144

Pages.

4° COURS D'APPEL :

Organisation et compétence 145

XXIII. — Affaires portées devant les cours d'appel. Nombre et nature des arrêts rendus 146

XXIV. — Prévenus jugés par les cours d'appel. Modifications apportées par les arrêts aux jugements de première instance 146

XXV. — Nature des infractions jugées par les cours d'appel 147

5° COURS D'ASSISES :

Organisation et compétence 150

XXVI. — Aperçu général des travaux des cours d'assises :

1° Nombre et nature des affaires jugées par chaque cour. Nombre des individus poursuivis 151

2° Nombre par province des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés 151

XXVII. — Affaires jugées contradictoirement. Accusés classés suivant les provinces où ils ont été jugés, avec indication de la nature des infractions et du résultat sommaire des poursuites 152

XXVIII. — Affaires jugées contradictoirement. Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées 154

XXIX. — Affaires jugées contradictoirement. Résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit. Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix. 155

XXX. — Affaires jugées contradictoirement. Accusés classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires, les peines qui leur ont été infligées 156

XXXI. — Causes apparentes des crimes d'assassinat, de parricide, de meurtre et d'incendie déclarés constants par le jury et suivis de la condamnation de leurs auteurs. 158

XXXII. — Affaires jugées par contumace 158

XXXIII. — Délits politiques et de presse 158

6° CONSEILS DE GUERRE :

Organisation et compétence 159

XXXIV. — Condamnés classés par conseils de guerre 160

XXXV. — Condamnés classés d'après la nature des infractions 162

7° COUR MILITAIRE :

Organisation et compétence 166

XXXVI. — Inculpés classés d'après la nature des infractions et le résultat de l'appel 167

8° COUR DE CASSATION :

Organisation et compétence. 169

XXXVII. — Pourvois en matière criminelle, électorale, fiscale, etc 170

SECONDE PARTIE.

Statistique criminelle.

Matière de cette statistique. — Nomenclature en usage 172

XXXVIII. — Nombre total des condamnations individuelles et des condamnés répartis par nature d'infractions :

Hommes 176

Femmes 177

XXXIX. — État civil :

Hommes 178

Femmes 179

XL. — Degré d'instruction :

Hommes 180

Femmes 181

XLI. — Ivrognerie :

Hommes 182

Femmes 183

XLII. — Age. Répartition d'après la nature des infractions commises :

Hommes 184

Femmes 186

Pages.

XLIII. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable . 188
XLIV. — Récidivistes spécialistes et non spécialistes répartis d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues :
Hommes . . . 196
Femmes . . . 198
XLV. — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger :
Condamnés primaires . . . 200
Condamnés récidivistes. . . . 202
Condamnés primaires et récidivistes réunis . . . 204
XLVI. — Contraventions aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique, réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises : . . . 206
XLVII. — Table de décompte. Relevé par groupe d'importance numérique des *condamnations individuelles* dont le décompte a permis d'établir la statistique des individus *condamnés* pendant l'année 1919 . . . 207

Statistique de l'Administration de la Justice civile et commerciale.

Rédaction des tableaux . . . 210

1° Justices de paix :

Compétence . . . 211
XLVIII. — État par canton des travaux des juges de paix. Actes notariés . . . 212
Id. — Récapitulation par arrondissement . . . 226
XLIX. — Actes d'instruction et de procédure . . . 228
Id. — Récapitulation par arrondissement . . . 235

2° Tribunaux de première instance :

Compétence . . . 236
L. — Aperçu général des affaires civiles introduites, terminées et restant à juger . . . 237
LI. — Durée des procès . . . 238
LII. — Nature des affaires civiles terminées par des jugements . . . 239
LIII. — Divorces et séparations de corps. . . . 240
LIV. — Divorces et séparations de corps, motif des demandes, situation de famille, durée du mariage . . . 242
LV. — Jugements avant de statuer au fond et actes d'instruction préparatoire . . . 243
LVI. — Affaires sur requête, référés, ordonnances. . . . 244
LVII. — Procédures d'ordre et de contribution . . . 246

3° Tribunaux de commerce :

Compétence . . . 247
LVIII. — Aperçu général des causes commerciales introduites, terminées et restant à juger . . . 248
LIX. — Durée de la procédure . . . 249
LX. — Jugements rendus avant de statuer au fond. Actes d'instruction préparatoire. Actes de société . . . 250

Concordats. Législation.. . . . 251
LXI. — Concordats préventifs de la faillite. Suite donnée aux demandes . . . 252
LXII. — Concordats préventifs de la faillite clôturés par liquidation après abandon d'actif. Dividende distribué mis en rapport avec le passif . . . 252

Faillites. Législation. . . . 253
LXIII. — Aperçu général . . . 254
Faillites déclarées :
LXIV. — Montant du passif . . . 255
LXV. — Circonstances personnelles aux faillis . . . 256
LXVI. — Relevé par province . . . 256
Faillites terminées :
LXVII. — Par concordat. Dividende distribué mis en rapport avec le passif . . . 257
LXVIII. — Par liquidation : *A*. Dividende distribué mis en rapport avec le passif. . . . 257
B. Emploi de l'actif réalisé . . . 257
LXIX. — Durée de la procédure dans les faillites terminées et à terminer . . . 258

Pages.

4° Cours d'appel :

Compétence. . . . 259
LXX. — Causes introduites, terminées et restant à juger avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées . . . 260
Id. — Récapitulation . . . 263
LXXI. — Nature des affaires civiles et commerciales terminées par les arrêts . . . 264
LXXII. — Durée de la procédure . . . 266
LXXIII. — Affaires électorales, de milice et fiscales . . . 266

5° Cour de cassation :

Compétence . . . 267
LXXIV. — Pourvois en matière civile . . . 268
LXXV. — Arrêts classés d'après leur nature et les lois auxquelles ils se rapportent . . . 269

Statistique Pénitentiaire.

Organisation des prisons . . . 272
Méthode employée pour la rédaction des tableaux . . . 272

PREMIÈRE PARTIE.

Statistique administrative.

LXXVI. — Capacité des prisons. Population moyenne, minima et maxima . . . 274
LXXVII. — Mouvement général d'entrée et de sortie :
A. Prisons centrales . . . 275
B. Prisons secondaires . . . 276
LXXVIII. — Répartition des journées de détention . . . 278
LXXIX. — Ecoles. Mouvement d'entrée et de sortie :
A. Prisons centrales . . . 279
B. Prisons secondaires . . . 279
LXXX. — Ecoles. Détenus fréquentant l'école au 31 décembre, répartis suivant l'instruction, avant et depuis l'entrée :
A. Prisons centrales . . . 280
B. Prisons secondaires . . . 280
LXXXI. — Punitions infligées aux détenus :
A. Prisons centrales . . . 282
B. Prisons secondaires . . . 282
LXXXII. — Service médical. Détenus traités pendant l'année :
A. Prisons centrales . . . 284
B. Prisons secondaires . . . 284
LXXXIII. — Décès :
A. Prisons centrales . . . 286
B. Prisons secondaires . . . 286
LXXXIV. — Suicides et tentatives de suicides :
A. Prisons centrales . . . 288
B. Prisons secondaires . . . 288
LXXXV. — Aliénation mentale :
A. Prisons centrales . . . 290
B. Prisons secondaires . . . 290
LXXXVI. — Compte en recettes et dépenses du travail effectué par les détenus . . . 292
LXXXVII. — Prix de la journée d'entretien . . . 294

DEUXIÈME PARTIE.

Statistique des détenus.

LXXXVIII. — Répartition des individus frappés par la justice détenus au 31 décembre, suivant le lieu où l'infraction a été commise . . . 297
LXXXIX. — Répartition suivant l'âge, l'état civil, la filiation, le degré d'instruction, l'idiome . . . 298
XC. — Id. la juridiction, le genre des infractions et la nature des peines. . . . 300
XCI. — Id. l'état de récidive . . . 300
XCII. — Libérés pendant l'année. Condition au moment de la libération . . . 302

Statistique des Grâces.

Soumises à l'instruction du Ministère de la Justice.

Pages.

Dispositions législatives 307
Rédaction des tableaux 307
XCIII. — Individus condamnés ayant formé des requêtes en grâce qui après examen par le Département de la Justice ont fait l'objet d'une décision de la part du Roi. Nombre de ces individus classés d'après la nature des infractions auxquelles s'appliquent les requêtes 308
Classement de ces individus d'après leurs antécédents judiciaires et la nature des infractions :
Première catégorie : Individus sans antécédents judiciaires ou condamnés précédemment à des peines de police 318
Deuxième catégorie : Individus condamnés précédemment à une ou à des peines criminelles ou correctionnelles 326

Statistique de la Libération conditionnelle (Patronage des détenus).

Dispositions législatives 336
Rédaction des tableaux 337
XCIV. — Nombre des propositions et des requêtes accueillies et rejetées. Motifs des rejets 337
XCV. — Renseignements relatifs aux libérés 337
XCVI. — Nombre de visites faites aux détenus en 1919, par les membres visiteurs des comités de patronage 339
XCVII. — Nombre de détenus qui, au cours de l'année 1919, ont reçu une ou plusieurs visites de membres visiteurs des comités de patronage 340

Statistique de la Mendicité et du Vagabondage.

Dispositions législatives. 343
Méthode employée pour la rédaction des tableaux. 344
Dépôts de mendicité et maisons de refuge :
XCVIII. — Mouvement de la population des dépôts de mendicité et maisons de refuge en 1919 . . . 345
XCIX. — Répartition d'après leurs antécédents des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1919 346
C. — Répartition par âge des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1919 346
CI. — Durée de l'internement subi par les reclus sortis des dépôts de mendicité en 1919 : . 347
CII. — Durée de l'internement subi par les reclus sortis des maisons de refuge en 1919. . . 348
CIII. — Nombre des journées d'entretien 348

Statistique de la Police des Étrangers.

Dispositions législatives et administratives concernant la police des étrangers 350
Rédaction des tableaux. 350
CIV. — Dénombrement par nationalité des étrangers arrivés pour la première fois dans le pays, du 1er janvier au 31 décembre 1919 351
CV. — État numérique par nationalité des vagabonds étrangers conduits hors du Royaume soit sommairement soit après avoir été mis à la disposition du gouvernement en vertu d'un jugement en 1919 352
CVI. — État numérique des étrangers expulsés ou renvoyés du pays 353

Statistique des Aliénés.

Dispositions législatives sur le régime des aliénés 356
Rédaction des tableaux 357
CVII. — Mouvement de la population pendant l'année 1919 :
Hommes 358
Femmes 360

Pages.

CVIII. — Premières admissions. Age. État civil. Saisons :
Hommes 362
Femmes 363
CIX. — Sorties. Age. Résultat du traitement :
Hommes 364
Femmes 365
CX. — Statistique des alcoolisés :
Hommes 366
Femmes 367

Statistique des Sourds-Muets et des Aveugles.

CXI. — Sourds-muets et aveugles au 31 décembre 1919, par province et par sexe 370

Statistique de l'application de la loi sur la protection de l'enfance.

(Chapitres I et II.)

Inventaire des tableaux. 373

CHAPITRE Ier. — DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE.

CXII. — Nombre et sexe des individus déclarés déchus de la puissance paternelle. — Étendue et motifs de la déchéance 374
CXIII. — Nombre d'enfants qui ont fait l'objet d'une mesure de garde pendant la procédure en déchéance. — Nature et durée de ces mesures 376
CXIV. — Mesures définitives prises à l'égard des enfants. — Nature de la décision. — Nombre et sexe des enfants 376
CXV. — Décisions modificatives concernant le choix des personnes auxquelles les mineurs étaient confiés. 377
CXVI. — Décisions des cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle prononcées en 1919 377
CXVII. — Nombre et sexe des individus réintégrés dans les droits de la puissance paternelle en 1919. Motifs pour lesquels la déchéance avait été déclarée 378

CHAPITRE II. — MINEURS TRADUITS EN JUSTICE.

CXVIII. — Parquets. — Nombre et sexe des mineurs poursuivis. 380
CXIX. — Nombre et sexe des mineurs poursuivis dont le juge d'instruction s'est occupé 382
CXX. — Mesures de garde provisoire prises à l'égard des mineurs 383
CXXI. — Durée des mesures de garde provisoire qui ont pris fin en 1919. Age des mineurs qui en furent l'objet 384
CXXII. — Mises en observation ordonnées par les juges des enfants et les juges d'appel. Nombre, durée, résultats 385
CXXIII. — Mineurs jugés. Nature des faits commis 386
CXXIV. — Résultat des poursuites par arrondissement 388
CXXV. — Résultat des poursuites en rapport avec l'âge. 390
CXXVI. — Résultat des poursuites en rapport avec les faits commis 390
CXXVII. — Mise à la disposition du gouvernement ordonnée par les cours et tribunaux accessoirement à une condamnation à l'emprisonnement 392
CXXVIII. — Décisions modificatives prises à l'égard des mineurs. Délai écoulé depuis la décision antérieure. Nature de la décision nouvelle 394
CXXIX. — Jugements modificatifs rendus à l'égard des mineurs. Délai depuis la dernière décision. Nature de la décision nouvelle 396
CXXX. — Jugements modificatifs de revision triennale rendus à l'égard des mineurs. Délai depuis la dernière décision. Nature de la décision nouvelle. 398
CXXXI. — Résultat des mises en liberté surveillée qui ont pris fin par décision du juge des enfants. Age au début et durée de cette mesure. 400
CXXXII. — Résultat des placements chez une personne qui ont pris fin par décision du juge des enfants. Age au début et durée de cette mesure 400
CXXXIII. — Résultat des placements dans une société ou une institution qui ont pris fin par décision du juge des enfants. Age au début et durée de cette mesure 402

Pages.

CXXXIV. — Résultat des internements dans une école de bienfaisance de l'État qui ont pris fin par décision du juge des enfants. Age au début et durée de cette mesure 402
CXXXV. — Résultat des internements dans un établissement disciplinaire qui ont pris fin par décision du juge des enfants. Age au début et durée de cette mesure 404
CXXXVI. — Résultat des internements dans un asile ou établissement approprié qui ont pris fin par décision du juge des enfants. Age au début et durée de cette mesure. 404
CXXXVII. — Mineurs en liberté surveillée. Mouvement de la population. 406
CXXXVIII. — Mineurs en placement. Mouvement de la population 408
CXXXIX. — Établissements d'observation de l'État. Mouvement de la population. Résultats. . . . 410
CXL. — Établissement spécial de l'État pour anormaux. Mouvement de la population 410
CXLI. — Écoles de bienfaisance et établissements disciplinaires de l'État. Mouvement de la population 412
Table analytique 421